

**PROJET DE BUDGET-PROGRAMME  
POUR L'EXERCICE BIENNAL  
1982 - 1983**

---

**Volume II**

**(Chapitres 15 à 33 et chapitres 1<sup>er</sup>, 2 et 3 des recettes)**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 6 (A/36/6)



**NATIONS UNIES**

New York, 1981

## NOTE

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

**Le présent volume contient les chapitres 15 à 33 et les chapitres 1<sup>er</sup>, 2 et 3 des recettes du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983. L'avant-propos et les annexes ainsi que les chapitres 1<sup>er</sup> à 14 figurent dans le volume I.**

## TABLE DES MATIERES

### Volume I

#### Sigles souvent utilisés

#### Avant-propos

#### Annexes à l'avant-propos

- Annexe I. Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 et analyse du taux de croissance réelle
- Annexe II. Analyse du total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)
- Annexe III. Dépenses non renouvelables (1980-1981 et 1982-1983)
- Annexe IV. Projections des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation pour 1981, 1982 et 1983, par principaux lieux d'affectation
- Annexe V, a. Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1980-1981 et demandes pour l'exercice biennal 1982-1983 au budget ordinaire
- Annexe V, b. Postes temporaires demandés pour l'exercice biennal 1982-1983 au budget ordinaire (avec postes temporaires approuvés pour l'exercice biennal 1980-1981 au budget ordinaire)
- Annexe VI. Ventilation des crédits ouverts pour 1980-1981 et des crédits demandés pour 1982-1983 par chapitre/programme du budget et par principaux objets de dépense
- Annexe VII. Analyse des taux relatifs d'accroissement de ressources qui sont proposés, par rapport aux directives données par le Comité du programme et de la coordination
- Annexe VIII, a. Fonds extra-budgétaires : tableau récapitulatif, par chapitre, des montants prévus pour des services d'appui financés par des fonds extra-budgétaires en 1982-1983
- Annexe VIII, b. Services d'appui financés par des fonds extra-budgétaires : ressources en personnel prévues pour 1982-1983
- Annexe VIII, c. Fonds extra-budgétaires : montants estimatifs des dépenses prévues pour des activités de fond et des projets opérationnels en 1982-1983
- Annexe IX. Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis pour l'exercice biennal 1982-1983

### A. — Prévisions de dépenses

#### Chapitres

#### TITRE PREMIER. — POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

##### 1. — Politiques, direction et coordination d'ensemble

###### A. — *Organes directeurs*

1. — Assemblée générale
2. — Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)
3. — Comité des contributions
4. — Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)
5. — Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du Secrétariat de la Caisse)
6. — Conseil mondial de l'alimentation
7. — Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

###### B. *Direction exécutive et administration*

1. — Le Secrétaire général
2. — Cabinet du Secrétaire général
3. — Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale
  - a) Bureau du Secrétaire général adjoint, y compris la Division des affaires de l'Assemblée générale
  - b) Groupe spécial des droits des Palestiniens
4. — Bureau des secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales

5. – Bureau des questions politiques spéciales
  - a) Bureau du Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales
  - b) Groupe des programmes spéciaux d'assistance économique
6. – Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
7. – Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban
8. – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la coordination des programmes humanitaires de l'Organisation des Nations Unies au Kampuchea
9. – Situation en Afghanistan

## TITRE II. – AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

### 2. – Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix

#### A. – *Organes directeurs*

1. – Le Conseil de sécurité, ses comités et commissions
2. – Comité du désarmement
3. – Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

#### B. – *Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité*

1. – Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité (y compris la Section de la coordination et de l'information politique)
2. – Programmes d'activités
  - a) Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques
  - b) Centre pour le désarmement
  - c) Division des affaires politiques
  - d) Division de l'espace extra-atmosphérique (y compris le programme pour les applications des techniques spatiales)

#### C. – *Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*

1. – Secrétariat de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
2. – Sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

#### D. – *Missions spéciales*

1. – Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST)
2. – Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
3. – Dépôt de l'ONU à Pisc
4. – Division des missions (personnel chargé des communications)

#### E. – *Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient*

## TITRE III. – AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

### 3. – Affaires politiques, tutelle et décolonisation

#### A. – *Organes directeurs*

1. – Conseil de tutelle
2. – Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
3. – Comité spécial contre l'*apartheid*

#### B. – *Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation*

1. – Direction exécutive et administration
2. – Division des services de secrétariat
3. – Division de l'Afrique
4. – Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique

#### C. – *Namibie*

1. – Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le Bureau de la SWAPO)
2. – Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie
  - a) New York
  - b) Lusaka
  - c) Gaborone
3. – Assistance aux Namibiens

#### D. – *Centre contre l'apartheid*

TITRE IV. - ACTIVITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES

**4. - Organes directeurs (activités économiques et sociales)**

- A. - *Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques*
  - 1. - Conseil économique et social
  - 2. - Comité du programme et de la coordination
  - 3. - Comité administratif de coordination
  - 4. - Comité de la planification du développement
  - 5. - Commission de la condition de la femme
  - 6. - Comité des ressources naturelles
  - 7. - Commission de la population
  - 8. - Commission du développement social
  - 9. - Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance
  - 10. - Commission de statistique
- B. - *Conférences spéciales*
  - Assemblée mondiale sur le vieillissement

**5A. - Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale**

**5B. - Centre pour la science et la technique au service du développement**

- A. - *Organes directeurs*
- B. - *Direction exécutive et administration*
- C. - *Programme d'activité : science et technique au service du développement*
- D. - *Appui aux programmes : services administratifs et services communs*

**6. - Département des affaires économiques et sociales internationales**

- A. - *Direction exécutive et administration*
- B. - *Programmes d'activité*
  - 1. - Questions et politiques relatives au développement
  - 2. - Economie et technologie des océans
  - 3. - Population
  - 4. - Développement social et affaires humanitaires
  - 5. - Statistiques (New York et Genève)
- C. - *Appui aux programmes*
  - 1. - Planification et coordination des programmes
  - 2. - Administration et services communs

**7. - Département de la coopération technique pour le développement**

- A. - *Direction exécutive et administration*
  - 1. - Bureau du Secrétaire général adjoint et du Sous-Secrétaire général
  - 2. - Planification des politiques et des ressources
  - 3. - Liaison avec le Programme alimentaire mondial
- B. - *Programmes d'activité*
  - 1. - Questions et politiques relatives au développement
  - 2. - Ressources naturelles et énergie
  - 3. - Population
  - 4. - Administration et finances publiques
- C. - *Appui aux programmes*
  - 1. - Elaboration et exécution des programmes
  - 2. - Appui aux opérations hors Siège
  - 3. - Services administratifs et services communs

**8. - Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales**

- A. - *Direction exécutive et administration*
- B. - *Programme d'activité : services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales*

**9. - Sociétés transnationales**

- A. - *Organes directeurs*
  - Commission des sociétés transnationales

**B. – Secrétariat**

1. – Centre sur les sociétés transnationales
2. – Groupes communs Centre/commissions régionales
  - a) Groupe commun Centre/CEA
  - b) Groupe commun Centre/CEE
  - c) Groupe commun Centre/CEPAL
  - d) Groupe commun Centre/CEAO
  - e) Groupe commun Centre/CESAP

**10. – Commission économique pour l'Europe**

**A. Direction exécutive et administration**

**B. – Programmes d'activité**

1. – Alimentation et agriculture
2. – Questions et politiques relatives au développement
3. – Environnement
4. – Etablissements humains
5. – Développement industriel
6. – Commerce international
7. – Ressources naturelles et énergie
8. – Science et technique
9. – Statistiques
10. – Transports, communications et tourisme

**C. – Appui aux programmes : services administratifs et services communs**

**11. – Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

**A. – Organes directeurs**

**B. – Direction exécutive et administration**

1. – Bureau du Secrétaire général
2. – Bureau de liaison des commissions régionales

**C. – Programmes d'activité**

1. – Alimentation et agriculture
2. – Questions et politiques relatives au développement
3. – Environnement
4. – Etablissements humains
5. – Développement industriel
6. – Commerce international
7. – Ressources naturelles et énergie
8. – Population
9. – Science et technique
10. – Statistiques
11. – Transports I (transports, communications et tourisme)
12. – Transports II (transports maritimes, ports et voies navigables)
13. – Développement social et affaires humanitaires

**D. – Appui aux programmes**

1. – Services de conférence
2. – Gestion des activités de coopération technique
3. – Services administratifs et services communs

**12. – Commission économique pour l'Amérique latine**

**A. – Organes directeurs**

**B. – Direction exécutive et administration**

**C. – Programmes d'activité**

1. – Alimentation et agriculture
2. – Questions et politiques relatives au développement
3. – Environnement
4. – Etablissements humains
5. – Développement industriel
6. – Commerce international
7. – Coopération économique entre pays en développement
8. – Ressources naturelles et énergie

- 9. – Population
  - 10. – Science et technique
  - 11. – Développement social et affaires humanitaires
  - 12. – Statistiques
  - 13. – Transports, communications et tourisme
  - D. – *Appui aux programmes*
    - 1. – Relations extérieures et services d'information
    - 2. – Services de conférence
    - 3. – Bibliothèque et services de documentation
    - 4. – Gestion des activités de coopération technique
    - 5. – Services administratifs et services communs
- Annexe.* -- Répartition des postes permanents par lieu d'affectation

**13. – Commission économique pour l'Afrique**

- A. – *Organes directeurs*
- B. – *Direction exécutive et administration*
- C. – *Programmes d'activité*
  - 1. – Alimentation et agriculture
  - 2. – Questions et politiques relatives au développement
  - 3. – Enseignement, formation, main-d'oeuvre, gestion et emploi
  - 4. – Etablissements humains
  - 5. – Développement industriel
  - 6. – Commerce international
  - 7. – Ressources naturelles et énergie
  - 8. – Population
  - 9. – Administration et finances publiques
  - 10. – Science et technique
  - 11. – Développement social et affaires humanitaires
  - 12. – Statistiques
  - 13. – Transports
- D. – *Appui aux programmes*
  - 1. – Services de conférence
  - 2. – Gestion des activités de coopération technique
  - 3. – Administration et services communs

**14. – Commission économique pour l'Asie occidentale**

- A. – *Organes directeurs*
- B. – *Direction exécutive et administration*
- C. – *Programmes d'activité*
  - 1. – Alimentation et agriculture
  - 2. – Questions et politiques relatives au développement
  - 3. – Etablissements humains
  - 4. – Développement industriel
  - 5. – Commerce international
  - 6. – Main-d'oeuvre, gestion et emploi
  - 7. – Ressources naturelles et énergie
  - 8. – Population
  - 9. – Finances publiques
  - 10. – Science et technique
  - 11. – Développement social
  - 12. – Statistiques
  - 13. – Transports, télécommunications et tourisme
- D. – *Appui aux programmes*
  - 1. – Services d'information
  - 2. – Services de conférence
  - 3. – Gestion des activités de coopération technique
  - 4. – Services administratifs et services communs

Sigles souvent utilisés .....	xiii
-------------------------------	------

**A. – Prévisions de dépenses (suite)**

*Chapitres*

**TITRE IV. – ACTIVITES ECONOMIQUES, ET SOCIALES ET HUMANITAIRES (suite)**

<b>15. – Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</b> .....	<b>3</b>
A. – <i>Organes directeurs : sessions de la Conférence</i> .....	<b>10</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>12</b>
C. – <i>Programmes d'activité</i> .....	<b>15</b>
1. – Questions monétaires, questions financières et développement .....	<b>15</b>
2. – Produits de base .....	<b>20</b>
3. – Articles manufacturés et semi-finis .....	<b>27</b>
4. – Transports maritimes, ports et transport multimodal .....	<b>33</b>
5. – Transfert de technologie .....	<b>38</b>
6. – Coopération économique entre pays en développement .....	<b>43</b>
7. – Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents .....	<b>48</b>
8. – Pays en développement les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires .....	<b>52</b>
9. – Assurances .....	<b>56</b>
10. – Facilitation du commerce .....	<b>59</b>
D. – <i>Appui aux programmes</i> .....	<b>63</b>
1. – Gestion des activités de coopération technique .....	<b>63</b>
2. – Affaires de la Conférence .....	<b>65</b>
3. – Services administratifs et services communs .....	<b>68</b>
<b>16. – Centre du commerce international</b> .....	<b>72</b>
<b>17. – Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</b> .....	<b>75</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>83</b>
1. – Troisième Conférence générale de l'ONUDI .....	<b>83</b>
2. – Conseil du développement industriel et son Comité permanent .....	<b>84</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>85</b>
C. – <i>Programmes d'activité</i> .....	<b>89</b>
1. – Coordination des politiques .....	<b>89</b>
2. – Etudes et recherches industrielles .....	<b>94</b>
3. – Opérations industrielles .....	<b>103</b>
D. – <i>Appui aux programmes</i> .....	<b>111</b>
1. – Services de conférence, information et relations extérieures .....	<b>111</b>
2. – Services administratifs et services communs .....	<b>115</b>
<b>18. – Programme des Nations Unies pour l'environnement</b> .....	<b>119</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>127</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>129</b>
1. – Bureau du Directeur exécutif .....	<b>129</b>
2. – Secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants .....	<b>133</b>
C. – <i>Programmes d'activité</i> .....	<b>136</b>
1. – Liaison et représentation régionale .....	<b>136</b>
2. – Environnement .....	<b>141</b>
3. – Désertification .....	<b>147</b>
4. – Gestion du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement .....	<b>149</b>
D. – <i>Appui aux programmes</i> .....	<b>151</b>
1. – Services de conférence .....	<b>151</b>
2. – Services administratifs et services communs .....	<b>153</b>
3. – Travaux de construction (Groupe de planification du siècle) .....	<b>157</b>



<b>19. – Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)</b> .....	<b>158</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>166</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>168</b>
C. – <i>Activités relatives aux établissements humains</i> .....	<b>172</b>
D. – <i>Services administratifs et services communs</i> .....	<b>183</b>
<b>20. – Contrôle international des drogues</b> .....	<b>188</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>194</b>
B. – <i>Division des stupéfiants</i> .....	<b>195</b>
1. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>197</b>
2. – <i>Programmes d'activité</i> .....	<b>198</b>
C. – <i>Secrétariat de l'organe international de contrôle des stupéfiants</i> .....	<b>202</b>
D. – <i>Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues</i> .....	<b>207</b>
<b>21. – Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</b> .....	<b>210</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>217</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>219</b>
C. – <i>Programmes d'activité</i> .....	<b>223</b>
1. – <i>Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés</i> .....	<b>223</b>
a) <i>Direction et coordination de la protection</i> .....	<b>223</b>
b) <i>Direction et coordination de l'assistance</i> .....	<b>227</b>
c) <i>Coordination régionale au siège</i> .....	<b>231</b>
d) <i>Opérations ordinaires hors siège</i> .....	<b>234</b>
2. – <i>Opérations humanitaires spéciales</i> .....	<b>237</b>
D. – <i>Appui aux programmes</i> .....	<b>238</b>
1. – <i>Administration, gestion et services généraux</i> .....	<b>238</b>
2. – <i>Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds</i> .....	<b>242</b>
<b>22. – Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe</b> .....	<b>246</b>
A. – <i>Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)</i> .....	<b>253</b>
B. – <i>Programme d'activité : coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes</i> ..	<b>256</b>
C. – <i>Appui aux programmes : services administratifs et services communs</i> .....	<b>261</b>
<b>23. – Droits de l'homme</b> .....	<b>264</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> .....	<b>270</b>
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> .....	<b>275</b>
C. – <i>Activités dans le domaine des droits de l'homme</i> .....	<b>277</b>
<b>24. – Programme ordinaire de coopération technique</b> .....	<b>284</b>
A. – <i>Services consultatifs sectoriels</i> .....	<b>286</b>
1. – <i>Services consultatifs à court terme</i> .....	<b>287</b>
2. – <i>Projets hors siège</i> .....	<b>289</b>
3. – <i>Formation</i> .....	<b>291</b>
B. – <i>Services consultatifs régionaux et sous-régionaux</i> .....	<b>295</b>
C. – <i>Développement industriel</i> .....	<b>300</b>
<b>TITRE V. – JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL</b>	
<b>25. – Cour internationale de Justice</b> .....	<b>302</b>
A. – <i>Membres de la Cour</i> .....	<b>308</b>
B. – <i>Personnel du Greffe</i> .....	<b>309</b>
C. – <i>Services communs</i> .....	<b>311</b>

<b>26. — Activités juridiques</b> .....	<b>312</b>
<b>A. — Organes directeurs</b> .....	<b>319</b>
1. — Commission du droit international .....	323
2. — Commission des Nations Unies pour le droit commercial international .....	325
3. — Le Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat .....	327
<b>B. — Réunions et conférences spéciales</b> .....	329
<b>C. — Bureau des affaires juridiques</b> .....	331
1. — Direction exécutive et administration .....	336
2. — Programmes d'activité .....	340
a) Service du droit commercial international .....	340
b) Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités : enregistrement et publications des traités .....	343
c) Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international .....	346
d) Division de la codification .....	347
e) Division des questions juridiques générales .....	350

## TITRE VI. — INFORMATION

<b>27. — Information</b> .....	<b>354</b>
<b>A. — Département de l'information (New York)</b> .....	<b>360</b>
1. — Direction exécutive et administration .....	364
a) Bureau du Secrétaire général adjoint .....	364
b) Groupe de la planification, de la programmation et de l'évaluation .....	367
2. — Programmes d'activité .....	371
a) Division de la radio et des moyens visuels .....	371
b) Division de la presse et des publications .....	377
c) Division des relations extérieures .....	381
d) Division de l'information économique et sociale .....	385
3. — Appui au programme : service administratif .....	389
4. — Assemblée mondiale sur le vieillissement .....	392
<b>B. — Service d'information (Genève)</b> .....	394
<b>C. — Centres d'information</b> .....	400

## TITRE VII. — SERVICES COMMUNS D'APPUI

<b>28. — Administration, finances et gestion</b> .....	<b>403</b>
<b>A. — Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion</b> .....	<b>408</b>
<b>B. — Bureau des services financiers</b> .....	<b>411</b>
1. — Bureau du Sous-Secrétaire général .....	416
2. — Division du budget .....	419
3. — Division de la coordination des politiques .....	422
4. — Division de la comptabilité .....	425
5. — Division de la trésorerie .....	428
<b>C. — Bureau des services du personnel</b> .....	<b>431</b>
1. — Bureau du Sous-Secrétaire général .....	436
2. — Division de la coordination .....	439
3. — Division du recrutement .....	443
4. — Division de l'administration du personnel .....	446
5. — Service médical .....	449
<b>D. — Bureau des services généraux (New York)</b> .....	<b>453</b>
1. — Bureau du Sous-Secrétaire général .....	457
2. — Service de la sécurité et de la sûreté .....	460
3. — Division des achats, des transports et des bâtiments .....	464
4. — Division des communications, des dossiers et des services commerciaux .....	470
5. — Division des missions .....	478
6. — Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes .....	482
<b>E. — Service de gestion administrative</b> .....	<b>496</b>

F. – <i>Division de vérification intérieure des comptes</i> .....	499
1. – New York .....	503
2. – Genève .....	506
G. – <i>Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques</i> .....	510
1. – Bureau du Directeur .....	514
2. – Service de calcul de New York .....	516
3. – Bureau interorganisations pour les systèmes d'information (participation de l'ONU) .....	520
4. – Centre international de calcul (Genève) [participation de l'ONU] .....	521
H. – <i>Division de l'administration (Genève)</i> .....	522
1. – Bureau du Directeur .....	527
2. – Section des systèmes de gestion .....	529
3. – Service du budget .....	531
4. – Service des finances .....	533
5. – Service du personnel .....	536
I. – <i>Division des services généraux (Genève)</i> .....	539
1. – Bureau du Chef de la Division .....	544
2. – Archives, dossiers et courrier .....	546
3. – Section des bâtiments et des services techniques .....	548
4. – Section de la sécurité .....	550
5. – Section des achats, des transports et des services intérieurs .....	553
6. – Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes .....	556
J. – <i>Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)</i> .....	558
1. – New York .....	565
2. – Genève .....	576
3. – Commissions régionales .....	579
K. – <i>Dépenses diverses</i> .....	585
L. – <i>Activités administratives financées en commun</i> .....	589
1. – Commission de la fonction publique internationale .....	592
2. – Corps commun d'inspection .....	594
3. – Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'Organisation des Nations Unies) .....	597
M. – <i>Services administratifs (Vienne)</i> .....	601
1. – Services fournis par l'ONU .....	606
a) Office des Nations Unies à Vienne .....	606
b) Service de la sécurité et de la sûreté .....	608
2. – Services fournis par l'ONUDI .....	610
a) Finances et personnel .....	610
b) Services des bâtiments .....	612
c) Autres services généraux .....	614
d) Services communs .....	616
29. – <i>Services de conférence et bibliothèque</i> .....	618
A. – <i>Département des services de conférence (New York)</i> .....	623
1. – Direction exécutive et administration .....	630
2. – Division de traduction .....	632
3. – Division d'interprétation et des séances .....	636
4. – Division de la rédaction et des documents officiels .....	639
5. – Division des publications .....	642
6. – Service administratif .....	648
B. – <i>Services de conférence (Genève)</i> .....	652
1. – Direction exécutive et administration .....	656
2. – Division des services de conférence .....	659
3. – Service d'interprétation .....	661
4. – Service linguistique .....	663
5. – Service des publications .....	666
C. – <i>Services de conférence (Vienne)</i> .....	669
D. – <i>Bibliothèque (New York)</i> .....	673
1. – Direction exécutive et administration .....	677
2. – Services de bibliothèque et de documentation .....	679
E. – <i>Bibliothèque (Genève)</i> .....	683
1. – Direction exécutive et administration .....	687
2. – Services de bibliothèque .....	689
F. – <i>Bibliothèque (Vienne)</i> .....	691

## TITRE VIII. – DEPENSES SPECIALES

30. – Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies .....	695
---	-----

## TITRE IX. – CONTRIBUTION DU PERSONNEL

31. – Contributions du personnel .....	697
--	-----

## TITRE X. – DEPENSES D'EQUIPEMENT

32. – Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien .....	699
--	-----

## TITRE XI. – DONS SPECIAUX

33. – Subvention prévue pour l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche .....	706
---	-----

## B. – Prévisions de recettes

Chapitres  
des recettes

1. – Recettes provenant des contributions du personnel .....	708
2. – Recettes générales .....	709
A. – Recettes provenant de loyers .....	710
B. – Remboursements au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes .....	711
C. – Intérêts bancaires .....	712
D. – Vente de matériel usagé .....	712
E. – Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs .....	712
F. – Contributions d'Etats non membres .....	712
G. – Services de télévision et services analogues .....	712
H. – Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel .....	712
I. – Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale qui est à leur charge .....	712
J. – Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses du Corps commun d'inspection qui est à leur charge .....	712
K. – Recettes accessoires .....	713
3. – Activités productrices de recettes .....	717
A. – Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale .....	717
1. – Vente de timbres-poste de l'ONU .....	720
a) New York .....	723
b) Genève .....	725
c) Vienne .....	727
2. – Magasin de souvenirs (New York) .....	728
3. – Comptoir d'articles pour cadeaux .....	729
4. – Restaurants et services annexes (New York) .....	730
5. – Redevances .....	731
6. – Exploitation des garages (New York, Genève et Vienne) .....	733
7. – Personnel de supervision et d'administration dont le coût est imputé sur les recettes .....	735
B. – Vente de publications .....	740
C. – Services destinés aux visiteurs .....	740
1. – Visites guidées (New York) .....	743
2. – Groupe des visites (Genève) .....	746
3. – Visites guidées (Vienne) .....	746

## SIGLES SOUVENT UTILISES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Comité administratif de coordination
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CPC	Comité du programme et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désarmement
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche



**A. - PREVISIONS DE DEPENSES**

*(suite)*





## TITRE IV

### ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES ET HUMANITAIRES (suite)

#### CHAPITRE 15. — CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

TABLEAU 15.1. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
54 960,6	(4931,6)	(8,9)	3744,4	6,8	3 483,1	6,3	2 295,9	4,1	57 256,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
50 029,0	3 744,4	3 744,6	-	(0,2)	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	3 611,0	3 900,0
Total a)	3 611,0 a/	3 900,0 a/
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections en matière de développement	647,0	-
PNUE	146,0	-
Total b)	793,0	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	21 500,0	26 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	3 500,0	4 000,0
Total c)	25 000,0	30 000,0
Total a), b) et c)	29 404,0	33 900,0

Total, coûts directs	90 756,5
----------------------	----------

B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

57 869,5
----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	148 626,0
--	-----------

a/ Dont une cotisation de 501 000 dollars en 1980-1981 et de 400 000 dollars en 1982-1983 à l'Office des Nations Unies à Genève au titre des services nécessaires aux programmes de coopération technique de la CNUCED.

TABLEAU 15.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
 (AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Biffer différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981			Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Autres objets de dépense (4)		Postes permanents (5)		Autres objets de dépense (6)				
			Postes permanents (3)								
<b>A. Organes directeurs : sessions de la Conférence</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
B. Direction exécutive et administration	4 084,3	-	123,5	(3,9)	(0,5)	-	-	119,1	119,1	4 203,4	
C. Programmes d'activité											
1. Questions monétaires, questions financières et développement	8 565,5	-	51,8	(91,5)	(0,7)	-	-	0,1	(40,3)	8 525,2	
2. Produits de base	11 049,1	4 846,7	-	(63,6)	(1,2)	-	-	0,1	(64,7)	6 137,7	
3. Articles manufacturés et semi-finis	4 690,5	-	182,1	(47,5)	(0,6)	-	-	0,1	134,1	4 824,6	
4. Transports maritimes, ports et transport multimodal	3 826,0	-	51,8	(38,1)	(1,3)	-	-	0,1	12,5	3 838,5	
5. Transfert de technologie	3 749,1	-	139,4	(35,1)	(1,7)	-	-	-	102,6	3 851,7	
6. Coopération économique entre pays en développement	3 250,9	-	98,5	(31,8)	(0,9)	-	-	0,1	65,9	3 316,8	
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	1 828,7	-	-	(17,6)	(0,3)	-	-	0,1	(17,8)	1 810,9	
8. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	1 848,3	-	228,7	(19,9)	(0,1)	-	-	0,1	202,8	2 051,1	
9. Assurances	982,1	-	-	(9,9)	(0,3)	-	-	-	(10,2)	971,9	
10. Facilitation du commerce	385,1	-	-	(3,8)	(0,3)	-	-	-	(4,1)	381,0	
D. Appui aux programmes											
1. Gestion des activités de coopération technique	178,0	-	-	(1,8)	(0,1)	-	-	-	(1,9)	176,1	
2. Affaires de la Conférence	4 057,0	511,3	25,5	(36,0)	(2,3)	-	-	-	(12,8)	3 532,9	
3. Services administratifs et services communs	6 466,0	-	-	(37,1)	(21,7)	-	-	-	(58,8)	6 407,2	
<b>Total</b>	<b>54 960,6</b>	<b>5 358,0</b>	<b>895,3</b>	<b>(437,6)</b>	<b>(32,0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>(426,4)</b>	<b>50 029,0</b>	

a/ Des ajustements spéciaux ont été opérés afin de présenter le même coût pour chaque groupe spécial d'experts que la CNUCED doit réunir dans le cadre de ses divers programmes.

TABLEAU 15.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale		
					Dollars	%	
A. Organes directeurs : sessions de la Conférence	-	-	350,0	36,0	386,0	-	-
B. Direction exécutive et administration	4 084,3	119,1	14,3	287,7	421,1	10,3	4 505,4
C. Programmes d'activité							
1. Questions monétaires, questions financières et développement	8 565,5	(40,3)	(11,2)	529,8	478,3	5,5	9 043,8
2. Produits de base	11 049,1	(4 911,4)	2 783,7	592,6	(1535,1)	(13,8)	9 514,0
3. Articles manufacturés et semi-finis	4 690,5	134,1	(20,5)	299,5	413,1	8,8	5 103,6
4. Transports maritimes, ports et transport multimodal	3 826,0	12,5	(116,4)	233,7	129,8	3,3	3 955,8
5. Transfert de technologie	3 749,1	102,6	(87,2)	239,4	254,8	6,7	4 003,9
6. Coopération économique entre pays en développement	3 250,9	65,9	(20,4)	205,1	250,6	7,7	3 501,5
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	1 828,7	(17,8)	23,2	115,5	120,9	6,6	1 949,6
8. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	1 848,3	202,8	(15,3)	126,9	314,4	17,0	2 162,7
9. Assurances	982,1	(10,2)	(19,6)	58,6	28,8	2,9	1 010,9
10. Facilitation du commerce	385,1	(4,1)	14,8	24,4	35,1	9,1	420,2
D. Appui aux programmes							
1. Gestion des activités de coopération technique	178,0	(1,9)	-	10,5	8,6	4,8	186,6
2. Affaires de la Conférence	4 057,0	(524,1)	405,0	248,8	129,7	3,1	4 186,7
3. Services administratifs et services communs	6 466,0	(58,8)	444,0	474,6	859,8	13,2	7 325,8
<b>Total</b>	<b>54 960,6</b>	<b>(4 931,6)</b>	<b>3 744,4</b>	<b>3 483,1</b>	<b>2 295,9</b>	<b>4,1</b>	<b>57 256,6</b>

TABLEAU 15.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							
Postes permanents	33 794,1	359,9	11,8	2 116,9	2 488,6	36 282,7	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2 905,4	(2 444,2)	2 483,5	226,2	265,5	3 170,9	-
Consultants	1 161,6	(152,4)	158,1	88,9	94,6	1 256,2	-
Heures supplémentaires	117,0	(1,2)	60,0	15,0	73,8	190,8	-
Groupes spéciaux d'experts	354,4	2,6	-	27,1	29,7	384,1	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	24,8	-	-	-	-	24,8	-
Autres dépenses communes de personnel	9 427,5	(520,9)	631,7	590,2	701,0	10 128,5	-
Frais de voyage des représentants (sessions)	98,9	(0,7)	-	7,5	6,8	105,7	-
Frais de voyage du personnel en mission	1 261,1	(197,5)	339,3	112,0	253,8	1 514,9	-
Imprimerie et reliure	725,4	(5,6)	(15,0)	53,8	33,2	758,6	(2,0)
Frais généraux de fonctionnement	1 189,8	208,5	-	106,5	315,0	1 504,8	-
Location et entretien du matériel	481,4	(3,2)	-	36,5	33,3	514,7	-
Communications	217,4	(217,4)	-	-	(217,4)	-	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	19,5	0,1	10,0	2,5	12,6	32,1	-
Services divers	-	-	65,0	6,7	71,7	71,7	-
Fournitures et accessoires	1 120,4	(8,3)	-	84,8	76,5	1 196,9	-
Mobilier et matériel	111,4	(0,8)	-	8,5	7,7	119,1	-
Bourses, subventions et contributions	1 950,5	(1 950,5)	-	-	(1 950,5)	-	-
Total	54 960,6	(4 931,6)	3 744,4	3 483,1	2 295,9	57 256,5	-

TABLEAU 15.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	9	9	-	-	9	9
Administrateur général (D-1)	18	19	-	-	18	19
Administrateur hors classe (P-5)	50	49	6	6	56	55
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	54	54	2	2	56	56
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	64	64	2	2	66	66
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	32	32	2	2	34	34
<b>Total</b>	<b>229</b>	<b>229</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>241</b>	<b>241</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	13	13	-	-	13	13
Autres classes	174	174	20	20	194	194
<b>Total</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>207</b>	<b>207</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>416</b>	<b>416</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>448</b>	<b>448</b>

TABLEAU 15.6. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1980-1981		1982-1983	
Produits de base :		Organes directeurs	350,0
1. Postes spéciaux et dépenses connexes au titre du Programme intégré pour les produits de base	3 407,5	Produits de base :	
2. Fonds commun	1 750,5	Postes spéciaux et dépenses connexes au titre du Programme intégré pour les produits de base	3 394,6
3. Conseil du caoutchouc	200,0		
	<b>5 358,0</b>		<b>3 744,6</b>

TABLEAU 15.7. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 15					
		A	B	1	2	3	4
<b>Chapitre 28.</b>							
A	155,9	0,0	12,9	25,2	20,7	16,8	13,6
B	260,8	0,9	16,8	24,5	26,7	16,3	30,2
C	395,9	-	31,8	74,2	47,2	36,1	31,8
D	3 065,7	-	-	-	-	-	-
E	88,3	0,6	6,6	13,2	13,8	7,4	6,2
F	221,1	1,4	16,5	32,9	34,6	18,6	15,6
G	722,7	3,1	55,1	79,9	87,7	53,6	99,7
H	2 318,7	-	186,3	434,8	279,5	217,4	186,3
I	6 538,4	30,2	497,0	725,8	792,8	483,8	900,7
J	256,8	-	20,6	48,7	30,7	23,8	20,5
K	72,4	-	5,8	13,6	8,9	6,8	5,8
L	123,9	-	10,0	23,2	14,9	11,6	10,0
M	-	-	-	-	-	-	-
<b>Chapitre 29.</b>							
A	2,7	2,7	-	-	-	-	-
B	41 257,2	41 257,2	-	-	-	-	-
C	-	-	-	-	-	-	-
D	-	-	-	-	-	-	-
E et F	1 460,8	-	-	313,0	256,8	208,7	168,6
<b>Chapitre 6. a/</b>	928,3	-	-	300,1	315,8	170,0	142,4
<b>Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre</b>							
B	-	0,6	(9 420,2)	536,4	5 293,5	1 069,6	1 085,5
D1	-	-	-	78,2	117,2	125,1	640,9
D2	-	-	549,8	274,9	2 748,9	549,8	549,8
D3	-	60,5	1 085,6	1 574,4	1 726,4	1 053,9	1 958,1
<b>Total, coûts indirects répartis</b>	57 869,5	41 357,2	(6 925,4)	4 572,8	11 816,1	4 069,3	5 865,7
<b>Coûts directs</b>	90 756,5	386,0	6 925,4	10 043,8	11 014,0	6 723,6	12 491,8
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	148 626,0	41 743,2	-	14 616,6	22 830,1	10 792,9	18 357,5

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

**Sens des lettres de la première colonne :**
**Chapitre 28. Administration, finances et gestion**

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

**Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques**

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

**Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :**

- A. Organes directeurs : sessions de la Conférence
- B. Direction exécutive et administration
- C. Programmes d'activité
  - 1. Questions accotaires, questions financières et développement
  - 2. Produits de base
  - 3. Articles manufacturés et semi-finis
  - 4. Transports maritimes, ports et transport multimodal
  - 5. Transfert de technologie
  - 6. Coopération économique entre pays en développement
  - 7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents
  - 8. Pays en développement les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires
  - 9. Assurances
  - 10. Facilitation du commerce
- D. Appui aux programmes
  - 1. Gestion des activités de coopération technique
  - 2. Affaires de la Conférence
  - 3. Services administratifs et services communs

C						D		
5	6	7	8	9	10	1	2	3
12,3	11,6	6,5	6,5	3,2	1,3	5,2	9,7	10,4
14,1	22,4	7,6	17,5	5,1	3,0	4,0	51,1	20,8
27,0	24,9	13,2	13,3	6,9	2,1	13,2	29,1	45,1
-	-	-	-	-	-	-	-	3 065,7
5,8	5,5	2,8	3,2	1,5	0,7	2,4	6,1	12,5
14,6	13,7	7,1	8,1	3,7	1,8	6,0	15,2	31,3
46,2	73,7	25,1	57,5	16,8	9,5	13,1	33,3	68,4
155,3	144,9	77,6	82,8	41,4	20,7	72,5	165,6	253,6
416,8	665,3	228,8	520,6	151,2	84,2	120,9	302,4	617,9
16,9	15,8	8,4	9,0	4,6	2,2	8,0	18,6	29,0
4,8	4,5	2,4	2,4	1,4	0,5	2,4	5,3	7,8
8,3	7,7	4,1	4,4	2,2	1,1	3,9	8,9	13,6
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
152,5	144,5	80,3	80,3	40,1	16,0	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
750,3	51,1	103,8	305,8	100,9	2,9	3,2	9,6	107,0
140,7	429,9	93,8	390,8	86,0	54,7	(2 157,2)	-	-
384,8	164,9	55,0	164,9	55,0	-	-	(5 497,9)	-
909,8	1 451,4	493,7	1 132,2	330,9	187,8	257,8	656,3	(12 878,9)
3 060,2	3 231,8	1 210,2	2 799,3	850,9	388,5	(1 644,6)	(4 186,7)	(8 595,8)
5 803,9	9 259,5	3 149,6	7 222,7	2 110,9	1 198,2	1 644,6	4 186,7	8 595,8
8 864,1	12 491,3	4 359,8	10 022,0	2 961,8	1 586,7	-	-	-

Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement

15.1 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, pour l'essentiel, prolonge et renforce les orientations et les priorités définies lors de la cinquième

session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et énoncées pour la première fois dans le budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981.

15.2 Depuis que le dernier budget-programme a été approuvé, plusieurs conférences de négociation ont été menées à bonne fin, ce qui a entraîné des modifications du

programme de travail dans les secteurs correspondants. Les diverses sessions de la Conférence de négociation des Nations Unies sur un fonds commun, qui ont abouti à l'Accord portant création du Fonds commun, et la conclusion, pour la première fois, d'un nouvel accord de produit – en l'occurrence le caoutchouc naturel – ont donné au Programme intégré pour les produits de base l'impulsion nécessaire pour relancer les négociations en cours sur des produits de base particuliers et asseoir solidement un programme de travail équilibré à plus long terme. L'heureuse issue de la Conférence des Nations Unies sur les pratiques commerciales restrictives a permis de définir un nouveau programme général à long terme, tandis que l'accord sur une convention sur le transport international multimodal a permis la préparation d'un nouveau programme de travail dans ce domaine, qui a été arrêté à la neuvième session de la Commission des transports maritimes.

15.3 Toutes les commissions de la CNUCED se sont réunies depuis la cinquième session de la Conférence et, conformément aux grandes orientations définies lors de cette session, elles ont donné de nouvelles précisions et de nouvelles directives touchant les travaux du secrétariat et la conduite des négociations et délibérations y relatives. Un certain nombre de groupes subsidiaires, s'occupant notamment des questions monétaires et financières, de la coopération économique entre pays en développement, et des pays les moins avancés, se sont réunis au cours de la même période et ont fourni des directives supplémentaires pour la continuation des travaux.

15.4 Les résultats des conférences de négociation de la CNUCED et les directives données par les organes permanents mentionnés ci-dessus, tout en précisant les réorientations définies lors de la cinquième session de la Conférence, ont néanmoins laissé de côté un certain nombre d'options et de détails du programme de travail, en attendant la deuxième série de sessions des commissions permanentes de la CNUCED, qui aura lieu en 1981 et au début de 1982, et devra notamment préparer les questions à examiner lors de la sixième session de la Conférence en 1983. L'ordre du jour à cette session reste à déterminer; toutefois, on peut prévoir à coup sûr que la préparation de la sixième Conférence absorbera la majorité des ressources de la CNUCED pour le deuxième semestre de 1982 et les premiers mois de 1983, et que la suite immédiate à donner à la Conférence déterminera le programme de travail pour le deuxième semestre de 1983. S'agissant des pays les moins avancés, la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir sous les auspices de la CNUCED en septembre 1981, devrait permettre d'élaborer un ensemble de principes directeurs pour l'application d'un nouveau programme d'action pour les pays les moins avancés au cours des années 80.

15.5 Ainsi, le programme de travail de la CNUCED continuera d'être sujet à révisions et modifications en fonction de l'état d'avancement des travaux de ses organes permanents et du succès des négociations continues. En outre, les négociations globales qui devraient se tenir à New York en 1981 devraient avoir une incidence considérable sur certaines activités de la CNUCED, voire sur toutes.

### A. – Organes directeurs : sessions de la Conférence

TABLEAU 15.8. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	-	-	65,0	6,7	71,7	71,7
Heures supplémentaires	-	-	60,0	6,2	66,2	66,2
Frais de voyage du personnel en mission	-	-	150,0	15,4	165,4	165,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	-	-	10,0	1,0	11,0	11,0
Services divers	-	-	65,0	6,7	71,7	71,7
<b>Total</b>	-	-	<b>350,0</b>	<b>36,0</b>	<b>386,0</b>	<b>386,0</b>



TABLEAU 15.8 (suite)  
Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement de ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
–	350,0	350,0	–	–	– %

2) Fonds extra-budgétaires

–
---

<b>Total, coûts directs</b>	386,0
-----------------------------	-------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

41 357,2
----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	41 743,2
---	----------

**A. – Organes directeurs : sessions  
de la Conférence**

15.6 Conformément au paragraphe 2 de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1964, modifiée par la résolution 2904 (XXVII), en date du 26 septembre 1972, la sixième session de la Conférence doit se tenir en 1983, c'est-à-dire quatre ans après la cinquième session. En application de la résolution 34/196 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979, le Conseil du commerce et du développement a décidé qu'à sa vingt-deuxième session, il adresserait une recommandation à l'Assemblée générale concernant le lieu, la date et la durée de la sixième session de la Conférence. Aucune décision n'ayant été prise concernant la structure de la Conférence, on a supposé que les besoins seront les mêmes que pour les deux sessions précédentes, à savoir que la Conférence durera quatre semaines, qu'elle sera précédée de deux jours de réunions préparatoires et qu'il faudra prévoir la possi-

bilité de tenir en même temps six séances, dont le service devra être assuré dans six langues. Aux fins de l'estimation des coûts, on a présumé que la sixième session de la Conférence se tiendrait à Genève étant donné que, conformément à la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1969, un gouvernement qui offrirait d'accueillir la Conférence devrait prendre à sa charge les dépenses supplémentaires entraînées par la tenue de la Conférence hors siège.

15.7 Les crédits demandés au titre des services de conférence figurent au chapitre 29B. Les crédits demandés au chapitre 15 sont limités aux ressources dont aura besoin le secrétariat de la CNUCED au titre du personnel temporaire, des heures supplémentaires, des frais de voyage du personnel chargé principalement de représenter la CNUCED aux réunions de groupes régionaux tenues dans le cadre des préparatifs de la Conférence, des dépenses de représentation et des fournitures et services divers, y compris les commu-

## B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 15.9. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 023,5	91,7	-	210,6	302,3	3 325,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	13,4	(0,1)	(13,3) <sup>a/</sup>	-	(13,4)	-
Consultants	23,1	-	-	1,8	1,8	24,9
Heures supplémentaires	11,6	-	-	1,2	1,2	12,8
Dépenses communes de personnel	803,5	27,9	-	56,1	84,0	887,5
Indemnités de représentation	15,2	-	-	-	-	15,2
Frais de voyage du personnel en mission	155,2	(0,2)	-	12,9	12,7	167,9
Imprimerie et reliure	38,8	(0,2)	27,6	5,1	32,5	71,3
<b>Total</b>	<b>4 084,3</b>	<b>119,1</b>	<b>14,3</b>	<b>287,7</b>	<b>421,1</b>	<b>4 505,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 203,4	14,3	-	-	14,3	0,3 %

<sup>a/</sup> Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.9 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	40,0	15,0
Voyages autorisés	-	5,0
<b>Total a)</b>	<b>40,0</b>	<b>20,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	2 300,0	2 300,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	100,0	100,0
<b>Total c)</b>	<b>2 400,0</b>	<b>2 400,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>2 440,0</b>	<b>2 420,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>6 925,4</b>
-----------------------------	----------------

**B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS**

<b>(6 925,4)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 15.10. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	4	4	-	-	4	4
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	14	14	-	-	14	14
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36</b>	<b>36</b>

## B. – Direction exécutive et administration

15.8 Le programme "Direction exécutive et administration" est exécuté par cinq unités :

a) Le Bureau du Secrétaire général de la Conférence, avec ses adjoints et ses collaborateurs immédiats : budget ordinaire : 1 761 600 dollars (39,1 p. 100 du total prévu pour le programme);

b) Le Groupe de l'évaluation et de la coordination des politiques économiques : budget ordinaire. – 1 216 400 dollars (27 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 20 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme);

c) Le Groupe des relations extérieures : budget ordinaire : 401 000 dollars (8,9 p. 100 du total prévu pour le programme);

d) Le Groupe de l'information : budget ordinaire : 829 000 dollars (18,4 p. 100 du total prévu pour le programme);

e) Le Bureau de liaison de New York : budget ordinaire : 297 400 dollars (6,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

15.9 Les activités relevant du programme "Direction exécutive et administration" ont été considérablement modifiées en raison de l'évolution des fonctions de la Conférence et de la portée de ses activités, notamment depuis sa quatrième session. Les activités d'appui rendues nécessaires par les négociations continues ont en particulier sensiblement augmenté. D'autre part, les questions intersectorielles occupent une place de plus en plus importante et les modes de fonctionnement de la Conférence ont dû

être améliorés en conséquence. L'accroissement du volume de travail a nécessité le renforcement des services centraux d'administration, de planification et de coordination. Le Bureau du Secrétaire général de la Conférence a entrepris d'élaborer de nouvelles modalités d'organisation des travaux du secrétariat, prévoyant notamment le renforcement des capacités de gestion au niveau supérieur, une meilleure coordination entre les divisions et une analyse plus précise des problèmes globaux de nature intersectorielle. La nécessité de renforcer la gestion au niveau central se trouve reflétée dans les initiatives prises par le Conseil du commerce et du développement pour rationaliser ses activités, conformément à la résolution 114 (V) de la Conférence du 3 juin 1979, relative aux questions institutionnelles.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Consultants*

15.10 Un montant de 23 100 dollars est nécessaire pour permettre au Secrétaire général de la CNUCED d'obtenir les avis dont il a besoin sur les questions faisant l'objet de négociations actives.

*Frais de voyage du personnel*

15.11 Le montant de 155 000 dollars prévu à ce titre a été calculé sur la base des dépenses des années précédentes (100 000 dollars pour le Bureau du Secrétaire général de la Conférence; 10 000 dollars pour le Groupe de l'évaluation et de la coordination des politiques économiques; 10 000 dollars pour le Groupe des relations extérieures; 20 000 dollars pour le Groupe de l'information et 15 000 dollars pour le Bureau de liaison de New York).

*Imprimerie et reliure*

15.12 Un montant de 43 300 dollars est nécessaire au Groupe de l'évaluation et de la coordination des politiques économiques pour faire imprimer une publication intitulée *Commerce et développement*, qui est actuellement publiée à titre expérimental. Un montant de 22 900 dollars est demandé pour permettre au Groupe de l'information de mettre à jour la brochure d'information sur la CNUCED, compte tenu du nouvel ordre économique international. L'augmentation de 27 600 dollars des crédits demandés est compensée par des diminutions au titre d'autres programmes.

**C. -- Programmes d'activité**

**1. QUESTIONS MONETAIRES, QUESTIONS FINANCIERES ET DEVELOPPEMENT**

TABLEAU 15.11. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. — COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	6 418,3	(31,7)	-	393,2	361,5	6 779,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	36,9	(0,3)	(36,6) <sup>a/</sup>	-	(36,9)	-
Consultants	183,4	0,9	-	14,1	15,0	198,4
Heures supplémentaires	9,8	(0,1)	-	0,7	0,6	10,4
Groupes spéciaux d'experts	37,7	(0,3)	(2,3)	2,7	0,7	38,4
Dépenses communes de personnel	1 669,2	(8,0)	-	101,2	93,2	1 762,4
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	108,1	(0,7)	-	8,2	7,5	115,6
Imprimerie et reliure	100,9	(0,7)	27,7	9,7	36,7	137,6
<b>Total</b>	<b>8 565,5</b>	<b>(40,3)</b>	<b>(11,2)</b>	<b>529,8</b>	<b>478,3</b>	<b>9 043,8</b>

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs"

TABLEAU 15.11 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 529,2	(11,2)	-	-	(11,2)	(0,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées : FUNDAP II	647,0	-
Total b)	647,0	-
c) Projets opérationnels		
FNUD	700,0	1 000,0
Total c)	700,0	1 000,0
Total a), b) et c)	1 347,0	1 000,0

Total, coûts directs	10 043,8
----------------------	----------

4 572,8
---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	14 616,6
---	----------

TABLEAU 15.12. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : questions monétaires, questions financières et développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	14	14	-	-	14	14
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	10	-	-	10	10
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>39</b>	<b>39</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	6	6	-	-	6	6
Autres classes	39	39	-	-	39	39
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>84</b>	<b>84</b>

## C. – Programmes d'activité

## 1. – QUESTIONS MONÉTAIRES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET DÉVELOPPEMENT

## Sous-programme 1. Financement extérieur et programmes monétaires internationaux

15.13 Le transfert de ressources aux pays en développement sur une base plus sûre et de plus en plus large, en vue d'appuyer leurs efforts de développement, est l'un des principaux éléments de la Stratégie internationale du développement. Des décisions importantes (voir l'élément de programme 1.4) ont récemment été prises dans le domaine des problèmes d'endettement des pays en développement. En ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux, la résolution 128 (V) de la CNUCED, en date du 3 juin 1979, et la résolution 34/216 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979, ont mis en lumière la nécessité de réformes dans ce domaine.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 948 200 dollars (32,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.10 à 18.25; résolutions 34/189, 34/196 et 34/216 de l'Assemblée

générale; résolution 222 (XXI) du Conseil du commerce et du développement; et décisions et résolutions 16 (IX), 17 (IX) et 18 (IX) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce.

## c) Eléments de programme :

1.1 Examen et contrôle d'ensemble des mesures de politique générale destinées à accroître les courants de ressources financières des pays développés vers les pays en développement

La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement dispose que tous les pays développés dispensateurs d'aide devraient communiquer une information complète sur leur apport d'aide publique au développement et annoncer leurs plans ou leurs intentions en la matière, compte tenu des mesures exposées dans la résolution 129 (V) de la CNUCED, en date du 3 juin 1979.

## Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour la Commission des invisibles et du financement lié au commerce et le Conseil du commerce et du développement, selon les besoins;

ii) Rapports présentés aux organes ci-dessus, à des organes *ad hoc* et à l'Assemblée générale, concernant : a) les courants de ressources financières des pays développés vers les pays en développement, y compris l'adéquation du niveau global des apports, eu égard à la structure différente des besoins d'investissement<sup>1</sup>; b) les sorties de ressources des pays en développement; c) les besoins d'investissement dans des secteurs précis, notamment celui de l'énergie (cette activité appuiera l'élément de programme 2.1); et d) le financement du crédit à l'exportation.

1.2 Apports financiers des marchés de capitaux privés aux pays en développement et investissements étrangers directs d'origine privée

*Produit* : rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale concernant le volume, la composition et la répartition des apports.

1.3 Mesures propres à favoriser la mise en place d'un système efficace de coopération financière internationale

Cet élément de programme est axé sur l'identification des mesures à prendre pour que le volume, les conditions et les modalités d'octroi des ressources financières allouées aux pays en développement répondent aux besoins de ces pays.

Cette activité appuie l'élément de programme 2.1.

*Produit* : rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale.

1.4 Problèmes d'endettement des pays en développement

Le travail consiste à entreprendre des examens détaillés par pays, comprenant des prévisions économiques de l'économie nationale, en particulier du secteur extérieur, y compris la balance des paiements, les disponibilités en devises et les tendances des termes de l'échange. Ces examens détaillés tirent parti des travaux réalisés dans le cadre de l'élément de programme 3.3.

*Produits* :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la CNUCED;

ii) Préparatifs des réunions consacrées au réaménagement de la dette de certains pays en développement;

iii) Rapports à présenter au Conseil du commerce et du développement, lors de sa vingt-sixième session, concernant l'efficacité des arrangements convenus dans la partie B de la résolution 222 (XXI) du Conseil (1983);

iv) Rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> Les travaux dans ce domaine sont étroitement coordonnés avec l'élément de programme 1.3 ci-après (identification des mesures propres à accroître les flux de capitaux à destination des pays en développement). L'élément de programme 1.1 concerne plus généralement les mesures à prendre conformément aux normes et objectifs convenus, tandis que l'élément de programme 1.3 est axé sur les objectifs à plus long terme d'un système efficace de coopération financière internationale.

1.5 Problèmes monétaires internationaux

Les recherches dans ce domaine consistent à examiner, d'une part, les mécanismes actuels de financement de la balance des paiements afin de déterminer s'ils sont adéquats, et d'autre part, les réformes à apporter au système monétaire international pour qu'il appuie plus efficacement les efforts de développement.

*Produits* :

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe intergouvernemental d'experts créé par la Conférence à sa cinquième session, aux termes de la résolution 128 (V);

ii) Rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce.

1.6 Enregistrement des courants de capitaux des pays membres de l'OPEP dans le contexte de la coopération économique

Cet élément de programme utilise les séries statistiques compilées dans le cadre du sous-programme 4.

*Produits* :

i) Rapports sur l'assistance financière fournie par les pays membres de l'OPEP à d'autres pays en développement, dans le contexte de la coopération économique (1982 et 1983);

ii) Rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce.

*Sous-programme 2. Interdépendance du commerce, du développement, des questions monétaires et des questions financières, et contributions à la Stratégie internationale du développement*

15.14 Cette activité tire parti des travaux réalisés par d'autres services de la CNUCED et, dans certains cas, les travaux sont réalisés en commun.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 428 900 dollars (15,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980/1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.35 à 18.42; résolutions 34/196 et 34/197 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

2.1 Interdépendance du commerce, du développement, des questions monétaires et des questions financières

Les recherches dans ce domaine tirent parti des travaux réalisés par d'autres services de la CNUCED et par d'autres organismes. Elles portent sur les questions ci-après : a) examen des problèmes du développement mondial, y compris les modifications de structure; b) mise au point d'un cadre analytique pour l'étude des rapports entre les problèmes d'orientation à court terme et les tendances et objectifs du développement à long terme; et c) estimations des besoins de capitaux des pays en développement. Il faut noter également l'appui à des études spéciales, portant par exemple sur le phénomène de l'inflation mondiale.

*Produits* :

i) Rapports à présenter au Conseil du commerce et du développement concernant les divers aspects de l'interdépendance du commerce, du développement, des questions monétaires et des questions financières;



ii) Rapports spéciaux à présenter au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale;

iii) Rapports à présenter à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce concernant la mobilisation des ressources intérieures.

## 2.2 Contributions à la Stratégie internationale du développement

Cet élément de programme prévoit des contributions à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la Stratégie, dans le cadre du système des Nations Unies, et est axé sur les questions relatives au commerce et au développement.

### Sous-programme 3. Perspectives économiques des pays en développement, perspectives des marchés des produits de base et gestion de la dette

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 835 900 dollars (20,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.27 à 18.34; résolution 222 (XXI) du Conseil du commerce et du développement.

#### c) Eléments de programme :

##### 3.1 Perspectives de l'économie mondiale

Cet élément tire parti des projections découlant du Projet LINK (modèle économétrique à l'échelle mondiale) et des projections concernant les pays en développement découlant de l'élément de programme 3.2.

Produit : publication périodique annuelle : *Perspectives de l'économie mondiale* (1982 et 1983).

##### 3.2 Perspective économiques à court terme et à moyen terme des pays et des régions en développement, et perspectives des marchés des produits de base

Cet élément permet de tenir à jour des modèles économétriques de base pour les analyses économiques réalisées dans le cadre de ce programme, ainsi que d'autres programmes de la CNUCED. En outre, il permet d'aider les pays en développement et les commissions régionales qui le demandent à construire des modèles économétriques. En 1982 et 1983, on s'emploiera à concevoir de nouveaux modèles, en particulier à l'intention des pays les plus pauvres où l'insuffisance des données complique encore la tâche.

##### 3.3 Analyse quantitative relative à la gestion de la dette

Cet élément de programme sert à appuyer, d'une part, les activités d'assistance technique aux pays en développement concernant les problèmes de l'endettement extérieur et, d'autre part, les travaux préparatoires en vue de la participation du Secrétaire général aux réunions sur le réaménagement de la dette (voir plus haut l'élément de programme 1.4).

### Sous-programme 4. Services de statistique et d'informatique

15.15 Ce sous-programme appuie tous les programmes de fond de la CNUCED.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 396 600 dollars (26,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.43 à 18.47.

#### c) Eléments de programme :

##### 4.1 Services de statistique

###### Produits :

i) Manuel de statistiques du commerce international et du développement (1982 et 1983);

ii) Bulletin d'indicateurs économiques à court terme (trimestriel);

iii) Produit intermédiaire dans le domaine de la compilation et de l'évaluation des statistiques sur le commerce, le développement et les finances, pour répondre aux besoins des organes directeurs et des services organiques du secrétariat de la CNUCED.

##### 4.2 Services d'informatique

Produits : produit intermédiaire dans le domaine du financement lié au commerce; système de modèles théoriques quantitatifs relatifs à des produits de base; système central de données économiques de la CNUCED; système d'information sur les importations et les obstacles au commerce; courants de capitaux des pays membres de l'OPEP à destination d'autres pays en développement; application du traitement électronique des données à l'administration du programme; système d'analyses de préinvestissement dans le domaine du transport multimodal; base de données sur les installations portuaires; et système d'information sur les pratiques commerciales restrictives.

Six systèmes, approuvés par le Conseil inter-départemental des systèmes informatiques, ont été mis au point et sont régulièrement tenus à jour. Ils seront maintenus et élargis au cours de l'exercice biennal 1982-1983. Deux nouveaux systèmes (système d'information sur les installations portuaires et système d'analyses de préinvestissement dans le domaine du transport multimodal) ont été soumis au Conseil pour approbation et devraient entrer en fonctionnement en 1981, tandis que le système d'information sur les pratiques commerciales restrictives serait mis en œuvre en 1982.

### Sous-programme 5. Planification et gestion du programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 434 200 dollars (4,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) Elément de programme : à cet élément de programme correspondent les fonctions d'appui indiquées par son titre.

#### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

##### Transferts de ressources en personnel (administrateurs)

15.16 Sur le nombre total de mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983, environ 93 p. 100 seront affectés à des éléments de programme qui sont déjà en cours d'exécution et qui se poursuivront en 1982-1983, et 7 p. 100 seront affectés à de nouveaux éléments de programme devant commencer en 1982-1983.

##### Consultants

15.17 La plus grande partie du crédit demandé par les consultants (184 300 dollars) servira à appuyer les éléments

de programme suivants : 1.1 Examen et contrôle d'ensemble des mesures de politique générale destinées à accroître les courants de ressources financières des pays développés vers les pays en développement; 1.3 Mesures propres à favoriser la mise en place d'un système efficace de coopération financière internationale; 1.4 Problèmes d'endettement des pays en développement; 1.6 Enregistrement des courants de capitaux des pays membres de l'OPEP dans le contexte de la coopération économique; et 3.3 Analyse quantitative relative à la gestion de la dette.

#### Groupes spéciaux d'experts

15.18 On pense qu'il sera nécessaire de convoquer un groupe d'experts (35 700 dollars) durant l'exercice biennal, au titre de l'élément de programme 1.3.

#### Frais de voyage du personnel

15.19 La plus grande partie du crédit prévu pour les frais de voyage du personnel (197 400 dollars) doit permettre d'assurer la coordination et des consultations avec des

institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le FMI, les banques régionales et des organismes de financement, ainsi que des consultations avec les gouvernements, en particulier dans le cadre des éléments de programme 1.1 (Examen et contrôle d'ensemble des courants de ressources financières des pays développés vers les pays en développement), 1.4 (Problèmes d'endettement des pays en développement) et 3.3 (Analyse quantitative relative à la gestion de la dette).

#### Imprimerie et reliure

15.20 Il faudra publier un certain nombre de publications périodiques, en particulier le *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, *Les perspectives de l'économie mondiale* et le *Bulletin trimestriel d'indicateurs économiques à court terme*, ainsi que deux études. Le crédit de 127 900 dollars demandé pour ce programme fait apparaître, au détriment d'autres programmes, une croissance de 27 700 dollars.

## 2. -- PRODUITS DE BASE

TABLEAU 15.13. -- ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. -- COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	4 609,7	(50,5)	-	280,1	229,6	4 839,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2 069,8	(2 032,7)	1 973,4 <sup>a/</sup>	153,2	93,9	2 163,7
Consultants	259,4	(156,7)	158,1	19,9	21,3	280,7
Heures supplémentaires	9,7	(0,1)	-	0,7	0,6	10,3
Groupes spéciaux d'experts	37,6	0,3	(2,2)	2,7	0,8	38,4
Dépenses communes de personnel	1 715,5	(528,9)	522,6	110,5	104,2	1 819,7
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	328,4	(191,8)	189,3	24,8	22,3	350,7
Imprimerie et reliure	67,3	(0,5)	(57,5)	0,7	(57,3)	10,0
Bourses d'études, subventions et contributions	1 950,5	(1 950,5)	-	-	(1 950,5)	-
<b>Total</b>	<b>11 049,1</b>	<b>(4 911,4)</b>	<b>2 783,7</b>	<b>592,6</b>	<b>(1 535,1)</b>	<b>9 514,0</b>

a/ Un montant de 37 100 dollars a été réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.13 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 137,7	2 783,7	2 880,5	-	(96,8)	(1,5) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	1 000,0	1 500,0
Total c)	1 000,0	1 500,0
Total a), b) et c)	1 000,0	1 500,0

Total, coûts directs	11 014,0
----------------------	----------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

11 816,1
----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	22 830,1
---	----------

TABLEAU 15.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : produits de base

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	8	8	-	-	8	8
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	9	9	-	-	9	9
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	10	10	-	-	10	10
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	22	22	-	-	22	22
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54</b>	<b>54</b>

2. — PRODUITS DE BASE

15.21 Les faits nouveaux intéressant ce programme depuis ceux qui ont été décrits dans les révisions proposées au plan à moyen terme (A/35/6) sont les suivants :

a) Le Conseil du commerce et du développement, dans sa décision 214 (XX), a prié les commissions de la CNUCED d'examiner, chacune dans son domaine de compétence, les faits nouveaux qui interviendraient dans le domaine du commerce international comme suite aux négociations commerciales multilatérales, en particulier leurs incidences sur le commerce des pays en développement;

b) Le Conseil du commerce et du développement, dans sa décision 217 (XX), a également décidé de passer en revue les faits nouveaux comportant des restrictions au commerce, en vue d'examiner et de formuler des recommandations appropriées concernant le problème général du protectionnisme;

c) En juin 1980, la Conférence de négociation des Nations Unies sur un fonds commun a adopté l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, ainsi qu'une résolution portant création d'une commission préparatoire pour la mise en route du Fonds;

d) A sa dixième session, en septembre et octobre 1980, le Comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base a recommandé que la Commission des produits de base prenne les dispositions nécessaires pour procéder chaque année à un examen de fond des progrès des négociations menées en application de la résolution 93 (IV) de la CNUCED au titre de son programme de travail ordinaire;

e) La Commission des produits de base, dans sa résolution 18 (IX), a notamment : a) décidé de réunir à nouveau son Sous-Comité permanent; b) prié son Sous-Comité permanent de déterminer et d'examiner, à partir des études demandées dans la section III de la résolution 124 (V) de la Conférence, en date du 3 juin 1979, les problèmes qui faisaient obstacle à une plus grande participation des pays en développement à la production et à l'exportation des produits transformés, ainsi qu'à la commercialisation et à la distribution de leurs produits d'exportation, de déterminer les mesures qui pourraient convenir pour traiter ces problèmes, et d'adresser à la Commission des produits de base des recommandations concernant tous les arrangements institutionnels appropriés pour des négociations et/ou toute autre action paraissant convenir; et c) recommandé que la Commission des produits de base, à une session extraordinaire qui se tiendrait en 1981, convienne notamment de mesures appropriées pour accélérer la conclusion des négociations sur divers produits de base dans le cadre du programme intégré pour les produits de base.

*Sous-programme 1. Mesures intéressant certains produits de base et appui au Fonds commun*

a) Ressources nécessaires. — budget ordinaire : 3 853 200 dollars (40,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/35/6), par. 18.48, 18.51 à 18.52A, 18.52C, 18.58 à 18.64, 18.65 à 18.71; résolution 200 (XIX) du Conseil du commerce et du développement.

c) Eléments de programme :

1.1 Consultations négociations et activités économiques consécutives concernant les produits de base non

visés par les accords internationaux existants sur les produits de base

*Produits* : dépendra des décisions qui seront prises lors de nouvelles réunions intergouvernementales. Est estimé comme suit :

i) Services fonctionnels nécessaires pour 20 réunions intergouvernementales en 1982 et le même nombre en 1983, y compris les réunions préparatoires et/ou les conférences de négociation portant sur un certain nombre ou l'ensemble des produits de base énumérés dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED, en date du 31 mai 1976, et non visés par les accords internationaux existants, ainsi que sur d'autres produits de base, selon ce que pourront décider les gouvernements;

ii) Services fonctionnels nécessaires pour deux sessions du Comité du tungstène (1982 et 1983) et, s'il en est ainsi décidé par les gouvernements, pour une conférence de négociation sur le tungstène;

iii) Si de nombreux accords de produits sont conclus lors de conférences de négociation, une assistance sera fournie, à la demande des gouvernements, pour assurer les services nécessaires au fonctionnement des mécanismes intérimaires mis en place par les conférences intéressées.

Sur demande, un appui sera fourni lors des négociations sur les produits de base visés ci-dessus (consultations avec des représentants des gouvernements et des services officiels, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, et participation aux réunions d'organes intergouvernementaux pertinents en matière de produit de base); 30 rapports seront établis en 1982, et le même nombre en 1983, à l'occasion des réunions susmentionnées. Ces rapports porteront sur les mesures de stabilisation, la recherche-développement, la promotion commerciale et les renseignements commerciaux, l'amélioration des techniques, la réduction des coûts et/ou d'autres éléments du programme intégré pour les produits de base;

iv) Rapports à présenter à la Commission des produits de base (1982 et 1983) et à la sixième session de la Conférence (1983) concernant l'état d'avancement des préparatifs et des négociations sur certains produits de base en application des résolutions 93 (IV) et 124 (V) de la CNUCED.

1.2 Produits de base visés par les accords internationaux existants sur les produits de base

*Produits* : Dépendra des besoins. Est estimé comme suit : i) Services fonctionnels nécessaires pour la Conférence des Nations Unies sur le sucre (1982);

ii) Si les travaux ne sont pas achevés en 1981, services fonctionnels nécessaires pour une nouvelle réunion de la Conférence des Nations Unies chargée de négocier un arrangement international visant à remplacer l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été prorogé;

iii) Services fonctionnels nécessaires pour les conférences chargées de renégocier d'autres accords de produits existants, compte tenu des faits nouveaux influant sur l'application desdits accords;

iv) Appui aux négociations, notamment consultations avec des représentants des gouvernements et des services officiels, ainsi qu'avec les conseils de produits de base, y compris participation à leurs réunions;

v) Préparation d'un rapport pour chaque conférence de négociation concernant les questions liées à la renégociation de l'accord considéré.

### 1.3 Appui au Fonds commun

*Produits* : sur demande, travaux préparatoires et rapports concernant les liens entre certains accords internationaux sur les produits de base et le premier Compte du Fonds et les possibilités de financement au moyen du deuxième Compte. Si le Fonds commun n'entre pas en activité en 1981, fourniture des services fonctionnels nécessaires pour une ou plusieurs sessions de la Commission préparatoire du Fonds.

*Sous-programme 2. Mesures concernant les objectifs de développement et les objectifs généraux de la politique internationale relative aux produits de base*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 663 900 dollars (28 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/35/6), par. 18.48, 18.52B et 18.52C, 18.58 à 18.61, 18.64A à 18.71, résolution 131 (V) de la CNUCED et résolutions 199 (XIX), 214 (XX) et 217 (XX) du Conseil du commerce et du développement.

c) Eléments de programme :

2.1 Stabilisation des recettes provenant de l'exportation des produits de base

*Produit* : sous réserve des décisions qui seront prises par les organes intergouvernementaux intéressés : préparation de rapports à l'intention de la Commission des produits de base (1982 et 1983) et de la sixième session de la Conférence (1983) concernant la nécessité éventuelle et les modalités d'application d'un mécanisme qui permettrait de stabiliser les recettes d'exportation pour chaque produit de base.

2.2 Mise en place d'un cadre convenu de coopération internationale de nature à aider les pays en développement à développer leurs activités de transformation des produits primaires d'exportation et à accroître leurs exportations de produits transformés

*Produits* : selon les décisions des organes intergouvernementaux intéressés :

i) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (trois en 1982 et le même nombre en 1983) concernant les problèmes liés à l'expansion de la transformation dans les pays en développement, aux fins d'exportation de certains produits de base énumérés dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED;

ii) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (1982 et 1983) concernant les ressources financières nécessaires pour développer les activités de transformation des produits primaires dans les pays en développement;

iii) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (1982, 1983) ainsi qu'à la sixième session de la Conférence, au sujet de la mise en place d'un cadre convenu de coopération internationale.

2.3 Mise en place d'un cadre nouveau de coopération internationale pour la commercialisation et la distribution des produits de base d'exportation des pays en développement

*Produits* : selon les décisions des organes intergouvernementaux intéressés :

i) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (quatre en 1982 et le même nombre en 1983) touchant les problèmes qui font obstacle à une plus grande participation des pays en

développement aux activités de commercialisation et de distribution de certains produits de base d'exportation énumérés dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED;

ii) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (1982, 1983) concernant : a) la commercialisation contractuelle des produits primaires et b) le fonctionnement des bourses de produits;

iii) Rapports à présenter à la Commission des produits de base ou à son Sous-Comité permanent (1982), au Conseil du commerce et du développement et à la sixième session de la Conférence (1983) concernant la mise en place d'un cadre de coopération internationale dans le domaine de la commercialisation et de la distribution de produits de base exportés par les pays en développement.

2.4 Recherche-développement, promotion commerciale, diversification et développement de la productivité

*Produit* : les rapports sur les questions susmentionnées qui seraient établis expressément en vue de réunions préparatoires ou de négociations entreprises au titre de l'élément de programme 1.1 sont indiqués dans le produit correspondant à cet élément. On estime qu'en outre, quatre rapports sur d'autres produits de base énumérés dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED seront préparés durant l'exercice biennal 1982-1983 à l'intention de la Commission des produits de base ou de son Sous-Comité permanent, ou à l'intention d'autres organes s'occupant de produits de base, selon les besoins.

2.5 Conséquences économiques pour les pays en développement de l'exploitation des ressources minérales du fond des mers

*Produits* : selon les besoins, des rapports seront établis (en application de la résolution 51 (III) de la CNUCED, en date du 19 mai 1972) à l'intention du Conseil du commerce et du développement (1982 et 1983) et de la sixième session de la Conférence (1983) concernant les conséquences économiques et les incidences sur l'économie des pays en développement de l'exploitation des ressources minérales du fond des mers. Si la Conférence n'achève pas ses travaux en 1981, un appui sera fourni pour les négociations; si elle les achève, les activités consisteront à appuyer et à compléter celles du mécanisme créé par la Conférence.

2.6 Protectionnisme affectant les produits d'exportation primaires et transformés présentant un intérêt pour les pays en développement

*Produit* : quatre rapports à présenter à la Commission des produits de base et/ou au Conseil du commerce et du développement (1982 et 1983) et à la sixième session de la Conférence (1983), selon les besoins, concernant l'incidence des obstacles tarifaires et non tarifaires sur le commerce international des produits de base, y compris les effets des négociations commerciales et multilatérales, ainsi que les grandes options possibles lorsqu'on envisage la libéralisation des échanges dans ce domaine.

2.7 Commerce international des produits alimentaires

*Produit* : rapports à présenter à la Commission des produits de base (1982 et 1983), au Conseil du commerce et du développement et à la sixième session de la Conférence (1983), selon les besoins, et, s'il le demande, au Conseil mondial de l'alimentation concernant : a) les tendances du commerce international des produits alimentaires,

les faits nouveaux dans ce domaine et d'autres questions connexes; et b) l'incidence du commerce des produits alimentaires sur la production et la consommation des produits alimentaires et sur la sécurité alimentaire des pays en développement.

### *Sous-programme 3. Activités d'appui*

15.22 Les activités relevant de ce sous-programme sont pour la plupart des activités de caractère continu qui visent à appuyer les activités des autres sous-programmes.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 321 400 dollars (24,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.52D, 18.58 à 18.60, 18.72 à 18.73D.

c) Eléments de programme :

3.1 Examens et analyses d'ensemble de la situation, des politiques et des perspectives concernant les produits de base

*Produit* : rapports à présenter à la Commission des produits de base (1982 et 1983) et à la sixième session de la Conférence (1983), selon les besoins, concernant la situation générale et les perspectives dans le secteur des produits de base — en particulier leurs incidences sur les pays en développement — y compris les tendances du commerce international et l'évolution des politiques au niveau international.

3.2 Services d'analyse quantitative et d'appui statistique

*Produits* : outre les services d'appui concernant des activités relevant d'autres éléments de programme, fournis sous forme de données statistiques brutes ou traitées selon les techniques de l'analyse quantitative, le Secrétariat fournira les services suivants :

i) Publications destinées à la vente : *Bulletin mensuel des prix des produits de base* (24 numéros) et *Supplément spécial* biennal (un numéro en 1983);

ii) Publication : bulletin trimestriel *Tungsten Statistics* (8 numéros).

3.3 Appui de fond aux activités de coopération technique

*Produits* : en fonction des ressources extra-budgétaires disponibles :

i) Assistance technique; services consultatifs relatifs aux politiques et aux plans dans le domaine du commerce international des produits de base, organisation de séminaires (2 par an) destinés à des participants originaires de pays producteurs de produits particuliers; rapports (4 par an) destinés à des séminaires et à des réunions de consultation; services d'experts intéressants toutes sortes de problèmes dans le domaine de la planification du secteur des produits de base; assistance en matière de formation grâce à l'envoi de missions dans divers pays, à l'organisation d'ateliers (2 par an) destinés à des groupes de responsables, et à des bourses de perfectionnement;

ii) Assistance technique : services consultatifs dans le domaine des pratiques de passation des marchés pour les achats de produits alimentaires importés;

iii) Publications techniques : informations relatives aux marchés de certains produits de base sélectionnés; directives concernant les pratiques de passation des marchés;

iv) Bourses de perfectionnement : formation de responsables des achats (4 à 6 chaque année);

v) Appui de fond à des projets régionaux d'assistance aux pays en développement en matière de planification nationale du secteur des produits de base; organisation de réunions avec les organes régionaux s'occupant des questions économiques et des produits de base;

vi) Publications techniques : rapports évaluant les besoins régionaux en matière de coopération technique dans le domaine de la planification du secteur des produits de base; formulation de propositions pour l'établissement de grands programmes régionaux de coopération technique dans ce domaine.

### 3.4 Activités d'information

Les activités relevant de cet élément de programme comprennent l'établissement de rapports et la fourniture d'informations sur les questions concernant les produits de base et sur les activités de la CNUCED dans ce domaine, pour répondre aux nombreuses demandes émanant du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'organismes publics et privés.

### 3.5 Service des organes d'examen

*Produit* : on assurera les services fonctionnels nécessaires pour :

i) Deux sessions de la Commission des produits de base (1982 et 1983);

ii) Deux sessions du Sous-Comité permanent de la Commission des produits de base (1982 et 1983);

iii) Deux sessions du Conseil du commerce et du développement en 1982 et deux sessions en 1983 (les services porteront sur les points pertinents de l'ordre du jour);

iv) La sixième session de la Conférence (1983), en fonction de l'ordre du jour qui sera arrêté;

v) Deux sessions du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme en 1982 et deux sessions en 1983 (les services porteront sur les questions pertinentes).

Les rapports à présenter aux organes d'examen compétents sont inclus dans le produit des éléments de programme correspondants.

### *Sous-programme 4. Planification et gestion du programme*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 675 500 dollars (7,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle est prévue dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme : cet élément de programme comporte les fonctions d'appui qu'indique son titre.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.23 On prévoit que des ressources correspondant à un total de 185 mois de travail d'administrateur seront libérées du fait de l'achèvement d'éléments de programme en 1980-1981. Ce total représente 17 p. 100 des mois de travail d'administrateur demandés au titre du présent programme pour 1982-1983. Sur le total des mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983, 91 p. 100 environ seront affectés à des éléments de programme en cours et dont l'exécution se poursuivra en 1980-1983 et

9 p. 100 à de nouveaux éléments de programme dont l'exécution commencera en 1982-1983.

*Personnel temporaire affecté au programme intégré pour les produits de base (postes spéciaux)*

15.24 La Commission des produits de base, qui ne s'était pas réunie depuis juillet 1975, c'est-à-dire avant le lancement du programme intégré pour les produits de base, a tenu sa neuvième session en septembre 1980 et, en reprenant les fonctions du Comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base, conformément à la résolution 299 (XIX) du Conseil du commerce et du développement, a effectivement marqué la fin de l'échéancier du programme intégré. Tout en souscrivant aux conclusions adoptées par le Comité intergouvernemental spécial à sa dixième et dernière session, tenue également en septembre 1980, lequel avait souligné le caractère urgent des négociations relatives à des produits particuliers, la Commission des produits de base a mis en relief l'importance des aspects du programme intégré des produits de base liés aux objectifs de développement, énoncés dans la section III de la résolution 124 (V) de la Conférence, ainsi que d'autres aspects des activités relatives aux produits de base. Depuis l'instauration du programme intégré pour les produits de base en 1976, les ressources ont été surtout consacrées aux négociations relatives au Fonds commun ainsi qu'à des travaux préparatoires et à des négociations concernant des produits particuliers, mettant particulièrement l'accent sur la stabilisation des marchés. Cette concentration des ressources s'est faite aux dépens de l'exécution des autres aspects du programme, en particulier ceux relatifs à la transformation et à la commercialisation des produits.

15.25 Avec l'achèvement des négociations relatives au Fonds commun et au caoutchouc naturel, et l'éventuelle conclusion d'accords sur un certain nombre d'autres produits, l'exécution à long terme du programme intégré et d'autres éléments de la politique internationale relative aux produits de base pourra devenir mieux équilibrée. Le produit demandé en 1982-1983 devrait être du même ordre que pour l'exercice biennal en cours, puisqu'il ressort des décisions pertinentes de la Conférence et de ses organes subsidiaires que les gouvernements reconnaissent le rôle dominant que le secteur des produits de base doit continuer à jouer dans le processus de développement. Toutefois, comme l'indique l'analyse du sous-programme, la répartition du produit total entre les différents domaines d'activité se modifiera. En particulier, une diminution de la part correspondant au Fonds commun et aux mesures de stabilisation des prix de produits particuliers sera contrebalancée par une augmentation dans d'autres domaines, en particulier les aspects de la politique des produits de base liés aux objectifs de développement conformément à la section III de la résolution 124 (V) de la CNUCED. On estime par conséquent que, si les mesures destinées à faire face aux graves problèmes qui font obstacle au commerce international des produits de base, demandées par la Conférence, le Conseil du commerce et du développement et la Commission des produits de base, sont mises en

œuvres à un rythme raisonnable, ce programme devra conserver toutes les ressources spéciales mises à sa disposition (1 poste de sous-secrétaire général, 1 poste D-2, 6 postes D-1, 3 postes P-5, 1 poste P-4, 1 poste P-2 et 7 postes d'agent des services généraux).

*Consultants*

15.26 Un montant de 260 800 dollars est demandé pour les services de consultants, dont un crédit de 158 100 dollars au titre des ressources spéciales pour le programme intégré pour les produits de base. Compte tenu de l'expérience acquise, une très large part des crédits prévus pour les services de consultants continuera d'être nécessaire pour appuyer certains aspects des négociations relatives aux produits de base, y compris des demandes précises découlant de réunions intergouvernementales. Toutefois, une fraction importante des crédits devra également être affectée au sous-programme 2, notamment à des travaux de recherche concernant des aspects techniques précis de la transformation et de la commercialisation des produits primaires (éléments de programme 2.2 et 2.3). Une part moindre est également prévue pour contribuer à la réalisation d'études du secrétariat portant sur la stabilisation des recettes d'exportation (élément de programme 2.1), les problèmes de la diversification et de l'amélioration de la productivité (élément de programme 2.4) et le protectionnisme (élément de programme 2.6).

*Groupes spéciaux d'experts*

15.27 On pense qu'il sera nécessaire de convoquer un groupe d'experts (35 700 dollars) au cours de l'exercice biennal, au titre de l'élément de programme 2.2.

*Frais de voyage du personnel*

15.28 Le montant de 325 900 dollars demandé à ce titre comprend 188 300 dollars au titre des ressources spéciales pour le programme intégré pour les produits de base. On prévoit une diminution au titre des frais de voyage liés aux négociations relatives à des produits particuliers (sous-programme 1), mais cette réduction sera plus compensée par des frais de voyage supplémentaires au titre du sous-programme 2 et, en particulier, des éléments de programme 2.3 et 2.4, concernant la transformation et la commercialisation des produits primaires, qui exigent, comme l'expérience l'a montré, davantage de consultations directes avec les responsables des organes gouvernementaux et des entreprises privées, tant dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs, si l'on veut que les études réalisées reposent sur une base réaliste.

*Imprimerie et reliure*

15.29 Il faudra publier six publications, des études (10 au maximum) et les accords relatifs à des produits de base (six au maximum) qui résulteront des travaux de réunions ou de conférences spéciales. Le montant demandé (9 300 dollars) est simplement destiné à couvrir le coût de l'impression à l'extérieur d'une publication en russe. On pense que les autres travaux d'impression pourront être exécutés dans les ateliers de reproduction du Secrétariat.



## 3. - ARTICLES MANUFACTURES ET SEMI-FINIS

TABLEAU 15.15. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 441,6	106,6	-	219,3	325,9	3 767,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	28,9	(0,2)	(28,7) <sup>a/</sup>	-	(28,9)	-
Consultants	117,8	0,6	-	9,0	9,6	127,4
Heures supplémentaires	8,3	(0,1)	-	0,6	0,5	8,8
Groupes spéciaux d'experts	37,3	0,3	(1,9)	2,7	1,1	38,4
Dépenses communes de personnel	895,8	28,0	-	55,1	83,1	978,9
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	82,6	(0,5)	-	6,3	5,8	88,4
Imprimerie et reliure	77,0	(0,6)	10,1	6,5	16,0	93,0
<b>Total</b>	<b>4 690,5</b>	<b>134,1</b>	<b>(20,5)</b>	<b>299,5</b>	<b>413,1</b>	<b>5 103,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 824,6	(20,5)	-	-	(20,5)	(0,4) %

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.15 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	33,0	15,0
Voyages autorisés	-	5,0
<b>Total a)</b>	33,0	20,0
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées : PNUE	146,0	-
<b>Total b)</b>	146,0	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	1 000,0	1 500,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	120,0	100,0
<b>Total c)</b>	1 120,0	1 600,0
<b>Total a), b) et c)</b>	1 299,0	1 620,0

Total, coûts directs	6 723,6
----------------------	---------

4 069,3
---------

**B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	10 792,9
---	----------

TABLEAU 15.16. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : articles manufacturés et semi-finis

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	11	11	-	-	11	11
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>26</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	16	16	-	-	16	16
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42</b>	<b>42</b>

### 3. — ARTICLES MANUFACTURES ET SEMI-FINIS

15.30 Les fonctions de ce programme se sont considérablement modifiées à la suite de l'adoption de la résolution 131 (V) de la CNUCED relative au protectionnisme et aux aménagements de structure et de la résolution 226 (XXII) du Conseil du commerce et du développement sur le même sujet, ainsi que de la résolution 35/63 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980, dans laquelle l'Assemblée a adopté l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. De ce fait, un nouvel élan a été donné à l'exécution des tâches résultants notamment de la résolution 96 (IV) de la CNUCED relative à un ensemble de mesures corrélatives et solidaires pour accroître et diversifier des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement.

15.31 Ce programme porte essentiellement sur les trois aspects complémentaires ci-après de la politique commerciale : a) l'amélioration de l'accès aux marchés des pays développés, en particulier par la libéralisation des barrières tarifaires et non tarifaires d'origine gouvernementale qui font obstacle aux échanges; b) le contrôle des obstacles aux échanges d'origine non gouvernementale, à savoir les pratiques commerciales restrictives qui ont un effet défavorable sur le commerce international, en particulier sur le commerce et le développement des pays en développement; c) le développement des exportations et les aménagements de structure. Ainsi qu'on peut le voir plus loin, les problèmes étudiés, en particulier dans le cadre des sous-programmes 1.3 et 3.1, sont étroitement liés.

15.32 Aux fins de l'exécution du programme de travail, une coopération étroite sera maintenue avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international, les commissions régionales, le Centre sur les sociétés transnationales, l'ONUDI et le GATT, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, en particulier le Conseil de coopération douanière (CCD) et l'OCDE.

15.33 Ce programme fournit les services fonctionnels nécessaires aux organes intergouvernementaux mentionnés au titre des différents sous-programmes et à la Commission des articles manufacturés, qui doit se réunir une fois au moins durant l'exercice biennal. Dans la mesure où la Conférence, à sa session de 1983, et le Conseil du commerce et du développement, à ses sessions semestrielles, examineront des questions liées à ce programme, les services fonctionnels requis seront également assurés.

#### *Sous-programme 1. Libéralisation des mesures gouvernementales qui font obstacle au commerce*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 1 459 600 dollars (28,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 20 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.83 à 18.91A.

c) Eléments de programme :

1.1 Fonctionnement du Système généralisé de préférences et consultations multilatérales

Le Comité spécial des préférences, dans sa résolution 6 (IX), a décidé à l'unanimité que le Système devait rester en vigueur et que les pays qui accordent des préférences devaient s'employer à améliorer sans cesse leurs schémas.

#### *Produit :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour les sessions annuelles du Comité spécial des préférences et les consultations multilatérales simultanées, ainsi que pour le Groupe de travail intergouvernemental des règles d'origine (1982 et 1983);

ii) Publications techniques sur l'évolution du Système généralisé de préférences et évaluation, compte tenu des objectifs du Système, et publications techniques sur le fonctionnement et l'utilisation du Système ainsi que sur les incidences qu'il a sur le commerce, l'accent étant mis en particulier sur les mesures susceptibles d'améliorer et de permettre une utilisation plus complète de divers schémas (1982 et 1983);

iii) Rapports à présenter au Groupe de travail des règles d'origine sur les mesures visant à harmoniser, améliorer et simplifier davantage les règles d'origine du Système généralisé de préférences (1982 et 1983);

iv) Publications techniques : établissement de documentation à la demande des pays en développement intéressés en vue de consultations multilatérales sur des schémas particuliers.

1.2 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique concernant le Système généralisé de préférences

*Produit :* appui fonctionnel au projet conjoint CNUCED/PNUD visant à aider les pays en développement à utiliser le Système de manière plus complète.

1.3 Politiques et mesures visant à faire face au problème de protectionnisme

#### *Produits :*

i) Services fonctionnels nécessaires au Comité de session du Conseil du commerce et du développement lors de la première session ordinaire qu'il tient chaque année, pour l'examen des questions du protectionnisme et des aménagements de structure (1982, 1983);

ii) Publications techniques contenant des études descriptives et analytiques, examinant l'évolution de la situation en ce qui concerne la libération des échanges;

iii) Publications techniques comportant l'identification des obstacles tarifaires dans les pays développés, l'analyse de leurs incidences sur le commerce d'exportation des pays en développement et des propositions concernant des mesures de libéralisation tarifaire;

iv) Publications techniques relatives à la classification tarifaire distincte des produits dont l'exportation présente un intérêt majeur pour les pays en développement;

v) Publications techniques contenant des études analytiques quantitatives donnant un profil d'obstacles non tarifaires particuliers et de leurs incidences sur les échanges (1982 et 1983).

1.4 Analyse des conséquences pour le commerce international de l'application des résultats des négociations commerciales multilatérales

#### *Produit :*

i) Rapports périodiques aux organes intergouvernementaux sur les divers sujets couverts par les négociations commerciales multilatérales, l'accent étant mis sur l'effet de

l'application des résultats de ces négociations sur le commerce des pays en développement;

ii) Participation aux travaux du GATT afin de suivre de près les travaux entrepris conformément aux négociations commerciales multilatérales.

#### 1.5 Appui de fond aux activités de coopération technique

*Produit* : appui de fond au projet d'assistance technique financé par le PNUD visant à aider les pays en développement à participer plus efficacement aux négociations actuellement en cours et aux négociations futures, y compris celles relatives au commerce international des textiles.

#### 1.6 Obstacles gouvernementaux au commerce dans le contexte des politiques de l'environnement

*Produit* : publication technique sur les effets des politiques de l'environnement sur le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement.

### *Sous-programme 2. Pratiques commerciales restrictives, structures du marché, commercialisation et distribution*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 178 900 dollars (23,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.100 à 18.106; décision 34/447 et résolution 35/63 de l'Assemblée générale.

#### c) Eléments de programme :

2.1 Fonctionnement de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives

#### *Produits* :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les sessions annuelles du Groupe intergouvernemental d'experts sur les pratiques commerciales restrictives (1982 et 1983);

ii) Rapports sur les pratiques commerciales restrictives liées aux dispositions de l'Ensemble de principes et de règles convenus, énoncées à la section D dudit ensemble;

iii) Rapports sur des questions pouvant être élucidées à l'aide de données relatives aux transactions commerciales et d'autres renseignements pertinents obtenus à la suite de demandes adressées à tous les Etats;

iv) Rapport annuel à présenter au Groupe intergouvernemental d'experts, sur la base des rapports soumis à la CNUCED en ce qui concerne les mesures prises par les Etats et les groupements régionaux pour tenir leur engagement de respecter l'Ensemble de principes et de règles (1982 et 1983).

#### 2.2 Consultations entre les Etats concernant les pratiques commerciales restrictives

*Produit* : A la demande des Etats, services à fournir au mécanisme de consultation mis en place conformément à l'Ensemble de principes et de règles et contribution à l'établissement d'un rapport commun sur les consultations et leurs résultats.

#### 2.3 Rapport annuel sur les textes législatifs récemment adoptés et autres faits nouveaux

*Produit* : publication destinée à la vente : rapport annuel sur les textes législatifs récemment voté concernant les pratiques commerciales restrictives et sur les conséquences négatives de celles-ci pour le commerce international,

notamment le commerce et le développement des pays en développement (1982 et 1983).

#### 2.4 Loi type et appui de fond aux activités de coopération technique

#### *Produits* :

i) Rapports aux organes intergouvernementaux compétents concernant l'élaboration d'une(de) loi(s) type(s) sur les pratiques commerciales restrictives, destinée(s) à aider les pays en développement à élaborer une législation adéquate;

ii) Assistance technique : appui de fond à des programmes consultatifs et de formation relatifs aux pratiques commerciales restrictives, notamment au profit des pays en développement.

#### 2.5 Etudes sur les pratiques commerciales restrictives, y compris dans les domaines de la commercialisation et la distribution

#### *Produit* :

i) Rapports au Groupe intergouvernemental des pratiques commerciales restrictives et au Conseil du commerce et du développement concernant l'application de pratiques commerciales restrictives dans le contexte des arrangements de commercialisation et de distribution relatifs aux importations et aux exportations;

ii) Rapport au Groupe intergouvernemental des pratiques commerciales restrictives et au Conseil du commerce et du développement sur les arrangements d'exclusivité constituant des abus de position dominante sur le marché.

### *Sous-programme 3. Développement des exportations et aménagements de structure*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 092 500 dollars (41,0 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.107 à 18.113; résolution 226 (XXII) du Conseil du commerce et du développement.

#### c) Eléments de programme :

3.1 Politiques et mesures relatives aux aménagements de structure liés au commerce

#### *Produits* :

i) Services fonctionnels nécessaires au Comité de session du Conseil du commerce et du développement lors de la première session ordinaire qu'il tient chaque année, pour l'examen des questions du protectionnisme et des aménagements de structure (1982-1983);

ii) Rapports annuels au Conseil du commerce et du développement concernant les tendances de la production, des importations et des exportations de tous les pays, compte tenu de toutes les informations pertinentes disponibles, y compris les politiques générales, et portant sur une période assez longue pour permettre l'évaluation des changements survenus dans l'économie mondiale et sur tous les échanges intéressant les pays en développement (1982-1983);

iii) Rapports au Conseil du commerce et du développement sur les politiques générales existantes dans la mesure où elles concernent les aménagements de structure liés au commerce;

iv) Publications techniques sur le rôle réel et potentiel des échanges intra-industrie si l'on veut opérer des aménagements de structure positifs dans l'économie mondiale.

### 3.2 Politiques de nature à améliorer la capacité d'exportation des pays en développement

**Produit :** publications techniques sur les encouragements à l'exportation, l'assurance-crédit à l'exportation et les arrangements institutionnels à adopter dans les pays en développement pour financer les industries et les exportations, les coentreprises, la sous-traitance internationale, les projets de collaboration industrielle et les infrastructures d'appui nécessaires, comme les zones de traitement des exportations.

### 3.3 Examen des tendances et de l'évolution récentes dans le commerce des articles manufacturés et analyses quantitatives et sectorielles connexes

#### **Produits :**

i) Publication destinée à la vente : examen annuel du commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement (1982 et 1983);

ii) Publications techniques sur l'identification et l'analyse des produits d'exportation dynamiques, y compris les produits pétrochimiques et les engrais;

iii) Publications techniques sur les problèmes du commerce international des textiles, notamment les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement.

### 3.4 Collaboration au système de consultations de l'ONUDI et collaboration commerciale et industrielle.

**Produit :** collaboration suivie avec l'ONUDI dans le cadre du système de consultations sur l'industrialisation, notamment en fournissant pour ces consultations des analyses des courants d'échanges mondiaux et des courants entre pays en développement et des analyses des politiques commerciales relatives aux secteurs étudiés, à savoir les machines agricoles, les biens d'équipement et d'autres secteurs qui restent à identifier.

### 3.5 Appui de fond aux activités de coopération technique

**Produit :** assistance technique : services consultatifs en faveur des projets concernant l'assurance-crédit à l'exportation, la nomenclature douanière, les encouragements à l'exportation et les zones de traitement des exportations, le financement de l'industrie et des exportations, la sous-traitance internationale et les échanges complémentaires Nord-Sud intra-industrie.

### *Sous-programme 4. Planification et gestion du programme*

a) Ressources financières : 372 600 dollars (7,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme : cet élément de programme remplit la fonction d'appui qu'indique son titre.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.34 Il est prévu que 15 mois de travail d'administrateur se trouveront libérés du fait de l'achèvement d'éléments de programme en 1980-1981. Cela représente 2 p. 100 des mois de travail d'administrateur demandés au titre de ce programme pour l'exercice 1982-1983. Environ 94 p. 100 du nombre total des mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983 seront affectés à des éléments de programme déjà en cours et qui se poursuivront en 1982-1983, et les 6 p. 100 restants à de nouveaux éléments de programme qui débiteront en 1982-1983.

#### *Consultants*

15.35 Les ressources nécessaires à ce titre (118 400 dollars) sont du même ordre que celles qui avaient été prévues pour l'exercice biennal précédent. Elles seront principalement allouées au sous-programme 3, pour des monographies sur les problèmes d'aménagement de structure et sur les mesures d'aide à ces aménagements, ainsi qu'à l'élément de programme 3.2, relatif aux schémas de coopération industrielle et à l'infrastructure nécessaire pour les exportations des pays en développement. Des crédits seront également nécessaires pour le sous-programme 2, notamment pour l'élément de programme 2.5 relatif aux études concernant les pratiques commerciales restrictives, y compris la commercialisation et la distribution.

#### *Groupes spéciaux d'experts*

15.36 Il est prévu qu'un groupe d'experts (35 700 dollars) devra être convoqué durant l'exercice biennal au titre de l'élément de programme 3.2.

#### *Frais de voyage du personnel*

15.37 Le montant demandé (82 100 dollars) correspond au montant des ressources disponibles au cours de l'exercice biennal précédent. La plupart des voyages seront occasionnées par les sous-programmes 2 et 3, en particulier les missions d'information requises au titre des éléments de programme 2.1, 2.3, 2.4, 3.1 et 3.3.

#### *Imprimerie et reliure*

15.38 Parmi les documents à paraître figurent deux publications périodiques, neuf études et rapports, dont le *Handbook on Restrictive Business Practice Legislation* (Manuel de textes législatifs concernant les pratiques commerciales restrictives), et une publication sur les travaux de réunions ou de conférences spéciales. Le montant demandé, qui s'élève à 86 500 dollars, représente une augmentation de 10 100 dollars, compensée par des diminutions au titre d'autres programmes.

## 4. - TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET TRANSPORT MULTIMODAL

TABLEAU 15.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 713,2	10,8	-	168,7	179,5	2 892,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	116,0	(0,8)	(115,2) <sup>a/</sup>	-	(116,0)	-
Consultants	94,5	0,5	-	7,2	7,7	102,2
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	9,7	(0,1)	-	0,7	0,6	10,3
Groupes spéciaux d'experts	36,6	0,3	(1,2)	2,8	1,9	38,5
Dépenses communes de personnel	705,9	2,9	-	43,0	45,9	751,8
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	102,3	(0,7)	-	7,7	7,0	109,3
Imprimerie et reliure	46,6	(0,4)	-	3,6	3,2	49,8
<b>Total</b>	<b>3 826,0</b>	<b>12,5</b>	<b>(116,4)</b>	<b>233,7</b>	<b>129,8</b>	<b>3 955,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 838,5	(116,4)	-	-	(116,4)	(3,0)

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.17 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes permanents	231,0	258,7
Dépenses communes de personnel	60,0	67,3
Voyages autorisés	8,0	10,0
<b>Total a)</b>	<b>299,0</b>	<b>336,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	6 000,0	6 500,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	1 550,0	1 700,0
<b>Total c)</b>	<b>7 550,0</b>	<b>8 200,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>7 849,0</b>	<b>8 536,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>12 491,8</b>
-----------------------------	-----------------

<b>5 865,7</b>
----------------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>18 357,5</b>
---	-----------------



TABLEAU 15.18. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : transports maritimes, ports et transport multimodal

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	1	1	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	8	-	-	8	8
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	13	13	2	2	15	15
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>36</b>	<b>36</b>

## 4. – TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET TRANSPORT MULTIMODAL

15.39 Les changements qui ont été apportés à ce programme dans le sens, d'une part, d'une conception intégrée des activités ayant trait aux transports maritimes et aux ports ainsi que de leurs liaisons avec les transports intérieurs et, d'autre part, du développement des marines marchandes des pays en développement, ont été renforcés par les décisions adoptées récemment par la Commission des transports maritimes. En outre, l'entrée en vigueur escomptée de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes ouvrira une nouvelle étape pour ce qui est des activités des conférences maritimes et de leurs relations avec les partenaires commerciaux.

15.40 Ce programme permet de fournir des services fonctionnels aux organes intergouvernementaux mentionnés dans les différents sous-programmes, ainsi qu'à la Commission des transports maritimes. Dans la mesure où la Conférence, à sa session de 1983, et le Conseil du commerce et du développement à ses sessions semestrielles, examineront des questions en rapport avec ce programme, les services fonctionnels nécessaires seront également assurés.

## Sous-programme 1. Politique des transports maritimes

15.41 Du fait des résolutions adoptées récemment par la Conférence et par la Commission des transports maritimes, les activités futures seront axées sur le développement des marines marchandes, en particulier le trafic de vrac et le régime de libre immatriculation.

15.42 Egalement à sa neuvième session, la Commission des transports maritimes a demandé que la question de la protection des intérêts des chargeurs reste inscrite à l'ordre du jour.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 226 300 dollars (31 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 28 000 dollars (8,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.121 à 18.127; résolutions 41 (IX) et 42 (IX) de la Commission des transports maritimes.

c) Eléments de programme :

1.1 Etudes annuelles sur les transports maritimes

*Produit* : publication destinée à la vente : ces études ont pour objet de décrire les tendances des transports maritimes mondiaux, en particulier les progrès réalisés dans la création et l'expansion des marines marchandes des pays en développement (1982 et 1983).

### 1.2 Protection des intérêts des chargeurs

*Produit* : rapport à présenter à la Commission des transports maritimes concernant l'efficacité des dispositions prises par les chargeurs pour protéger leurs intérêts dans les négociations avec les conférences maritimes, en vue de recommander l'adoption de mesures supplémentaires qui complèteraient celles prévues par la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes.

### 1.3 Développement des marines marchandes

*Produit* : rapport à présenter à la Commission des transports maritimes concernant les moyens par lesquels les sociétés transnationales contrôlent le trafic de vrac et les moyens d'accroître la participation des pays en développement dans ce trafic. Des rapports sur les autres obstacles qui peuvent empêcher les pays en développement de développer leurs marines marchandes, tels que l'insuffisance de ressources financières et le manque de techniciens ou de cadres de gestion, seront également établis, sur demande.

### 1.4 Régime de libre immatriculation

*Produit* : sous réserve de la décision de la Commission des transports maritimes, de nouveaux rapports seront établis identifiant les titulaires effectifs du droit d'exploitation des flottes de libre immatriculation, indiquant les mesures prises par les pays appliquant le régime de libre immatriculation pour renforcer leurs liens économiques avec les navires immatriculés dans leurs registres, et passant en revue les conditions dans lesquelles les pays acceptent d'immatriculer des navires.

### 1.5 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

*Produit* : fourniture de services consultatifs au titre de certains projets régionaux et nationaux financés par le PNUD, fourniture d'une assistance pour l'organisation de cours de formation offerts par des donateurs bilatéraux, et planification de nouveaux programmes.

#### *Sous-programme 2. Développement des ports*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 838 600 dollars (21,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 28 000 dollars (8,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.128 à 18.135; résolution 35 (IX) de la Commission des transports maritimes.

#### c) Eléments de programme :

##### 2.1 Travaux de recherche et études d'orientation

###### *Produits* :

i) Publication technique : étude pilote concernant la création d'une banque de données portuaires. Cette information sera également utilisée pour les études annuelles sur les transports maritimes et pour les travaux de recherche demandés par la Commission des transports maritimes, ainsi que pour les services consultatifs à fournir aux gouvernements et aux autorités portuaires;

ii) Publications destinées à la vente : monographies sur la gestion portuaire — série de mémoires techniques portant sur des activités précises, destinés aux responsables des ports dans les pays en développement;

iii) Assistance technique : services consultatifs, sur la demande des gouvernements, concernant l'application de régimes de surtaxe d'encombrement plus rationnels, faisant

suite aux études sur la surtaxe d'encombrement portuaire.

##### 2.2 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

*Produit* : supervision des services consultatifs fournis aux instituts de formation à la gestion portuaire et appui fonctionnel à deux cours de formation à la gestion portuaire et à divers séminaires financés à l'aide de fonds extra-budgétaires, ainsi qu'à plusieurs projets régionaux et nationaux de développement portuaire.

#### *Sous-programme 3. Transport multimodal*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 818 900 dollars (20,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 84 000 dollars (25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.136 à 18.143; décision 36 (IX) de la Commission des transports maritimes.

#### c) Eléments de programme :

##### 3.1 Recherche et études d'orientation

*Produits* : les rapports à présenter à la Commission des transports maritimes incluront :

i) Des études sur les politiques nationales en matière de transport, y compris les régimes administratifs et douaniers applicables aux marchandises en transit, en vue d'harmoniser ces politiques, l'objectif principal étant d'instaurer dans les pays en développement un cadre institutionnel propre à accroître la participation des entreprises autochtones dans le transport multimodal et à promouvoir les intérêts des chargeurs dans le commerce international;

ii) Etude complémentaire sur l'élaboration d'un règlement tarifaire type pour les transports par conteneurs;

iii) Une étude sur les aspects économiques d'un système de location de conteneurs de navires porte-conteneurs et de matériel connexe, afin de déterminer les avantages que présenterait cette formule pour les pays en développement;

iv) Analyses de l'incidence du coût total des transports sur la balance des paiements des pays en développement;

v) Rapports sur les études en cours concernant les aspects économiques de nouvelles techniques de transport fondées sur l'unitarisation des cargaisons, y compris le rôle croissant du fret aérien;

vi) Etudes sur les aspects économiques de l'unitarisation et de la conteneurisation de certains produits (notamment les fruits et les agrumes réfrigérés), et sur certaines routes;

vii) Elaboration de principes directeurs et de méthodes concernant les diverses possibilités qui s'offrent aux pays en développement en matière de transport multimodal et d'investissements.

##### 3.2 Examen des activités dans le domaine du transport multimodal

*Produit* : rapports à présenter à la Commission des transports maritimes concernant les activités d'autres organismes fournissant une assistance technique et financière dans le domaine du transport multimodal et de la conteneurisation, et examen de l'utilisation du transport multimodal et de la conteneurisation dans le commerce international.

##### 3.3 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

Un appui fonctionnel sera fourni pour exécuter des projets de coopération technique dans le do-

maine du transport multimodal ainsi que pour organiser des cours de formation dans ce domaine. Cet appui consistera notamment à organiser un atelier-séminaire sur l'expédition du fret et le transport multimodal (1982).

#### *Sous-programme 4. Réglementation des transports maritimes*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 644 800 dollars (16,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 56 000 dollars (16,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.144 à 18.150; résolutions 106 (V) et 120 (V) de la CNUCED; résolutions 39 (IX) et 40 (IX) de la Commission des transports maritimes.

c) Eléments de programme :

4.1 Recherche fondamentale et études d'orientation

*Produit :*

i) Rapports analytiques à présenter à la Commission des transports maritimes et à son Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes concernant les aspects juridiques et économiques des transports maritimes. Sont inscrites au programme de travail du Groupe des questions complémentaires que celui-ci n'a pas encore examinées, à savoir l'avarie commune et l'examen des possibilités d'harmoniser les politiques en matière de transports maritimes. On prévoit d'autre part que, comme suite aux décisions prises par la Commission des transports maritimes, le Groupe envisagera d'ajouter encore d'autres questions à son programme de travail;

ii) Rapport à présenter à la Commission des transports maritimes concernant les aspects juridiques du régime de libre immatriculation et la participation des pays en développement dans le trafic maritime de vrac;

iii) Rapport à présenter à la Commission des transports maritimes concernant l'expérience acquise dans l'application par les lignes régulières de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes;

iv) Rapports à présenter au Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes et à la Commission des transports maritimes concernant notamment : a) l'assurance maritime des cargaisons; b) une nouvelle étude sur les chartes-parties (aspects juridiques); c) l'avarie commune; d) le réexamen des conventions maritimes existantes et de questions connexes, sous réserve de la décision de la Commission des transports maritimes; et e) une étude sur des règles types pour les associations régionales et les coentreprises de transport maritime.

4.2 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

*Produit :* un appui fonctionnel sera fourni à divers projets de coopération technique, dont deux projets sur la réglementation des transports maritimes, et des séminaires seront organisés concernant certains aspects juridiques et commerciaux des transports maritimes ("Affrètement maritime" et "Documentation en matière de transports maritimes", par exemple).

#### *Sous-programme 5. Etudes de faisabilité et service de renseignements*

a) Ressources nécessaires. — budget ordinaire : 138 400 dollars (3,5 p. 100 du total prévu pour le programme);

fonds extra-budgétaires : 84 000 dollars (25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : Plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1) vol. III, par. 18.121 à 18.127; résolution 121 (V) de la CNUCED; résolution 38 (IX) de la Commission des transports maritimes;

c) Eléments de programme :

5.1 Etudes de faisabilité en vue de l'achat de navires

*Produit :* assistance technique : assistance aux pays en développement, sur la demande des gouvernements.

5.2 Service de renseignements sur l'assistance technique dans le domaine des transports maritimes et des ports

*Produits :*

i) Service de renseignements destiné à aider les pays en développement à évaluer leurs besoins avant de présenter leurs demandes d'assistance aux organismes donateurs figurant dans le Répertoire d'informations mentionné ci-dessous;

ii) Publication destinée à la vente : *Répertoire d'informations sur les sources possibles d'assistance technique en matière de transports maritimes et de ports (SHIPASSIST) [1983].*

#### *Sous-programme 6. Planification et gestion du programme*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 288 800 dollars (7,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 56 000 dollars (16,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme : à cet élément de programme correspondent les fonctions d'appui indiquées par son titre.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.43 Sur le nombre total de mois de travail d'administrateur demandé pour l'exercice 1982-1983, environ 98 p. 100 seront affectés à des éléments de programme en cours et qui se poursuivront en 1982-1983 et 2 p. 100 à de nouveaux éléments de programme qui doivent commencer en 1982-1983.

#### *Consultants*

15.44 Le crédit de 95 000 dollars demandé à ce titre, qui correspond aux ressources disponibles pour l'exercice biennal antérieur, doit permettre essentiellement de recourir à des consultants pour exécuter le sous-programme 3 (concernant certains aspects des études techniques en matière de transport multimodal pour lesquels il n'existe pas de spécialistes au Secrétariat) et le sous-programme 1, en particulier l'élément de programme 1.3 (trafic de vrac de certains produits spécifiques).

#### *Groupes spéciaux d'experts*

15.45 Compte tenu de l'expérience passée, on pense que les organes intergouvernementaux de la CNUCED demanderont la convocation d'un groupe d'experts spécial au titre de l'élément de programme 1.3 (35 700 dollars).

*Frais de voyage du personnel*

15.46 Le crédit demandé (191 600 dollars) correspond aux ressources disponibles pour l'exercice antérieur et sera réparti en parts sensiblement égales entre les différents sous-programmes. Il servira principalement à recueillir des données et des informations de première main sur diverses études en cours d'élaboration.

*Imprimerie et reliure*

15.47 Il est prévu de publier deux documents périodiques, une étude sur les questions d'immatriculation et les statistiques connexes et une édition à jour du Répertoire SHIPASSIST (46 200 dollars).

## 5. – TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

TABLEAU 15.19. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 443,9	82,7	-	155,6	238,3	2 682,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	16,9	(0,1)	(16,8) <sup>a/</sup>	-	(16,9)	-
Consultants	187,7	0,9	-	14,4	15,3	203,0
Heures supplémentaires	9,6	(0,1)	-	0,7	0,6	10,2
Groupes spéciaux d'experts	99,1	0,5	7,5	8,1	16,1	115,2
Dépenses communes de personnel	635,8	21,6	-	39,6	61,2	697,0
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	211,8	(1,7)	-	16,1	14,4	226,2
Imprimerie et reliure	143,1	(1,2)	(77,9)	4,9	(74,2)	68,9
<b>Total</b>	<b>3 749,1</b>	<b>102,6</b>	<b>(87,2)</b>	<b>239,4</b>	<b>254,8</b>	<b>4 003,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 851,7	(87,2)	-	-	(87,2)	(2,2) %

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.19 (suite)

2) *Fonds extra-budgétaires*

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) <i>Services d'appui à :</i>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) <i>Activités de fond</i>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
c) <i>Projets opérationnels</i>		
PNUD	200,0	1 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	800,0	800,0
<b>Total c)</b>	1 000,0	1 800,0
<b>Total a), b) et c)</b>	1 000,0	1 800,0

<b>Total, coûts directs</b>	5 803,9
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

3 060,2
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	8 864,1
---	---------

TABLEAU 15.20. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : transfert de technologie

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	6	6	-	-	6	6
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>19</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	11	11	-	-	11	11
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>30</b>

## 5. – TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

15.48 Ce programme est axé principalement sur un double objectif :

a) Restructurer le cadre juridique du transfert de technologie de façon que ce transfert puisse devenir un instrument de plus en plus utile au service du développement des pays en développement;

b) Renforcer la capacité et l'infrastructure technologiques des pays en développement eux-mêmes.

La Commission du transfert de technologie a transposé les principes énoncés dans les résolutions de la cinquième session de la CNUCED en programmes de travail concrets grâce à l'étude intensive des problèmes critiques qui se posent et par des activités de coopération technique élargies. L'objectif primordial dans ce domaine sera d'aider les pays en développement à ne plus se contenter, aux niveaux national, sous-régional et régional, de mesures ponctuelles et mal coordonnées et à décider d'un ensemble de mesures interdépendantes et de soutien qui devraient leur permettre d'effectuer leur transformation technologique.

15.49 Ce programme prévoit les services fonctionnels à assurer lors des réunions de la Commission du transfert de technologie, qui devrait se réunir une fois au cours de

l'exercice biennal. Si le Conseil du commerce et du développement, lors de ses sessions semestrielles, examine des questions ayant trait au programme, les services fonctionnels nécessaires lui seront également fournis, ainsi qu'à la Conférence elle-même, lors de sa session de 1983.

*Sous-programme 1. Politiques juridiques*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 632 600 dollars (15,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.159 à 18.166; décision 113 (V) et résolutions 101 (V) et 112 (V) de la CNUCED; résolution 14 (III) de la Commission du transfert de technologie.

c) Eléments de programme :

1.1 Cadre juridique pour le transfert et le développement de la technologie

*Produit :*

i) Sous réserve des décisions que prendra l'Assemblée générale à sa trente-sixième session, services fonctionnels nécessaires pour les sessions de la Conférence des Nations Unies sur un code international de conduite pour le transfert de technologie;

ii) Comme suite à l'adoption du code, services de secrétariat nécessaires pour les organes qui pourraient être créés;

- a) Rapports à présenter aux organes qui pourraient être créés en application du code de conduite;
- b) Sur la demande des pays intéressés, consultations avec les Etats, notamment les pays en développement, et assistance aux fins de l'application du code de conduite au niveau national;

iii) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie concernant les effets des législations et réglementations sur le transfert de technologie dans certains pays, y compris sur la demande des pays intéressés, élaboration de législations et de réglementations sur le transfert de technologie dans certains pays, y compris sur la demande des pays intéressés, élaboration de législations et de réglementations d'un type nouveau en matière de transfert, d'application et de développement de la technologie dans les pays en développement.

#### 1.2 Propriété industrielle

##### Produit :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier le rôle du régime de la propriété industrielle dans le transfert de technologie aux pays en développement;

ii) Rapports à présenter au groupe ci-dessus, concernant : a) les incidences des nouvelles politiques et législations en matière de propriété industrielle sur le processus de développement des pays en développement; b) le rôle de la protection des marques de fabrique dans les secteurs vitaux de l'économie, dans la protection du consommateur et dans la promotion des exportations;

iii) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie concernant les principaux problèmes liés aux aspects de la propriété industrielle en rapport avec l'économie, le commerce et le développement des pays en développement.

#### *Sous-programme 2. Etudes et recherches générales relatives à la politique et à la planification technologiques*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 757 700 dollars (43,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.167 à 18.176; résolutions 102 (V) et 112 (V) de la CNUCED; résolutions 8 (III), 9 (III), 11 (III), 13 (III), 15 (III) et décision 10 (III) de la Commission du transfert de technologie.

c) Eléments de programme :

#### 2.1 Politique et planification technologiques

##### Produit :

i) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie; concernant : a) un ensemble de mesures interdépendantes et de soutien qui devraient permettre de mettre en œuvre la section III de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, en vue d'élaborer une stratégie pour la transformation technologique des pays en développement; b) le cadre théorique et les bases techniques, empiriques, méthodologiques et statistiques nécessaires pour élaborer des politiques et des plans en matière de technologie;

ii) Rapport à présenter à la Commission du transfert de technologie à propos du suivi de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

#### 2.2 Transfert et développement de la technologie dans des secteurs spécifiques et des domaines d'une importance critique

##### Produit :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions des groupes d'experts gouvernementaux qui étudieront le transfert, l'application et le développement de la technologie dans les domaines et secteurs suivants : industrie alimentaire, énergie, biens d'équipement et outillage industriel;

ii) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie, concernant : a) le rôle des femmes dans la transformation technologique; b) le transfert de technologie dans le secteur public; c) les obstacles particuliers qui entravent l'édification de la capacité technologique des pays en développement les moins avancés; et d) les incidences des nouvelles technologies de pointe, comme la micro-électronique et le génie biologique, sur les pays en développement.

#### 2.3 Etudes et rapports sur des aspects particuliers du transfert et du développement de la technologie

##### Produit :

i) Rapport à présenter à la Commission du transfert de technologie concernant l'application des résolutions 87 (IV) et 112 (V) de la Conférence;

ii) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie, concernant : a) le rôle des petites et moyennes entreprises dans le transfert international de technologie; b) un inventaire des institutions nationales, sous-régionales et régionales qui s'occupent du transfert, du développement et de la coopération en matière technologique; c) les différentes voies qui pourraient être utilisées pour la commercialisation et la diffusion de la technologie dans les pays en développement et parmi eux, notamment par le biais d'entreprises de technologie dans les pays en développement; d) les arrangements préférentiels entre pays en développement en matière de développement et de transfert de technologie; et e) une étude des données d'expérience et des perspectives des services de vulgarisation technologique destinés aux utilisateurs finals.

#### 2.4 La technologie et l'environnement

Produit : dans le cadre du projet conjoint CNUCED/PNUE, rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie concernant l'incidence du transfert et du développement de la technologie sur l'environnement.

#### 2.5 Le transfert inverse de technologie et le développement

##### Produit :

i) Rapport à présenter à un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner la possibilité de mesurer les courants de ressources humains, et services fonctionnels à assurer lors des réunions de ce groupe;

ii) Rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie, concernant : a) l'expérience et les politiques de pays donnés; b) l'échange concerté de main-d'œuvre qualifiée; et c) les modalités d'une coopération aux niveaux bilatéral, régional et international.

#### *Sous-programme 3. Services consultatifs*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 301 300 dollars (32,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période

1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.177 à 18.183; résolution 112 (V) de la CNUCED; résolution 16 (III) de la Commission du transfert de technologie.

c) **Eléments de programme :**

3.1 **Infrastructure institutionnelle**

*Produit :*

i) Fourniture, sur demande, de services consultatifs et d'une assistance technique et opérationnelle en vue de mettre en place et de renforcer l'infrastructure institutionnelle nationale en matière de transfert et de développement de la technologie, et en particulier de créer des centres de technologie;

ii) Fourniture de services consultatifs et d'une assistance technique et opérationnelle aux centres régionaux et sous-régionaux de transfert et de développement de la technologie afin de renforcer leurs programmes fonctionnels et opérationnels; établissement de liaisons interrégionales entre ces centres;

iii) Fourniture de services consultatifs et d'une assistance pour l'adoption de mesures de coopération entre pays en développement aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, telles que : a) la mise en place d'arrangements en vue d'activités conjointes en matière de recherche-développement de plans et d'études techniques; b) l'harmonisation des politiques, réglementations, législations et pratiques qui régissent la technologie; c) la formation et les échanges de personnel, de renseignements et de données d'expérience; et d) la mise en place d'arrangements préférentiels pour le développement et le transfert de la technologie.

3.2 **Formulation et mise en œuvre de plans technologiques**

*Produit :* fourniture aux pays en développement, sur demande, de services consultatifs et d'une assistance technique et opérationnelle pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans, de politiques, de législations, de réglementations et de procédures technologiques.

3.3 **Politiques sectorielles et arrangements institutionnels**

*Produit :*

i) Fourniture de services consultatifs et d'une assistance technique et opérationnelle à des pays en développement particuliers et/ou à des groupes de pays pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans et de politiques technologiques concernant des secteurs précis revêtant une importance critique pour les pays intéressés;

ii) Fourniture de services consultatifs et d'une assistance aux pays en développement pour la mise en place de centres sous-régionaux, régionaux et interrégionaux dans certains secteurs critiques.

3.4 **Services de formation**

*Produit :*

i) Assistance technique : cours de formation aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional, séminaires et journées d'étude sur les questions ayant trait au transfert et au développement de la technologie;

ii) Assistance technique : programmes de formation théorique et pratique (en cours d'emploi) au siège de la CNUCED, à l'intention de fonctionnaires de pays en développement;

iii) Assistance technique : programmes de formation sur le terrain et échanges de personnel entre pays en développement.

3.5 **Appui aux programmes**

*Produit :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour deux réunions de la Commission du transfert de technologie;

ii) Rapports spéciaux sur les principales questions traitées par le Service consultatif de la Commission du transfert de technologie (1982 et 1983);

iii) Rapport à présenter à la sixième session de la CNUCED concernant les services consultatifs en matière de transfert de technologie (1983).

*Sous-programme 4. Planification et gestion du programme*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 312 300 dollars (7,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) **Eléments de programme :**

4.1 **Planification et gestion du programme**

*Produit :* rapports à présenter à la Commission du transfert de technologie concernant le programme de travail (1982 et 1983).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.50 On estime que l'achèvement d'éléments de programme en 1980-1981 permettra de libérer quatre mois de travail d'administrateur. Cela équivaut à 1 p. 100 des mois de travail d'administrateur demandés au titre de ce programme pour l'exercice 1982-1983. Sur le nombre total de mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983, 99 p. 100 environ seront affectés à des éléments de programme encore en cours d'exécution et dont la réalisation se poursuivra en 1982-1983, et 1 p. 100 à de nouveaux éléments de programme qui devraient débiter pendant l'exercice 1982-1983.

*Consultants*

15.51 Le montant de 188 600 dollars demandé à ce titre, qui correspond au volume des ressources de l'exercice biennal précédent, doit servir principalement à financer des travaux au titre de l'élément de programme 2.2 (transfert et développement de la technologie dans des secteurs spécifiques et des domaines d'une importance critique); il faudra en effet faire appel au concours de spécialistes dont le secrétariat ne dispose pas pour un certain nombre d'aspects de cet élément de programme. Des services de consultants seront également nécessaires pour les éléments de programme 2.3 (études et rapports sur des aspects particuliers du transfert et du développement de la technologie) et 2.5 (le transfert inverse de technologie et le développement).

*Groupes spéciaux d'experts*

15.52 Un montant de 107 100 dollars, correspondant au coût de trois groupes d'experts, sera nécessaire pour appliquer la résolution 112 (V) de la CNUCED par laquelle celle-ci a demandé, au termes du paragraphe 24, la convocation de groupes d'experts en vue d'identifier les problèmes et les questions que soulèvent le transfert, l'application et le développement des technologies dans les



domaines de l'industrie alimentaire, de l'énergie, des biens d'équipement et de l'outillage industriel. Il faudra peut-être convoquer pendant l'exercice biennal deux autres groupes d'experts chargés d'étudier, respectivement les aspects de la propriété industrielle en rapport avec l'économie, le commerce et le développement, et la possibilité de mesurer les courants de ressources humaines (éléments de programme 1.2 et 2.5); si des ressources supplémentaires s'avéraient nécessaires à ce titre, elles seraient prélevées sur le crédit global prévu au chapitre 15 pour les groupes spéciaux d'experts, aux dépens d'autres programmes.

#### Frais de voyage du personnel

15.53 Un montant de 210 100 dollars est demandé, ce qui correspond au volume des ressources disponibles durant l'exercice biennal précédent. La plus grande partie du montant demandé est destinée au sous-programme 3 (Services consultatifs) afin de répondre aux demandes de services consultatifs formulées par les gouvernements en vue d'élaborer des plans et des politiques technologiques.

#### Imprimerie

15.54 Il faudrait publier cinq études sur divers aspects du transfert de technologie (64 000 dollars).

## 6. – COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

TABLEAU 15.21. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 273,4	53,0	-	141,6	194,6	2 468,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	19,7	(0,1)	(19,6) <sup>a/</sup>	-	(19,7)	-
Consultants	106,5	0,6	-	8,1	8,7	115,2
Heures supplémentaires	9,7	(0,1)	-	0,7	0,6	10,3
Groupes spéciaux d'experts	36,2	0,3	(0,8)	2,7	2,2	38,4
Dépenses communes de personnel	591,5	13,7	-	35,9	49,6	641,1
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	67,5	(0,5)	-	5,1	4,6	72,1
Imprimerie et reliure	145,2	(1,0)	-	11,0	10,0	155,2
<b>Total</b>	<b>3 250,9</b>	<b>65,9</b>	<b>(20,4)</b>	<b>205,1</b>	<b>250,6</b>	<b>3 501,5</b>

<sup>a/</sup> Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs"

TABLEAU 15.21 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 316,8	(20,4)	-	-	(20,4)	(0,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes permanents	175,7	196,9
Dépenses communes de personnel	45,8	51,1
Voyages autorisés	-	10,0
Total a)	221,5	258,0
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	5 000,0	5 500,0
Total c)	5 000,0	5 500,0
Total a), b) et c)	5 221,5	5 758,0

<b>Total, coûts directs</b>	9 259,5
-----------------------------	---------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

3 231,8
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	12 491,3
---	----------

TABLEAU 15.22. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : coopération économique entre pays en développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	1	1	6	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>18</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	9	9	1	1	10	10
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>28</b>	<b>28</b>

## 6. – COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

15.55 Le présent projet de budget-programme fait apparaître : a) un regroupement des programmes de caractère continu et l'expansion ou la diversification d'un certain nombre d'activités, en particulier la fourniture d'un appui fonctionnel destiné à faciliter les négociations découlant des activités de recherche et de promotion entreprises par le secrétariat dans le cadre de projets de budget antérieurs; b) des éléments de programme plus détaillés, grâce à une meilleure définition des priorités et des activités par les experts gouvernementaux lors de réunions tenues en 1979 et 1980.

15.56 Le présent programme permet de fournir les services fonctionnels nécessaires à la Commission de la coopération entre pays en développement, dont on prévoit qu'elle se réunira au moins une fois au cours de l'exercice biennal. Il contribuera également à fournir les services fonctionnels nécessaires pour la Conférence, le Conseil du commerce et du développement et les réunions convoquées par les organes gouvernementaux de la CNUCED, dans la mesure où ces réunions traiteront de questions liées à des éléments de programme relevant du présent programme. Tous les produits découlant de l'exécution de ce programme seront donc passés en revue par les organes gouvernementaux intéressés. Il y a lieu de noter qu'étant

donné la portée intersectorielle de ce programme, un grand nombre de ses éléments sont étroitement liés à des activités figurant dans pratiquement tous les programmes de la CNUCED et sont donc coordonnés avec lesdites activités.

*Sous-programme 1. Expansion et promotion du commerce*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 138 000 dollars (32,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.192 à 18.201.

c) Eléments de programme :

1.1 Système mondial de préférences commerciales entre pays en développement

*Produits :*

i) Appui technique et fonctionnel aux réunions inter-gouvernementales d'experts chargées d'étudier les divers aspects spécifiques du système mondial et assistance pour les négociations connexes ayant pour objet l'élaboration d'un accord cadre;

ii) Etudes techniques et spécialisées sur les principaux types de préférences commerciales à inclure dans le système, comme les préférences tarifaires, les réductions réciproques des restrictions quantitatives et autres obstacles non tarifaires, les arrangements sectoriels et les liens avec d'autres domaines de la coopération économique, et les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés;

iii) Publications techniques et spécialisées portant sur les aspects juridiques du système et sur les incidences de différentes techniques de négociation;

iv) Assistance technique : fourniture aux pays en développement, sur demande, de services consultatifs concernant des propositions concrètes touchant la mise en œuvre du système mondial.

#### 1.2 Coopération entre organismes de commerce d'Etat Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions d'experts régionaux et interrégionaux sur la coopération entre organismes de commerce d'Etat;

ii) Publications techniques sur : a) le rôle des intermédiaires basés à l'étranger dans le commerce entre organismes de commerce d'Etat des pays en développement; b) l'analyse des activités et des problèmes signalés par les organismes de commerce d'Etat; et c) la coopération entre organismes de commerce d'Etat dans des secteurs déterminés;

iii) Assistance technique : appui fonctionnel et assistance aux organismes de commerce d'Etat aux fins de la mise en place de systèmes d'information interrégionaux et régionaux;

iv) Appui fonctionnel aux activités de coopération technique, en fonction des fonds extra-budgétaires disponibles : a) poursuite du programme de formation à l'intention des cadres moyens et supérieurs en Afrique et dans les pays asiatiques les moins avancés, et appui fonctionnel à des projets de formation intéressant la coopération technique entre pays en développement en Asie et en Amérique latine; et b) mise au point de programmes de services consultatifs;

v) Publication destinée à la vente : actualisation et amélioration du Manuel des organismes de commerce d'Etat des pays en développement sous forme de brochure à feuilles mobiles destinée à la vente.

#### 1.3 Système d'information sur le commerce

##### Produits :

i) Maintien et expansion de produits intermédiaires destinés au Système central de données économiques de la CNUCED et au système d'information de la CNUCED sur les importations et les obstacles au commerce, concernant tous les aspects de la coopération économique entre pays en développement, y compris des informations détaillées sur les obstacles tarifaires et non tarifaires existant dans les pays en développement;

ii) Constitution d'une base de données pour les négociations commerciales entre pays en développement.

#### Sous-programme 2. Entreprises multinationales

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 889 400 dollars (25,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.201 A à 18.201 I; résolution 127 (V) de la CNUCED.

##### c) Eléments de programme :

2.1 Arrangements et entreprises de commercialisation au niveau multinational

##### Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour les négociations régionales et interrégionales en vue de la conclusion d'arrangements multinationaux de commercialisation entre

pays en développement dans des secteurs déterminés (3 réunions interrégionales en 1982 et le même nombre en 1983; les réunions régionales seront organisées en coopération avec les commissions régionales);

ii) Publications techniques concernant : a) les aspects juridiques, financiers et administratifs de la création d'entreprises multinationales de commercialisation; b) les possibilités de politiques communes de commercialisation dans différents secteurs : minéraux et métaux non ferreux, bois d'œuvre et produits dérivés, coton, fruits et légumes, semences et graines oléagineuses et huiles végétales, café, cuirs et peaux, poisson et préparations à base de poisson, en vue d'une action interrégionale; c) les possibilités d'une action régionale et interrégionale en vue d'importations communes par les pays en développement; d) l'identification des possibilités de mise en place des coentreprises dans le secteur des services, en particulier en ce qui concerne les transports, les communications et l'énergie;

iii) Appui fonctionnel aux activités de coopération technique concernant : a) les négociations entre bailleurs de fonds éventuels en vue de la création d'entreprises multinationales de commercialisation; b) les négociations régionales et interrégionales en vue d'importations communes par les pays en développement; c) la promotion de coentreprises de services dans les pays en développement; d) des programmes de formation à l'intention des gestionnaires d'entreprises multinationales de commercialisation et des bailleurs de fonds éventuels, sous réserve des fonds extra-budgétaires disponibles;

iv) Publications destinées à la vente : a) inventaire des entreprises multinationales; b) questions liées au financement des entreprises multinationales de commercialisation.

#### 2.2 Entreprises multinationales de production

##### Produits :

i) Mise au point d'un système d'information complet sur les entreprises multinationales de production dans les pays en développement;

ii) Etudes sectorielles aux fins de l'identification de projets d'investissement multinationaux dans les secteurs prioritaires;

iii) Appui fonctionnel aux activités de coopération technique, sous réserve des fonds extra-budgétaires disponibles, c'est-à-dire : a) préparation de réunions régionales et interrégionales d'experts gouvernementaux et de représentants d'institutions financières multilatérales sur les principes directeurs et les mécanismes multilatéraux de négociation et de financement des projets; et b) préparation de séminaires et d'ateliers régionaux et interrégionaux sur les capacités juridiques, administratives et technologiques de négocier et de mettre en place des entreprises multinationales de production.

#### Sous-programme 3. Coopération et intégration économiques entre pays en développement aux niveaux sous-régional, régional et interrégional

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 735 300 dollars (21 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaire : 258 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.202 à 18.210; résolution 127 (V) de la CNUCED.

c) Eléments de programme :

3.1 Etudes et rapports

*Produits :*

i) Publications techniques identifiant les modalités grâce auxquelles les réseaux sous-régionaux et régionaux de coopération et d'intégration économiques entre pays en développement peuvent faciliter le programme d'ensemble de coopération économique entre pays en développement et contribuer à sa mise en œuvre; rapports analysant les relations commerciales à l'intérieur et entre de tels groupements; étude des possibilités d'élargir la portée des réseaux de coopération et d'intégration économiques;

ii) Publication destinée à la vente : Recueil d'accords internationaux et rapport intérimaire sur les réseaux de coopération et d'intégration économiques des pays en développement.

3.2 Appui technique et fonctionnel à des réunions

*Produit :* appui technique et fonctionnel à deux réunions des secrétariats d'organisations sous-régionales et régionales de pays en développement organisées en vue de définir les principes directeurs et les modalités grâce auxquelles ces organisations pouvaient contribuer à la mise en œuvre du programme de coopération économique entre pays en développement dans des secteurs prioritaires déterminés.

3.3 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique et coopération avec des groupements économiques dans le cadre d'études sur l'intégration

*Produits :*

i) Appui fonctionnel à des projets de coopération technique de caractère continu, et préparation et exécution de nouveaux projets portant sur des arrangements inter-régionaux destinés à compléter les réseaux sous-régionaux et régionaux actuels;

ii) Sur demande, fourniture d'une assistance spécialisée pour la préparation et l'examen de propositions concernant la restructuration des groupements d'intégration, en particulier ceux avec lesquels la CNUCED a conclu des accords de coopération bilatérale.

*Sous-programme 4. Coopération monétaire et financière entre pays en développement*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 367 600 dollars (10,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.211 à 18.220; résolution 127 (V) de la CNUCED.

c) Eléments de programme : les activités relevant des éléments de programme décrits ci-après seront coordonnées, comme il conviendra, avec celles du programme relatif aux questions monétaires et financières et au développement :

4.1 Nouveaux mécanismes financiers

*Produits :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement convoquée en vue d'analyser et de formuler des recommandations concrètes concernant la possibilité de mettre en place un mécanisme de financement visant à faciliter l'expansion des échanges entre pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux;

ii) Publications techniques sur la création d'organismes de financement du développement dans les pays en développement; services fonctionnels nécessaires pour une réunion

de représentants gouvernementaux convoquée pour examiner des propositions y relatives.

4.2 Accords de paiement, de compensation et de crédit

*Produit :* rapports intérimaires sur les divers accords de paiement : examen de leurs aspects communs et des obstacles et restrictions auxquels ils se heurtent, et formulation de propositions visant à surmonter ces obstacles ainsi qu'à mettre en place des mécanismes plus perfectionnés de coopération à la lumière des progrès réalisés dans les négociations sur le système global de préférences commerciales entre pays en développement et, sur la demande de ces pays, appui fonctionnel aux accords existants.

4.3 Coordination des activités avec les institutions financières multilatérales

Les institutions financières intéressées sont les banques régionales, la Fédération mondiale des institutions de financement du développement et les associations régionales d'institutions de développement des pays en développement. Les principales questions traitées sont la promotion de mouvements de capitaux mutuellement avantageux entre pays en développement afin d'appuyer la coopération économique entre pays en développement et, en particulier, les entreprises multinationales et les contreparties.

4.4 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

*Produits :*

i) Appui fonctionnel aux services consultatifs fournis au titre des accords de paiement, de compensation et de crédit et, sur demande, services consultatifs destinés à appuyer d'autres programmes de coopération monétaire et financière entre pays en développement;

ii) Appui technique au Comité de coordination des accords de paiements multilatéraux, et renforcement de la coordination et de la collaboration avec les commissions régionales, le FMI, les centres de recherche monétaire et d'autres institutions internationales et régionales intéressées.

*Sous-programme 5. Coordination interorganisations*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 185 600 dollars (5,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

5.1 Coordination interorganisations

*Produit :* publications techniques sur différents aspects de la coordination interorganisations, en fonction des demandes formulées par les organes intergouvernementaux pertinents.

*Sous-programme 6. Planification et gestion du programme*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 185 600 dollars (5,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle figure dans le plan à moyen terme.

c) Eléments du programme : à cet élément de programme correspondent les fonctions d'appui indiquées par son titre.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.57 Sur le nombre total de mois de travail d'administrateur demandés en 1982-1983, environ 89 p. 100 seront affectés à des éléments de programme qui sont en cours et dont l'exécution se poursuivra en 1982-1983, et 11 p. 100 à de nouveaux éléments de programme dont l'exécution doit débuter en 1982-1983.

15.58 Le montant demandé de 107 100 dollars, qui correspond au niveau des ressources disponibles lors du précédent exercice biennal, est demandé principalement pour le sous-programme 2, en particulier pour les éléments de programme 2.1 (études sectorielles sur les possibilités de coopération concernant la commercialisation et la distribution de certains groupes de produits et études portant sur les aspects juridiques, économiques et financiers de la mise en place d'arrangements de commercialisation multinationaux), 2.2 (études sectorielles aux fins de l'identification de projets intéressant des entreprises multinationales de production dans les secteurs prioritaires (et 4.1 (nouveaux mécanismes de coopération financière entre pays en développement).

*Groupes spéciaux d'experts*

15.59 Un montant de 35 700 dollars est demandé pour financer un groupe d'experts car on prévoit que les organes intergouvernementaux de la CNUCED demanderont la convocation d'un tel groupe durant l'exercice biennal au titre de l'élément de programme 1.1.

*Frais de voyage du personnel*

15.60 La plus grande partie du montant total demandé à ce titre (67 000 dollars) est destinée à couvrir le coût des voyages à entreprendre pour assurer la coordination inter-organisations (sous-programme 5) et la coopération avec les groupements économiques (sous-programme 3). Une partie moindre doit être utilisée pour les sous-programmes 1 et 2, au titre de la préparation et du service des réunions liées à ces sous-programmes.

*Imprimerie et reliure*

15.61 On prévoit de publier cinq études ou rapports, dont le *Recueil d'accords internationaux et rapport intérimaire sur les réseaux de coopération et d'intégration économiques des pays en développement* (144 200 dollars).

7. – COMMERCE ENTRE PAYS A SYSTEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS

TABLEAU 15.23. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 296,2	(14,0)	-	78,7	64,7	1 360,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	17,5	(0,1)	(17,4) <sup>a/</sup>	-	(17,5)	-
Consultants	70,2	0,3	-	5,3	5,6	75,8
Heures supplémentaires	5,9	(0,1)	-	0,4	0,3	6,2
Groupes spéciaux d'experts	36,9	(0,3)	(1,5)	2,7	1,5	38,4
Dépenses communes de personnel	337,0	(3,6)	-	20,3	16,7	353,7
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel en mission	50,8	(0,4)	-	3,9	3,5	54,3
Imprimerie et reliure	13,0	(0,2)	42,1	4,2	46,1	59,1
<b>Total</b>	<b>1 828,7</b>	<b>(17,8)</b>	<b>23,2</b>	<b>115,5</b>	<b>120,9</b>	<b>1 949,6</b>

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.23 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 810,9	23,2	-	-	23,2	1,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	1 200,0	1 200,0
Total c)	1 200,0	1 200,0
Total a), b) et c)	1 200,0	1 200,0

Total, coûts directs	3 149,6
----------------------	---------

1 210,2
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 359,8
---	---------

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 15.24. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>

## 7. – COMMERCE ENTRE PAYS A SYSTEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS

*Sous-programme 1. Expansion de tous les courants commerciaux entre pays à systèmes économiques et sociaux différents*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 226 300 dollars (62,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.228 à 18.236; résolutions 15 (II), 53 (III), 95 (IV) et décision 116 (V) de la CNUCED; décision 186 (XIX) et résolution 220 (XXI) du Conseil du commerce et du développement.

c) Eléments de programme :

1.1 Recherche et analyse des tendances et des politiques

*Produits :*

i) Rapports annuels à présenter au Conseil, analysant les dernières tendances et politiques en matière de commerce entre les pays socialistes et les pays en développement et

entre les pays socialistes et les pays développés à économie de marché;

ii) Rapport à présenter à la sixième session de la Conférence, analysant les principaux aspects de tous les courants commerciaux entre pays à systèmes différents, évaluant les perspectives d'élargissement de ces relations, et suggérant diverses orientations;

iii) Rapports à présenter à la sixième session de la Conférence concernant certains problèmes particuliers.

1.2 Moyens de promouvoir le commerce

*Produits :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité de session du Conseil chargé des relations commerciales entre pays à systèmes différents;

ii) Rapports à présenter à la Conférence et au Comité de session du Conseil, analysant la base juridique (accords commerciaux à long terme et autres accords intergouvernementaux) et le cadre institutionnel (commissions inter-



gouvernementales mixtes du commerce entre pays à systèmes différents, les régimes d'importation et d'exportation, et les possibilités d'expansion géographique et de diversification de la structure du commerce des produits de base grâce à l'accroissement des échanges d'articles manufacturés);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour un groupe d'experts.

### 1.3 Expansion du commerce Est-Ouest

**Produit** : rapports à présenter à la Conférence et au Conseil, analysant les progrès accomplis dans le commerce Est-Ouest sur une base stable et à long terme, y compris l'élimination des obstacles existants, la nécessité d'assurer un meilleur équilibre des échanges et une plus grande diversification de leur structure par produit, et l'expérience acquise en matière de coopération multilatérale entre pays des deux groupes.

### 1.4 Perspectives commerciales

**Produits** :

i) Plusieurs rapports par pays ou par région à présenter à la Conférence et au Conseil, portant sur les perspectives du commerce entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale;

ii) Diffusion d'informations auprès des pays membres et, sur demande, fourniture de services consultatifs aux pays en développement.

### 1.5 Evolution des accords de paiement

Contribution aux rapports présentés au Comité de session du Conseil, portant sur certains aspects des accords de paiement (assouplissement des conditions de paiement, multilatéralisation des systèmes de compensation, rôle des institutions multilatérales de paiement, etc.);

Appui fonctionnel aux institutions de paiement des pays en développement pour les accords conclus avec des institutions analogues des pays socialistes.

### 1.6 Organisation de consultations bilatérales et multilatérales

**Produits** :

i) Organisation, à l'intention des pays membres intéressés, de consultations multilatérales et bilatérales sur des questions de politique commerciale et des problèmes pratiques, tenues par l'intermédiaire du mécanisme consultatif de la CNUCED;

ii) Services fonctionnels nécessaires lors des consultations susmentionnées.

### 1.7 Appui fonctionnel aux projets de coopération technique

Il n'est pas encore possible de préciser les pays intéressés et le nombre de projets à appuyer. Outre l'appui aux projets par pays, assuré en coopération avec les commissions régionales, les produits suivants seront obtenus :

**Produits** :

i) Organisation à l'échelon national, régional et inter-régional de séminaires et de cours de formation à l'intention de personnel originaire de pays en développement;

ii) Diffusion d'informations sur les possibilités et les pratiques existantes en matière de commerce.

### 1.8 Services et analyses statistiques

**Produit** : rapport annuel à présenter au Conseil concernant l'examen statistique des courants commerciaux perti-

nents, analysant la composition des échanges par produits et leur ventilation par régions.

Cet élément de programme représente une contribution à toutes les activités de recherche du programme.

## *Sous-programme 2. Promotion de diverses formes de coopération économique*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 561 500 dollars (28,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.236A-236E; résolutions 15 (II), 53 (III), 95 (IV) et décision 116 (V) de la CNUCED; décision 186 (XIX) et résolution 220 (XXI) du Conseil du commerce et du développement.

c) Éléments de programme :

### 2.1 Intensification de la coopération économique et technique

**Produit** : rapports à présenter à la Conférence et au Conseil concernant les moyens de promouvoir la coopération économique et technique, y compris la coopération industrielle, et d'accroître la spécialisation de la production; la création de nouvelles capacités de production dans les pays en développement et la mise sur pied de coentreprises en vue de renforcer l'infrastructure industrielle de ces pays et la complémentarité des structures économiques des pays en développement et des pays socialistes d'Europe orientale; les formes existantes de coopération économique Est-Ouest à long terme.

### 2.2 Renforcement des mécanismes de coopération

**Produit** : rapports à présenter au Conseil concernant la base juridique et le cadre institutionnel de la coopération économique, technique et scientifique intergouvernementale. Ces rapports permettront également de diffuser des informations auprès des pays membres.

### 2.3 Coopération en matière de planification

On étudiera l'expérience acquise en matière de coopération et les mesures propres à promouvoir une coopération commerciale et économique stable, à long terme et globale.

### 2.4 Promotion de diverses formes de coopération multilatérale

**Produit** : rapports à présenter à la Conférence et au Conseil concernant : a) l'instauration de diverses formes multilatérales de coopération et la coopération industrielle tripartite entre des pays en développement, des pays socialistes et des pays développés à économie de marché; b) la coopération dans les pays du tiers monde; c) la coopération avec les programmes multilatéraux des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CEAM) et leurs organisations économiques; et d) les modalités de la coopération entre les organisations et groupements économiques aux niveaux régional et sous-régional.

### 2.5 Coordination avec les commissions régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies

Divers aspects des relations commerciales et économiques entre les pays en développement des différentes régions et les pays socialistes seront étudiés conjointement avec la CEPAL, la CEA et la CESAP.

Coopération avec la CEE et d'autres organisations dans le domaine du commerce Est-Ouest.

### Sous-programme 3. Planification et gestion du programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 161 800 dollars (8,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne s'insère pas dans la structure du programme telle qu'elle est prévue dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme : à cet élément de programme correspondent les fonctions d'appui indiquées par son titre.

#### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

#### Transfert de ressources en personnel (administrateurs)

15.62 On pense qu'un total de 9 mois de travail d'administrateur sera libéré du fait d'éléments de programme qui auront été achevés ou auxquels on aura mis fin en 1980-1981. Cela équivaut à 4 p. 100 du nombre total de mois de travail d'administrateur demandés au titre de ce programme pour 1982-1983. Sur ce total, 96 p. 100 environ seront consacrés à des éléments de programme qui sont toujours en cours dont l'exécution se poursuivra en 1982-1983, et 4 p. 100 à de nouveaux éléments de programme qui commenceront en 1982-1983.

### Consultants

15.63 Un montant de 70 500 dollars est nécessaire pour financer, comme pendant l'exercice biennal précédent, des études sur l'expérience de différents pays en matière de commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale.

### Groupes spéciaux d'experts

15.64 Comme pendant l'exercice biennal précédent, il est prévu de réunir un groupe spécial d'experts (35 700 dollars) au titre de l'élément de programme 1.2.

### Frais de voyage du personnel

15.65 Un montant de 50 400 dollars est prévu à ce titre, principalement aux fins de la coordination avec les commissions régionales et d'études sur différents pays.

### Imprimerie et reliure

15.66 Un montant de 54 900 dollars est demandé pour publier diverses études sur les tendances, les politiques et les perspectives en matière de commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. L'augmentation de 42 100 dollars sera compensée par des réductions au titre d'autres programmes.

## 8. – PAYS EN DEVELOPPEMENT LES MOINS AVANCES, PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL ET PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES

TABLEAU 15.25. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 283,3	160,9	-	88,4	9,3	1 532,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	17,8	(0,1)	(17,7) <sup>a/</sup>	-	(17,8)	-
Consultants	101,6	0,5	-	7,8	8,3	109,9
Heures supplémentaires	4,8	(0,1)	-	0,3	0,2	5,0
Groupes spéciaux d'experts	33,0	0,3	2,4	2,7	5,4	38,4
Dépenses communes de personnel	334,1	41,9	-	22,1	64,0	398,1
Frais de voyage du personnel en mission	68,4	(0,6)	-	5,2	4,6	73,0
Imprimerie et reliure	5,3	-	-	0,4	0,4	5,7
<b>Total</b>	<b>1 848,3</b>	<b>202,8</b>	<b>(15,3)</b>	<b>126,9</b>	<b>314,4</b>	<b>2 162,7</b>

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.25 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 051,1	(15,3)	-	-	(15,3)	(0,7) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	-	50,0
Voyages autorisés	-	10,0
Total a)	-	60,0
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	3 000,0	4 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	700,0	1 000,0
Total c)	3 700,0	5 000,0
Total a), b) et c)	3 700,0	5 060,0

Total, coûts directs	7 222,7
----------------------	---------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

2 799,3
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	10 022,0
---	----------

TABLEAU 15.26. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : pays en développement les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	5	5	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>

8. — PAYS EN DEVELOPPEMENT LES MOINS AVANCES, PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL ET PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES

15.67 La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir du 1er au 14 septembre 1981, devrait définir la structure et le contenu spécifique des futures activités relatives aux pays les moins avancés. Le programme présenté ci-après ne diffère donc pas sensiblement de celui du précédent budget-programme et doit être considéré comme provisoire en attendant les décisions de la Conférence. Au moment de la révision générale de ce programme, les activités concernant les pays en développement insulaires seront également revues pour tenir compte des décisions que devraient prendre à leur sujet le Conseil du commerce et du développement et l'Assemblée générale.

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 162 700 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 60 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/35/6), par. 18.237 à 18.250A; résolutions 34/203 et 34/210 de l'Assemblée générale; conclusions et recommandations du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (A/35/45, partie II); résolution 223 (XXI) du Conseil du commerce et du développement.

c) Eléments de programme :

1.1 Arrangements en vue de la mise en œuvre du nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés et évaluation des progrès accomplis

*Produits :*

i) Publications techniques : évaluations générales de l'application du programme par la communauté internationale, comportant l'analyse et l'évaluation des difficultés rencontrées et des recommandations concrètes propres à assurer rapidement la mise en œuvre du programme;

ii) Publications techniques relatives à divers aspects du nouveau programme substantiel d'action, en particulier : a) moyens d'accroître la capacité d'absorption des pays les moins avancés et l'efficacité de l'aide extérieure; b) avantages qui pourraient résulter de l'élargissement des arrangements entre pays en développement en matière de commerce et de coopération; c) institutions dans le secteur du commerce extérieur; d) politiques en matière de commerce extérieur, notamment planification et programmation des mesures à prendre dans ce domaine;

iii) Publications techniques relatives aux conditions propres à chaque pays, en particulier dans les quatre domaines ci-après : a) possibilités à plus long terme d'exportation et de remplacement des importations, et stratégies diverses pour leur réalisation; b) possibilités d'économiser sur le coût des importations; c) rôle de l'assistance financière et technique extérieure et possibilité d'accroître la capacité d'utiliser l'aide efficacement; d) réseau national de commerce et de distribution, y compris ses rapports avec le commerce extérieur.

1.2 Analyse statistique et économétrique

*Produit :* publications techniques contenant des statistiques de base sur les pays les moins avancés et des projections économétriques dans le cadre du nouveau

programme substantiel d'action pour les années 80, notamment en ce qui concerne l'effet de politiques différentes sur les résultats des pays les moins avancés.

1.3 Services fonctionnels nécessaires pour les réunions concernant les pays les moins avancés

Le calendrier définitif des réunions concernant les pays les moins avancés dépendra des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 1981. A l'heure actuelle, il est prévu de tenir une nouvelle session du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés et une deuxième réunion d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique et de représentants des pays les moins avancés.

1.4 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

Un appui fonctionnel sera apporté aux activités nationales et régionales de coopération technique ayant principalement trait à la planification et aux politiques du secteur du commerce extérieur dans les pays les moins avancés et bénéficiant d'un appui du PNUD et d'un financement bilatéral.

1.5 Pays en développement sans littoral

*Produits :*

i) Publications techniques : monographies concernant les besoins et les problèmes particuliers des pays en développement sans littoral;

ii) Etudes comparées de la situation des transports de transit dans différents secteurs, y compris les installations existantes et les accords de coopération entre les pays en développement sans littoral et leurs voisins;

iii) Elaboration de directives détaillées en vue de l'application efficace des accords de coopération entre les pays en développement sans littoral et les pays voisins de transit;

iv) Appui fonctionnel à des projets d'assistance technique concernant les transports de transit entrepris aux niveaux régional et sous-régional;

v) Rapports à présenter à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et au Conseil du commerce et du développement concernant l'état de l'application des mesures spéciales et des mesures spécifiques en faveur du Groupe de pays visé.

1.6 Pays en développement insulaires

*Produits :*

i) Publication technique : études détaillées analysant les problèmes communs aux pays insulaires et les obstacles à la croissance et au développement de leur économie;

ii) Appui fonctionnel à des projets de coopération technique.

1.7 Coordination interorganisations

Le rôle central que joue la CNUCED dans la mise en œuvre du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80 continuera à exiger des contacts avec les autres organismes et institutions du système des Nations Unies, les donateurs et les gouvernements des pays les moins avancés. Les sous-programmes en faveur des pays sans littoral et des pays insulaires exigeront également une coordination inter-organisations.

## 1.8 Planification et gestion du programme

Cet élément de programme comporte les fonctions d'appui que son titre indique.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.68 Tous les mois de travail d'administrateur demandés pour l'exercice 1982-1983 seront affectés à des éléments de programme en cours d'exécution pendant l'exercice 1980-1981 et qui seront poursuivis au cours de l'exercice 1982-1983.

15.69 Dans l'attente des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui devrait déterminer et redéfinir le programme de travail dans ce domaine pour la prochaine décennie, les ressources demandées correspondent à celle qui ont été fournies pour l'exercice biennal 1980-1981.

*Consultants*

15.70 Le crédit demandé (102 100 dollars), identique au crédit ouvert pour l'exercice biennal précédent, devrait être principalement consacré à l'étude des problèmes spécifiques posés par l'application du nouveau programme substantiel

d'action (élément de programme 1). Il sera également nécessaire de recourir à des consultants pour examiner les problèmes particuliers concernant les transports de transit des pays en développement sans littoral, au titre de l'élément de programme 1.5.

*Groupes spéciaux d'experts*

15.71 Un crédit de 35 700 dollars est demandé pour un groupe spécial d'experts car on présume que les organes intergouvernementaux de la CNUCED demanderont la convocation d'un tel groupe au cours de l'exercice biennal, dans le cadre de l'élément de programme 1.1.

*Frais de voyage du personnel*

15.72 La majeure partie du crédit demandé (67 800 dollars) doit permettre de suivre l'application du nouveau programme substantiel d'action au niveau national, ainsi qu'il est expliqué au titre de l'élément de programme 1.1, et d'assurer la coordination interorganisations prévue par l'élément de programme 1.7.

*Imprimerie et reliure*

15.73 Un crédit de 5 300 dollars est demandé à ce titre, sur la base de l'expérience acquise dans ce domaine.

## 9. - ASSURANCES

TABLEAU 15.27. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	724,8	(7,8)	-	43,9	36,1	760,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	19,7	(0,1)	(19,6) <sup>a/</sup>	-	(19,7)	-
Consultants	9,7	-	-	0,7	0,7	10,4
Heures supplémentaires	4,6	(0,1)	-	0,3	0,2	4,8
Dépenses communes de personnel	188,7	(2,1)	-	11,1	9,0	197,7
Frais de voyage du personnel en mission	29,3	(0,1)	-	2,2	2,1	31,4
Imprimerie et reliure	5,3	-	-	0,4	0,4	5,7
<b>Total</b>	<b>982,1</b>	<b>(10,2)</b>	<b>(19,6)</b>	<b>58,6</b>	<b>28,8</b>	<b>1 010,9</b>

a/ Montant réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.27 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
971,9	(19,6)	-	-	(19,6)	(2,0) %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	800,0	1 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	30,0	100,0
<b>Total c)</b>	830,0	1 100,0
<b>Total a), b) et c)</b>	830,0	1 100,0

<b>Total, coûts directs</b>	2 110,9
-----------------------------	---------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

850,9
-------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	2 961,8
---	---------

TABLEAU 15.28. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : assurances

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	5	5	-	-	5	5
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	3	3	-	-	3	3
Total	3	3	-	-	3	3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>

## 9. – ASSURANCES

15.74 La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, définie par l'Assemblée générale lors de sa onzième session extraordinaire, précise ce qui suit en ce qui concerne les assurances : "La communauté internationale prendra les mesures appropriées pour aider à la création et à la croissance d'un marché local des assurances dans les pays en développement où la situation s'y prête. En ce qui concerne les opérations d'assurance qui ne peuvent être exécutées sans avoir recours à des services extérieurs, il est essentiel que les conditions des transactions internationales d'assurance et de réassurance soient équitables pour toutes les parties intéressées et répondent à leurs besoins, en particulier lorsqu'il s'agit des pays en développement" (A/35/464, par. 69).

15.75 Des recherches approfondies ainsi que des activités d'élaboration et de mise en application de principes devront être entreprises durant l'exercice biennal, tant pour créer des marchés nationaux des assurances dans les pays en

développement et assurer leur croissance rapide que pour optimiser les modalités et conditions de la collaboration étrangère en matière d'assurance et de réassurance dans les secteurs à risques complexes nécessitant une couverture internationale.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 010 900 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.258 à 18.264.

c) Eléments de programme :

1.1 Recherche et études d'orientation

*Produit* : trois publications techniques en 1982 et une quatrième en 1983, concernant respectivement : a) l'assurance contre les risques de sinistres provoqués par des catastrophes naturelles; b) l'assurance corps de navires et l'assurance dans les transports aériens; c) la législation et le contrôle en matière d'assurance; d) une analyse du coût des services de réassurance achetés à l'étranger. Les trois premières études devraient être achevées au cours de l'exercice biennal, tandis que la quatrième fait partie d'un programme de recherches de caractère continu.



1.2 Etude annuelle en matière d'assurance

*Produit* : publication technique : *The Annual Insurance Review*, qui rend compte de l'actualité et de l'évolution de la situation en matière d'assurance et de réassurance dans le monde entier.

1.3 Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

*Produits* :

i) Services consultatifs fournis sur demande aux gouvernements pour la création de systèmes d'assurance nationaux et régionaux, et participation aux activités d'un certain nombre d'organismes d'assurance régionaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux;

ii) Assistance technique : organisation de séminaires et de tables rondes destinés à des fonctionnaires d'Etats Membres.

1.4 Planification et gestion du programme

A cet élément de programme correspondant les activités d'appui qu'indique son titre.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.76 Tous les mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983 seront affectés à des éléments de pro-

gramme qui étaient en cours pendant l'exercice biennal 1980-1981 et qui se poursuivront en 1982-1983.

*Consultants*

15.77 Le modeste crédit demandé au titre des services de consultants (9 700 dollars) est destiné à compléter les ressources en personnel pour des aspects précis de certaines études spécialisées qu'il est prévu d'entreprendre pendant l'exercice biennal.

*Frais de voyage du personnel*

15.78 Le crédit demandé pour les frais de voyage du personnel (29 200 dollars) est destiné principalement à financer des missions de recherche en rapport avec les études prévues pour l'exercice biennal et des voyages destinés à assurer la coordination avec des instituts d'assurance des pays en développement.

*Imprimerie et reliure*

15.79 En se fondant sur l'expérience passée, on a fixé à 5 300 dollars le crédit nécessaire pour les travaux d'imprimerie et de reliure.

10. – FACILITATION DU COMMERCE

TABLEAU 15.29. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	284,2	(3,0)	11,8	17,8	26,6	310,8
Heures supplémentaires	4,7	(0,1)	-	0,3	0,2	4,9
Dépenses communes de personnel	74,0	(0,8)	3,0	4,6	6,8	80,8
Frais de voyage du personnel en mission	16,9	(0,1)	-	1,3	1,2	18,1
Imprimerie et reliure	5,3	(0,1)	-	0,4	0,3	5,6
<b>Total</b>	<b>385,1</b>	<b>(4,1)</b>	<b>14,8</b>	<b>24,4</b>	<b>35,1</b>	<b>420,2</b>

TABLEAU 15.29 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
381,0	14,8	-	-	14,8	3,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes permanents	55,2	61,9
Dépenses communes de personnel	14,4	16,1
<b>Total a)</b>	69,6	78,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>		
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PFUD	300,0	500,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	200,0	200,0
<b>Total c)</b>	500,0	700,0
<b>Total a), b) et c)</b>	569,6	778,0

Total, coûts directs	1 198,2
----------------------	---------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

388,5
-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 586,7
---	---------

TABLEAU 15.30. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : facilitation du commerce

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	1	1	1	1	2	2
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 10. – FACILITATION DU COMMERCE

15.80 L'objectif de ce programme est de simplifier le commerce international en supprimant les obstacles que constituent les formalités inutiles et la documentation excessive, et d'augmenter les recettes du commerce en simplifiant et en harmonisant les procédures et les documents commerciaux. Le programme sert d'élément central au sein d'un réseau international d'organes nationaux de facilitation du commerce et d'organisations internationales s'intéressant à la question; la CNUCED s'occupe de la question à l'échelon mondial pour le compte de l'ensemble du système des Nations Unies, la responsabilité des consultations intergouvernementales étant confiée aux commissions régionales.

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 420 200 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 70 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 18.265 à 18.278; décision 187 (XIX) du Conseil du commerce et du développement.

c) Eléments de programme :

1.1 Activités techniques de recherche-développement

Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour environ 10 réunions intergouvernementales par an (six réunions d'organes de la CEE qui s'occupent de facilitation du commerce et quatre réunions d'organes de la CNUCED ou d'autres commissions régionales);

ii) Rapports et autres documents de fond à établir occasionnellement pour des organes de la CNUCED lorsqu'ils examinent des questions ayant trait à la facilitation du commerce, régulièrement pour les organes pertinents de la CEE, et occasionnellement pour les autres commissions régionales, auxquelles le programme fournit également un appui technique (services consultatifs) pour les questions de facilitation du commerce;

iii) Propositions techniques sous forme de projets de recommandations à soumettre à l'acceptation des organes intergouvernementaux, recommandations qui devraient pour la plus part être adoptées, pour paraître ensuite comme publications destinées à la vente.

#### 1.2 Coopération et coordination interorganisations

*Produits* : Appui fonctionnel à fournir dans le cadre de la coopération avec les organismes ci-après, concernant les sujets suivants :

i) OACI : a) application des dispositions de l'annexe 9 à la Convention de Chicago; b) éléments d'information normalisés sur les transports aériens;

ii) OMCI : a) application de la Convention de 1965 visant à faciliter le trafic maritime international; b) éléments d'information sur le trafic maritime;

iii) CCD : a) applications douanières de l'informatique; b) améliorations à apporter à la Convention de Kyoto; c) achèvement du glossaire du CCD; d) accords bilatéraux de transit pour le pays en développement; e) codage des postes douaniers;

iv) CCI : a) amélioration des procédures de paiement dans le commerce international (crédits documentaires, recouvrements); b) application de procédures simplifiées pour la documentation des transports maritimes;

v) CIMM : a) systèmes d'échange de données sur les transports maritimes; b) application des recommandations du CIMM relatives à la normalisation des documents;

vi) ISO : a) projet de normes internationales; b) application de normes internationales.

#### 1.3 Appui aux activités de coopération technique

*Produits* :

i) Services consultatifs : au cours de l'exercice biennal 1982-1983, trois spécialistes de la facilitation du commerce au moins seront affectés au programme comme conseillers à plein temps, et rémunérés par le PNUD ou par des fonds d'affectation spéciale; en outre, le programme assurera l'appui fonctionnel et la direction de plusieurs experts nommés pour des périodes plus courtes, en partie grâce à un arrangement de coopération avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international; il est prévu d'organiser 35 à 40 missions consultatives par an en moyenne, dans plus de 70 pays en développement;

ii) Assistance technique (formation) -- organisation d'activités de formation -- ateliers (sur les pays sans littoral, par exemple), séminaires et cours de formation -- ou participation auxdites activités, en coopération avec d'autres programmes de fond de la CNUCED, le Centre du commerce international et les commissions régionales. Organisation de programmes de formation interne destinés à des fonctionnaires de pays en développement s'occupant de facilitation du commerce.

#### 1.4 Système d'information

*Produits* :

i) Un répertoire d'éléments d'information relatif au commerce sera publié en collaboration avec la CEE (éventuelle publication destinée à la vente) [1982];

ii) Pour ce qui est du code des ports et postes douaniers de l'Organisation des Nations Unies, il est prévu de préparer, au cours de l'année 1982, des listes codées pour tous les pays du monde, soit 74 000 entrées environ, lesquelles seront continuellement mises à jour, et disponibles tant sur papier que sur supports pour traitement automatique (projet commun avec les commissions régionales -- éventuelle publication destinée à la vente);

iii) Un *Manuel de facilitation du commerce* sera publié en 1982 en anglais et en français; les versions espagnole et russe suivront en 1983. Le Manuel comprendra entre 250 et 300 pages, présentées sous forme de feuillets mobiles; il sera publié en commun avec la CEE et il sera continuellement mis à jour (éventuelle publication destinée à la vente).

#### 1.5 Planification et gestion du programme

A cet élément de programme correspondent les activités d'appui qu'indique son titre.

*Ressources nécessaires*  
(aux taux révisés de 1981)

#### *Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

15.81 Tous les mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983 seront affectés à des éléments de programme qui étaient en cours pendant l'exercice biennal 1980-1981 et qui se poursuivront en 1982-1983.

#### *Reclassement de poste*

15.82 Il est proposé de reclasser de P-5 à D-1 le poste de chef du programme. Le programme, bien que restreint, assume des fonctions très importantes en matière de simplification et de normalisation des procédures et de la documentation commerciales internationales dans le monde entier. Aucune institution ne s'occupe de la question à l'échelle mondiale, et de ce fait c'est au Chef du programme qu'on s'adresse en dernier recours dans ce domaine extrêmement spécialisé, et c'est lui qui coordonne les activités des organes gouvernementaux et régionaux qui s'occupent de facilitation du commerce et les travaux connexes que mènent les commissions régionales. En outre, le Chef du programme supervise les activités de conseillers régionaux ou interrégionaux (quatre en moyenne) et celles de plusieurs experts engagés pour les périodes de courte durée.

#### *Frais de voyage du personnel*

15.83 Le crédit demandé (16 800 dollars) doit permettre d'assurer la coordination indispensable avec les organes nationaux qui s'occupent de facilitation du commerce et avec les commissions régionales.

#### *Imprimerie et reliure*

15.84 Le crédit demandé (5 200 dollars) est destiné à l'impression de formulaires commerciaux types.

**D. – Appui aux programmes**
**1. – GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE**
**TABLEAU 15.31. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COUTS DIRECTS**
**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentations totale	
Postes permanents	134,2	(1,4)	-	7,9	6,5	140,7
Dépenses communes de personnel	35,0	(0,4)	-	2,0	1,6	36,6
Frais de voyage du personnel en mission	8,8	(0,1)	-	0,6	0,5	9,3
<b>Total</b>	<b>178,0</b>	<b>(1,9)</b>	<b>-</b>	<b>10,5</b>	<b>8,6</b>	<b>186,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
176,1	-	-	-	-	- %

**2) Fonds extra-budgétaires**

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires :		
Postes permanents	987,6	1 106,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,0	15,0
Dépenses communes de personnel	256,8	287,0
Voyages autorisés	50,0	50,0
<b>Total a)</b>	<b>1 309,4</b>	<b>1 458,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 309,4</b>	<b>1 458,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 644,6</b>
-----------------------------	----------------

<b>1 644,6</b>
----------------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 15.32. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : gestion des activités de coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	2	2	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	2	2	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	1	1	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	2	2	2	2
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	-	6	6	6	6
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>14</b>

## D. – Appui aux programmes

## 1. – GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

15.85 Les fonctions du Service de la coopération technique consistent essentiellement à gérer les activités opérationnelles de la CNUCED, notamment à assurer la coordination entre ces activités et celles des divisions organiques et des programmes de fond de la CNUCED et la liaison avec le PNUD (siège et bureaux extérieurs) ainsi qu'avec d'autres agents d'exécution. Le Service est chargé de l'élaboration et de l'exécution des projets de coopération technique.

15.86 A l'exception du poste de Chef du Service, qui est inscrit au budget ordinaire, les postes du Service sont financés à l'aide des remboursements au titre des dépenses

d'appui. Bien que le volume des projets de coopération technique exécutés par la CNUCED ait quadruplé depuis 1974, l'effectif du Service a simplement été renforcé par un poste d'administrateur adjoint. Vu l'effet des fluctuations monétaires sur les dépenses d'appui, qui sont remboursées en francs suisses, il n'a pas été possible d'augmenter suffisamment le personnel d'appui. En outre, toute augmentation des remboursements au titre des dépenses d'appui qui pourrait résulter de l'expansion des programmes opérationnels prévue pour 1982-1983 sera contrebalancée par la diminution du taux de remboursement de ces dépenses qui doit être ramené de 14 à 13 p. 100 à compter du 1er janvier 1982. Afin de permettre au Service de la coopération technique de s'acquitter de ses fonctions centrales de coordination, le suivi de l'exécution des projets sera confié de plus en plus aux services organiques. Les activités de coopération technique risquent donc de peser sur le budget ordinaire.

## 2. - AFFAIRES DE LA CONFERENCE

TABLEAU 15.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 558,0	(8,2)	-	154,0	145,8	2 703,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	518,4	(409,3)	298,9 <sup>a/</sup>	31,1	(79,3)	439,1
Consultants	7,7	-	-	0,6	0,6	8,3
Heures supplémentaires	18,9	(0,1)	-	1,5	1,4	20,3
Dépenses communes de personnel	768,2	(105,2)	106,1	47,6	48,5	816,7
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage des représentants (sessions)	98,9	(0,7)	-	7,5	6,8	105,7
Frais de voyage du personnel en mission	13,3	-	-	1,0	1,0	14,3
Imprimerie et reliure	72,4	(0,6)	-	5,5	4,9	77,3
<b>Total</b>	<b>4 057,0</b>	<b>(524,1)</b>	<b>405,0</b>	<b>248,8</b>	<b>129,7</b>	<b>4 186,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 532,9	405,0	514,1	-	(109,1)	(3,0) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	4 186,7
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(4 186,7)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

<sup>a/</sup> Un montant de 109 100 dollars a été réaffecté au programme "Services administratifs et services communs".

TABLEAU 15.34. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : affaires de la Conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
Total	15	15	-	-	15	15
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	16	16	-	-	16	16
Total	17	17	-	-	17	17
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>32</b>



## 2. — AFFAIRES DE LA CONFERENCE

15.87 Ce programme est exécuté par le Service des affaires de la Conférence qui, pour l'essentiel, veille à ce que les sessions de la Conférence, du Conseil du commerce et du développement et de ses organes subsidiaires, ainsi que toutes les autres réunions et conférences dont la CNUCED a la charge, soient dûment planifiées, desservies et suivies, et aide les responsables à faire en sorte que ces réunions se déroulent conformément aux règles et procédures établies. A cette fin, le Service :

a) Etablit le calendrier des réunions de la CNUCED, planifie dans le détail les services nécessaires pour chaque réunion et notifie aux gouvernements et aux participants la date et la durée des réunions;

b) Prépare, en consultation avec d'autres divisions de la CNUCED le cas échéant, l'ordre du jour annoté des réunions et le communique à tous les participants; suit l'application des mesures prises lors des réunions;

c) Contrôle la rédaction des documents de la CNUCED et aide les rapporteurs des réunions de la CNUCED à établir leurs rapports et à en mettre au point le texte final;

d) Surveille et contrôle la documentation de la CNUCED en veillant à en limiter le volume global ainsi qu'à la faire établir, traduire, dactylographier, reproduire et distribuer en temps voulu;

e) Veille au bon déroulement des réunions en examinant les pouvoirs des représentants, en établissant des notes à l'intention des responsables, en surveillant la préparation, la traduction, la dactylographie, et la reproduction de la documentation de session et en prenant les dispositions matérielles nécessaires à la tenue des réunions.

15.88 Depuis la cinquième session de la Conférence à Manille en 1970, le volume de travail du Service des affaires de la Conférence est demeuré très important. Le calendrier des réunions pour 1980 a représenté 99,5 semaines, contre 75,5 en 1979; pour 1981, 91,5 semaines de réunions sont prévues, sans compter les reprises possibles des conférences de négociation.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire engagé au titre du Programme intégré pour les produits de base (postes spéciaux)*

15.89 Il est proposé de maintenir, au titre du personnel temporaire, les six postes spéciaux (3 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux) approuvés en 1976 pour le Programme intégré pour les produits de base.

15.90 Bien que l'accord portant création du Fonds commun pour les produits de base ait été adopté, les négociations visant à la conclusion d'accords internationaux pour les 18 produits de base énumérés dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED ont abouti à l'adoption d'un seul accord (sur le caoutchouc naturel), et les négociations sur les autres produits de base se poursuivent. De plus, les accords signés devront être renégociés périodiquement, normalement après cinq ans, ce qui pourrait ultérieurement donner lieu à un programme de réunions comparable à celui qu'a nécessité le Programme intégré. De plus, le programme de travail établi pour l'exercice biennal dans le domaine de la commercialisation et de la distribution, conformément à la section III de la résolution 134 (V) de la CNUCED, devrait donner lieu à une nouvelle série de réunions. Les postes spéciaux approuvés au titre du Programme intégré pour les produits de base seraient donc les mêmes que jusqu'à présent, à savoir : i) un juriste, pour seconder l'attaché de liaison juridique (hors classe). Vu la multitude des conférences de négociation, qui ne portent pas seulement sur les produits de base, il est matériellement impossible à un seul juriste d'assister à toutes les réunions, qui se tiennent souvent en même temps; ii) deux fonctionnaires chargés des affaires de la conférence, qui exerceront les fonctions de secrétaires des organes et des conférences de négociation de la CNUCED. Sans ces postes supplémentaires, il ne serait pas possible d'assurer les services de secrétariat nécessaires aux réunions des nombreux organes de la CNUCED, telles qu'elles sont prévues dans le calendrier déjà approuvé.

#### *Frais de voyage des représentants*

15.91 Le montant demandé (98 200 dollars), qui est le même que celui prévu à cette rubrique pour l'exercice biennal précédent, doit couvrir les frais de voyage des représentants des mouvements africains de libération nationale reconnus par l'OUA qui doivent participer aux réunions de la CNUCED (cinq réunions par an pour chacun des trois mouvements de libération).

#### *Frais de voyage du personnel*

15.92 Le crédit de 13 300 dollars demandé à cette rubrique est destiné à couvrir les frais de voyage découlant des activités de coordination avec le Siège de l'ONU et d'autres bureaux de l'Organisation.

#### *Imprimerie et reliure*

15.93 Un crédit de 71 800 dollars est demandé pour faire imprimer à l'extérieur des documents officiels dans des langues pour lesquelles on ne peut assurer la reproduction dans les ateliers du Secrétariat.

## 3. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 15.35. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 589,8	(29,2)	-	157,1	127,9	2 717,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	30,4	(0,3)	a/ 431,1	35,2	466,0	496,4
Heures supplémentaires	9,7	(0,1)	-	0,7	0,6	10,3
Dépenses communes de personnel	673,3	(7,9)	-	41,1	33,2	706,5
Frais de voyage du personnel en mission	17,7	(0,1)	-	1,3	1,2	18,9
Imprimerie et reliure	5,2	(0,1)	12,9	1,4	14,2	19,4
Frais généraux de fonctionnement	1 189,8	208,5	-	106,5	315,0	1 504,8
Location et entretien du matériel	481,4	(3,2)	-	36,5	33,3	514,7
Communications	217,4	(217,4)	-	-	(217,4)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	19,5	0,1	-	1,5	1,6	21,1
Fournitures et accessoires	120,4	(8,3)	-	84,8	76,5	1 196,9
Mobilier et matériel	111,4	(0,8)	-	8,5	7,7	119,1
<b>Total</b>	<b>6 466,0</b>	<b>(58,8)</b>	<b>444,0</b>	<b>474,6</b>	<b>859,8</b>	<b>7 325,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 407,2	444,0	-	-	444,0	6,9 %

a/ Montant provenant d'autres programmes.

TABLEAU 15.35 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires :		
Postes permanents	879,0	984,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,0	15,0
Dépenses communes de personnel	228,5	255,5
Voyages autorisés	15,0	15,0
<b>Total a)</b>	<b>1 137,5</b>	<b>1 270,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>647,5</b>	<b>750,0</b>

Total, coûts directs	8 595,8
----------------------	---------

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(8 595,8)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 15.36. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	2	2	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	1	1	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	21	21	10	10	31	31
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>49</b>	<b>49</b>

### 3. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

15.94 Ce programme d'appui comprend :

a) Les services administratifs chargés d'assurer la gestion financière, l'administration du personnel et la gestion administrative générale du secrétariat de la CNUCED, en coopération avec les services administratifs centraux de l'Organisation des Nations Unies : budget ordinaire : 1 926 700 dollars (26,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 130 800 dollars (89 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) La Section des références économiques : budget ordinaire : 1 098 900 dollars (15 p. 100 du total prévu pour le programme).

c) Le Groupe de l'enregistrement de la CNUCED : budget ordinaire : 315 000 dollars (4,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 139 200 dollars (11 p. 100 du total prévu pour le programme).

d) Les ressources du programme destinées à financer l'ensemble des besoins de la CNUCED au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales, des frais généraux de fonctionnement, des fournitures et du matériel, ressources qu'il serait peu rationnel de chercher à répartir entre les divisions organiques. Budget ordinaire : 3 985 200 dollars (54,4 p. 100 du total du programme).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de ressources en personnel*

15.95 Le Groupe d'administration des experts, qui administre tout le personnel d'assistance technique, a été transféré en septembre 1980 de l'Office des Nations Unies à Genève à la CNUCED. Le Groupe est entièrement financé à l'aide de fonds extra-budgétaires de la CNUCED, c'est-à-dire des sommes remboursées au titre des dépenses d'appui afférentes aux activités d'assistance technique. La fusion des services de recrutement et d'administration des experts de la CNUCED devrait permettre, par son effet de rationalisation, de continuer à appuyer de façon satisfaisante les activités d'assistance technique de la CNUCED, qui sont de plus en plus nombreuses, sans qu'il soit nécessaire dans l'immédiat de renforcer les ressources en personnel.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

15.96 Le crédit de 461 200 dollars demandé au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales, qui auparavant était réparti entre les divers programmes, a été regroupé dans le cadre du programme "Services administratifs et services communs" et devrait être utilisé comme suit : i) 200 000 dollars pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité (environ 40 mois de travail par an); ii) 175 000

dollars pour les périodes de pointe (qui correspondent principalement aux périodes de réunions), en particulier pour fournir des services de secrétariat aux présidents et aux rapporteurs du Conseil du commerce et du développement et d'autres grandes conférences (environ 35 mois de travail par an); iii) 86 200 dollars pour des études de faisabilité sur l'acquisition de navires. Ce montant correspond à 12 mois de travail de spécialiste des aspects économiques, financiers et techniques des transports maritimes et à 6 mois de travail de secrétaire. Les gouvernements n'ayant eu connaissance de l'existence de ce service de la CNUCED qu'au début de 1980, l'expérience n'est pas suffisante pour créer à long terme un groupe des études de faisabilité sur l'acquisition de navires; c'est la raison pour laquelle il est proposé que le service continue à fonctionner avec du personnel temporaire.

#### *Frais de voyage du personnel*

15.97 Le crédit de 17 600 dollars demandé à cette rubrique est essentiellement destiné à couvrir les frais de voyage découlant des activités de coordination avec le Siège de l'ONU.

#### *Imprimerie et reliure*

15.98 Un montant de 18 000 dollars est prévu pour l'impression de formules administratives et autres destinées à tous les services de la CNUCED. L'augmentation de 12 900 dollars tient compte des coûts effectifs. Elle est compensée par des réductions au titre d'autres programmes.

#### *Frais généraux de fonctionnement*

15.99 Le montant demandé (1 398 300 dollars) est destiné essentiellement à couvrir les frais de communication (affranchissement et valise diplomatique, télex et télégrammes, appels téléphoniques locaux et internationaux et installations téléphoniques); un petit crédit de 50 000 dollars est demandé au titre du fret et des frais divers de fonctionnement.

#### *Location et entretien du matériel*

15.100 Le crédit de 478 200 dollars est prévu principalement pour la location de photocopieurs et de matériel de traitement électronique de l'information. Un montant moindre (environ 70 000 dollars) est demandé au titre des réparations et de l'entretien d'autres machines de bureau et d'une voiture officielle.

#### *Fournitures et accessoires*

15.101 Un crédit de 1 112 100 dollars est demandé pour les fournitures servant à la reproduction de tous les documents de la CNUCED (environ 60 p. 100 du total), la papeterie et les articles de bureau, y compris les fournitures pour le traitement électronique de l'information, et les ouvrages et fournitures de bibliothèque.

## CHAPITRE 16. – CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

### TABLEAU 16.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 866,3	58,7	0,6	(82,7) <sup>a/</sup>	(0,9)	587,0	6,6	563,0	6,3	9 429,3

##### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 925,0	(82,7) <sup>a/</sup>	(82,7) <sup>a/</sup>	-	-	- %

b/

##### 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	9 429,3
----------------------	---------

396,8
-------

#### B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 826,1
--	---------

<sup>a/</sup> L'accroissement proposé des dépenses non renouvelables du Centre (21 700 dollars) est compensé par une augmentation des recettes de 187 100 dollars en 1982-1983 par rapport à 1980-1981. Cela entraîne une diminution des contributions de l'ONU et du GATT au budget du Centre de 82 700 dollars chacune.

<sup>b/</sup> Les ressources extra-budgétaires du Centre figurent dans le budget présenté par son Directeur exécutif (ITC/EOD/BUD/9/Rev.1). Ce document est joint en annexe au document A/C.5/36/3.

TABLEAU 16.2. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 16
Chapitre 28.	
A	-
B	22,8
C	-
D	-
E	13,7
F	34,3
G	-
H	-
I	-
J	-
K	-
L	-
M	-
Chapitre 29.	
A	-
B	326,0
C	-
D	-
E et F	-
Total, coûts indirects répartis	396,8
Coûts directs	9 429,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 826,1

Sens des lettres de la première colonne:

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

### Centre du commerce international

16.1 Par sa résolution 2297 (XXII) en date du 12 décembre 1967, l'Assemblée générale a approuvé l'accord établissant, à la date du 1er janvier 1968, le Centre du commerce international, géré conjointement et à titre permanent par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en tant qu'associés égaux. Les parties contractantes au GATT ont adopté une décision parallèle le 22 novembre 1967 (document du GATT publié sous la cote SR/24/14). Ces décisions avaient pour objet d'intégrer les ressources et les activités de la CNUCED et du GATT dans le domaine de la promotion du commerce. Dans sa résolution 1819 (LV) en date du 9 août 1973, le Conseil économique et social a réaffirmé que le Centre était le point central de toutes les activités d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine de la promotion du commerce. En novembre 1974, l'Assemblée générale a confirmé que le statut juridique du Centre était celui d'un organe subsidiaire à la fois de l'ONU et du GATT<sup>1</sup>.

16.2 Le budget du Centre est établi par son directeur exécutif, en consultation avec la Division du budget de l'Organisation des Nations Unies. Il est établi en fonction d'un programme de travail<sup>2</sup> et compte tenu des recommandations y relatives formulées par le Groupe consultatif commun CNUCED/GATT du Centre du commerce international<sup>3</sup>, qui est le principal organe intergouvernemental chargé d'examiner chaque année la politique et le pro-

gramme de travail du Centre. Le budget détaillé du Centre fait l'objet d'un document distinct<sup>4</sup> dont sont saisis la Commission budgétaire, financière et administrative du GATT, les parties contractantes au GATT, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et l'Assemblée générale.

16.3 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, tel qu'il a été présenté par le Directeur exécutif du Centre, prévoit des dépenses d'un montant de 19 256 700 dollars, dont l'ONU et le GATT couvriraient chacun 9 429 300 dollars, le reste des dépenses (398 100 dollars) étant couvert par des recettes accessoires. L'accroissement proposé des dépenses non renouvelables (21 700 dollars) est compensé par une augmentation des recettes accessoires de 187 100 dollars en 1982-1983, par rapport à 1980-1981.

16.4 La création de trois postes d'agent des services généraux est proposée pour l'exercice biennal 1982-1983 [un préposé à l'entretien, un réceptionniste/garde et un(e) standardiste]. Il n'a pas été appliqué à ces postes d'abattement pour délai de recrutement, car ils découlent directement de l'occupation par le Centre de ses nouveaux locaux rue de Montbrillant en avril 1981. Une augmentation de 22 500 dollars est également prévue au titre des services divers, en vue de couvrir l'augmentation des frais d'assurance et des services contractuels (principalement les services de sécurité la nuit et en fin de semaine) pour les nouveaux locaux. Les augmentations qui en découlent sont intégralement compensées par des réductions au titre d'autres objets de dépense, notamment le personnel temporaire, les voyages autorisés du personnel, l'imprimerie et la reliure.

<sup>1</sup> Voir A/C.5/1604, A/C.5/1533 et A/9608/Add.9.

<sup>2</sup> ITC/AG/(XIV)71.

<sup>3</sup> ITC/AG/(XIII)68 et ITC/AG/TC.1/(X)3.

<sup>4</sup> ITC/EOD/BUD/9/Rev.1 (voir A/C.5/36/3).



# CHAPITRE 17. – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## TABLEAU 17.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

#### Montant des dépenses supplémentaires prévues

Crédit ouvert pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		Crédit demandé pour 1982-1983
	dollars	%	dollars	%	dollars	%	dollars	%	
75 369,3	1 886,7	2,5	(29,2) <sup>a/</sup>	-	6 123,4	8,1	7 980,9	10,5	83 350,2

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté <sup>a/</sup>	Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif <sup>a/</sup>	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté <sup>a/</sup>		
77 256,0	(29,2) <sup>a/</sup>	-	-	(29,2) <sup>a/</sup>	-	

#### 2) Fonds extrabudgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui		
i) Aux autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Aux programmes extrabudgétaires	22 098,0	26 324,4
	Total <sup>a/</sup> 22 098,0	26 324,4
b) Activités fonctionnelles :		
Programme de coopération ONUDI/BIRD	1 100,0	1 560,0
	Total <sup>b/</sup> 1 100,0	1 560,0
c) Projets opérationnels		
PNUD	120 000,0	148 000,0
Services industriels spéciaux	5 800,0	10 000,0
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	22 000,0	25 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	7 200,0	10 000,0
	Total <sup>c/</sup> 155 000,0	193 000,0
	Total <u>a/</u> , <u>b/</u> et <u>c/</u> 178 198,0	220 884,4

Total, coûts directs 304 234,6

### B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

36 615,8

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis

340 850,4

<sup>a/</sup> Il s'agit du crédit pour l'achat de livres de bibliothèque destinés au Secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, qui a été viré au chapitre 29F.

TABLEAU 17.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Dépenses supplémentaires							Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses de ressources de 1980-1981 (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents de dépenses (5)	Autres objets de dépenses (6)	Ajustements spéciaux (7)	
<b>A. Organes directeurs:</b>								
1. Troisième Conférence générale de l'ONU	961,3	961,3	-	-	-	-	-	(961,3)
2. Conseil du développement industriel et son Comité permanente	1 692,4	-	-	-	-	17,4	17,4	1 709,8
B. Direction exécutive et administration	1 250,8	-	431,5	15,0	49,9	8,1	504,5	1 755,3
<b>C. Programmes d'activités :</b>								
1. Coordination des politiques	11 260,3	-	652,4	-	132,6	26,5	811,5	12 071,8
2. Etudes et recherches industrielles	16 473,9	-	378,2	-	161,5	43,3	583,0	17 056,9
3. Opérations industrielles	15 511,3	-	230,4	-	184,8	14,9	430,1	15 941,4
<b>D. Appui aux programmes :</b>								
1. Services de conférence, information et relations extérieures	16 932,6	-	176,1	(40,2)	161,7	26,5	324,1	17 256,7
2. Services administratifs et services communs	11 286,7	-	49,8	-	108,0	19,6	177,4	11 464,1
<b>Total</b>	<u>75 369,3</u>	<u>961,3</u>	<u>1 918,4</u>	<u>(25,2)</u>	<u>798,5</u>	<u>156,3</u>	<u>2 848,0</u>	<u>77 256,0</u>

**TABLEAU 17.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
					\$		%
<b>A. Organes directeurs :</b>							
1. Troisième Conférence générale de l'ONUDI	961,3	(961,3)	-	-	(961,3)	-	-
2. Conseil du développement industriel et son Comité permanent	1 692,4	17,4	(47,4)	161,0	131,0	1 823,4	(2,7)
<b>B. Direction exécutive et administration</b>	1 250,8	504,5	115,4	154,5	774,4	2 025,2	6,5
<b>C. Programmes d'activités :</b>							
1. Coordination des politiques	11 260,3	811,5	91,2	959,1	1 861,8	13 122,1	0,7
2. Etudes et recherches industrielles	16 473,9	583,0	(1 403,6)	1 237,0	416,4	16 890,3	(8,2)
3. Opérations industrielles	15 511,3	430,1	(188,9)	1 196,2	1 437,4	16 948,7	(1,1)
<b>D. Appui aux programmes :</b>							
1. Services de conférence, information et relations extérieures	16 932,6	324,1	5,5	1 367,7	1 697,3	18 629,9	-
2. Services administratifs et services communs	11 286,7	177,4	1 398,6	1 047,9	2 623,9	13 910,6	12,1
<b>Total</b>	<b>75 369,3</b>	<b>1 886,7</b>	<b>(29,2)</b>	<b>6 123,4</b>	<b>7 980,9</b>	<b>83 350,2</b>	<b>-</b>

TABLEAU 17.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépenses	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	45 549,6	2 081,6	(648,0)	3 499,5	4 933,1	50 482,7 (1,3)
Personnel temporaire pour les réunions	3 217,8	(780,3)	-	236,2	(544,1)	2 613,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	697,9	(86,4)	-	59,3	(27,1)	670,8
Consultants	4 046,9	42,1	-	396,6	438,7	4 485,6
Heures supplémentaires	515,1	(39,4)	-	46,1	6,7	521,8
Groupes spéciaux d'experts	836,3	8,3	-	81,9	90,2	926,5
Cours de langues	179,5	1,8	-	17,6	19,4	198,9
<b>Dépenses communes de personnel:</b>						
Indemnités de représentation	20,0	-	-	-	-	20,0
Autres dépenses communes de personnel	14 105,9	635,3	(200,4)	1 103,8	1 538,7	15 644,6 (1,3)
Frais de voyage de participants à des réunions	139,8	(17,0)	-	11,9	(5,1)	134,7
Frais de voyage du personnel	2 632,0	47,6	-	259,7	307,3	2 939,3

TABLEAU 17.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Services contractuels	163,8	1,7	3,4	16,5	21,6	185,4	2,0
Imprimerie et reliure	87,6	(47,6)	(40,0)	-	(87,6)	-	(100,0)
Matériel photographique	31,6	31,6	-	6,0	37,6	69,2	-
Services spécialisés	30,6	0,4	-	3,0	3,4	34,0	-
Location et entretien des locaux	32,9	(32,9)	-	-	(32,9)	-	-
Location et entretien des équipements	3,4	-	(3,4)	-	(3,4)	-	(100,0)
Communications	55,4	0,6	-	5,4	6,0	61,4	-
Dépenses de représentation	45,0	(7,1)	-	3,6	(3,5)	41,5	-
Services divers	12,2	0,1	-	1,2	1,3	13,5	-
Fournitures et accessoires	10,4	0,1	-	1,0	1,1	11,5	-
Fournitures pour les services d'information	15,7	15,7	-	3,0	18,7	34,4	-
Contribution aux activités communes	2 939,9	30,5	859,2	371,1	1 260,8	4 200,7	28,9
Total	75 369,3	1 886,7	(29,2)	6 123,4	7 980,9	83 350,2	-

TABLEAU 17.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	5	5	4	2	9	7
Administrateur général (D-1)	24	24	7	8	31	32
Administrateur hors classe (P-5)	77	77	24	27	101	104
Administrateur de 1ère classe (P-4)	114	113	29	30	143	143
Administrateur de 2ème classe (P-3)	91	90	30	31	121	121
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	46	45	14	12	60	57
<b>Total</b>	<b>359</b>	<b>356</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>467</b>	<b>466</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1ère classe	21	20	7	7	28	27
Autres classes	341	334	268	276	609	610
<b>Total</b>	<b>362</b>	<b>354</b>	<b>275</b>	<b>283</b>	<b>637</b>	<b>637</b>
<b>Autres catégories</b>						
Travailleurs manuels	25	21	-	-	25	21
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>21</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>746</b>	<b>731</b>	<b>383</b>	<b>393</b>	<b>1 129</b>	<b>1 124</b>

TABLEAU 17.6. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 17								
		A		B		C			D	
		1	2	1	2	3	1	2		
Chapitre 28.										
A	299,8	-	0,0	7,8	57,6	53,7	99,1	51,8	29,8	
B	834,7	-	4,4	7,8	47,8	59,3	529,4	45,6	140,4	
C	1 007,2	-	-	24,9	144,2	140,0	306,4	173,3	218,4	
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
E	161,8	-	2,6	4,7	25,8	26,9	46,0	27,4	28,4	
F	404,7	-	6,6	11,8	64,6	67,2	114,9	68,5	71,1	
G	0,6	-	-	-	-	0,6	-	-	-	
H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
J	114,2	-	-	2,3	14,4	14,4	33,7	19,6	29,8	
K	181,4	-	-	4,4	26,2	25,2	55,3	31,0	39,3	
L	310,2	-	-	7,7	44,6	43,4	94,4	53,1	67,0	
M	20 108,1	-	-	40,2	3 725,7	4 118,2	9 966,7	960,3	1 297,0	
Chapitre 29.										
A	10 370,6	-	10 370,6	-	-	-	-	-	-	
B	1 198,4	-	1 198,4	-	-	-	-	-	-	
C	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
E et F	575,9	-	-	-	157,7	147,1	271,1	-	-	
Chapitre 6.a/	1 048,1	-	-	-	-	-	1 048,1	-	-	
Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre										
B	-	-	1 364,6	(4 126,8)	463,1	479,7	822,9	487,9	508,6	
D1	-	-	12 623,8	-	6 311,9	3 787,1	2 524,8	(25 247,5)	-	
D2	-	-	436,7	775,9	4 250,8	4 425,8	7 567,0	4 508,1	(21 964,3)	
Total, coûts indirects répartis	36 615,8	-	26 007,8	(3 239,3)	15 334,4	13 388,7	23 479,7	(18 820,9)	(19 534,6)	
Coûts directs	304 234,6	-	1 823,4	3 239,3	19 746,9	22 477,6	218 591,9	18 820,9	19 534,6	
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	340 850,4	-	27 831,2	-	35 081,3	35 866,3	242 071,6	-	-	

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)

C. Services de conférence (Vienne)

D. Bibliothèque (New York)

E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
  1. Troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
  2. Conseil du développement industriel et son Comité permanent
- B. Direction exécutive et administration
- C. Programmes d'activité
  1. Coordination des politiques
  2. Etudes et recherches industrielles
  3. Opérations industrielles
- D. Appui aux programmes
  1. Services de conférence, information et relations extérieures
  2. Services administratifs et services communs

### Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

17.1 Ainsi qu'il est indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981<sup>1</sup>, l'Acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée a été adopté par la Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée, et il est en cours de ratification. Cependant, comme il n'est pas certain que ledit acte constitutif entrera en vigueur avant le 1er janvier 1983, il a été prévu des crédits pour le fonctionnement de l'ONUDI dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies durant l'exercice 1982-1983. L'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée pourrait avoir des répercussions sur la date de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI prévue pour 1984, dont les travaux préparatoires devront être entrepris en 1983; cette question sera maintenue à l'étude. Dès que l'on connaîtra les dates et l'ordre du jour provisoire de la Conférence et que l'on saura sous quels auspices elle se tiendra, le Secrétaire général fera le point de la situation et présentera un rapport à l'Assemblée générale. Le projet de budget-programme pour la période biennale considérée a été établi compte tenu des activités et objectifs définis dans le plan à moyen terme pour 1980-1983<sup>2</sup> et ses versions révisées, dans les résolutions ultérieures de l'Assemblée générale, et dans les sections pertinentes de la Déclaration et du Plan d'action de New Delhi concernant l'industrialisation des pays en développement et la coopération internationale en vue du développement industriel de ces pays (voir ID/CONF.4/22, chapitre VI).

17.2 La troisième Conférence générale de l'ONUDI a non seulement adopté la Déclaration et le Plan d'action de New

Delhi, mais a également recommandé à l'Assemblée générale de proclamer les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a approuvé cette recommandation par sa résolution 35/66 en date du 5 décembre 1980, dans laquelle elle a, entre autres, prié l'ONUDI de contribuer pleinement au succès de ce programme.

17.3 En 1982-1983, le taux d'exécution des projets opérationnels devrait rester similaire, en valeur réelle, à celui de 1980-1981. Les dépenses annuelles de l'ONUDI (en dollars courants) sont passées de 22,6 millions de dollars en 1974 à 72,6 millions de dollars en 1980 et l'on prévoit qu'elles atteindront 78,5 millions de dollars en 1981; le total prévu pour 1982-1983 est de 193 millions de dollars. Le programme ordinaire de coopération technique n'est pas compris dans ces chiffres.

17.4 S'agissant des ressources dont dispose l'ONUDI pour l'exécution des projets opérationnels, le niveau des contributions au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) n'a atteint, en moyenne, que 25 p. 100 du montant de 50 millions de dollars qui, d'après l'Assemblée générale, constitue le niveau annuel souhaitable. C'est une des raisons pour lesquelles le taux d'exécution des projets opérationnels durant l'exercice biennal 1982-1983 devrait être très inférieur au taux envisagé dans le plan à moyen terme pour 1980-1983.

17.5 Sous réserve d'une décision du Conseil du développement industriel en ce sens, il est envisagé d'étendre le système de consultations à deux nouveaux secteurs en 1982 et 1983, à savoir : a) le traitement du bois et les produits du bois, et b) les textiles et les articles d'habillement. On entreprendra en 1982-1983 les travaux préparatoires nécessaires en vue d'organiser une première consultation sur l'un de ces secteurs, ou les deux, au cours de la période biennale considérée. Les incidences pour ces deux secteurs seront examinées lorsque le Conseil aura statué en la matière.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 6 (A/34/6), vol. II, par. 17,1.

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1), vol. III, chap. 17.



## A. - Organes directeurs

## 1. - TROISIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONU DI

TABLEAU 17.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de res- sources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Personnel temporaire pour les réunions	805,3	(805,3)	-	-	(805,3)	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	5,2	(5,2)	-	-	(5,2)	-
Heures supplémentaires	44,1	(44,1)	-	-	(44,1)	-
Frais de voyage de parti- cipants à des réunions	18,4	(18,4)	-	-	(18,4)	-
Imprimerie et reliure	47,9	(47,9)	-	-	(47,9)	-
Location et entretien des locaux	32,9	(32,9)	-	-	(32,9)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	7,5	(7,5)	-	-	(7,5)	-
Total	<u>961,3</u>	<u>(961,3)</u>	-	-	<u>(961,3)</u>	-

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	-	-	-	-	%

## 2) Fonds extrabudgétaires

Total, coûts directs

## B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis

## 2. -- CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SON COMITE PERMANENT

TABLEAU 17.8. -- ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Personnel temporaire pour les réunions	1 425,8	14,8	-	139,6	154,4	1 580,2
Heures supplémentaires	164,3	1,7	-	16,1	17,8	182,1
Frais de voyage du personnel	34,3	0,4	(4,0)	2,9	(0,7)	33,6
Imprimerie et reliure	39,7	0,3	(40,0)	-	(39,7)	-
Location et entretien du matériel	3,4	-	(3,4)	-	(3,4)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	12,7	0,1	-	1,2	1,3	14,0
Dépenses générales d'exploitation	12,2	0,1	-	1,2	1,3	13,5
<b>Total</b>	<b>1 692,4</b>	<b>17,4</b>	<b>(47,4)</b>	<b>161,0</b>	<b>131,0</b>	<b>1 823,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

		Accroissement des ressources				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(5)	(1)
Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Montant effectif	Moins : dépenses non renouvelables	Plus : croissance différée (nouveaux postes)	Montant ajusté	Taux de croissance réelle	sur
<u>1 709,8</u>	<u>(47,4)</u>	-	-	<u>(47,4)</u>	<u>(2,7)</u>	%
2) Fonds extra budgétaires						
					Total, coûts directs	<u>1 823,4</u>
						<u>26 007,8</u>

## B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

27 831,2

## A. -- Organes directeurs

## CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SON COMITE PERMANENT

17.6 Les organes directeurs de l'ONUDI sont la Conférence générale de l'ONUDI, qui est convoquée approximativement tous les quatre ans, ainsi que le Conseil du

développement industriel et son Comité permanent, qui tiennent respectivement une et deux sessions ordinaires par an.

## Conseil du développement industriel

17.7 Le Conseil du développement industriel, créé par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1966, est le principal organ du directeur de

l'ONUDI. Le Conseil comprend 45 membres élus par l'Assemblée générale parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il formule les principes et les politiques voulus pour atteindre les buts de l'Organisation, et examine et approuve son programme d'activité.

*Comité permanent du Conseil du développement industriel*

17.8 Le Comité permanent est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel et qui se compose de représentants de tous les Etats membres du Conseil.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire pour les réunions*

17.9 Le montant prévu à cette rubrique (1 440 600 dollars) doit couvrir le coût du service des sessions du Conseil du développement industriel et se compose de son organe subsidiaire, le Comité permanent.

*Heures supplémentaires*

17.10 Le crédit prévu à cette rubrique doit couvrir le coût du service des séances de nuit et de week-end du Comité permanent et du Conseil.

*Frais de voyage du personnel*

17.11 Le crédit de 30 700 dollars prévu à ce titre, en baisse de 4 000 dollars, doit couvrir les frais de voyage du personnel et des représentants de certains mouvements africains de libération reconnus par l'OUA.

*Imprimerie et reliure*

17.12 Il est proposé d'allouer au programme des services de conférence, au titre des contributions aux activités financées en commun, un montant de 40 000 dollars pour l'impression des documents et des rapports destinés aux réunions du Conseil du développement industriel et de son Comité permanent.

**B. – Direction exécutive et administration**

TABLEAU 17.9. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. COUTS DIRECTS**

i) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	737,9	367,7	(122,0)	75,5	321,2	1 059,1
Consultants	-	-	150,0	14,6	164,6	164,6
Heures supplémentaires	5,9	-	14,1	1,9	16,0	21,9
Groupes spéciaux d'experts	-	-	88,6	8,6	97,2	97,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	14,0	-	-	-	-	14,0
Autres dépenses communes de personnel	228,7	113,7	(38,0)	23,9	99,6	328,3
Frais de voyage du personnel	264,3	23,1	22,7	30,0	75,8	340,1
<b>Total</b>	<b>1 250,8</b>	<b>504,5</b>	<b>115,4</b>	<b>154,5</b>	<b>774,4</b>	<b>2 025,2</b>

TABLEAU 17.9 (suite)

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

## Accroissement des ressources

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
1 755,3	115,4	-	-	115,4	6,5 %
<b>2) Fonds extrabudgétaires</b>					
				1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui :</b>					
i) Aux autres organismes des Nations Unies					
				-	-
ii) Aux programmes extrabudgétaires					
Postes permanents				1 100,0	927,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales				48,0	-
Dépenses communes de personnel				348,0	287,1
Frais de voyage du personnel				4,0	-
<b>Total a)</b>				<b>1 500,0</b>	<b>1 214,1</b>
<b>b) Activités fonctionnelles</b>					
				-	-
<b>Total b)</b>				<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>					
				-	-
<b>Total c)</b>				<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>				<b>1 500,0</b>	<b>1 214,1</b>
<b>Total, coûts directs</b>					<b>3 239,3</b>
<b>B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS</b>					<b>(3 239,3)</b>
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>					<b>-</b>

TABLEAU 17.10. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	-	1	-	1	-
Administrateur général (D-1)	-	-	1	2	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	2	1	3
Administrateur de 1re classe (P-4)	2	2	2	2	4	4
Administrateur de 2e classe (P-3)	1	1	-	1	1	2
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	2	-	-	-	2	-
Total	<u>8</u>	<u>6</u>	<u>4</u>	<u>7</u>	<u>12</u>	<u>13</u>
Agents des services généraux :						
1re classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	6	6	5	9	11	15
Total	<u>7</u>	<u>7</u>	<u>5</u>	<u>9</u>	<u>12</u>	<u>16</u>
Total général	<u>15</u>	<u>13</u>	<u>9</u>	<u>16</u>	<u>24</u>	<u>29</u>

## B. – Direction exécutive et administration

17.13 Ce programme concerne avant tout la gestion et l'orientation générales de l'ONUDI, qui sont assurées par le Directeur exécutif, assisté de ses collaborateurs immédiats. Deux nouveaux éléments de programme, relevant directement du Bureau du Directeur exécutif, ont été créés durant l'exercice biennal 1980-1981, compte tenu des priorités définies lors de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, et un troisième doit être transféré pour l'exercice biennal 1982-1983 du programme des études et recherches industrielles.

17.14 Le nouvel élément de programme ("Technologie industrielle liée à l'énergie") permet au Directeur exécutif,

par l'intermédiaire du Groupe consultatif spécial de l'énergie, de coordonner, tout en contrôlant leur efficacité, les activités de l'ONUDI dans le domaine de l'énergie, grâce à l'établissement d'un cadre conceptuel au sein duquel peuvent être développées systématiquement et efficacement les activités de l'ONUDI touchant la recherche, la technologie, le progrès industriel et la coopération technique, et grâce à la stimulation et à la coordination des efforts déployés en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des organisations gouvernementales ou non gouvernementales.

17.15 Le deuxième nouvel élément de programme ("Service de coordination pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique") aidera le Directeur exécutif à

élaborer un programme concerté d'action et à coordonner les efforts de l'ONUDI et ceux d'autres organisations afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/66 B sur la coopération en matière de développement industriel.

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 025 200 dollars (100 p. 100 des fonds prévus pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 214 100 dollars (100 p. 100 des fonds prévus pour le programme).

b) Référence : ce programme n'entre pas dans le cadre du plan à moyen terme. Les textes portant autorisation des travaux sont la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi et les résolutions 33/66, 34/98 et 35/56 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

1.1 Direction exécutive et administration

1.2 Technologie industrielle liée à l'énergie

Produits : deux rapports au Conseil du développement industriel sur les activités de l'ONUDI dans le domaine de l'énergie (deuxième trimestre de 1982; deuxième trimestre de 1983).

1.3 Service de coordination pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique

Produits : deux rapports au Conseil du développement industriel, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, en 1981 et 1983, sur les mesures prises par le thème des Nations Unies pour contribuer au succès de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deuxième trimestre de 1982; deuxième trimestre de 1983).

1.4 Etude des mécanismes permettant de mobiliser des ressources financières extérieures supplémentaires pour l'industrialisation des pays en développement

Produits : deux rapports destinés aux organes intergouvernementaux, présentant des projets de mécanismes permettant de mobiliser des ressources financières extérieures pour l'industrialisation des pays en développement (troisième trimestre de 1982 et deuxième trimestre de 1983).

*Elimination des éléments de programme dépassés, inefficaces, ou d'une utilité marginale*

17.16 On estime qu'aucun élément du programme de la direction exécutive et de l'administration ne devrait être supprimé en 1982-1983.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Redéploiement des ressources en personnel (administrateurs)*

17.17 Deux postes d'administrateur (P-2/1) sont transférés, l'un au programme de la coordination des politiques et l'autre au programme des opérations industrielles.

*Consultants*

17.18 Le montant estimatif (150 000 dollars) demandé à cette rubrique, qui sera compensé par des diminutions au

titre d'autres programmes, est destiné aux activités relatives à la technologie industrielle liée à l'énergie et aux nouvelles sources de financement; il sera utilisé comme suit :

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.2	Etablissement du rapport d'ensemble sur l'expérience acquise par les pays en développement dans l'utilisation de sources d'énergie nouvelles ou classiques pour l'industrialisation, avec exemples caractéristiques d'installations, procédés et produits industriels liés à l'exploitation de ressources énergétiques locales . . . . .	20 000
1.2	Réalisation d'une étude générale sur la capacité des pays en développement à fournir les biens d'équipement nécessaires à l'expansion de leur secteur énergétique jusqu'en l'an 2000 . . . . .	20 000
1.2	Etablissement d'un rapport sur la gestion de l'énergie et ses incidences sur la planification nationale, le contrôle des opérations industrielles, les programmes de formation, le développement technologique et le financement . . . . .	10 000
1.4	Elaboration d'études et de rapports sur les ressources financières supplémentaires pour l'industrialisation, et établissement de propositions qui seront examinées lors de réunions internationales . . . . .	100 000
		Total 150 000

*Groupes spéciaux d'experts*

17.19 On prévoit au total, pour 1982-1983, un crédit de 88 600 dollars, qui sera compensé par des diminutions au titre d'autres programmes. Sur ce montant, 10 000 dollars seront affectés à l'organisation de réunions de courte durée au cours desquelles des spécialistes hautement qualifiés donneront des conseils sur certains aspects des techniques liées à l'énergie (élément de programme 1.2) ou de l'industrialisation en Afrique (élément de programme 1.3). Ainsi, l'ONUDI pourra élaborer des stratégies à moyen et à long terme pour son programme de travail. Le solde, soit 78 600 dollars, servira à financer quatre réunions que l'on convoquera éventuellement pour aider le secrétariat à recenser de nouvelles sources de financement externe par l'analyse des recherches entreprises à l'échelon international et de l'évolution de la situation dans le domaine considéré (élément de programme 1.4). [Vingt participants pour chacune des réunions de cinq jours, prévues à Vienne, New York, Francfort ou Bangkok].

*Frais de voyage du personnel*

17.20 Le montant prévu (310 100 dollars), soit une augmentation de 22 700 dollars, sera compensé par des diminutions au titre d'autres programmes. Il servira à couvrir les frais de voyage du personnel en 1982-1983 entraînés par les déplacements du Directeur exécutif et du Directeur exécutif adjoint ainsi que par les déplacements des fonctionnaires de l'Organisation entrepris en rapport avec le programme de l'énergie de l'ONUDI, la contribution de l'ONUDI à la Décennie de développement industriel de l'Afrique ou la recherche de ressources financières extérieures.

## C. - Programme d'activité

## 1. - COORDINATION DES POLITIQUES

TABLEAU 17.11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	6 634,2	600,4	123,0	543,6	1 267,0	7 901,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	69,3	0,7	(70,0) <sup>a/</sup>	-	(69,3)	-
Consultants	639,9	6,5	-	62,7	69,2	709,1
Heures supplémentaires	22,1	0,3	-	2,1	2,4	24,5
Groupes spéciaux d'experts	417,4	4,2	-	40,9	45,1	462,5
<b>Dépenses communes de personnel :</b>						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	2 054,6	184,6	38,2	170,6	393,4	2 448,0
Frais de voyage de participants à des réunions	121,4	1,4	-	11,9	13,3	134,7
Frais de voyage du personnel	1 234,4	12,7	-	120,9	133,6	1 368,0
Communications	55,4	0,6	-	5,4	6,0	61,4
Fournitures et accessoires	10,4	0,1	-	1,0	1,1	11,5
<b>Total</b>	<b>11 260,3</b>	<b>811,5</b>	<b>91,2</b>	<b>959,1</b>	<b>1 861,8</b>	<b>13 122,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

		Accroissement des ressources					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)			
Total réévalué de la base des ressources de 1980-1981	Montant effectif	Moins : dépenses non renouvelables	Plus : croissance différée (nouveaux postes)	Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)		
<u>12 071,8</u>	<u>91,2</u>	-	-	<u>91,2</u>	<u>0,7 %</u>		
2) Fonds extrabudgétaires							
a) Services d'argui à :				1980-1981	1982-1983		
				Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses		
i) d'autres organisations des Nations Unies				-	-		
ii) des programmes extrabudgétaires							
Postes permanents				2 720,0	3 485,7		
Heures supplémentaires				3,0	-		
Dépenses communes de personnel				843,0	1 079,6		
Voyages autorisés du personnel				20,0	25,0		
Communications				-	34,5		
<b>Total a)</b>				<u>3 586,0</u>	<u>4 624,8</u>		

a/ Crédit transféré à la rubrique Administration et services communs.

TABLEAU 17.11 (suite)

	1980-1981	1982-1983
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
b) Activités fonctionnelles	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	1 000,0	2 000,0
Total c)	1 000,0	2 000,0
Total a), b) et c)	4 586,0	6 624,8
Total, coûts directs		19 746,9
B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS		15 334,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		35 081,3

TABLEAU 17.12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : coordination des politiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Directeur (D-2)	1	1	1	-	2	1
Administrateur général (D-1)	4	4	2	3	6	7
Administrateur hors classe (P-5)	13	13	6	6	19	19
Administrateur de 1re classe (P-4)	20	21	6	6	26	27
Administrateur de 2e classe (P-3)	16	16	8	8	24	24
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	6	7	5	5	11	12
Total	60	62	28	28	88	90
Agents des services généraux :						
1re classe	2	2	1	1	3	3
Autres classes	41	40	27	29	68	69
Total	43	42	28	30	71	72
Total général	103	104	56	58	159	162



## C. — Programme d'activité

### 1. — COORDINATION DES POLITIQUES

17.21 Ce programme est exécuté par la Division de la coordination des politiques, l'un des deux services de l'ONUDI qui forment le Bureau du Directeur exécutif. Les attributions et l'organisation de la Division sont exposées dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1 et Amend.1) et les appellations des subdivisions qui le composent figurent dans une circulaire du Secrétaire général sur la nomenclature des services du Secrétariat (ST/SGB/170/Add.1).

17.22 L'orientation du programme pendant l'exercice biennal 1982-1983 est déterminée par les priorités arrêtées à la troisième Conférence générale de l'ONUDI, en ce qui concerne notamment l'assistance technique. En conséquence, l'accent sera mis sur les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et sur la coopération économique entre pays en développement pour promouvoir l'industrialisation du tiers monde. En matière d'assistance technique sont notamment considérés comme prioritaires les projets de coopération technique intéressant l'énergie, la technologie industrielle et les ressources humaines.

17.23 La première année de l'exercice biennal coïncide avec le début du troisième cycle de programmation par pays du PNUD. On compte que les pays en développement consacreront une plus grande attention à l'industrialisation comme moyen de stimuler leur croissance économique et sociale. L'ONUDI se prépare donc à intensifier les activités liées à la programmation par pays et s'attend à une augmentation des demandes portant sur des projets complexes et à haute technicité.

17.24 Dans sa résolution 35/66 A, l'Assemblée générale a fait sienne la décision prise par le Conseil du développement industriel de donner un caractère permanent au système de consultations et de lui assigner la priorité dans les activités de l'ONUDI. Auparavant, la troisième Conférence générale de l'ONUDI avait recommandé que l'on élargisse le cadre du système de consultations pour couvrir tous les secteurs industriels importants. Comme on l'explique au paragraphe 17.5 ci-dessus, l'élargissement du système au cours de l'exercice biennal 1982-1983 par l'addition de deux nouveaux secteurs dépendra uniquement d'une décision que le Conseil de développement industriel pourrait prendre à sa quinzième session.

17.25 Pour faciliter l'élaboration des projets, le nombre de conseillers industriels principaux hors siège, qui assurent la représentation extérieure, doit être porté à 46 avant le début de l'exercice biennal 1982-1983.

17.26 Les sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants sont exposés ci-après :

#### *Sous-programme 1. Elaboration et évaluation des programmes*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 007 700 dollars (15,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 2 267 800 dollars (49 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.25 à 17.33,

et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.26.

#### c) Eléments de programme :

##### 1.1 Elaboration et gestion des programmes de coopération technique

*Produits* : deux rapports concernant le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel au Conseil du développement industriel à propos de l'exécution du programme, accompagnés de propositions quant au programme futur (premier trimestre de 1982 et premier trimestre de 1983).

##### 1.2 Evaluation des programmes et projets

*Produits* : un rapport au Conseil du développement industriel sur une évaluation de programme (premier trimestre de 1982); 12 rapports destinés à certains gouvernements sur l'évaluation complète, faite sur place, de projets opérationnels (six en 1982 et six en 1983).

#### *Sous-programme 2. Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et d'autres catégories de pays en développement*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 892 300 dollars (6,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 452 700 dollars (9,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.34 à 17.43; révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.34 à 17.41; résolution 35/66 de l'Assemblée générale.

#### c) Elément de programme :

2.1 Elaboration de programmes et projets de coopération technique en faveur des pays en développement les moins avancés et suivi des programmes et projets de coopération technique inter-Etats en faveur des pays en développement sans littoral, insulaires ou les plus gravement touchés

#### *Sous-programme 3. Coopération entre pays en développement en vue de l'industrialisation*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 393 700 dollars (3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 681 100 dollars (14,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.44 à 17.53.

#### c) Eléments de programme :

3.1 Elaboration de projets de coopération entre pays en développement

3.2 Recherche de nouvelles formes et de nouveaux mécanismes institutionnels de coopération industrielle entre pays en développement

*Produits* : quatre tables rondes ministérielles sur la coopération entre pays en développement en vue de l'industrialisation (deuxième et quatrième trimestre de 1982; deuxième et quatrième trimestre de 1983).

#### *Sous-programme 4. Système de consultations sur l'industrie*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 4 185 900 dollars (31,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 608 700 dollars (13,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.54 à 17.67; révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.54 à 17.67, a; résolution 35/66 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

4.1 Consultations sur l'industrie des engrais

*Produit* : quatrième Consultation sur l'industrie des engrais, 1982.

4.2 Consultations sur la sidérurgie

*Produit* : troisième Consultation sur la sidérurgie, 1982.

4.3 Consultations sur l'industrie du cuir et des articles en cuir

*Produit* : troisième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir, 1983.

4.4 Consultations sur l'industrie des huiles et graisses végétales

*Produit* : deuxième Consultation sur l'industrie des huiles et graisses végétales, 1982.

4.5 Consultations sur l'industrie pétrochimique

*Produit* : troisième Consultation sur l'industrie pétrochimique, 1983.

4.6 Consultations sur l'industrie des machines agricoles

*Produit* : deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, 1982.

4.7 Consultations sur l'industrie pharmaceutique

*Produit* : deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique, 1983.

4.8 Consultations sur l'industrie alimentaire

Travaux préparatoires pour la deuxième Consultation, que l'on prévoit de tenir au cours de l'exercice biennal 1984-1985.

4.9 Consultations sur l'industrie des biens d'équipement

Travaux préparatoires pour la deuxième Consultation, que l'on prévoit de tenir au cours de l'exercice biennal 1984-1985.

4.10 Consultations sur le financement industriel

*Produit* : première Consultation sur le financement industriel, 1982.

4.11 Consultations sur la formation de la main-d'œuvre industrielle

*Produit* : première Consultation sur la main-d'œuvre industrielle, 1982.

*Sous-programme 5. Formulation et direction du programme et autres activités d'appui*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 5 642 600 dollars (43 p.100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 614 500 dollars p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : le présent sous-programme n'entre pas dans le cadre du plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

5.1 Programme des conseillers industriels principaux hors siège et étude des rapports sur les activités hors siège

5.2 Coordination des programmes interinstitutions

5.3 Coopération avec les organismes commerciaux et industriels et d'autres organisations non gouvernementales

5.4 Bureau de liaison à New York

5.5 Bureau de liaison à Genève

5.6 Formulation et gestion du programme

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents*

*Transferts de postes*

17.27 Deux postes d'administrateur ont été transférés à la Division de la coordination des politiques : l'un (P-4) provenait du programme des services de conférence et de l'information, l'autre (P-2) du programme relatif à la direction exécutive et à la gestion. Les deux postes serviront à étoffer les activités du sous-programme 1 relatives respectivement à l'élaboration et à la formulation des projets d'assistance technique (P-4), et à l'évaluation des programmes et des projets (P-2).

17.28 Un poste d'agent des services généraux est transféré au programme des services de conférence et de l'information pour renforcer le groupe des services communs du secrétariat, qui, doté de matériel de traitement des mots, assure pour l'ensemble des divisions le traitement, le stockage, la recherche et la mise à jour de textes.

*Consultants*

17.29 Les ressources estimatives nécessaires à ce titre (646 400 dollars) sont indiquées ci-dessous :

<i>Numéro de l'élément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.1	Aider à élaborer des propositions concernant les projets opérationnels et les programmes de pays	25 000
1.3	Participer au siège et sur le terrain aux activités intéressant l'évaluation des projets opérationnels, la formulation des programmes et les programmes de formation	35 000
2.1	Aider à élaborer des propositions de projets opérationnels destinés aux pays les moins avancés et à d'autres pays défavorisés	4 000
3.1	Etablir des documents de travail pour une réunion d'experts sur la stratégie d'industrialisation des pays en développement dans le contexte de la coopération économique entre pays en développement, prévue pour 1982	12 000
	Aider à rédiger un document sur la stratégie définie au cours de la réunion d'experts de 1982	12 000
4.1-4.11	Rédiger des documents de fond sur les questions à examiner aux réunions de consultation. Rédiger des documents techniques et des modèles pour donner suite à ces réunions. Il faudra à cet effet recruter 53 consultants (pendant 1,9 mois-homme en moyenne)	540 000
5.3	Aider à rédiger des documents d'information pour une réunion d'experts devant se tenir à l'occasion de la Foire agricole de Novi Sad de 1982	10 000
	Rédiger, en coopération avec la Chambre de commerce internationale, un manuel sur le fonctionnement des chambres de commerce dans les pays développés et dans les pays en développement	4 000
5.6	Aider à élaborer et formuler des programmes de l'ONUDI dans les domaines suivants : intégration de la femme au développement et rôle des sociétés transnationales dans l'industrialisation	4 400
		<b>Total 646 400</b>

*Heures supplémentaires*

17.30 Les ressources nécessaires à ce titre (22 400 dollars), qui ne traduisent aucun changement réel du volume du

travail de la Division, ont été calculées compte tenu du surcroît de travail entraîné par le système de consultations.

*Groupes spéciaux d'experts*

17.31 Les ressources estimatives nécessaires à ce titre (421 600 dollars) se répartissent comme suit :

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.1	Aider le secrétariat à définir une stratégie de la coopération économique entre pays en développement en vue de l'industrialisation (Vienne, 1982, 10 participants, 5 jours) . . . . .	21 000
4.1-4.11	Aider le secrétariat à examiner des questions, à faire le point des progrès réalisés, à formuler des propositions en vue d'une action et étudier les problèmes techniques qui se posent dans les secteurs faisant l'objet du système de consultations. Ces activités nécessiteront 30 réunions d'experts, comprenant de 6 à 14 participants, se tenant le plus souvent à Vienne pendant des périodes allant de trois à cinq jours . . . . .	379 600
5.3	Aider le secrétariat à définir de nouvelles formes de coopération internationale dans l'industrie des produits alimentaires pour préparer la Foire agricole de Novi Sad (Vienne, 1982, 10 participants, 5 jours) . . . . .	21 000
<b>Total</b>		<b>421 600</b>

*Frais de voyage de participants à des réunions*

17.32 Les ressources estimatives nécessaires à ce titre (122 800 dollars), qui n'accusent aucun accroissement au cours de cet exercice biennal, doivent permettre aux participants des pays les moins avancés d'assister aux réunions de consultation.

*Voyages autorisés du personnel*

17.33 Les ressources nécessaires à ce titre (1 247 100 dollars), qui ne font apparaître aucune augmentation au cours de l'exercice biennal, sont destinées en grande partie (530 100 dollars) à l'élément de programme 5.1 (conseillers industriels principaux hors siège et étude des rapports sur les activités hors siège). Pour mieux assurer la présence extérieure de l'ONUDI, le nombre de conseillers industriels principaux hors siège sera porté à 46 d'ici au début de l'exercice biennal 1982-1983. En dépit de cet accroissement, la majorité des conseillers devront encore entreprendre de nombreux déplacements internationaux, chacun d'eux desservant environ trois pays. On compte que le programme comprendra une conférence générale et, le cas échéant, suivant les priorités, dans deux des quatre régions des conférences pour permettre aux conseillers intéressés d'évaluer l'état d'avancement du programme et d'élaborer des stratégies appropriées pour les régions. D'autres organisations ont constaté que la tenue, au cours d'un exercice biennal, d'une réunion générale et de quatre réunions régionales permettrait d'accroître l'efficacité de leur programme de conseillers hors siège. Les ressources nécessaires pour le programme sont indiquées ci-après :

	Dollars
a) Conférence générale des conseillers industriels principaux hors siège pour faire le point de la situation, analyser les problèmes, définir les grandes orientations et les principes directeurs à suivre, évaluer les progrès faits et recevoir des instructions (Vienne, 1982) . . . . .	100 000
b) Deux conférences régionales des conseillers industriels principaux hors siège pour étudier des problèmes locaux et définir des stratégies régionales correspondantes . . . . .	50 000

Dollars

c) "Autres déplacements des conseillers industriels principaux hors siège, etc." et fonctionnaires du siège se rendant dans différents pays pour assurer la liaison avec les gouvernements en matière d'élaboration et de formulation des projets et permettre la supervision et l'évaluation sur place des projets . . . . .	380 100
<b>Total partiel pour l'élément de programme 5.1</b>	
	<b>530 100</b>

17.34 D'autres ressources nécessaires au titre des frais de voyage sont indiquées ci-dessous :

	Dollars
a) Missions de programmation coïncidant avec le début du troisième cycle de programmation du PNUD, pour permettre de visiter chaque pays une fois par an, en prévoyant 10 jours pour chaque mission afin de pouvoir visiter les pays limitrophes . . . . .	195 000
b) Pour mener des négociations avec les pays versant des contributions spéciales au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel . . . . .	11 000
c) Missions pour évaluer sur place 12 projets et assister à des réunions interinstitutions consacrées à la question de l'évaluation . . . . .	35 000
d) Missions de programmation et de formulation de projets exclusivement à l'intention des pays défavorisés, et participation de fonctionnaires à des réunions interinstitutions sur les problèmes spéciaux de ces pays . . . . .	70 000
e) Pour formuler et surveiller des projets relevant de la coopération économique entre pays en développement . . . . .	70 000
f) Pour organiser deux tables rondes ministérielles dans des pays en développement (l'une en 1982, l'autre en 1983) . . . . .	11 000
g) En liaison avec le système de consultations, présider des groupes d'experts, participer aux consultations, établir et maintenir des relations avec d'autres organismes du système des Nations Unies et des institutions non gouvernementales, participer à des réunions pour favoriser la coopération régionale dans certains secteurs et solliciter des contributions de gouvernements pour la tenue des réunions de consultations . . . . .	110 000
h) Pour coordonner et développer les activités relatives à l'industrialisation avec d'autres organisations du système des Nations Unies et se rendre au siège de ces organismes pour y représenter l'ONUDI ou mener des négociations . . . . .	70 000
i) Etablir et maintenir des relations avec des organismes non gouvernementaux et mettre sur pied des programmes de coopération avec eux, y compris un déplacement pour présider la réunion d'experts organisée en prévision de la Foire agricole de Novi Sad . . . . .	40 000
j) Déplacement locaux à l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique pour établir la liaison avec des représentants des pouvoirs publics et assurer la participation des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs en poste à Genève et à New York à des réunions importantes se tenant à Vienne . . . . .	35 000
k) Pour assurer la représentation de l'ONUDI aux réunions de l'Assemblée générale, du CAC, du PNUD et d'autres organes . . . . .	70 000
<b>Total partiel pour l'ensemble des autres éléments de programme . . . . .</b>	
	<b>717 000</b>
<b>Total 1 247 100</b>	

*Communications*

17.35 Les ressources nécessaires à ce titre (56 000 dollars) ne font apparaître aucun changement dans les ressources pour le bureau de liaison de New York.

*Fournitures et accessoires*

17.36 Les ressources nécessaires à ce titre (10 500 dollars) ne sont pas non plus en accroissement.

## 2. - ETUDES ET RECHERCHES INDUSTRIELLES

TABLEAU 17.13. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	9 412,6	413,2	(413,4)	696,8	696,6	10 109,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	129,1	1,4	(130,5) <sup>a/</sup>	-	(129,1)	-
Consultants	2 833,9	29,6	(159,1)	262,2	132,7	2 966,6
Heures supplémentaires	17,2	0,1	-	1,7	1,8	19,0
Groupes spéciaux d'experts	293,4	2,9	(76,9)	21,3	(52,7)	240,7
<b>Dépenses communes de personnel :</b>						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	2 915,3	126,5	(127,8)	217,7	216,4	3 131,7
Frais de voyage du personnel	395,7	4,2	(46,3)	34,3	(7,8)	387,9
Services spécialisés	30,6	0,4	-	3,0	3,4	34,0
Activités financées conjointement (participation aux frais)	444,9	4,7	(449,6)	-	(444,9)	-
<b>Total</b>	<u>16 473,9</u>	<u>583,0</u>	<u>(1 403,6)</u>	<u>1 237,0</u>	<u>416,4</u>	<u>16 890,3</u>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

Accroissement des ressources					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(5)
Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Montant effectif	Moins : dépenses non renouvelables	Plus : croissance différée (nouveaux postes)	Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
<u>17 056,9</u>	<u>(1 403,6)</u>	-	-	<u>(1 403,6)</u>	<u>(8,2) %</u>

<sup>a/</sup> Transférées à l'administration et aux services communs.

TABLEAU 17.13 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires	1980-1981	1982-1983
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) d'autres organisations des Nations Unies	-	-
ii) des programmes extrabudgétaires		
Postes permanents	870,0	1 202,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	35,0	12,4
Dépenses communes de personnel	270,0	372,4
	<u>1 175,0</u>	<u>1 587,3</u>
b) Activités fonctionnelles	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>
c) Projets opérationnels		
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	4 000,0	4 000,0
	<u>4 000,0</u>	<u>4 000,0</u>
Total a), b) et c)	<u>5 175,0</u>	<u>5 587,3</u>
Total, coûts directs		22 477,6
B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS		13 388,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		35 866,3

TABLEAU 17.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : études et recherches industrielles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Directeur (D-2)	1	1	1	1	2	2
Administrateur général (D-1)	4	4	1	-	5	4
Administrateur hors classe (P-5)	22	22	2	2	24	24
Administrateur de 1re classe (P-4)	26	25	2	2	28	27
Administrateur de 2e classe (P-3)	18	17	1	1	19	18
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	8	7	2	2	10	9
Total	<u>79</u>	<u>76</u>	<u>9</u>	<u>8</u>	<u>88</u>	<u>84</u>
Agents des services généraux :						
1re classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	58	53	15	17	73	70
Total	<u>62</u>	<u>57</u>	<u>15</u>	<u>17</u>	<u>77</u>	<u>74</u>
Total général	<u>141</u>	<u>133</u>	<u>24</u>	<u>25</u>	<u>165</u>	<u>158</u>

## 2. — ETUDES ET RECHERCHES INDUSTRIELLES

17.37 La structure de la Division des études industrielles est exposée dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1) sous le titre "Centre international d'études industrielles".

17.38 La troisième Conférence générale de l'ONUDI a fixé l'orientation des programmes pour l'exercice biennal 1982-1983, notamment en ce qui concerne des activités nouvelles relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, aux aspects sociaux de l'industrialisation tels que l'intégration des femmes, à la restructuration de l'industrie et à l'énergie. Parmi les autres activités permanentes sur lesquelles la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi ont mis l'accent figuraient la mise en valeur des ressources humaines, les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, et les activités de recherche à l'appui du système de consultations permanentes. Toutes ces activités relèvent des domaines prioritaires définis par le Conseil du développement industriel puis approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/66.

17.39 Non seulement une importance accrue a été accordée au programme d'études et de recherches industrielles mais encore des méthodes de travail nouvelles ont été appliquées dans les principaux domaines de recherche. Il existe maintenant, par exemple, trois types distincts d'études sectorielles, selon que celles-ci s'adressent au système de consultations, aux responsables politiques nationaux ou aux planificateurs des programmes de coopération technique. Les études par région et par pays portant sur les ressources utilisables pour le développement industriel constituent un domaine essentiel de la recherche, alors que les nouveaux éléments de programme relevant des études et recherches globales et conceptuelles traduisent l'importance accrue accordée aux ressources humaines, à l'énergie et aux aspects sociaux de l'industrialisation.

17.40 Priorité sera donnée à la mise au point et au transfert des techniques, en particulier dans les domaines suivants : sélection des techniques appropriées, acquisition des techniques et développement du réseau et de la base de données de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB). Toutes les activités sont formulées de façon à permettre la réalisation de l'objectif de Lima, mais une attention particulière sera accordée au continent africain au cours des années 80, pour appuyer sa Décennie du développement industriel.

17.41 On trouvera ci-après une description des sous-programmes, éléments de programme et produits relevant de ce programme :

### *Sous-programme 1. Etudes et recherches globales et conceptuelles*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 803 800 dollars (16,6 p. 100 des fonds prévus pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.80 à 17.88, et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.80 à 17.88.

### c) Eléments de programme :

1.1 Analyse des perspectives du développement industriel

#### *Produits :*

i) Deux publications techniques sur la mise au point de modèles d'entrées-sorties en vue de l'établissement de liens avec le système de modèles de l'ONUDI, établis en coopération avec des instituts nationaux de planification (troisième trimestre 1982 et troisième trimestre 1983);

ii) Deux publications techniques concernant les incidences de l'objectif de Lima sur l'industrialisation, les objectifs en matière de commerce international et la nouvelle Stratégie internationale de développement (deuxième trimestre 1982 et deuxième trimestre 1983);

iii) Deux publications techniques contenant des données d'entrées-sorties normalisées sur le développement industriel devant permettre aux planificateurs d'établir des analyses comparées (quatrième trimestre 1982 et quatrième trimestre 1983).

1.2 Redéploiement industriel et aménagement des structures

#### *Produits :*

i) Deux rapports au Conseil du développement industriel et à l'Assemblée générale, contenant les principales conclusions et recommandations sur les obstacles à la restructuration et sur les répercussions de cette dernière (deuxième trimestre de 1982 et troisième trimestre de 1983);

ii) Dix publications techniques sur les perspectives et les répercussions de l'évolution de la division internationale du travail dans des secteurs industriels déterminés (1983);

iii) Deux publications techniques sur des séminaires consacrés à l'examen des activités de recherche en cours au niveau international et des conclusions principales déjà dégagées concernant le redéploiement et la restructuration de l'industrie (troisième trimestre 1982 et troisième trimestre 1983).

1.3 Publication sur l'industrie et le développement

*Produit :* publication destinée à la vente : *Industrie et développement*, deux numéros en 1982 et deux en 1983 (deuxième et quatrième trimestres 1982 et 1983).

1.4 Analyse des progrès de l'industrialisation

*Produits :* deux rapports au Conseil du développement industriel (premier trimestre 1982 et premier trimestre 1983).

1.5 Analyse des besoins en énergie aux fins de l'industrialisation

*Produits :* deux publications techniques sur les besoins énergétiques de l'industrie à satisfaire pour atteindre l'objectif de Lima (premier trimestre 1982 et premier trimestre 1983).

1.6 Mise en valeur des ressources humaines pour l'industrialisation

#### *Produits :*

i) Une publication technique faisant le point des activités de recherche en cours au niveau international et principales conclusions déjà dégagées concernant la mise en valeur des ressources humaines (troisième trimestre 1982);

ii) Un rapport au Conseil du développement industriel, accompagné de recommandations sur les moyens de mettre en valeur les ressources humaines pour accélérer l'industrialisation des pays en développement (troisième trimestre 1983).

### 1.7 Aspects sociaux de l'industrialisation

#### Produits :

i) Deux publications techniques sur les aspects sociaux de l'industrialisation (quatrième trimestre 1982 et quatrième trimestre 1983);

ii) Deux publications techniques sur l'intégration effective des femmes dans l'industrie (quatrième trimestre de 1982 et quatrième trimestre de 1983).

### 1.8 Etudes spéciales mondiales sur les problèmes de développement à long terme liés à l'industrialisation

#### Produits :

i) Publications techniques sur les relations entre l'industrie et le secteur des services (quatrième trimestre 1983);

ii) Publications techniques sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique, dans le cadre de l'industrialisation mondiale (troisième trimestre 1983).

### Sous-programme 2. Etudes et recherches par régions et par pays

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 938 900 dollars (17,4 p. 100 des fonds prévus pour le programme); fonds extra-budgétaires : 170 900 dollars (10,8 p. 100 des fonds prévus pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.89 à 17.97, et révisions proposées pour ledit plan (A/35/6/Add.2), par. 17.89 à 17.97.

c) Eléments de programme :

#### 2.1 Statistiques industrielles

##### Produits :

i) Deux rapports au Conseil du développement industriel contenant certaines statistiques industrielles (premier trimestre 1982 et premier trimestre 1983);

ii) Manuel de statistiques industrielles (quatrième trimestre 1982).

#### 2.2 Etudes et analyses régionales et sous-régionales

##### Produits :

i) Quatre publications techniques contenant des analyses régionales de l'industrialisation, destinées à être examinées lors de réunions ministérielles régionales tenues dans le cadre des préparatifs d'une quatrième Conférence générale de l'ONUDI (deuxième trimestre 1983);

ii) Quatre publications techniques destinées aux gouvernements et organismes intergouvernementaux régionaux, au niveau de l'élaboration des politiques, sur les programmes de coopération industrielle intrarégionaux (troisième trimestre 1983).

#### 2.3 Etude du développement industriel

Produit : publication destinée à la vente : *Etude du développement industriel* (deuxième trimestre 1983).

#### 2.4 Enquêtes et études par pays

##### Produits :

i) Vingt publications techniques (10 en 1982 et 10 en 1983) sur les possibilités de développement industriel des pays comptant parmi les moins avancés;

ii) Un rapport aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux sur les politiques et les mesures à appliquer en vue de la coopération aux niveaux sous-régional et international (quatrième trimestre 1983);

iii) Huit publications techniques sur des problèmes d'industrialisation particuliers se posant dans des pays en développement, une pour chacun des pays considérés, dont certains sont sans littoral ou insulaires ou comptent parmi

les plus gravement touchés (deux au quatrième trimestre de 1982 et six au quatrième trimestre de 1983).

### 2.5 Etudes relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique

Produit : une publication technique contenant un cadre statistique permettant d'évaluer les résultats obtenus par rapport aux objectifs régionaux, sous-régionaux, sectoriels et sous-sectoriels en matière de production, d'investissements et de valeur ajoutée manufacturière en Afrique (troisième trimestre 1983).

### Sous-programme 3. Etudes et recherches sectorielles

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 3 648 300 dollars (21,6 p. 100 des fonds prévus pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.98 à 17.105, et révisions proposées pour ledit plan (A/35/6/Add.2), par. 17.98 à 17.105.

Les produits finals des éléments de programme ci-après sont communiqués aux participants aux consultations correspondantes organisées au cours de l'exercice biennal (voir sous-programme 4 relevant du programme de la coordination des politiques) ainsi qu'aux organisations gouvernementales et non gouvernementales.

c) Eléments de programme :

#### 3.1 Etude sur l'industrie des engrais

Produit : la quatrième publication technique sur le développement de l'industrie des engrais — destinée aux participants à la quatrième Consultation et à des organisations gouvernementales et non gouvernementales de pays en développement — contenant une analyse des investissements initiaux requis pour les fabriques d'engrais et mettant l'accent sur les mini-usines d'engrais dans les pays en développement (quatrième trimestre 1982).

#### 3.2 Etude sur l'industrie sidérurgique

Produit : publication destinée à la vente : troisième étude sur l'industrie sidérurgique, contenant des scénarios pour la coopération internationale en 1990, conformément à l'objectif de Lima (premier trimestre 1982).

#### 3.3 Etude sur l'industrie du cuir et des articles en cuir

Produit : la deuxième publication technique sur l'industrie du cuir et des articles en cuir, développant les recommandations de la première Consultation et présentant les possibilités qui s'offrent pour la création d'industries du cuir dans les pays en développement, qui sera communiquée aux participants à la troisième Consultation et à des organisations gouvernementales et non gouvernementales (troisième trimestre 1983).

#### 3.4 Etude sur l'industrie des huiles et graisses végétales

Produit : la troisième publication technique sur l'industrie des huiles et graisses végétales, contenant une analyse des tendances récentes de l'industrie des huiles et graisses et de ses perspectives de développement et présentant les possibilités qui s'offrent pour la coopération internationale, à l'intention des autorités gouvernementales et d'organisations non gouvernementales, (troisième trimestre 1983).

#### 3.5 Etude sur l'industrie pétrochimique

Produit : la troisième publication technique sur l'industrie pétrochimique, comportant une mise à jour des données, ainsi qu'une description des principales tendances de la production, du commerce et de la consommation. Ce

rapport, axé sur les stratégies à long terme de coopération internationale, est destiné aux organisations gouvernementales et non gouvernementales des pays développés et des pays en développement (deuxième trimestre 1983).

### 3.6 Etude sur l'industrie des machines agricoles

*Produit* : publication destinée à la vente : deuxième étude sur l'industrie des machines agricoles, exposant plus spécialement la typologie des pays en développement, en particulier dans la région africaine, en tant que fournisseurs ou producteurs de machines agricoles, destinée aux organisations gouvernementales et non gouvernementales des pays développés et des pays en développement (deuxième trimestre 1982).

### 3.7 Etude sur l'industrie pharmaceutique

*Produit* : la deuxième publication technique sur l'industrie pharmaceutique, contenant des analyses régionales et mondiales des principales tendances et projections pour le moyen terme et le long terme jusqu'à l'an 2000, destinée aux autorités gouvernementales et aux organisations non gouvernementales des pays développés et des pays en développement (troisième trimestre 1983).

### 3.8 Etude sur l'industrie alimentaire

#### *Produits* :

i) Publication technique analysant les possibilités de certains pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie en matière de transformation de produits alimentaires et les domaines sur lesquels peut porter la coopération internationale (troisième trimestre 1982);

ii) Publication technique étudiant les possibilités de création de sociétés multinationales du tiers monde dans le secteur alimentaire comme moyen de prendre pied sur les marchés internationaux (premier trimestre 1983);

iii) Publication technique consacrée à certains pays en développement et ayant pour objet de définir des politiques et stratégies concernant les mécanismes institutionnels nécessaires aux niveaux national, régional et international pour établir un secteur agro-alimentaire intégré (quatrième trimestre 1983).

### 3.9 Etude sur l'industrie des biens d'équipement

*Produit* : publication destinée à la vente, comme suite aux recommandations de la première Consultation : deuxième étude sur l'industrie des biens d'équipement, contenant des analyses de sous-secteurs de l'industrie en question, et énonçant des priorités et des stratégies de remplacement pour l'établissement et le développement de l'industrie des biens d'équipement; cette étude est destinée aux participants à la deuxième Consultation sur l'industrie des biens d'équipement et à des organisations gouvernementales et non gouvernementales des pays en développement (quatrième trimestre 1983).

### 3.10 Recherche intersectorielle

#### *Produits* :

i) Trois publications techniques destinées aux participants aux consultations dont des profils statistiques concernant respectivement l'industrie des machines agricoles, la sidérurgie et l'industrie des huiles et graisses végétales (deuxième à quatrième trimestre 1982);

ii) Trois publications techniques sur les forces socio-économiques les plus dynamiques dans ces secteurs, avec prévisions à moyen terme et perspectives à long terme (deuxième à quatrième trimestre 1983);

iii) Publication destinée à la vente réunissant des études sur les relations entre l'industrie des biens d'équipement et les autres industries (deuxième trimestre 1982);

iv) Publication destinée à la vente sur le développement intégré de l'agriculture et de l'industrie (troisième trimestre 1982);

v) Publication destinée à la vente sur la complexité technologique et les autres facteurs qui font obstacle à l'établissement d'une industrie des biens d'équipement, d'une industrie sidérurgique et d'une industrie alimentaire (quatrième trimestre 1983).

#### *Sous-programme 4. Mise au point et transfert des techniques*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 178 900 dollars (12,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extrabudgétaires : 362 000 dollars (33,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.105 à 17.114, et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.106 à 17.114.

c) Eléments de programme :

4.1 Mise au point de politiques et de programmes technologiques

#### *Produits* :

i) Six publications techniques sur des études par pays visant la mise au point de politiques technologiques (trois en 1982 et trois en 1983);

ii) Quatre publications techniques évaluant les implications de certaines nouvelles découvertes techniques pour la mise au point de politiques et programmes technologiques dans des pays en développement (deux en 1982 et deux en 1983);

iii) Trois publications destinées à la vente : en 1982, une sur l'expérience des pays en développement en matière de politiques technologiques et une sur les mesures de politique relatives au fonctionnement des blocs de techniques; en 1983, une publication sur l'expérience des pays en développement en matière d'exportation de techniques.

4.2 Identification et évaluation de technologies de rechange

#### *Produits* :

i) Six mémorandums techniques sur les technologies de rechange destinés aux services gouvernementaux s'occupant de la petite industrie, à certains instituts de technologie et à des petites entreprises des pays en développement (trois en 1982 et trois en 1983);

ii) Trois publications destinées à la vente (une en 1982 et une en 1983) sur les technologies issues de pays en développement et un manuel sur le choix de matériel pour les mini-centrales hydroélectriques (1982);

iii) Publication technique donnant la liste des technologies de rechange disponibles pour la production d'éthanol à partir de matières agricoles (1982).

4.3 Recherche, mise au point et adaptation en-matière de techniques

#### *Produits* :

i) Publications destinées à la vente : dossiers sur les activités d'instituts de recherche dans les pays en développement (1982);

ii) Publication technique contenant une liste d'organismes techniques qui offrent leur coopération en matière de recherche-développement;

iii) Quatre publications techniques sur la possibilité de créer ou de renforcer des centres d'excellence dans un certain nombre de secteurs (deux en 1982 et deux en 1983);



iv) Quatre bourses, pour la mise au point de techniques utilisant des ressources disponibles localement.

4.4 Développement de capacités technologiques

*Produits :*

i) Huit publications techniques établies à la suite de missions consultatives dans des pays d'Afrique proposant des mesures pour renforcer l'infrastructure technologique (quatre en 1982 et quatre en 1983);

ii) Quatre schémas de coopération technologique entre petites entreprises (deux en 1982 et deux en 1983);

iii) Publication destinée à la vente : inventaire de la main-d'œuvre et des organismes techniques en Afrique (1982).

4.5 Suivi de l'application des recommandations du Forum international des techniques industrielles appropriées

*Produits :* deux publications techniques sur les activités consécutives entreprises par l'ONUDI (deuxième trimestre 1982 et premier trimestre 1983).

4.6 Application et suivi des recommandations concernant les transferts de techniques figurant dans la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi et dans le Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement

*Sous-programme 5. Services de consultation technologique*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 506 700 dollars (3,0 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extrabudgétaires : 78 900 dollars (7,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.106 à 17.114, et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.106 à 17.114.

c) Eléments de programme :

5.1 Services de consultation technologique à court terme

*Produits :* une vingtaine de missions consultatives entreprises dans 19 pays.

5.2 Mesures visant à aider les pays en développement à acquérir des techniques et à négocier des accords de technologie

*Produits :*

i) Quatre publications techniques sur les clauses et conditions des accords de transfert de techniques destinées aux pays participant au Système d'échange de renseignements techniques (TIES), deux en 1982 et deux en 1983;

ii) Quatre publications techniques contenant des études de cas d'acquisition et de transfert de techniques dans des secteurs industriels particuliers, deux en 1982 et deux en 1983;

iii) Assistance technique pour quatre stages de formation sur la négociation d'accords de transfert de techniques, deux en 1982 et deux en 1983;

iv) Publication destinée à la vente : manuel de formation sur la négociation d'accords de technologie (quatrième trimestre de 1982);

v) *TIES Newsletter*, quatre numéros trimestriels en 1982 et quatre en 1983.

*Sous-programme 6. Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB)*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 810 700 dollars (4,8 p. 100 du total prévu pour le programme);

fonds extra-budgétaires : 319 000 dollars (20,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.117 à 17.123, et les révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.120.

c) Eléments de programme :

6.1 Création d'un système de maillage pour l'INTIB et production et diffusion d'informations technologiques par l'INTIB

*Produits :*

i) Six publications destinées à la vente : profils d'informations technologiques sur les diverses techniques de production d'alcool, sur les fabricants de matériel et d'équipement pour l'énergie solaire et sur les choix technologiques pour le matériel de production et de transport de l'énergie (1982), et trois profils d'informations technologiques sur des secteurs industriels prioritaires (1983);

ii) Bulletins informatisés contenant des données technico-économiques sur certains secteurs industriels;

iii) Réseau d'information reliant les institutions et les particuliers contribuant à l'INTIB, en vue d'élargir et de mettre à jour la base de données sur la technologie industrielle;

iv) Pendant la période 1982-1983, on s'attend que l'INTIB traite plus de 5 000 demandes de renseignements par an;

v) Fourniture de plus de 50 dossiers d'informations technologiques concernant les choix des techniques dans des secteurs prioritaires pour répondre aux demandes des pays en développement.

6.2 Recensement des clients de l'INTIB et création de liens avec ces clients et entre eux

*Produits :*

i) Publication destinée à la vente : inventaire des moyens dont disposent les centres d'excellence dans le domaine de l'information, destiné aux responsables de la sélection technologique des services gouvernementaux et des entreprises s'occupant de développement industriel (troisième trimestre de 1982);

ii) Deux rapports destinés à des organismes contribuant à l'INTIB au sujet des résultats de missions d'enquête sur les besoins des clients de l'INTIB, afin d'aider les réseaux locaux à améliorer les services offerts à leurs clients (deuxième trimestre de 1982 et troisième trimestre de 1983).

*Sous-programme 7. Services généraux d'information industrielle*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 743 200 dollars (4,4 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 329 500 dollars (20,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.115 à 17.123.

c) Eléments de programme :

7.1 Développement et diffusion de données sur les sources d'information industrielle

*Produits :* publications destinées à la vente : a) répertoire mondial annoté des services et systèmes d'information industrielle (quatrième trimestre de 1982; b) guides des sources d'information relatives à divers secteurs industriels (12 numéros au cours de l'exercice 1982-1983); c) 37 rééditions mises à jour de guides déjà publiés (troisième

trimestre de 1983); d) huit numéros d'*Industrial Development Abstracts* (IDAs), un numéro par trimestre pendant la période 1982-1983; et e) guide de l'accès aux fonds de données informatisés en liaison directe (troisième trimestre de 1983).

## 7.2 Publications d'information industrielle et technologique

### Produits :

- i) Bulletin d'information, 12 numéros par an;
- ii) Publications destinées à la vente : a) six numéros de la série "Mise au point et transfert de techniques" (trois en 1982 et trois en 1983); et b) 12 monographies et profils technologiques dans les secteurs spécialisés, tels que les techniques relatives à l'énergie (six en 1982 et six en 1983).

## Sous-programme 8. Formulation et direction du programme et activités connexes

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 3 259 800 dollars (19,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 327 000 dollars (20,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : résolution 1979/70 du Conseil économique et social pour l'élément de programme 8.1. La formulation et la direction du programme n'entrent pas dans la structure du programme du plan à moyen terme.

### c) Eléments de programme :

#### 8.1 Etudes sur les emplois et les méthodes de traitement de l'eau dans l'industrie

##### Produits :

i) Trois publications techniques sur : a) le rejet des déchets et la pollution industrielle des eaux (deuxième trimestre de 1983); b) les techniques d'utilisation des énergies non classiques (troisième trimestre de 1983); et c) la mise au point de techniques bon marché pour la construction de bâtiments résistant aux catastrophes naturelles (quatrième trimestre de 1983);

ii) Quatre publications techniques sur la pollution industrielle de l'eau et les pratiques d'emploi de l'eau dans l'industrie, dans le cadre du Programme du PNUÉ pour les mers régionales (troisième et quatrième trimestre de 1982 et premier et deuxième trimestres de 1983).

#### 8.2 Formulation et gestion du programme

### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

#### Postes permanents

#### Redéploiement des ressources

17.42 Il est proposé de transférer les ressources correspondant aux salaires (378 400 dollars) et aux dépenses communes de personnel (117 000 dollars) pour trois postes d'administrateur (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2) et quatre postes d'agent des services généraux au programme des services administratifs et des services communs sous la rubrique des activités financées conjointement. Ces postes appartenaient à l'élément de programme 5.5 "Services de bibliothèque" dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981. Toutefois, cet élément de programme sera abandonné pendant la période de 1982-1983 du fait que les activités d'appui pour l'ONUDI en matière de bibliothèque sont assurées par le service communs de bibliothèque gérés par l'AIEA au Centre international de Vienne.

17.43 Le personnel de bibliothèque de l'ONUDI a été transféré au service commun dès que celui-ci a commencé de fonctionner, en septembre 1979, avec le personnel de bibliothèque de l'AIEA afin de constituer un programme central intégré d'activités desservant toutes les organisations implantées au Centre. Tous les utilisateurs participent aux frais de la bibliothèque commune; en conséquence, l'ONUDI doit disposer de ressources pour régler sa part des dépenses de personnel, ces ressources correspondant aux crédits demandés dans le cadre du redéploiement proposé plus haut.

17.44 Il est recommandé en outre de transférer un poste d'agent des services généraux (35 000 dollars au titre des salaires et 10 800 dollars pour les dépenses communes de personnel) au programme "Services de conférence et d'information" pour fournir un poste au Groupe des services communs de secrétariat.

#### Consultants

17.45 Le montant prévu (2 704 400 dollars) fait apparaître une diminution de 159 100 dollars, qui ont été transférés à d'autres programmes, plus particulièrement à la direction et à la gestion exécutives. Il est prévu de mettre en œuvre, avec les ressources conservées pour le programme, un programme élargi de travaux concernant l'Afrique, comme suite à la recommandation du Colloque OUA/ONUDI sur les transferts de techniques, tenu à Khartoum en 1980. Le programme de travail est brièvement décrit ci-après :

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.1	Collecte et normalisation des données, établissement des modèles par pays et mise au point du logiciel en vue de la réalisation de modèles formels informatisés pour l'analyse des perspectives économiques globales, au sein de l'ONUDI et en dehors de celle-ci . . . . .	235 000
1.2	Collecte et analyse des données nationales et régionales sur le redéploiement industriel et l'aménagement des structures afin de suivre le processus international de restructuration . . . . .	210 000
1.3	Commande et sélection d'articles pour la revue <i>Industrie et développement</i> . . . . .	12 000
1.4	Analyse des données fournies par les gouvernements et les organisations internationales . . . . .	45 000
1.5	Elaborer des méthodes et des cadres d'analyse et entreprendre des études au niveau national, et réaliser un modèle informatisé . . . . .	85 000
1.6	Enquêtes méthodologiques, collecte des données et réalisation d'études par pays sur la mise en valeur des ressources humaines . . . . .	50 000
1.8	Elaborer des études au niveau global sur des questions de développement à long terme . . . . .	80 000
2.1	Elargir la base de données existante, accroître sa fiabilité et mettre au point des applications pour le logiciel correspondant . . . . .	55 000
2.2	Analyse de données régionales destinées à des études devant être présentées à des conférences ministérielles préparatoires à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Analyse de données intrarégionales pour des programmes de coopération. Une étude régionale pour le système de consultations . . . . .	65 000
2.3	Fournir des contributions à l' <i>Etude du développement industriel</i> (pouvant comprendre des analyses méthodologiques ou techniques) . . . . .	55 000
2.4	Missions de longue durée sur le terrain pour réunir, dans 28 pays, des données destinées à des études concernant l'industrialisation fondée sur les ressources naturelles existantes et à une analyse du potentiel industriel . . . . .	210 000

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars	Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
2.5	Collecte et analyse de données aux niveaux national, régional et sous-régional en Afrique . .	45 000	3.10	Etudier les relations structurelles entre les secteurs industriels, expérimenter les méthodes d'analyse utilisées dans ce domaine et faire des études comparatives dans certains pays en développement; analyser les liens entre l'industrie et l'agriculture dans les pays les moins avancés, en particulier les pays d'Afrique; étudier des problèmes techniques complexes qui se posent dans certains secteurs et mettre au point des méthodes de prévision, notamment technologique; commencer à créer des bases de données pour certains secteurs, pour de grands projets d'investissement et pour l'étude de problèmes techniques complexes dans certains des secteurs et sous-secteurs . . . . .	145 000
3.1	Analyser les tendances technico-économiques apparaissant dans le secteur des engrais, ainsi que leurs incidences sur l'expansion de ce secteur dans les pays en développement . . . .	50 000	4.1	Elaboration d'études sur le progrès des techniques d'études par pays sur l'établissement de plans technologiques, et de rapports sur le fractionnement des blocs de techniques . . . .	210 000
3.2	Etablir des matrices pour le scénario de référence relatif à la sidérurgie; améliorer les prévisions technologiques, analyser les obstacles dus à la complexité des techniques et étudier d'autres facteurs touchant l'expansion de ce secteur dans les pays en développement . . . .	50 000	4.2	Etablir des mémorandums techniques sur les techniques de rechange . . . . .	30 000
3.3	Analyser les tendances technico-économiques et les principaux facteurs intéressants du cuir et des articles en cuir, ainsi que leurs implications pour les politiques et le potentiel productif des pays en développement; aider à établir la deuxième étude mondiale consacrée à ce secteur . . . . .	35 000	4.3	Examiner la possibilité de renforcer les centres d'études avancées; élaborer des programmes de coopération pour la recherche technologique et pour la mise au point et l'adaptation de techniques . . . . .	60 000
3.4	Réunir et analyser, dans certains pays en développement, des données portant sur l'industrie des huiles et graisses végétales; étudier la possibilité d'étendre la chaîne des opérations de transformation dans les pays en développement; déterminer les possibilités de coopération technique entre pays en développement; aider à établir la deuxième étude mondiale consacrée à ce secteur . . . . .	45 000	4.4	Contribuer à la mise en œuvre d'un programme de travail élargi intéressant l'Afrique; étudier et recommander des mesures visant à renforcer l'infrastructure technologique en Afrique . . .	135 000
3.5	Analyser les tendances technico-économiques dans le secteur de l'industrie pétrochimique et leur répercussion sur l'expansion de ce secteur dans les pays en développement; proposer des formes nouvelles de coopération dans la production pétrochimique des pays en développement . . . . .	60 000	4.5	Elaboration de projets à exécuter par des organismes de recherche-développement . . . .	45 000
3.6	Etudier les tendances dans le secteur des machines agricoles et recueillir des informations sur l'équipement à bon marché mis au point dans les pays en développement; évaluer l'utilisation des sources renouvelables d'énergie pour les machines agricoles; établir des études de cas dans certains pays en développement en vue de recommander des stratégies sectorielles pour ces pays . . . . .	50 000	4.6	Etablir des études de cas concernant le transfert de techniques aux pays en développement . . .	65 000
3.7	Examiner les installations de fabrication de produits pharmaceutiques dans certains pays en développement et l'existence dans ces pays de matières premières utilisables; analyser les conditions actuelles des transferts de techniques dans ce secteur; aider à établir la deuxième étude mondiale sur ce secteur . . . . .	50 000	5.2	Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme informatique pour le TIES . .	75 000
3.8	Recueillir et analyser dans certains pays en développement des données sur les politiques et les possibilités de production dans le secteur de l'industrie alimentaire; examiner la question de l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour assurer l'utilisation des techniques appropriées; explorer les possibilités de créer des entreprises multinationales du tiers monde dans ce domaine . . . . .	50 000	6.1	Fournir des connaissances techniques spécialisées sur la collecte et le stockage de données technologiques et constituer des blocs d'information technologique . . . . .	75 000
3.9	Examiner la production mondiale de biens d'équipement, les tendances technico-économiques dans ce domaine et les possibilités de fabrication dans les pays en développement, notamment en ce qui concerne les équipements pour la transformation et la transmission de l'énergie, les machines-outils et les équipements pour l'industrie textile, l'industrie des articles en cuir et l'industrie alimentaire; étudier la nécessité d'une coopération aux niveaux international, régional et sous-régional pour développer ce secteur dans les pays du tiers monde	125 000	6.1	Etablir des liens entre l'INTIB et d'autres réseaux; élaborer un programme d'action pour les usagers de l'INTIB . . . . .	40 000
			7.1	Rédiger et mettre à jour des <i>Guides des sources d'information</i> , établir un <i>Guide pour l'accès direct aux bases de données informatisées</i> et fournir une assistance pour la collecte de données destinées au <i>Répertoire</i> . . . . .	75 000
			8.2	Elaborer des études supplémentaires conformément aux décisions et demandes émanant d'organes directeurs et évaluer le cadre institutionnel dans lequel sont utilisés les travaux de l'ONUDI en matière d'analyse quantitative et de modélisation . . . . .	87 400
					Total 2 704 400
<b>Heures supplémentaires</b>					
17.46 Le montant prévu à ce titre (17 300 dollars), calculé d'après l'expérience acquise lors des périodes de pointe liées au système de consultations, n'accuse aucune augmentation des ressources.					
<b>Groupe spéciaux d'experts</b>					
17.47 Le montant prévu à cette rubrique (219 400 dollars) permet le transfert de 76 900 dollars à d'autres programmes. Les activités envisagées pendant l'exercice biennal portent sur les principaux domaines prioritaires définis par les organes directeurs de l'ONUDI :					

technologie industrielle liée à l'énergie, Décennie du développement industriel de l'Afrique, aspects sociaux de l'industrialisation, appui au système de consultations, mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. On trouvera ci-après une description du programme de travail, qui comprend des mesures donnant suite au Colloque de Khartoum et au Plan d'action de Lagos.

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.1	Deux réunions ayant pour objet l'examen des méthodes de projections nationales en Afrique et en Amérique latine en vue d'établir des liens avec les modèles de l'ONUDI (Afrique et Amérique latine; cinq jours et six participants pour chaque réunion) . . . . .	18 000
1.2	Deux réunions visant à examiner et faire le point des recherches en cours au niveau international sur le redéploiement industriel et l'aménagement des structures, ainsi qu'à aider le secrétariat à déterminer les questions les plus importantes dans ce domaine (Amérique latine et Afrique; quatre jours et 15 participants pour chaque réunion) . . . . .	18 000
1.5	Deux réunions ayant pour objet d'aider le secrétariat à définir des méthodes pour l'analyse des besoins énergétiques des pays en développement (1982), et d'évaluer l'incidence des principales conclusions et recommandations concernant l'énergie (1983) [Vienne; cinq jours et cinq participants pour chaque réunion] . . . . .	10 000
1.6	Deux réunions ayant pour objet d'aider le secrétariat à déterminer de nouveaux moyens de mettre en valeur les ressources humaines, grâce à une évaluation de la situation mondiale sur ce point, et à un inventaire des recherches en cours et des conclusions des consultants en la matière (Vienne; trois jours et huit participants pour chaque réunion) . . . . .	10 000
1.7	Une réunion sur les aspects sociaux de l'industrialisation (Vienne, six participants) . . . . .	7 000
1.8	Deux réunions ayant pour objet d'aider le secrétariat à identifier les questions sur les rapports entre l'industrie et le secteur des services (1982), et à définir les stratégies globales d'industrialisation (1983) [Vienne; trois jours et cinq participants pour chaque réunion] . . . . .	10 000
2.4	Une réunion visant à aider le secrétariat à établir des programmes pratiques axés notamment sur la coopération aux niveaux régional et sous-régional (Asie, 1983; cinq jours, 15 participants) . . . . .	30 000
3.1	Trois réunions faisant suite à une consultation et portant sur l'équilibre offre/demande dans l'industrie des engrais (Vienne; cinq jours et sept experts pour chaque réunion) . . . . .	15 000
3.5	Trois réunions faisant suite à une consultation et portant sur l'équilibre offre/demande dans l'industrie pétrochimique (Vienne; cinq jours et sept experts pour chaque réunion) . . . . .	15 000
3.7	Deux réunions faisant suite à une consultation et portant sur l'équilibre offre/demande dans l'industrie pharmaceutique (Vienne; cinq jours et sept experts pour chaque réunion) . . . . .	10 000
3.8	Deux réunions ayant pour objet d'aider le secrétariat à analyser l'exploitation du potentiel de production pour la création d'installations dans l'industrie alimentaire (1982), et d'examiner le rôle des sociétés multinationales du tiers monde comme partenaires dans des projets de développement intégré (1983) (Vienne; dix experts et trois jours pour chaque réunion) . . . . .	10 000

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.9	Une réunion ayant pour objet d'examiner le programme de travail fondé sur les recommandations de la première consultation (Vienne, 1982; 10 participants, cinq jours) . . . . .	7 000
3.12	Une réunion visant à évaluer la portée et les priorités en matière de recherche au titre de cet élément de programme et à formuler des recommandations à ce sujet (Vienne, 1983; cinq à dix experts, cinq jours) . . . . .	7 000
4.1	Cinquième et sixième réunions du Groupe consultatif sur la technologie appropriée (Vienne, 1982 et 1983; cinq jours, quinze participants) . . . . .	30 000
4.4	Aider le secrétariat à formuler et promouvoir un programme d'action fondé sur le Colloque de Khartoum et sur le Plan d'action de Lagos (Vienne, 1982; dix participants, cinq jours) . . . . .	12 400
5.2	Une réunion ayant pour objet d'examiner et d'approuver un plan d'action concernant la mise en œuvre d'un programme informatique commun pour le Système d'échanges de renseignements techniques (TIES) . . . . .	10 000
Total		219 400

#### Frais de voyage du personnel

17.48 Le montant estimatif de 353 600 dollars prévu à cette rubrique fait apparaître le transfert de 46 300 dollars à d'autres programmes. D'une façon générale, les déplacements officiels au titre de ce programme ont principalement trait à des activités de recherche sur le terrain et à la participation à des réunions, par exemple de groupes d'experts, dont certaines sont tenues en dehors du siège, afin de faciliter la tâche des participants lorsqu'il s'agit de questions d'intérêt régional et d'économiser les ressources du secrétariat. Les voyages officiels répondent en outre à la nécessité d'établir des contacts avec des spécialistes locaux ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et des fonctionnaires gouvernementaux qui prêtent leur concours au programme de travail de l'ONUDI.

#### Services spécialisés

17.49 Le montant prévu de 31 000 dollars est destiné à l'établissement d'index et de résumés analytiques pour les documents de l'ONUDI, à l'intégration de ces résumés dans la base de données des résumés sur le développement industriel (INDIS), et à l'acquisition du matériel spécialisé — lecteurs de microfiches, par exemple — nécessaire pour ces activités.

#### Activités financées conjointement

17.50 Les ressources pour le financement des dépenses de personnel et autres de bibliothèque inscrites à la rubrique des activités financées en commun ont été transférées à la rubrique des services administratifs et des services communs. Cela doit permettre de consolider en un seul programme les ressources correspondant à la totalité (hormis une seule) des activités financées en commun et d'en améliorer la gestion.

17.51 Participant aux services communs de bibliothèque, l'ONUDI bénéficie de toutes les possibilités offertes par ces services, qui sont gérés par l'AIEA en consultations avec l'ONUDI pour les questions touchant le personnel ou l'achat de matériel important. C'est à présent la décision de

l'administration de l'ONUDI, et non plus la décision de études industrielles, qui est chargée de toutes les questions financières et administratives intéressant l'ONUDI en matière de bibliothèque. En conséquence, l'élément de programme 5.5 ("Services de bibliothèque") du présent programme dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1982 a été supprimé pour l'exercice 1982-1983. De ce fait, il est proposé de transférer le montant de 420 400 dollars au programme des services administratifs et des services communs pour couvrir les besoins de l'ONUDI correspondant à cette activité.

17.52 Pour l'exercice biennal 1980-1981 et antérieurement, un montant destiné à couvrir l'achat de livres et d'autres dépenses liées à des services de bibliothèque était prévu, au chapitre 17 (chapitre 12 avant 1980), pour le secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. Ce montant (29 200 dollars) a été transféré du présent programme au chapitre 29F auquel sont inscrites les ressources destinées à couvrir les besoins en matière de services de bibliothèque des organismes des Nations Unies, autres que l'ONUDI, ayant leur siège à Vienne.

### 3. — OPERATIONS INDUSTRIELLES

TABLEAU 17.15. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	Crédits demandés pour 1982-1983
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	10 737,3	317,3	61,0	824,6	1 202,9	11 940,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	272,1	2,8	(274,9) <sup>a/</sup>	-	(272,1)	-
Consultants	572,2	6,0	-	56,1	62,1	634,3
Heures supplémentaires	4,0	-	6,0	1,0	7,0	11,0
Groupes spéciaux d'experts	113,9	1,1	-	11,1	12,2	126,1
<b>Dépenses communes de personnel :</b>						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	3 326,7	97,9	19,0	256,0	372,9	3 699,6
Frais de voyage du personnel	483,9	5,0	-	47,4	52,4	536,3
<b>Total</b>	<b>15 511,3</b>	<b>430,1</b>	<b>(188,9)</b>	<b>1 196,2</b>	<b>1 437,4</b>	<b>16 948,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

Accroissement des ressources						
(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)	
15 941,4	(188,9)	-	-	(188,9)	(1,1) %	

a/ Crédit transféré aux services administratifs et services communs.

TABLEAU 17.15 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires	1980-1981	1982-1983
	Montant estimatif	Montant estimatif
	<u>des dépenses</u>	<u>des dépenses</u>
a) Services d'appui à :		
i) d'autres organisations des Nations Unies	-	-
ii) des programmes extrabudgétaires		
Postes permanents	8 070,0	9 505,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	41,0	114,4
Heures supplémentaires	21,0	39,5
Dépenses communes de personnel	2 502,0	2 943,8
Frais de voyage	410,0	479,6
Total a)	<u>11 044,0</u>	<u>13 083,2</u>
b) Activités fonctionnelles :		
Programme de coopération ONUDI/BIIRD	1 100,0	1 560,0
Total b)	<u>1 100,0</u>	<u>1 560,0</u>
c) Projets opérationnels		
FNUD	120 000,0	148 000,0
Services industriels spéciaux	5 800,0	10 000,0
FNUDI	17 000,0	19 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	7 200,0	10 000,0
Total c)	<u>150 000,0</u>	<u>187 000,0</u>
Total a), b) et c)	<u>162 144,0</u>	<u>201 643,2</u>
		<u>218 591,9</u>
		<u>23 479,7</u>
B. COUTS INDIRECTS REPARTIS		
	Total, coûts directs et coûts indirects répartis	<u>242 071,6</u>

TABLEAU 17.16. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : opérations industrielles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</b>						
Directeur (D-2)	1	1	1	1	2	2
Administrateur général (D-1)	10	10	3	3	13	13
Administrateur hors classe (P-5)	27	27	14	15	41	42
Administrateur de 1re classe (P-4)	31	31	18	19	49	50
Administrateur de 2e classe (P-3)	15	15	16	16	31	31
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	11	12	5	3	16	15
<b>Total</b>	<b>95</b>	<b>96</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>152</b>	<b>153</b>
<b>Agents des services généraux :</b>						
1re classe	8	8	4	4	12	12
Autres classes	37	37	139	139	176	176
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>188</b>	<b>188</b>
<b>Total général</b>	<b>140</b>	<b>141</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>340</b>	<b>341</b>

## 3. – OPERATIONS INDUSTRIELLES

17.53 Ce programme est exécuté par la Division des opérations industrielles, dont la structure et les fonctions sont décrites en détail dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1). Une fois qu'un projet de coopération technique a été approuvé, toutes les activités d'appui techniques relèvent de cette division.

17.54 Pour l'exercice biennal 1982-1983, le programme proposé comprend neuf éléments nouveaux concernant les domaines prioritaires définis à la troisième Conférence générale de l'ONUDI dans la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi. Ces éléments de programme concernent notamment la technologie industrielle liée à l'énergie, la production industrielle, la mise en valeur des ressources humaines et les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.

17.55 Les efforts porteront non seulement sur la diversification des sources d'énergie pour la production indus-

trielle mais aussi sur la conservation d'énergie, en particulier grâce à l'étude et à la réalisation d'équipements à faible consommation de combustibles ainsi qu'à d'autres méthodes efficaces.

17.56 On compte que l'assistance technique relative aux projets opérationnels sera axée sur le perfectionnement des techniques, comme en témoignent les types de procédés transférés aux pays en développement et le genre de compétences requises des experts affectés aux projets. On intensifiera les activités en ce qui concerne les services consultatifs fournis aux entreprises pour encourager la mise au point d'instruments de gestion et améliorer le processus de décision, ce qui permettra d'atténuer certaines des difficultés que rencontre la production industrielle.

17.57 Les activités entreprises au titre de la formation devraient progresser grâce au renforcement ou à la création de centres d'excellence, à l'octroi d'un nombre accru de bourses de perfectionnement et à l'organisation de nouveaux stages de formation de groupe en entreprise pour favoriser la mise en valeur des ressources humaines.

17.58 Pendant l'exercice biennal, les activités de préinvestissement permettront de fournir une gamme complète de services consultatifs et de services de promotion aux entreprises rentables dans les pays en développement afin d'attirer les capitaux étrangers dans ces pays et d'accroître la participation locale dans les entreprises industrielles.

17.59 Conformément aux exigences de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (1980-1990), on intensifiera les activités entreprises au titre de l'ensemble du programme en faveur de la région africaine afin d'accélérer le rythme de son industrialisation.

17.60 Les sous-programmes, leurs éléments et les produits correspondants sont décrits ci-après :

*Sous-programme 1. Opérations de planification et de programmation*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 1 220 300 dollars (7,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 181 200 dollars (1,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.134 à 17.146, et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.139. 17.139.

c) Eléments de programme :

1.1 Formulation de stratégies, de plans et de politiques pour l'industrialisation des pays en développement

*Produits* : outre les 24 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 16 pays, on compte entreprendre 10 projets nouveaux. Sur ce total de 34 projets, 12 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

1.2 Enquêtes et mesures visant à promouvoir l'intégration et la coopération industrielles régionales

*Produits* : outre les deux projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans deux pays, on compte entreprendre six projets nouveaux. Sur ce total de huit projets, deux devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

1.3 Planification du secteur industriel

*Produits* : outre les quatre projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans quatre pays, on compte entreprendre deux projets nouveaux. Sur ce total de six projets, deux devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

*Sous-programme 2. Création d'institutions et activités de formation*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 4 728 700 dollars (27,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 2 631 600 dollars (18,0 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.147 à 17.157.

c) Eléments de programme :

2.1 Organismes de recherche et d'information industrielles

*Produits* : outre les 40 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal, on compte entreprendre 20 projets nouveaux. Sur ce total de

60 projets, 20 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

2.2 Instituts de normalisation, de métrologie et de contrôle de la qualité

*Produits* : outre les 40 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal, on compte entreprendre 20 projets nouveaux. Sur ce total de 60 projets, 20 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

2.3 Petites entreprises et services auxiliaires

*Produits* : outre les 60 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal, on compte entreprendre 30 projets nouveaux. Sur ce total de 90 projets, 30 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

2.4 Organismes de promotion du développement industriel

*Produits* : outre les 30 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal, on compte entreprendre 15 projets nouveaux. Sur ce total de 45 projets, 15 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

2.5 Développement de l'industrie dans les zones rurales

*Produits* : on compte entreprendre 10 projets pendant l'exercice biennal.

2.6 Amélioration de l'infrastructure institutionnelle en vue de favoriser le développement industriel

*Produits* : on compte entreprendre 10 projets pendant l'exercice biennal.

2.7 Création d'usines et amélioration de la gestion industrielle

*Produits* : outre les 4 projets multinationaux et les 60 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 40 pays, on entreprendra 20 projets nouveaux. Sur ce total de 84 projets, 15 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

2.8 Infrastructure de la formation industrielle

*Produits* : on compte que 75 projets de coopération technique en matière de formation seront mise en œuvre pendant l'exercice biennal dans certains centres d'excellence. En outre, 10 de ces centres devraient recevoir une assistance technique et on prévoit d'élaborer des plans pour créer trois nouvelles institutions.

2.9 Bourses de formation industrielle

*Produits* : on compte que 2 000 bourses de perfectionnement et voyages d'études seront offerts à des ressortissants de pays en développement pour leur permettre d'améliorer leurs compétences techniques et administratives; on publiera également les onzième et douzième livraisons de l'*Aperçu des moyens de formation pour le développement industriel* (troisième trimestre de 1982 et troisième trimestre de 1983).

2.10 Stages de formation en groupe

*Produits* : dans le cadre de projets de coopération technique, on compte organiser pendant l'exercice biennal 130 stages de formation de groupe en entreprise.

*Sous-programme 3. Opérations relatives à la mise au point et au transfert de techniques*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 5 932 000 dollars (35,0 p. 100 du total prévu pour le



programme); fonds extra-budgétaires : 2 953 000 dollars (20,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.158 à 17.168, et révisions proposées à ce plan (A/35/6/Add.2), par. 17.159 A, 17.165A, 17.166, 17.173 et 17.174.

c) Eléments de programme :

3.1 Développement de l'industrie du bois et des ouvrages en bois

*Produits* : outre les 48 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 28 pays, on compte entreprendre 40 projets nouveaux. Sur ce total de 88 projets, 32 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.2 Renforcement des institutions dans l'industrie textile et l'industrie des articles d'habillement

*Produits* : outre les 42 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 24 pays, on compte entreprendre 46 projets nouveaux. Sur ce total de 88 projets, 42 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.3 Promotion d'agro-industries intégrées et mise en place de services techniques pour l'industrie alimentaire

*Produits* : outre les 57 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 37 pays, on compte entreprendre 40 projets nouveaux. Sur ce total de 97 projets, 32 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.4 Création d'usines pilotes, d'instituts et de centres techniques dans les industries des articles en cuir et en caoutchouc

*Produits* : outre les 60 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 30 pays, on compte entreprendre 40 projets nouveaux. Sur ce total de 100 projets, 32 seront achevés pendant l'exercice biennal.

3.5 Création d'instituts nationaux de formation et de recherche appliquée, ainsi que de services techniques, en matière de technologie du conditionnement

*Produits* : outre les 15 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays, on compte entreprendre 10 projets nouveaux. Sur ce total de 25 projets, 8 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.6 Nouvelles utilisations des matières premières, des sous-produits et des déchets agricoles

*Produits* : outre les 10 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays, on compte entreprendre 4 projets nouveaux. Sur ce total de 14 projets, 3 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.7 Transformation industrielle des minerais et des concentrés de métaux non ferreux

*Produits* : outre les 12 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays, on compte entreprendre 6 projets nouveaux. Sur ce total de 18 projets, 5 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.8 Choix du procédé dans l'industrie métallurgique, adoption de systèmes d'entretien et normalisation des produits sidérurgiques

*Produits* : outre les 18 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 16 pays, on compte entreprendre 12 projets nouveaux. Sur ce total de 30 projets, 10 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.9 Choix de techniques de fonderie et d'autres procédés de transformation des métaux adaptés aux conditions locales

*Produits* : outre les 15 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays, on compte entreprendre 8 projets nouveaux. Sur ce total de 23 projets, 6 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.10 Création et renforcement de centres de technologie métallurgique

*Produits* : outre les quatre projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans quatre pays, on compte entreprendre trois projets nouveaux. Sur ce total de sept projets, deux devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.11 Transfert et adaptation, par des instituts de recherche-développement pour l'industrie, de techniques métallurgiques destinées aux pays en développement

*Produits* : outre les quatre projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans quatre pays, on compte entreprendre quatre projets nouveaux pendant l'exercice biennal.

3.12 Evaluation des propriétés des minéraux métallurgiques et transformation de ces minéraux

*Produits* : outre les quatre projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans quatre pays, on compte entreprendre quatre projets nouveaux. Sur ce total de huit projets, un devrait être achevé pendant l'exercice biennal.

3.13 Conception et fabrication de machines, d'équipements et d'installations pour le secteur manufacturier, non spécifiés au titre d'autres éléments de programme

*Produits* : outre les 33 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 12 pays, on compte entreprendre 20 projets nouveaux. Sur ce total de 53 projets, 16 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.14 Conception et fabrication de machines, de matériel et d'installations électriques et électroniques pour l'industrie

*Produits* : outre les 33 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays, on compte entreprendre 25 projets nouveaux. Sur ce total de 58 projets, 13 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.15 Mise au point et fabrication de matériel de transport par terre et par voie d'eau

*Produits* : outre les 17 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 12 pays, on compte entreprendre 12 projets nouveaux. Sur ce total de 29 projets, 10 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

3.16 Mise au point et fabrication de matériel de mesure et de contrôle

**Produits** : outre les 10 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 8 pays, on compte entreprendre 7 projets nouveaux. Sur ce total de 17 projets, 4 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.17 Conception et fabrication d'ouvrages en métaux

**Produits** : outre les 24 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 12 pays, on compte entreprendre 20 projets nouveaux. Sur ce total de 44 projets, 14 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.18 Application des techniques informatiques et autres techniques de pointe dans les industries mécaniques

**Produits** : outre les 12 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 7 pays, on compte entreprendre 8 projets nouveaux. Sur ce total de 20 projets, 5 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.19 Mise au point de stratégies, adoption de systèmes, amélioration de la gestion et production de matériel dans le domaine des techniques énergétiques

**Produits** : outre les 20 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays, on compte entreprendre 30 projets nouveaux. Sur ce total de 50 projets, 15 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.20 Exploitation des ressources locales pour la production de matériaux de construction et l'industrie du bâtiment et des travaux publics

**Produits** : outre les 4 projets régionaux et les 50 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 40 pays, on entreprendra 50 projets nouveaux. Sur ce total de 104 projets, 25 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.21 Mise au point de techniques de transformation des produits chimiques de base et étude des applications des produits pétrochimiques

**Produits** : outre le projet régional et les 30 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays, on entreprendra 25 projets nouveaux. Sur ce total de 56 projets, 15 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.22 Mise au point et transfert de techniques pour l'élaboration et la production locales d'engrais et de pesticides

**Produits** : outre les 3 projets multinationaux et les 36 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 24 pays, on entreprendra 36 projets nouveaux. Sur ce total de 75 projets, 12 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.23 Elaboration, conditionnement, contrôle de la qualité et production des produits pharmaceutiques

**Produits** : outre les 3 projets régionaux et les 30 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 24 pays, on entreprendra 40 projets nouveaux. Sur ce total de 73 projets, 22 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.24 Utilisation de bois de feuillus et de déchets agricoles pour la production de pâte à papier et de papier

**Produits** : outre le projet régional et les 15 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays, on entreprendra 20 projets nouveaux. Sur ce total de 36 projets, 10 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.25 Production de biocombustibles et de combustibles synthétiques

**Produits** : outre les 2 projets multinationaux et les 25 projets nationaux de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 20 pays, on entreprendra 30 projets nouveaux. Sur ce total de 57 projets, 10 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

### 3.26 Techniques de protection de l'environnement dans l'industrie, recyclage, modification des procédés et traitement des eaux usées

**Produits** : outre les 20 projets de coopération technique qui seront en cours au début de l'exercice biennal dans 20 pays, on compte entreprendre 20 projets nouveaux. Sur ce total de 40 projets, 18 devraient être achevés pendant l'exercice biennal.

## Sous-programme 4. Activités de préinvestissement

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 440 690 dollars (14,4 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 3 165 700 dollars (21,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. III, par. 17.169 à 17.176.

c) Eléments de programme :

4.1 Etablissement et évaluation d'études de faisabilité en vue de l'investissement industriel

**Produits** : 15 des 45 projets de coopération technique qui étaient en cours dans 35 pays au début de l'exercice biennal devraient être terminés au cours de celui-ci et l'on compte en entreprendre 20 nouveaux.

4.2 Mise sur pied d'un service chargé de l'établissement de projets industriels

**Produits** : le service commencera à fonctionner et pourra entreprendre 10 projets par an.

4.3 Identification et formulation de propositions en vue de coentreprises industrielles internationales dans les pays en développement

**Produits** : formulation de 400 propositions de projets selon un modèle standard permettant de les présenter aux partenaires dans les coentreprises.

4.4 Mise au point et utilisation de matériel destiné à la promotion de coentreprises industrielles internationales dans les pays en développement

**Produits** : publications techniques : a) quatre listes de projets (deux en 1982 et deux en 1983) destinées aux responsables et promoteurs des projets ainsi qu'aux entrepreneurs et comprenant 200 à 300 propositions actuelles de coentreprises, regroupées par secteur et par pays, et descriptions de coentreprises réussies (deuxième trimestre de 1983); b) un annuaire des entreprises intéressées par les coentreprises industrielles dans les pays en développement — publication régulière; c) "Profils d'investissement industriel pour les pays en développement" — collection; d) série intitulée "Conseils de fabrication pour les petites et moyennes unités de production des pays en développement" (premier trimestre de 1982).

4.5 Promotion de coentreprises industrielles internationales dans les pays en développement

*Produits* : 150 propositions de projets industriels seront présentées pour faire l'objet de négociations ou d'accords de coentreprises

4.6 Programme de coopération Banque mondiale/ ONUDI

*Produits* : 20 rapports de missions pendant l'exercice biennal sur l'identification et l'évaluation de projets devant être financés par le groupe de la Banque mondiale.

4.7 Mobilisation de ressources financières pour des projets d'investissement industriel dans les pays en développement

*Produits* :

i) Publication destinée à la vente : version mise à jour du *Répertoire des ressources financières pour des projets industriels dans les pays en développement*, qui sera distribué aux investisseurs, aux promoteurs de projets et aux agences de lancement des pays industriels et des pays en développement;

ii) Programmes de formation pour le personnel des banques du développement industriel, à l'intention des ressortissants de pays en développement;

iii) Nomination de cinq promoteurs du développement industriel dans des institutions multilatérales de financement du développement.

4.8 Services de promotion des investissements mis en place par l'ONUDI dans les pays ayant un excédent de capital

*Produits* : quatre nouveaux services devraient s'ajouter aux neuf services de promotion des investissements qui fonctionneront au début de l'exercice biennal.

*Sous-programme 5. Formulation et gestion du programme et autres services d'appui*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 627 100 dollars (15,5 p.100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 5 711 700 dollars (39,0 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme comprend des éléments de programme ayant le caractère d'activités de soutien et se situant en dehors du programme décrit dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

- 5.1 Recrutement du personnel affecté aux projets
- 5.2 Achat de matériel et de fournitures et passation des marchés
- 5.3 Formulation et gestion du programme

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents*

*Redéploiement des ressources en personnel (administrateurs)*

17.61 Tous les mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983 seront affectés aux éléments de programme qui étaient en cours d'exécution en 1980-1981 et qui se poursuivront en 1982-1983 et aux nouveaux éléments de programme dont l'exécution doit débuter pendant

l'exercice 1982-1983. Cependant, les ressources affectées au présent programme seront accrues, car un poste de classe P-2 sera transféré de la direction et de la gestion exécutive pour apporter un appui administratif à l'élément de programme 4.8, eu égard à l'augmentation du nombre de services de promotion des investissements prévue pour l'exercice biennal.

*Consultants*

17.62 Le montant estimé des ressources nécessaires à ce titre (578 200 dollars) n'est pas en augmentation; on notera qu'un montant de 128 200 dollars est transféré à l'intérieur du programme en raison des activités nouvelles prévues pour 1982-1983. Le programme est décrit en détail ci-après :

<i>Numéro de l'élément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.1	Préparer un projet de <i>Manuel de la planification industrielle</i> . . . . .	10 000
2.1	Contribuer à la conception de projets et à l'élaboration de descriptifs . . . . .	3 000
2.2	Contribuer à la conception de projets et à l'élaboration de descriptifs . . . . .	5 000
2.3	Contribuer à la conception de projets et à l'élaboration de descriptifs . . . . .	10 000
2.7	Collaborer à la publication d'un <i>Guide des méthodes de consultations industrielles diagnostiques</i> . . . . .	10 000
2.9	Préparer les numéros 11 et 12 de l' <i>Aperçu des moyens de formation pour le développement industriel</i> . . . . .	15 000
3.4	Donner des conseils sur les aspects les plus techniques des projets . . . . .	5 000
3.7	Préparer trois documents de travail pour les journées d'étude sur la transformation de l'aluminium . . . . .	15 000
3.8	Aider à établir un rapport sur les techniques appropriées et leur transfert aux pays en développement . . . . .	5 000
3.9	Aider à préparer un document sur les techniques de fonderie pour la production d'acier moulé et de fonte . . . . .	15 000
3.10	Etablir un rapport sur la mise en place et la gestion de centres de techniques métallurgiques dans les pays en développement . . . . .	10 000
3.10	Fournir divers services aux centres de stage servant à la recherche métallurgique . . . . .	5 000
3.12	Préparer une monographie par région sur l'importance du traitement et de l'utilisation des minéraux métallurgiques pour la croissance industrielle des pays en développement . . . . .	10 200
3.15	Fournir une assistance pour le stage sur les transports par voie maritime qui se tiendra dans la région Amérique latine en 1982 et dans la région Asie et Pacifique en 1983 . . . . .	5 000
3.19	Contribuer à la conception et à l'élaboration de programmes de coopération technique en matière d'énergie . . . . .	40 000
3.20	Participer à l'établissement d'une documentation spécialisée sur des techniques données, notamment celles qui utilisent des matières premières et déchets disponibles localement ou qui permettent une économie d'énergie dans le processus de fabrication . . . . .	60 000
3.26	Contribuer à formuler une stratégie à long terme des opérations intersectorielles relatives à l'industrie et la protection de l'environnement . . . . .	30 000
4.1	Participer à la préparation et l'évaluation d'études de pré faisabilité et de faisabilité et réviser le <i>Manuel de l'ONUDI de préparation des études de faisabilité</i> . . . . .	50 000

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
4.2	Sélectionner des études à établir par le service de préparation des projets industriels, contribuer à l'évaluation des études préparées par les entreprises de consultants et prodiguer des conseils à court terme sur la manière de renforcer les capacités de planification des projets	20 000
4.3	Aider à identifier et à formuler des propositions de projets industriels	50 000
4.4	Aider à sélectionner des propositions spéciales de projets techniques	50 000
4.5	Contribuer à promouvoir et à négocier des coentreprises industrielles	40 000
4.6	Participer à des missions et faire rapport à ce sujet à la Banque mondiale (BIRD)	65 000
4.7	Participer à la préparation d'accords types de coentreprises relatifs à la préparation et à l'entretien des installations industrielles	20 000
4.8	Mettre à jour et compléter le Répertoire des ressources financières pour des projets industriels dans les pays en développement	25 000
5.3	Fournir des avis spécialisés sur des problèmes exigeant une approche multidisciplinaire pour l'exécution de projets sur le terrain	5 000
		<b>Total 578 200</b>

#### Heures supplémentaires

17.63 Le montant des ressources nécessaires à ce titre (10 000 dollars), qui a été estimé d'après l'expérience acquise pour l'exercice biennal 1980-1981, doit essentiellement permettre de financer les travaux du programme Banque mondiale/ONUDI, relatifs aux rapports destinés à la Banque mondiale, et la préparation de réunions de promotion des investissements. L'accroissement de 6 000 dollars serait réalisé par transfert à partir d'autres programmes.

#### Groupes spéciaux d'experts

17.64 Le montant prévu à la présente rubrique (115 000 dollars) n'est pas en augmentation pour l'exercice biennal

considéré. Les activités des programmes sont décrites ci-après :

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.19	Deux réunions, l'une sur les aspects intersectoriels de la conception, de la production et de l'entretien de l'équipement et du matériel utilisant l'énergie solaire, l'autre sur les aspects intersectoriels des économies d'énergie dans certaines installations manufacturières	55 000
4.3	Etudier la meilleure manière de formuler les propositions de projets industriels (Vienne, 1982; 10 participants, 3 jours)	10 000
4.4	Fournir une assistance pour la sélection et la présentation de textes destinés à être publiés dans le document intitulé <i>Conseils de fabrication</i> (Vienne, 1982; 15 participants, 3 jours)	20 000
4.5	Aider le secrétariat à élaborer et à mettre en œuvre un programme efficace pour la promotion des investissements	20 000
4.7	Réunion consacrée à de nouvelles méthodes de financement des coentreprises internationales (Vienne, 1983; 5 à 10 participants, 3 jours)	10 000
		<b>Total 115 000</b>

#### Frais de voyage du personnel

17.65 Le montant prévu à ce titre (488 900 dollars), qui n'a pas changé par rapport au budget précédent, doit permettre de couvrir les dépenses concernant la formulation et l'exécution de projets de coopération technique, la représentation de l'ONUDI à des réunions d'organisations intergouvernementales, et les consultations avec d'autres organismes du système des Nations Unies consacrées à la coordination des programmes, au titre des sous-programmes 1,2 et 3. En ce qui concerne le sous-programme 4, il s'agira principalement, pour les missions, de la recherche, de l'établissement des faits et de la promotion, afin de mobiliser sur le marché privé des ressources destinées à financer des entreprises dans les pays en développement.

## D. — Appui aux programmes

## 1. — SERVICES DE CONFERENCE, INFORMATION ET RELATIONS EXTERIEURES

TABLEAU 17.17. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	10 877,3	261,5	(261,6)	813,8	813,7	11 691,0
Personnel temporaire pour les réunions	986,7	10,2	-	96,6	106,8	1 093,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	121,5	(87,1)	(34,4) <sup>a/</sup>	-	(121,5)	-
Consultants	0,9	-	9,1	1,0	10,1	11,0
Heures supplémentaires	5,6	-	-	0,6	0,6	6,2
Groupes spéciaux d'experts	11,6	0,1	(11,7)	-	(11,6)	-
<b>Dépenses communes de personnel :</b>						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	3 367,1	76,3	(81,0)	261,0	256,3	3 623,4
Frais de voyage du personnel	140,5	1,5	-	13,8	15,3	155,8
Services contractuels	163,8	1,7	3,4	16,5	21,6	185,4
Documents photographiques/ documents visuels	31,6	31,6	-	6,0	37,6	69,2
Fournitures diverses dans le domaine de l'information	15,7	15,7	-	3,0	18,7	34,4
Activités financées conjointement (participation aux frais)	1 209,1	12,6	381,7	155,4	549,7	1 758,8
<b>Total</b>	<u>16 932,6</u>	<u>324,1</u>	<u>5,5</u>	<u>1 367,7</u>	<u>1 697,3</u>	<u>18 629,9</u>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
<u>17 256,7</u>	<u>5,5</u>	-	-	<u>5,5</u>	- %

a/ Crédit transféré aux services administratifs et services communs.

TABLEAU 17.17 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires	1980-1981 Montant estimatif <u>des dépenses</u>	1982-1983 Montant estimatif <u>des dépenses</u>
a) Services d'appui à :		
i) d'autres organisations des Nations Unies	-	-
ii) des programmes extrabudgétaires		
Postes permanents	100,0	146,0
Dépenses communes de personnel	<u>31,0</u>	<u>45,0</u>
Total a)	<u>131,0</u>	<u>191,0</u>
b) Activités fonctionnelles	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	<u>131,0</u>	<u>191,0</u>
	Total, coûts directs	<u>18 820,9</u>
<b>B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS</b>		<u>(18 820,9)</u>
	Total, coûts directs et coûts indirects répartis	<u>-</u>

TABLEAU 17.18. - POSTES PERMANENTS NÉCESSAIRES

Programme : services de conférence, information et relations extérieures

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	<u>1980-1981</u>	<u>1982-1983</u>	<u>1980-1981</u>	<u>1982-1983</u>	<u>1980-1981</u>	<u>1982-1983</u>
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	1	1	7	7
Administrateur de 1re classe (P-4)	27	26	-	-	27	26
Administrateur de 2e classe (P-3)	33	33	-	-	33	33
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	10	10	-	-	10	10
Total	<u>80</u>	<u>79</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>81</u>	<u>80</u>

TABLEAU 17.18 (suite)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Agents des services généraux :</b>						
1re classe	4	3	-	-	4	3
Autres classes	103	103	1	1	104	104
Total	<u>107</u>	<u>106</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>108</u>	<u>107</u>
<b>Autres catégories :</b>						
Travailleurs manuels	9	5	-	-	9	5
Total	<u>9</u>	<u>5</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>9</u>	<u>5</u>
Total général	<u>196</u>	<u>190</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>198</u>	<u>192</u>

#### D. -- Appui aux programmes

##### 1. -- SERVICES DE CONFERENCE, INFORMATION ET RELATIONS EXTERIEURES

17.66 Les activités ordinaires de ces services d'appui sont décrites dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section M/Rev.1). Le programme met l'accent sur les services de conférence, l'information et les relations extérieures avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales, ainsi que sur le service des organes délibérants de l'ONUDI.

- 1.1 Secrétariat du Conseil du développement industriel
- 1.2 Relations extérieures
- 1.3 Diffusion d'informations sur l'ONUDI et l'ONU
- 1.4 Services de conférence
- 1.5 Formulation et gestion du programme

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Redéploiement des ressources en personnel*

17.67 Il est proposé de transférer trois postes d'agent des services généraux, respectivement des divisions de la coordination des politiques, des études industrielles et de l'administration au Groupe des services communs de secrétariat afin de le renforcer. Un administrateur P-4 est réaffecté au programme de la coordination des politiques pour y contribuer à la mise au point de programmes de coopération technique. Il est également proposé de transférer aux activités de ce programme qui sont financées conjointement les ressources correspondant à huit postes (un poste d'agent de 1re classe des services généraux, trois postes d'agents G-7/1 des services généraux et quatre postes de travailleur manuel). Les postes en question, qui étaient occupés par des fonctionnaires affectés à l'atelier d'imprimerie de l'ONUDI, ne sont plus nécessaires car, depuis l'installation de l'ONUDI au Centre international de

Vienne, ces fonctionnaires ont été transférés au service commun d'impression établi dans les nouveaux bâtiments et géré par l'AIEA.

##### *Personnel temporaire pour les réunions*

17.68 Les crédits demandés sous cette rubrique s'élèvent à 996 900 dollars, dont 813 500 dollars pour les services de conférence nécessaires dans le cadre du programme de coordination des politiques. Il est proposé de tenir 30 réunions de groupes d'experts et 9 consultations durant l'exercice biennal. Toutes les consultations exigent des services d'interprétation et de traduction en cinq langues, et il faudra sans doute assurer des services linguistiques en trois langues pour 11 des réunions de groupes d'experts. Un montant de 183 400 dollars sera nécessaire au titre du services d'autres réunions, à l'exclusion de celles des organes délibérants. Le Centre de conférences du CIV a attiré plusieurs réunions ne relevant pas de l'ONUDI (les dépenses à ce titre ont été imputées sur le chapitre 17 pour l'exercice biennal 1980-1981).

##### *Consultants*

17.69 Les crédits nécessaires sous cette rubrique, à savoir 10 000 dollars dont 9 100 dollars transférés d'autres programmes, sont demandés pour la fourniture de services de consultants (quatre mois de travail) à la Section de l'information en vue d'établir deux brochures sur les activités de l'ONUDI dans divers secteurs industriels.

##### *Frais de voyage du personnel*

17.70 Les crédits demandés sous cette rubrique (142 000 dollars) ont trait aux activités d'appel de fonds en faveur du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel et aux travaux préparatoires à entreprendre par le Service des conférences dans le cadre des réunions qui auront lieu ailleurs qu'à Vienne, notamment les consultations.

*Services contractuels*

17.71 Les crédits demandés (168 900 dollars) au titre des services contractuels de traduction font apparaître une augmentation de 3 400 dollars — compensée par une diminution correspondante dans d'autres programmes — qui tient à la multiplication des demandes pour des traductions dans des langues officielles autres que les langues de travail.

*Documents photographiques/documents visuels*

17.72 Le montant demandé sous cette rubrique (63 200 dollars) est prévu pour les activités d'information de l'ONUDI

*Fournitures diverses dans le domaine de l'information*

17.73 Le montant prévu pour 1982-1983 (31 400 dollars) se situe au même niveau que les crédits ouverts pour 1981 (15 700 dollars); il est demandé pour des séminaires généraux destinés à des représentants de moyens d'information et consacrés à des questions telles que l'enseignement en matière de développement, et pour la diffusion de renseignements en provenance et à destination du monde en développement.

*Activités financées conjointement*

17.74 Le montant estimatif prévu sous cette rubrique (1 603 400 dollars) est constitué par les ressources nécessaires pour la reproduction, par les soins du service commun d'impression installé au Centre international de Vienne, de documents dont a besoin l'ONUDI, autres que ceux destinés aux réunions. L'augmentation envisagée (381 700 dollars) est compensée par le transfert d'un montant de 353 000 dollars correspondant aux traitements et dépenses communes de personnel afférents à huit postes (un poste d'agent de 1re classe des services généraux, trois postes d'agent G-7/1 des services généraux et quatre postes de travailleur manuel) et par le transfert des 40 000 dollars prévus, au budget-programme 1980-1981, pour les organes délibérants au titre des services contractuels d'impression et de reliure. Ces transferts sont en partie équilibrés par le transfert de 11 300 dollars passant de ce programme aux activités conjointes relevant des services administratifs et services communs.

17.75 Le service commun d'impression est l'un des services communs gérés par l'AIEA au Centre international

de Vienne; il travaille pour tous les services de l'Organisation des Nations Unies installés à Vienne et se fait rembourser les dépenses de personnel et les frais d'exploitation du matériel sur la base d'un catalogue de prix. Les dépenses d'équipement sont effectuées en accord avec l'ONUDI, et leur mode de répartition est encore à l'examen. Comme cela a été le cas pour la bibliothèque, l'ONUDI a transféré au service commun, à la fin de 1979, le personnel de l'atelier d'imprimerie et les machines qu'elle avait possédées jusque-là. Le service commun ayant été établi à la fin de 1979, il ne sera possible de déterminer les ressources nécessaires à cette activité que d'après les résultats enregistrés pour la totalité de l'exercice 1980-1981. Cela étant et mis à part les transferts mentionnés plus haut au paragraphe 17.74, aucun crédit supplémentaire n'est demandé dans le projet de budget-programme 1982-1983. Si les résultats de l'exercice 1980-1981 montraient que les ressources prévues pour 1982-1983 sont insuffisantes, il en sera fait rapport à l'Assemblée générale.

17.76 Les installations permettant d'assurer, grâce à l'emploi de photocopieuses rapides, une reproduction de bonne qualité des documents destinés aux réunions ont été renforcées en 1980-1981 de manière à pouvoir reproduire 30 millions de pages par an en 1982-1983. L'emploi de ces équipements présente les avantages suivants : reproduction de documents complets en une seule opération, forte productivité du travail, faible coût d'exploitation et exécution rapide de tous les travaux.

17.77 Le montant estimatif prévu sous cette rubrique a été calculé sur la base des hypothèses suivantes : 70 millions de pages seront reproduites au titre du programme de publications par le service commun d'impression et 30 millions de pages de documents destinés à des réunions le seront au moyen des photocopieuses de l'ONUDI; il n'est pas prévu d'augmentation du volume des travaux d'impression; les prix demandés par le service commun demeureront au même niveau que durant l'exercice biennal 1980-1981. Les ressources nécessaires pour couvrir les besoins de l'ONUDI en matière de photocopie, notamment la location des machines pour les installations susmentionnées, sont inscrites au chapitre 28 M (Services administratifs, Vienne), tandis que les ressources requises pour les traitements du personnel affecté à la reproduction des documents de l'ONUDI destinés à des réunions sont prévues au présent chapitre.



## 2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 17.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés 1982-1983
	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	7 150,3	121,5	(35,0)	545,2	631,7	7 782,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	100,7	1,0	509,8 <sup>a/</sup>	59,3	570,1	670,8
Heures supplémentaires	251,9	2,6	(20,1)	22,7	5,2	257,1
Cours de langues	179,5	1,8	-	17,6	19,4	198,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	2 213,5	36,3	(10,8)	174,6	200,1	2 413,6
Frais de voyage du personnel	78,9	0,7	27,6	10,4	38,7	117,6
Dépenses de représentation	24,8	0,3	-	2,4	2,7	27,5
Contribution aux activités financées conjointement	1 285,9	13,2	927,1	215,7	1 156,0	2 441,9
<b>Total</b>	<b>11 286,7</b>	<b>177,4</b>	<b>1 398,6</b>	<b>1 047,9</b>	<b>2 623,9</b>	<b>13 910,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
11 464,1	1 398,6	-	-	1 398,6	12,1 %

a/ Transféré d'autres programmes.

TABLEAU 17.19 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires	1980-1981	1982-1983
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) d'autres organisations des Nations Unies	-	-
ii) des programmes extrabudgétaires		
Postes permanents	3 120,0	3 644,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	200,0	472,0
Dépenses communes de personnel	967,0	1 128,0
Frais de voyage	75,0	80,0
Communications	100,0	100,0
Contributions aux activités financées conjointement	200,0	200,0
	<u>Total a)</u>	<u>5 624,0</u>
b) Activités fonctionnelles	-	-
	<u>Total b)</u>	<u>-</u>
c) Projets opérationnels	-	-
	<u>Total c)</u>	<u>-</u>
	<u>Total a), b) et c).</u>	<u>5 624,0</u>
	<u>Total, coûts directs</u>	<u>19 534,6</u>
<b>3. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS</b>		<u>(19 534,6)</u>
	<u>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</u>	<u>-</u>

TABLEAU 17.20. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	8	8	1	1	9	9
Administrateur de 1re classe (P-4)	8	8	1	1	9	9
Administrateur de 2e classe (P-3)	8	8	5	5	13	13
Administrateur adjoint de 1re ou de 2e classe (P-2/1)	9	9	2	2	11	11
<b>Total</b>	<u>37</u>	<u>37</u>	<u>9</u>	<u>9</u>	<u>46</u>	<u>46</u>
<b>Agents des services généraux :</b>						
1re classe	2	2	2	2	4	4
Autres classes	96	95	81	81	177	176
<b>Total</b>	<u>98</u>	<u>97</u>	<u>83</u>	<u>83</u>	<u>181</u>	<u>180</u>
<b>Autres catégories :</b>						
Travailleurs manuels	16	16	-	-	16	16
<b>Total</b>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>16</u>	<u>16</u>
<b>Total général</b>	<u>151</u>	<u>150</u>	<u>92</u>	<u>92</u>	<u>243</u>	<u>242</u>

## 2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

17.78 La Division de l'administration, décrite dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1), fournit des services financiers, des services d'administration du personnel (à l'exception du recrutement du personnel affecté aux projets, qui relève du programme des opérations industrielles), des services d'informatique et des services généraux, à l'exception de ceux qui, à la suite de l'ouverture du Centre international de Vienne, sont visés au chapitre 28 M (Services administratifs, Vienne).

- 1.1 Services financiers
- 1.2 Service du personnel

### 1.3 Services généraux

### 1.4 Formulation du programme et gestion des services administratifs et des services communs

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

17.79 Les ressources demandées à ce titre (611 500 dollars), qui ne marquent pas d'accroissement réel, sont destinées à financer l'engagement pour des périodes de courte durée de personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe et le remplacement de fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée pour tous les programmes de l'ONUDI.

*Heures supplémentaires*

17.80 Le montant demandé à ce titre (234 400 dollars) accuse une diminution de 20 100 dollars qu'il est proposé de réaffecter à d'autres programmes. Les ressources demandées permettront la restructuration du budget, la clôture des comptes, la préparation des examens en vue des promotions et le réexamen du statut contractuel de toutes les catégories de personnel.

*Frais de voyage*

17.81 Les ressources demandées à ce titre (107 200 dollars) sont en augmentation de 27 600 dollars, montant qui doit être dégagé grâce à des transferts d'autres programmes. Ils correspondent aux frais de voyage à New York et Genève des fonctionnaires chargés de participer à des réunions sur les questions de personnel et les questions financières et administratives (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, Comité administratif de coordination, Comité consultatif pour les questions administratives, Commission de la fonction publique internationale, PNUD, etc.) et de discuter de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, afin d'établir les mécanismes de gestion du personnel et les structures juridiques de l'ONUDI.

*Cours de langues*

17.82 Les ressources demandées à ce titre (181 300 dollars) ne sont pas en augmentation, bien que le nombre d'inscrits aux cours ait augmenté en 1980 de 45,8 p. 100 par rapport à 1979. On prévoit que ce niveau d'inscription se maintiendra pendant la période biennale 1982-1983. En outre, deux nouveaux cours (d'arabe et de chinois) ont été ouverts depuis mars 1980.

*Contribution aux activités financées conjointement*

17.83 Aux termes du Mémoire d'entente conclu en 1977 entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur général de l'AIEA et le Directeur exécutif de l'ONUDI, les trois parties se sont engagées à partager les coûts d'exploitation des services communs du Centre international de Vienne et à répartir la gestion des diverses activités entre les trois organisations. Des diverses activités de service, les suivantes comportent des incidences financières pour le budget ordinaire de l'ONUDI : services médicaux communs, services du logement communs, services d'informatique communs, services de bibliothèque communs et services d'imprimerie communs.

17.84 Sauf pour ce qui est des derniers cités, relevant du programme relatif aux services de conférence, les ressources destinées à toutes les activités financées conjointement sont demandées au titre du présent programme.

17.85 Les ressources du programme des études et de la recherche industrielle, qu'il est proposé de réaffecter au présent programme au titre des services de bibliothèque, se montent à 915 800 dollars. Sur ce montant, 495 400 dollars sont destinés à couvrir les salaires et les dépenses communes de personnel correspondant aux postes dont il est question aux paragraphes 17.42 et 17.43, et 420 450 dollars représentant les ressources nécessaires pour les ouvrages de bibliothèque et d'autres services. Cette manière de procéder répond à la suppression de l'élément de programme 5.5 (Services de bibliothèque) du programme des études et de la recherche industrielles inscrit dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981. Il est proposé de transférer un montant supplémentaire de 11 300 dollars de la rubrique "Activités financées conjointement" du programme "Services de conférence, informations et relations extérieures", ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 17.74. La Division de l'administration est désormais compétente pour toutes les questions relatives aux services de bibliothèque communs ainsi qu'à tous les autres services fournis à l'ONUDI par l'AIEA au Centre international de Vienne, dans le cadre d'activités financées conjointement, à l'exception des services communs d'impression.

17.86 Du fait que les arrangements conclus avec l'AIEA pour ces services communs sont entrés en vigueur à la fin de 1979, il sera possible de déterminer le niveau approprié des ressources nécessaires au titre de cet objet de dépenses en fonction de l'expérience acquise sur l'ensemble de l'exercice biennal 1980-1981. A ce titre, il n'est demandé, dans le projet de budget-programme pour 1982-1983, d'autres ressources supplémentaires que celles qui sont indiquées au paragraphe 17.85 en vue d'être réaffectées à d'autres programmes. Au cas où l'expérience acquise pendant la période 1980-1981 montrerait que les ressources demandées pour 1982-1983 (2 226 200 dollars) sont insuffisantes, il serait fait rapport en ce sens à l'Assemblée générale.

17.87 La ventilation de ces ressources est indiquée ci-après :

	<i>Dollars</i>
a) Services médicaux communs . . . . .	326 100
b) Services du logement communs . . . . .	20 800
c) Services d'informatique communs . . . . .	952 200
d) Services de bibliothèque communs . . . . .	927 100
	Total 2 226 200

17.88 En ce qui concerne les services visés sous *a*, *b* et *c*, les demandes supplémentaires de ressources émanant des services des Nations Unies, autres que l'ONUDI, ayant leur siège à Vienne, figureront au chapitre 28 M et, s'agissant des services visés sous *d*, au chapitre 29 F.

# CHAPITRE 18. – PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

## TABLEAU 18.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
11 224,7	258,9	2,3	(42,4)	(0,3)	1 707,4	15,2	1 923,9	17,1	13 148,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 483,6	(42,4)	-	32,4	(10,0)	- %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	400,0	531,5
<b>Total a)</b>	400,0	531,5
<b>b) Activités de fond</b>		
Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	20 300,0	26 282,3
Activités du programme du Fonds pour l'environnement : projets internes	20 000,0	25 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des régions côtières du Bahreïn, de l'Iraq, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis	2 600,0	3 200,0
Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	5 500,0	9 900,0
Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages	400,0	800,0
Fonds d'affectation spéciale pour le coordonnateur de langue française	79,4	79,4
<b>Total b)</b>	48 879,4	65 261,7
<b>c) Projets opérationnels</b>		
FNUD	169,1	169,7
FNUAP	84,7	84,7
Allocations à des institutions coopérantes	20 000,0	38 000,0
Allocations à des organisations d'appui	17 500,0	33 000,0
<b>Total c)</b>	37 753,8	71 253,8
<b>Total a), b) et c)</b>	87 033,2	137 047,0

Total, coûts directs 150 195,6

5 609,3

### B. – COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 155 368,0 a/

a/ Non compris un montant de 436 900 dollars au titre des dépenses de construction.

TABLEAU 18.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)				
<b>A. Organes directeurs :</b> Sessions du Conseil d'administration	1 145,1	-	-	-	-	58,9	-	58,9	1 204,0	
<b>B. Direction exécutive et administration :</b> 1. Bureau du Directeur exécutif 2. Secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants	1 213,1	-	-	-	93,9	6,3	-	100,2	1 313,3	
<b>C. Programmes d'activité :</b> 1. Liaison et représentation régionale 2. Environnement <sup>b/</sup> 3. Désertification <sup>b/</sup> 4. Gestion du Fonds pour l'environnement <sup>b/</sup>	1 302,6	-	-	-	5,0	24,9	(469,4) <sup>a/</sup>	(439,5)	863,1	
<b>D. Appui aux programmes :</b> 1. Services de conférence 2. Services administratifs et services communs 3. Travaux de construction : Groupe de planification du siège	811,4 2 011,0 - -	- - - -	- - - -	- - - -	30,8 171,6	3,8 4,7	- -	34,6 176,3	846,0 2 187,3	
	1 363,6	-	-	-	102,0	8,2	-	110,2	1 473,8	
	3 035,4	-	-	-	125,6	61,6	-	187,2	3 222,6	
	342,5	-	-	-	30,4	0,6	-	31,0	373,5	
<b>Total</b>	<b>11 224,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>559,3</b>	<b>169,0</b>	<b>(469,4)</b>	<b>258,9</b>	<b>11 483,6</b>	

a/ Cet ajustement spécial correspond à un transfert des ressources au titre des services de conférence précédemment allouées au secrétaire du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et qui seraient transférées au chapitre 29C (Service des conférences, Office des Nations Unies à Vienne), le Service des conférences de l'Office assurant désormais des réunions dudit Comité. Un ajustement positif correspondant est inscrit au chapitre 29C.

b/ Financée exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 18.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Dollars		%			
<b>A. Organes directeurs :</b>								
Sessions du Conseil d'administration	1 145,1	58,9	(21,6)	183,1	220,2	1 365,3	(1,8)	
<b>B. Direction exécutive et administration :</b>								
1. Bureau du Directeur exécutif	1 213,1	100,2	134,2	232,8	467,2	1 680,3	10,2	
2. Secrétaire du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants	1 302,6	(439,5)	(5,5)	72,5	(372,5)	930,1	(0,6)	
<b>C. Programmes d'activité :</b>								
1. Liaison et représentation régionale	811,4	34,6	2,2	81,6	118,4	929,8	0,2	
2. Environnement	2 011,0	176,3	(219,8)	294,4	250,9	2 261,9	(10,0)	
3. Désertification <sup>a/</sup>	-	-	-	-	-	-	-	
4. Gestion du Fonds pour l'environnement <sup>a/</sup>	-	-	-	-	-	-	-	
<b>D. Appui aux programmes :</b>								
1. Services de conférence	1 363,6	110,2	-	253,5	363,7	1 727,3	0,0	
2. Services administratifs et services communs	3 035,4	187,2	68,3	526,1	781,6	3 817,0	3,1	
3. Travaux de construction : Groupe de planification du siège	342,5	31,0	-	63,4	94,4	436,9	0,0	
<b>Total</b>	<b>11 224,7</b>	<b>258,9</b>	<b>(42,4)</b>	<b>1 707,4</b>	<b>1 923,9</b>	<b>13 148,6</b>	<b>0,0</b>	

a/ Financée exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 18.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Postes permanents	4 766,6	357,8	143,2	781,1	1 282,1	6 048,7	3,2
Personnel temporaire pour les réunions	1 475,0	(412,4)	(155,0)	140,7	(426,7)	1 048,3	(14,5)
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	107,1	3,7	(2,8)	15,3	16,2	123,3	(2,5)
Consultants	244,1	6,0	32,0	34,6	72,6	316,7	12,7
Heures supplémentaires	59,9	2,8	14,7	10,6	28,1	88,0	23,4
Groupes spéciaux d'experts	-	-	68,4	12,1	80,5	80,5	-
Postes temporaires	221,8	20,2	-	41,3	61,5	283,3	-
Dépenses communes de personnel	2 324,5	181,3	72,4	395,1	648,8	2 973,3	3,3
Indemnités de représentation	23,6	-	-	-	-	23,6	-
Frais de voyage des représentants	145,4	18,4	2,0	17,7	38,1	183,5	1,2
Frais de voyage du personnel	280,8	13,0	-	43,6	56,6	337,4	-
Travaux contractuels de traduction	13,7	0,8	(7,7)	1,0	(5,9)	7,8	(53,1)
Imprimerie et reliure	115,2	3,1	(18,9)	11,4	(4,4)	110,8	(15,9)



TABLEAU 18.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Location et entretien des locaux	53,4	2,4	(6,3)	7,3	3,4	56,8	(11,2)	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	44,6	2,3	4,4	8,0	14,7	59,3	9,3	
Location et entretien du matériel	222,7	11,4	7,0	37,0	55,4	278,1	2,9	
Communications	321,3	16,3	-	52,0	68,3	389,6	-	
Dépenses de représentation : réceptions officielles	10,2	0,5	-	1,6	2,1	12,3	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5,0	0,2	-	0,8	1,0	6,0	-	
Coûts des services de conférence	143,0	7,4	(54,9)	14,8	(32,7)	110,3	(36,5)	
Services divers	62,1	3,1	(30,8)	5,1	(22,6)	39,5	(47,2)	
Fournitures et accessoires	258,0	13,0	48,1	48,9	110,0	368,0	17,7	
Mobilier et matériel	141,5	6,9	11,8	24,9	43,6	185,1	7,9	
Nouveaux locaux et agrandissements	15,2	0,7	-	2,5	3,2	18,4	-	
Amortissement des prêts	170,0	-	(170,0)	-	(170,0)	-	(100,0)	
<b>Total</b>	<b>11 224,7</b>	<b>258,9</b>	<b>(42,4)</b>	<b>1 707,4</b>	<b>1 923,9</b>	<b>13 148,6</b>	<b>-</b>	

TABLEAU 18.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	2	2	1	1	3	3
Directeur (D-2)	3	3	7	7	10	10
Administrateur général (D-1)	4	4	10	10	14	14
Administrateur hors classe (P-5)	10	10	19	19	29	29
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	14	14	20	24	34	38
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	39	36	43	40
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	7	9	10	12
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>103</b>	<b>106</b>	<b>144</b>	<b>147</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	1	1	2	2
Autres classes	5	5	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	64	72	215	221	279	293
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>72</b>	<b>215</b>	<b>221</b>	<b>279</b>	<b>293</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>111</b>	<b>119</b>	<b>319</b>	<b>328</b>	<b>430</b>	<b>447</b>

TABLEAU 18.6. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

(En milliers de dollars des États-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 18										
		A	B	C				D				
				1	2	3	4	1	2	3		
Chapitre 28.												
A	95,2	-	9,1	11,0	30,4	5,2	15,5	10,4		13,6	-	-
B	478,1	3,2	9,1	20,4	253,0	29,3	8,4	7,3		147,4	-	-
C	399,1	-	31,3	40,3	76,3	13,2	40,3	49,3		148,4	-	-
D	-1 271,8	-	-	1 271,8	-	-	-	-		-	-	-
E	113,1	2,0	5,5	12,3	61,6	4,3	5,1	4,4		17,9	-	-
F	282,4	5,0	13,7	30,6	154,0	10,7	12,7	10,9		10,9	-	-
G	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
H	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
J	86,9	-	3,0	42,9	7,8	1,5	4,2	6,2		21,3	-	-
K	71,2	-	4,8	7,2	14,1	2,4	7,3	8,7		26,7	-	-
L	122,5	-	8,0	12,7	23,8	4,4	12,7	15,2		45,7	-	-
M	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
Chapitre 29.												
A	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-		-	-	-
B	1 547,9	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
C	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
D	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
E et F	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-
Chapitre 6. a/	1 621,8	-	-	-	1 408,9	97,3	115,6	-		-	-	-
Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre												
B	(32,4)	1 171,4	(4 439,0)	266,2	2 180,2	196,0	110,0	92,3		390,5	-	-
D1	(59,1)	109,9	-	535,9	2 693,6	186,5	221,9	(3 806,9)		-	-	-
D2	(187,4)	275,5	575,0	1 700,2	8 544,4	591,7	703,4	604,8		(13 182,4)	-	-
Total, coûts indirects répartis	5 609,3	3 115,3	(3 981,7)	3 951,5	15 448,1	1 142,5	1 257,1	(2 997,4)		(12 326,1)	-	-
Coûts directs	149 758,7 a/	1 365,3	3 981,7	8 425,0	105 097,2	12 080,1	3 485,9	2 997,4		12 326,1	-	-
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	155 368,0	4 480,6	-	12 376,5	120 545,3	13 222,6	4 743,0	-		-	-	-

a/ Compte tenu des frais de construction (436 900 dollars), le total des coûts directs s'élève à 150 195 600 dollars.

## Sens des lettres de la première colonne :

## Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

## Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

## Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Direction exécutive et administration
- C. Programmes d'activité
  - 1. Liaison et représentation régionale
  - 2. Environnement
  - 3. Désertification
  - 4. Gestion du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement
- D. Appui aux programmes
  - 1. Services de conférence
  - 2. Services administratifs et services communs
  - 3. Travaux de construction : Groupe de planification du siège

### Programme des Nations Unies pour l'environnement

18.1 A la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972, l'Assemblée générale, par sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, a créé le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et un petit secrétariat pour centraliser l'action en matière d'environnement et réaliser la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies. Par la même résolution, l'Assemblée a également constitué le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

18.2 Le Programme pour l'environnement s'occupe de l'évaluation et de la gestion de l'environnement, chacun de ces deux domaines englobant plusieurs secteurs d'activité et diverses mesures d'appui.

18.3 L'évaluation de l'environnement, également désignée sous le nom de "Plan Vigie", est axée sur la surveillance de l'environnement aux niveaux mondial et régional, la recherche, l'échange d'informations, l'examen et l'évaluation. Ce programme comprend trois pôles d'activité : le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA) et le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT). Les données et statistiques sur l'environnement qui servent à appuyer le Programme pour l'environnement sont traitées dans le cadre de ce programme. On a pris conscience de la nécessité d'une évaluation globale, concrétisée sous la forme d'un plan d'action dans ce domaine. Les résultats de cette évaluation sont utilisés pour les activités de gestion.

18.4 La gestion de l'environnement traite de questions concernant les établissements humains et la santé; les écosystèmes terrestres (notamment les terres arides et la désertification, les sols, l'eau, les forêts tropicales, les autres écosystèmes, la faune et la flore et les ressources génétiques); l'environnement et le développement envisagés selon une conception intégrée; l'industrie et les techniques appropriées du point de vue de l'environnement; les océans, en particulier les programmes mondiaux dans ce domaine (pollution du milieu marin, ressources biologiques de la mer et mers régionales); l'énergie, en particulier les sources d'énergie classiques et nouvelles, leur production et leur utilisation; les catastrophes naturelles prévisibles selon des systèmes d'alerte avancée et les autres types de catastrophe naturelle; et le droit de l'environnement en tant qu'élément de la gestion de l'environnement propre à faciliter l'élaboration de principes et d'instruments juridiques dans plusieurs des domaines relevant des sous-programmes énumérés ci-dessus.

18.5 Le programme vise aussi, par des activités d'appui, à renforcer l'aptitude des pays en développement à faire face aux problèmes environnementaux, pour compléter les activités susmentionnées et en assurer le succès. Dans ce contexte, l'éducation et la formation en matière d'environnement, l'information et l'assistance technique sont des éléments essentiels tant de l'évaluation que de la gestion de l'environnement. Ces activités ont pour objet de former du personnel qualifié dans le domaine de l'environnement, de mieux sensibiliser le public aux problèmes environ-

nementaux, et de répondre aux besoins particuliers des gouvernements en quête d'une solution à leurs problèmes.

18.6 L'Assemblée générale, par sa résolution 35/74, a décidé, entre autres dispositions, de convoquer en 1982 une session d'un caractère particulier du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ouverte à tous les Etats, afin de célébrer le dixième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. L'Assemblée a également invité le Directeur exécutif du PNUE à présenter au Conseil d'administration, lors de sa neuvième session, un rapport d'ensemble sur toutes les questions liées à l'organisation, à l'ordre du jour et aux incidences financières de la session. En conséquence, il n'est pas demandé de ressources dans le projet de budget-programme pour cette session de caractère particulier, vu que les arrangements à prendre en vue de la session devront être examinés par le Conseil d'administration du PNUE à sa neuvième session et par l'Assemblée à sa trente-sixième session. Ce n'est qu'à ce moment-là que le Secrétaire général pourra indiquer avec précision les ressources nécessaires pour convoquer cette session.

18.7 Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979<sup>1</sup>, le Secrétaire général avait proposé d'inscrire au budget ordinaire 6 postes d'administrateur et 6 postes d'agent local précédemment financés par des fonds extra-budgétaires. Il avait indiqué par ailleurs que les fonctions qui s'attachaient à un certain nombre d'autres postes correspondaient exactement ou dans une très large mesure aux attributions énoncées dans la section II de la résolution 2997 (XXVII). Il avait indiqué en outre que le tableau d'effectifs du PNUE serait réexaminé au moment de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, en vue de recommander, dans le même contexte, l'inscription de nouveaux postes au budget ordinaire.

18.8 Dans le projet de budget-programme pour l'exercice 1980-1981, en réexaminant la question de l'inscription de nouveaux postes au budget ordinaire, le Secrétaire général a indiqué que, "conformément à la politique d'austérité maximale qu'il [avait] fallu observer dans la préparation de l'ensemble du projet de budget-programme pour 1980-1981, les mêmes critères de rigueur [avaient] été appliqués pour l'inscription au budget ordinaire de postes dont le coût était précédemment imputé sur des fonds extra-budgétaires que pour la création de postes nouveaux. Dans ce cas particulier, il [avait] été décidé qu'à l'heure actuelle il ne s'imposait nullement d'inscrire de nouveaux postes au budget ordinaire."<sup>2</sup>

18.9 En préparant le présent projet de budget-programme pour l'exercice 1982-1983, le Secrétaire général a de nouveau envisagé la possibilité de proposer d'inscrire au budget ordinaire de nouveaux postes dont le coût est actuellement imputé sur des fonds extra-budgétaires. Toutefois, vu que les contraintes budgétaires actuelles sont les mêmes qu'au moment de la préparation du projet de budget-programme pour l'exercice 1980-1981, il estime qu'une telle proposition serait encore inopportune.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 6 (A/32/6), vol. II, par. 13.1 à 13.15.

<sup>2</sup> Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 6 (A/34/6), vol. II, par. 18.4.

## A. - Organes directeurs

## SESSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## TABLEAU 18.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	863,5	44,1	-	140,7	184,8	1 048,3
Heures supplémentaires	11,8	0,6	22,0	5,4	28,0	39,8
Frais de voyage des représentants	26,4	1,4	2,0	4,6	8,0	34,4
Frais de voyage du personnel	16,2	0,9	-	2,7	3,6	19,8
Travaux contractuels de traduction	13,7	0,8	(7,7)	1,0	(5,9)	7,8
Dépenses de représentation : réceptions officielles	10,2	0,5	-	1,6	2,1	12,3
Coûts des services de conférence	143,0	7,4	(54,9)	14,8	(32,7)	110,3
Services divers	29,1	1,5	(29,3)	0,1	(27,7)	1,4
Fournitures et accessoires	31,2	1,7	46,1	12,2	60,0	91,2
<b>Total</b>	<b>1 145,1</b>	<b>58,9</b>	<b>(21,8)</b>	<b>183,1</b>	<b>220,2</b>	<b>1 365,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 204,0	(21,8)	-	-	(21,8)	(1,8)%

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 365,3</b>
-----------------------------	----------------

3 115,3

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>4 480,6</b>
---	----------------

## A. — Organes directeurs

Dollars des  
Etats-Unis

## SESSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

18.10 Le service des sessions annuelles du Conseil d'administration est assuré par des interprètes de New York et de Genève ainsi que par des traducteurs et des dactylographes de conférence de New York, de Genève et de Nairobi. La documentation établie avant, pendant et après la session est reproduite et distribuée à partir de Nairobi. Des consultations officielles avec des gouvernements ont lieu chaque année entre les sessions à Nairobi; elles durent au maximum cinq jours et se tiennent pendant la première quinzaine de décembre.

18.11 Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la section VI de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, tel qu'il a été modifié par l'Assemblée à sa trente-cinquième session, les bureaux du Conseil d'administration du PNUE et de la Commission des établissements humains tiennent chaque année une réunion commune. Les frais de voyage des membres du bureau du Conseil d'administration du PNUE sont inclus dans les ressources demandées à cette rubrique. Ceux des membres du bureau de la Commission des établissements humains sont inscrits au chapitre 19.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

18.12 Les ressources nécessaires au titre du personnel temporaire ont été calculées compte tenu des faits suivants : a) le Conseil d'administration se réunit en séances plénières et a deux comités pléniers; b) des dispositions seront prises pour qu'il n'y ait pas plus de deux réunions en même temps; c) les langues officielles du Conseil d'administration sont l'anglais, l'arabe<sup>3</sup>, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

*Personnel temporaire pour les réunions*

18.13 Les ressources prévues à ce titre (907 600 dollars) se rapportent au remplacement et aux frais de voyage des interprètes, des traducteurs et des dactylographes de conférence détachés, moyennant remboursement, par les services de conférence de Genève et de New York à l'occasion des sessions annuelles et des consultations officielles intersessions. Le montant prévu comprend également les ressources nécessaires pour le recrutement de personnel local : agents de sécurité, préposés aux salles de conférences, commis à la reproduction des documents, plantons, chauffeurs et commis à la distribution. Les ressources nécessaires pour chaque session annuelle et pour les consultations officielles intersessions se répartissent comme suit :

	Dollars des Etats-Unis
e) Conseil d'administration	
31 interprètes pour 14 jours . . . . .	124 000
5 réviseurs pour quatre mois (pour la documentation à établir avant, pendant et après la session) . . . . .	108 600

<sup>3</sup> Les ressources à prévoir pour les services arabes ne sont pas incluses dans les ressources dont la ventilation est indiquée ci-après car elles seront examinées et demandées à part, dans un rapport sur l'application de la résolution 35/219, qui sera présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

14 traducteurs pour 14 jours . . . . .	35 800
13 dactylographes pour 14 jours . . . . .	24 500
5 dactylographes pour quatre mois (pour la documentation à établir avant, pendant et après la session) . . . . .	72 000
Frais de voyage . . . . .	126 500
<b>Total, Conseil d'administration . . . . .</b>	<b>491 400</b>
b) Consultations intersessions	
15 interprètes pour cinq jours . . . . .	26 200
Frais de voyage . . . . .	27 900
<b>Total, consultations intersessions . . . . .</b>	<b>54 100</b>
c) Agents des services généraux (1 730 jours de travail)	48 300
<b>Total annuel . . . . .</b>	<b>593 800</b>
<b>Total, personnel temporaire pour les réunions (par exercice biennal) . . . . .</b>	<b>1 187 600</b>

Comme on peut le constater, le montant indiqué ci-dessus dépasse de 280 000 dollars les ressources demandées pour l'exercice 1982-1983. En effet, l'expérience montre qu'il arrive parfois qu'une partie de ces "coûts intégraux" soit prise en charge par les services de conférence de Genève et de New York. Comptant que, de nouveau, une fraction raisonnable des coûts intégraux sera absorbée de cette façon, le Secrétaire général demande simplement le montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (907 600 dollars).

*Heures supplémentaires*

18.14 Les ressources nécessaires à ce titre (34 400 dollars) correspondent au coût de 3 850 heures supplémentaires en 1982 et du même nombre en 1983. Elles ont été calculées sur la base des dépenses effectives de l'exercice en cours, et font apparaître un accroissement réel de 22 000 dollars, mais cet accroissement est presque intégralement compensé par une diminution de 19 300 dollars au titre du programme des services administratifs et des services communs. Il s'est avéré utile, pour mieux contrôler les dépenses, de regrouper sous ce dernier programme toutes les ressources dont le PNUE a besoin au titre des heures supplémentaires, mais une exception a semblé justifiée dans le cas du présent programme, vu qu'il ne coïncide pas avec une unité administrative donnée mais que plutôt, dans le cadre du programme, diverses unités administratives fournissent conjointement des services au Conseil.

*Frais de voyage du personnel*

18.15 Les ressources nécessaires à ce titre (17 100 dollars) correspondent aux frais de voyage des fonctionnaires des bureaux de liaison du PNUE à New York et à Genève qui doivent participer aux sessions du Conseil d'administration. Cette participation est jugée indispensable pour assurer une coordination réellement efficace entre ces bureaux et le siège. Les bureaux de liaison sont également appelés à fournir des services fonctionnels lors des sessions du Conseil.

*Travaux contractuels de traduction*

18.16 Les ressources nécessaires (6 800 dollars), qui font apparaître une diminution de 7 700 dollars, correspondent aux dépenses effectives de l'exercice 1980-1981.

*Dépenses de représentation : réceptions officielles*

18.17 Le montant prévu (10 700 dollars) correspond au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981. Il vise à couvrir le coût d'une réception officielle organisée chaque année par le Président du Conseil d'administration et le Directeur exécutif du PNUE. Conformément à la pratique établie pour ces réceptions, une invitation générale est adressée à tous les Etats Membres représentés au Conseil ou au lieu d'affectation.

*Coûts des services de conférence*

18.18 Les prévisions de dépenses à ce titre (95 500 dollars), qui font apparaître une diminution de 54 900 dollars, ont été calculées sur la base des dépenses effectives de l'exercice biennal 1980-1981. La réduction est due pour une large part aux économies réalisées sur les dépenses de distribution de la documentation de session.

*Services divers*

18.19 Le montant demandé à ce titre (1 300 dollars), qui fait apparaître une diminution de 29 300 dollars, correspond aux dépenses effectives de l'exercice biennal 1980-1981. L'économie prévue tient en partie au fait qu'il ne sera plus nécessaire d'envoyer par avion des machines à

écrire de Genève pour assurer le service des sessions du Conseil, grâce à l'achat de matériel supplémentaire à Nairobi.

*Fournitures et accessoires*

18.20 Les ressources nécessaires à ce titre (79 000 dollars) se répartissent comme suit :

	<i>En milliers de dollars</i>
15 600 rames de papier	44 480
5 300 recharges d'encre	15 180
Fournitures pour chambre noire	11 660
Pièces de rechange pour duplicateurs	4 590
Divers	3 090
<b>Total</b>	<b>79 000</b>

Le montant indiqué ci-dessus reflète une croissance réelle de 46 100 dollars. On s'est efforcé jusqu'à présent de couvrir les dépenses supplémentaires de ce programme au titre de cet objet de dépense grâce à des crédits ouverts pour le programme des services administratifs et des services communs, mais on ne peut recourir indéfiniment à cet expédient, qui a entraîné peu à peu l'épuisement des stocks requis pour répondre aux besoins courants du PNUE.

**B. - Direction exécutive et administration**

**1. - BUREAU DU DIRECTEUR EXECUTIF**

**TABLEAU 18.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. - COUTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1980-1981</i>	<i>Montant des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1982-1983</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)</i>	<i>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)</i>	<i>Inflation en 1982 et 1983</i>	<i>Augmentation totale</i>	
Postes permanents	715,7	62,9	88,6	141,7	293,2	1 008,9
Consultants	14,5	0,7	-	2,4	3,1	17,6
Indemnités de représentation	14,0	-	1,2	-	1,2	15,2
Autres dépenses communes de personnel	359,2	31,0	44,4	70,8	146,2	505,4
Frais de voyage du personnel	109,7	5,6	-	17,9	23,5	133,2
<b>Total</b>	<b>1 213,1</b>	<b>100,2</b>	<b>134,2</b>	<b>232,8</b>	<b>467,2</b>	<b>1 680,3</b>

TABLEAU 18.8 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 313,3	134,2	-	-	134,2	10,2%

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	1 172,3	1 371,3
Total b)	1 172,3	1 371,3
c) Fonds d'affectation spéciale		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)		1 371,3

Total, coûts directs	3 051,6
----------------------	---------

(3 051,6)
-----------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---



TABLEAU 18.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	1	1	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	1	1	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	1	-	3	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	2	3	2	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	1	1	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	9	8	7	9	16	17
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>16</b>	<b>17</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>28</b>	<b>29</b>

## B. — Direction exécutive et administration

### 1. — BUREAU DU DIRECTEUR EXECUTIF

18.21 Ce programme concerne la direction et la gestion générales des activités du secrétariat du PNUE, compte tenu des tâches et responsabilités que l'Assemblée générale a confiées au Directeur exécutif par sa résolution 2997 (XXVII). Le Bureau du Directeur exécutif supervise également le Groupe des relations extérieures et des politiques, le Service de l'information, les bureaux régionaux et les bureaux de liaison.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Transferts de postes*

18.22 Il est proposé d'officialiser le transfert d'un poste D-2 inscrit au budget ordinaire du Bureau du Programme pour l'environnement au Bureau du Directeur exécutif, en échange d'un poste D-2 financé au moyen de fonds extra-budgétaires. Ce transfert a été effectué provisoirement en 1979. A l'époque, le Directeur exécutif avait décidé que, compte tenu du mandat énoncé dans la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, les fonctions ayant trait aux relations extérieures et à l'élaboration des politiques avaient un caractère continu, inhérent aux fonctions courantes de l'organisation. Il est d'autant plus important d'officialiser ce transfert que les fonctions qui s'attachent au poste D-2 inscrit au budget ordinaire correspondent étroitement aux tâches prévues dans la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, consistant à promouvoir la coopération interorganisations et la programmation commune à l'échelle du système et fournir des services aux organes intergouvernementaux centraux. La croissance réelle qui résulterait de ce transfert de poste au titre du présent programme s'élèverait à 165 200 dollars, dont 109 200

dollars pour les traitements, 54 800 dollars pour les dépenses communes de personnel et 1 200 dollars pour les indemnités de représentation.

18.23 Il est proposé en outre de transférer un poste d'agent local du présent programme à la Section des services généraux (Service administratif). La diminution des dépenses qui résultera de ce transfert au titre du présent programme s'élèverait à 31 000 dollars, dont 20 600 dollars pour les traitements et 10 400 dollars pour les dépenses communes de personnel.

##### *Consultants*

18.24 Les ressources nécessaires à ce titre (15 200 dollars) correspondent à 2,5 mois de travail de consultant pour aider à la mise au point d'un plan de l'environnement à moyen terme à l'échelle du système.

##### *Frais de voyage du personnel*

18.25 Les ressources nécessaires à ce titre (115 300 dollars), qui font apparaître un accroissement réel de 5 600 dollars, concernent les activités ci-après :

- a) Participation à des réunions d'organes, de conférences et de groupes des Nations Unies;
- b) Consultations avec des gouvernements;
- c) Consultations avec des fonctionnaires du Siège de l'ONU, du PNUD, des institutions spécialisées et des commissions régionales;
- d) Représentation à des réunions et à des conférences intergouvernementales et non gouvernementales;
- e) Activités d'information.

La croissance réelle proposée (5 600 dollars) est due au fait que le PNUE est de plus en plus sollicité pour participer à des activités qui, auparavant, ne comportaient pas d'élément "environnement" mais qui se sont développées à mesure que les questions liées à l'environnement prenaient de plus en plus d'importance, depuis la création du PNUE.

2. - SECRETARIAT DU COMITE SCIENTIFIQUE DES NATIONS UNIES  
 POUR L'ETUDE DES EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

TABLEAU 18.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	325,8	3,8	-	23,9	27,7	353,5
Personnel temporaire pour les réunions	464,7	(464,7)	-	-	(464,7)	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	11,9	0,1	(12,0)	-	(11,9)	-
Consultants	158,8	1,6	-	15,5	17,1	175,9
Heures supplémentaires	6,0	0,1	12,0	1,7	13,8	19,8
Dépenses communes de personnel	101,0	1,2	-	7,4	8,6	109,6
Frais de voyage des représentants	119,0	17,0	-	13,1	30,1	149,1
Frais de voyage du personnel	18,7	0,2	-	1,8	2,0	20,7
Imprimerie et reliure	70,0	0,8	-	6,9	7,7	77,7
Location et entretien des locaux	6,2	0,1	(6,3)	-	(6,2)	-
Location et entretien du matériel	-	-	7,0	0,7	7,7	7,7
Communications	2,4	0,1	-	0,3	0,4	2,8
Services divers	3,5	-	(1,5)	0,1	(1,4)	2,1
Fournitures et accessoires	6,0	0,1	2,0	0,8	2,9	8,9
Mobilier et matériel	8,6	0,1	(6,7)	0,3	(6,3)	2,3
<b>Total</b>	<b>1 302,6</b>	<b>(439,5)</b>	<b>(5,5)</b>	<b>72,5</b>	<b>(372,5)</b>	<b>930,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
863,1	(5,5)	-	-	(5,5)	(0,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	930,1
----------------------	-------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(930,1)
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 18.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 2. – SECRETARIAT DU COMITE SCIENTIFIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ETUDE DES EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

18.26 Le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a été créé par la résolution 913 (X) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1955, et a été chargé de rassembler et de diffuser toutes les données scientifiques disponibles au sujet des effets à court terme et à long terme des rayonnements ionisants sur l'être humain et sur son milieu. Le secrétariat du Comité est situé à Vienne. Il devra, avec les services d'appui administratif de l'ONUDI et de l'Office des Nations Unies à Vienne, fournir des services fonctionnels au Comité pendant ses sessions de 1982 et de 1983. Pendant la période 1982-1983, le secrétariat du Comité devra notamment rassembler et analyser de la documentation et des rapports scientifiques présentés par des gouvernements au sujet des niveaux et des effets des rayonnements.

### Sous-programme. Etude des effets des rayonnements ionisants

a) Ressources nécessaires. – Budget ordinaire : 930 100 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.2.

c) Elément de programme :

1.1 Rassemblement de données scientifiques

#### Produits :

a) Après la compilation, le rassemblement et l'étude de la documentation et des rapports scientifiques présentés par les gouvernements, présentation d'un rapport à l'Assemblée générale et à la communauté scientifique concernant les niveaux et les effets des rayonnements de toutes les sources (1982);

b) Documents directifs concernant certains radionucléides, à l'intention des gouvernements et de la communauté scientifique (1982).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire pour les réunions*

18.27 Il faudra du personnel temporaire pour assurer le service des sessions annuelles du Comité. Les services à assurer seront les suivants : i) interprétation simultanée à partir de l'anglais, de l'espagnol, du français et du russe et vers ces langues (24 interprètes); ii) traduction (original anglais, à traduire en espagnol, en français et en russe) d'environ 1 500 pages dactylographiées en 1982 et 1 000 pages en 1983, dont une partie exigera une présentation graphique; iii) services de quatre commis aux conférences pendant une période de trois semaines au moment des réunions. Cependant, avec la création de l'Office des Nations Unies à Vienne, il semble maintenant approprié que les fonds nécessaires pour financer ces services soient inscrits au chapitre 29 C du budget ordinaire. En conséquence, le montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 a été ajusté pour tenir compte du transfert des ressources correspondantes du chapitre 18 au chapitre 29 C. Aucun crédit n'est donc demandé au chapitre 18 au titre du personnel temporaire pour les réunions qui se tiendront à Vienne durant l'exercice biennal 1982-1983.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

18.28 Aucun crédit n'est demandé à cette rubrique pour 1982-1983, car il est proposé que les ressources antérieurement prévues pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales (12 000 dollars) soient transférées à la rubrique "Heures supplémentaires". Ce transfert permettrait de gérer les ressources avec beaucoup plus de souplesse, l'expérience ayant prouvé qu'en période de pointe il est nettement plus rentable de faire faire des heures supplémentaires aux secrétaires de l'ONUDI et aux fonctionnaires permanents de l'ONU plutôt que de recruter à l'extérieur du personnel temporaire inexpérimenté.

*Consultants*

18.29 Les ressources prévues (160 400 dollars) doivent permettre de recourir à divers experts scientifiques pour i) l'élaboration de la documentation scientifique destinée aux sessions du Comité; ii) l'établissement de la version définitive du rapport de fond du Comité à l'Assemblée générale; iii) l'appui fonctionnel au Comité (calculs et analyses) à fournir. Etant donné que l'effectif permanent du secrétariat est très restreint, le concours de consultants est indispensable et cette formule est plus économique que ne serait le renforcement du secrétariat permanent. Il n'est pas prévu d'accroissement réel des ressources à cette

rubrique et le montant demandé (160 400 dollars) correspond au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

*Heures supplémentaires*

18.30 a) Les ressources nécessaires (18 100 dollars) comprennent le montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (6 100 dollars), et un montant de 12 000 dollars correspondant au transfert de ressources inscrites précédemment à la rubrique du personnel temporaire affecté à des tâches générales, transfert expliqué plus haut.

*Frais de voyage des représentants*

18.30 b) Etant donné que les membres du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants siègent à titre individuel, ils ont droit au remboursement de leurs frais de voyage et à des indemnités de subsistance. Sur les 20 membres du Comité, 11 ont droit au remboursement des frais de voyage en première classe et 9 au remboursement des frais en classe économique. Le montant intégral de ces frais, avec le coût des indemnités de subsistance, se chifferrait à 170 000 dollars. On a présumé toutefois que les membres du Comité ne réclameraient que 80 p. 100 de ce montant et le crédit demandé est de 136 000 dollars, ce qui équivaut au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

*Frais de voyage du personnel*

18.31 Les ressources prévues à ce titre (18 900 dollars) serviront à financer les déplacements entre Vienne et le siège du PNUE (Nairobi), ainsi que des visites dans des laboratoires et dans d'autres organisations.

*Imprimerie*

18.32 Les ressources nécessaires (70 800 dollars) doivent permettre d'imprimer : a) la documentation en quatre langues nécessaire pour deux sessions du Comité (environ 1 800 pages en 1982 et 1 200 pages en 1983); et b) le rapport du Comité en 1982, sous forme de publication destinée à la vente, en quatre langues, et une version simplifiée du rapport en 1983.

*Autres objets de dépenses*

18.33 Il est proposé de transférer quelques ressources des rubriques "Location et entretien des locaux", "Services divers" et "Mobiliers et matériel" aux rubriques "Location et entretien du matériel" et "Fournitures et accessoires". L'effet net de ces transferts serait une diminution globale de 5 500 dollars.

## C. – Programme d'activité

## 1. – LIAISON ET REPRESENTATION REGIONALE

TABLEAU 18.12. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	538,2	23,6	–	50,4	74,0	612,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	34,2	0,5	2,2	4,2	6,9	41,1
Heures supplémentaires	6,3	0,2	–	0,8	1,0	7,3
Dépenses communes de personnel	152,6	7,2	–	14,8	22,0	174,6
Frais de voyage du personnel	19,7	0,3	–	2,3	2,6	22,3
Location et entretien des locaux	47,2	2,3	–	7,3	9,6	56,8
Communications	10,3	0,4	–	1,4	1,8	12,1
Fournitures et accessoires	2,9	0,1	–	0,4	0,5	3,4
<b>Total</b>	<b>811,4</b>	<b>34,6</b>	<b>2,2</b>	<b>81,6</b>	<b>118,4</b>	<b>929,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
846,0	2,2	–	–	2,2	0,2 %

TABLEAU 18.12 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
i) Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	2 976,5	3 995,2
ii) Activités du programme du Fonds pour l'environnement (projets internes)	3 500,0	3 500,0
Total b)	6 476,5	7 495,2
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	6 476,5	7 495,2

<b>Total, coûts directs</b>	<b>8 425,0</b>
-----------------------------	----------------

<b>3 951,5</b>
----------------

**B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>12 376,5</b>
---	-----------------

TABLEAU 18.13. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : liaison et représentation régionale						
Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	-	-	5	5	5	5
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	5	5	6	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	1	1	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	2	1	2	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>17</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	1	1	1	1
Autres classes	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Autres catégories</b>						
Agents locaux	-	-	24	24	24	24
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>39</b>	<b>38</b>	<b>47</b>	<b>46</b>

## C. – Programme d'activité

## 1. – LIAISON ET REPRESENTATION REGIONALE

18.34 Ce programme englobe les activités des bureaux de liaison de New York et de Genève, dont les dépenses sont partiellement imputées au budget ordinaire, et celles des bureaux des représentants régionaux dans les différentes commissions régionales, dont les dépenses sont financées exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires.

18.35 Ces différents bureaux assurent la liaison avec les autres départements et services de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, les

gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

18.36 Le rôle des représentants régionaux est de signaler les faits nouveaux concernant le programme du PNUE aux gouvernements et institutions compétentes dans chaque région, en collaboration étroite avec les commissions régionales, les représentants résidents et régionaux du PNUD et les représentants des institutions spécialisées. En s'acquittant de cette tâche, les représentants régionaux s'efforcent dans toute la mesure possible d'assurer l'intégration des éléments relatifs à l'environnement dans les activités régionales qui peuvent avoir directement ou à l'avenir des conséquences pour l'environnement.



*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

18.37 Les services de personnel temporaire affecté à des tâches générales à financer par imputation sur le budget ordinaire ont été évalués à sept mois de travail par an au bureau de liaison de New York : deux mois de travail pour remplacer les agents des services généraux en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée et cinq mois pour faire face au volume de travail pendant la session de l'Assemblée générale et pour dactylographier, réviser et reproduire divers documents et rapports à établir pour des fonctionnaires du PNUE en mission à New York. Pour le bureau régional et de liaison de Genève, les services de personnel temporaire affecté à des tâches générales à financer par prélèvement sur le budget ordinaire ont été évalués à 3,5 mois de travail par an : un mois de travail pour remplacer les agents des services généraux en congé de maternité ou en congé de maladie et deux mois et demi pour faire face au volume de travail supplémentaire qu'entraînent des réunions comme celles des experts de l'environnement désignés par les gouvernements (DOEM) et pour dactylographier, réviser et reproduire les rapports qui

doivent être établis pour des fonctionnaires du PNUE en mission à Genève. Les ressources prévues (36 900 dollars) reflètent une croissance réelle de 2 200 dollars par rapport au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

*Heures supplémentaires et sursalaire de nuit*

18.38 Pour le bureau de liaison de New York, les dépenses prévues au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit qui doivent être inscrites au budget ordinaire correspondent à 208 heures de travail, nécessaires principalement pendant la session de l'Assemblée générale. Dans le cas du bureau régional et de liaison de Genève, le travail supplémentaire résulte de la nécessité d'assurer le service de diverses réunions comme celles des experts de l'environnement désignés par les gouvernements. Les ressources prévues (6 500 dollars) correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

*Autres objets de dépenses*

18.39 Aucune augmentation n'est proposée au titre des autres objets de dépenses et les ressources prévues correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

## 2. – ENVIRONNEMENT

TABLEAU 18.14. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

### A. – COUTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 271,2	114,8	(212,2)	174,5	77,1	1 348,3
Consultants	40,5	2,1	32,0	11,8	45,9	86,4
Groupes spéciaux d'experts	-	-	68,4	12,1	80,5	80,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,6	-	(1,2)	-	(1,2)	8,4
Autres dépenses communes de personnel	637,6	56,8	(106,8)	87,6	37,6	675,2
Frais de voyage du personnel	52,1	2,6	-	8,4	11,0	63,1
<b>Total</b>	<b>2 011,0</b>	<b>176,3</b>	<b>(219,8)</b>	<b>294,4</b>	<b>250,9</b>	<b>2 261,9</b>

TABLEAU 18.14 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 187,3	(219,8)	-	-	(219,8)	(10,0) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	107,2	142,5
Total a)	107,2	142,5
b) Activités de fond		
i) Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	4 779,6	6 292,8
ii) Activités du programme du Fonds pour l'environnement : projets internes	15 775,6	20 394,0
iii) Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	5 500,0	9 900,0
iv) Fonds d'affectation spéciale du Koweït	2 600,0	3 200,0
v) Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages	400,0	800,0
Total b)	29 055,2	40 586,8
c) Projets opérationnels		
i) Organismes de coopération	17 797,3	34 637,1
ii) Organismes d'appui	13 877,1	27 468,9
Total c)	31 674,4	62 106,0
Total a), b) et c)	60 836,8	102 835,3

Total, coûts directs	105 097,2
----------------------	-----------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

15 448,1
----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	120 545,3
---	-----------

TABLEAU 18.15. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	3	2	-	1	3	3
Administrateur général (D-1)	-	-	5	5	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	8	9	10	11
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	6	6	11	11
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	13	13	14	14
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	1	1	2	2
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>33</b>	<b>35</b>	<b>46</b>	<b>47</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	13	8	28	31	41	39
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>61</b>	<b>66</b>	<b>87</b>	<b>86</b>

## 2. – ENVIRONNEMENT

18.40 Ce programme est exécuté par le Bureau du Programme pour l'environnement, qui comprend le Bureau du Sous-Directeur exécutif, le Groupe de coordination du Programme, le Groupe de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'environnement, la Bibliothèque, le Groupe des rapports sur l'état de l'environnement, le Groupe du droit de l'environnement, le Bureau de l'industrie et de l'environnement, deux grands services, à savoir le Service de l'évaluation de l'environnement et le Service de la gestion de l'environnement, et quatre pôles d'activité du Programme : le Programme pour les mers régionales, le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA), et le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT).

18.41 Les neuf sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrit ci-après. Ces sous-programmes auraient la même structure en 1982-1983 qu'en 1980-1981.

*Sous-programme 1. Evaluation de l'environnement*

a) Ressources nécessaires. – Budget ordinaire : 466 000 dollars (20,6 p. 100 du total prévu pour le programme);

fonds extra-budgétaires : 13 499 200 dollars (31,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.16 à 14.40.

c) Eléments de programme :

## 1.1 Données sur l'environnement

*Produits :*

i) Publications techniques à l'intention des responsables gouvernementaux de la planification, de la recherche et de l'élaboration des politiques, concernant les sujets suivants :

a) Cadre général et directives pour l'élaboration de statistiques de l'environnement dans les domaines ci-après : écosystèmes, hygiène du milieu, environnement et développement, faune et flore sauvages et zones protégées, et milieu de travail (1983);

b) Répertoire des pratiques nationales en matière de statistiques de l'environnement (1982);

c) Recueil de statistiques de l'environnement (1983);

d) Etat de l'environnement;

ii) Rapport au Conseil d'administration (onzième session) sur les activités des organisations internationales et des organisations non gouvernementales dans le domaine des statistiques de l'environnement (1982).

1.2 Evaluation des besoins fondamentaux de l'homme en fonction des limites extrêmes

**Produits** : publications techniques à l'intention des responsables de la planification du développement et de la gestion de l'environnement, des organismes scientifiques et des établissements universitaires, concernant la corrélation entre la pauvreté des masses et la qualité de l'environnement, notamment :

- a) Corrélation entre l'érosion des sols et la pauvreté (1982);
- b) Transformations radicales des écosystèmes des forêts tropicales (1983);
- c) Transmigration et réinstallation (1983);
- d) Industrialisation des zones rurales et pêche de subsistance (1983);
- e) Examen des grands programmes nationaux de lutte contre la pauvreté sous l'angle de l'environnement (1983).

### 1.3 Evaluation des limites extrêmes

**Produits** : bulletin du PNUE sur la couche d'ozone (publication annuelle); publications techniques à l'intention des gouvernements et des instituts de formation compétents; rapport d'une réunion du Groupe spécial d'experts sur les cycles biogéochimiques (1983); et manuel de formation et guide préliminaire sur les techniques de bioproduktivité (1982 et 1983).

### 1.4 Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS)

**Produit** : rapport au Conseil d'administration sur la surveillance climatique (1982) et sur la surveillance des ressources renouvelables du point de vue de l'environnement (1982).

### 1.5 Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA)

Système continu de référence pour les questions relatives à l'environnement, à l'intention d'utilisateurs divers (responsables gouvernementaux, décideurs, institutions scientifiques, établissements universitaires, etc.).

**Produits** : *Annuaire d'INFOTERRA* (Annuaire international des services d'information sur l'environnement) [publication annuelle, plus un supplément annuel]. Quatre "mini-annuaires" spécialisés, publiés à la demande des gouvernements (1982 et 1983). Bulletins bimensuels, suppléments techniques et matériel publicitaire, publiés sur la demande des gouvernements. Deux cours de formation par an destinés aux points focaux nationaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des pays membres du CAEM.

### 1.6 Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT)

**Produits** : publications techniques à l'intention des gouvernements, du personnel technique des industries chimiques et des participants à des cours de formation; fiches descriptives concernant environ 30 substances chimiques ou groupes de substances chimiques (1982); recommandations concernant les méthodes à appliquer pour mesurer et évaluer les effets des substances chimiques sur l'homme et l'environnement et établir des normes dans ce domaine (1983); organisation de cours de formation (trois) dans diverses régions concernant un certain nombre de questions de toxicologie (1982). Services fonctionnels nécessaires lors des ateliers annuels de correspondants nationaux dans chaque région en développement (1982 et 1983); *Bulletin du RISCPT* (publication semestrielle).

## Sous-programme 2. Etablissements humains et santé humaine

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 332 500 dollars (14,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 375 700 dollars (3,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.41 à 14.52.

c) Eléments de programme :

### 2.1 Aspects environnementaux de la planification des établissements humains

**Produits** : rapports sur les aspects environnementaux de la planification des établissements humains à présenter au Conseil d'administration, lors de sa dixième session (session de caractère particulier) et de sa onzième session ordinaire (1982 et 1983), et à la Commission des établissements humains, lors de ses cinquième et sixième sessions ordinaires (1982 et 1983); services fonctionnels nécessaires lors des deux réunions communes des Bureaux du Conseil d'administration du PNUE et de la Commission des établissements humains (1982 et 1983); publications techniques : quatre séries de directives sur les aspects environnementaux de la planification et de la gestion des établissements humains (1982 et 1983); directives sur la mise au point de techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement dans le domaine des établissements humains (1983), à l'intention des planificateurs gouvernementaux et d'autres techniciens.

### 2.2 Santé et environnement

**Produits** :

i) Publications techniques (documents directifs) à l'intention des responsables gouvernementaux concernant l'effet des substances ci-après sur la santé humaine et les écosystèmes :

- a) Nickel (1982);
- b) Composés organo-phosphorés (1983);
- c) Lasers (1983);
- d) Biotoxines marines (1983); et
- e) Vanadium (1983).

ii) Rapport au Conseil d'administration contenant des directives relatives aux substances chimiques dangereuses [entreposage, évacuation et exportation] (1982); publications techniques à l'intention des gouvernements, comprenant en particulier deux séries de directives concernant respectivement les rayonnements non ionisants et les mesures de contrôle des déchets de haute activité alpha, établies en collaboration avec l'OMS et l'AIEA (1983); directives concernant des méthodes de lutte phytosanitaire écologiquement saines contre les parasites (1982); recherche intéressant les éléments écologiques nécessaires dans le cadre des programmes de lutte contre les parasites et vecteurs qui transmettent des maladies à l'homme (1983), en vue d'améliorer la production agricole; octroi de 45 bourses de perfectionnement par an (1982 et 1983) à des chercheurs gouvernementaux s'occupant de questions d'environnement pour qu'ils puissent entreprendre des recherches et des études universitaires supérieures, et publication de la documentation utilisée dans le cadre de ces activités de formation et de recherche (1983), notamment manuels sur la zoonose et le contrôle épidémiologique, à l'intention de la communauté scientifique et d'ateliers de formation.

*Sous-programme 3. Ecosystèmes terrestres*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 520 200 dollars (23 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 4 772 000 dollars (11,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.53 à 14.78.

c) Eléments de programme :

## 3.1 Ecosystèmes des terres arides et semi-arides

*Produits* : assistance consultative à une vingtaine de gouvernements d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, pour les aider à élaborer leurs programmes de surveillance écologique de la désertification et leurs plans nationaux de lutte contre la désertification. Elaboration et essai d'une méthodologie cartographique pour évaluer l'étendue de la désertification dans une dizaine de pays de différentes régions (1982 et 1983); appui fonctionnel à la Chine et à l'Union soviétique pour l'organisation de huit stages de formation sur la lutte contre la désertification (1982 et 1983).

## 3.2 Ecosystèmes des forêts et bois tropicaux

*Produits* : publications techniques à l'intention des responsables gouvernementaux, notamment évaluation régionale des ressources en forêts tropicales (1982); manuels et directives pour l'élaboration de politiques et de stratégies rationnelles pour la gestion et la mise en valeur des forêts tropicales (1983); organisation et service d'une réunion d'experts gouvernementaux chargés de formuler un plan d'action pour les forêts tropicales (1982); octroi de huit bourses de formation (quatre en 1982 et quatre en 1983) visant à permettre à différents pays de prendre part à des conférences sur les forêts tropicales. Etablissement de fiches descriptives (deux en 1982 et deux en 1983) sur l'évaluation de la situation des écosystèmes de forêts tropicales, à l'intention des spécialistes de divers pays.

## 3.3 Ecosystèmes montagneux, insulaires, côtiers et autres

*Produits* : publications techniques : rapport d'évaluation final sur les résultats des projets pilotes intégrés de recherche, de formation et d'information à dominante écologique, réalisés dans les Andes, rapport destiné, pour examen et action consécutive, aux responsables et aux planificateurs de gouvernements de la région des Andes et d'autres gouvernements (1983); rapport d'évaluation final sur les résultats d'une enquête sur l'écologie des mangroves dans les Caraïbes (Trinité, Tobago et Venezuela), proposant des méthodes de gestion rationnelle des mangroves (1983), à l'intention des planificateurs des gouvernements intéressés et d'autres gouvernements de toute la région des Caraïbes; publication de fiches descriptives et de brochures sur les écosystèmes méditerranéens, à l'intention du grand public (deux en 1982 et trois en 1983) et sur les données écologiques de la région de l'Himalaya (1983).

## 3.4 Promotion de la coopération internationale en matière d'acquisition et de transfert des connaissances dans le domaine des sols

*Produits* : publications techniques à l'intention des gouvernements, contenant une série de directives sur la dégradation et la perte des sols (1982); déclaration sur la mise en œuvre d'une politique mondiale et d'un plan d'action à long terme dans le domaine des sols (1983);

services consultatifs concernant les problèmes de la gestion des sols, comme suite aux travaux de groupes consultatifs d'experts (1983); projet de charte mondiale des sols (1983); rapport PNUE/FAO/UNESCO sur la productivité globale des terres et des sols et le système de surveillance de l'environnement, la classification internationale des sols et la gestion intégrée et écologiquement saine de systèmes agricoles zonaux; et rapports sur des expériences réussies de lutte contre la dégradation et la perte des sols (1983).

## 3.5 Eau

*Produits* : publications techniques à l'intention des planificateurs gouvernementaux, des gestionnaires et d'organismes intéressés :

i) Directives découlant d'études de cas visant à incorporer des dimensions environnementales dans les programmes ayant pour objet l'élaboration et l'application de nouvelles méthodes d'évaluation et de gestion des ressources hydrauliques nationales (1983);

ii) Directives découlant d'expériences pratiques réalisées dans les bassins de l'Euphrate, du Mékong inférieur et du Rufigi, touchant l'aménagement intégré et écologiquement rationnel des bassins fluviaux (1983);

iii) Directives fondées sur des études de cas (1982) visant à résoudre les problèmes environnementaux engendrés par la construction de grands barrages, et élaboration d'un manuel généralisant les dernières expériences dans ce domaine (1983);

iv) Méthodologies et recommandations, fondées sur un certain nombre d'études de cas, pour l'étude de phénomènes dans les écosystèmes de zones humides, et directives visant à incorporer des dimensions environnementales dans les activités de développement de ces écosystèmes (1983);

v) Directives et démonstrations, fondées sur des études de cas, visant à résoudre les problèmes de gestion des eaux et les problèmes environnementaux dans les zones deltaïques des grands fleuves (1983);

vi) Méthodologie et recommandations concernant l'étude de phénomènes dans la lithosphère, dans le contexte de l'utilisation des eaux souterraines; la gestion rationnelle des eaux souterraines et la protection des nappes contre la pollution et l'épuisement (d'après des études de cas); et la lutte contre les phénomènes géologiques exogènes (coulées de boue et glissements de terrain) [1983];

vii) Formation pratique, dans cinq zones géographiques différentes, de 150 spécialistes originaires de pays en développement, en vue d'introduire un système intégré et écologiquement sain d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et d'encourager l'application de méthodes appropriées dans ce domaine (1982 et 1983).

## 3.6 Ressources génétiques

*Produits* : publications techniques, à l'intention des services agricoles et médicaux des gouvernements, énumérant les souches génétiques microbiennes particulièrement utiles pour la fertilité des sols, la production alimentaire destinée à la consommation humaine et animale et la lutte contre les parasites et les vecteurs, y compris les souches microbiennes pour la fixation biologique de l'azote (1982), pour la fermentation (1983) et pour la lutte contre les parasites et les éléments pathogènes (1983); quatre publications techniques, à l'intention des planificateurs gouvernementaux, des organismes à vocation environne-

mentale et des milieux scientifiques et universitaires, établies par des groupes consultatifs d'experts, concernant les possibilités d'utilisation de ressources génétiques spécifiques aux fins d'un développement écologiquement sain (deux en 1982 et deux en 1983); préparation de 20 fiches descriptives sur les ressources génétiques végétales (trois fiches en 1982 et trois en 1983), animales (deux fiches en 1982 et deux en 1983) et halieutiques (deux fiches en 1982 et deux en 1983), à l'intention des services forestiers nationaux et des services chargés de la conservation. Octroi d'environ 170 bourses (pour chacune des années 1982 et 1983) à des chercheurs de pays en développement afin de leur permettre de participer à des stages de formation sur les applications environnementales des ressources génétiques, organisés conjointement par le PNUE, l'UNESCO, la FAO, le Groupe international des ressources génétiques végétales et les institutions gouvernementales intéressées.

### 3.7 Faune et flore sauvages et zones protégées

**Produits** : rapport au Conseil d'administration (dixième session) concernant la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de la conservation par les gouvernements et les organismes intéressés (deuxième trimestre de 1982). Quatre publications techniques sur la faune et la flore sauvages et les zones protégées, à l'intention des gouvernements, y compris des ouvrages de référence sur les écosystèmes terrestres, les espèces, les écosystèmes d'eau douce et les écosystèmes ozonaux (deux en 1982 et deux en 1983). Publication de versions mises à jour du *Répertoire mondial des parcs nationaux et des autres zones protégées*; de la liste de l'ONU énumérant les parcs nationaux et les réserves analogues; du *Répertoire des zones humides d'importance internationale*; et des Livres rouges de données sur les espèces menacées, à l'intention des gouvernements (1982 et 1983). Etablissement d'un manuel d'identification des espèces menacées et établissement et publication d'une liste de récapitulation desdites espèces (1983), à l'intention des gouvernements, aux fins de l'application de la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages. Bulletins d'information sur la gestion de la faune et de la flore sauvages en Amérique latine (trimestriels). Octroi de 120 bourses de formation à des ressortissants de pays en développement pour leur permettre de participer à des voyages d'étude en Union soviétique et en Chine concernant les zones protégées et la faune et la flore sauvages (60 bourses pour chacune des années 1982 et 1983).

### Sous-programme 4. Environnement et développement

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 343 800 dollars (15,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 3 181 300 dollars (7,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.79 à 14.96.

c) Eléments de programme :

#### 4.1 Conception intégrée de l'environnement et du développement

**Produits** : publications techniques à l'intention des gouvernements, y compris un aperçu général (1982); rapports sur les progrès réalisés dans l'élaboration et l'application de méthodes visant à intégrer des objectifs

environnementaux dans la planification et le processus du développement en Papouasie-Nouvelle-Guinée (1982) et à Cuba (1983). Rapports au Conseil d'administration (onzième session) concernant les propositions et actions consécutives découlant des séminaires régionaux sur d'autres modes de vie et de développement (1983) et les objectifs d'un développement écologiquement sain dans le cadre de la mise en œuvre du nouvel ordre économique international et de la nouvelle Stratégie internationale du développement (1983). Publication destinée à la vente : *Directives sur l'écodéveloppement*, à l'intention des gouvernements (1983).

#### 4.2 Techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement

**Produit** : rapports au Conseil d'administration (dixième session) concernant les techniques peu polluantes ou sans déchets; la jacinthe des eaux; et les techniques classiques (1982).

#### 4.3 Industrie et environnement

**Produits** : publications techniques à l'intention des responsables gouvernementaux et autres concernant les problèmes environnementaux dans certains secteurs industriels et leur solution : cinq publications sur les agro-industries, dont deux en 1982 et trois en 1983; publications sur l'industrie du ciment (1983), sur l'industrie chimique (1982), sur l'industrie sidérurgique (1982); cinq publications sur les métaux non ferreux (deux en 1982 et trois en 1983); trois publications sur l'industrie du pétrole (deux en 1982 et une en 1983); deux publications sur l'industrie du papier et de la pâte à papier (1983) et quatre sur les techniques industrielles peu polluantes ou sans déchets, en collaboration avec la CEE (une en 1982 et trois en 1983); ateliers de formation à l'intention de responsables gouvernementaux, organisés en coopération avec les organes compétents de l'ONU : un atelier sur les véhicules automobiles (troisième trimestre de 1983), quatre sur le papier et la pâte à papier (1983), deux sur les résidus agro-industriels (l'un en 1982, l'autre en 1983). Octroi de deux bourses par an en 1982 et en 1983 pour former des experts en développement aux méthodes de gestion environnementale dans l'industrie (en collaboration avec l'ONUDI).

### Sous-programme 5. Océans

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 65 600 dollars (2,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 3 869 200 dollars (9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.97 à 14.111.

c) Eléments de programme :

#### 5.1 Pollution du milieu

**Produits** : publication technique sur la première étude de la salubrité des océans, établie à l'intention des gouvernements par le Groupe d'experts des aspects scientifiques de la pollution des mers (1982). Obtention de l'accord des gouvernements régionaux intéressés à propos des aspects méthodologiques d'un système mondial de surveillance de polluants sélectionnés (1983), sur la base de l'expérience acquise grâce aux travaux en cours dans diverses mers régionales.

## 5.2 Ressources biologiques de la mer

*Produits* : publication technique en vue de l'élaboration d'un plan d'action sur les mammifères marins (1982); *Actes de l'Atelier scientifique sur les ressources biologiques marines en Afrique tropicale* (1982), à l'intention des gouvernements et pour l'information des organismes et institutions intéressés.

## 5.3 Mers régionales

*Produits* : adoption par les gouvernements intéressés : a) de deux plans d'action pour l'Atlantique Sud-Ouest et l'Afrique de l'Est, respectivement; et b) d'une convention sur la protection de l'environnement marin dans la région des Caraïbes.

## Sous-programme 6. *Energie*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 88 200 dollars (3,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 215 000 dollars (0,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.112 à 14.119.

### c) Élément de programme :

#### 6.1 Aspects environnementaux de la production et de l'utilisation de l'énergie

*Produits* : publications techniques à l'intention des planificateurs et décideurs des pays en développement, pour les aider à évaluer la relation entre, d'une part, la production et l'utilisation d'énergie de sources diverses (nouvelles et renouvelables) et, d'autre part, l'environnement (1983); études de faisabilité sur la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables dans certains pays (1982 et 1983), choisis compte tenu des débats dont fera l'objet le Plan d'action de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui doit se tenir en 1981. Les résultats de travaux de recherche et des rapports sur la conservation d'énergie dans les pays en développement et la mise en valeur de zones d'extraction en carrière seront publiés dans la série "Rapports sur l'énergie" (1983).

## Sous-programme 7. *Catastrophes naturelles*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire; fonds extra-budgétaires : 644 900 dollars (1,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.120 à 14.127.

### c) Élément de programme :

#### 7.1 Catastrophes naturelles

*Produits* : on s'efforcera de coordonner et de catalyser les efforts des gouvernements en vue de prévenir ou d'atténuer les effets catastrophiques de divers phénomènes naturels, en leur fournissant notamment un appui technique, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, pour la mise en place de systèmes d'alerte avancée pour les catastrophes naturelles; une banque mondiale de données sismiques et un réseau mondial d'observation devraient être mis en place d'ici à 1983.

## Sous-programme 8. *Mesures d'appui*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 266 900 dollars (11,8 p. 100 du total prévu pour le programme);

fonds extra-budgétaires : 14 058 200 dollars (32,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.128 à 14.141.

### c) Eléments de programme :

#### 8.1 Education en matière d'environnement

*Produit* : près de 300 enseignants, formateurs d'enseignants et spécialistes seront formés chaque année en 1982 et 1983, dans chacune des cinq régions désignées par l'UNESCO. En collaboration avec l'UNESCO et avec d'autres organismes des Nations Unies et organes gouvernementaux intéressés, des professionnels et des spécialistes seront formés dans des établissements d'enseignement appuyés par l'ONU dans diverses régions en développement, tels que le Centro Internacional de Formación en Ciencias Ambientales.

#### 8.2 Formation en matière d'environnement

*Produit* : formation chaque année, en 1982 et 1983, d'environ 600 fonctionnaires gouvernementaux et professionnels, dans chacune des quatre régions en développement désignées par l'UNESCO.

#### 8.3 Information

*Produits* : publication de rapports techniques à l'intention du public; bulletin d'information *UNITERRA* (10 numéros par an); *MAZINGIRA — Forum mondial de l'environnement et du développement* (trimestriel); fiches descriptives, liste de documents d'information et communiqués de presse pour l'information du public, publiés selon les besoins.

#### 8.4 Assistance technique

*Produits* : fourniture de services consultatifs et d'avis spécialisés sur divers aspects de l'environnement intéressant les gouvernements et les organes régionaux, en particulier dans le domaine de la législation environnementale. Octroi d'environ 230 bourses et subventions par an destinées à permettre à des ressortissants de pays en développement d'acquérir ou de développer leurs connaissances dans le domaine de l'environnement et de participer à d'importantes réunions internationales ou régionales sur l'environnement.

## Sous-programme 9. *Gestion de l'environnement, y compris le droit de l'environnement*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 178 700 dollars (7,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 375 700 dollars (3,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 14.142 à 14.151.

### c) Eléments de programme :

#### 9.1 Droit de l'environnement

*Produits* : élaboration, pour examen par les gouvernements, de deux projets de convention sur les aspects environnementaux des ressources naturelles partagées : fleuves internationaux et mers régionales (1983). A cette fin, fourniture des services fonctionnels nécessaires lors de deux réunions intergouvernementales (1983) et de quatre réunions intergouvernementales de groupes d'experts (deux en 1982 et deux en 1983). Organisation de dix réunions préparatoires intergouvernementales de groupes d'experts sur le droit de l'environnement (cinq en 1982 et cinq en 1983) et fourniture des services fonctionnels nécessaires.

Fourniture aux gouvernements de pays en développement, sur demande, de services consultatifs sur des questions juridiques ayant trait à l'environnement.

## 9.2 Gestion de l'environnement

*Produits* : publication technique sur un ensemble d'instruments opérationnels et de méthodologies dans le domaine de la gestion de l'environnement (1982); organisation et service de séminaires d'experts intergouvernementaux et de conférences sur ces instruments et méthodologies (1982 et 1983)

### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

#### Transfert de ressources en personnel (administrateurs)

18.42 a) Tous les mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983 seront affectés à des éléments de programme qui étaient en cours en 1980-1981 et dont l'exécution se poursuivra en 1982-1983.

#### Transfert de postes permanents

18.42 b) Il est proposé de transférer le poste de directeur du Service de l'évaluation de l'environnement (poste D-2 inscrit au budget ordinaire) au Bureau du Directeur exécutif, en échange d'un poste D-2 de ce bureau financé par des fonds extra-budgétaires. Ce transfert a déjà été effectué à titre provisoire en 1979. La croissance réelle négative qui résulterait du transfert proposé au titre du présent programme s'élèverait à 165 200 dollars (109 200 dollars pour les traitements, 54 800 dollars pour les dépenses communes de personnel et 1 200 dollars pour les indemnités de représentation).

18.43 Il est proposé en outre de transférer cinq postes d'agent local de ce programme à la Section des services généraux (Service administratif). Ces postes sont occupés par des commis à la codification et à l'enregistrement et, comme les travaux d'enregistrement sont désormais centralisés à la Section des services généraux, il semble préférable d'inscrire les crédits correspondants au programme de l'administration et des services communs plutôt qu'au programme pour l'environnement. Ce transfert se traduirait par une réduction de 155 000 dollars au titre du présent programme (103 000 dollars pour les traitements et 52 000 dollars pour les dépenses communes de personnel).

#### Consultants

18.44 Les ressources nécessaires à cette rubrique pour 1982-1983 sont indiquées ci-après :

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
5.3	Quatre mois de travail de consultant en 1982 et quatre mois de travail en 1983, aux fins des activités consécutives à la décision 33/421 de l'Assemblée générale relative à la pollution marine et au droit de la mer	44 500
5.3	Un mois de travail de consultant en 1983 pour rédiger un mémoire technique sur l'état de protection du milieu marin critique et des ressources génétiques marines (décision 33/421 de l'Assemblée générale)	5 500

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
8.3	Trois mois de travail de consultant en 1982 et 1,5 mois de travail en 1983 pour l'établissement d'une version vulgarisée du rapport sur la situation de l'environnement [résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, sect. I, par. 2 d]	24 600
Total		74 600

#### Groupes spéciaux d'experts

18.45 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (68 400 dollars) est un élément de croissance réelle car jusqu'à présent il n'a jamais été proposé de financer ces groupes au moyen de crédits du budget ordinaire inscrits au présent chapitre du budget-programme. Il est proposé de convoquer trois groupes spéciaux d'experts. Leur financement par imputation sur le budget ordinaire serait conforme à l'alinéa d du paragraphe 2 de la section 1 de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, ainsi qu'au paragraphe 4 de sa résolution 34/186, intitulée "Coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats".

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
1.1	Examen du projet de rapport sur la situation de l'environnement (10 experts, Genève, 1982, une semaine)	20 100
1.1	Examen du projet de rapport sur la situation de l'environnement (10 experts, Genève, 1983, une semaine)	22 100
9.1	Examen du rôle futur du PNUE dans la conservation et l'exploitation harmonieuse des ressources naturelles partagées (10 experts, New York, 1983, une semaine)	26 200
Total		68 400

#### Frais de voyage du personnel

18.46 Le montant estimatif des ressources nécessaires pour 1982-1983 (54 700 dollars) correspond au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 et serait utilisé aux fins ci-après :

	Dollars	
a) Participation à des réunions directement liées à la mise en œuvre du programme (organes de l'ONU, conférences et groupes)	6 300	
b) Consultations avec des gouvernements, des institutions, des organismes des Nations Unies, les secrétariats des commissions régionales et des institutions spécialisées concernant des questions techniques ayant trait à l'environnement, afin de recueillir des renseignements en vue de l'établissement d'études et de rapports	37 400	
c) Consultations avec des institutions spécialisées, les secrétariats de commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies concernant certains aspects de l'orientation et de la coordination des recherches interdisciplinaires et la synthèse intersectorielle de questions relatives au développement	11 000	
Total		54 700



## 3. - DESERTIFICATION

TABLEAU 18.16. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire : Néant

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
i) Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	1 483,6	1 826,3
ii) Activités du programme du Fonds pour l'environnement (projets internes)	724,4	1 106,0
<b>Total b)</b>	2 208,0	2 932,3
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	169,1	169,1
FNUAP	84,7	84,7
Organismes coopérants	2 202,7	3 362,9
Organisations d'appui	3 622,9	5 531,1
<b>Total c)</b>	6 079,4	9 147,8
<b>Total a), b) et c)</b>	8 287,4	12 080,1

<b>Total, coûts directs</b>	12 080,1
-----------------------------	----------

1 142,5
---------

## B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	13 222,6
---	----------

TABLEAU 18.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : désertification

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	-	-	2	2	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	3	3	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	3	3	3	3
<b>Total</b>	-	-	8	8	8	8
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	-	-	8	8	8	8
<b>Total</b>	-	-	8	8	8	8
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	-	16	16	16	16

## 3. - DESERTIFICATION

18.47 Le Groupe de la désertification a pour principale responsabilité la coordination des mesures d'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Le Groupe, qui fait partie du Bureau du Programme du PNUE, est financé exclusivement au moyen des fonds extra-budgétaires fournis conjointement par le PNUD, le FNUAP et le Fonds du PNUE. Il a été créé en 1978, conformément à la recommandation 27 du Plan d'action pour lutter contre

la désertification<sup>4</sup> et à la décision 6/13 E du Conseil d'administration du PNUE en date du 24 mai 1978. Ses principales fonctions consistent à enrayer et à contrôler les processus de désertification, d'érosion et de salinisation, à rendre de nouveau productives des régions qui l'étaient autrefois et à améliorer l'approvisionnement en eau et la qualité de l'eau ainsi que la production animale dans les écosystèmes des terres arides et semi-arides.

<sup>4</sup> A/CONF.74/36, chap. 1.

4. - GESTION DU FONDS DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU 18.18. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire : Néant

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	133,2	177,0
<b>Total a)</b>	133,2	177,0
<b>b) Activités de fond</b>		
i) Dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	2 678,1	3 308,9
<b>Total b)</b>	2 678,1	3 308,9
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	2 811,3	3 485,9

<b>Total, coûts directs</b>	3 485,9
-----------------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 257,1
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	4 743,0
---	---------

TABLEAU 18.19. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : gestion du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	-	-	1	1	1	1
Directeur (D-2)	-	-	1	1	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	2	2	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	2	2	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	6	6	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	9	9	9	9
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	3	3	3	3
<b>Total</b>	-	-	24	24	24	24
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	-	-	22	22	22	22
<b>Total</b>	-	-	22	22	22	22
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	-	46	46	46	46

#### 4. - GESTION DU FONDS DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

18.48 Les fonctions de ce programme comprennent la gestion et l'administration du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, sous la responsabilité

du Sous-Directeur exécutif (Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration). Outre le Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur du Fonds, le Bureau comprend le Service de gestion du Programme du Fonds et la Section des politiques du Fonds et de l'évaluation. Ce programme est entièrement financé par le Fonds du PNUE.

## D. - Appui aux programmes

## 1. - SERVICES DE CONFERENCE

TABLEAU 18.20. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	810,0	68,6	103,0	169,0	340,6	1 150,6
Personnel temporaire pour les réunions	146,8	8,2	(155,0)	-	(146,8)	-
Dépenses communes de personnel	406,8	33,4	52,0	84,5	169,9	576,7
<b>Total</b>	<b>1 363,6</b>	<b>110,2</b>	<b>-</b>	<b>253,5</b>	<b>363,7</b>	<b>1 727,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 473,8	-	-	-	-	0,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond		
Dépenses de programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	1 034,1	1 270,1
<b>Total b)</b>	<b>1 034,1</b>	<b>1 270,1</b>
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 034,1</b>	<b>1 270,1</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 997,4</b>
-----------------------------	----------------

<b>(2 997,4)</b>
------------------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 18.21. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	6	6	7	7
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	1	2	1	2
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>16</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	14	19	19	20	33	39
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>33</b>	<b>39</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>48</b>	<b>55</b>

## D. — Appui aux programmes

## 1. — SERVICES DE CONFERENCE

18.49. Le programme des services de conférence relève du Service administratif.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transformation en postes permanents de postes actuellement pourvus par du personnel temporaire pour les réunions*

18.50. Après examen, il s'avère que les cinq postes d'agent des services généraux actuellement financés à l'aide de crédits ouverts au titre du personnel temporaire pour les

réunions comportent des tâches de caractère permanent et continu. Il est donc proposé de les transformer en postes permanents, correspondant aux fonctions suivantes :

- Secrétaire du chef de la Section des services de conférence.
- Dactylographe-compositeur.
- Perforateur.
- Commis aux conférences et à la terminologie.
- Technicien chargé du développement des films.

Aucune croissance réelle ne résulterait de cette proposition puisque les ressources supplémentaires demandées (155 000 dollars) au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel seraient intégralement compensées par une réduction équivalente des ressources nécessaires au titre du personnel temporaire pour les réunions.

## 2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 18.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 105,7	84,1	163,8	221,6	469,5	1 575,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	61,0	3,1	7,0	11,1	21,2	82,2
Consultants	30,3	1,6	-	4,9	6,5	36,8
Heures supplémentaires	35,8	1,9	(19,3)	2,7	(14,7)	21,1
Dépenses communes de personnel	556,1	41,5	82,8	109,5	233,8	789,9
Frais de voyage du personnel	54,9	2,8	-	8,9	11,7	66,6
Imprimerie et reliure	45,2	2,3	(18,9)	4,5	(12,1)	33,1
Frais généraux de fonctionnement						
Eclairage, chauffage, énergie et eau	44,6	2,3	4,4	8,0	14,7	59,3
Location et entretien du matériel	222,7	11,4	-	36,3	47,7	270,4
Communications	308,6	15,8	-	50,3	66,1	374,7
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5,0	0,2	-	0,8	1,0	6,0
Services divers	29,5	1,6	-	4,9	6,5	36,0
Fournitures et accessoires	217,9	11,1	-	35,5	46,6	264,5
Mobilier et matériel	132,9	6,8	18,5	24,6	49,9	182,8
Nouveaux locaux et agrandissements	15,2	0,7	-	2,5	3,2	18,4
Amortissement des emprunts	170,0	-	(170,0)	-	(170,0)	-
<b>Total</b>	<b>3 035,4</b>	<b>187,2</b>	<b>68,3</b>	<b>526,1</b>	<b>781,6</b>	<b>3 817,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 222,6	68,3	-	32,4	100,7	3,1 %

TABLEAU 18.22 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	159,6	212,0
<b>Total a)</b>	159,6	212,0
<b>b) Activités de fond</b>		
i) Dépenses de programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement	6 175,8	8 217,7
ii) Fonds d'affectation spéciale pour le coordonnateur de langue française	79,4	79,4
<b>Total b)</b>	6 255,2	8 297,1
<b>c) Projets opérationnels</b>		
	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	6 414,8	8 509,1

<b>Total, coûts directs</b>	12 326,1
-----------------------------	----------

(12 326,1)
------------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---



TABLEAU 18.23. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	2	5	3	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	8	6	9	7
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	1	2	3	4
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>21</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	28	37	107	107	135	144
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>37</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>135</b>	<b>144</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>36</b>	<b>45</b>	<b>118</b>	<b>120</b>	<b>154</b>	<b>165</b>

## 2. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

18.51 Ce programme est exécuté par le Service administratif, qui comprend le Bureau du chef du Service et les Sections du personnel, des finances et des services généraux. Le Service administratif supervise également les activités de la Section des services de conférence et du Groupe de la planification du siège.

18.52 Au cours de l'exercice biennal 1982-1983, certains services, tels que les communications, la valise diplomatique et l'imprimerie<sup>5</sup>, continueront à être fournis par le PNUÉ pour lui-même et pour le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), dans les limites des ressources actuelles, afin d'éviter tout gaspillage.

<sup>5</sup> Comme il a déjà été signalé à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session, au paragraphe 17 du document A/C.5/33/63.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*
*Postes nouveaux*

18.53 Trois nouveaux postes d'agent local sont demandés, pour un assistant aux finances, un technicien et un commis d'administration. Le premier de ces postes serait affecté à la Section des finances et les deux autres à la Section des services généraux. Ces nouveaux postes ne feraient en fait que régulariser les arrangements actuels, en vertu desquels un certain nombre de fonctionnaires accomplissant des tâches de caractère permanent sont rémunérés au moyen de crédits ouverts au titre du personnel temporaire, le dépassement des crédits ouverts à ce titre étant compensé par les économies réalisées sur le coût des postes permanents vacants ou bloqués. Toutefois, cet arrangement n'est pas viable à long terme et c'est la raison pour laquelle trois postes nouveaux sont maintenant demandés. Le coût total de ces postes pour l'exercice biennal s'élèverait à 93 000 dollars, mais, compte tenu des délais de recru-

tement, les ressources demandées pour 1982-1983 sont de 60 600 dollars (40 200 dollars au titre des traitements et 20 400 dollars au titre des dépenses communes de personnel).

#### Transfert de postes

18.54 Comme on l'a indiqué plus haut dans les paragraphes 18.22 et 18.42, il est proposé de transférer à la Section des services généraux du présent programme un poste d'agent local du Bureau du Directeur exécutif et 5 postes d'agent local du Bureau du Programme pour l'environnement. Ces transferts permettraient de faire concorder les dispositions budgétaires avec les arrangements administratifs en vertu desquels les services d'enregistrement sont désormais centralisés à la Section des services généraux. La croissance réelle que ferait apparaître ce programme du fait de ces transferts représenterait 186 000 dollars (123 600 dollars au titre des traitements et 62 400 dollars au titre des dépenses communes de personnel).

#### Personnel temporaire affecté à des tâches générales

18.55 Les ressources prévues à ce titre (71 100 dollars) serviraient à remplacer les agents des services généraux en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité et à recruter du personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe. Compte tenu de l'expérience des différentes unités administratives durant l'exercice biennal en cours, elles se répartissent comme suit :

Unité administrative	Mois de travail nécessaires pour l'exercice biennal	Dollars <sup>a</sup>
Bureau du Directeur exécutif et du chef de Cabinet	12	10 100
Bureau du Directeur exécutif adjoint	8	6 700
Bureau du Sous-Directeur exécutif. Bureau du Programme pour l'environnement :		
Groupe de coordination du programme	8	6 700
Bibliothèque	6	5 000
Gestion de l'environnement : direction et coordination	10	8 400
Evaluation de l'environnement : direction et coordination	13	10 900
Section des finances	4	3 300
Section des services généraux	6	10 000
Section du personnel	6	10 000
<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>71 100</b>

<sup>a</sup> Le nombre de mois de travail nécessaires a été calculé d'après l'expérience des différentes unités considérées plutôt que d'après des coûts standard. A cet égard, il convient de rappeler que le congé de maternité a récemment été porté de 3 à 4 mois.

#### Consultants

18.56 Le montant prévu à ce titre (31 900 dollars), qui correspond au montant de base nécessaire pour le maintien des programmes, serait utilisé pour établir un manuel de comptabilité et pour préparer de la documentation en rapport avec le perfectionnement du personnel et la formation.

#### Heures supplémentaires

18.57 Le montant demandé à ce titre (18 400 dollars) se décompose comme suit :

Unité administrative	Heures de travail nécessaires pour l'exercice biennal	Dollars
Bureau du Directeur exécutif et du chef de Cabinet	200	1 500
Programme pour l'environnement	300	2 200
Section des services généraux	2 000	14 700
<b>Total</b>	<b>2 500</b>	<b>18 400</b>

#### Frais de voyage du personnel

18.58 Le montant prévu à cette rubrique (57 700 dollars) correspond au crédit ouvert pour l'exercice biennal 1980-1981. Il doit permettre de maintenir des contacts étroits avec le Siège de l'ONU en ce qui concerne les questions relatives au personnel, aux finances et aux services de conférence.

#### Imprimerie et reliure

18.59 Les ressources nécessaires (28 600 dollars) font apparaître une réduction de 18 900 dollars du fait de la capacité accrue des ateliers de reproduction du secrétariat.

#### Frais généraux de fonctionnement

18.60 Les ressources nécessaires à ce titre (646 100 dollars) font apparaître une augmentation de 4 400 dollars à la rubrique "Éclairage, chauffage, énergie et eau", due à l'augmentation régulière de la consommation d'eau et d'électricité au cours de l'exercice biennal 1980-1981. Les montants prévus aux autres rubriques demeurent inchangés.

#### Fournitures et accessoires

18.61 Le montant prévu (229 000 dollars) ne fait apparaître aucune augmentation par rapport au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.

#### Mobilier et matériel

18.62 Les ressources demandées (158 200 dollars) reflètent une augmentation de 18 500 dollars. Le matériel à acheter au cours de l'exercice biennal est le suivant :

	Dollars
Une imprimeuse Heidelberg	70 000
Une plieuse	30 000
Matériel de représentation graphique	30 000
Matériel de communications (sécurité)	28 200
<b>Total</b>	<b>158 200</b>

Comme il ressort du paragraphe 18.59, on prévoit que l'achat d'une imprimeuse et d'une plieuse permettra de réaliser des économies à long terme sur les dépenses d'imprimerie.

#### Nouveaux locaux et agrandissements et amortissement des emprunts

18.63 Le montant prévu (15 900 dollars) fait apparaître une réduction de 170 000 dollars à la rubrique "Amortissement des emprunts", étant donné que le prêt consenti par le Fonds pour l'environnement pour financer le siège temporaire du PNUE sera totalement amorti avant la fin de l'exercice biennal 1980-1981. A cet égard, il convient de rappeler qu'au cours de l'exercice biennal 1976-1977 le crédit ouvert au budget ordinaire au titre des frais de location du PNUE avait été réaffecté à l'amortissement des emprunts. Le montant de 15 900 dollars qui est actuellement demandé doit permettre de procéder à des agrandissements mineurs et d'assurer l'entretien courant des locaux existants.

3. - TRAVAUX DE CONSTRUCTION : GROUPE DE PLANIFICATION DU SIEGE

TABLEAU 18.24. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes temporaires	221,8	20,2	-	41,3	61,5	283,3
Dépenses communes de personnel	111,2	10,2	-	20,5	30,7	141,9
Frais de voyage du personnel	9,5	0,6	-	1,6	2,2	11,7
<b>Total</b>	<b>342,5</b>	<b>31,0</b>	<b>-</b>	<b>63,4</b>	<b>94,4</b>	<b>436,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
373,5	-	-	-	-	0,0 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

**Total, coûts directs** 436,9

(436,9)

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

3. - TRAVAUX DE CONSTRUCTION (GROUPE DE PLANIFICATION DU SIEGE)

18.64 Par sa résolution 32/208 du 21 décembre 1977, l'Assemblée générale a autorisé un programme de construction d'un siège permanent pour le PNUE et de locaux pour d'autres bureaux des Nations Unies à Nairobi. A cet égard, l'Assemblée a approuvé la création à titre temporaire d'un groupe de planification comprenant un poste P-5, 2 postes P-3 et 2 postes d'agent local.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

*Postes temporaires*

18.65 Comme le programme de construction devrait s'achever dans le courant de l'exercice biennal 1984-1985, il

est proposé de maintenir les effectifs du Groupe de la planification du siège pendant tout l'exercice biennal 1982-1983.

*Frais de voyage du personnel*

18.66 Les ressources prévues à ce titre (10 100 dollars) doivent permettre au Groupe de la planification du siège de maintenir une coopération étroite avec le Groupe des services spéciaux du Bureau des services généraux à New York.

*Frais de construction*

18.67 Les ressources nécessaires pour la construction du bâtiment prévu sont demandées séparément au chapitre 32.

**CHAPITRE 19. – CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS  
(HABITAT)**

**TABEAU 19.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 138,3	369,0	4,5	(141,4)	(1,7)	1 339,6	16,4	1 567,2	19,2	9 705,5

*Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)*

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 507,3	(141,4)	647,4	-	(788,8)	(9,2) %

**2) Fonds extra-budgétaires**

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 554,1	2 043,1
<b>Total a)</b>	1 554,1	2 043,1
<b>b) Activités de fond</b>		
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	1 545,8	2 327,8
Remboursement des dépenses d'appui aux activités de coopération technique et aux activités fonctionnelles	1 621,6	2 154,1
Subvention du Programme alimentaire mondial	144,2	215,3
Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement	58,0	85,9
<b>Total b)</b>	3 369,6	4 783,1
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	24 000,0	26 000,0
Fonds du PNUD	719,8	770,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	2 000,0	3 600,0
Divers	3 187,9	3 520,0
<b>Total c)</b>	29 907,7	33 890,0
<b>Total a), b) et c)</b>	34 831,4	40 716,2
<b>Total, coûts directs</b>		50 421,7

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

1 228,8

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis**

51 650,5

TABLEAU 19.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
 (AUX TAUX REVISES DE 1981)  
 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Ajustements spéciaux (7)				Total (8)
A. Organes directeurs	45,2	-	-	-	-	2,2	-	2,2	47,4		
B. Direction exécutive et administration	1 384,8	-	-	118,8	2,2	2,2	-	121,0	1 505,8		
C. Programme d'activités : Etablissements humains	4 455,0	228,1	397,0	-	450,9	25,9	-	873,8	5 100,7		
D. Appui aux programmes : Services administratifs et services communs	2 253,3	527,1	-	99,5	27,7	-	-	127,2	1 853,4		
Total	8 138,3	755,2	397,0	669,2	58,0	-	-	1 124,2	8 507,3		

**TABEAU 19.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs	45,2	2,2	18,0	10,2	30,4	67,2	37,9	
B. Direction exécutive et administration	1 384,8	121,0	48,9	246,8	416,7	30,0	3,2	
C. Programme d'activités : Etablissements humains	4 455,0	645,7	(863,0)	687,3	470,0	10,5	(16,9)	
D. Appui aux programmes : Services administratifs et services communs	2 253,3	(399,9)	654,7	395,3	650,1	28,8	0,3	
<b>Total</b>	<b>8 138,3</b>	<b>369,0</b>	<b>(141,4)</b>	<b>1 339,6</b>	<b>1 567,2</b>	<b>19,2</b>	<b>(9,2)</b>	

TABLEAU 19.4. -- BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Outils demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :						%	
Postes permanents	3 523,5	321,7	15,0	634,7	4 494,9	0,3	
Personnel temporaire pour les réunions	2,8	0,1	8,0	1,7	12,6	275,8	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	514,7	(505,2)	427,5	67,7	504,7	(30,5)	
Consultants	333,8	(59,4)	(4,4)	41,9	311,9	(1,6)	
Heures supplémentaires	12,5	0,5	11,4	3,8	28,2	87,6	
Groupes spéciaux d'experts	100,0	5,1	(40,0)	10,1	75,2	(38,0)	
Postes temporaires	656,6	428,8	(610,2)	66,9	542,1	(56,2)	
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	9,2	-	
Autres dépenses communes de personnel	2 227,0	145,0	(22,0)	379,3	2 729,3	(10,0)	
Frais de voyage :							
Frais de voyage des représentants	20,0	1,1	10,6	4,9	36,6	50,2	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	38,4	2,0	-	6,2	46,6	-	
Autres voyages autorisés du personnel	118,4	(0,4)	55,3	26,9	200,2	46,8	

TABLEAU 19.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	%		
Imprimerie et reliure	30,1	1,6	30,0	9,5	41,1	71,2	94,6	
Location et entretien des locaux	41,5	2,2	-	6,8	9,0	50,5	-	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	78,2	4,0	-	12,7	16,7	94,9	-	
Location et entretien du matériel et des véhicules	99,0	4,9	(10,0)	14,5	9,4	108,4	(9,6)	
Communications	120,0	6,2	8,9	20,7	35,8	155,8	7,0	
Dépenses de représentation (D-1 et sur-dessous)	10,6	0,5	-	1,8	2,3	12,9	-	
Services de conférence	2,8	0,2	(3,0)	-	(2,8)	-	(100,0)	
Services divers	11,2	0,5	10,0	3,3	13,8	25,0	85,4	
Fournitures et accessoires	107,5	5,3	-	17,5	22,8	130,3	-	
Livres et fournitures de bibliothèque	-	-	-	-	-	-	-	
Mobilier et matériel	80,5	4,3	(28,5)	8,7	(15,5)	65,0	(33,6)	
Nouveaux locaux et agrandissements	-	-	-	-	-	-	-	
Total	8 138,3	369,0	(141,4)	1 339,6	1 567,2	9 705,5	(9,2)	



TABLEAU 19.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	1	1	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	8	8	10	10
Administrateur hors classe (P-5)	7	8	8	8	15	16
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	13	12	13	13	26	25
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	15	15	6	6	21	21
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ca de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	5	5	1	1	6	6
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>81</b>	<b>81</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	30	30	52	52	82	82
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>82</b>	<b>82</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>165</b>	<b>165</b>

TABLEAU 19.6. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 19			
		A	B	C	D
<b>Chapitre 28.</b>					
A	51,8	-	7,8	37,5	6,5
B	163,0	0,2	5,3	103,2	54,3
C	148,3	-	20,1	92,2	36,0
D	-	-	-	-	-
E	24,2	0,2	3,2	14,2	6,6
F	60,1	0,3	8,0	35,3	16,5
G	27,4	-	-	-	-
H	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-
J	15,8	-	2,1	9,0	4,7
K	26,7	-	3,9	16,5	6,3
L	46,0	-	6,4	28,5	11,1
M	-	-	-	-	-
<b>Chapitre 29.</b>					
A	97,0	97,0	-	-	-
B	246,4	246,4	-	-	-
C	-	-	-	-	-
D	-	-	-	-	-
E et F	-	-	-	-	-
<b>Chapitre 6.a/</b>	322,1	-	-	322,1	-
<b>Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre</b>					
B	-	1 073,2	(3 248,8)	1 482,9	692,7
D	-	33,9	988,8	4 356,8	(5 379,5)
<b>Total, coûts indirects répartis</b>	1 228,8	1 451,1	(2 203,2)	6 525,7	(4 544,8)
<b>Coûts directs</b>	50 421,7	75,6	2 203,2	43 598,1	4 544,8
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	51 650,5	1 526,7	-	50 123,8	-

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :**Chapitre 28. Administration, finances et gestion**

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses

- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

**Chapitre 29. Services de conférence et Bibliothèques**

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Direction exécutive et administration
- C. Activités relatives aux établissements humains
- D. Services administratifs et services communs

### Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

19.1 La Commission des établissements humains fait rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social et comprend 58 membres élus par le Conseil. La Commission a tenu sa première session à New York, en 1978, et sa deuxième session à Nairobi, en 1979, année où le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) s'est installé à Nairobi. En mai 1980, le Gouvernement mexicain a accueilli la troisième session de la Commission; la quatrième session est prévue pour avril-mai 1981 et doit se tenir à Manille, sur l'invitation du Gouvernement philippin.

19.2 Lors de sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté pour la première fois un chapitre du budget-programme de l'exercice biennal qui était exclusivement consacré au Centre et qui avait été établi sur la base d'un certain nombre d'hypothèses concernant : a) les postes et ressources budgétaires à affecter au Centre; b) la construction de locaux permanents pour le Centre à Gigiri (Nairobi) et la proposition d'établir des services administratifs communs pour le PNUE et pour le Centre; c) les dépenses d'administration non renouvelables liées à l'occupation temporaire des locaux fournis gratuitement par le Gouvernement kényen au Centre de conférences Kenyatta.

19.3 Les ressources nécessaires au Centre pour le présent exercice biennal sont dans l'ensemble les mêmes que celles qui étaient prévues pour l'exercice précédent sauf dans le cas de deux programmes : les activités relatives aux établissements humains et les services administratifs et services communs. Certaines des hypothèses formulées lors de l'adoption du budget-programme de l'exercice 1980-1981 au sujet de ces deux programmes ne se sont pas entièrement réalisées. Il a donc été tenu compte de cette situation dans les prévisions concernant les ressources nécessaires pour ces deux programmes pour l'exercice biennal 1982-1983.

19.4 On se rappellera que dans sa résolution 34/229 du 20 décembre 1979, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de prendre les dispositions requises pour dégager immédiatement les ressources nécessaires pour exécuter, à l'échelon régional, le programme de travail du Centre. A cette date, des crédits ont été ouverts pour recruter du

personnel temporaire pour l'année 1980. Lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, des postes permanents ont été demandés, mais seuls des postes temporaires ont été approuvés. Dans son rapport (A/35/7/Add.6), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner à sa trente-sixième session la question de la transformation en postes permanents des postes financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. Un rapport distinct sera donc établi pour l'Assemblée sur cette question compte tenu de l'expérience acquise d'ici à la fin de l'année. En attendant, il n'est pas demandé de ressources en personnel pour exécuter, à l'échelon régional, le programme de travail du Centre.

19.5 L'autre programme pour lequel le montant actuel des ressources nécessaires a été calculé compte tenu d'hypothèses faites au cours de l'exercice biennal précédent qui ne se sont pas réalisées est le programme "Services administratifs et services communs". On se rappellera qu'en ce qui concerne le personnel et la structure administrative du Centre, il était dit dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 que "toutes les prévisions de dépenses, en particulier celles qui sont relatives aux questions administratives, sont présentées à titre indicatif et sont donc sujettes à révision au cours de l'exercice biennal 1980-1981"<sup>1</sup>. Il était dit également que, si ce programme consistait bien à fournir des services financiers, des services de personnel et des services généraux, il serait néanmoins examiné de nouveau dès que le Centre et le PNUE occuperaient des locaux communs à Gigiri, lesquels devaient être prêts en 1982, puisqu'il était prévu de créer un service administratif commun aux deux organismes.

19.6 La date d'achèvement des locaux de Gigiri ayant été repoussée, le montant des ressources nécessaires pour le programme susmentionné a été calculé compte tenu de l'hypothèse selon laquelle le programme "Services administratifs et services communs" serait exécuté en 1982-1983 pratiquement comme il l'a été en 1980-1981, quelques ajustements étant opérés afin de tenir compte de la répartition des dépenses effectives de l'exercice biennal 1980-1981.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément no 6 (A/34/6), vol. II, par. 19.13.

## A. – Organes directeurs

TABLEAU 19.7. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	2,8	0,1	8,0	1,7	9,8	12,6
Heures supplémentaires	-	-	2,4	0,4	2,8	2,8
Frais de voyage des représentants	20,0	1,1	10,6	4,9	16,6	36,6
Location et entretien du matériel	9,2	0,4	-	1,5	1,9	11,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	7,3	0,3	-	1,2	1,5	8,8
Services de conférence (reproduction et distribution des documents)	2,8	0,2	(3,0)	-	(2,8)	-
Services divers	3,1	0,1	-	0,5	0,6	3,7
<b>Total</b>	<b>45,2</b>	<b>2,2</b>	<b>18,0</b>	<b>10,2</b>	<b>30,4</b>	<b>75,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
47,4	18,0	-	-	18,0	37,9%

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 75,6

1 451,1

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 526,7

## A. — Organes directeurs

19.7 Les ressources nécessaires pour ce programme doivent permettre de couvrir les frais de voyage des membres du Bureau de la Commission des établissements humains participant aux réunions annuelles dudit Bureau et aux réunions conjointes avec le Bureau du Conseil d'administration du PNUÉ, comme le prévoit le paragraphe 1 de la section VI de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, telle qu'elle a été modifiée par la résolution 3/6 de la Commission des établissements humains (troisième session) et par la résolution 35/77 B de l'Assemblée, en date du 5 décembre 1980. Les montants prévus doivent permettre en outre de couvrir certaines dépenses engagées à Nairobi pour assurer le service des sessions annuelles de la Commission, qui doivent normalement se tenir dans cette ville et durer 10 jours. Comme pour l'exercice biennal 1980-1981, le coût de la documentation à publier avant, pendant et après la session en anglais, espagnol, français et russe est inclus dans les montants prévus au chapitre 29B pour les Services de conférence de Genève qui assurent les services d'interprétation, de traduction, de dactylographie, de reproduction et de distribution nécessaires.

19.8 Comme suite à l'adoption par la Commission de sa résolution 3/4, l'Assemblée générale, dans la section XXI de sa résolution 35/217 et dans sa résolution 35/219 du 17 décembre 1980, a approuvé l'inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de la Commission à compter de 1982. Les services de conférence supplémentaires nécessaires seront fournis par les Services de conférence de Genève et le coût de ces services est inclus dans les montants prévus au chapitre 29B [Services de conférence (Genève)].

19.9 Le montant des ressources prévues pour ce programme est provisoire car le Centre a peu d'expérience en ce qui concerne le service de ses propres réunions à Nairobi, puisque la Commission n'a tenu qu'une session dans cette ville en 1979. La Commission tiendra ses deux prochaines sessions à Nairobi. Les ressources prévues pour ce programme ont donc été estimées compte tenu de la structure des dépenses effectives qui ont été engagées lorsque la Commission s'est réunie à Nairobi en 1979.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire pour les réunions*

19.10 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (10 900 dollars) a été calculé en grande partie sur la base des dépenses engagées en 1979 lorsque la Commission s'est réunie à Nairobi; ces ressources doivent permettre de recruter des agents locaux qui feront office de plantons, d'agents de sécurité, de chauffeurs et de commis aux documents pendant les sessions de la Commission. L'accroissement de 8 000 dollars est imputable à un réajuste-

ment des crédits demandés pour 1980-1981 afin d'en aligner le montant sur celui des dépenses effectivement engagées en 1979 et pour tenir compte de l'inflation.

#### *Heures supplémentaires*

19.11 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (2 400 dollars) a également été calculé sur la base des dépenses effectives de 1979 et accuse une augmentation par rapport à l'exercice biennal précédent, laquelle sera néanmoins compensée par les économies qui seront réalisées au titre de l'objet de dépenses "Services de conférence". On prévoit que le personnel devra faire des heures supplémentaires pour assurer le service des séances de nuit de la Commission et pour publier la documentation à établir pendant la session.

#### *Frais de voyage des représentants*

19.12 Les ressources nécessaires à ce titre (31 700 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des membres du Bureau de la Commission des établissements humains qui participent aux réunions annuelles conjointes dudit Bureau et du Bureau du Conseil d'administration du PNUÉ, ainsi que les frais de voyage des membres des mouvements de libération qui se rendent aux sessions annuelles de la Commission des établissements humains. Les ressources prévues pour couvrir les frais de voyage des membres du Bureau de la Commission ont été calculées sur la base des dépenses effectives de la première année de l'exercice biennal 1980-1981.

#### *Location et entretien du matériel*

19.13 Un montant de 9 600 dollars est prévu pour la location de copieurs rapides à grande capacité qui sont indispensables pour assurer le service des réunions.

#### *Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

19.14 Les ressources nécessaires à ce titre (7 600 dollars) ont été calculées sur la base des dépenses de représentation de l'exercice précédent et serviront à couvrir le coût des réceptions qui seront offertes aux représentants des Etats membres, aux observateurs et à d'autres participants aux sessions annuelles de la Commission.

#### *Services de conférence*

19.15 Les ressources qui étaient indiquées à cette rubrique pour l'exercice précédent sont désormais inscrites en partie à la rubrique "Personnel temporaire pour les réunions".

#### *Services divers*

19.16 Les ressources nécessaires à ce titre (3 200 dollars) doivent permettre de couvrir divers frais et de faire droit à des demandes d'indemnisation ou de règlement à l'occasion des sessions de la Commission.

## B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 19.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	910,7	81,3	15,0	160,5	256,8	1 167,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,8	0,1	(2,9)	-	(2,8)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres dépenses communes de personnel	420,3	37,5	7,6	74,9	120,0	540,3
Frais de voyage du personnel	28,0	1,4	24,0	8,3	33,7	61,7
Communications	7,4	0,4	5,2	1,8	7,4	14,8
Fournitures et accessoires	4,8	0,2	-	0,8	1,0	5,8
Mobilier et matériel	2,8	0,1	-	0,5	0,6	3,4
<b>Total</b>	<b>1 384,8</b>	<b>121,0</b>	<b>48,9</b>	<b>246,8</b>	<b>416,7</b>	<b>1 801,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (3) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 505,8	48,9	-	-	48,9	3,2 %

TABLEAU 19.8 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	361,5	401,7
<b>Total a)</b>	<b>361,5</b>	<b>401,7</b>
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>361,5</b>	<b>401,7</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 302,2</b>
-----------------------------	----------------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>(2 203,2)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 19.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	1	1	1	1
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	1	1	1	1	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	10	10	2	2	12	12
<i>Agents des services généraux</i>						
G-4/1	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	2	2	-	-	2	2
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	7	7	2	2	9	9
<b>Total</b>	7	7	2	2	9	9
<b>TOTAL GENERAL</b>	19	19	4	4	23	23



**B. — Direction exécutive et administration**

19.17 Un crédit est demandé à ce programme pour le Bureau du Directeur exécutif et le Bureau de liaison du Centre à New York. Le Bureau du Directeur exécutif comprend, outre le Bureau proprement dit, un groupe de coordination et des services d'appui technique, un secrétariat chargé d'assurer le service de la Commission des établissements humains et chargé des relations extérieures, ainsi qu'un groupe de la planification, de l'évaluation et des projections. Du fait de l'intégration au Centre de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, approuvée par la Commission des établissements humains à sa deuxième session en avril 1979, le Bureau du Directeur exécutif comprend le poste de l'Administrateur de la Fondation qui a rang de Sous-Secrétaire général et un poste d'administrateur général (D-1) occupé par un fonctionnaire chargé de la coordination des appels de fonds lancés par le Centre pour financer la partie de son programme de travail qui est imputée sur des fonds extra-budgétaires. Ces deux postes sont financés par les fonds de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents et dépenses communes de personnel*

19.18 Les ressources nécessaires à ce titre (1 480 400 dollars, dont 1 007 000 dollars pour les traitements et 473 400 dollars pour les dépenses communes de personnel) font apparaître un accroissement de 22 600 dollars pour le présent exercice biennal, dont 15 000 dollars pour les traitements et 7 600 dollars pour les dépenses communes de personnel. Cet accroissement est imputable à la proposition de reclasser d'administrateur de 1ère classe (P-4) à administrateur hors classe (P-5) le poste de Secrétaire de la Commission, au Bureau du Directeur exécutif.

19.19 Les fonctions correspondant au poste de Secrétaire de la Commission ont été décrites (voir A/C.5/33/63) alors qu'on ne savait pas encore exactement quelles seraient les attributions et le niveau de responsabilité qui s'attachent à ce poste. Par la suite, sur la base de renseignements plus précis sur les tâches à exécuter, une définition d'emploi modifiée a été établie et soumise à la Section du classement

des emplois en 1979. Le Bureau des services du personnel approuve le reclassement proposé.

*Frais de voyage du personnel*

19.20 Les ressources nécessaires à ce titre (53 400 dollars) font apparaître un accroissement de 24 000 dollars. On se rappellera que, lorsque le projet de budget-programme pour l'exercice biennal précédent a été établi, on n'avait pas encore eu la possibilité de déterminer avec précision le total des ressources nécessaires pour couvrir les frais de voyage du Bureau du Directeur exécutif. De ce fait, les crédits demandés pour l'exercice biennal 1980-1981 ont été bien inférieurs aux besoins réels du Bureau. Les ressources actuellement prévues ont été calculées sur la base des besoins confirmés en ce qui concerne les frais de voyage du Directeur exécutif, du Secrétaire de la Commission et de fonctionnaires du Bureau du Directeur exécutif lorsqu'ils se rendent à des sessions d'organes délibérants, de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social à New York ou à Genève, et sur la base des frais de voyage du Directeur exécutif ou des hauts fonctionnaires qui le représentent lorsqu'ils se rendent dans diverses villes pour assister à des réunions où l'on examine des questions relatives aux établissements humains ou concernant le programme de travail du Centre ou lorsqu'ils se rendent auprès de représentants de gouvernements ou auprès d'institutions spécialisées pour les consulter au sujet de questions concernant les établissements humains.

*Communications*

19.21 Les ressources nécessaires à ce titre (13 000 dollars) font apparaître un accroissement de 5 200 dollars, qui est entièrement imputable aux frais de téléphone, de télégraphe et de courrier du Bureau de liaison de New York. Ce montant estimatif a été calculé sur la base des dépenses effectives de l'exercice biennal 1980-1981, qui montrent que le montant minimum nécessaire a été bien supérieur au crédit initialement demandé pour l'exercice biennal.

*Fournitures et accessoires, mobilier et matériel*

19.22 Les ressources de 7 900 dollars qui sont prévues, soit 5 000 dollars pour les fournitures et accessoires et 2 900 dollars pour le mobilier et le matériel, sont du même montant que pour l'exercice biennal précédent.

## C. - Activités relatives aux établissements humains

TABLEAU 19.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 259,0	210,6	-	403,1	613,7	2 872,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	153,4	(149,0)	(4,4)	-	(153,4)	-
Consultants	333,8	(59,4)	(4,4)	41,9	(21,9)	311,9
Heures supplémentaires	0,5	-	(0,5)	-	(0,5)	-
Groupes spéciaux d'experts	100,0	5,1	(40,0)	10,1	(24,8)	75,2
Postes temporaires	222,0	392,2	(614,2)	-	(222,0)	-
Dépenses communes de personnel : Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 240,3	245,1	(248,8)	202,1	198,4	1 438,7
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	38,4	2,0	-	6,2	8,2	46,6
Autres voyages autorisés du personnel	76,3	(2,5)	19,3	14,4	31,2	107,5
Imprimerie et reliure	30,1	1,6	30,0	9,5	41,1	71,2
<b>Total</b>	<b>4 455,0</b>	<b>645,7</b>	<b>(863,0)</b>	<b>687,3</b>	<b>470,0</b>	<b>4 925,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 100,7	(863,0)	-	-	(863,0)	(16,9) %

TABLEAU 19.10 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	1 545,8	2 327,8
Remboursement de l'appui aux activités de coopération technique	1 621,6	2 154,1
Subvention du Programme alimentaire mondial	144,2	215,3
Fonds du PNUE	58,0	85,9
<b>Total b)</b>	3 369,6	4 783,1
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	24 000,0	26 000,0
Fonds du PNUE	719,8	770,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	2 000,0	3 600,0
Divers	3 187,9	3 520,0
<b>Total c)</b>	29 907,7	33 890,0
<b>Total a), b) et c)</b>	32 277,3	38 673,1

<b>Total, coûts directs</b>	43 598,1
-----------------------------	----------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

6 525,7
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	50 123,8
---	----------

TABLEAU 19.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : établissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	7	7	8	8
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	8	8	13	13
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	9	9	11	11	20	20
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	9	9	3	3	12	12
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	5	5	-	-	5	5
Total	30	30	29	29	59	59
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	17	17	26	26	43	43
Total	17	17	26	26	43	43
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>102</b>	<b>102</b>

### C. — Activités relatives aux établissements humains

19.23 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 est fondé, en application des décisions de l'Assemblée générale, sur le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>2</sup> et sur les révisions audit plan<sup>3</sup>. En outre, dans le cas des établissements humains, les propositions faites ont été ajustées pour tenir compte des décisions prises et des recommandations adoptées par la Commission des établissements humains lors de sa troisième session, en mai 1980. A sa troisième session la Commission a souligné que, quel que soit le secteur de fond considéré, les efforts du Centre devaient viser surtout à répondre aux besoins humains fondamentaux des groupes les plus défavorisés de la population.

19.24 Toujours conformément aux recommandations de la Commission, le choix des domaines prioritaires parmi les nombreux problèmes identifiés a été opéré avec grand soin. Le sous-programme "Bâtiments, infrastructure, équipements et services" est celui qui a reçu le rang de priorité le plus élevé et, dans tous les cas possibles, l'accent a été mis sur les activités de formation aux vœux de conformément aux vœux de la Commission.

19.25 Néanmoins, il faut noter que le projet de budget-programme pour 1982-1983 est conditionné en grande partie, comme il fallait s'y attendre, par ce qui s'est passé pendant l'exercice biennal 1980-1981, non seulement le chapitre 19 du projet de budget-programme pour 1982-1983 est fondé sur le même plan à moyen terme mais, du fait du grand nombre de postes vacants en 1980, l'exécution du programme de 1980-1981 a été considérablement retardée. C'est pourquoi un certain nombre d'éléments de programme inscrits au budget de l'exercice biennal 1980-1981 seront exécutés au cours de l'exercice biennal 1982-1983. Comme les problèmes identifiés par la Commission à ses deuxième et troisième sessions et inscrits au programme de travail de 1980-1981 n'ont fait que s'aggraver, il est raisonnable d'attribuer un rang de priorité élevé à bon nombre de ces éléments de programme pour l'exercice biennal 1982-1983. Comme celui de l'exercice biennal 1980-1981, le présent budget-programme sera exécuté en ce qui concerne les établissements humains aux échelons mondial, régional et national et conformément aux critères établis par la Commission des établissements humains à sa deuxième session.

19.26 Les éléments de programme de caractère mondial sont fondamentalement ceux qui fournissent un apport essentiel à la Commission et au Centre des établissements humains et qui en augmentent l'efficacité. Les activités conçues pour permettre de mettre au point des politiques, des méthodes et des techniques novatrices sont également considérées comme des éléments de caractère mondial puisqu'elles résultent d'efforts interrégionaux, qui seront toutefois déployés aux échelons régional et national. Les éléments de programme qui correspondent à des activités de coopération technique, bien qu'ils produisent un apport à l'échelon national, constituent une activité du siège.

19.27 En dépit de l'importance que la Commission des établissements humains attache à l'élément régional de son programme de travail et en dépit du fait qu'il est reconnu qu'il faut des ressources supplémentaires pour ces activités, l'aptitude du Centre à s'acquitter de son mandat à l'échelon régional s'est trouvée limitée du fait que du personnel temporaire a été prévu chaque année à cette fin pour 1980-1981. Il en a résulté des retards dans le recrutement du personnel à affecter aux commissions régionales.

19.28 Le but ultime du Centre est d'améliorer l'aptitude des divers pays à résoudre leurs problèmes respectifs en matière d'établissements humains. Des stratégies ont été conçues pour atteindre cet objectif compte tenu des circonstances particulières propres aux divers secteurs critiques. L'objectif fondamental du Centre consiste à accroître et diffuser les connaissances qui permettront aux divers pays de concevoir des solutions plus efficaces pour résoudre les problèmes relatifs aux établissements humains. Un des principaux moyens de réaliser les objectifs susmentionnés consiste à déployer les efforts nécessaires sur les trois plans — mondial, régional et national.

19.29 Le Centre s'efforce de jouer un rôle de catalyseur qui lui permette d'obtenir l'appui de donateurs. C'est ainsi qu'il s'efforce de regrouper les ressources internationales en créant un réseau d'instituts et de programmes opérant selon l'approche par systèmes que le Centre préconise pour s'attaquer de façon suivie aux problèmes que posent les établissements humains. C'est ainsi qu'à l'échelle internationale, le Centre s'efforce de programmer des activités en commun avec les commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies et qu'à l'échelon national, par l'intermédiaire des activités de coopération technique, il cherche à établir un lien entre les réseaux internationaux et des projets précis. Grâce à la création de réseaux internationaux et à leur participation à ces réseaux, la contribution que les instituts des pays en développement peuvent apporter à la solution de leurs propres problèmes et de ceux des autres pays peut être considérablement accrue.

19.30 Actuellement, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) met au point différentes méthodes pour améliorer les connaissances relatives aux problèmes que posent les établissements humains. Plus précisément, le Centre s'efforce de trouver les schémas les plus appropriés pour l'échange d'informations, la division du travail, les types de travaux à faire et les liens à établir entre l'effort mondial et les programmes de coopération technique de façon à faciliter l'accumulation des connaissances, la mise à l'épreuve des idées et l'utilisation des informations tirées de l'expérience. Le Centre déploie des efforts considérables pour intégrer son programme de recherches à ses activités de coopération technique à l'échelon national.

19.31 Pour permettre aux pays en développement de jouer un rôle plus large et plus efficace dans les réseaux en voie de constitution, il faut renforcer les institutions nationales et régionales, ce qui exige une formation plus poussée du personnel national. C'est pourquoi la formation est devenue un élément important du programme de travail pour 1982-1983.

19.32 Le Centre a mis au point un programme audacieux, qui tient compte des tendances mondiales et des possibilités que réserve l'avenir, et il s'efforce de jouer un rôle de

<sup>2</sup> *Ibid.*, trente-troisième session, Supplément no 6 (A/33/6/Rev.1).

<sup>3</sup> *Ibid.*, trente-cinquième session, Supplément no 6 (A/35/6).

catalyseur dans les secteurs où une action est nécessaire mais n'a pas encore été entreprise. Il faut citer parmi ces activités : l'identification de problèmes d'importance décisive pour les pays en développement, mais qui ne sont pas encore résolus, le fait de porter ces problèmes à l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux établissements humains et de la collectivité des donateurs, la promotion de consortiums ayant pour objet de mobiliser les ressources nécessaires et l'assistance accordée pour organiser les réseaux nécessaires pour trouver des solutions.

19.33 L'harmonisation du programme de travail du Centre et de celui des commissions régionales est assurée grâce aux travaux conjoints de programmation effectués par le personnel du Centre et celui des commissions. Ces travaux ont été faits pour la première fois en novembre 1978 et pour la deuxième fois en novembre 1980. Tout en reconnaissant la spécificité des deux programmes, on s'efforce de les rendre compatibles quant au fond, aux dates d'exécution, aux méthodes et à l'utilisation des résultats.

19.34 Les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal pour chacun des six sous-programmes qui constituent le présent programme sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Politiques et stratégies en matière d'établissements humains*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 852 000 dollars (17,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 349 200 dollars (7,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.15 à 16.31; révisions proposées audit plan (A/35/6), par. 16.19, 16.27 à 16.29 et 16.31.

c) Éléments de programme :

1.1 Politiques et stratégies nationales en matière d'établissements humains

*Produit* : assistance technique : on compte qu'au début de l'exercice biennal, 13 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 13 pays. Six de ces projets devraient être achevés et 7 nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice. Onze missions de courte durée devraient être effectuées au cours de la même période.

1.2 Évaluation à l'échelle nationale et régionale des politiques nationales en matière d'établissements humains

*Produits* :

i) Publications techniques : options de politique nationale (1982); et directives relatives à la formulation des politiques en matière d'établissements humains, à l'intention des dirigeants et des administrateurs, planificateurs ou autres techniciens (1982);

ii) Publication destinée à la vente : rapport sur les politiques en matière d'établissements humains, à l'intention de la Commission des établissements humains, des dirigeants et des planificateurs (1983);

iii) Services d'information : 10 panneaux photographiques muraux montrant la situation des établissements humains, devant être présentés à la dixième session du

Conseil d'administration du PNUÉ (1982); quatre films sur l'application des recommandations d'Habitat concernant l'action à mener au plan national, devant être présentés à la Commission des établissements humains (1982 et 1983)<sup>4</sup>.

1.3 Analyse globale des établissements humains et formulation de politiques, coordination et coopération dans ce domaine à l'échelle du système\*

*Produits* :

i) Rapports aux cinquième et sixième sessions de la Commission des établissements humains sur certains problèmes de politique générale en matière d'établissements humains (1982 et 1983);

ii) Premier rapport biennal à la Commission des établissements humains concernant : a) l'assistance internationale et les activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains; b) les activités des organisations non gouvernementales dans le domaine des établissements humains et la collaboration du Centre avec ces organisations; et c) les activités des organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains et la coopération entre ces organisations et le Centre (1982).

#### *Sous-programme 2. Planification des établissements humains*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 730 400 dollars (15,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 717 500 dollars (15 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.32 à 16.41; révisions proposées audit plan (A/35/6), par. 16.32, 16.36, 16.38, 16.41 et 16.42; ACC/1980/43, par. 40 a).

c) Éléments de programme :

2.1 Plans de développement des établissements humains

*Produit* : assistance technique : on compte qu'au début de l'exercice biennal 36 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 27 pays. Dix-sept de ces projets devraient être achevés et 20 nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice. Quarante-deux missions de courte durée devraient être effectuées au cours de la même période.

2.2 Planification, tendances et perspectives dans le domaine des établissements humains

*Produit* : publication destinée à la vente : rapport sur la planification pour l'an 2000 : projets mondiaux en matière d'établissements humains, à l'intention de la Commission des établissements humains, des dirigeants et des responsables de la planification économique, sociale et physique aux niveaux national et local (1983).

2.3 Planification des établissements humains eu égard aux politiques démographiques et aux politiques relatives à l'environnement

*Produits* : publications destinées à la vente : rapports sur l'évaluation des incidences de l'urbanisation sur l'environnement, à l'intention des dirigeants et du personnel technique responsables de la planification et de la gestion des établissements humains (1983); et directives sur les aspects mésologiques de la planification et de la gestion des

\* Rang de priorité le plus élevé.

<sup>4</sup> A financer par des fonds extra-budgétaires.

établissements humains, à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des techniciens (1983).

#### 2.4 Conception de systèmes pour la planification des établissements humains en milieu rural\*

*Produit* : publication destinée à la vente : rapport d'une réunion d'un groupe d'experts qui se tiendra en 1981, à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des techniciens (1982)<sup>4</sup>.

#### 2.5 Planification des établissements humains dans les régions sujettes à des catastrophes naturelles\*\*

*Produit* : publication destinée à la vente : rapport de l'atelier international sur la planification des établissements humains dans les régions sujettes à des catastrophes naturelles, à l'intention des responsables de la planification économique, sociale et physique et des fonctionnaires d'administration aux niveaux national et local (1983)<sup>4</sup>.

#### 2.6 Bibliographie sélective sur la planification des établissements humains\*\*

*Produit* : publication destinée à la vente : bibliographie sélective sur la planification des établissements humains pour la période 1976-1982, à l'intention des planificateurs et techniciens des ministères compétents et des organisations publiques et privées s'intéressant à la question (1983).

#### 2.7 Matériel d'information pour l'Assemblée mondiale sur le vieillissement\*\*

*Produit* : rapport et documentation visuelle destinés à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement (1982).

### *Sous-programme 3. Bâtiments, infrastructure, équipements et services*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 2 029 100 dollars (41,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 540 500 dollars (34,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.43 à 16.66; révisions proposées audit plan (A/35/6), par. 16.43, 16.44, 16.47, 16.50, 16.61, 16.63 et 16.65.

#### c) Eléments de programme :

##### 3.1 Programme et projets pour la construction de bâtiments et l'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services

*Produit* : assistance technique : on compte qu'au début de l'exercice biennal 34 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 28 pays. Seize de ces projets devraient être achevés et 19 nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice. Vingt-deux missions de courte durée devraient être effectuées au cours de la même période.

##### 3.2 Politiques et programmes de logement

###### *Produits* :

i) Publications destinées à la vente : directives pour la prise de décisions concernant les programmes de logement, à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des techniciens des ministères du logement et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982);

ii) Publication destinée à la vente : monographies sur l'utilisation des directives pour la prise de décisions concer-

nant les programmes de logement, à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des techniciens des ministères du logement et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982)<sup>4</sup>;

iii) Assistance technique : on compte mettre en route et achever au cours de l'exercice biennal cinq projets de coopération technique de courte durée portant sur la prise de décisions concernant les programmes de logement dans cinq pays<sup>4</sup>.

##### 3.3 Matériaux de construction, industrie et techniques du bâtiment

###### *Produits* :

i) Publications techniques sur les techniques de construction appropriées pour les colonies de squatters et les établissements des zones rurales, à l'intention des organismes publics et privés qui exécutent des programmes d'amélioration du logement et des organisations communautaires et de quartier (1983);

ii) Publication destinée à la vente : rapport sur des directives de politique gouvernementale visant à améliorer l'efficacité de l'industrie du bâtiment pour la construction de bâtiments et l'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services, à l'intention des organismes internationaux et nationaux, des organisations de recherche, des spécialistes de la planification, de la conception et de la construction, des fabricants de matériaux de construction et des entreprises de construction (1983);

iii) Publications destinées à la vente : répertoire informatisé des matériaux et techniques de construction disponibles, à l'intention des spécialistes des services gouvernementaux, sociétés privées et organisations de recherche s'occupant de la construction, ainsi que des universités et organismes de crédit qui encouragent le développement du secteur du bâtiment (1982); imprimés mécanographiques concernant les matériaux et techniques de construction appropriés, à l'intention des spécialistes des services gouvernementaux et des sociétés privées s'occupant de la construction, ainsi que des écoles techniques supérieures (1982 et 1983);

iv) Publications destinées à la vente : volume I — Rôle du secteur du bâtiment et contribution aux objectifs de développement nationaux [ouvrage destiné aux responsables gouvernementaux du développement économique et social, aux administrateurs et aux planificateurs, aux milieux universitaires et aux instituts de recherche (1983)]; volume II — Profils de pays : données sur le secteur du bâtiment dans 11 pays en développement [ouvrage destiné aux organisations internationales, aux fonctionnaires des services gouvernementaux et aux particuliers s'occupant des aspects économiques, financiers et statistiques du développement du secteur du bâtiment (1983)].

##### 3.4 Normes et techniques appropriées pour la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services

###### *Produits* :

i) Publication destinée à la vente : analyse interrégionale des normes et techniques appropriées pour la mise en place d'infrastructures dans les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu, à l'intention des organismes internationaux et services gouvernementaux, des organisations de recherche et des universités ainsi que des ingénieurs et architectes (1983);

ii) Publications destinées à la vente : rapport sur les besoins et l'utilisation d'énergie dans les zones d'habitat

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

urbaines et rurales des groupes sociaux à faible revenu, à l'intention des organismes internationaux et des services gouvernementaux, des organisations de recherche, des architectes et des ingénieurs (1982); rapport sur les économies d'énergie dans la construction et l'entretien des bâtiments, à l'intention des organismes gouvernementaux des architectes et des ingénieurs s'occupant de la planification, de la conception, de la construction et de l'entretien des bâtiments, et des fabricants de matériel et de matériaux (1983);

iii) Publication destinée à la vente : rapport sur les besoins des établissements urbains et ruraux en matière de transport, à l'intention des organismes internationaux et services gouvernementaux, et des planificateurs et ingénieurs chargés de la construction et de l'entretien des routes et de la planification des transports (1983);

iv) Publication destinée à la vente : guide sur les prestations de services publics, à l'intention des organismes internationaux et services gouvernementaux, des organisations de recherche et des instituts de formation régionaux et nationaux (1983).

3.5 Mobilisation de ressources financières pour assurer à la population pauvre des zones urbaines et rurales des logements, des infrastructures et des services

*Produits :*

i) Assistance technique : au cours de l'exercice biennal, il est prévu d'effectuer 10 missions de coopération technique de courte durée en vue de donner des conseils aux institutions financières des pays en développement sur les méthodes de financement du secteur non structuré pour la construction de bâtiment et la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services dans les zones urbaines et rurales. On organisera un atelier interrégional et on préparera un rapport connexe concernant les problèmes que pose le financement du secteur non structuré et les solutions possibles, à l'intention des administrateurs et des décideurs des institutions financières publiques et privées (1982)<sup>4</sup>;

ii) Publication destinée à la vente : directives concernant les problèmes que pose le financement du secteur non structuré dans les établissements urbains et ruraux et les solutions possibles, à l'intention des dirigeants et des planificateurs, des institutions financières publiques et privées et des organismes internationaux de crédit (1983);

iii) Publication destinée à la vente : rapport sur les méthodes utilisées par les institutions financières pour atténuer les effets de l'inflation sur le financement des projets concernant les établissements humains, à l'intention des dirigeants gouvernementaux et des institutions financières publiques et privées (1983)<sup>4</sup>.

3.6 Amélioration et assainissement des taudis, des colonies de squatters et des établissements ruraux

*Produit :* rapport à la Commission des établissements humains sur l'assainissement des taudis, en particulier à l'intérieur des villes (1982).

3.7 Projets modèles d'assainissement des taudis, des colonies de squatters

*Produits :*

i) Assistance technique : deux projets de coopération technique visant à améliorer les programmes de construction de logements pour les groupes à faible revenu dans

deux pays; deux séminaires de formation et rapports connexes sur l'assainissement des taudis et des colonies de squatters, destinés aux responsables gouvernementaux chargés de l'élaboration et de l'exécution des projets d'assainissement des colonies de squatters (1983)<sup>4</sup>;

ii) Publication destinée à la vente : directives pour l'assainissement des taudis et des colonies de squatters, à l'intention des dirigeants, des planificateurs, des administrateurs, des techniciens, des spécialistes du logement et des organismes des Nations Unies (1982 et 1983)<sup>4</sup>;

iii) Publications destinées à la vente : a) deux monographies et documentation connexe sur l'assainissement des taudis et des colonies de squatters (1982 et 1983), et b) documentation pour la formation aux techniques de la communication dans les programmes d'assainissement des taudis et des colonies de squatters, à l'intention des planificateurs, des techniciens, des spécialistes du logement et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982 et 1983);

iv) Services d'information : production de films documentaires sur l'assainissement des taudis et des colonies de squatters, destinés à la formation dans ce domaine (1982 et 1983)<sup>4</sup>;

v) Bourses de perfectionnement : formation de 12 agents de vulgarisation aux techniques de la communication liées à l'assainissement des taudis et des colonies de squatters (1982 et 1983)<sup>4</sup>.

3.8 Projets modèles concernant les matériaux et techniques de construction et l'industrie du bâtiment

*Produits :*

i) Publication destinée à la vente : monographies sur des projets modèles faisant appel à des techniques d'autoconstruction mettant l'accent sur l'utilisation de techniques et de matériaux de construction locaux, destinées aux organisations internationales, aux services gouvernementaux et aux organisations privées qui s'intéressent aux industries du bâtiment et des matériaux de construction (1983)<sup>4</sup>;

ii) Services d'information : documentation audio-visuelle établie par le Centre à l'occasion de projets modèles faisant appel à des techniques d'autoconstruction et mettant l'accent sur les techniques, les matériaux, la main-d'œuvre, l'organisation et les méthodes utilisées (1982, 1983); documentation audio-visuelle établie par le Centre et concernant l'évaluation par les utilisateurs des projets modèles faisant appel à des techniques d'autoconstruction, pour illustrer l'utilisation de techniques et de matériaux de construction locaux (1983)<sup>4</sup>;

iii) Assistance technique : deux ateliers nationaux sur le transfert au secteur non structuré des techniques de construction appropriées dans l'industrie du bâtiment, à l'intention des responsables gouvernementaux, des fabricants de matériaux, entrepreneurs et spécialistes du bâtiment du secteur privé et des entrepreneurs et fabricants de matériaux du secteur non structuré (1983)<sup>4</sup>.

3.9 Projets modèles concernant les normes et techniques appropriées pour la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services

*Produits :*

i) Publications destinées à la vente : rapport sur trois projets modèles d'utilisation de techniques novatrices pour l'aménagement d'infrastructures dans les établissements humains des groupes sociaux à faible revenu, destiné aux



organismes internationaux et services gouvernementaux et aux sociétés privées s'occupant de la planification, de la conception et de la construction des installations d'infrastructure (1983); bulletins techniques et pochettes d'information sur les techniques novatrices pour la mise en place d'infrastructures dans les établissements humains des groupes à faible revenu, à l'intention des spécialistes et du personnel technique des services gouvernementaux, des bureaux d'études et entreprises de construction et des organisations communautaires et de quartier (1983)<sup>4</sup>;

ii) Services d'information : documentation audio-visuelle concernant l'évaluation par les utilisateurs des techniques et normes appropriées pour la mise en place d'infrastructures et de services;

iii) Assistance technique : trois ateliers nationaux (un en Asie, un en Afrique et un en Amérique latine) destinés à diffuser les résultats et les conclusions des projets modèles pour la mise en place d'infrastructures dans le cadre des activités d'assainissement des zones d'habitat des groupes à faible revenu, à l'intention des responsables gouvernementaux chargés de la planification, de la conception, de la construction et de l'entretien des infrastructures et des dirigeants communautaires responsables de la mise en place et de l'entretien des infrastructures locales (1983)<sup>4</sup>.

#### *Sous-programme 4. Politiques d'utilisation du sol*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 211 800 dollars (4,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 38 300 dollars (0,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1981-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.67 à 16.78.

c) Eléments de programme :

4.1 Formulation et application par les gouvernements de politiques foncières et de réglementations touchant l'utilisation du sol

*Produits* : assistance technique : on compte qu'un projet de coopération technique sera en cours d'exécution au début de l'exercice biennal. Ce projet devrait être achevé et deux nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice.

4.2 Recherches sur l'aménagement foncier

*Produits* : publications destinées à la vente : rapport sur les règlements et institutions régissant l'utilisation du sol; répertoire des systèmes d'information sur l'occupation des sols dans les établissements humains, à l'intention des aménageurs et techniciens gouvernementaux, ainsi que des responsables de l'administration publique et des finances aux niveaux national et local (1983); et guide d'information sur les politiques d'utilisation du sol, à l'intention des dirigeants, des administrateurs, des planificateurs et des techniciens (1983).

4.5 Suivi des tendances dans le domaine des politiques foncières et des réglementations touchant l'utilisation du sol

*Produit* : rapport à la Commission des établissements humains concernant un examen préliminaire des tendances dans le domaine des politiques foncières et des réglementations touchant l'utilisation du sol (1983).

#### *Sous-programme 5. Participation populaire*

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 270 900 dollars (5,5 p. 100 du total prévu pour le programme);

fonds extra-budgétaires : 287 000 dollars (6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.79 à 16.88.

c) Eléments de programme :

5.1 Participation populaire à l'exécution des projets

*Produit* : assistance technique : on compte qu'au début de l'exercice biennal six projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans six pays. Cinq missions de courte durée devraient être effectuées durant l'exercice.

5.2 Organisation et gestion d'activités d'auto-assistance pour la construction de bâtiments et l'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services

*Produit* :

i) Publication destinée à la vente : rapport du Centre sur les stratégies et les techniques de production de documentation audio-visuelle destinée à appuyer les activités nationales de formation en matière de participation populaire, à l'intention des services gouvernementaux chargés de l'aménagement du territoire et du logement et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982)<sup>4</sup>;

ii) Publication destinée à la vente : rapport sur trois projets modèles destinés à renforcer des organisations d'auto-assistance participant à la construction de bâtiments et à l'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services, à l'intention des dirigeants, administrateurs, planificateurs et techniciens, des organisations para-étatiques et des instituts de formation régionaux et nationaux (1983)<sup>4</sup>;

iii) Publication destinée à la vente : rapport sur les stratégies et les techniques de construction de bâtiments par des entreprises structurées d'auto-assistance ou de caractère coopératif, à l'intention des planificateurs et techniciens gouvernementaux, des spécialistes du logement et des organisations communautaires et de quartier (1983)<sup>4</sup>;

iv) Assistance technique : trois projets modèles (un en Asie, un en Amérique latine et un en Afrique) sur la participation populaire en tant que moyen d'accroître l'efficacité des efforts (1982 et 1983).

5.4 Séminaires régionaux et interrégionaux sur la participation populaire\*\*

*Produits* :

i) Assistance technique : on compte que quatre projets de coopération technique visant à mobiliser la population pauvre des zones urbaines pour améliorer les équipements au niveau du quartier seront mis en route et achevés au cours de l'exercice biennal dans quatre pays différents<sup>4</sup>;

ii) Publications destinées à la vente : a) rapport technique sur la mobilisation de la population en vue d'améliorer les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu, à l'intention des dirigeants, des planificateurs, des ministères du logement et des organismes de financement multilatéraux et bilatéraux (1982); b) guide de formation sur la participation de la population pauvre des zones urbaines à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des maisons et des quartiers, à l'intention des dirigeants, des planificateurs, du personnel de vulgarisation et des instituts de formation régionaux et nationaux (1983)<sup>4</sup>;

iii) Services d'information : documentation audio-visuelle à l'intention des dirigeants, des planificateurs, des ministères du logement, du personnel de vulgarisation et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982 et 1983)<sup>4</sup>.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

### 5.5 Ateliers sur l'utilisation de la communication audio-visuelle aux fins de la participation populaire\*\*

#### Produits :

i) Publication destinée à la vente : directives destinées aux techniciens des communications audio-visuelles et aux spécialistes des établissements humains concernant l'utilisation des techniques de communication dans l'établissement d'un courant d'information à double sens entre les dirigeants et la population (1983);

ii) Assistance technique : quatre ateliers régionaux sur les communications audio-visuelles, à l'intention des spécialistes des établissements humains (en Amérique latine et en Afrique en 1982 et en Asie et dans le Pacifique et en Asie occidentale en 1983)<sup>4</sup>.

### 5.6 Choix des moyens d'information et conception des messages

#### Produits :

i) Services d'information : présentation audio-visuelle d'une série de messages éducatifs faisant intervenir des conceptions différentes, à expérimenter sur des populations rurales utilisant des moyens d'information différents, à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des administrateurs chargés de programmes en matière d'établissements ruraux (1983)<sup>4</sup>;

ii) Assistance technique : deux ateliers (l'un au Kenya en 1982 et l'autre en Thaïlande en 1983) destinés à faire connaître aux responsables gouvernementaux chargés du développement des établissements ruraux les moyens les plus efficaces d'apprendre aux populations rurales comment améliorer leur habitat<sup>4</sup>.

#### Sous-programme 6. Institutions et gestion

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 812 600 dollars (16,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 1 750 500 dollars (36,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. II, par. 16.55, 16.61, 16.89 et 16.93 à 16.98.

#### c) Eléments de programme :

### 6.1 Mise en place d'institutions nationales pour le développement et la gestion des établissements humains

#### Produits :

i) Assistance technique : on compte qu'au début de l'exercice biennal 32 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 23 pays. Quinze de ces projets devraient être achevés et 18 nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice. Douze missions de courte durée devraient être effectuées au cours de la même période.

ii) Services d'information : informations et données particulières sur les établissements humains communiquées sur demande aux gouvernements (1982 et 1983); des suppléments bibliographiques de trois pages sur certains sujets relatifs aux établissements humains seront incorporés dans *Habitat News* (1983)<sup>4</sup>;

iii) Services d'information : supplément en arabe à *Habitat News* (trois numéros par an) et brochure d'information en arabe sur les activités de coopération technique du Centre (1983)<sup>4</sup>;

iv) Services d'information : a) diffusion de documentation audio-visuelle par les services régionaux de *Vision*

*Habitat* (1982 et 1983); b) diffusion par *Vision Habitat* de programmes de télévision sur les problèmes relatifs aux établissements humains et leurs solutions (en Afrique en 1982 et en Asie en 1983)<sup>4</sup>;

v) Rapports à la Commission des établissements humains sur la possibilité d'utiliser des mini-ordinateurs pour les services d'information et sur la création éventuelle d'une publication ou d'une revue périodiques de caractère commercial traitant des établissements humains (quatrième trimestre de 1983)<sup>4</sup>;

vi) Services d'information : reportages sur divers sujets relatifs aux établissements humains qu'écriront chaque trimestre des spécialistes originaires de la région considérée et qui seront diffusés par les réseaux régionaux d'information (1982 et 1983)<sup>4</sup>.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transformation en postes permanents de postes actuellement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire*

19.35 Les ressources prévues à ce titre, qui seront peut-être nécessaires pendant l'exercice biennal 1982-1983, ne font pas l'objet d'une proposition dans le présent projet de budget-programme.

19.36 On se rappellera que 12 postes (4 P-4, 4 P-3 et 4 postes d'agent local) actuellement inscrits au budget-programme du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) sont affectés aux commissions régionales pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique, pour l'Amérique latine et pour l'Asie occidentale. Ces postes, financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, ont été approuvés par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/35/7/Add.5, par. 6). Le Comité consultatif recommandait également qu'à la lumière de l'expérience acquise, l'Assemblée générale examine à sa trente-sixième session la question de la transformation de ces postes en postes permanents. Compte tenu du délai très court qui s'est écoulé depuis cette recommandation, le Secrétaire général pense que l'expérience acquise ne suffit pas pour se faire une idée exacte de la situation. En conséquence, il ne propose, pour le moment, ni de continuer à financer ces postes par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, ni de les transformer en postes permanents. Toutefois, il reviendra sur la question dans le courant de cette année, dans un rapport distinct qu'il présentera à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session. Il fera alors les recommandations qui lui sembleront justifiées compte tenu de l'expérience acquise en 1980 et en 1981.

#### 6.2 Analyse du cadre institutionnel et de la gestion des établissements humains

#### Produit :

i) Publication destinée à la vente : rapport sur l'analyse comparée des tendances actuelles des institutions et de la gestion en matière d'établissements humains, à l'intention des dirigeants, des administrateurs, des planificateurs gouvernementaux et des instituts de formation régionaux et nationaux (1982);

ii) Publications destinées à la vente : sept séries de directives sur les divers aspects de la structure institu-

\*\* Rang de priorité le plus faible.

tionnelle et de la gestion des établissements humains, à l'intention des ministères compétents, des organisations gouvernementales et para-étatiques connexes aux niveaux national et local, des organisations non gouvernementales s'occupant de la gestion des établissements humains et des instituts de formation régionaux et nationaux (1983)<sup>4</sup>;

iii) Rapport à la Commission des établissements humains sur le schéma général de projets destinés à améliorer les institutions chargées du développement des établissements humains (1983)<sup>4</sup>;

iv) Services d'information : documentation audio-visuelle sur les différentes structures institutionnelles permettant de développer les établissements humains, à l'intention de la Commission des établissements humains, des dirigeants, des administrateurs, des planificateurs et du grand public (1982 et 1983)<sup>4</sup>.

6.3 Formation à la gestion des établissements humains\*

Produits :

i) Assistance technique : quatre cours de formation à la gestion des établissements humains, à l'intention des responsables gouvernementaux chargés de concevoir et d'exécuter des projets en matière d'établissements humains (1982 et 1983)<sup>4</sup>;

ii) Publication destinée à la vente : manuel de formation aux méthodes d'amélioration de l'habitat urbain, destiné aux responsables gouvernementaux chargés de concevoir et d'exécuter des projets en matière d'établissements humains et aux instituts de formation régionaux et nationaux (1982 et 1983)<sup>4</sup>;

iii) Publication destinée à la vente : enquête mondiale sur la formation aux problèmes des établissements humains, à l'intention des ministères compétents, des organisations gouvernementales et para-étatiques compétentes et des instituts de formation régionaux et nationaux (1983);

6.4 Systèmes d'information et d'orientation sur les établissements humains et appui aux projets. La conception et l'exécution d'un programme destiné à accroître la diffusion des publications du Centre constituent une activité intermédiaire importante (1982 et 1983)<sup>4</sup>

Produits :

i) Services d'information : *Habitat News* et encart réservé aux organisations non gouvernementales (trois numéros par an).

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

19.37 Les ressources prévues à ce titre pour 1982-1983 sont demandées dans le cadre du programme des services administratifs et services communs, auquel on a transféré les ressources actuelles du présent programme (4 400 dollars).

Consultants

19.38 Les ressources nécessaires (270 000 dollars), qui font apparaître un taux de croissance légèrement négatif, correspondent pour l'essentiel aux besoins du programme de travail pour 1982-1983. On trouvera ci-dessous la répartition détaillée par éléments de programme des 54 mois de travail de consultant qui sont demandés :

Élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.2	Collecte de données sur les politiques et stratégies en matière d'établissements humains dans certains pays, comme contribution au rapport sur les options de politique nationale et aux directives relatives à la formulation des politiques en matière d'établissements humains (deux mois de travail en 1982 et deux en 1983) . . . . .	20 000
1.3	Collecte et analyse de données sur la situation, les tendances et les perspectives des établissements humains, comme contribution au rapport mondial sur les établissements humains (cinq mois de travail en 1982 et cinq en 1983) . . . . .	50 000
2.9	Collecte d'informations, en collaboration avec les bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies et d'organisations internationales non gouvernementales, axées plus particulièrement sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des groupes les plus défavorisés (cinq mois de travail en 1982 et cinq en 1983)* . . . . .	50 000
3.2	Assistance pour l'élaboration et la réalisation d'une analyse de coût-utilité de programmes d'amélioration des colonies de squatters; analyse et évaluation de programmes d'assainissement des taudis (deux mois de travail en 1982) . . . . .	10 000
3.3	Assistance pour la conception et l'exécution de projets modèles sur le transfert des techniques de construction appropriées au secteur non structuré de l'industrie du bâtiment (deux mois de travail en 1982 et quatre en 1983) . . . . .	30 000
3.4	Conception et exécution de projets sur les techniques appropriées pour la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services dans les zones rurales; formulation de directives pour la collecte de données sur la consommation d'énergie des ménages (quatre mois de travail en 1982 et quatre en 1983) . . . . .	40 000
3.5	Suivi et évaluation des méthodes novatrices employées par les gouvernements et par les institutions pour accorder des facilités de crédit au secteur non structuré de l'industrie du bâtiment (un mois de travail en 1982 et quatre en 1983) . . . . .	15 000
4.2	Collecte de données sur les règlements et institutions régissant l'utilisation du sol et répertoire des systèmes d'information sur l'occupation des sols dans les établissements humains (un mois de travail en 1982 et cinq en 1983) . . . . .	30 000
5.2	Collecte de données sur les stratégies et les techniques appropriées pour la construction de logements par des entreprises d'auto-assistance ou à caractère coopératif; conception et exécution de projets modèles (deux mois de travail en 1982 et un en 1983) . . . . .	15 000
6.2	Assistance pour les travaux de recherche et d'analyse touchant le cadre institutionnel des établissements humains; études spéciales sur les institutions et la gestion en matière d'établissements humains; formulation de directives visant à créer ou à renforcer des institutions pour améliorer le logement des groupes à faible revenu dans les zones urbaines et rurales (deux mois de travail en 1982) . . . . .	10 000
		<b>Total 270 000</b>

Groupes spéciaux d'experts

19.39 Les ressources prévues à ce titre (65 100 dollars), qui font apparaître une diminution, se répartissent comme suit entre les différents éléments de programme :

Élément de programme	Description des tâches	Dollars
2.6	Atelier international sur la planification des établissements humains dans les régions sujettes à des catastrophes naturelles, avec l'assistance des Gouvernements japonais et mexicain (1982) . . . . .	25 000

\* Rang de priorité le plus élevé.

Élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.4	Réunion d'un groupe d'experts sur l'utilisation de l'énergie solaire dans la conception des bâtiments (1983); réunion d'un groupe d'experts sur les systèmes de transport dans les zones urbaines et rurales (1983) . . . . .	25 000
6.2	Réunion d'un groupe spécial d'experts qui devra, premièrement, examiner les travaux de recherche et d'analyse des institutions qui, dans les zones urbaines et rurales, sont chargées de planifier, d'exécuter et de financer des programmes de construction de logements et d'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services, et, deuxièmement, formuler un plan d'action consécutive (1983) . . . . .	15 100
<b>Total</b>		<b>65 100</b>

#### Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)

19.40 Le montant prévu (40 400 dollars), qui est maintenant au niveau du montant réévalué de la base des ressources de 1980-1981, doit permettre de couvrir les frais de voyage des membres des secrétariats des commissions régionales qui assistent aux sessions de la Commission des établissements humains.

#### Autres voyages autorisés du personnel

19.41 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (93 100 dollars) représente un accroissement de 19 300 dollars, calculé en fonction des dépenses effectives de l'exercice 1980-1981. On se rappellera que lors de l'établissement du projet de budget-programme pour 1980-1981, le montant prévu au titre des frais de voyage avait été maintenu au niveau du montant réévalué de la base des ressources de 1978-1979 car on ne disposait pas d'éléments suffisants concernant les frais de voyage du Centre depuis qu'il était installé dans ses nouveaux locaux à Nairobi. Les ressources nécessaires pour l'exercice 1982-1983 se répartissent comme suit :

	Dollars	
a) Participation à des réunions d'organes intergouvernementaux de l'ONU . . . . .	20 000	
b) Participation à des conférences et à des réunions ayant trait directement à l'exécution de ce programme . . . . .	24 100	
c) Consultations avec des gouvernements, des institutions, des organisations des Nations Unies, les secrétariats des commissions régionales et les institutions spécialisées sur certains aspects du programme de travail . . . . .	49 000	
<b>Total</b>		<b>93 100</b>

#### Imprimerie et reliure

19.42 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (61 700 dollars) représente un accroissement de 30 000 dollars. On se rappellera que lors de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice 1980-1981, on avait signalé<sup>5</sup> qu'il n'était pas encore possible de déterminer avec précision dans quelle mesure le Centre aurait besoin de faire faire des travaux d'imprimerie à l'extérieur et que ses besoins à cet égard seraient réévalués compte tenu des travaux effectivement réalisés, car il serait alors possible de déterminer dans quelle mesure le programme de publications du Centre pouvait être exécuté au PNUE par le Groupe des documents et de la reproduction

<sup>5</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session. Supplément no 6 (A/34/6), vol. II, par. 19.39.

et dans quelle mesure il devait l'être par des imprimeries commerciales.

19.43 Après consultation avec le PNUE, le Centre a été informé que dans le cadre des arrangements actuels<sup>6</sup> et compte tenu du programme de publications du PNUE, il était probable que les ateliers de reproduction du PNUE ne pourraient imprimer que 1 000 pages sur les 4 600 prévues pour le programme de publications du Centre. Ces 1 000 pages n'ont pas été incluses dans les présentes estimations.

19.44 Les ressources nécessaires se répartissent comme suit entre les sous-programmes :

Élément de programme	Travaux d'imprimerie	Dollars
1.2	Rapport sur les tendances des politiques en matière d'établissements humains (144 p.) [1983]	4 300
2.2	Rapport sur la planification pour l'an 2000 : perspectives mondiales dans le domaine des établissements humains (45 p.) [1983] . . . . .	2 700
2.4	Rapport sur l'intégration de la planification physique à la planification économique et sociale dans la région de la CESAP (145 p.) [1982] . . . . .	4 400
	Rapport sur un cadre conceptuel pour la planification des établissements humains, mettant l'accent sur la répartition de la population en Amérique latine (145 p.) [1983] . . . . .	4 400
3.2	Rapport technique sur des méthodes novatrices visant à aider les ménages à faible revenu dans les zones urbaines et rurales de la région de la CEA (100 p.) [1983] . . . . .	3 100
	Enquête mondiale sur les sans-abri (100 p.) [1983] . . . . .	3 100
3.3	Directives de politique gouvernementale visant à améliorer l'efficacité de l'industrie du bâtiment pour la construction de bâtiments et l'aménagement d'infrastructures, d'équipements et de services (125 p.) [1983] . . . . .	3 700
	Volume I, Rôle du secteur du bâtiment et contribution aux objectifs de développement nationaux, et volume II, Profils de pays, données sur le secteur du bâtiment et des travaux publics provenant de 11 pays en développement (500 p.) [1983] . . . . .	14 800
3.4	Analyse interrégionale des normes et techniques appropriées pour la mise en place d'infrastructures et de services dans les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu (160 p.) [1983] . . . . .	4 500
	Economies d'énergie dans la construction et entretien des bâtiments (100 p.) [1983] . . . . .	3 100
	Besoins des établissements urbains et ruraux en matière de transports (100 p.) [1983] . . . . .	3 100
3.5	Deux séries de directives concernant les problèmes que pose l'apport de ressources financières au secteur non structuré des établissements urbains et ruraux et les solutions visant à y remédier (100 p.) [1983] . . . . .	3 000
4.2	Rapport sur les règlements et les institutions régissant l'utilisation du sol et répertoire des systèmes d'information sur l'occupation du sol dans les établissements humains (50 p.) [1983] . . . . .	3 000
6.2	Rapport sur l'analyse comparée des institutions et des tendances de la gestion en matière d'établissements humains (150 p.) [1982] . . . . .	4 500
<b>Total</b>		<b>61 700</b>

<sup>6</sup> Comme le Centre ne possède pas de matériel de reproduction, il fournit au PNUE trois agents locaux ainsi que des fonds supplémentaires pour l'achat de fournitures et de matériel pour la reproduction. Le Groupe de la reproduction du PNUE reproduira dans ses ateliers tous les documents du Centre, en plus des 1 000 pages prévues pour le programme de publications du Centre.

## D. - Services administratifs et services communs

TABLEAU 19.12. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	353,8	29,8	-	71,1	100,9	454,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	358,5	(356,3)	434,8	67,7	146,2	504,7
Heures supplémentaires	12,0	0,5	9,5	3,4	13,4	25,4
Postes temporaires	434,6	36,6	4,0	66,9	107,5	542,1
Dépenses communes de personnel	566,4	(137,6)	219,2	102,3	183,9	750,3
Frais de voyage du personnel	14,1	0,7	12,0	4,2	16,9	31,0
Location et entretien des locaux	41,5	2,2	-	6,8	9,0	50,5
Eclairage, chauffage, énergie et eau	78,2	4,0	-	12,7	16,7	94,9
Location et entretien des véhicules et du matériel	89,8	4,5	(10,0)	13,0	7,5	97,3
Communications	112,6	5,8	3,7	18,9	28,4	141,0
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	3,3	0,2	-	0,6	0,8	4,1
Services divers	8,1	0,4	10,0	2,8	13,2	21,3
Fournitures et accessoires	102,7	5,1	-	16,7	21,8	124,5
Mobilier et matériel	77,7	4,2	(28,5)	8,2	(16,1)	61,6
<b>Total</b>	<b>2 253,3</b>	<b>(399,9)</b>	<b>654,7</b>	<b>395,3</b>	<b>650,1</b>	<b>2 903,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 853,6	654,7	647,4	-	7,3	0,3 %

TABLEAU 19.12 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 192,6	1 641,4
<b>Total a)</b>	<b>1 192,6</b>	<b>1 641,4</b>
<b>b) Actifs de fond</b>		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 192,6</b>	<b>1 641,4</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>4 544,8</b>
-----------------------------	----------------

**B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS**

<b>(4 544,8)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 19.13. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	2	2	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	3	3	5	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	6	6	24	24	30	30
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>40</b>

**D. – Services administratifs et services communs**

19.45 Ce programme consiste à fournir des services financiers, des services de personnel et des services généraux ainsi que divers services de conférence. Lorsqu'on a initialement demandé ces ressources (voir A/C.5/32/91), on a clairement indiqué que l'arrangement consistant à doter le

Centre de services administratifs distincts était provisoire et que des services administratifs et services communs desservant à la fois le Centre et le PNUE seraient mis en place dès que possible. Par la suite l'Assemblée générale, par sa résolution 34/233 (section XII), a prié le Secrétaire général d'établir un rapport, à présenter à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session, sur l'organisation, le financement

et la gestion des services communs qui seraient établis au Centre des Nations Unies à Nairobi. Un rapport préliminaire a été établi à la suite d'une mission du Service de gestion administrative à Nairobi en 1980. Un rapport plus détaillé sera présenté sur la question à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session. Toutefois, alors qu'il avait été indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 que la proposition de créer un service administratif commun serait réexaminée lors de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice 1982-1983, il a été décidé de surseoir à cet examen, en raison de la modification du calendrier des travaux de construction à Nairobi et du rapport prévu par la résolution 34/233.

19.46 En conséquence, le programme "Services administratifs et services communs" du Centre a été établi à partir de l'hypothèse que le Centre continuerait à occuper les locaux dont il dispose actuellement au Centre de conférences Kenyatta pour toute la durée de l'exercice biennal 1982-1983. On a également présumé que, si le Centre continuait à assurer la plus grande partie de ses propres services administratifs, il continuerait également à bénéficier des services communs (télégrammes, télex, valise diplomatique et reproduction) que le PNUE lui fournit contre remboursement. Comme on ne sait pas encore comment les besoins du Centre en matière de services administratifs et de services communs seront satisfaits à long terme, le Secrétaire général se propose à ce stade de continuer à répondre aux besoins en personnel dans ce domaine pour l'exercice 1982-1983 de la même façon que pour l'exercice biennal 1980-1981, en utilisant des postes permanents, des postes temporaires (dépendances renouvelables) et du personnel temporaire (dépendances non renouvelables).

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

19.47 Les dépenses prévues à ce titre (437 000 dollars) comprennent des dépenses renouvelables (6 600 dollars) et des dépenses non renouvelables (430 400 dollars). Les dépenses renouvelables comprennent un montant de 4 400 dollars, précédemment prévu pour le programme des établissements humains, qui s'ajoutera aux ressources renouvelables d'un montant actuel de 2 200 dollars. Ces dépenses renouvelables sont prévues pour permettre de recruter du personnel temporaire pour remplacer du personnel en congé de maternité ou pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe. Les dépenses non renouvelables sont prévues pour permettre de recruter du personnel temporaire pour continuer à fournir au Centre certains services administratifs au Centre de conférences Kenyatta. Ces services ne seront fournis que pendant l'occupation des locaux provisoires, en attendant l'achèvement de la construction du siège permanent du Centre et du PNUE à Gigiri. A ce propos, il est rappelé que le financement d'un poste P-2 et de 18 postes d'agent local par des crédits ouverts pour du personnel temporaire avait été demandé à l'origine par le Secrétaire général dans l'état des incidences administratives et financières (A/C.5/32/91) du projet de résolution dans lequel était proposée la création du Centre des Nations Unies pour les établissements humains. Les crédits demandés avaient alors été ouverts et

ils ont été maintenus dans le budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981. Le Secrétaire général demande l'ouverture de crédits du même montant pour l'exercice biennal 1982-1983.

#### *Heures supplémentaires*

19.48 Les ressources prévues à ce titre (22 000 dollars) font apparaître un accroissement de 9 500 dollars, afin de permettre de couvrir les besoins normaux pendant les périodes de pointe au Centre ainsi que le sursalaire de nuit que l'on doit obligatoirement verser aux agents du Service de sécurité et aux chauffeurs qui travaillent par équipes.

#### *Postes temporaires et dépenses communes de personnel*

19.49 Les ressources prévues à ce titre (718 200 dollars) doivent permettre de couvrir les traitements (478 800 dollars) et les dépenses communes de personnel (239 400 dollars). Ces ressources font apparaître un accroissement de 11 400 dollars, qui est imputable à la proposition de reclasser deux postes de traducteur de P-2 à P-3. Les postes de traducteurs de la classe P-2 (un traducteur de langue espagnole et un traducteur de langue russe) dont le reclassement à P-3 est demandé sont les deux seuls postes de ce type au Centre. Les travaux de traduction ne sont pas révisés et, en raison de la classe actuelle des postes, tous les efforts de recrutement déployés au cours de l'exercice biennal 1980-1981 ont été vains. Le Bureau des services du personnel et le Département des services de conférence du Siège appuient le reclassement de ces postes à P-3.

#### *Frais de voyage du personnel*

19.50 Les ressources prévues à ce titre (26 800 dollars), qui font apparaître un accroissement de 12 000 dollars, doivent permettre de couvrir les frais de voyage du chef des services administratifs, qui doit se rendre une fois par an à New York pour avoir des consultations avec de hauts fonctionnaires du Siège, et les frais de voyage du Chef de la Section des finances du Centre, qui doit se rendre une fois au Siège pour participer aux travaux de la Division du budget et une autre fois pour avoir des entretiens avec des fonctionnaires de la Division de la comptabilité lors de la clôture des comptes. Un montant d'environ 1 500 dollars par an est prévu pour couvrir l'indemnité de subsistance et les frais de voyage d'autres fonctionnaires qui sont parfois priés, à l'occasion de congés dans les foyers ou d'autres voyages autorisés, de s'arrêter à New York afin d'y avoir des consultations avec des fonctionnaires du Siège, selon les besoins.

#### *Location et entretien des locaux*

19.51 Les ressources prévues à ce titre (43 700 dollars) doivent permettre d'assurer le nettoyage et l'entretien des locaux occupés au Centre de conférences Kenyatta. Les locaux à usage de bureau sont toutefois mis gratuitement à la disposition du Centre par le Gouvernement kényen en attendant que le nouveau bâtiment des Nations Unies soit construit à Gigiri.

#### *Eclairage, chauffage, énergie et eau*

19.52 Les ressources prévues à ce titre (82 200 dollars) correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981.



*Location et entretien du matériel*

19.53 Les ressources prévues à cette rubrique (84 300 dollars) accusent une diminution de 10 000 dollars du fait que les besoins du Centre à ce titre sont moins élevés qu'auparavant. Le montant prévu doit permettre de couvrir le coût de l'utilisation et de l'entretien des véhicules du Centre (43 000 dollars) et des machines de bureau (22 000 dollars), ainsi que la location de temps-machine aux fins du traitement électronique des données (19 300 dollars).

*Communications*

19.54 Les ressources prévues à ce titre (122 100 dollars) qui font apparaître un accroissement de 3 700 dollars, correspondent aux besoins probables du Centre en 1982-1983, compte tenu de l'expérience acquise. On se rappellera que lors de l'établissement du projet de budget pour l'exercice biennal 1980-1981, le Centre n'existait que depuis quelques mois et qu'un petit nombre de fonctionnaires seulement occupaient les locaux au Centre de conférences Kenyatta.

Les ressources nécessaires pour l'exercice 1982-1983 se répartissent comme suit :

	<i>Dollars</i>
a) Télégrammes et téléx . . . . .	30 700
b) Communications téléphoniques . . . . .	18 000
c) Affranchissement et valise diplomatique . . . . .	73 400

La moitié environ du dernier montant correspond aux frais d'expédition des documents de la Commission qui sont envoyés aux Etats Membres.

*Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

19.55 Le montant réel des ressources nécessaires à ce titre (3 500 dollars) n'est pas modifié.

*Services divers*

19.56 Les ressources prévues à ce titre (18 500 dollars) font apparaître un accroissement de 10 000 dollars parce qu'il est devenu évident depuis que le Centre est installé à Nairobi que les besoins avaient été sous-estimés. Les dépenses en question concernent les frais de nettoyage (uniformes), les frais d'assurance et les frais bancaires.

*Fournitures et accessoires*

19.57 Les ressources prévues à ce titre (107 800 dollars) ont été calculées compte tenu de l'expérience acquise jusqu'à présent quant à l'évaluation des besoins permanents du Centre. Les ressources nécessaires se répartissent comme suit :

	<i>Dollars</i>
a) Papeterie et fournitures de bureau . . . . .	48 000
b) Fournitures et accessoires pour la reproduction des documents . . . . .	49 000
c) Fournitures diverses, y compris fournitures nécessaires pour le traitement des données . . . . .	10 800

*Mobilier et matériel*

19.58 Les ressources prévues à ce titre (53 400 dollars) accusent une diminution du fait d'une réduction des achats prévus, étant donné que la plupart des besoins initiaux du Centre en mobilier et matériel ont été couverts lors des exercices biennaux 1978-1979 et 1980-1981.

## CHAPITRE 20. – CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES

### TABEAU 20.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
6 204,4	112,9	1,8	3,5		501,2	8,0	617,6	9,9	6 822,0

##### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 317,3	3,5	-	-	3,5	- %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	380,8	816,7
<b>Total a)</b>	380,8	816,7
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues : Secrétariat du Fonds	1 362,0	1 383,0
<b>Total b)</b>	1 362,0	1 383,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues : Fonds alloués à la Division des stupéfiants Fonds alloués aux institutions spécialisées des Nations Unies	4 923,2 7 825,3	5 466,3 12 132,0
<b>Total c)</b>	12 748,5	17 598,3
<b>Total a), b) et c)</b>	14 491,3	19 798,0

Total, coûts directs	26 620,0
----------------------	----------

4 331,0
---------

#### B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	30 951,0
--	----------

**TABEAU 20.2. - ANALYSE DU TOTAL REVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981**  
**(AUX TAUX REVISÉS DE 1981)**  
*(En milliers de dollars des États-Unis)*

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (8) - (2)	Total révalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)		
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)					
A. Organes directeurs	529,7	-	-	27,5	-	4,7	-	32,2	561,9		
B. Division des stupéfiants	3 502,4	-	-	-	-	4,4	-	39,6	3 542,0		
C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	2 172,3	-	15,9	-	23,3	1,9	-	41,1	2 213,4		
D. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a/	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
<b>Total</b>	<b>6 204,4</b>	<b>-</b>	<b>15,9</b>	<b>27,5</b>	<b>58,5</b>	<b>11,0</b>	<b>-</b>	<b>112,9</b>	<b>6 317,3</b>		

a/ Financé exclusivement par des fonds extra-budgetaires.

TABLEAU 20.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs	529,7	32,2	-	46,1	78,3	14,7	608,0	-
B. Division des stupéfiants	3 502,4	39,6	-	283,1	322,7	9,2	3 825,1	-
C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	2 172,3	41,1	3,5	172,0	216,6	9,9	2 388,9	0,1
D. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues <sup>a/</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6 204,4</b>	<b>112,9</b>	<b>3,5</b>	<b>501,2</b>	<b>617,6</b>	<b>9,9</b>	<b>6 822,0</b>	<b>-</b>

<sup>a/</sup> Financé exclusivement par des fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 20.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Traitements :	3 860,2	57,4	-	299,5	356,9	4 217,1		
Postes permanents								
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	13,6	0,2	12,0	2,5	14,7	28,3	86,9	
Consultants	32,8	0,4	-	3,2	3,6	36,4	-	
Heures supplémentaires	3,9	-	3,5	0,8	4,3	8,2	89,7	
Dépenses communes de personnel :								
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-	
Autres dépenses communes de personnel	1 195,8	17,0	-	94,7	111,7	1 307,5	-	
Frais de voyage :								
Frais de voyage des représentants	471,2	4,7	-	46,1	50,8	522,0	-	
Frais de voyage du personnel	145,4	1,5	-	14,3	15,8	161,2	-	
Imprimerie et reliure	321,9	3,2	(12,0)	30,5	21,7	343,6	(3,6)	
Honoraires	58,5	27,5	-	-	27,5	86,0	-	
Entretien du matériel	16,4	0,2	-	1,6	1,8	18,2	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	2,0	-	-	0,1	0,1	2,1	-	
Fournitures et accessoires	77,1	0,8	-	7,5	8,3	85,4	-	
Mobilier et matériel	4,4	-	-	0,4	0,4	4,8	-	
<b>Total</b>	<b>6 204,4</b>	<b>112,9</b>	<b>3,5</b>	<b>501,2</b>	<b>617,6</b>	<b>6 822,0</b>	<b>-</b>	

TABLEAU 20.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Contrôle international des drogues

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	-	-	1	1	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	2	2	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	9	9	1	1	10	10
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	7	7	2	2	9	9
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	8	8	-	-	8	8
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>38</b>	<b>38</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	23	23	4	4	27	27
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>31</b>	<b>31</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>69</b>	<b>69</b>

TABLEAU 20.6. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

(En milliers de dollars des États-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 20			
		A	B	C	D
Chapitre 28.					
A	24,6	-	12,3	8,4	3,9
B	64,4	1,5	24,5	5,7	32,7
C	60,3	-	29,1	22,2	9,0
D	-	-	-	-	-
E	13,0	0,9	6,7	3,4	2,0
F	32,6	2,2	16,9	8,5	5,0
G	-	-	-	-	-
H	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-
J	6,1	-	3,0	2,3	0,8
K	10,6	-	5,3	3,9	1,4
L	19,1	-	9,4	6,9	2,8
M	3 114,0	143,7	1 629,6	913,4	427,3
Chapitre 29.					
C	687,4	592,7	94,7	-	-
E et F	67,3	-	33,7	23,0	10,6
Chapitre 6. a/	231,6	-	154,0	77,6	-
Total, coûts indirects répartis	4 331,0	741,0	2 019,2	1 075,3	495,5
Coûts directs	26 620,0	608,0	10 108,1	2 388,9	13 515,0
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	30 951,0	1 349,0	12 127,3	3 464,2	14 010,5

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :

## Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

## Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Division des stupéfiants
- C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants
- D. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

## A. - Organes directeurs

TABLEAU 20.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	
a) Commission des stupéfiants Frais de voyage des représentants	132,9	1,3	-	13,0	147,2
b) Organe international de contrôle des stupéfiants Frais de voyage des représentants	338,3	3,4	-	33,1	374,8
Honoraires	58,5	27,5	-	-	86,0
Total partiel b)	396,8	30,9	-	33,1	460,8
Total a) et b)	529,7	32,2	-	46,1	608,0

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
561,9	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 608,0

741,0

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 349,0

## A. - Organes directeurs

20.1 Les deux organes qui s'occupent du contrôle international des drogues dans le cadre des Nations Unies et qui sont décrits de façon plus détaillée dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>1</sup> sont la Commission des stupéfiants et l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS).

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1), vol. I, chap. 10.

20.2 La Commission des stupéfiants se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Depuis quelques années, elle se réunit une année sur deux en session extraordinaire. La dernière session s'est tenue en février 1981.

20.3 L'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), qui se compose d'un président, de deux vice-présidents et de 10 membres, tient depuis quelques années trois réunions par an, pratique dont on prévoit qu'elle sera maintenue pendant l'exercice biennal 1982-1983.



*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage des représentants*

20.4 Les ressources nécessaires pour la Commission (134 200 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des représentants de 30 Etats Membres qui participeront à la septième session extraordinaire de la Commission en 1982 et à sa trentième session ordinaire en 1983, les frais de voyage de cinq représentants qui participeront aux réunions de la Sous-Commission du trafic illicite des

drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient et les frais de voyage du Président de la Sous-Commission qui participera aux sessions de la Commission.

20.5 Les ressources nécessaires pour l'OICS (341 700 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des membres de l'Organe qui participeront aux trois réunions annuelles et aux enquêtes devant être faites sur place conformément à l'article 14 de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1972.

**B. - Division des stupéfiants**

**TABLEAU 20.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. - COUTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 337,6	27,2	-	182,7	209,0	2 547,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	13,6	0,2	-	1,3	1,5	15,1
Consultants	16,4	0,2	-	1,6	1,8	18,2
Heures supplémentaires	3,9	-	-	0,3	0,3	4,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	724,2	8,0	-	57,6	65,6	789,8
Frais de voyage du personnel	107,3	1,0	-	10,5	11,5	118,8
Imprimerie et reliure	199,6	2,0	-	19,6	21,6	221,2
Entretien du matériel	16,4	0,2	-	1,6	1,8	18,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
Fournitures et accessoires	77,1	0,8	-	7,5	8,3	85,4
Mobilier et matériel	4,4	-	-	0,4	0,4	4,8
<b>Total</b>	<b>3 502,4</b>	<b>39,6</b>	<b>-</b>	<b>283,1</b>	<b>322,7</b>	<b>3 825,1</b>

TABLEAU 20.8 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 542,0	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	380,8	816,7
Total a)	380,8	816,7
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	4 923,2	5 466,3
Total c)	4 923,2	5 466,3
Total a), b) et c)	5 304,0	6 283,0

Total, coûts directs	10 108,1
----------------------	----------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

2 019,2
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	12 127,3
---	----------

TABLEAU 20.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des stupéfiants

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>19</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	12	12	-	-	12	12
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>34</b>

B. – Division des stupéfiants

1. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

20.6 Le Cabinet du Directeur assure la supervision générale des activités de la Division, pour lesquelles il formule les principes directeurs. Ses fonctions comprennent la coordination des travaux de la Division avec ceux de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, des institutions spécialisées et des autres organismes internationaux s'occupant du contrôle des drogues, ainsi que la

coordination des avis d'experts que la Division donne au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, dont le Directeur de la Division est le principal conseiller en matière de lutte contre les stupéfiants. Outre qu'il assure l'administration et la gestion générales de la Division, le Directeur fait en outre fonction de représentant du Secrétaire général auprès de la Commission des stupéfiants et des autres réunions et forums internationaux qui s'occupent des problèmes de drogues et de la lutte contre les drogues. Le Directeur rend compte au Secrétaire général de tous les programmes et activités de la Division.

## 2. — PROGRAMMES D'ACTIVITE

20.7 Les programmes de la Division des stupéfiants, décrits dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983 et dans le budget-programme de 1980-1981, ont été considérablement remaniés en cours d'exécution durant les exercices biennaux 1978-1979 et 1980-1981. Comme suite aux recommandations que le Corps commun d'inspection a formulées dans son rapport sur l'organisation et la gestion des organes qui à l'ONU s'occupent du contrôle des drogues (JIU/REP/78/6), l'ancien sous-programme 5, intitulé "Opérations", a cessé d'exister en tant que sous-programme distinct à compter du 1er août 1979. Le sous-programme 2, intitulé "Demande et information de drogues", et le sous-programme 3, intitulé "Élimination du trafic illicite des drogues", ont été fondus en un sous-programme unique 3, intitulé "Réduction de l'offre et de la demande". Du fait de ces changements, les programmes sont désormais structurés de la manière suivante :

Sous-programme 1 : application des traités et services de secrétariat à fournir à la Commission

Sous-programme 2 : Laboratoire des stupéfiants

Sous-programme 3 : réduction de l'offre et de la demande

Sous-programme 4 : planification et coordination des programmes, et services d'information

Cette réorganisation des programmes a été portée à l'attention de la Commission des stupéfiants à sa vingt-neuvième session (2-11 février 1981) à l'occasion de l'examen du projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989<sup>2</sup>.

20.8 Comme l'en avait prié l'Assemblée générale dans ses résolutions 32/124 du 16 décembre 1977 et 34/177 du 17 décembre 1979, la Commission a approuvé, à sa vingt-neuvième session, un programme d'action concernant une stratégie et une politique internationales de lutte contre l'abus de drogues<sup>3</sup>. Si le Conseil économique et social fait sien ce plan d'action, un très grand nombre d'activités viendront s'ajouter aux programmes exécutés par la Division. Dans ce cas, le montant des ressources supplémentaires que l'application du plan d'action pourrait exiger en 1982-1983 sera porté à l'attention de l'Assemblée, lors de sa trente-sixième session, dans le contexte des demandes de crédits additionnels qui seront présentées au titre du budget-programme.

20.9 Les quatre sous-programmes qu'exécute actuellement la Division, leurs éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

*Sous-programme 1. Application des traités et services de secrétariat à fournir à la Commission*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 918 000 dollars (soit 24 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires : 62 800 dollars (soit 1 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), volume I, paragraphes 10.10 à 10.17.

<sup>2</sup> Voir le document E/CN.7/666.

<sup>3</sup> Voir le document E/1981/24.

c) Éléments de programme :

1.1 Application des traités, décisions et résolutions

*Produits :*

i) Publication du résumé des rapports annuels (1982 et 1983);

ii) Publication de listes des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et autorisations d'exportation et d'importation (1982 et 1983);

iii) Publication de listes de fabricants de drogues (1982 et 1983);

iv) Publication de listes des législations nationales en matière de contrôle des drogues et de l'index cumulatif de ces législations (1982 et 1983).

1.2 Avis juridiques sur l'application des traités

*Produits :*

i) Fourniture d'avis et d'une assistance aux gouvernements pour l'élaboration d'une législation nationale sur le contrôle des drogues et l'application du système des traités, y compris l'envoi de réponses à une dizaine de demandes de renseignements d'ordre législatif par an (1982 et 1983);

ii) Fourniture de conseils juridiques aux gouvernements pour l'élaboration d'une législation nationale sur le contrôle des drogues, sous forme de rapports, d'avant-projets de lois ou d'avis juridiques.

1.3 Services de secrétariat à fournir à la Commission

*Produits :*

i) Fourniture de services fonctionnels à la Commission des stupéfiants pour une session ordinaire (1983) et une session extraordinaire (1982), dont la rédaction du rapport de la Commission, l'organisation de réunions extraordinaires de ses organes subsidiaires et le rassemblement des données nécessaires à la Commission au moyen d'enquêtes spéciales;

ii) Rapports destinés à la Commission sur l'exécution du programme des stratégies et politiques en application des résolutions 32/124 et 34/177 de l'Assemblée générale (1982 et 1983);

iii) Fourniture de services fonctionnels pour le dispositif électoral de l'OICS (1983).

*Produit intermédiaire :* fourniture de services fonctionnels au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale pour les questions relatives au contrôle international des drogues (1982-1983).

*Sous-programme 2. Laboratoire des stupéfiants*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 956 300 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires : 879 600 dollars (soit 14 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), volume I, paragraphes 10.36 à 10.46.

c) Éléments de programme :

2.1 Formation de chercheurs nationaux

*Produit :* formation d'une dizaine de chercheurs originaires des pays en développement aux méthodes d'identification et d'analyse des drogues les plus fréquemment saisies dans le trafic illicite, par exemple l'héroïne, la cocaïne, le LSD, les amphétamines, les barbituriques et le cannabis. Cette formation englobera également certaines techniques avancées de laboratoire, par exemple la chromatographie en phase gazeuse ou liquide et la gestion des

laboratoires. Le personnel ainsi formé jouera un rôle important dans la lutte internationale contre l'abus des drogues.

## 2.2 Création de laboratoires nationaux des stupéfiants ou amélioration des laboratoires existants

**Produit :** création et renforcement de 8 à 12 laboratoires nationaux des stupéfiants dans les pays en développement les plus touchés par le trafic illicite. Il s'agira à ce titre de fournir divers réactifs chimiques, solvants, instruments d'analyse, échantillons de référence sur les drogues et documents scientifiques comprenant environ 100 à 200 ouvrages de référence et manuels sur les drogues donnant lieu à des abus. Ces laboratoires serviront de centres d'analyse des drogues saisies et de formation du personnel local.

## 2.3 Etablissement d'un dictionnaire multilingue des stupéfiants et des substances psychotropes sous contrôle international

**Produit :** tirage à 5 000 exemplaires d'un dictionnaire de 500 à 600 pages destiné à la diffusion et à la vente. Le dictionnaire sera utilisé aux niveaux central et opérationnel par des agents de la force publique et par des médecins dans la lutte contre l'abus des drogues.

## 2.4 Fourniture d'informations scientifiques et techniques sur les drogues donnant lieu à des abus

**Produit :** fourniture d'informations de caractère scientifique et technique en réponse aux demandes reçues du monde entier concernant environ 600 à 800 titres; mise à jour permanente d'une documentation scientifique étendue sur les drogues donnant lieu à des abus.

## 2.5 Travaux de recherche sur les stupéfiants et les substances psychotropes

**Produit :** élaboration de nouvelles méthodes d'analyse, ou amélioration des méthodes existantes, à l'usage des agents de la force publique sur le terrain ou des chimistes travaillant dans des laboratoires agréés, aux fins de l'identification des drogues saisies dans le trafic illicite, eu égard en particulier aux substances synthétiques.

## 2.6 "Signatures" de l'héroïne

**Produit :** mise au point de méthodes permettant de déterminer les propriétés physiques et chimiques de l'héroïne afin de pouvoir retrouver l'origine de l'héroïne saisie dans le trafic illicite.

## Sous-programme 3. Réduction de l'offre et de la demande

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 994 500 dollars (soit 26 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires : 4 335 300 dollars (soit 69 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), volume I, paragraphes 10.18 à 10.35.

### c) Eléments de programme :

#### 3.1 Contrôle du trafic international illicite des drogues

##### Produits :

i) Etudes annuelles sur le trafic international illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, à soumettre pour examen à la Commission des stupéfiants lors de ses sessions ordinaires et de ses sessions extraordinaires (1982 et 1983);

ii) Edition et diffusion auprès de tous les Etats Membres des rapports annuels présentés par 100 gouvernements concernant la production, la fabrication ou le trafic illicites

de stupéfiants et de substances psychotropes (1982 et 1983);

iii) Publication d'un document trimestriel résumant 1 600 rapports distincts présentés par les gouvernements sur les transactions illicites et les saisies de stupéfiants et de substances psychotropes (quatre résumés en 1982 et quatre en 1983). D'ici 1982, compte tenu des tendances actuelles, environ 1 400 rapports de saisie seront reçus chaque trimestre, contre 1 000 par trimestre en 1980. Ce chiffre pourrait atteindre 1 600 en 1983.

#### 3.2 Fourniture aux Etats Membres d'une assistance individuelle et collective

##### Produits :

i) Organisation de quatre séminaires régionaux ou sous-régionaux de formation en matière de répression en 1982 et de quatre autres en 1983; fourniture de services pour ces séminaires, établissement des rapports nécessaires et activités consécutives. Ces séminaires seront organisés soit directement par le siège, soit avec l'assistance du fonctionnaire chargé de la coordination régionale en matière de stupéfiants pour l'Asie du Sud-Est, en poste à Bangkok. Si l'on en juge d'après l'expérience acquise en 1980, de 150 à 200 participants, originaires de 25 à 30 pays, assisteront chaque année à ces séminaires.

ii) Fourniture de conseils aux Etats Membres, sur leur demande, au sujet des moyens les plus efficaces qui leur permettraient de s'acquitter des obligations qui leur incombent en ce qui concerne la lutte contre le trafic illicite de drogues, en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues. Compte tenu des tendances actuelles, des conseils de cette nature, portant soit sur des questions d'orientation générale soit sur des points techniques détaillés, seront fournis chaque année aux représentants d'organismes de répression en matière de stupéfiants ou de contrôle des drogues de 40 à 60 pays, soit par écrit, soit lors de réunions officielles ou officieuses, soit moins fréquemment, par télégramme ou par téléphone.

#### 3.3 Fourniture de conseils au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et coopération avec d'autres organismes

##### Produits :

i) Evaluation des demandes d'appui financier présentées par les Etats Membres au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, en vue de déterminer la viabilité et le rapport coût-efficacité des mesures visant à réduire le trafic illicite des drogues;

ii) Exécution de programmes par pays, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, aux fins de l'application de mesures de répression en matière de stupéfiants et de contrôle des drogues. Compte tenu de l'expérience acquise à ce jour, et à condition que le Fonds continue à disposer de ressources financières suffisantes, le personnel affecté à ce sous-programme exécutera ou organisera chaque année un total de 15 missions de consultants et/ou d'experts, comme suite aux demandes présentées par les Etats Membres. En outre, ce sous-programme permettra d'exécuter de 6 à 10 programmes, éléments de programme ou projets de pays relatifs à la répression en matière de stupéfiants, dont le coût annuel est estimé à 3 millions de dollars.

### 3.4 Fourniture de services et établissement de rapports

#### *Produits :*

i) Fourniture de services fonctionnels à la réunion semestrielle de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, composée de cinq membres; établissement des rapports nécessaires et activités consécutives. Si l'on en juge d'après l'expérience acquise entre 1972 et 1980, la Sous-Commission adoptera en moyenne 12 décisions et recommandations de fond chaque année; l'application de ces décisions et recommandations appelle, dans le cadre du présent sous-programme, un travail minutieux au titre des activités consécutives, du suivi et de l'assistance, chacun des pays de la région comptant en moyenne trois organismes de répression en matière de stupéfiants ou de contrôle des drogues que ces décisions ou recommandations intéressent.

ii) Fourniture de services pour les réunions d'experts prévues par la Commission dans ses résolutions en vue de l'examen des aspects techniques du trafic illicite des drogues et de ses ramifications; établissement des rapports nécessaires et activités consécutives. Si l'on en juge d'après l'expérience acquise en 1980, il y aura en moyenne quatre réunions d'experts par an. Les délégations de 50 Etats Membres participeront à chaque réunion, et environ sept organisations intergouvernementales y seront également représentées. Chaque réunion adoptera une dizaine de décisions et de recommandations (adressées aux gouvernements et à la Commission) qui appelleront des activités consécutives au titre du présent sous-programme. Les principaux utilisateurs sont les gouvernements des Etats Membres et, dans chaque Etat, au moins deux organismes de répression en matière de stupéfiants ou de contrôle des drogues.

### 3.5 Coordination entre les Etats

#### *Produits :*

i) Fourniture de services fonctionnels, y compris des activités consécutives, pour les réunions annuelles des chefs des services nationaux de répression en matière de stupéfiants dans la région de l'Extrême-Orient, qui comptent 27 participants. Compte tenu de l'expérience acquise lors des sept réunions annuelles tenues jusqu'à présent en Extrême-Orient, il y a lieu de prévoir l'adoption d'une douzaine de décisions et de recommandations, adressées aux pays et aux organismes de répression en matière de stupéfiants à l'intérieur et à l'extérieur de la région, ainsi qu'à la Commission. Ces décisions et recommandations appellent un travail minutieux au titre du suivi et des activités consécutives (1982 et 1983).

ii) Fourniture de services fonctionnels pour des réunions interrégionales. Vingt gouvernements et sept organes intergouvernementaux en moyenne seront représentés à ces réunions, au cours desquelles seront adoptées environ huit décisions et recommandations; celles-ci seront appliquées par pas moins d'une cinquantaine d'Etats Membres et environ 120 de leurs organismes.

### 3.6 Promotion de mesures visant à réduire la demande illicite de drogues et fourniture aux gouvernements qui en font la demande d'une assistance pour l'élaboration de leur politique nationale et la mise au point de programmes intéressant ce domaine

#### *Produits :*

i) Mise en route de projets pilotes dans une vingtaine de pays appartenant à différentes régions concernant l'utili-

sation de ressources communautaires peu coûteuses pour la prévention de l'abus des drogues ainsi que le traitement et la réinsertion sociale des toxicomanes. Une assistance technique sera fournie aux gouvernements qui en feront la demande pour l'élaboration de leur politique nationale; le nombre de ces demandes sera vraisemblablement d'une dizaine par an.

ii) Etablissement de rapports annuels sur l'ampleur, les formes et les tendances de l'abus des drogues dans le monde, par région, et les mesures visant à réduire la demande illicite; ces rapports seront présentés pour examen à la Commission des stupéfiants à ses sessions ordinaires et ses sessions extraordinaires. Dans chacun des Etats Membres, deux services en moyenne constituent les autres utilisateurs principaux. Ces données revêtent également un intérêt considérable pour au moins une dizaine d'organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux.

iii) Etablissement et publication d'un inventaire à jour des mesures visant à réduire la demande illicite de drogues en anglais (2 500 exemplaires) et en arabe (1 000 exemplaires) en 1982, puis en espagnol (1 000 exemplaires) et en français (1 500 exemplaires) en 1983, à l'intention des autorités nationales responsables de la conception, de l'exécution et de la gestion des programmes visant à réduire la demande de drogues.

iv) Etablissement et publication de directives pour la mise au point de programmes de réduction de la demande, en anglais, en arabe, en espagnol et en français, en 1982 (1 000 exemplaires dans chaque langue dans un premier temps), à l'intention des responsables des politiques et des administrateurs à l'échelon national.

v) Etablissement et publication d'un manuel à jour pour l'évaluation de l'abus des drogues, en deux parties: l'une portant sur les méthodes de rassemblement des données existantes, l'autre sur les enquêtes démographiques. Les deux parties seront publiées en 1983 en anglais, en arabe, en espagnol et en français (1 000 exemplaires dans chaque langue dans un premier temps). Le manuel est conçu à l'intention des responsables des politiques et de la planification des programmes à l'échelon national.

*Produit intermédiaire :* fourniture des apports appropriés en ce qui concerne les mesures visant à prévenir et à réduire la demande illicite de drogues, pour les éléments de sous-programmes 3.2 à 3.5 ci-dessus.

#### *Sous-programme 4. Planification et coordination des programmes et services d'information*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 956 300 dollars des Etats-Unis (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires : 1 005 300 dollars des Etats-Unis (soit 16 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), volume I, paragraphes 10.18 à 10.25.

c) Eléments de programme :

#### 4.1 Planification des programmes

*Produit :* planification à long et à court terme des stratégies de programmes pour assurer l'application des principes directeurs et le respect des priorités; mise au point, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et d'autres insti-

tutions spécialisées intéressées, de procédures de planification communes se rapportant aux projets de coopération technique.

#### 4.2 Coordination des programmes

##### *Produits :*

i) Promotion et coordination des activités de lutte contre l'abus des drogues menées par le système des Nations Unies et de celles entreprises conjointement avec des organisations nationales et régionales;

ii) Coordination des relations extérieures, et notamment renforcement des programmes d'appui auxquels participent des organisations non gouvernementales;

iii) Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie et des politiques internationales de contrôle des drogues et notamment du plan d'action quinquennal;

iv) Coordination des programmes de formation, des bourses et des voyages d'études se rapportant au contrôle des drogues;

v) Participation à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de programmes de lutte contre l'abus des drogues bénéficiant de l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, et coordination adéquate des apports des institutions spécialisées dans ce domaine;

vi) Préparation de missions d'établissement des faits, d'études de faisabilité, de consultation et d'évaluation sur place dans le cadre de projets de coopération technique;

vii) Elaboration de documents d'information et de rapports d'activité annuels sur les projets extra-budgétaires pour distribution à des organes intergouvernementaux.

#### 4.3 Services d'information

##### *Produits :*

i) Publication trimestrielle du Bulletin des stupéfiants en 1982 et 1983.

ii) Publication trimestrielle de la *Lettre d'information* en arabe (1 200 exemplaires), en anglais (7 500), en français (2 200) et en espagnol (2 200). La *Lettre* est destinée aux autorités nationales, aux bibliothèques, à divers organismes, aux spécialistes qui s'intéressent à la lutte contre l'abus des drogues ainsi qu'au grand public.

iii) Publication de 12 manuels sur l'application des lois en arabe, en anglais, en français et en espagnol (1 000 exemplaires dans chaque langue).

iv) Publication d'un catalogue trilingue de la cinémathèque de prêt (2 000 exemplaires).

v) Fourniture de matériel d'information et d'enseignement sur la demande des autorités nationales, de divers organismes, des universités et du grand public (350 à 450 demandes chaque année).

vi) Exploitation de la cinémathèque de prêt et prêt de films aux autorités nationales, aux universités et à divers organismes (75 à 100 films prêtés chaque année). Les observations des utilisateurs seront recueillies grâce à un questionnaire d'évaluation qu'ils seront priés de remplir.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Redéploiement des ressources en personnel (administrateurs)*

20.10 Au total, 120 mois de travail d'administrateur seront probablement libérés par suite de l'achèvement de

certain éléments de programme en 1980-1981. Ce chiffre représente 26 p. 100 des mois de travail d'administrateur nécessaires au titre de ce programme pour 1982-1983. Tous les mois de travail d'administrateur nécessaires pour 1982-1983 seront affectés à des éléments de programme qui étaient en cours d'exécution en 1980-1981 et qui seront poursuivis en 1982-1983.

#### *Consultants*

20.11 Les ressources nécessaires à ce titre (16 000 dollars) sont destinées essentiellement au sous-programme 1 et doivent permettre d'obtenir des avis sur les aspects juridiques du processus de consultation et de fourniture d'avis aux gouvernements en ce qui concerne les dispositions des traités et de couvrir le coût des services d'un expert-archiviste qui sera chargé, en 1982, d'examiner et de classer les archives accumulées dans la Division. La mise à jour et la réorganisation de ces archives sont une étape indispensable en vue de la mise sur pied d'un service de références au sein de la Division, et de la réalisation de recherches et d'études scientifiques générales sur différentes questions se rapportant aux drogues illicites et à l'abus de ces drogues.

#### *Frais de voyage du personnel*

20.12 Les ressources nécessaires à ce titre (108 300 dollars) sont destinées à couvrir le coût du programme biennal de déplacements de la Division, qui comprend les éléments suivants :

a) Participation aux réunions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'autres organes lors de l'examen des questions relatives à la lutte contre les stupéfiants;

b) Fourniture de services de secrétariat aux réunions de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient;

c) Fourniture de services de secrétariat à la réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de stupéfiants dans la région de l'Extrême-Orient;

d) Fourniture de conseils aux gouvernements en ce qui concerne les mesures de formation et de contrôle;

e) Participation à des réunions d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales qui sont associées aux efforts de lutte contre les drogues déployés au niveau international.

#### *Imprimerie et reliure*

20.13 Les ressources nécessaires à ce titre (201 600 dollars) doivent permettre de couvrir les dépenses relatives au programme biennal de publication mis en œuvre au titre des éléments de programme 1.1, 2.3, 3.1, 3.6 et 4.3.

#### *Entretien du matériel*

20.14 Les ressources nécessaires à ce titre (16 600 dollars) doivent couvrir l'entretien, la réparation et le calibrage du matériel de laboratoire hautement perfectionné et très sensible.

#### *Fournitures et accessoires*

20.15 Les ressources nécessaires à ce titre (77 900 dollars) représentent le coût de l'achat de produits chimiques spéciaux et d'autres fournitures nécessaires aux travaux scientifiques réalisés dans le laboratoire des stupéfiants.

## C. - Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

TABLEAU 20.10. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 552,6	30,2	-	116,8	147,0	1 669,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	-	-	12,0	1,2	13,2	13,2
Consultants	16,4	0,2	-	1,6	1,8	18,2
Heures supplémentaires	-	-	3,5	0,5	4,0	4,0
Dépenses communes de personnel	471,6	9,0	-	37,1	46,1	517,7
Frais de voyage du personnel	38,1	0,5	-	3,8	4,3	42,3
Imprimerie et reliure	122,3	1,2	(12,0)	10,9	0,1	122,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,3	-	-	0,1	0,1	1,4
<b>Total</b>	<b>2 172,3</b>	<b>41,1</b>	<b>3,5</b>	<b>172,0</b>	<b>216,6</b>	<b>2 388,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 213,4	3,5	-	-	3,5	0,1 %



TABLEAU 20.10 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	-	-

<b>Total, coûts directs</b>	2 338,9
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

1 075,3
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	3 464,2
---	---------

TABLEAU 20.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>13</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	11	11	-	-	11	11
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>

## C. – Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

20.16 L'unité administrative qui est chargée de ce programme est le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Conformément à la résolution 4 (S-IV) de la Commission des stupéfiants, approuvée ultérieurement par le Conseil économique et social dans sa résolution 2003 (LX), en date du 12 mai 1976, le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants est un service distinct, séparé de la Division des stupéfiants.

20.17 Le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants travaille en contact étroit avec la Division des stupéfiants et son laboratoire ainsi qu'avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires à Vienne<sup>4</sup>. La plupart des questions scientifiques sont examinées en coopération avec la Division, qui transmet également à l'Organe des informations communiquées au Secrétaire général par les gouvernements au sujet principalement de l'abus des drogues, du trafic illicite et des

<sup>4</sup> *Ibid.*, par. 10.63.

modifications apportées aux législations nationales. Le secrétariat organise des séminaires et d'autres activités de formation avec l'aide financière du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. De temps à autre, le secrétariat est appelé à collaborer avec l'OMS, l'OIT, la FAO et l'UNESCO dans des domaines d'intérêts communs. S'agissant du contrôle international des drogues, le secrétariat de l'Organe travaille en coopération étroite avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), le Conseil de coopération douanière et diverses organisations régionales comme le Bureau arabe des stupéfiants de la Ligue des Etats arabes, le Conseil de l'Europe et le Bureau du Plan de Colombo, ainsi qu'avec les Etats sud-américains signataires du Traité de Buenos Aires sur les stupéfiants et les substances psychotropes<sup>5</sup>.

20.18 Les trois sous-programmes exécutés par le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Maintien et développement du système de contrôle international des drogues*

a) Ressources nécessaires : 692 800 dollars (soit 29 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 10.70 à 10.77.

c) Eléments de programme :

1.1 Identification des cas de violation des traités et des activités illicites en ce qui concerne les drogues

Analyse des renseignements communiqués à l'Organe international de contrôle des stupéfiants par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et/ou les organisations internationales afin d'identifier et de déterminer les cas de violations graves des traités ainsi que les activités illicites en ce qui concerne les drogues et d'amorcer, le cas échéant, les mesures appropriées

*Produits :*

i) Service fonctionnel de trois réunions annuelles de l'Organe international de contrôle des stupéfiants;

ii) Rapports et documents d'information contenant des statistiques et des résultats de recherche à l'intention de l'Organe, envoi de missions, correspondance avec les gouvernements et visites de fonctionnaires gouvernementaux auprès de l'Organe et de son secrétariat;

iii) Etablissement du rapport annuel de l'Organe conformément à l'article 18 de la Convention de 1971 (1982 et 1983).

1.2 Contacts diplomatiques avec les gouvernements, conférences et séminaires

Rôle du secrétariat comme mécanisme permettant un dialogue permanent entre les gouvernements et l'Organe international de contrôle des stupéfiants; appui et participation aux conférences et aux séminaires consacrés au contrôle des drogues

*Produits :*

i) Fourniture d'assistance et de services consultatifs aux gouvernements en matière de mesures correctives;

ii) Publication de documents contenant des directives à l'intention des gouvernements;

iii) Réalisation d'enquêtes sur le terrain;

iv) Organisation de réunions et de séminaires internationaux et régionaux.

*Sous-programme 2. Surveillance internationale de la production, du commerce et de l'utilisation licites des stupéfiants*

a) Ressources nécessaires : 1 194 500 dollars (soit 50 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 10.78 à 10.84.

c) Eléments de programme :

2.1 Quantités de stupéfiants

Détermination des quantités maximales de stupéfiants que chaque pays ou territoire est autorisé à produire, importer, consommer, exporter ou stocker

*Produits :*

i) Publication annuelle de *Evaluation des besoins du monde en stupéfiants*, y compris 12 suppléments mensuels (1982 et 1983);

ii) Formation des fonctionnaires chargés du contrôle des drogues dans les divers pays, le but étant qu'ils fournissent au secrétariat des renseignements exacts (1982 et 1983).

2.2 Commerce licite des stupéfiants

Surveillance du commerce national et international des stupéfiants grâce à l'analyse des rapports statistiques soumis par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et/ou les organisations internationales

*Produits :*

i) Publication annuelle de *Statistiques des stupéfiants et niveaux maximaux des stocks d'opium* et de *l'Etat comparatif des évaluations et des statistiques sur les stupéfiants* (1982 et 1983);

ii) Formation des fonctionnaires chargés du contrôle des drogues dans les divers pays.

2.3 Offre et demande mondiales de stupéfiants

Surveillance de la situation mondiale en ce qui concerne l'offre et la demande mondiales de stupéfiants à des fins licites

*Produits :* sur la base d'une analyse annuelle de la situation, publiée dans le rapport de l'Organe, réalisation d'études sur des recommandations concernant les mesures que les gouvernements devraient prendre pour réglementer leur offre d'opiacés afin d'équilibrer l'offre et la demande.

2.4 Activités illicites dans le domaine des drogues

Analyses et rapports sur les activités illicites dans le domaine des drogues, notamment la culture, la production, la fabrication, l'utilisation et le trafic illicites de drogues

*Produits :* études spéciales pour l'information de l'Organe et adoption de mesures par celui-ci, et réalisation d'enquêtes sur le terrain.

*Sous-programme 3. Substances psychotropes*

a) Ressources nécessaires : 501 600 dollars (soit 21 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 10.85 à 10.91.

<sup>5</sup> *Ibid.*, par. 10.68.

## c) Eléments de programme :

## 3.1 Mouvements licites de substances psychotropes

Surveillance des mouvements licites de substances psychotropes grâce à l'analyse des statistiques fournies par les gouvernements et à une surveillance du commerce international de ces substances permettant de limiter les détournements au profit de réseaux illicites des substances psychotropes fabriquées licitement, le but étant d'éliminer complètement ces détournements au cours des 10 prochaines années

*Produits* : publication annuelle de *Statistiques sur les substances psychotropes* et de la *Liste des substances psychotropes sous contrôle international* (Liste verte) [1982 et 1983].

## 3.2 Mise au point d'un système de rapports statistiques sur les substances psychotropes

Amélioration de la diffusion d'informations auprès des gouvernements afin de leur permettre de signaler de manière plus complète les mouvements de substances psychotropes et de les aider à mettre au point le système de rapports statistiques sur les substances psychotropes

*Produits* : assistance aux gouvernements pour la formation des fonctionnaires chargés du contrôle des substances psychotropes; programmes de formation, organisés à la demande ou dans le cadre de séminaires périodiques organisés par le secrétariat et financés par le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Redéploiement des ressources en personnel (administrateurs)*

20.19 Tous les mois de travail d'administrateur nécessaires pour 1982-1983 seront consacrés à des éléments de programme dont l'exécution était en cours en 1980-1981 et se poursuivra en 1982-1983.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

20.20 Un montant modique de 12 000 dollars est nécessaire à ce titre pour du personnel de secrétariat qu'il faudra engager pendant les périodes de pointe, à l'occasion des trois sessions annuelles de l'Organe, et pour du personnel qui sera appelé à remplacer les agents des services généraux

en congé de maternité ou en congé de longue durée. L'accroissement proposé à ce titre est compensé par une diminution équivalente au titre de l'imprimerie et de la reliure.

*Consultants*

20.21 Les ressources nécessaires à ce titre (16 000 dollars) doivent être utilisées comme suit :

<i>Élément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Dollars</i>
2.3	Conseils techniques en vue de la réalisation d'études détaillées sur la suite donnée au programme d'action visant à établir un équilibre durable entre la demande et l'offre de stupéfiants à des fins licites entrepris par l'Organe (résolution 1980/20 du Conseil économique et social) . . . .	8 300
3.1	Rassemblement et évaluation de données scientifiques concernant les drogues et les substances sous contrôle international . . . . .	8 300
<b>Total</b>		<b>16 600</b>

*Heures supplémentaires*

20.22 Un montant modique de 3 500 dollars est nécessaire au titre des heures supplémentaires qu'entraînent les trois sessions annuelles de l'Organe.

*Frais de voyage du personnel*

20.23 Les ressources nécessaires à ce titre (38 600 dollars) doivent permettre de couvrir les activités suivantes :

a) Participation à des réunions du Conseil économique et social et de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient;

b) Consultations avec l'OMS et d'autres organismes internationaux ou régionaux s'occupant de la lutte contre l'abus des drogues;

c) Consultations techniques avec les gouvernements et réalisation d'enquêtes sur le terrain.

*Imprimerie et reliure*

20.24 Les ressources nécessaires à ce titre (111 500 dollars) font apparaître une diminution de 12 000 dollars, et doivent permettre de couvrir l'impression des documents de l'Organe qui doivent faire l'objet d'une mise en pages et d'une présentation spéciales.

D. – Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

TABLEAU 20.12. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Analyse de la croissance réelle (aus taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Activités de fond</b>		
Secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues :		
Postes permanents	754,6	769,2
Personnel temporaire	10,0	22,0
Dépenses communes de personnel	331,4	309,2
Consultants	75,0	88,0
Frais de voyage	105,0	110,0
Services contractuels	5,0	11,0
Frais généraux de fonctionnement	49,0	46,4
Fournitures et accessoires	15,0	12,0
Mobilier et matériel	5,0	11,0
Autres dépenses	12,0	4,2
<b>Total a)</b>	<b>1 362,0</b>	<b>1 383,0</b>
<b>b) Projets opérationnels</b>		
Fonds alloués aux institutions spécialisées des Nations Unies	7 825,3	12 132,0
<b>Total b)</b>	<b>7 825,3</b>	<b>12 132,0</b>
<b>Total a) et b)</b>	<b>9 187,3</b>	<b>13 515,0</b>

Total, coûts directs	13 515,0
----------------------	----------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

495,5
-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	14 010,5
---	----------

TABLEAU 20.13. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	-	-	1	1	1	1
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	-	-	2	2	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	1	1	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	2	2	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	6	6	6	6
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	-	4	4	4	4
<b>Total</b>	-	-	4	4	4	4
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	-	10	10	10	10

#### D. — Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

20.25 Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a été créé par le Secrétaire général en 1970 comme suite à une recommandation de la Commission des stupéfiants qui a été appuyée par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1532 (XLIX) du 24 juillet 1970 et 1559 (XLIX) du 11 novembre 1970, et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2719 (XXV) du 15 décembre 1970. Le Fonds a commencé à financer des opérations en 1971.

25.26 En 1980, le Fonds a fourni un appui financier à une cinquantaine de projets ayant trait à la lutte contre l'abus des drogues. Le choix des projets est fondé sur des critères qui donnent la priorité aux programmes nationaux, portant généralement sur plusieurs secteurs d'activité et visant à réduire l'approvisionnement, le trafic et la demande illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Les ressources vont surtout aux pays dans lesquels les problèmes en matière de drogues sont les plus aigus et ont les incidences les plus importantes au niveau international. Les activités ont trait au développement rural en tant que

moyen de réduire l'approvisionnement illicite de stupéfiants naturels, au traitement des personnes en état de dépendance, à la réadaptation de ces personnes, à l'application des lois et à la recherche. Les programmes nationaux représentent une part croissante des ressources du Fonds au titre des programmes : 68 p. 100 en 1980 et 79 p. 100 en 1981 (chiffres basés sur les crédits approuvés). Afin que ces programmes nationaux soient mieux coordonnés et bénéficient d'un meilleur appui, le Fonds a signé en 1978 un accord de travail avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Les autres ressources du Fonds prévues au titre des programmes sont consacrées à des projets exécutés directement par les services centraux des organisations internationales, le plus souvent dans le cadre du système des Nations Unies. Elles visent à compléter les crédits ouverts au budget ordinaire des organisations en question - l'ONU, l'OMS, l'OIT et l'UNESCO en sont les principaux bénéficiaires - jusqu'à ce que ces budgets puissent couvrir les coûts entraînés par l'intensification des activités de lutte contre l'abus des drogues. Les projets financés par le Fonds sont surtout des projets pilotes ou des projets expérimentaux qu'il serait encore difficile à ce stade de faire admettre parmi les programmes traditionnels des organisations en question. Le Fonds joue un rôle de catalyseur pour tous ces projets. C'est ainsi que le Fonds parvient de mieux en mieux à faire reconnaître le principe

selon lequel le développement rural intégré permet de lutter contre la production illicite et, dans quelques cas, la demande illicite de stupéfiants. Le résultat en a été que plusieurs gouvernements ont accepté d'allouer au Fonds des ressources supplémentaires prélevées sur leur budget d'aide au développement ou d'entreprendre des projets bilatéraux dans ce domaine.

20.27 Les grands programmes ci-après doivent être évalués au cours de l'exercice biennal 1980-1981 : a) le programme national multisectoriel mis en œuvre en Birmanie; b) le programme national multisectoriel mis en œuvre au Pakistan; c) les projets d'éducation en matière de drogues exécutés par l'UNESCO. Les rapports d'évaluation qui sont établis à cet égard devraient aider le Directeur exécutif du Fonds à évaluer les nouvelles demandes d'appui financier qui seront présentées et à arrêter une stratégie pour les appels de fonds. Les rapports intérimaires qui sont établis périodiquement pour tous les projets répondent aux mêmes objectifs et facilitent également le suivi continu des projets.

20.28 On trouvera ci-après un tableau récapitulatif des opérations de financement du Fonds entre 1971 et 1981, réparties entre les éléments suivants : projets opérationnels, remboursement aux agents d'exécution des dépenses d'appui fonctionnel et administratif, et dépenses directement liées au secrétariat du Fonds.

Opérations de financement du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Dépenses effectives 1971-1979	Dépenses prévues 1980-1981	Total
	(En milliers de dollars)		
<b>A. - Projets opérationnels</b>			
i) Renforcement des moyens de lutte . . . . .	10 834,1	3 534,3	14 368,4
ii) Réduction de la demande illicite . . . . .	3 835,9	3 699,1	7 535,0
iii) Réduction de l'offre illicite . . . . .	9 761,5	3 184,3	12 945,8
iv) Recherche . . . . .	3 255,6	303,9	3 559,5
v) Coordination avec le PNUD (à compter de 1979) . . . . .	118,0	1 135,0	1 253,0
Total partiel A	27 805,1	11 856,6	39 661,7
<b>B. - Remboursement aux agents d'exécution de leurs dépenses d'appui fonctionnel et administratif . . . . .</b>	3 532,7	1 272,7	4 805,4
<b>C. - Secrétariat du Fonds . . . . .</b>	3 206,7	1 362,0	4 568,3
<b>TOTAL</b>	34 544,1	14 491,3	49 035,4

20.29 Au 31 octobre 1980, le montant cumulatif total des ressources du Fonds depuis sa création se chiffrait à 50 millions de dollars, dont 47 800 000 dollars provenaient de contributions en espèces versées par un total de 78 gouvernements, 1,3 million de dollars représentait le revenu des intérêts échus et 900 000 dollars représentaient des contributions privées. Les activités à entreprendre après 1981 sont tributaires du montant des contributions reçues, qui devront permettre de poursuivre des programmes existants et de mettre sur pied de nouveaux projets, à la demande des gouvernements.

20.30 A compter de 1980, on introduira progressivement des pourcentages fixes pour le remboursement aux agents d'exécution des dépenses d'appui aux projets. L'exercice biennal 1980-1981 sera une période de transition, et l'on prévoit que les pourcentages seront appliqués uniformément à tous les organismes d'ici 1982. Le montant indiqué dans la partie B ci-dessus pour 1980-1981 représente donc un chiffre estimatif des dépenses d'appui aux projets pour cette période, établi compte tenu des arrangements spécifiques conclus avec chaque agent d'exécution.

# CHAPITRE 21. - HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

## TABLEAU 21.1. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. - COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
27 302,8	61,3	0,2	-	-	3 306,2	12,1	3 367,5	12,3	30 670,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
27 364,1	-	-	-	-	- %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	45 315,0	51 138,0
Programmes spéciaux	16 856,0	13 714,0
<b>Total b)</b>	62 171,0	64 852,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	571 577,0	618 852,0
Programmes spéciaux	210 336,0	10 328,0
<b>Total c)</b>	781 913,0	629 180,0
<b>Total a), b) et c)</b>	844 084,0	694 032,0

Total, coûts directs	724 702,3
----------------------	-----------

17 248,5
----------

#### B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	741 950,8
--	-----------



TABLEAU 21.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montants nets des dépenses supplémentaires (9) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents. (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Total (8)				
A. Organes directeurs	429,3	400,0	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)	(400,2)	29,1	
B. Direction exécutive et administration	1 083,0	34,5	-	-	(9,5)	(0,9)	-	(10,4)	(44,9)	1 038,1	
C. Programmes d'activités :											
1. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés :											
a) Direction et coordination de la protection	1 498,0	-	-	-	(13,6)	(1,3)	-	(14,9)	(14,9)	1 483,1	
b) Direction et coordination de l'assistance	212,9	-	-	-	-	(1,6)	-	(1,6)	(1,6)	211,3	
c) Coordination régionale au siège	4 271,5	-	-	-	(41,9)	(2,3)	-	(44,2)	(44,2)	4 227,3	
d) Opérations ordinaires hors siège	12 942,8	-	-	459,8	177,6	-	-	637	637,4	13 580,2	
2. Opérations humanitaires spéciales											
D. Appui aux programmes :											
1. Administration, gestion et services généraux	4 178,5	-	-	-	(41,8)	(1,9)	-	(43,7)	(43,7)	4 134,8	
2. Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds	2 686,8	-	-	-	(21,6)	(5,0)	-	(26,6)	(26,6)	2 660,2	
Total	27 302,8	434,5	-	331,4	164,4	-	-	495,8	61,3	27 364,1	

TABLEAU 21.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs	429,3	(400,2)	(16,6)	1,0	(115,8)	13,5	(57,0)	
B. Direction exécutive et administration	1 083,0	(44,9)	(3,2)	62,9	14,8	1 097,8	(0,3)	
C. Programmes d'activité :								
Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés :								
a) Direction et coordination de la protection	1 498,0	(14,9)	(13,9)	92,6	63,8	1 561,6	(0,9)	
b) Direction et coordination de l'assistance	212,9	(1,6)	-	16,1	14,5	227,4	-	
c) Coordination régionale au siège	4 271,5	(44,2)	(16,7)	265,3	204,4	4 475,9	(0,3)	
d) Opérations ordinaires hors siège	12 942,8	637,4	-	2 434,5	3 071,9	16 014,7	-	
D. Appui aux programmes :								
1. Administration, gestion et services généraux	4 178,5	(43,7)	82,8	262,3	301,4	4 479,9	2,0	
2. Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds	2 686,8	(26,6)	(32,4)	171,5	112,5	2 799,3	(1,2)	
Total	27 302,8	61,3	-	3 306,2	3 367,5	30 670,3	-	

**TABEAU 21.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Traitements :	16 780,7	223,7	63,8	1 821,4	2 108,9	18 889,6	0,3	
Postes permanents								
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	376,9	(134,5)	-	37,0	(97,5)	279,4	-	
Consultants	301,8	(37,8)	-	49,1	11,3	313,1	-	
Heures supplémentaires	71,0	(2,2)	-	10,6	8,4	79,4	-	
Dépenses communes de personnel :								
Indemnités de représentation	15,2	-	2,4	-	2,4	17,6	15,7	
Autres dépenses communes de personnel	5 378,7	107,7	16,4	635,8	759,9	6 138,6	0,2	
Frais de voyage :								
Frais de voyage des représentants	73,7	(73,7)	-	-	(73,7)	-	-	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	42,6	(42,6)	-	-	(42,6)	-	-	
Autres voyages autorisés du personnel								
Services contractuels	1 293,4	26,3	(22,6)	207,5	211,2	1 504,6	(1,7)	
Imprimerie et reliure	144,3	(0,4)	(10,0)	11,8	1,4	145,7	(6,9)	
Contrats (information)	337,8	(0,7)	(30,0)	27,6	(3,1)	334,7	(8,8)	
Frais généraux de fonctionnement	1 115,0	(115,0)	-	-	(115,0)	-	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1 859,0	84,8	(15,0)	399,3	469,1	2 328,1	(0,7)	
Fournitures et accessoires	66,0	4,2	-	15,6	19,8	85,8	-	
Mobilier et matériel	251,8	8,4	(5,0)	41,2	44,6	296,4	(1,9)	
Autres dépenses	168,4	11,0	-	42,5	53,5	221,9	-	
	26,5	2,1	-	6,8	8,9	35,4	-	
<b>Total</b>	<b>27 302,8</b>	<b>61,3</b>	<b>-</b>	<b>3 306,2</b>	<b>3 367,5</b>	<b>30 670,3</b>	<b>-</b>	

TABLEAU 21.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	3	4	2	5	5
Administrateur général (D-1)	10	10	11	9	21	19
Administrateur hors classe (P-5)	32	31	25	23	57	54
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	27	26	47	46	74	72
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	20	20	103	97	123	117
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	13	13	97	88	110	101
<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>287</b>	<b>265</b>	<b>392</b>	<b>370</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	12	12	16	16
Autres classes	65	65	167	158	232	223
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>69</b>	<b>179</b>	<b>170</b>	<b>248</b>	<b>239</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	123	123	280	253	403	376
<b>Total</b>	<b>123</b>	<b>123</b>	<b>280</b>	<b>253</b>	<b>403</b>	<b>376</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>746</b>	<b>688</b>	<b>1 043</b>	<b>985</b>

TABLEAU 21.6. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 21							
		A		B		C		D	
				1a)	1b)	1c)	1d)	1	2
Chapitre 28.									
A	239,4	-	5,8	9,7	19,4	31,7	135,9	18,1	18,8
B	1 820,7	0,1	7,4	10,6	23,7	25,1	1 629,0	99,0	25,8
C	883,1	-	15,9	27,0	58,3	85,9	533,8	101,2	61,0
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E	139,0	0,1	4,5	5,4	11,2	15,1	67,2	20,0	15,5
F	347,5	0,1	11,2	13,5	28,0	37,7	168,1	50,1	38,8
G	-	-	-	-	-	-	-	-	-
H	5 098,4	-	93,2	155,3	346,8	502,1	3 074,5	579,7	346,8
I	3 099,8	-	-	-	-	-	-	3 099,8	-
J	579,5	-	10,4	17,0	39,0	55,9	350,9	67,2	39,1
K	160,0	-	4,4	4,8	10,7	15,5	96,0	17,9	10,7
L	272,5	-	5,0	8,3	18,5	26,8	164,4	31,0	18,5
M	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre 29.									
A	49,5	49,5	-	-	-	-	-	-	-
B	1 740,7	1 740,7	-	-	-	-	-	-	-
C	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E et F	2 439,9	-	-	120,4	240,8	393,3	1 685,4	-	-
Chapitre 6. a/	378,5	-	-	123,1	255,4	-	-	-	-
Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre									
B	-	1 145,8	(11 458,5)	412,5	859,4	1 157,3	5 144,9	1 524,0	1 214,6
D1	-	3,2	729,3	879,6	1 824,5	2 459,3	10 949,7	(19 373,9)	2 528,3
D2	-	7 493,6	7 493,6	-	-	-	-	-	(14 987,2)
Total, coûts indirects répartis	17 248,5	10 433,1	(3 077,8)	1 787,2	3 735,7	4 805,7	23 999,8	(13 765,9)	(10 669,3)
Coûts directs	724 702,3	13,5	3 077,8	4 370,8	9 802,4	10 378,9	672 623,7	13 765,9	10 669,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	741 950,8	10 446,6	-	6 158,0	13 538,1	15 184,6	696 623,5	-	-

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :

- Chapitre 28. Administration, finances et gestion
- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
  - B. Bureau des services financiers
  - C. Bureau des services du personnel
  - D. Bureau des services généraux (New York)
  - E. Service de gestion administrative
  - F. Division de vérification intérieure des comptes
  - G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
  - H. Division de l'administration (Genève)
  - I. Division des services généraux (Genève)
  - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
  - K. Dépenses diverses
  - L. Activités administratives financées en commun
  - M. Services administratifs (Vienna)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Direction exécutive et administration
- C. Programmes d'activité
  - 1. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés
    - a) Direction et coordination de la protection
    - b) Direction et coordination de l'assistance
    - c) Coordination régionale au siège
    - d) Opérations ordinaires hors siège
  - 2. Opérations humanitaires spéciales
- D. Appui aux programmes
  - 1. Administration, gestion et services généraux
  - 2. Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds

## Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

21.1 La protection des réfugiés et la recherche de solutions permanentes à leurs problèmes appellent une action soutenue tant qu'il y aura des problèmes de réfugiés. Au cours des deux années écoulées, le nombre, l'ampleur et la complexité des problèmes de réfugiés dont s'occupe le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont continué à augmenter. Par suite d'événements nouveaux importants — en particulier en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est, au Pakistan, en République-Unie du Cameroun, en Somalie, au Soudan et au Zimbabwe — et de l'aggravation des problèmes de réfugiés existants auxquels le Haut Commissaire a dû faire face, les dépenses annuelles, qui s'élevaient en 1976 à 98,5 millions de dollars, sont passées à 145 millions de dollars en 1978 et à près de 500 millions de dollars en 1980. Les interventions rapides et énergiques nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires accrus des réfugiés ont exigé la mobilisation immédiate de ressources financières de plus en plus considérables et un nouveau renforcement du réseau de bureaux hors siège — qu'il s'agisse du nombre des bureaux eux-mêmes ou de l'ampleur de leurs effectifs — ainsi qu'une augmentation des effectifs du siège.

21.2 Les activités du HCR consistant essentiellement à réagir face aux événements, il lui est impossible de programmer utilement ses activités plus d'un an à l'avance (sauf, dans certaines mesure, dans le domaine de la protection internationale). Cet aspect de la question a été signalé dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>1</sup>

21.3 Aux termes de l'article 20 du Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés<sup>2</sup>, les dépenses administratives imputables au fonctionnement du Haut Commissariat sont inscrites au budget de l'Organisation des Nations Unies. Selon la définition figurant à l'article premier de ce statut, le Haut Commissaire a pour fonctions d'assurer la protection internationale des réfugiés et de rechercher des solutions permanentes à leurs problèmes. Malgré l'expansion considérable des activités menées par le Haut Commissariat pour répondre aux besoins résultant de nouveaux problèmes de réfugiés et malgré les demandes de plus en plus nombreuses émanant des gouvernements à cet égard, le présent chapitre du budget ordinaire est resté constant en terme réel au cours de la période 1974-1977, selon un arrangement convenu, et les postes supplémentaires ainsi que les dépenses administratives connexes ont été financés à l'aide de fonds extra-budgétaires.

21.4 Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, le Secrétaire général avait indiqué que 23 des 43 postes qui avaient été ajoutés au tableau d'effectifs du HCR et financés au moyen de fonds extra-budgétaires au cours de la période 1974-1977 avaient été définis comme pouvant être imputés sur le budget ordinaire. En raison des contraintes budgétaires, le Secrétaire général avait recommandé que l'inscription de ces 23 postes au budget ordinaire soit échelonnée sur deux exercices

biennaux, et 12 ont été inscrits au budget ordinaire pendant l'exercice biennal 1978-1979. Etant donné la politique d'austérité qui caractérisait l'ensemble du budget de l'exercice biennal 1980-1981, le Secrétaire général a jugé prudent de n'inclure que cinq postes supplémentaires dans le projet de budget-programme, au lieu des 11 postes envisagés à l'origine.

21.5 Le Secrétaire général, soucieux de poursuivre sa politique de modération budgétaire, ne pense pas qu'il soit opportun d'inscrire les six postes restants au budget ordinaire de l'exercice biennal 1982-1983.

21.6 Il convient d'appeler l'attention sur le fait qu'à sa trentième session, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a prié le Haut Commissaire d'examiner avec le Secrétaire général, avant l'exercice biennal 1982-1983, la question de la répartition des dépenses administratives du HCR entre le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et les fonds de contributions volontaires du HCR. Cette question a été examinée plus avant à la trente et unième session du Comité exécutif, qui était alors saisi d'une note sur le financement des dépenses administratives du HCR (A/AC.96/577/Add.1). Le Comité a approuvé la proposition tendant à ce qu'une étude soit entreprise conjointement par le Secrétaire général et le Haut Commissaire en vue de formuler des recommandations concernant la répartition, sur une base appropriée, des responsabilités financières pour les dépenses administratives du HCR entre le budget ordinaire de l'ONU et les fonds de contributions volontaires du HCR (A/AC.96/588, par. 69F, b). Le Secrétaire général a ultérieurement accepté d'entreprendre cette étude, qui est en cours d'établissement.

21.7 Le projet de budget-programme du HCR tel qu'il est actuellement présenté ne contient aucun élément de croissance réelle. Outre les ajustements nécessités par l'inflation et les réalignements monétaires, le Haut Commissaire propose d'imputer sur le budget ordinaire le coût du reclassement des postes de directeurs et de directeurs adjoints de la Division de l'administration et de la gestion et de la Division des affaires extérieures (reclassement de D-1 à D-2 pour les directeurs et de P-5 à D-1 pour les directeurs adjoints). Le Haut Commissaire a déjà reclassé ces postes en 1978, en imputant les dépenses correspondantes sur les contributions volontaires. Ces reclassements ont été approuvés par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire étant entendu que le Secrétaire général proposerait d'inscrire les postes ainsi réclamés au budget ordinaire lorsqu'il présenterait le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981. Au moment de l'établissement de ce projet de budget, des contraintes budgétaires ont empêché le Secrétaire général de demander des reclassements. Outre ces quatre reclassements, il est proposé de reclasser de P-4 à P-5 le poste de chef de section du personnel, proposition qui figurait déjà dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

21.8 Conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 23 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981<sup>3</sup>, les crédits demandés au titre du personnel tem-

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1), vol. 1, par. 11.4.

<sup>2</sup> Résolution 428 (V) de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 7 (A/34/7).

poraire affecté à des tâches générales qui, auparavant, étaient ventilés entre les différents programmes ont été regroupés sous un programme unique (Administration, gestion et services généraux), à l'exception du crédit prévu pour les opérations ordinaires hors siège. Le crédit global

prévu au présent chapitre au titre du personnel temporaire ne comporte aucun élément de croissance mais, du fait de ce nouveau mode de présentation des dépenses, des augmentations ou des diminutions apparaissent pour les différents programmes, dans la colonne "Accroissement des ressources".

### A. - Organes directeurs

TABLEAU 21.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. - COUTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
a) Sessions du Comité exécutif						
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	16,7	(0,1)	(16,6)	-	(16,7)	-
Heures supplémentaires	3,5	0,0	-	0,3	0,3	3,8
Frais généraux de fonctionnement	9,1	(0,1)	-	0,7	0,6	9,7
<b>Total partiel a)</b>	<b>29,3</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(16,6)</b>	<b>1,0</b>	<b>(15,8)</b>	<b>13,5</b>
b) Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique						
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	139,1	(139,1)	-	-	(139,1)	-
Consultants	15,0	(15,0)	-	-	(15,0)	-
Heures supplémentaires	3,6	(3,6)	-	-	(3,6)	-
Frais de voyage des représentants	73,7	(73,7)	-	-	(73,7)	-

TABLEAU 21.7 (suite)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	38,6	(38,6)	-	-	(38,6)	-
Contrats (information)	115,0	(115,0)	-	-	(115,0)	-
Frais généraux de fonctionnement	15,0	(15,0)	-	-	(15,0)	-
<b>Total partiel b)</b>	<b>400,0</b>	<b>(400,0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(400,0)</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>429,3</b>	<b>(400,2)</b>	<b>(16,6)</b>	<b>1,0</b>	<b>(415,8)</b>	<b>13,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
29,1	(16,6)	-	-	(16,6)	(57,0)%



TABLEAU 21.7 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Contributions volontaires : Programmes spéciaux	100,0 a/	-
Total b)	100,0 a/	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	100,0 a/	-

Total, coûts directs	13,5
----------------------	------

## B. — COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

10 433,1
----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	10 446,6
---	----------

a/ Montant estimatif des ressources supplémentaires nécessaires pour la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (Genève, avril 1981).

## A. — Organes directeurs

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

21.9 Depuis 1980, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire se compose de représentants de 40 Etats. Le Comité se réunit normalement tous les ans au mois d'octobre à Genève et tient des sessions extraordinaires selon les besoins. Depuis octobre 1976, un Sous-Comité plénier de la protection internationale se réunit avant la session du Comité pour étudier les aspects plus techniques et juridiques de la protection des réfugiés. A sa trente et unième session, en 1980, le Comité exécutif a constitué, à titre expérimental, un groupe de travail ouvert à tous les Etats Membres et aux Etats représentés par des observateurs pour examiner les aspects généraux — finances, administration et gestion — des travaux du Comité, et il a décidé qu'un organe analogue à ce groupe de travail se réunirait peu de temps avant ou pendant la trente-deuxième session [A/AC.96/588, par. 69E, c]. Les rapports sur les sessions du Comité exécutif sont présentés à l'Assemblée générale en tant qu'additifs aux rapports du Haut Commissaire.

## a) Sessions du Comité exécutif

21.10 Comme précédemment, les crédits demandés au titre des heures supplémentaires et des frais généraux de fonctionnement ont trait à la fourniture de services de secrétariat au Comité exécutif. Aucune croissance réelle n'est envisagée pour l'exercice biennal.

## b) Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (dépense non renouvelable)

21.11 Le budget-programme de 1980-1981 comprenait un crédit de 400 000 dollars pour la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, convoquée en application de la résolution 35/42 de l'Assemblée générale en date du 25 novembre 1980, et dont le Haut Commissariat assure le secrétariat.

## B. – Direction exécutive et administration

TABLEAU 21.8. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	715,9	(7,5)	-	42,3	34,8	750,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,2	-	(3,2)	-	(3,2)	-
Consultants	50,2	(30,6)	-	1,5	(29,1)	21,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	14,0	-	-	-	-	14,0
Autres dépenses communes de personnel	186,2	(2,0)	-	10,7	8,7	194,9
Frais de voyage du personnel	76,4	(0,6)	-	5,8	5,2	81,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	4,0	(4,0)	-	-	(4,0)	-
Services contractuels	3,7	-	-	0,3	0,3	4,0
Frais généraux de fonctionnement	26,7	(0,2)	-	2,1	1,9	28,6
Fournitures et accessoires	2,7	-	-	0,2	0,2	2,9
<b>Total</b>	<b>1 083,0</b>	<b>(44,9)</b>	<b>(3,2)</b>	<b>62,9</b>	<b>14,8</b>	<b>1 097,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 038,1	(3,2)	-	-	(3,2)	(0,3)%



TABLEAU 21.9. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	-	1	1	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	2	1	2	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	1	1	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	1	1	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	3	3	7	6	10	9
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>20</b>	<b>18</b>

**B. — Direction exécutive et administration**

21.12 Les fonctions correspondant à ce programme, qui est dirigé par le Haut Commissaire, englobent l'orientation générale de toutes les activités du HCR, ainsi que sa représentation, au niveau exécutif, auprès des gouvernements, des organismes des Nations Unies et d'autres organisations.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

21.13 Le présent programme ne contient aucun élément de croissance et n'a été ajusté que pour tenir compte de l'inflation et des fluctuations monétaires.

*Consultants*

21.14 Les ressources nécessaires à cette rubrique (19 600 dollars) sont destinées à couvrir le coût des services

d'experts requis pour examiner, mettre au point et évaluer des politiques déterminées concernant les réfugiés et pour donner des conseils pour les travaux de planification et de recherche entrepris au titre du présent programme.

*Frais de voyage du personnel*

21.15 Les ressources prévues pour les frais de voyage ne couvrent pas intégralement le programme de voyages du Haut Commissaire et de son adjoint. Conformément aux arrangements budgétaires convenus à cet égard, l'écart est financé à l'aide des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire. Le montant demandé n'a pas varié, en termes réels, depuis 1974.

## C. – Programmes d'activité

## 1. – PROTECTION INTERNATIONALE DES REFUGIES ET ASSISTANCE AUX REFUGIES

## a) DIRECTION ET COORDINATION DE LA PROTECTION

TABLEAU 21.10. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 027,2	(10,6)	-	62,4	51,8	1 079,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	14,0	(0,1)	(13,9)	-	(14,0)	-
Consultants	33,3	(0,2)	-	2,5	2,3	35,6
Heures supplémentaires	6,6	-	-	0,5	0,5	7,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	267,2	(3,0)	-	16,0	13,0	280,2
Frais de voyage du personnel	85,6	(0,7)	-	6,4	5,7	91,3
Services contractuels	3,9	-	-	0,3	0,3	4,2
Imprimerie et reliure	20,6	(0,1)	-	1,5	1,4	22,0
Frais généraux de fonctionnement	34,5	(0,2)	-	2,7	2,5	37,0
Fournitures et accessoires	3,9	-	-	0,3	0,3	4,2
<b>Total</b>	<b>1 498,0</b>	<b>(14,9)</b>	<b>(13,9)</b>	<b>92,6</b>	<b>63,8</b>	<b>1 561,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 483,1	(13,9)	-	-	(13,9)	(0,9) %

TABLEAU 21.10 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond		
Contributions volontaires : Programmes généraux	1 626,0	1 800,0
Programmes spéciaux	437,0	350,0
<b>Total b)</b>	2 063,0	2 150,0
c) Projets opérationnels		
Contributions volontaires : Programmes généraux	606,0	656,0
Programmes spéciaux	61,0	3,0
<b>Total c)</b>	667,0	659,0
<b>Total a), b) et c)</b>	2 730,0	2 809,0

Total, coûts directs	4 370,8
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 787,2
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	6 158,0.
---	----------

TABLEAU 21.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : a) direction et coordination de la protection

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–
Sous-Secrétaire général	–	–	–	–	–	–
Directeur (D-2)	1	1	–	–	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	2	1	3	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	3	3	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	2	2	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	1	1	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	1	1	3	3
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	–	–	1	1	1	1
Autres classes	5	5	10	9	15	14
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>30</b>

## C. – Programmes d'activité

## 1. – PROTECTION INTERNATIONALE DES REFUGIES ET ASSISTANCE AUX REFUGIES

## a) DIRECTION ET COORDINATION DE LA PROTECTION

21.16 Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session<sup>4</sup>, le Haut Commissaire a souligné l'importance primordiale du problème de l'asile. Si la plupart des Etats ont continué d'appliquer une politique libérale pour l'admission des réfugiés, les difficultés rencontrées par les personnes en quête d'asile dans certains secteurs ont suscité les préoccupations les

plus graves. Des réfugiés arrivant par terre ont été de plus en plus souvent repoussés aux frontières, ou en butte à des mesures de refoulement massif; d'autres, arrivés par bateau, ont été renvoyés vers la haute mer et ses dangers, parfois dans des embarcations incapables de tenir la mer. En pareil cas, le refus d'octroyer l'asile même provisoirement a souvent entraîné des conséquences tragiques pour les réfugiés. De surcroît, des personnes à la recherche d'un asile ou des réfugiés ont été attaqués par des pirates et certains camps de réfugiés par des forces armées. Bien que les Etats des régions concernées semblent mieux accepter les divers principes de base concernant l'asile, le Haut Commissaire demeure préoccupé par des violations aussi graves des droits fondamentaux des réfugiés. Il a toutefois noté avec satisfaction l'augmentation du nombre d'Etats qui sont parties à la Convention de 1951 et au

<sup>4</sup> *Ibid.*, trente-cinquième session, Supplément No 12 (A/35/12).

Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Ces nouvelles adhésions témoignent du souci de la communauté internationale d'assurer la protection des réfugiés grâce à des traités officiels.

21.17 Le HCR a dû intensifier ses activités de protection et intervenir avec efficacité et directement chaque fois que la sécurité des réfugiés était compromise. Les activités de protection internationale ont essentiellement pour but :

a) De veiller à ce que les réfugiés bénéficient d'un asile au moins temporaire et, chaque fois que possible, durable;

b) De garantir que la sécurité personnelle des réfugiés et des personnes en quête d'asile soit pleinement respectée;

c) De garantir que le traitement dans le pays de résidence soit, autant que faire se peut, conforme aux normes internationalement acceptées, et réponde à l'objectif global qui est de promouvoir l'assimilation progressive des réfugiés dans leur nouvelle communauté;

d) De faciliter, chaque fois que possible, le rapatriement librement consenti, qui constitue la solution la plus souhaitable aux problèmes des réfugiés.

Au cours des deux dernières années, un grand nombre de réfugiés ont regagné leur pays d'origine et des opérations de rapatriement de grande envergure ont été menées à bien ou entreprises. Lorsque le rapatriement librement consenti n'est pas possible, le HCR favorise les mesures permettant de regrouper les membres des familles de réfugiés et une évolution positive a été notée à cet égard; de plus en plus souvent, parfois sur une vaste échelle, les membres de la famille ont pu rejoindre le réfugié dans le pays de résidence.

21.18 Le présent programme comprend les deux sous-programmes ci-après :

Sous-programme 1. Instruments internationaux;

Sous-programme 2. Droits individuels des réfugiés.

Ces deux sous-programmes sont exposés dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>5</sup> à la rubrique "Protection internationale" et sont exécutés par la Division de la protection au siège et dans le cadre du programme ordinaire hors siège du Haut Commissariat.

21.19 Outre l'intervention directe en faveur des réfugiés qui ont besoin de protection, pendant l'exercice biennal 1982-1983, les activités continueront à être axées sur les objectifs suivants :

a) Promouvoir le droit international des réfugiés, notamment par les moyens suivants :

i) Encourager d'autres Etats à adhérer à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'à la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique;

ii) Faire supprimer les réserves formulées et les limites géographiques fixées par certains Etats lors de leur adhésion à la Convention de 1951 et/ou au Protocole de 1967, notamment les réserves relatives à l'exercice des droits sociaux et les limites qui font

que ces instruments ne s'appliquent pas à certains groupes de réfugiés;

iii) Veiller à l'application des dispositions de tous les autres instruments juridiques internationaux concernant la protection des réfugiés;

iv) Encourager les Etats à adopter des mesures législatives et/ou administratives appropriées garantissant le respect des normes définies dans la Convention et le Protocole;

v) Donner aux gouvernements des avis sur l'interprétation et l'application des instruments internationaux et la mise en œuvre de mesures nationales, y compris le fonctionnement des organismes nationaux chargés de définir le statut de réfugié;

vi) Faire inclure dans les instruments universels et régionaux en vigueur des dispositions permettant aux réfugiés de bénéficier dans toute la mesure possible des progrès réalisés en matière de droit international;

vii) Susciter l'intérêt pour le droit international des réfugiés, notamment dans les milieux officiels et juridiques;

viii) Approfondir, par des recherches et des discussions, la connaissance et la compréhension du droit international des réfugiés eu égard aux problèmes qui existent dans les diverses régions du monde et à la solution la mieux adaptée et la plus satisfaisante qui peut leur être apportée au niveau universel ou régional;

ix) Dans chaque situation et devant chaque instance compétente, adopter les mesures propres à faire progresser au niveau universel ou régional le droit international des réfugiés;

b) Assurer la diffusion du droit international des réfugiés, notamment par les moyens suivants :

i) Rassembler, publier et diffuser les textes des instruments pertinents concernant la protection des réfugiés (traités, résolutions, décisions, conclusions, etc.), adoptés par des organismes internationaux, ainsi que les textes législatifs ou réglementaires nationaux;

ii) Fournir aux grandes bibliothèques depositaires et aux établissements universitaires des documents fondamentaux concernant le droit international des réfugiés;

iii) Fournir des documents concernant le droit international des réfugiés aux organisations et aux personnes qui en font la demande;

iv) Encourager l'enseignement du droit international des réfugiés, en coopération avec d'autres organismes internationaux, en organisant des cours ou autres programmes d'enseignement ou en y participant et en favorisant l'introduction de cours de droit international des réfugiés dans les universités et autres établissements d'enseignement.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

21.20 Ce programme a une croissance réelle nulle et n'est ajusté que pour tenir compte de l'inflation et des fluctuations monétaires.

<sup>5</sup> *Ibid.*, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 11.10 à 11.18.



**Consultants**

21.21 Les ressources nécessaires à cette rubrique (33 100 dollars) doivent servir à financer en partie les frais encourus lorsqu'il faut obtenir l'avis de spécialistes sur des instruments juridiques internationaux en vigueur ou dont l'adoption est proposée, ainsi que sur des problèmes juridiques précis qui se posent dans le domaine de la protection des réfugiés (sur une nouvelle législation, par exemple), surtout dans les pays où le HCR n'a pas de représentant. Bien qu'il soit de plus en plus nécessaire de faire appel à des concours extérieurs, les ressources demandées à ce titre n'ont pas changé en termes réels depuis 1974.

**Frais de voyage du personnel**

21.22 Les ressources demandées (84 900 dollars) n'ont pas

varié en termes réels depuis 1974 et ne couvriront que partiellement le coût des missions que les membres de la Division de la protection doivent effectuer pour défendre les intérêts du Haut Commissariat et préserver les droits des réfugiés dans le monde entier, ainsi que des missions des fonctionnaires qui participent à des réunions officielles et à des séminaires intéressant directement les activités de protection du HCR.

**Imprimerie et reliure**

21.23 Les ressources nécessaires (20 500 dollars), également inchangées en termes réels depuis 1974, permettront d'imprimer des instruments juridiques et des documents de voyage pour les réfugiés.

**b) DIRECTION ET COORDINATION DE L'ASSISTANCE**
**TABLEAU 21.12. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*
**A. – COUTS DIRECTS**
**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel	98,4	(0,7)	-	7,4	6,7	105,1
Services contractuels	9,1	(0,1)	-	0,7	0,6	9,7
Frais généraux de fonctionnement	92,9	(0,8)	-	7,0	6,2	99,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5
Fournitures et accessoires	11,1	-	-	0,9	0,9	12,0
<b>Total</b>	<b>212,9</b>	<b>(1,6)</b>	<b>-</b>	<b>16,1</b>	<b>14,5</b>	<b>227,4</b>

TABLEAU 21.12 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
211,3	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Contributions volontaires : Programmes généraux	6 213,0	6 530,0
Programmes spéciaux	1 122,0	942,0
Total b)	7 325,0	7 472,0
c) Projets opérationnels		
Contributions volontaires : Programmes généraux	1 927,0	2 086,0
Programmes spéciaux	346,0	17,0
Total c)	2 273,0	2 103,0
Total a), b) et c)	9 598,0	9 575,0

Total, coûts directs	9 802,4
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

3 735,7
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	13 538,1
---	----------

TABLEAU 21.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : b) direction et coordination de l'assistance

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	-	-	1	1	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	3	3	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	4	4	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	6	6	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	10	10	10	10
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	6	6	6	6
<b>Total</b>	-	-	30	30	30	30
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	5	5	5	5
Autres classes	-	-	32	32	32	32
<b>Total</b>	-	-	37	37	37	37
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	-	67	67	67	67

b) *DIRECTION ET COORDINATION DE L'ASSISTANCE*

21.24 Le présent programme vise à aider les gouvernements des pays d'asile à élaborer et appliquer des solutions aux problèmes économiques et sociaux des réfugiés en fournissant l'assistance financière et technique nécessaire ou, selon qu'il convient, en jouant un rôle de catalyseur en vue de résoudre ces problèmes. Les mesures visant à

aider les réfugiés à subvenir finalement à leurs propres besoins sont les suivantes : assistance accordée en attendant que des solutions durables soient trouvées, installation sur place, réinstallation dans des pays qui offrent de meilleures perspectives d'intégration, orientation, enseignement, formation professionnelle et réadaptation. Une aide est apportée aux réfugiés qui souhaitent être rapatriés, afin de faciliter leur retour et leur réintégration dans leur pays d'origine.

21.25 Le présent programme comprend deux sous-programmes examinés sous la rubrique "Assistance matérielle" dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>6</sup>, à savoir :

Sous-programme 1. Préparation à l'indépendance matérielle;

Sous-programme 2. Rapatriement librement consenti.

Ces sous-programmes sont exécutés par la Division de l'assistance au siège et dans le cadre du programme ordinaire hors siège, qui comprend la coordination régionale au siège et les opérations hors siège.

21.26 De nouveaux mouvements imprévisibles de réfugiés ont encore une fois influé sur les objectifs définis antérieurement, ce qui a eu des répercussions sur le programme, dont les idées maîtresses sont récapitulées ci-après. A sa trente-deuxième session, en octobre 1981, le Comité exécutif sera saisi d'un rapport détaillé sur les activités en cours et, en particulier, du budget-programme du Haut Commissariat pour 1982, où sera indiquée de façon détaillée l'origine des fonds à l'échelon des pays et des régions

21.27 Les principaux objectifs du programme au cours de l'exercice biennal demeureront les suivants :

a) Favoriser le rapatriement librement consenti et la réintégration des réfugiés;

b) Favoriser l'intégration des réfugiés dans les pays d'asile, en offrant des possibilités d'installation et une assistance aux réfugiés qui ont l'autorisation de s'installer spontanément;

c) Organiser et faciliter la réinstallation dans des pays tiers des réfugiés dont ni le rapatriement librement

consenti, ni l'installation dans un pays d'asile ne sont possibles;

d) Fournir rapidement des secours d'urgence chaque fois que nécessaire et élaborer et appliquer des plans d'assistance pour satisfaire les besoins dans les situations nouvelles;

e) Offrir des services d'orientation, des possibilités en matière d'éducation et d'emploi et, si nécessaire, une assistance temporaire à des réfugiés, notamment à des étudiants, dans les zones urbaines des pays d'asile;

f) Supprimer graduellement l'assistance dès que les réfugiés ont un niveau de vie suffisant.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés en 1981)*

21.28 Aucun accroissement n'est prévu pour l'exercice biennal. Toutes les dépenses de personnel de la Division de l'assistance continueront d'être imputées sur les contributions volontaires.

*Frais de voyage du personnel*

21.29 Le Haut Commissariat ayant élargi la portée géographique de ses activités et les problèmes de réfugiés étant de plus en plus nombreux et complexes, il est nécessaire d'entreprendre beaucoup plus de déplacements pour rechercher des solutions permanentes aux problèmes et participer à d'autres activités d'assistance. Le montant demandé pour les frais de voyage du personnel (97 700 dollars), qui n'a pas varié en termes réels depuis 1974, ne suffira donc pas pour couvrir tous les frais de voyage prévus pour l'exercice biennal 1982-1983. Les dépenses additionnelles seront financées par des fonds extra-budgétaires.

<sup>6</sup> *Ibid.*, par. 11.19 à 11.28.

## c) COORDINATION REGIONALE AU SIEGE

TABLEAU 21.14. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 128,1	(33,1)	-	193,5	160,4	3 288,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	16,7	-	(16,7)	-	(16,7)	-
Consultants	16,7	(0,1)	-	1,3	1,2	17,9
Heures supplémentaires	8,0	(0,1)	-	0,6	0,5	8,5
Dépenses communes de personnel	814,2	(8,8)	-	48,0	39,2	853,4
Frais de voyage du personnel	189,6	(1,4)	-	14,3	12,9	202,5
Services contractuels	3,1	-	-	0,3	0,3	3,4
Frais généraux de fonctionnement	88,1	(0,7)	-	6,7	6,0	94,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	3,5	-	-	0,3	0,3	3,8
Fournitures et accessoires	3,5	-	-	0,3	0,3	3,8
<b>Total</b>	<b>4 271,5</b>	<b>(44,2)</b>	<b>(16,7)</b>	<b>265,3</b>	<b>204,4</b>	<b>4 475,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 227,3	(16,7)	-	-	(16,7)	(0,3) %

TABLEAU 21.14 (suite)

2) *Fonds extra-budgétaires*

	<i>1980-1981 Montant estimatif des dépenses</i>	<i>1982-1983 Montant estimatif des dépenses</i>
<b>a) Services d'appui à :</b>		
<b>i) D'autres organismes des Nations Unies</b>	-	-
<b>ii) Des programmes extra-budgétaires</b>	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	4 853,0	5 232,0
Programmes spéciaux	1 309,0	670,0
<b>Total b)</b>	6 162,0	5 902,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	-	-
Programmes spéciaux	21,0	1,0
<b>Total c)</b>	21,0	1,0
<b>Total a), b) et c)</b>	6 183,0	5 903,0

<b>Total, coûts directs</b>	10 378,9
-----------------------------	----------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

4 805,7
---------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	15 184,6
---	----------

TABLEAU 21.15. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : c) coordination régionale au siège

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	2	2	8	8
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	6	7	10	11
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	8	11	10	19	18
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	10	9	13	12
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>50</b>	<b>49</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	17	17	33	30	50	47
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>33</b>	<b>30</b>	<b>51</b>	<b>48</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>39</b>	<b>39</b>	<b>62</b>	<b>58</b>	<b>101</b>	<b>97</b>

## c) COORDINATION REGIONALE AU SIEGE

21.30 Relevant, du point de vue de l'organisation et de la gestion, des deux programmes de fond "Protection internationale" et "Assistance matérielle", dont les objectifs et les activités principales ont été décrits plus haut sous les rubriques pertinentes, huit sections régionales au siège sont chargées de la coordination du programme hors siège du Haut Commissariat et s'acquittent en particulier des fonctions suivantes :

a) Centraliser au siège les activités du HCR concernant leurs fonctions respectives et assurer la liaison avec les représentants dans les pays pour tous les aspects des activités du Haut Commissariat;

b) Veiller à ce que les politiques du Haut Commissariat soient pleinement mises en œuvre dans leurs régions respectives;

c) Rassembler et analyser des renseignements sur les problèmes des réfugiés et sur les faits nouveaux de caractère juridique, social et économique qui ont un rapport avec les questions relatives aux réfugiés;

d) Formuler, diriger, suivre et évaluer les projets relatifs à la protection et à l'assistance matérielle.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

21.31 Aucune croissance réelle n'est envisagée pour l'exercice biennal au titre du présent programme et, à l'exception du transfert de deux postes pendant l'exercice biennal 1978-1979, les ressources prévues n'ont pas varié en termes réels depuis 1974.

*Consultants*

21.32 Les ressources nécessaires (16 600 dollars) doivent permettre de couvrir les honoraires et les frais de voyage de spécialistes consultés sur des questions de politique affectant les stratégies d'ensemble des programmes d'assistance aux réfugiés, ainsi que les services d'experts n'existant pas au Haut Commissariat et auxquels il faut recouvrer, soit pour un pays ou une région donnés, soit pour l'étude d'un problème spécifique (procédures de réinstallation et stratégies d'installation sur place, par exemple).

*Frais de voyage du personnel*

21.33 Les ressources demandées à ce titre (188 200 dollars) sont aussi restées les mêmes en termes réels depuis 1974, bien que les voyages à effectuer aient considérablement augmenté, en particulier à cause des problèmes de réfugiés dans les pays où le HCR n'avait pas de représentant en 1974, quand les arrangements budgétaires actuels ont été convenus. Le montant prévu couvre actuellement moins de 40 p. 100 des frais de voyage envisagés au titre du présent programme en 1982-1983. Ces voyages ont pour objectif essentiel de visiter les zones où vivent des réfugiés et de suivre les activités des bureaux extérieurs en matière de protection et d'assistance.

## d) OPERATIONS ORDINAIRES HORS SIEGE

TABLEAU 21.16. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	7 205,8	324,0	-	1 231,5	1 555,5	8 761,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	110,8	5,3	-	27,4	32,7	143,5
Consultants	172,8	8,2	-	42,8	51,0	223,8
Heures supplémentaires	32,1	1,5	-	7,9	9,4	41,5
Dépenses communes de personnel	2 887,0	135,8	-	487,4	623,2	3 510,2
Frais de voyage du personnel	648,7	31,0	-	160,6	191,6	840,3
Services contractuels	8,6	0,6	-	2,2	2,8	11,4
Imprimerie et reliure	24,3	1,7	-	6,2	7,9	32,2
Frais généraux de fonctionnement	1 472,3	102,7	-	372,1	474,8	1 947,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	59,7	4,2	-	15,1	19,3	79,0
Fournitures et accessoires	125,8	9,3	-	32,0	41,3	167,1
Mobilier et matériel	168,4	11,0	-	42,5	53,5	221,9
Autres dépenses	26,5	2,1	-	6,8	8,9	35,4
<b>Total</b>	<b>12 942,8</b>	<b>637,4</b>	<b>-</b>	<b>2 434,5</b>	<b>3 071,9</b>	<b>16 014,7</b>



TABLEAU 21.16 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) <i>Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981</i>	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) <i>Montant effectif</i>	(3) <i>Moins : dépenses non renouvelables</i>	(4) <i>Plus : croissance différée (nouveaux postes)</i>	(5) <i>Montant ajusté</i>	
13 580,2	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 <i>Montant estimatif des dépenses</i>	1982-1983 <i>Montant estimatif des dépenses</i>
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organes de Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	21 233,0	23 878,0
Programmes spéciaux	8 888,0	6 314,0
<b>Total b)</b>	30 221,0	30 192,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Contributions volontaires : Programmes généraux	569 044,0	616 110,0
Programmes spéciaux	209 908,0	10 307,0
<b>Total c)</b>	778 952,0	626 417,0
<b>Total a), b) et c)</b>	809 173,0	656 609,0

<b>Total, coûts directs</b>	672 623,7
-----------------------------	-----------

B. -- COUTS INDIRECTS REPARTIS

23 999,8
----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	696 623,5
---	-----------

TABLEAU 21.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : d) opérations ordinaires hors siège

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	7	7	3	3	10	10
Administrateur hors classe (P-5)	19	19	10	9	29	28
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	16	16	22	20	38	36
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	7	7	70	65	77	72
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	69	61	72	64
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>174</b>	<b>158</b>	<b>226</b>	<b>210</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	-	12	8	12	8
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>8</b>
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux	123	123	280	253	403	376
<b>Total</b>	<b>123</b>	<b>123</b>	<b>280</b>	<b>253</b>	<b>403</b>	<b>376</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>175</b>	<b>175</b>	<b>466</b>	<b>419</b>	<b>641</b>	<b>594</b>

## d) OPERATIONS ORDINAIRES HORS SIEGE

21.34 Sous la supervision du siège, 74 bureaux extérieurs et 8 correspondants représentent actuellement le Haut Commissariat hors siège. Compte tenu des bureaux extérieurs qui ont été fermés, cela représente un accroissement net de 21 bureaux extérieurs depuis 1978. Ces bureaux continuent à être chargés de toutes les mesures à prendre pour atteindre les objectifs du Haut Commissariat aux

échelons régional et national. A cette fin, ils encouragent l'adoption de politiques libérales en matière d'asile et d'un statut juridique satisfaisant pour les réfugiés, suivent de près les procédures locales relatives à la reconnaissance du statut de réfugié et assurent aux réfugiés une protection internationale. Ils examinent les demandes d'assistance adressées au Haut Commissariat et donnent des conseils au siège à ce sujet, suivent l'exécution des projets bénéficiant de l'assistance du Haut Commissariat et veillent à ce que les opérations soient dûment comptabilisées; le cas échéant, ils

administrent eux-mêmes des projets de secours d'urgence ou d'autres projets d'assistance. Ils maintiennent des rapports étroits avec les gouvernements, les missions diplomatiques, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les moyens d'information. Ils suivent la législation et les pratiques administratives dans les domaines social, économique et de l'enseignement, dans la mesure où elles affectent les réfugiés, ainsi que les programmes d'autres organisations qui peuvent leur être utiles. Ils diffusent des informations sur les buts et les activités du Haut Commissariat, encouragent les gouvernements et les particuliers à verser des contributions au programme du Haut Commissaire ainsi que des contributions pour appuyer des projets déterminés, et entreprennent des activités spéciales de collecte de fonds.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Consultants*

21.35 Les ressources nécessaires au titre des consultants (181 000 dollars) ne reflètent aucune croissance réelle et sont principalement destinées à rémunérer huit correspondants qui représentent le Haut Commissariat hors siège; une faible partie sert à couvrir les honoraires et les frais de voyage de consultants spéciaux et à temps partiel qui exercent des fonctions consultatives auprès de certains bureaux extérieurs du Haut Commissariat sur les questions relatives à la protection. Le montant des crédits demandés à cette rubrique n'a pas changé en termes réels depuis 1974.

*Frais de voyage du personnel*

21.36 L'accroissement du nombre et de la diversité des problèmes relatifs aux réfugiés, la création de nouvelles représentations extérieures situées loin du siège et la nécessité croissante d'entreprendre plus fréquemment des

consultations au niveau régional ont, au cours des années, entraîné un accroissement notable des voyages à entreprendre au titre du présent programme. Le montant demandé représente moins d'un tiers du montant estimatif total des dépenses prévues pour 1982-1983, le reste devant être financé à l'aide de contributions volontaires. Le montant estimatif des frais de voyage (679 700 dollars) prévus au titre du présent programme correspond aux activités des 82 bureaux extérieurs du HCR.

*Dépenses de représentation*

21.37 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (63 900 dollars) n'a pas changé en termes réels depuis 1974 en dépit du nombre accru des représentations extérieures, et ne correspond qu'à une partie des dépenses de représentation engagées par les représentants extérieurs pour les besoins du Haut Commissariat et remboursables sur présentation des factures et listes d'hôtes, conformément aux règlements et procédures en vigueur pour cette catégorie de dépenses.

*Fournitures et accessoires*

21.38 Les ressources demandées à cette rubrique (135 100 dollars) doivent permettre de couvrir une partie du coût des fournitures et accessoires nécessaires pour les 74 bureaux extérieurs.

*Mobilier et matériel*

21.39 Les ressources nécessaires (179 400 dollars) doivent permettre d'acheter du mobilier, du matériel de bureau et des véhicules pour les bureaux extérieurs. Bien que les dépenses aient augmenté considérablement et que le produit de la vente de matériel durable vétuste doit comptabilisé comme recettes au crédit de l'Organisation des Nations Unies (chapitre 2 des recettes) au lieu d'être déduit du budget du HCR, les ressources demandées, en termes réels, sont les mêmes qu'en 1974.

**2. – OPERATIONS HUMANITAIRES SPECIALES**

TABLEAU 21.18. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

-
---

2) *Fonds extra-budgétaires*

- a/
------

<b>Total, coûts directs</b>	- a/
-----------------------------	------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

-
---

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	- a/
---	------

a/ Le montant des ressources nécessaires pour 1982-1983 ne peut pas être déterminé à l'avance.

## 2. – OPERATIONS HUMANITAIRES SPECIALES

21.40 Ce programme est exposé dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>7</sup>. Dans le cadre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, le Haut Commissariat est appelé à mener à bien ou à coordonner un certain nombre d'opérations humanitaires spéciales. Parmi les opérations humanitaires spéciales récentes ou qui sont poursuivies, on peut citer les programmes exécutés en Asie du Sud-Est, au Bangladesh, en Birmanie, à Chypre,

<sup>7</sup> *Ibid.*, par. 11.29 à 11.33.

au Zaïre et au Zimbabwe. Rien qu'en 1980, une assistance matérielle représentant environ 200 millions de dollars a été fournie grâce aux contributions volontaires versées au Haut Commissariat en vue d'opérations humanitaires spéciales

21.41 La nature imprévisible et l'ampleur de ces opérations empêchent toute évaluation des besoins futurs éventuels, mais on a jugé utile de les mentionner dans le présent projet de budget afin de donner, comme les années précédentes, une idée de l'ampleur de l'assistance fournie par le Haut Commissariat dans ce domaine.

## D. – Appui aux programmes

## 1. – ADMINISTRATION, GESTION ET SERVICES GENERAUX

TABLEAU 21.19. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 072,2	(32,4)	40,8	189,6	198,0	3 270,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	43,8	(0,3)	82,8	9,6	92,1	135,9
Consultants	13,8	(0,1)	-	1,0	0,9	14,7
Heures supplémentaires	13,7	-	-	1,0	1,0	14,7
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	-	-	1,2	-	1,2	1,2
Autres dépenses communes de personnel	799,6	(9,4)	10,6	47,4	48,6	848,2
Frais de voyage du personnel	98,7	(0,6)	(22,6)	5,7	(17,5)	81,2
Services contractuels	46,7	(0,3)	(10,0)	2,8	(7,5)	39,2
Frais généraux de fonctionnement	60,2	(0,4)	(15,0)	3,4	(12,0)	48,2
Fournitures et accessoires	29,8	(0,2)	(5,0)	1,8	(3,4)	26,4
<b>Total</b>	<b>4 178,5</b>	<b>(43,7)</b>	<b>82,8</b>	<b>262,3</b>	<b>301,4</b>	<b>4 479,9</b>

TABLEAU 21.19 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépendances non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 134,8	82,8	-	-	82,8	2,0 %

2) Fonds extra-budgétaires

		1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>			
i) D'autres organismes des Nations Unies		-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		-	-
Total a)		-	-
<b>b) Activités de fond</b>			
Contributions volontaires : Programmes généraux		6 797,0	7 584,0
Programmes spéciaux		1 567,0	1 702,0
Total b)		8 364,0	9 286,0
<b>c) Projets opérationnels</b>			
Contributions volontaires : Programmes généraux		-	-
Programmes spéciaux		-	-
Total c)		-	-
Total a), b) et c)		8 364,0	9 286,0

Total, coûts directs	13 765,9
----------------------	----------

B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(13 765,9)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 21.20. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : administration, gestion et services généraux

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	-	1	1	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	1	1	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	1	5	5	7	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	4	4	6	6
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	7	7	9	9
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>29</b>	<b>28</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	4	4	7	7
Autres classes	29	29	48	48	77	77
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>84</b>	<b>84</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>70</b>	<b>69</b>	<b>113</b>	<b>112</b>

## D. – Appui aux programmes

## 1. – ADMINISTRATION, GESTION ET SERVICES GÉNÉRAUX

21.42 La Division de l'administration et de la gestion est responsable de l'administration du personnel et de la gestion des ressources budgétaires dont dispose le Haut Commissaire. Elle veille, grâce à l'application de bonnes méthodes de gestion, à l'utilisation optimale de toutes les ressources.

21.43 En sus de ses activités normales, qui comportent l'entière responsabilité du recrutement, de l'administration et de la formation du personnel du Haut Commissariat, la Division a assumé des responsabilités supplémentaires dans le domaine de la gestion et du contrôle financiers. On continue à prêter une attention particulière à la simplification et à la rationalisation des procédures et des méthodes, notamment grâce à l'utilisation de matériels perfectionnés (machines comptables, machines de traitement des mots et matériel de traitement électronique de l'information, ce dernier matériel étant utilisé désormais dans des domaines autres que la comptabilité).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

21.44 Les postes de Directeur et de Directeur adjoint de la Division avaient été inscrits au budget ordinaire pour tenir compte du fait qu'ils faisaient partie de l'effectif nécessaire pour permettre au Haut Commissaire de s'acquitter des responsabilités de caractère continu qui incombent au HCR en vertu de son mandat. En prenant ses fonctions en janvier 1978, le Haut Commissaire a entrepris un examen détaillé de la structure administrative du HCR qui, dans l'ensemble, n'avait pas changé depuis 1971-1972, et il a décidé de confier aux directeurs des quatre divisions du Haut Commissariat certaines des fonctions qui, jusque-là, incombaient à son bureau; les effectifs dudit Bureau ont été réduits en conséquence. Pour tenir compte des responsabilités accrues de leurs titulaires, le Haut Commissaire a proposé de reclasser les postes de Directeur et de Directeur adjoint de la Division de l'administration et de la gestion, pour les aligner sur ceux des chefs des deux autres divisions. Comme il a été dit plus haut au paragraphe 21.7, ces reclassements ont été financés grâce à des contributions volontaires; toutefois, ils avaient été approuvés par le Comité exécutif étant entendu que l'inscription des dépenses correspondantes au budget ordinaire serait proposée dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981. En raison de contraintes budgétaires, cette proposition n'a pas été présentée à l'époque. Le Secrétaire général convient maintenant qu'il faudrait inscrire ces dépenses au budget-programme du prochain exercice biennal, considérant également l'accroissement notable des activités du HCR, qui a eu des répercussions considérables sur les responsabilités de la Division depuis 1978.

21.45 Il est proposé également de reclasser de P-4 à P-5 le poste de Chef de la Section du personnel, compte tenu des attributions et des responsabilités accrues qui s'attachent. On se souviendra qu'en juin 1977, comme suite à une recommandation du Service de gestion administrative, la Section est devenue entièrement responsable du recrutement et de l'administration du personnel, indépendamment de la Division du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève. Le volume de travail de la Section s'est trouvé ainsi forcément accru, de même que le niveau de responsabilité de son chef, ainsi que la complexité de ses tâches et la gamme de qualifications requises. On se souviendra également que des tâches nouvelles et importantes touchant l'organisation des carrières et la formation

du personnel ont été prises en charge par un groupe distinct, rattaché à la Section du personnel. Pour toutes ces raisons, et aussi considérant l'accroissement global considérable du nombre de fonctionnaires et du nombre de bureaux extérieurs dont le Chef de la Section du personnel doit assurer la supervision, le Secrétaire général estime que le reclassement de ce poste est pleinement justifié.

21.46 Il est proposé de compenser le coût des trois reclassements demandés dans les paragraphes 21.44 et 21.45 ci-dessus (52 600 dollars) par une réduction équivalente des crédits demandés pour d'autres objets de dépense, afin de limiter la croissance du budget.

*Consultants*

21.47 Les ressources prévues à cette rubrique (13 700 dollars) permettront de faire appel à des concours extérieurs pour obtenir des avis sur les améliorations à apporter aux procédures administratives et aux méthodes de gestion.

*Frais de voyage du personnel*

21.48 Les ressources nécessaires (75 500 dollars) permettront de financer les missions nécessitées par l'administration, la supervision et l'encadrement des bureaux extérieurs du Haut Commissariat, les consultations avec les services du Siège de l'ONU et la participation aux réunions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi qu'aux réunions d'autres organes du système des Nations Unies. Le montant demandé fait apparaître une réduction de 22 600 dollars, qui compense en partie le coût des reclassements de poste demandés plus haut dans les paragraphes 21.44 à 21.46.

*Services contractuels*

21.49 Les ressources nécessaires (36 400 dollars) font apparaître une réduction de 100 000 dollars, qui compense en partie les reclassements susmentionnés, et doivent permettre de couvrir le coût de services contractuels divers.

*Frais généraux de fonctionnement*

21.50 Les ressources demandées à cette rubrique (44 800 dollars) font apparaître une réduction de 15 000 dollars, qui compense en partie le coût des reclassements proposés.

*Fournitures et accessoires*

21.51 Le montant demandé (24 600 dollars) fait apparaître une réduction de 5 000 dollars, qui compense en partie le coût des reclassements proposés.

## 2. - RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR, INFORMATION ET APPELS DE FONDS

TABLEAU 21.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 631,5	(16,7)	23,0	102,1	108,4	1 739,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	32,6	(0,2)	(32,4)	-	(32,6)	-
Heures supplémentaires	3,5	-	-	0,3	0,3	3,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	-	-	1,2	-	1,2	1,2
Autres dépenses communes de personnel	424,5	(4,9)	5,8	26,3	27,2	451,7
Frais de voyage du personnel	96,0	(0,7)	-	7,3	6,6	102,6
Services contractuels	69,2	(0,6)	-	5,2	4,6	73,8
Imprimerie et reliure	292,9	(2,3)	(30,0)	19,9	(12,4)	280,5
Frais généraux de fonctionnement	60,2	(0,5)	-	4,6	4,1	64,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5
Fournitures et accessoires	75,0	(0,7)	-	5,7	5,0	80,0
<b>Total</b>	<b>2 686,8</b>	<b>(26,6)</b>	<b>(32,4)</b>	<b>171,5</b>	<b>112,5</b>	<b>2 799,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 660,2	(32,4)	-	-	(32,4)	(1,2) %



TABLEAU 21.21 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Contributions volontaires : Programmes généraux	3 399,0	4 134,0
Programmes spéciaux	3 318,0	3 736,0
Total b)	6 717,0	7 870,0
c) Projets opérationnels		
Contributions volontaires : Programmes généraux	-	-
Programmes spéciaux	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	6 717,0	7 870,0

Total, coûts directs	10 669,3
----------------------	----------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(10 669,3)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 21.22. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : relations avec l'extérieur, information et appels de fonds

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	-	1	1	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	1	1	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	4	3	5	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	5	5	9	9
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	6	6	8	8
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	4	4	6	6
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>29</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	2	2	2	2
Autres classes	11	11	25	25	36	36
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>38</b>	<b>38</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>48</b>	<b>46</b>	<b>69</b>	<b>67</b>

## 2. – RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR, INFORMATION ET APPELS DE FONDS

21.52 La Division des affaires extérieures est chargée d'entretenir des rapports étroits avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent de réfugiés et de les tenir au courant, ainsi que le public, des activités du Haut Commissariat. La Division organise et stimule la collecte de fonds (contributions volontaires) pour financer les programmes du Haut Commissariat et participe, selon qu'il convient, à la coordination des efforts internationaux d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées. Elle assure en outre le secrétariat du Comité exécutif, du Comité chargé de décerner la médaille Nansen et d'autres réunions.

21.53 Les aspects des travaux de la Division qui prendront une importance particulière en 1982-1983 sont indiqués ci-après :

a) On redoublera d'efforts pour élargir encore la participation financière aux activités humanitaires du Haut Commissariat, selon les vœux du Comité exécutif qui a estimé que, vu le caractère universel des problèmes auxquels le Haut Commissariat doit faire face, la responsabilité de fournir les ressources financières et autres nécessaires pour mener à bien ses activités devait être équitablement répartie entre les membres de la communauté internationale; on poursuivra également la recherche d'initiatives nouvelles de collecte de fonds au profit des réfugiés;

b) Du fait que les activités du Haut Commissariat se sont considérablement accrues, il est clair qu'il doit participer davantage au mécanisme de coordination interorganisations des Nations Unies et aux réunions intergouvernementales; cet aspect important des activités sera encore renforcé;

c) Les relations de travail et de coopération avec les organisations non gouvernementales, y compris les comités nationaux d'assistance aux réfugiés, seront encore renforcées pour permettre au Haut Commissariat de recourir au maximum à l'appui, aux compétences et à l'aide financières et participent aux campagnes de collecte de fonds; de nouveaux mécanismes destinés à développer ces relations sont déjà mis en place;

d) Les activités d'information viseront principalement à faire prendre davantage conscience à l'opinion publique des problèmes des réfugiés et des activités du Haut Commissariat, les efforts étant surtout dirigés sur les groupes cibles que sont les responsables gouvernementaux, les organisations bénévoles et les médias qui permettent d'atteindre le grand public; on prêtera tout particulièrement attention aux activités d'information accrues touchant la situation des réfugiés en Afrique, en application des résolutions 34/61 et 35/42 de l'Assemblée générale.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

21.54 Comme il a été signalé plus haut dans les paragraphes 21.7 et 21.44, le Haut Commissaire, après avoir examiné en 1978 la structure administrative du Haut Commissariat, avait décidé de reclasser les postes de Directeur et de Directeur adjoint de la Division des affaires extérieures. Le Comité exécutif a approuvé ces reclassements et les dépenses correspondantes ont été financées par des contributions volontaires, étant entendu que le Secrétaire général proposerait leur inscription au budget ordinaire dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981. Toutefois, en raison de contraintes budgétaires, le Secrétaire général n'a pas présenté cette proposition à l'époque. Étant donné l'accroissement considérable des activités du HCR depuis 1978 et les responsabilités accrues qui en résultent pour la Division des affaires extérieures, il est maintenant proposé que les deux postes reclassés soient inscrits au budget ordinaire de l'exercice biennal 1982-1983.

21.55 Pour limiter la croissance du budget, il est proposé de compenser le coût de ces reclassements (30 000 dollars) par une réduction équivalente des frais d'imprimerie et de reliure.

*Frais de voyage du personnel*

21.56 Les ressources nécessaires (95 300 dollars) doivent permettre de financer les voyages à la fois dans les régions où le Haut Commissariat opère et dans les pays qui lui accordent un soutien financier. On prévoit également des missions de représentants des organes d'information dans des zones où la situation des réfugiés est préoccupante et un crédit modeste est en outre demandé pour permettre à la Division de participer à des réunions interorganisations.

*Services contractuels*

21.57 Le montant proposé (68 600 dollars) au titre des services contractuels est destiné à financer des manifestations spéciales, des projets sur le terrain, des services d'agences de presse, la production de photographies et de films (cinéma et télévision), ainsi que des frais de promotion et de distribution. Ce montant ne comporte aucun élément de croissance par rapport au crédit ouvert en 1980-1981. On se souviendra que le montant demandé par le Secrétaire général pour 1980-1981 (lequel ne comprenait aucun élément de croissance par rapport à 1974) avait été diminué de 11 400 dollars par l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Par ailleurs, l'ensemble du crédit demandé pour ce programme au titre des services de consultants en matière d'information (9 800 dollars), qui n'avait pas changé en termes réels depuis 1974, avait été refusé. Le Comité consultatif avait recommandé, en suggérant les diminutions, que le Département de l'information prêle une assistance au Haut Commissaire dans le domaine de l'information, notamment pour les services contractuels destinés à la production de films. Les crédits demandés pour le Département de l'information ayant également été diminués, il a été impossible de développer plus avant la coopération avec ce département, et les dépenses ont été financées par des contributions volontaires.

*Imprimeries et reliure*

21.58 Les ressources nécessaires au titre de l'imprimerie et de la reliure (260 600 dollars), dont le montant n'a pas varié, en termes réels, depuis 1974, correspondent au programme ordinaire de publications du Haut Commissariat et doivent permettre de financer notamment la production en deux langues de six numéros annuels de la brochure *HCR*, qui est le principal moyen d'information du Haut Commissariat sous forme condensée, d'un supplément de fin d'année, d'une édition spéciale annuelle dans une troisième langue et de *Rapports spéciaux du HCR* sur des problèmes ou projets particuliers et sur les activités du Haut Commissariat en matière de protection internationale, ainsi que la publication en sept langues d'une brochure d'information générale sur le Haut Commissariat. Le montant demandé fait apparaître une réduction de 30 000 dollars de la base de ressources, qui compense les deux reclassements de postes proposés au paragraphe 21.54.

## CHAPITRE 22. – BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

### TABLEAU 22.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COUTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
4 830,1	170,4	3,5	(25,2)	(0,5)	276,0	5,7	421,2	8,7	5 251,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 000,5	(25,2)	-	-	(25,2)	(0,5) %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
<b>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe :</b>		
Compte secondaire pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur	1 464,2	1 609,3
<b>Total b)</b>	1 464,2	1 609,3
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe :</b>		
Compte secondaire pour les activités de coopération technique	900,0	600,0
<b>Total c)</b>	900,0	600,0
<b>Total a), b) et c)</b>	2 364,2	2 209,3

<b>Total, coûts directs</b>	<b>7 460,6</b>
-----------------------------	----------------

#### B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>738,2</b>
--------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>8 198,9</b>
---	----------------

**TABEAU 22.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)		
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981			Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Total (8)					
							Total (8)				Total (8)	
A. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	691,0	22,2	-	-	43,9	(0,4)	-	43,5	21,3	712,3		
B. Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes	3 655,4	-	-	-	134,0	(0,3)	-	133,7	133,7	3 789,1		
C. Services administratifs et services communs	483,7	-	-	-	16,0	(0,6)	-	15,4	15,4	499,1		
<b>Total</b>	<b>4 830,1</b>	<b>22,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>193,9</b>	<b>(1,3)</b>	<b>-</b>	<b>192,6</b>	<b>170,4</b>	<b>5 000,5</b>		

TABLEAU 22.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars			%
A. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	691,0	21,3	-	53,8	75,1	10,8	-	
B. Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes	3 655,4	133,7	12,4	192,3	336,4	9,2	0,3	
C. Services administratifs et services communs	483,7	15,4	(37,6)	29,9	7,7	1,5	(7,5)	
<b>Total</b>	<b>4 830,1</b>	<b>170,4</b>	<b>(25,2)</b>	<b>276,0</b>	<b>421,2</b>	<b>8,7</b>	<b>(0,5)</b>	

TABLEAU 22.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Odds demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							%
Postes permanents	2 853,7	157,3	-	192,0	349,3	3 203,0	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	134,6	(0,9)	(25,2)	8,2	(17,9)	116,7	(18,8)
Consultants	13,4	(0,1)	-	1,0	0,9	14,3	-
Heures supplémentaires	11,5	(0,1)	-	0,8	0,7	12,2	-
Groupes spéciaux d'experts	20,4	(0,1)	-	1,6	1,5	21,9	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2	-
Autres dépenses communes de personnel	755,0	36,6	-	50,3	86,9	841,9	-
Frais de voyage du personnel	234,7	(22,2)	-	16,3	(5,9)	228,8	-
Imprimerie et reliure	9,1	(0,1)	-	0,7	0,6	9,7	-
Frais généraux de fonctionnement	67,8	-	-	5,1	5,1	72,9	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7	-
Dons	720,0	-	-	-	-	720,0	-
Total	4 830,1	170,4	(25,2)	276,0	421,2	5 251,3	(0,5)

TABLEAU 22.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	2	1	8	7
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	2	2	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	1	-	4	3
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	1	-	3	2
Autres classes	11	11	10	11	21	22
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<i>Autres catégories</i>						
Service mobile	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>49</b>	<b>49</b>



TABLEAU 22.6. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 22		
		A	B	C
Chapitre 28.				
A	15,4	1,9	11,6	1,9
B	22,8	2,3	13,4	7,1
C	44,4	6,3	29,1	9,0
D	-	-	-	-
E	9,9	1,3	7,2	1,4
F	25,1	3,4	18,0	3,7
G	-	-	-	-
H	112,0	49,0	-	63,0
I	939,8	-	-	939,8
J	28,3	4,1	18,9	5,3
K	7,7	1,0	5,3	1,4
L	13,5	1,9	9,1	2,5
M	-	-	-	-
Chapitre 29.				
B	110,4	-	110,4	-
E et F	144,5	-	144,5	-
Chapitre 6. <sup>a/</sup>	164,1	-	164,1	-
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE				
A.	-	(1 204,1)	1 003,2	200,9
C.	(899,7)	208,8	1 117,9	2 226,4
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	738,2	(924,0)	2 652,7	(990,5)
COUTS DIRECTS	7 460,6	924,0	5 546,1	990,5
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	8 198,9	-	8 198,9	-

<sup>a/</sup> Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion  
 B. Bureau des services financiers  
 C. Bureau des services du personnel  
 D. Bureau des services généraux (New York)  
 E. Service de gestion administrative  
 F. Division de vérification intérieure des comptes  
 G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques  
 H. Division de l'administration (Genève)  
 I. Division des services généraux (Genève)  
 J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)  
 K. Dépenses diverses  
 L. Activités administratives financées en commun  
 M. Services administratifs (Vienne)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

A. Département des services de conférence (New York)  
 B. Services de conférence (Genève)  
 C. Services de conférence (Vienne)  
 D. Bibliothèque (New York)  
 E et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres des têtes de colonne :

A. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)  
 B. Programmes d'activité : coordination des secours en cas de catastrophe, prévention des catastrophes et planification préalable  
 C. Appui aux programmes : services administratifs et services communs

### Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

22.1 Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a été créé par la résolution 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971.

22.2 Le Bureau a commencé à fonctionner en mars 1972 et il a trois fonctions principales. La première concerne la coordination des secours : il s'agit de veiller à mobiliser et coordonner, en cas de catastrophe, les activités de secours d'urgence de tous les donateurs de façon à pouvoir répondre en temps voulu et de manière efficace aux besoins de la région frappée par une catastrophe. La seconde fonction du Bureau concerne la planification préalable : il s'agit d'améliorer les plans de protection contre les catastrophes et les préparatifs à cet égard, y compris les moyens d'évaluer les catastrophes et les moyens de gérer les secours dans les pays en développement qui sont sujets à des catastrophes naturelles. La troisième fonction concerne la prévention des catastrophes : il s'agit de promouvoir l'étude, la prévention, le contrôle et la prévision des catastrophes naturelles, y compris le rassemblement et la diffusion d'informations sur les progrès techniques pertinents.

22.3 Par sa résolution 3243 (XXIX) du 29 novembre 1974, l'Assemblée générale a demandé le renforcement de la capacité du Bureau du Coordonnateur afin que puisse être mis sur pied un dispositif mondial effectif et efficace de mobilisation et de coordination des secours en cas de catastrophe, sans préjudice des améliorations qui pourraient être apportées au rôle que joue le Bureau en ce qui concerne la prévention des catastrophes et la planification en prévision des catastrophes, dans la limite des autres ressources dont il dispose. Cette résolution prévoyait également que les dépenses supplémentaires qu'entraînerait le renforcement de la capacité du Bureau devraient être financées à l'aide de contributions volontaires au cours de la première année (1975) et au cours de l'exercice biennal 1976-1977. Comme suite à cette résolution, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur a été constitué. L'existence dudit fonds a été prolongée par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 31/173 du 21 décembre 1976 et de sa décision 33/429 du 19 décembre 1978.

22.4 L'Assemblée générale a réaffirmé à plusieurs reprises la nécessité de renforcer les moyens du Bureau en lui assurant une assise financière solide et durable, non seulement pour des raisons humanitaires mais aussi à cause des avantages économiques qui peuvent découler d'arrangements plus efficaces en matière de prévention des catastrophes et de planification préalable (résolution 31/173, 32/56 du 8 décembre 1977, 33/22 du 29 novembre 1978 et 34/55 du 29 novembre 1979).

22.5 A ses trente-deuxième et trente-quatrième sessions, l'Assemblée générale a accepté d'inscrire au budget ordinaire, avec effet au début de l'exercice 1978-1979 et de l'exercice 1980-1981 respectivement, certains postes et les dépenses correspondantes qui étaient précédemment finan-

cés par le Fonds d'affectation spéciale. Environ 65 p. 100 des dépenses du Bureau du Coordonnateur sont désormais imputés sur le budget ordinaire.

22.6 Le programme de travail du Bureau du Coordonnateur découle, d'une manière générale, du mandat qui est énoncé dans la résolution 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale. La demande énoncée au paragraphe 5 de la résolution 3440 (XXX) du 9 décembre 1975 et concernant la formulation d'une stratégie internationale visant à prévenir les catastrophes a constitué un nouvel élément de ce programme de travail.

22.7 Tous changements dans l'exécution des stratégies adoptées pour atteindre les objectifs identifiés dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>1</sup> résultent en général de l'application de nouvelles techniques ou technologies : les objectifs demeurent les mêmes.

22.8 Un ordre de priorité a été arrêté pour les sous-programmes concernant la coordination des secours. Dans les autres secteurs, les éléments de programme doivent être considérés comme ayant une importance égale, car il serait assez difficile d'attribuer un rang de priorité élevé ou un rang de priorité faible à des activités qui ont un objet humanitaire consistant à atténuer ou empêcher des souffrances humaines ou à réduire ou éliminer des pertes économiques ou un gaspillage de ressources.

22.9 On se rappellera que des questions concernant le mandat et le rôle du Bureau du Coordonnateur ont été soulevées dans le rapport annuel du Secrétaire général sur ledit Bureau pour l'année 1979/80 (A/35/228). Le Corps commun d'inspection vient de terminer son évaluation du programme du Bureau du Coordonnateur qui porte surtout sur la période 1976-1980 (JIU/REP/80/11). Comme le rapport du Corps commun d'inspection n'a pas encore été soumis pour examen à l'Assemblée générale et aux autres organes intergouvernementaux, les propositions faites dans le présent projet de budget sont fondées uniquement sur la structure et les tâches actuelles du Bureau du Coordonnateur. S'il paraît souhaitable, étant donné les résultats de l'examen du rapport du Corps commun par les organes intergouvernementaux, de modifier les propositions qui sont faites actuellement, le Secrétaire général le fera ultérieurement.

#### *Fonds extra-budgétaires*

22.10 Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur, qui a été constitué conformément aux résolutions 3243 (XXIX), 3440 (XXX) et 3532 (XXX) de l'Assemblée générale (cette dernière en date du 17 décembre 1975) afin d'augmenter les ressources financières mises à la disposition du Bureau du Coordonnateur, a été prorogé de nouveau pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 1982. Le total des ressources de ce fonds d'affectation spéciale est estimé pour 1982-1983 à 1 609 300 dollars, qui devraient provenir de contributions volontaires. Ces fonds sont dépensés pour le programme de base du Bureau du Coordonnateur et ne servent pas à couvrir le coût de projets relatifs aux secours en cas de catastrophe.

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1)*, vol. I, chap. 8.

22.11 En outre, on estime qu'il faudra 600 000 dollars de contributions volontaires pour continuer la série de projets de coopération technique visant à améliorer la prévention des catastrophes et la planification préalable dans plusieurs

pays sujets à des catastrophes naturelles. Comme les années précédentes, le Bureau du Coordonnateur exécutera probablement une partie de ces projets en utilisant des fonds versés expressément à des fins déterminées.

### A. - Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)

TABLEAU 22.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. - COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	478,3	34,1	-	38,9	73,0	551,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,7	(0,1)	-	0,5	0,4	7,1
Heures supplémentaires	0,7	-	-	-	-	0,7
Groupes spéciaux d'experts	10,9	-	-	0,9	0,9	11,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres dépenses communes de personnel	131,6	9,8	-	11,1	20,9	152,5
Frais de voyage du personnel	51,3	(20,9)	-	2,4	(18,5)	32,8
Frais généraux de fonctionnement	1,6	(1,6)	-	-	(1,6)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
<b>Total</b>	<b>691,0</b>	<b>21,3</b>	<b>-</b>	<b>53,8</b>	<b>75,1</b>	<b>766,1</b>

TABLEAU 22.7 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
712,3	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : compte secondaire pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur :		
Postes permanents	54,6	105,2
Personnel temporaire	2,0	-
Heures supplémentaires	0,3	0,5
Dépenses communes de personnel	14,2	27,2
Frais de voyage du personnel	36,5	25,0
Total b)	107,6	157,9
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	107,6	157,9

Total, coûts directs	924,0
----------------------	-------

(924,0)
---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 22.8. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	1	1	2	2	3	3
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

## A. – Direction exécutive et administration

22.12 Le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe relève directement du Secrétaire général devant qui il est responsable de l'exécution des tâches énoncées dans la résolution 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

22.13 Les ressources nécessaires à ce titre (6 600 dollars) doivent permettre de couvrir le coût du personnel temporaire (agents des services généraux) nécessaire pour remplacer du personnel en congé de maternité (environ quatre mois en tout) ou en congé de maladie de longue durée.

*Groupes spéciaux d'experts*

22.14 Les ressources nécessaires à ce titre (10 900 dollars) doivent permettre de couvrir en partie pendant l'exercice biennal le coût de trois réunions du Groupe consultatif technique chargé de conseiller le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe. Ce groupe consultatif se

compose de six personnes ayant une vaste expérience des questions relatives aux catastrophes naturelles. Les membres du Groupe conseillent le Coordonnateur au sujet de questions générales et particulières concernant la gestion des secours, la prévention des catastrophes et la planification préalable. Le Groupe consultatif tient normalement ses réunions chaque année à Genève et parfois aussi à New York. Chaque réunion dure trois jours. Les conseils donnés à cette occasion peuvent porter sur n'importe lequel des éléments de programme du programme "Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes" ou sur tous ces éléments de programme, et peuvent donner lieu à la formulation de nouveaux éléments de programme.

*Frais de voyage du personnel*

22.15 Les ressources nécessaires à ce titre (30 400 dollars) doivent permettre à des fonctionnaires de se rendre pendant l'exercice biennal 1982-1983 :

a) A la session de l'Assemblée générale et à la première session ordinaire du Conseil économique et social;

b) A deux réunions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et à quatre réunions des Fonctionnaires désignés pour s'occuper des questions d'environnement;

c) Auprès de donateurs et dans les pays sujets à des catastrophes ou frappés par des catastrophes.

Tous ces voyages sont entrepris pour permettre au Coordonnateur de s'acquitter des fonctions qui lui incombent en vertu de la résolution 2816 (XXVI) de l'Assemblée générale. Le crédit prévu au budget ordinaire sera complété par des fonds extra-budgétaires.

## B. – Programme d'activité : coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes

TABLEAU 22.9. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 064,3	110,7	15,4	133,9	260,0	2 324,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	40,7	(0,3)	(7,2)	2,5	(5,0)	35,7
Consultants	13,4	(0,1)	-	1,0	0,9	14,3
Heures supplémentaires	10,3	(0,1)	-	0,8	0,7	11,0
Groupes spéciaux d'experts	9,5	(0,1)	-	0,7	0,6	10,1
Dépenses communes de personnel	542,7	23,3	4,2	34,0	61,5	604,2
Frais de voyage du personnel	183,4	(1,3)	-	13,9	12,6	196,0
Imprimerie et reliure	9,1	(0,1)	-	0,7	0,6	9,7
Frais généraux de fonctionnement	62,0	1,7	-	4,8	6,5	68,5
Doncs	720,0	-	-	-	-	720,0
<b>Total</b>	<b>3 655,4</b>	<b>133,7</b>	<b>12,4</b>	<b>192,3</b>	<b>338,4</b>	<b>3 993,8</b>

TABLEAU 22.9 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépendances non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 789,1	12,4	-	-	12,4	0,3%

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : compte secondaire pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur :		
Postes permanents	408,1	494,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,7	-
Consultants	95,0	65,0
Heures supplémentaires	1,8	1,5
Groupes spéciaux d'experts	5,6	6,0
Dépenses communes de personnel	110,6	128,1
Frais de voyage du personnel	72,7	85,0
Services contractuels	78,8	14,5
Frais généraux de fonctionnement	2,0	2,5
Communications	142,7	150,0
Services divers	5,0	5,0
Mobilier et matériel	4,0	-
Total b)	933,0	952,3
c) Projets opérationnels		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : compte secondaire pour les activités de coopération technique	900,0	600,0
Total c)	900,0	600,0
Total a), b) et c)	1 833,0	1 552,3

Total, coûts directs	5 546,1
----------------------	---------

2 652,7
---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	8 198,9
---	---------

TABLEAU 22.10. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	1	1	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	2	-	1	1	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	2	1	-	4	2
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>18</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	9	9	5	5	14	14
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
<b>Autres catégories</b>						
	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>33</b>	<b>33</b>

**B. - Programme d'activité : coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes**

22.16 Ce programme, qui comprend trois sous-programmes (la coordination des secours en cas de catastrophe, la planification préalable et la prévention des catastrophes), est exécuté par le Service de la coordination des secours, de la planification préalable et de la prévention des catastrophes. Les trois sous-programmes, leurs éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

**Sous-programme 1. Coordination des secours en cas de catastrophe**

a) Ressources naturelles. - Budget ordinaire : 2 835 600 dollars (71 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds

extra-budgétaires : 676 100 dollars (71 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 8.11 à 8.18.

c) Eléments de programme :

1.1 Opérations de coordination des secours\*

**Produit** : participation probable du Bureau du Coordonnateur aux activités de mobilisation, de direction et de coordination des secours pour 20 à 30 grandes catastrophes; activités de moindre envergure dans le cas d'une cinquantaine (au maximum) de catastrophes de moindre ampleur, et maintien en permanence du dispositif requis pour permettre une intervention efficace.

\* Priorités relatives : ces éléments de programme sont interdépendants et, si le premier d'entre eux absorbe la majeure partie des ressources et se trouve être le plus important, les deux autres sont néanmoins considérés comme essentiels pour l'appuyer.



### 1.2 Constitution et exploitation d'une banque de données

*Produit intermédiaire* : services d'appui nécessaires pour le sous-programme "Coordination des secours" et, dans une certaine mesure, pour le sous-programme "Planification préalable", ces services consistant à fournir les informations à jour nécessaires pour permettre d'exécuter les travaux relevant de ces sous-programmes.

### 1.3 Amélioration des arrangements actuels en prévision des catastrophes et conclusion de nouveaux arrangements avec les donateurs

*Produits* : des réunions de pays donateurs ont normalement lieu tous les ans à Genève. En outre, des missions seront envoyées dans les capitales des pays donateurs pour discuter de questions liées à l'amélioration des arrangements pris en prévision des catastrophes, activité continue du sous-programme.

## *Sous-programme 2. Planification préalable*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 878 600 dollars (22 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 209 500 dollars (22 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 8.19 à 8.26.

c) Éléments de programme :

#### 2.1 Coopération technique

*Produit* : on peut s'attendre à recevoir chaque année de gouvernements 10 à 15 demandes d'assistance dans divers domaines de la planification préalable. Si les demandes ne sont pas suffisamment précises, des fonctionnaires du Bureau du Coordonnateur se rendront dans les pays intéressés pour déterminer exactement quels sont les services spécialisés requis et s'il existe du personnel de contrepartie qualifié, avant qu'une mission de coopération technique soit mise sur pied. C'est le Bureau du Coordonnateur qui fournira l'appui administratif et technique nécessaire à ces missions. Des mesures seront prises pour donner suite aux rapports des missions, de concert avec les gouvernements intéressés, et veiller à ce que les recommandations formulées soient adoptées dans toute la mesure possible, l'assistance allant en priorité aux pays les plus sujets à des catastrophes naturelles. Le Bureau du Coordonnateur doit également rester en liaison constante avec les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, y compris la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, de façon à éviter tout double emploi et, si possible, à promouvoir des projets d'assistance technique bilatérale permettant de libérer des fonds du Bureau du Coordonnateur afin de les consacrer à des projets prioritaires pour lesquels on ne peut trouver de donateur bilatéral. La participation du Bureau du Coordonnateur au *Typhoon Operational Experiment* représentera un produit particulier, du fait que l'élément "alerte et information" de ce projet intéresse particulièrement le Bureau.

#### 2.2 Formation

*Produit* : le Bureau du Coordonnateur contribuera de diverses façons (financement, organisation, participation effective ou sous forme de documentation), pendant l'exercice biennal, à environ huit séminaires sur la planification préalable organisés à l'intention de fonctionnaires des gouvernements et autres personnes ayant des responsa-

bilité directes dans ce domaine. Des réunions de formation seront également organisées en trois ou quatre occasions à l'intention des représentants résidents du PNUD en poste dans des pays sujets à des catastrophes naturelles, pour leur permettre de mieux faire face à leurs responsabilités en cas de catastrophe.

### 2.3 Mesures propres à accélérer les secours internationaux et études sur la planification préalable.

## *Sous-programme 3. Prévention des catastrophes*

a) Ressources nécessaires. — Budget ordinaire : 279 600 dollars (7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 66 700 dollars (7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 8.27 à 8.34.

c) Éléments de programme :

#### 3.1 Coopération technique pour la promotion de la prévention des catastrophes

*Produit* : sur la demande des gouvernements et dans la limite des fonds disponibles, des missions seront envoyées dans des régions ou des pays en développement sujets à des catastrophes naturelles pour aider les services gouvernementaux et les autres services responsables de l'aménagement du territoire à prendre des décisions judicieuses quant à la localisation de projets de développement. Ces activités faciliteront en outre la prise en considération de facteurs liés à la prévention des catastrophes lors de la planification et de la formulation des projets d'organismes des Nations Unies (ONUDI, PNUD et Banque mondiale, par exemple) ou de banques internationales de développement qui exécutent ou financent des projets de développement.

#### 3.2 Formulation, acceptation et application d'une stratégie internationale de prévention des catastrophes

*Produit* : le Bureau du Coordonnateur continuera à participer, avec l'UNESCO, aux réunions annuelles du Comité consultatif international sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques. Il participera également aux travaux du Groupe de travail spécial sur les éruptions volcaniques, la prévention des accidents et les activités de relèvement, et notamment aux activités consécutives à l'Année internationale des personnes handicapées et à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

#### 3.3 Utilisation des techniques de téléobservation de la terre par satellite pour la prévention des catastrophes, la planification préalable et les secours

*Produit* : le Bureau du Coordonnateur continuera à coopérer avec le PNUD, la FAO, l'UNESCO, le Conseil international des unions scientifiques et un certain nombre de pays, notamment les États-Unis d'Amérique, aux fins suivantes : a) mise au point de techniques simples de surveillance permettant de prévoir et d'annoncer les phénomènes naturels susceptibles de causer des catastrophes; b) formation de ressortissants de pays en développement sujets aux catastrophes naturelles pour leur apprendre à utiliser ces techniques; et c) diffusion d'informations sur l'évolution des techniques.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

22.17 Sur le total des mois de travail d'administrateur qui sont demandés pour 1982-1983, 97 p. 100 environ seront affectés à des éléments de programme qui étaient en cours en 1980-1981 et se poursuivront en 1982-1983, et 3 p. 100 des éléments de programme nouveaux dont l'exécution commencera en 1982-1983.

*Reclassement de postes*

22.18 Il est proposé de reclasser P-3 un poste P-2 de la Section de l'Asie et du Pacifique, conformément au classement des postes du Bureau du Coordonnateur qui a été achevé en 1980 par la Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel). Pour compenser le coût de ce reclassement, il est recommandé de déclasser à P-2 un poste P-3 relevant du programme "Administration et services communs".

22.19 Trois postes P-2 de coordonnateur, affectés à chacune des trois sections géographiques du Bureau (Afrique, Moyen-Orient et Europe, Asie et Pacifique, Amérique latine), ont été classés P-3 par la Section du classement des emplois. Le premier de ces postes (Section de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe) est financé à l'aide de fonds extra-budgétaires (Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur). Les deux autres postes sont financés par des crédits du budget ordinaire. Le poste affecté à la Section de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe a été reclassé P-3 en 1981. Le deuxième poste, affecté à la Section de l'Asie et du Pacifique, fait l'objet de la présente demande de reclassement. Il n'est pas demandé pour le moment de reclasser le troisième poste (Section de l'Amérique latine), car on n'est pas en mesure de proposer de déclasser pour compenser le coût du reclassement.

22.20 Initialement, lorsque le tableau des effectifs du Bureau du Coordonnateur a été proposé en 1975, après la création du Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement du Bureau, deux des postes P-2 des sections régionales devaient être utilisés comme postes de stagiaire afin de permettre au Bureau de former de jeunes fonctionnaires s'intéressant aux opérations de secours et possédant les aptitudes requises.

22.21 En janvier 1978, les deux divisions initiales ont été fusionnées et les travaux ont été organisés par région. Il n'y a cependant que quatre postes d'administrateur par section. Chaque fois que le Bureau du Coordonnateur doit intervenir après une catastrophe, deux administrateurs au moins doivent être envoyés dans le pays sinistré, les deux autres restant à Genève pour travailler (aidés, le cas échéant, par des fonctionnaires d'autres sections) au Centre de coordination. Les quatre administrateurs de chaque section doivent donc avoir suffisamment d'expérience et un grade suffisamment élevé pour s'acquitter de tâches de fond importantes aussi bien sur les lieux des catastrophes qu'à Genève, d'autant plus qu'étant donné le petit nombre d'administrateurs affectés à chaque section géographique, il est souvent difficile d'en envoyer plus d'un sur place. En

particulier pour la coordination des secours sur le terrain, les fonctionnaires en question ont à traiter avec les représentants d'autres organismes des Nations Unies dans le pays ou la région, lesquels ont souvent un rang assez élevé. D'autre part, le personnel que le Bureau du Coordonnateur envoie sur place doit négocier à l'échelon ministériel avec les autorités de l'Etat sinistré et, sur le plan diplomatique, avec les missions des gouvernements donateurs. Les missions des Nations Unies chargées d'évaluer les dommages et les besoins, ou celles qui sont financées par les Nations Unies, travaillent généralement sous la direction du Bureau du Coordonnateur. Il est donc d'autant plus important que tous les administrateurs que le Bureau du Coordonnateur envoie sur les lieux des catastrophes aient à la fois l'expérience et le grade voulus pour exercer des fonctions de responsabilité et prendre, souvent de leur propre initiative, des décisions sur des questions qui sont d'ordinaire du ressort d'administrateurs de rang plus élevé.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

22.22 Les ressources nécessaires à ce titre (33 200 dollars) accusent une diminution de 7 200 dollars; elles permettront, en cas de grande catastrophe, de recruter du personnel temporaire à Genève pour remplacer des fonctionnaires envoyés en mission pour assister les équipes des Nations Unies chargées d'évaluer les dommages et les besoins, ou de rétribuer des administrateurs supplémentaires pour évaluer sur les lieux des catastrophes les dommages et les besoins (élément de programme 1.1).

*Consultants*

22.23 Les ressources nécessaires à ce titre (13 300 dollars) doivent permettre : a) d'accorder l'assistance spécialisée qui peut être nécessaire pour les activités découlant de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (1981); et b) d'aider à faire des études sur les moyens de minimiser les effets néfastes que les catastrophes naturelles peuvent avoir sur le processus de développement, études qui seront entreprises dans le cadre du "programme d'action immédiat" et du "nouveau programme substantiel d'action pour les années 80" demandés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans sa résolution 122 (V).

*Groupes spéciaux d'experts*

22.24 Les ressources nécessaires à ce titre (9 400 dollars) doivent permettre au Bureau du Coordonnateur de participer aux frais du Comité consultatif international UNESCO/Bureau du Coordonnateur sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques, activité qui relève de l'élément de programme 3.2. Les réunions ont lieu chaque année à Paris ou à Genève pendant quatre ou cinq jours. Les frais sont supportés une année par l'UNESCO et l'année suivante par le Bureau du Coordonnateur. C'est ce dernier qui accueillera les réunions du Comité en 1982.

*Frais de voyage du personnel*

22.25 Les ressources nécessaires à ce titre (182 100 dollars) correspondent à la part du coût total du programme de voyages du Service qui est imputée sur le budget ordinaire; ce programme de voyages comprend les principaux éléments ci-après :

a) Voyages d'un fonctionnaire qui se rend deux fois pendant l'exercice biennal aux sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social;

b) Voyages nécessaires pour participer à environ 19 réunions et colloques en Amérique du Nord, en Europe, en Asie et dans le Pacifique, consacrés à la planification préalable, la coopération technique et la formation (éléments de programme 2.1 et 2.2);

c) Vingt-cinq missions environ dans les pays sinistrés, pour coordonner les opérations de secours et aider à l'évaluation des dommages et des besoins (élément de programme 1.1);

d) Une trentaine de missions consacrées à la planification préalable, et cinq missions environ dans des pays donateurs (élément de programme 1.3).

**Imprimerie**

22.26 Les ressources prévues à ce titre (9 000 dollars) doivent permettre de réimprimer la brochure "L'UNDRO en dix questions et dix réponses", épuisée en anglais, arabe et espagnol, et d'imprimer le bimensuel "UNDRO News", qui informe 5 500 personnes ou organismes du monde entier sur les activités du Bureau du Coordonnateur.

**Frais généraux de fonctionnement**

22.27 Les ressources prévues à ce titre (63 700 dollars) doivent permettre de couvrir une partie des frais ci-après :

a) Location de terminaux d'ordinateurs et de lignes de télex pour transmettre des rapports sur la situation dans les zones sinistrées et stocker des données sur les pays sujets aux catastrophes;

b) Services d'agence de presse sur lesquels le Bureau du Coordonnateur doit compter pour les informations concernant les catastrophes survenues;

c) Location du réseau téléphonique d'urgence du Bureau du Coordonnateur, et appels téléphoniques interurbains et internationaux.

**Dons**

22.28 Un montant de 720 000 dollars est nécessaire au budget ordinaire pour que l'ONU puisse faire des dons, ne dépassant pas normalement 30 000 dollars dans chaque cas, pour aider à fournir des secours immédiats après une catastrophe, conformément aux résolutions 2816 (XXVI) et 34/230 A de l'Assemblée générale (cette dernière en date du 20 décembre 1979) [élément de programme 1.1 (Opérations de coordination des secours)].

**C. – Appui aux programmes : services administratifs et services communs**

TABLEAU 22.11. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	311,1	12,5	(15,4)	19,2	16,3	327,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	87,2	(0,5)	(18,0)	5,2	(13,3)	73,9
Heures supplémentaires	0,5	-	-	-	-	0,5
Dépenses communes de personnel	80,7	3,5	(4,2)	5,2	4,5	85,2
Frais généraux de fonctionnement	4,2	(0,1)	-	0,3	0,2	4,4
<b>Total</b>	<b>483,7</b>	<b>15,4</b>	<b>(37,6)</b>	<b>29,9</b>	<b>7,7</b>	<b>491,4</b>

TABLEAU 22.11 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
499,1	(37,6)	-	-	(37,6)	(7,5) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : compte secondaire pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur :		
Postes permanents	277,3	335,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	52,1	66,2
Heures supplémentaires	1,4	1,0
Dépenses communes de personnel	67,8	86,8
Frais généraux de fonctionnement	1,7	1,5
Services divers	5,0	5,0
Fournitures diverses	2,8	3,5
Mobilier et matériel	15,5	-
Total b)	423,6	499,1
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	423,6	499,1

Total, coûts directs	990,5
----------------------	-------

(990,5)
---------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 22.12. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	1	–	2	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	–	–	1	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	–	1	–	–	–	1
Total	2	2	1	1	3	3
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	1	–	2	1
Autres classes	1	1	3	4	4	5
Total	2	2	4	4	6	6
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

## C. – Appui aux programmes : services administratifs et services communs

*Déclassement de poste*

22.29 A la suite du classement des emplois d'administrateur qui a été achevé en 1980, la Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel) a recommandé de déclasser à P-2 un poste de fonctionnaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe (P-3). On se propose de donner effet à cette recommandation au cours de l'exercice biennal 1982-1983. Ce déclassement compense le coût du reclassement proposé plus haut dans le paragraphe 2.

*Personnel temporaire*

22.30 Les ressources nécessaires à ce titre (68 700 dollars) accusent une diminution de 18 000 dollars. Ces ressources permettront de fournir à l'Office des Nations Unies à Genève du personnel temporaire (agents des services généraux) pour l'aider à faire face aux tâches administratives supplémentaires qui découlent des activités du Bureau dans le domaine de la coordination des secours. Des fonds extra-budgétaires permettront de couvrir une part égale des dépenses relatives au personnel temporaire.

## CHAPITRE 23. – DROITS DE L'HOMME

### TABLEAU 23.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
10 431,0	(810,3)	(7,7)	-	-	628,3	6,0	(182,0)	(1,7)	10 249,0

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 620,7	-	-	-	-	- %

##### 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	17,0	a/
<b>Total a)</b>	17,0	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	290,0	350,0
Fonds des Nations Unies pour le Chili	147,5	a/
Fonds d'affectation spéciale pour le séminaire sur le rôle de la police dans la protection des droits de l'homme	58,7	-
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de recherche sur le droit au développement	66,9	-
<b>Total b)</b>	557,2	350,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	574,2	350,0

<b>Total, coûts directs</b>	10 599,0
-----------------------------	----------

<b>18 169,2</b>
-----------------

#### B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	28 768,2
---	----------

a/ Chiffre non connu actuellement.

TABLEAU 23.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981			Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					Ajustements spéciaux (7)
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)		Autres objets de dépense (6)			
			Total (8)			Total (8)					
A. Organes directeurs	1 701,7	823,8	-	36,5	-	(5,8)	-	(793,1)	908,6		
B. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	1 498,2	-	-	-	43,7	(0,3)	-	43,4	1 541,6		
C. Activités dans le domaine des droits de l'homme	7 231,1	350,1	178,0	-	116,6	(5,1)	-	(60,6)	7 170,5		
Total	10 431,0	1 173,9	178,0	36,5	160,3	(11,2)	-	(810,3)	9 620,7		

TABLEAU 23.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources de (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs	1 701,7	(793,1)	-	60,9	(732,2)	(43,0)	969,5	-
B. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	1 498,2	43,4	(7,0)	113,1	149,5	9,9	1 647,7	(0,4)
C. Activités dans le domaine des droits de l'homme	7 231,1	(60,6)	7,0	454,3	400,7	5,5	7 631,8	-
Total	10 431,0	(810,30)	-	628,3	(182,0)	(1,7)	10 249,0	-

TABLEAU 23.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							
Postes permanents	6 164,2	268,8	-	414,0	682,8	6 847,0	-
Personnel temporaire pour les réunions	3,8	(3,8)	-	-	(3,8)	-	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	604,6	(413,0)	(8,8)	13,8	(408,0)	196,6	(4,5)
Consultants	66,4	(40,1)	8,8	2,7	(28,6)	37,8	33,4
Heures supplémentaires	38,5	(4,2)	-	2,7	(1,5)	37,0	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-
Autres dépenses communes de personnel	1 618,5	69,5	-	108,5	178,0	1 796,5	-
Frais de voyage :							
Frais de voyage des représentants	1 310,1	(542,8)	-	58,7	(484,1)	826,0	-
Personnel envoyé à des sessions	212,0	(57,5)	-	11,7	(45,8)	166,2	-
Autres voyages autorisés	29,7	(14,5)	-	1,2	(13,3)	16,4	-
Imprimerie et reliure	194,9	(1,5)	-	14,7	13,2	208,1	-
Honoraires	75,5	36,5	-	-	36,5	112,0	-
Frais généraux de fonctionnement	96,4	(96,4)	-	-	(96,4)	-	-
Location et entretien du matériel	10,3	(10,3)	-	-	(10,3)	-	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5	-
Services divers	2,5	-	-	0,2	0,2	2,7	-
Fournitures et accessoires	1,0	(1,0)	-	-	(1,0)	-	-
Total	10 431,0	(810,3)	-	628,3	(182,0)	10 249,0	-



TABLEAU 23.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des droits de l'homme

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	9	9	-	-	9	9
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	14	14	-	-	14	14
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	14	14	-	-	14	14
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	8	8	-	-	8	8
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>48</b>	<b>48</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	31	31	-	-	31	31
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>81</b>	<b>81</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>81</b>	<b>81</b>

## TABLEAU 23.6. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 23		
		A	B	C
<b>Chapitre 28.</b>				
A	31,1	-	5,2	25,9
B	25,6	3,1	4,0	18,5
C	71,5	-	13,2	58,3
D	-	-	-	-
E	15,4	1,9	2,4	11,1
F	38,6	4,8	6,0	27,8
G	-	-	-	-
H	439,7	-	98,1	341,6
I	930,6	-	930,6	-
J	46,0	-	8,6	37,4
K	13,1	-	2,4	10,7
L	22,4	-	4,1	18,3
M	-	-	-	-
<b>Chapitre 29.</b>				
A	286,2	286,2	-	-
B	15 674,3	15 674,3	-	-
E et F	321,0	-	-	321,0
<b>Chapitre 6. a/</b>	253,2	-	-	253,2
<b>REPARTITION DES COÛTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE</b>				
B.	-	898,4	2 722,3	1 824,0
<b>TOTAL, COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>	18 169,2	16 869,2	1 647,7	2 947,7
<b>COÛTS DIRECTS</b>	10 599,0	1 319,5	1 647,7	7 631,8
<b>TOTAL, COÛTS DIRECTS ET COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>	28 768,2	18 118,7	-	10 579,5

a/ Correspond à la planification et à la coordination des programmes.

Sens des lettres de la première colonne :

- Chapitre 28. Administration, finances et gestion
- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
  - B. Bureau des services financiers
  - C. Bureau des services du personnel
  - D. Bureau des services généraux (New York)
  - E. Service de gestion administrative
  - F. Division de vérification intérieure des comptes
  - G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
  - H. Division de l'administration (Genève)
  - I. Division des services généraux (Genève)
  - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
  - K. Dépenses diverses
  - L. Activités administratives financées en commun
  - M. Services administratifs (Vienne)

## Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Direction exécutive et administration
- C. Activités dans le domaine des droits de l'homme

### Droits de l'homme

23.1 Le programme de travail dans le domaine des droits de l'homme découle des objectifs énoncés au paragraphe 3 de l'Article 1, au paragraphe 1, *b*, de l'Article 13, et aux Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, à savoir réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre humanitaire, faciliter la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

23.2 La Division des droits de l'homme est le principal service du Secrétariat qui contribue à la réalisation du programme de travail mentionné ci-dessus. Elle est chargée de la direction exécutive et de l'administration du programme, de l'exécution des politiques et des programmes établis par les divers organes directeurs et leurs organes subsidiaires, de l'assistance à fournir lorsqu'il y a lieu d'exercer des bons offices ou de s'acquitter d'autres tâches diplomatiques ou de missions de conciliation, ainsi que de l'appui au programme.

23.3 Le projet de budget-programme soumis pour l'exercice biennal 1982-1983 est fondé sur la même structure de sous-programmes que celle qui avait été retenue dans le budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981 et dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983, compte tenu de nouvelles tâches arrêtées par les organes qui s'occupent des droits de l'homme, ainsi que des tâches achevées ou dont on prévoyait qu'elles seraient achevées au cours de l'exercice biennal précédent.

23.4 Les ressources nécessaires pour ce chapitre du budget-programme ne comprennent aucun élément de croissance réelle par rapport à la base réévaluée des ressources de 1980-1981. L'examen du secteur du Secrétariat qui est chargé des droits de l'homme, examen que l'Assemblée générale, au paragraphe 2 de sa résolution 34/47 du 23 novembre 1979, avait demandé au Secrétaire général de faire afin de veiller à ce que ce secteur se voie attribuer des ressources financières et autres suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions, n'a pas encore été achevé. S'il s'avérait nécessaire, à la suite de cet examen, de modifier le montant des crédits demandés à ce chapitre du budget-programme, le Secrétaire général présenterait à l'Assemblée une proposition distincte à cet effet.

## A. - Organes directeurs

TABLEAU 23.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
i) Commission des droits de l'homme Frais de voyage des représentants	107,1	(0,7)	-	8,2	7,5	114,6
ii) Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités Frais de voyage des représentants	300,3	(2,1)	-	22,8	20,7	321,0
iii) Comité des droits de l'homme Frais de voyage des représentants	365,4	(2,7)	-	27,7	25,0	390,4
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	29,6	(0,3)	-	2,2	1,9	31,5
Honoraires	75,5	36,5	-	-	36,5	112,0
Total partiel iii)	470,5	33,5	-	29,9	63,4	533,9
iv) Groupe spécial d'experts pour l'Afrique australe Personnel temporaire	12,4	(12,4)	-	-	(12,4)	-
Consultants	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
Frais de voyage des représentants	60,6	(60,6)	-	-	(60,6)	-

TABLEAU 23.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	18,9	(18,9)	-	-	(18,9)	-
Frais généraux de fonctionnement	18,0	(18,0)	-	-	(18,0)	-
Fournitures et accessoires	1,0	(1,0)	-	-	(1,0)	-
<b>Total partiel iv)</b>	<b>120,9</b>	<b>(120,9)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(120,9)</b>	<b>-</b>
<b>v) Rapporteur spécial sur la situation concernant les droits de l'homme au Chili</b>						
Personnel temporaire	15,6	(15,6)	-	-	(15,6)	-
Heures supplémentaires	2,0	(2,0)	-	-	(2,0)	-
Frais de voyage des représentants	51,8	(51,8)	-	-	(51,8)	-
Frais de voyage du personnel	4,4	(4,4)	-	-	(4,4)	-
Frais généraux de fonctionnement	1,2	(1,2)	-	-	(1,2)	-
<b>Total partiel v)</b>	<b>75,0</b>	<b>(75,0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(75,0)</b>	<b>-</b>
<b>vi) Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés</b>						
Personnel temporaire	305,9	(305,9)	-	-	(305,9)	-
Heures supplémentaires	2,0	(2,0)	-	-	(2,0)	-

TABLEAU 23.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	98,5	(98,5)	-	-	(98,5)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	26,0	(26,0)	-	-	(26,0)	-
Frais généraux de fonctionnement	69,6	(69,6)	-	-	(69,6)	-
Total partiel vi)	502,0	(502,0)	-	-	(502,0)	-
vii) Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de personnes						
Personnel temporaire	80,4	(80,4)	-	-	(80,4)	-
Frais de voyage des représentants	27,9	(27,9)	-	-	(27,9)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	7,3	(7,3)	-	-	(7,3)	-
Location et entretien du matériel	10,3	(10,3)	-	-	(10,3)	-
Total partiel vii)	125,9	(125,9)	-	-	(125,9)	-
Total	1 701,7	(793,1)	-	60,9	(732,2)	969,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
908,6	-	-	-	-	- %

TABLEAU 23.7 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
<b>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale :</b>		
Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants	290,0	350,0
<b>Total b)</b>	290,0	350,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	290,0	350,0

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 319,5</b>
-----------------------------	----------------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>16 869,2</b>
-----------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>18 118,7</b>
---	-----------------

**A. – Organes directeurs**

23.5 Les principaux organes directeurs du programme sont l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale participent également au processus de prise des décisions. Les décisions de la Sous-Commission doivent être approuvées par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social. Le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sont des organes indépendants, créés en application de traités et dont le secrétariat est assuré par l'Organisation des Nations Unies.

**Organes subsidiaires**

23.6 Les organes directeurs susmentionnés sont secondés par les organes subsidiaires suivants :

a) Organe subsidiaire de l'Assemblée générale :  
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (résolution 35/122 C de l'Assemblée générale)<sup>1</sup> ;

b) Organe subsidiaire du Conseil économique et social :  
Groupe de travail de session du Conseil économique et social chargé d'examiner les rapports des Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux

<sup>1</sup> Le mandat de cet organe subsidiaire est renouvelé sur décision de l'Assemblée générale.

et culturels [résolution 1988 (LX) et décision 1978/10 du Conseil économique et social]<sup>2</sup> ;

c) Organes subsidiaires de la Commission des droits de l'homme :

- i) Comité spécial des rapports périodiques [résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social]<sup>3</sup> ;
  - ii) Groupe de travail chargé de l'étude des situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme [décision 8 (XXXVI) de la Commission]<sup>4</sup> ;
  - iii) Groupe spécial d'experts pour l'Afrique australe [résolutions 12 (XXXV) et 9 (XXXVI) de la Commission]<sup>4</sup> ;
  - iv) Groupe des Trois créé en application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (art. IX) ;
  - v) Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de personnes<sup>4</sup>.
- d) Organes subsidiaires de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :
- i) Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social et résolution 3 (XXIV) de la Sous-Commission] ;
  - ii) Groupe de travail sur l'esclavage et les pratiques esclavagistes [résolution 11 (XXVII) de la Sous-Commission] ;
  - iii) Groupe de travail de session sur les mesures visant à encourager l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme [résolution 1 B (XXXII) de la Sous-Commission] ;
- e) Organe subsidiaire du Comité des droits de l'homme : Groupe de travail de cinq membres chargé d'examiner les communications.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

a) *Commission des droits de l'homme*

*Frais de voyage des représentants*

23.7 Les ressources nécessaires pour ce sous-programme (106 400 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage effectifs des 43 membres de la Commission qui se rendront à une session chaque année durant l'exercice biennal.

<sup>2</sup> Le Conseil économique et social a décidé de revoir à sa session d'organisation pour 1981 les arrangements qu'il a prévus pour l'examen des rapports soumis en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

<sup>3</sup> Cet organe subsidiaire s'occupe d'un élément de programme dont le Secrétaire général a recommandé la suppression.

<sup>4</sup> Le mandat de ce groupe est renouvelé sur décision de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social.

b) *Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités*

*Frais de voyage des représentants*

23.8 Les ressources nécessaires pour ce sous-programme (298 200 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres qui assistent aux sessions ordinaires de la Sous-Commission ainsi que l'indemnité de subsistance de cinq membres qui assistent aux réunions de deux groupes de travail pendant une période de cinq jours ouvrables avant la session annuelle ordinaire de la Sous-Commission.

c) *Comité des droits de l'homme*

*Frais de voyage des représentants*

23.9 Les ressources nécessaires pour ce sous-programme (362 700 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des 18 membres qui assistent à trois sessions du Comité chaque année (normalement deux à Genève et une à New York) ainsi que l'indemnité de subsistance des membres des groupes de travail du Comité qui se réunissent immédiatement avant ses sessions ordinaires.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)*

23.10 Les ressources nécessaires à ce titre (29 300 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de fonctionnaires de la Division des droits de l'homme qui se rendent de Genève à New York pour fournir les services fonctionnels nécessaires à une session du Comité par an.

*Honoraires*

23.11 Le montant de 112 000 dollars représente le coût total des honoraires à verser aux 18 membres du Comité (3 000 dollars par an pour 17 membres et 5 000 dollars par an pour le membre qui remplit les fonctions de président du Comité).

d) *Sous-programmes soumis à renouvellement*

23.12 Aucun crédit n'est demandé pour le moment pour le Groupe spécial d'experts pour l'Afrique australe, le Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation concernant les droits de l'homme au Chili, le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de personnes, car les mandats de ces organes et leurs programmes de travail doivent être soumis chaque année à l'examen de l'Assemblée générale, dans le cas du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, et du Conseil économique et social dans le cas des trois autres organes.



**B. – Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)**

**TABLEAU 23.8. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COUTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 153,1	33,9	-	87,0	120,9	1 274,0
Heures supplémentaires	14,1	(0,1)	(7,0)	0,6	(6,5)	7,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	313,0	9,8	-	24,2	34,0	347,0
Frais de voyage du personnel	15,4	(0,2)	-	1,2	1,0	16,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5
<b>Total</b>	<b>1 498,2</b>	<b>43,4</b>	<b>(7,0)</b>	<b>113,1</b>	<b>149,5</b>	<b>1 647,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 541,6	(7,0)	-	-	(7,0)	0,4 %

2) *Fonds extra-budgetaires*

-

**Total, coûts directs** 1 647,7

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(1 647,7)

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

TABLEAU 23.9. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2a/	2a/	-	-	2a/	2a/
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2a/	2a/	-	-	2a/	2a/
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	8	8	-	-	8	8
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2a/	2a/	-	-	2a/	2a/
Autres classes	5a/	5a/	-	-	5a/	5a/
Total	7	7	-	-	7	7
TOTAL GENERAL	15	15	-	-	15	15

a/ Dont un poste affecté au Bureau de liaison de New York.

## B. - Direction exécutive et administration

23.13 Les activités exécutées au titre de ce programme par la Division des droits de l'homme et décrites aux paragraphes 9.2 à 9.10 du volume 1 du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 consistent à planifier et à diriger la réalisation des objectifs du programme et à coordonner les activités entreprises par les divers organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

23.14 Ce programme permet en outre d'obtenir les produits suivants :

a) Appui fonctionnel fourni à la Troisième Commission de l'Assemblée générale et à ses groupes de travail s'occupant de questions relatives aux droits de l'homme (quatrième trimestre de 1982 et de 1983);

b) Appui fonctionnel fourni à la Commission des droits de l'homme (premier trimestre de 1982 et de 1983);

c) Appui fonctionnel fourni au Conseil économique et social pour les questions relatives aux droits de l'homme (produit intermédiaire, second trimestre de 1982 et de 1983).

23.15 Ce programme est exécuté avec l'aide du Bureau de liaison de New York, dont les attributions sont les suivantes :

a) Coordonner les activités de la Division avec celles des services du Secrétariat au Siège et celles des organisations et institutions internationales situées en Amérique du Nord;

b) Assurer la liaison avec les missions permanentes des Etats Membres, les missions d'observateurs et les organisations non gouvernementales au Siège;

c) Participer aux réunions intéressant le programme relatif aux droits de l'homme;

d) Aider à assurer le service des sessions des organes qui s'occupent des droits de l'homme au Siège;

e) Fournir au Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale les informations et l'assistance dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions dans le domaine des droits de l'homme.

*Ressources nécessaires**(aux taux révisés de 1981)**Frais de voyage du personnel*

23.16 Le montant des ressources nécessaires à ce titre (15 200 dollars) n'a pas changé. Ces ressources doivent permettre de couvrir les frais de voyage du Directeur de la Division et de son adjoint lorsqu'ils doivent se rendre à des réunions et tenir des consultations sur des questions relatives au programme de travail.

*Heures supplémentaires*

23.17 Les montants prévus pour l'ensemble du chapitre 23 afin de couvrir le coût des heures supplémentaires n'ont pas changé, mais il est proposé de transférer 7 000 dollars de ce programme au programme des activités dans le domaine des droits de l'homme. Le total des ressources nécessaires pour ce programme sera donc réduit de 7 000 dollars.

## C. – Activités dans le domaine des droits de l'homme

TABLEAU 23.10. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	5 011,1	234,9	-	327,0	561,9	5 573,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	194,1	(2,5)	(8,8)	13,8	2,5	196,6
Consultants	56,4	(30,1)	8,8	2,7	(18,6)	37,8
Heures supplémentaires	20,4	(0,1)	7,0	2,1	9,0	29,4
Dépenses communes de personnel	1 305,5	59,7	-	84,3	144,0	1 449,5
Frais de voyage des représentants	298,5	(298,5)	-	-	(298,5)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (services fonctionnels)	137,5	(12,3)	-	9,5	(2,8)	134,7
Autres voyages autorisés du personnel	2,6	(2,6)	-	-	(2,6)	-
Imprimerie et reliure	194,9	(1,5)	-	14,7	13,2	208,1
Frais généraux de fonctionnement	7,6	(7,6)	-	-	(7,6)	-
Services divers	2,5	-	-	0,2	0,2	2,7
<b>Total</b>	<b>7 231,1</b>	<b>(60,6)</b>	<b>7,0</b>	<b>454,3</b>	<b>400,7</b>	<b>7 631,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 170,5	7,0	-	-	7,0	- %

TABLEAU 23.10 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	17,0	-
Total a)	17,0	-
b) Activités de fond		
Fonds des Nations Unies pour le Chili	147,5	a/
Fonds d'affectation spéciale pour le Séminaire sur le rôle de la police dans la protection des droits de l'homme	61,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour le Projet de recherche sur le droit au développement	58,7	-
Total b)	267,2	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	284,2	-

Total, coûts directs	7 631,8
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

2 947,7
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	10 579,5
--	----------

a/ Chiffre non connu actuellement.

TABLEAU 23.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : activités dans le domaine des droits de l'homme

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	12	12	-	-	12	12
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	13	13	-	-	13	13
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	-	-	7	7
Total	40	40	-	-	40	40
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	26	26	-	-	26	26
Total	26	26	-	-	26	26
TOTAL GENERAL	66	66	-	-	66	66

## C. – Activités dans le domaine des droits de l'homme

23.18 Le programme comprend quatre sous-programmes, dont les éléments sont décrits ci-après en détail :

*Sous-programme 1. Application des instruments internationaux et des procédures établies par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme*

a) Ressources nécessaires : 3 848 300 dollars (40 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 9.11 à 9.27.

c) Éléments de programme :

1.1 Application des procédures ordinaires de contrôle\*  
*Produits :*

i) Dépouillement, publication et présentation au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des rapports reçus des Etats parties (qui étaient au nombre de 107 au 1er octobre 1980) à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (premier et troisième trimestres de 1982 et de 1983);

ii) Dépouillement, publication et présentation au Comité des droits de l'homme des rapports reçus des Etats parties (qui étaient au nombre de 64 au 1er octobre 1980)

\* Rang de priorité le plus élevé.

au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (premier, troisième et quatrième trimestres de 1982 et de 1983);

iii) Dépouillement, publication et présentation au Conseil économique et social des rapports reçus des Etats parties (qui étaient au nombre de 65 au 1er octobre 1980) au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (deuxième et troisième trimestres de 1982 et de 1983);

iv) Dépouillement, publication et présentation à la Commission des droits de l'homme des rapports reçus des Etats parties (qui étaient au nombre de 58 au 1er octobre 1980) à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (premier trimestre de 1982 et de 1983);

v) Rapports au Conseil économique et social contenant des résumés analytiques des rapports présentés par les Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en application des dispositions dudit Pacte (premier trimestre de 1982 et de 1983);

vi) Rapports (Directives générales) aux Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, établis par le Secrétaire général conformément au programme fixé par le Conseil dans sa résolution 1988 (LX) en application des dispositions de l'article 17 du Pacte (premier trimestre de 1982 et de 1983);

vii) Dépouillement, publication et présentation au Conseil économique et social des rapports reçus des institutions spécialisées (OIT, UNESCO, FAO et OMS) en application des dispositions de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (premier trimestre de 1982 et de 1983);

viii) Rapport (Documents officiels : décisions) de la Réunion des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (premier trimestre de 1982);

ix) Rapport (études) au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale concernant le contrôle et l'application des articles 4 et 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en prévision de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1982);

x) Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités concernant les mesures prises par les Etats pour ratifier les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ne sont pas encore parties ou adhérer à ces instruments (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

xi) Services fonctionnels nécessaires pour la Réunion des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (une réunion au cours de l'exercice biennal 1982-1983);

xii) Services fonctionnels nécessaires pour la Réunion des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (une réunion au cours de l'exercice biennal 1982-1983);

xiii) Services fonctionnels nécessaires pour deux sessions annuelles du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, y compris établissement du projet de rapport du Comité qui sera présenté à l'Assemblée générale (premier et troisième trimestres de 1982 et de 1983);

xiv) Services fonctionnels nécessaires pour trois sessions annuelles du Comité des droits de l'homme, y compris

établissement du projet de rapport du Comité qui sera présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social (premier, troisième et quatrième trimestres de 1982 et de 1983);

xv) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de session du Conseil économique et social chargé de surveiller l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (une session en 1982 et une en 1983);

xvi) Services fonctionnels nécessaires pour les sessions annuelles du Groupe des trois de la Commission des droits de l'homme chargé de surveiller l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (premier trimestre de 1982 et de 1983);

xvii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (sessions annuelles, troisième trimestre de 1982 et de 1983).

Les produits ci-après, identifiés comme étant d'utilité marginale dans le rapport du Secrétaire général sur l'identification des activités achevées, dépassées, d'utilité marginale ou inefficaces (A/C.5/35/40), présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session, ont été éliminés :

i) Dépouillement, publication et présentation à la Commission des droits de l'homme des rapports périodiques reçus des Etats Membres qui ne sont pas encore parties aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, en application des résolutions 1074 C (XXXIX) et 1596 (L) du Conseil économique et social (premier trimestre de 1982 et de 1983);

ii) Dépouillement, publication et présentation à la Commission des droits de l'homme des rapports périodiques reçus des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application des résolutions 1074 C (XXXIX) et 1596 (L) du Conseil économique et social (premier trimestre de 1982 et de 1983);

iii) Rapport à la Commission des droits de l'homme contenant des résumés analytiques des rapports présentés par les Etats Membres (voir plus haut al. x).

Il est proposé d'éliminer au cours de l'exercice biennal 1982-1983 le produit ci-après, considéré comme étant d'utilité marginale :

iv) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité spécial des rapports périodiques de la Commission des droits de l'homme (une réunion en 1982-1983).

1.2 Application des procédures établies pour connaître des allégations de violations des droits de l'homme

*Produits :*

i) Dépouillement des communications (plaintes individuelles) reçues en application du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (25 Etats parties au 14 novembre 1980), y compris établissement de rapports analytiques et de fiches récapitulatives détaillées pour chaque communication et échange de correspondance avec les auteurs et les Etats intéressés (1982 et 1983);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail du Comité des droits de l'homme chargé d'examiner les communications susmentionnées (premier et troisième trimestres de 1982 et de 1983);

iii) Dépouillement des 40 000 à 50 000 communications reçues chaque année (en dehors de celles qui se rapportent au Protocole facultatif) concernant diverses questions relatives aux droits de l'homme, y compris les allégations de violations des droits de l'homme; classement, indexage et analyse de ces communications, et échange de correspondance avec les auteurs et les Etats intéressés (1982, 1983);

iv) Rapports mensuels aux membres de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, contenant des résumés des communications reçues et rapports mensuels résumant la teneur des réponses y relatives des gouvernements;

v) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités chargé d'examiner les communications susmentionnées et les réponses des gouvernements (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

vi) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les situations particulières concernant les droits de l'homme, renvoyées à la Commission des droits de l'homme par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social (premier trimestre de 1982 et de 1983);

vii) Rapports trimestriels aux membres de la Commission des droits de l'homme touchant l'application des décisions confidentielles prises par la Commission à propos de situations particulières concernant les droits de l'homme, en application de la résolution susmentionnée;

viii) Etudes confidentielles, missions de bons offices ou autres activités similaires décidées par la Commission des droits de l'homme ou la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en vertu des procédures établies pour connaître des allégations de violations des droits de l'homme;

ix) Rapports au Conseil économique et social relatifs aux allégations de violations des droits syndicaux, en application des procédures établies par le Conseil dans sa résolution 277 (X) [premier trimestre de 1982 et de 1983].

1.3 Assistance aux organes chargés de l'application de procédures spéciales, notamment aux organes spéciaux d'enquête ou d'établissement des faits

*Produits :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, y compris établissement du projet de rapport du Comité qui sera présenté à l'Assemblée générale;

ii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe spécial d'experts pour l'Afrique australe, y compris établissement du projet de rapport du Groupe spécial à la Commission des droits de l'homme (trois réunions en 1982 et en 1983);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de personnes, y compris établissement du rapport du Groupe de travail à la Commission des droits de l'homme (trois réunions en 1982 et en 1983);

iv) Services fonctionnels nécessaires au cours de l'exercice biennal pour douze missions d'enquête ou de contact direct qu'il est prévu de réaliser au cours de l'exercice, sur décision de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social.

*Sous-programme 2. Etablissement de normes, recherches, études et lutte contre les mesures discriminatoires*

a) Ressources nécessaires : 2 309 000 dollars (24 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 9.28 à 9.86; décisions 1980/124 à 1980/131 du Conseil économique et social.

c) Eléments de programme :

2.1 Etablissement de normes

*Produits :*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance (premier trimestre de 1982 et de 1983);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (premier trimestre de 1982 et de 1983);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer une convention relative aux droits de l'enfant (premier trimestre de 1982 et de 1983);

iv) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques (premier trimestre de 1982 et de 1983).

2.2 Recherches et études\*\*

*Produits :*

i) Rapport à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire (troisième trimestre de 1982);

ii) Rapport à la Commission des droits de l'homme concernant les dimensions régionales et nationales du droit au développement (premier trimestre de 1982);

iii) Rapport à la Sous-Commission concernant le nouvel ordre économique international et les droits de l'homme (troisième trimestre de 1982);

iv) Rapport à la Sous-Commission concernant le statut des personnes au regard des normes internationales des droits de l'homme (troisième trimestre de 1983);

v) Rapport à la Sous-Commission contenant les réponses reçues des gouvernements et des organismes intergouvernementaux sur les droits des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

vi) Rapport à la Sous-Commission concernant les droits des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (résumés analytiques des com-

\*\* Rang de priorité le plus faible.

munications reçues des organisations non gouvernementales) (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

vii) Rapport à la Sous-Commission concernant la servitude pour dettes (troisième trimestre de 1982).

### 2.3 Lutte contre les mesures discriminatoires

#### Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

ii) Rapport annuel à la Sous-Commission contenant des listes de banques, sociétés et autres organismes qui accordent une assistance aux régimes racistes d'Afrique australe, ainsi qu'une description du type et de l'importance de l'assistance ainsi fournie (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail de la Sous-Commission sur l'esclavage et les pratiques esclavagistes (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

iv) Rapport annuel à la Sous-Commission concernant l'évolution de la situation dans les domaines dont elle s'occupe (troisième trimestre de 1982 et de 1983).

### Sous-programme 3. Services consultatifs et publications

a) Ressources nécessaires : 1 731 000 dollars (18 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 9.87 à 9.97; résolution 1980/30 du Conseil économique et social.

c) Eléments de programme :

#### 3.1 Documentation et publications

##### Produits :

i) *Annuaire des droits de l'homme des Nations Unies* (publication annuelle);

ii) *Bulletin des droits de l'homme* (trimestriel);

iii) *Status of Human Rights International Instruments* (trimestriel);

iv) *Notice* (Nations Unies, Division des droits de l'homme) [mensuel];

v) Edition mise à jour de la publication *Activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme* (troisième trimestre de 1983);

vi) Edition mise à jour du volume *Droits de l'homme — recueil d'instruments internationaux des Nations Unies*;

vii) Produit intermédiaire : chapitres de l'*Annuaire des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme*;

viii) Produit intermédiaire : contribution de fond à l'exécution d'un programme d'action mondial pour la diffusion des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le plus grand nombre de langues possible (en collaboration avec le Département de l'information).

#### 3.2 Services consultatifs

##### Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour quatre séminaires et deux cours régionaux de formation dans le domaine des droits de l'homme (1983);

ii) Octroi d'une cinquantaine de bourses d'étude et de formation pratique concernant les droits de l'homme à des fonctionnaires et chargés de cours universitaires, originaires principalement de pays en développement;

iii) Fourniture de services d'experts aux gouvernements qui en font la demande;

iv) Organisation de la célébration du trente-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment l'octroi de prix des droits de l'homme;

v) Produit intermédiaire : chapitres du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme*.

### Sous-programme 4. Mise en œuvre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

a) Ressources nécessaires : 1 731 700 dollars (18 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 9.98 à 9.107; résolution 1980/28 du Conseil économique et social; résolution 34/24 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

4.1 Organisation de séminaires à la demande d'organes directeurs

*Produit* : services fonctionnels nécessaires pour deux séminaires régionaux sur les méthodes de lutte contre le racisme et la discrimination raciale (l'un en 1982 et l'autre en 1983).

4.2 Etudes sur le racisme et la discrimination raciale demandées par les organes directeurs

##### Produits :

i) Rapport à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités concernant les effets, pour les différentes races, des lois relatives à l'immigration adoptées par les Etats Membres, les mesures prises le cas échéant pour éliminer de ces lois le racisme et la discrimination raciale et les nouvelles mesures de sauvegarde ou de garantie contre le racisme et la discrimination raciale qu'il pourrait être nécessaire d'adopter dans l'application desdites lois (troisième trimestre de 1982);

ii) Rapport à la Sous-Commission concernant les mesures propres à améliorer et à renforcer les procédures de recours, aux niveaux national et local, offertes aux personnes victimes de discrimination raciale (troisième trimestre de 1982);

iii) Rapport à la Sous-Commission concernant les traitements discriminatoires dans l'administration de la justice pénale (deuxième trimestre de 1982);

iv) Rapport à l'Assemblée générale concernant les relations entre la lutte contre la discrimination raciale et la lutte pour l'autodétermination en Afrique australe (troisième trimestre de 1982);

v) Rapport à la Sous-Commission concernant les moyens propres à assurer la mise en œuvre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'*apartheid*, le racisme et la discrimination raciale (troisième trimestre de 1982);

vi) Etude à présenter à l'Assemblée générale concernant les mesures concrètes visant à mettre un terme à la collaboration et à l'assistance prêtées aux régimes racistes (troisième trimestre de 1982);

vii) Produit intermédiaire : contribution de fond pour la publication de brochures destinées à faire connaître au public les résultats des études établies par la Sous-Commission au sujet de la discrimination raciale et la protection des minorités.



#### 4.3 Rapports aux organes directeurs

*Produit* : rapports au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale concernant les mesures prises par les gouvernements et les organisations internationales pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale (premier et troisième trimestres de 1982 et de 1983).

#### 4.4 Préparation de la seconde Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

*Produit* : services fonctionnels nécessaires pour la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1983).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Transfert de ressources en personnel (administrateurs)*

23.19 On prévoit que des ressources correspondant à un total de 868 mois de travail d'administrateur seront libérées du fait de l'achèvement ou de la suppression d'éléments de programme en 1980-1981. Ce chiffre représente 90 p. 100 des mois de travail d'administrateur demandés au titre du présent programme pour 1982-1983. Sur le total des mois de travail d'administrateur demandés pour 1982-1983, environ 96 p. 100 seront affectés à des éléments de programme en cours et dont l'exécution se poursuivra en 1982-1983, et 4 p. 100 à de nouveaux éléments de programme dont l'exécution commencera en 1982-1983.

##### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

23.20 Les ressources nécessaires à cette rubrique (182 000 dollars), qui fait apparaître une diminution de 8 800 dollars correspondant à un montant désormais inscrit à la rubrique "consultants" doivent permettre de financer les activités ci-après :

a) Aider à établir deux études que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a l'intention de présenter à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1983), et pour lesquelles l'Assemblée générale, dans sa résolution 35/33, a prié le Secrétaire général de fournir l'assistance nécessaire (six mois de travail d'administrateur de la classe P-3);

b) Répondre aux besoins urgents en matière de procédures d'enquête et de procédures spéciales, qui naissent invariablement lorsque des organes chargés des droits de l'homme décident d'appliquer lesdites procédures dans les cas de violations des droits de l'homme présentant un caractère d'urgence (six mois de travail d'administrateur de la classe P-3 et six mois de travail d'agent des services généraux);

c) Aider à établir les numéros d'appels de l'*Annuaire des droits de l'homme* (douze mois de travail d'administrateur de la classe P-3 et six mois de travail d'agent des services généraux);

d) Fournir des services de secrétariat et de dactylographie pour faire face au surcroît de travail en période de réunions et pour achever des rapports et études (six mois de travail);

e) Remplacer les agents des services généraux en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

##### *Consultants*

23.21 Les ressources nécessaires à cette rubrique (35 100 dollars), qui font apparaître une augmentation de 8 800

dollars correspondant à un montant inscrit précédemment à la rubrique du personnel temporaire affecté à des tâches générales, doivent permettre de financer pendant l'exercice biennal 1982-1983 neuf mois de travail de consultant nécessaires pour : a) établir des listes annuelles de banques, sociétés transnationales et autres organisations qui soutiennent les régimes racistes d'Afrique australe [en application de la résolution 11 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, de la décision 1980/131 du Conseil économique et social et de la résolution 2 (XXXIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités] (cinq mois de travail); et b) mettre à jour la publication intitulée "Activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme" (quatre mois de travail).

##### *Heures supplémentaires*

23.22 Les ressources nécessaires (27 300 dollars), qui font apparaître une augmentation de 7 000 dollars correspondant à un montant précédemment affecté au programme "Direction exécutive et administration", doivent permettre d'assurer le service de deux sessions de la Commission des droits de l'homme, deux sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, six sessions du Comité des droits de l'homme, quatre sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 25 séances de groupes de travail spéciaux et, en ce qui concerne les séances dont le service est assuré par le Bureau de liaison au Siège, celles de la Troisième Commission de l'Assemblée générale.

##### *Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions*

23.23 Les ressources nécessaires (125 200 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de fonctionnaires de la Division des droits de l'homme chargés d'assurer le service des sessions annuelles à New York : a) du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; b) du Conseil économique et social (première session ordinaire); et c) de l'Assemblée générale.

##### *Imprimerie et reliure*

23.24 Les ressources nécessaires (193 400 dollars) doivent permettre de couvrir le coût du programme de publications de la Division des droits de l'homme approuvé par le Comité des publications, compte tenu des mandats que les divers organes délibérants ont confiés à la Division (voir plus haut l'élément de programme 3.1). Ces ressources sont gérées centralement par l'Office des Nations Unies à Genève.

##### *Services divers*

23.25 Les ressources nécessaires (2 500 dollars) doivent permettre d'acheter divers articles et services (fournitures et matériel de bureau non standard, abonnements à des journaux et revues spécialisées, dictionnaires et ouvrages de référence). En outre, l'expérience acquise pour ce qui est des services à fournir aux missions d'enquête montre que celles-ci occasionnent habituellement des dépenses diverses minimales mais imprévisibles, pour lesquelles il faut également prévoir des ressources.

## CHAPITRE 24. – PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE

### TABLEAU 24.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COUTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
28 034,8	842,2	3,0	-	-	3 381,5	12,0	4 223,7	15,0	32 258,5

##### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
28 877,0	-	-	-	-	- %

-

##### 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	32 258,5
----------------------	----------

-

#### B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	32 258,5
--	----------

**TABEAU 24.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Eléments de programme	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Services consultatifs sectoriels	14 282,9	-	-	-	453,3	0,6	453,9	453,9	14 736,8	
B. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	6 830,6	-	-	-	339,7	-	339,7	339,7	7 170,3	
C. Développement industriel	6 921,3	-	-	-	48,6	-	48,6	48,6	6 969,9	
<b>Total</b>	<b>28 034,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>841,6</b>	<b>0,6<sup>a/</sup></b>	<b>842,2</b>	<b>842,2</b>	<b>28 877,0</b>	

a/ Correction technique.

**TABEAU 24.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR ELEMENT DE PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Eléments de programme	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Services consultatifs sectoriels	14 282,9	453,9	-	1 825,4	2279,3	15,9	16 562,2	-
B. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	6 830,6	339,7	-	1 103,1	1442,8	21,1	8 273,4	-
C. Développement industriel	6 921,3	48,6	-	453,0	501,6	7,2	7 422,9	-
<b>Total</b>	<b>28 034,8</b>	<b>842,2</b>	<b>-</b>	<b>3 381,5</b>	<b>4223,7</b>	<b>15,0</b>	<b>32 258,5</b>	<b>-</b>

### Programme ordinaire de coopération technique

24.1 Le programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies complète l'assistance offerte aux pays en développement dans le cadre d'autres programmes et permet de donner suite à des recommandations de fond des organes délibérants.

24.2 Les procédures d'établissement du programme et du budget pour le programme ordinaire de coopération technique ont été fixées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2514 (XXIV) du 21 novembre 1969, dans laquelle l'Assemblée approuvait les propositions contenues dans la résolution 1434 (XLVII) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1969. Conformément à ces procédures, le Secrétaire général formule ses prévisions de dépenses biennales au titre du programme en tenant compte des besoins exprimés par les pays et les régions en développement, ainsi que des recommandations des divers organes des Nations Unies participant à l'établissement du programme, y compris le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le Conseil du développement industriel. Les crédits demandés correspondent à des objectifs concernant les principaux domaines d'activité décrits ci-dessous. Dans le cadre de ces objectifs, le Secrétaire général approuve les projets particuliers fondés sur les demandes des gouvernements qui doivent être financés par le programme ordinaire. Des rapports annuels sur le programme et les projets exécutés sont soumis, selon le cas, au Conseil d'administration du PNUD et au Conseil du développement industriel.

24.3 Le programme comprend les éléments suivants :

a) Services consultatifs sectoriels, concernant les questions et politiques relatives au développement, l'administration et les finances publiques, les ressources naturelles, le développement social, les statistiques, les droits de l'homme, les établissements humains et le commerce international; ces activités sont exécutées, suivant le cas, par le Département de la coopération technique pour le développement, le Département des affaires économiques et sociales internationales, la Division des droits de l'homme, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

b) Services consultatifs régionaux et sous-régionaux; ces activités sont exécutées par les commissions régionales;

c) Développement industriel; les activités à ce titre sont exécutées par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

24.4 Bien qu'aucun crédit n'ait été demandé au présent chapitre au titre de la croissance des programmes, il a été tenu compte des effets de l'inflation et des variations des taux de change afin qu'il soit possible d'exécuter autant de projets qu'au cours de l'exercice biennal 1980-1981. On a procédé comme suit pour tenir compte des effets de l'inflation en 1982-1983 : pour tous les secteurs constituant l'élément de programme Services consultatifs sectoriels, à l'exception des secteurs Droits de l'homme, Etablissements humains et Commerce international, on a appliqué les taux d'inflation prévus pour New York (11 p. 100 en 1982 et 7 p. 100 en 1983); pour les secteurs Droits de l'homme et Commerce international, on a appliqué le taux d'inflation prévu pour Genève (5 p. 100 par an en 1982 et 1983); pour le secteur Etablissements humains et pour l'élément de

programme Services consultatifs régionaux et sous-régionaux, on a utilisé les taux d'inflation prévus pour Nairobi et pour le siège des commissions régionales (10 p. 100 par an en 1982 et 1983); enfin, pour l'élément de programme Développement industriel, on a appliqué les taux d'inflation prévus pour Vienne (6,5 p. 100 en 1982 et 6 p. 100 en 1983).

#### A. — Services consultatifs sectoriels

24.5 Les crédits demandés pour cet élément de programme (16 562 200 dollars) représentent 51,3 p. 100 du montant total des crédits demandés et seront utilisés pour fournir des services consultatifs dans les domaines suivants : questions et politiques relatives au développement, administration et finances publiques, ressources naturelles, développement social, statistiques, droits de l'homme, commerce international et établissements humains.

24.6 On consacrera les ressources aux activités dont l'effet de multiplication a été démontré et qui sont susceptibles d'avoir un impact important sur le développement, en prenant dûment en considération les politiques de développement globales fixées par les organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les besoins et les priorités de chaque pays. On insistera particulièrement sur les activités qui intéressent les pays les moins avancés et qui favorisent le développement de la coopération technique entre pays en développement.

24.7 Dans chaque secteur, on exécutera trois grands types d'activités pendant l'exercice biennal : services consultatifs à court terme, projets hors Siège et formation.

#### 1. — SERVICES CONSULTATIFS A COURT TERME

24.8 Dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique, des activités de coopération technique sous forme de services consultatifs à court terme peuvent être mises à la disposition des gouvernements qui en font la demande. Ces services consultatifs ont pour objectif essentiel de donner des conseils aux gouvernements pour les aider à prendre des décisions immédiates ou pour leur permettre de faire face aux besoins en matière de développement en choisissant et en formulant des projets qui seront soumis aux donateurs potentiels. On s'efforce particulièrement de fournir des services consultatifs pour résoudre les problèmes de développement critiques identifiés par les organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies concernant, par exemple, l'énergie, l'eau, le développement rural, l'approche intégrée (unifiée) du développement, la programmation par pays, notamment à l'intention des pays les moins avancés, et la gestion du développement. Dans la mesure où les services consultatifs à court terme sont fournis en réponse à des demandes spéciales formulées par les gouvernements, il est difficile de prévoir les besoins réels pour l'exercice biennal 1982-1983. Les prévisions de dépenses sont donc fondées sur les services fournis pendant l'exercice biennal 1980-1981.

24.9 On trouvera dans le tableau 24.4 ci-après la ventilation par secteur du nombre de mois de services consultatifs à court terme qui ont été fournis aux gouvernements en 1980-1981 et qu'il faudrait fournir en 1982-1983 et des ressources nécessaires à ce titre.

## 1. – SERVICES CONSULTATIFS A COURT TERME

TABLEAU 24.4. – VENTILATION DU NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL ET DES RESSOURCES NECESSAIRES, PAR SECTEUR

Secteur	Mois de travail de conseillers interrégionaux		Ressources nécessaires <sup>a/</sup> (En milliers de dollars des Etats-Unis)	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
Questions politiques relatives au développement	292	288	1 968,8	2 737,0
Ressources naturelles	296	312	1 968,3	2 945,0
Administration et finances publiques	168	168	1 294,4	1 563,9
Développement social	52	48	419,4	534,7
Statistiques	48	48	511,7	586,5
Commerce international	66	67	662,4	707,8
Etablissements humains	92	92	500,0	600,0
Total	1 014	1 023	7 325,0	9 674,9

<sup>a/</sup> Y compris les services de secrétariat pour les conseillers interrégionaux et toutes les dépenses entraînées par les missions de consultation. C'est la raison pour laquelle le montant des ressources nécessaires n'est pas directement lié au nombre de mois de travail des conseillers interrégionaux.

24.10 Compte tenu de l'expérience acquise pendant l'exercice biennal 1980-1981, on pense que le programme de services consultatifs à court terme sera exécuté de la façon suivante pendant la période 1982-1983.

*Questions et politiques relatives au développement*

24.11 On donnera des conseils aux pays en développement sur des questions touchant la planification économique et la gestion intersectorielle. De plus, conformément à la décision 79/22 du Conseil d'administration du PNUD, on aidera les gouvernements en appuyant la programmation par pays. Comme pendant le dernier exercice biennal, les conseillers interrégionaux pourront également participer à des missions d'étude économique organisées par le Bureau du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales dans le cadre des programmes spéciaux d'assistance économique.

*Ressources naturelles*

24.12 Conformément à la résolution 34/201 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1979, qui prévoit une aide aux pays en développement pour évaluer les ressources

financières dont ils ont besoin pour l'exploration des ressources naturelles, des ressources du programme ordinaire seront affectées aux activités dans ce domaine. On aidera les services nationaux qui s'occupent de l'énergie, s'ils en font la demande, à formuler des stratégies de développement en matière d'énergie. On prévoit également de donner des conseils dans les domaines suivants : gestion et législation des ressources pétrolières, sources d'énergie nouvelles, sources d'énergie non conventionnelles, géochimie exploratoire, industries extractives, hydrogéologie, ressources en eau, utilisation de l'informatique pour la mise en valeur des ressources en eau, infrastructures physiques, géologie du pétrole, réglementation de l'exploitation des ressources minérales, extraction et utilisation du charbon. Un conseiller régional en matière de transports sera affecté à la Commission économique pour l'Europe pendant 24 mois pendant la période biennale, conformément aux recommandations contenues dans la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir document *V/C.5/34/73*.

*Administration et finances publiques*

24.13 On compte donner des conseils aux gouvernements dans les domaines suivants : gestion de l'information et utilisation de l'informatique dans l'administration publique, gestion du personnel, entreprises publiques et réglementation de leur gestion, politiques et gestion fiscales, budgétisation et comptabilité, et réforme et développement des structures administratives.

*Développement social*

24.14 On prévoit de fournir des conseils aux gouvernements en ce qui concerne la planification sociale, le développement rural intégré, les politiques en faveur de la jeunesse et la réadaptation de personnes handicapées.

*Statistiques*

24.15 Pendant l'exercice biennal, on pense fournir des services consultatifs en ce qui concerne les statistiques économiques, sociales et démographiques et les méthodes informatiques.

*Commerce international*

24.16 On envisage les activités suivantes pendant l'exercice biennal :

## a) Intégration économique :

- i) Fournir une assistance aux groupements d'intégration des pays en développement pour appliquer les accords qu'ils ont déjà conclus et pour résoudre les problèmes que pose l'application de ces accords;
- ii) Aider les pays en développement désireux de participer à des schémas d'intégration à effectuer les travaux techniques de base nécessaires en vue de faciliter la conclusion de tels accords;

## b) Coopération en vue du développement du commerce :

- i) Favoriser les arrangements commerciaux préférentiels entre pays en développement;
- ii) Intensifier la coopération entre les organismes de commerce d'Etat;
- iii) Favoriser l'amélioration des systèmes d'achat d'importations grâce à des mesures de coopération entre pays en développement;
- iv) Faciliter la création d'entreprises commerciales multinationales entre pays en développement;

## c) Coopération monétaire et financière :

- i) Aider à mettre en place des accords de compensation et de paiement sous-régionaux et régionaux, à renforcer les arrangements existants et à créer des liens entre ces arrangements;
- ii) Développer les mécanismes de financement des échanges entre pays en développement, en s'intéressant particulièrement à la situation des pays les moins avancés;
- iii) Aider les pays à surmonter les obstacles monétaires et les problèmes de paiement qui s'opposent à l'expansion des échanges, y compris les problèmes liés aux taux de change et aux politiques de contrôle des changes.

*Etablissements humains*

24.17 On offrira aux gouvernements qui en font la demande des services consultatifs sous les formes suivantes :

a) Solutions à des problèmes spécifiques que posent le logement, les infrastructures et les services, et qu'une assistance internationale à court terme peut permettre de résoudre conformément aux priorités fixés par la Commission des établissements humains;

b) Conseils pour la reconstruction après les catastrophes;

c) Conseils directs pour des problèmes opérationnels;

d) Conseils particuliers aux pays les moins avancés.

En règle générale, les affectations au titre des services consultatifs à court terme seront limitées à un mois.

24.18 Toujours dans le cadre des services consultatifs à court terme, on s'efforcera de faire face aux besoins qui se posent en matière d'établissements humains à la suite des catastrophes. Ces activités ont pour but de fournir des services rapides d'urgence quand des établissements humains ont été gravement endommagés à la suite de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Ces services ne comprennent pas l'assistance à la reconstruction, mais doivent fournir un cadre consultatif dans lequel on pourra formuler par la suite des projets de coopération technique. L'expérience a montré qu'en donnant rapidement des conseils, on peut orienter efficacement les programmes de reconstruction entrepris par la suite, réaliser des économies plus importantes et améliorer l'efficacité des investissements à effectuer.

24.19 Une autre catégorie de missions à court terme doit permettre de donner des conseils directs dans des domaines opérationnels, par exemple pour préparer des directives pour des études, pour établir des procédures de passation des marchés, pour élaborer des critères en vue du choix des entrepreneurs et pour évaluer les recommandations présentées aux gouvernements par des consultants internationaux. Nombre de gouvernements, notamment dans les pays les moins avancés, n'ont pas les compétences voulues pour orienter et évaluer les programmes et les projets en matière d'établissements humains qui sont exécutés par du personnel international dans le cadre d'une assistance bilatérale ou par contrat avec le gouvernement. Il arrive donc souvent que les gouvernements ne tirent pas parti des résultats de ces services extérieurs puisqu'ils ne peuvent pas juger si le produit est approprié ou s'il est de qualité. Les conseils fournis consisteront à effectuer un examen impartial de ces activités et à faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures à prendre pour augmenter leur efficacité.

24.20 On envisage d'organiser une série de missions spéciales dans les pays les moins avancés pour leur donner des conseils sur la formulation de politiques en matière d'établissements humains et l'identification de programmes et de projets d'investissement dans ce domaine. Comme ces pays ne disposent pas de personnel formé et expérimenté, la planification en matière d'établissements humains n'y est généralement pas intégrée à la planification économique et sociale au niveau national et les programmes et les projets en matière d'établissements humains ne sont pas formulés de manière à faire ressortir leur coût-utilité potentiel. Il est prévu de fournir des conseils au niveau de la planification nationale, afin d'identifier les investissements en matière d'établissements humains qui présentent un potentiel coût-utilité élevé.

24.21 L'un des objectifs de cette activité consistera à conseiller les gouvernements des pays les moins avancés quant à la formulation des propositions d'investissement à soumettre aux organismes donateurs potentiels. En règle générale, les établissements humains des pays les moins avancés n'ont pas réussi à attirer des investissements d'infrastructure, et les systèmes de construction de logements sont extrêmement déficients. En augmentant dans une large mesure l'aide financière internationale, on pourrait améliorer sensiblement la situation au cours des décennies de développement à venir. Selon les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui se tiendra en 1981 et les annonces de contributions qui en découleront, on organisera des missions de suivi pour achever de recueillir des informations relatives aux projets qui sont susceptibles de bénéficier d'un financement multilatéral ou bilatéral. Ces missions s'attacheront aussi en particulier à identifier les projets susceptibles d'intéresser le Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

2. – PROJETS HORS SIEGE

24.22 Sous réserve des directives données par les organes délibérants concernés de l'Organisation des Nations Unies quant à l'utilisation des ressources du programme ordinaire, la coopération technique sous forme de projets hors Siège peut être fournie soit en réponse à des demandes spécifiques de gouvernements, soit comme suite à des propositions formulées par le Secrétariat pour satisfaire à des besoins généraux de développement qui ont été considérés comme particulièrement préoccupants. Comme les ressources sont limitées, elles ne sont généralement pas investies dans des projets de pays, à moins qu'il s'agisse indiscutablement de projets pilotes de caractère novateur dont les résultats puissent faire l'objet d'une application plus large.

24.23 En se fondant sur le programme exécuté en 1980-1981, on estime à 1 974 200 dollars les ressources nécessaires au titre des projets hors Siège en 1982-1983. Dans le tableau 24.5 ci-dessous, on trouvera la ventilation par secteur des ressources nécessaires en 1980-1981 et en 1982-1983 :

2. – PROJETS HORS SIEGE

TABLEAU 24.5. – VENTILATION DES RESSOURCES NECESSAIRES, PAR SECTEUR

Secteur	Ressources nécessaires (En milliers de dollars des Etats-Unis)	
	1980-1981	1982-1983
Questions et politiques relatives au développement	815,8	363,6
Ressources naturelles	1 057,9	555,0
Administration et finances publiques	-	272,5
Développement social	618,0	365,7
Statistiques	-	202,4
Etablissements humains	180,0	215,0
Total	2 671,7	1 974,2

24.24 Dans la mesure où les projets hors Siège prévus pour 1982-1983 sont encore en cours de préparation au moment de l'établissement du présent projet de budget-programme, les projets décrits dans les paragraphes ci-dessous sont en réalité des projets qui ont été entrepris en 1980-1981 et qui, pour la plupart, se poursuivront probablement au cours du prochain exercice biennal.

*Questions et politiques relatives au développement*

a) *Echange de données d'expérience et formation en vue du développement communautaire et de la mise au point de techniques appropriées*

24.25 Dans le cadre de ce projet multidisciplinaire, on a organisé des ateliers destinés à favoriser les échanges d'informations et de données d'expérience entre pays en développement sur les questions d'autosuffisance et de développement au niveau communautaire. Ces ateliers sont réalisés par une organisation non gouvernementale basée à Dakar (Sénégal), "Environnement et développement de l'Afrique" (ENDA), qui travaille en liaison avec un large réseau de responsables de communautés, d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche. Les participants aux ateliers sont essentiellement des agents de développement communautaire et des cadres intermédiaires qui sont très familiarisés avec les tâches quotidiennes à entreprendre pour faire face aux besoins fondamentaux de

l'homme, mais des chercheurs et des spécialistes y participent également. Les ateliers permettent de nouer de nouveaux contacts et d'organiser de nouveaux réseaux, et l'ENDA prépare des publications résumant les informations échangées, qui sont présentées de façon à pouvoir être diffusées largement à peu de frais. Parmi les ateliers organisés par l'ENDA en 1980, on peut mentionner celui qui s'est tenu au Niger sur les méthodes de recherche pour les pays du Sahel. Un autre atelier a été organisé au Bénin en vue de créer un réseau d'institutions chargées de s'occuper des techniques appropriées, par exemple des équipements permettant d'économiser l'énergie. Les éléments du projet consistent en un contrat de sous-traitance avec l'ENDA.

#### b) *Assistance à l'Office d'aménagement du bassin du Sénégal*

24.26 Dans le cadre de ce projet, une équipe multidisciplinaire d'experts a continué à aider l'Office, qui regroupe les Etats riverains — soit le Mali, la Mauritanie et le Sénégal — à renforcer sa capacité institutionnelle au niveau de décision le plus élevé. Une étude socio-économique fournissant des données de base en vue de l'établissement du plan directeur pour l'aménagement du bassin du Sénégal a été réalisée et, en 1980, les travaux relatifs à la mise en place d'un système permanent pour évaluer l'efficacité des projets d'aménagement du bassin du Sénégal ont commencé. Le projet a permis de mobiliser, par l'intermédiaire de plusieurs donateurs, des ressources considérables avec lesquelles il a été possible d'entreprendre deux grands projets de construction de barrages et de lancer un plan de développement rural et d'industrialisation. Les éléments du projet comprennent des services d'experts et de spécialistes nationaux, ainsi que des frais généraux de fonctionnement.

#### *Ressources naturelles*

##### a) *Exploitation des ressources en eau des petites îles*

24.27 Ce projet entre dans le cadre des priorités fixées par la Conférence des Nations Unies sur l'eau en aidant des pays en développement insulaires à faire le bilan des ressources en eau dont ils disposent, à évaluer leurs besoins actuels et à moyen terme et à améliorer leur approvisionnement en eau. Le projet pilote entrepris dans la région des Caraïbes doit devenir un projet interrégional et une mission exploratoire effectuée en 1980 a permis d'établir comment ce projet pouvait être étendu à l'océan Indien. Toujours dans le cadre du projet, un séminaire sur l'évaluation, la mise en valeur et l'exploitation des ressources en eau dans les petites îles océaniques des Caraïbes et de l'Atlantique ouest a été organisé en 1980 avec la participation de représentants de 24 pays en développement qui ont recommandé des mesures en vue de l'exploration des ressources en eau au niveau régional, ainsi que des modalités de coopération entre les pays et de normalisation du matériel de forage, afin de faciliter l'échange et l'utilisation en commun de matériel, s'il y a lieu, entre les îles. Les conclusions du séminaire seront mises à la disposition d'autres petits pays insulaires, selon que de besoin, au fur et à mesure que le projet sera étendu à d'autres régions. Les éléments du projet consistent en services d'experts, frais généraux de fonctionnement et activités de formation.

##### b) *Application de l'informatique en vue de l'exploitation des ressources en eau*

24.28 Conformément au Plan d'action de Mar del Plata, ce projet a permis de créer à Ezeiza (Argentine) un centre pilote de formation régionale pour la mise au point d'un système d'information sur la gestion et la planification des ressources nationales en eau. Dans l'étape initiale du projet, des méthodes de collecte, d'analyse, de stockage et de recherche d'informations sur les ressources en eau ont été mises au point. Ces méthodes ont été appliquées, en 1980, à d'autres pays en développement d'Amérique et d'Asie ayant des besoins similaires en matière de développement. Le coordonnateur du projet a également effectué plusieurs missions consultatives en vue de l'utilisation de l'informatique pour l'exploitation des ressources en eau. Les éléments du projet consistent en services d'experts, frais généraux de fonctionnement, matériel et activités de formation.

##### c) *Evaluation des possibilités de production hydro-électrique à petite échelle dans les pays les moins avancés*

24.29 Les ressources du programme ordinaire ont permis de favoriser une participation bilatérale à ce projet destiné à aider les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, à évaluer les possibilités d'exploiter les installations hydro-électriques à petite échelle. Des évaluations de cet ordre ont été réalisées dans deux pays en 1980 et cinq autres seront effectuées au début de l'année 1981. Les éléments du projet consistent en services d'experts, frais généraux de fonctionnement, matériel et activités de formation.

#### *Administration et finances publiques*

24.30 Dans le cadre d'un nouveau projet, qui doit démarrer en 1981, on étudiera l'évaluation de la performance dans les entreprises publiques. La première étude pilote sera probablement réalisée au Pakistan. On n'a pas encore mis au point dans le détail les éléments de ce projet.

#### *Développement social : participation des femmes aux activités de développement*

24.31 Il s'agit d'un projet pilote qui combine le renforcement du rôle des femmes dans l'économie et le bien-être de la population des régions rurales. Les résultats de ce projet de pays feront l'objet d'une application plus large. Dans le cadre du projet, on a favorisé la participation des femmes des régions rurales à des activités productrices de revenus, par le truchement de la formation et du développement communautaire, tout en introduisant des techniques au niveau du village pour alléger les tâches ménagères. On a réussi à obtenir des ressources financières d'origine bilatérale et du PNUD pour étendre les activités du projet à d'autres régions en développement du Swaziland. Les éléments du projet comportent des services d'experts, des frais généraux de fonctionnement, du matériel, des activités de formation et les services d'un spécialiste national.

#### *Statistiques : formation de statisticiens et de programmeurs des pays en développement*

24.32 Ce nouveau projet permettra à des statisticiens et à des programmeurs adjoints des pays en développement de



bénéficiaire d'une formation en cours d'emploi en étant placés auprès d'experts chargés de projets pertinents exécutés dans d'autres pays par le Département de la coopération technique pour le développement. Cet apprentissage présentera le double avantage de doter ces adjoints d'une formation et de faire bénéficier le projet de leurs services au cours de la formation. Les éléments du projet comprennent des bourses.

#### *Etablissements humains*

24.33 On prévoit que quatre projets pilotes seront lancés pendant l'exercice biennal 1982-1983. Les projets porteront sur les domaines suivants :

- a) Utilisation novatrice de matériaux de construction locaux;
- b) Mise en place de systèmes d'information améliorés;
- c) Développement de programmes de logements auto-assistés.

Les projets entrepris dans ces domaines répondront à des priorités identifiées dans les pays et tireront parti de l'expérience de base déjà acquise. On choisira le type de projet et l'endroit où il sera entrepris de façon à pouvoir l'appliquer aussi, dans toute la mesure du possible, dans d'autres pays présentant des caractéristiques socio-économiques et culturelles analogues. Ces projets permettront d'attirer l'attention des gouvernements sur les possi-

bilités techniques qui se présentent en matière d'établissements humains et de les convaincre qu'il est possible d'appliquer certaines idées qui pourraient faire l'objet de projets pilotes dans le cadre de programmes d'assistance. La contribution du programme ordinaire sera limitée à des conseils techniques et on prévoit que les matériaux ou d'autres formes d'aide seront fournis soit à titre bilatéral, soit par d'autres organismes, soit par le gouvernement du pays où est réalisé le projet.

### 3. — FORMATION

24.34 Des activités de formation seront organisées à l'intention des ressortissants des pays en développement dans les divers domaines entrant dans le cadre du présent élément de programme, l'accent étant mis en particulier sur les questions et politiques relatives au développement, les ressources naturelles, les droits de l'homme et les établissements humains. Cette formation sera assurée dans le cadre d'ateliers et de séminaires et des bourses individuelles seront octroyées.

24.35 Sur la base du programme exécuté en 1980-1981, on a estimé à 4 913 100 dollars le montant des ressources nécessaires au titre de la formation pour l'exercice 1982-1983. On trouvera dans le tableau 24.6 ci-dessous la ventilation par secteur des ressources nécessaires en 1980-1981 et en 1982-1983.

### 3. — FORMATION

TABLEAU 24.6. — VENTILATION DES RESSOURCES NECESSAIRES, PAR SECTEUR

Secteur	Ressources nécessaires (En milliers de dollars des Etats-Unis)	
	1980-1981	1982-1983
Questions et politiques relatives au développement	121,7	383,0
Ressources naturelles	716,0	493,2
Administration publique	453,3	326,5
Développement social	170,0	161,1
Statistiques	-	194,8
Droits de l'homme	474,3	618,1
Etablissements humains	261,5	280,9
Hors programme a/	2 089,4	2 455,5
<b>Total</b>	<b>4 286,2</b>	<b>4 913,1</b>

a/ Correspond aux montants que l'Organisation compte recevoir en monnaies non convertibles et qu'elle utilisera dans la mesure du possible.

24.36 Le plan des activités de formation pour l'exercice 1982-1983 n'était pas encore arrêté à la date d'élaboration du présent projet de budget-programme. On trouvera donc ci-après, à titre indicatif des ressources nécessaires pour la formation au cours de l'exercice biennal 1982-1983, un aperçu des activités entreprises en 1980-1981.

*Questions et politiques relatives au développement : activités de formation relatives à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement*

24.37 Ces activités, qui étaient comprises dans le programme prévu pour l'exercice biennal 1980-1981, devraient être exécutées pendant l'exercice biennal 1982-1983.

*Ressources naturelles*

a) *Voyage d'étude/atelier sur la maîtrise des eaux*

24.38 Cet atelier, d'une durée de deux semaines, qui s'est tenu en Chine en octobre 1980, a réuni 19 participants de 13 pays en développement de toutes les régions. Les participants ont étudié sur place les politiques et les techniques de maîtrise des eaux. Le rapport sur cet atelier, qui sera communiqué aux gouvernements participants ainsi qu'aux gouvernements et institutions intéressés, décrit les techniques, les méthodes et l'approche adoptées en République populaire de Chine en matière de prévention des inondations et de lutte contre leurs effets. Les éléments du projet comprennent les frais de voyage et les indemnités journalières de subsistance des participants, la documentation, le coût des services de consultants et les frais généraux de fonctionnement.

b) *Colloque interrégional sur les stratégies en matière de prospection pétrolière dans les pays en développement*

24.39 Ce colloque réunira 88 participants de 53 pays en développement pour examiner les moyens d'accélérer la prospection dans les pays en développement. Les participants examineront les politiques et mesures adoptées à l'échelon national et au niveau des institutions publiques et privées de l'extérieur, ainsi que de nouvelles manières d'envisager la coopération internationale. Le financement prévu pour ce colloque au titre du programme ordinaire couvre les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des participants de 20 pays appartenant au groupe des pays les moins avancés ainsi que les menus frais divers; une contribution du Gouvernement néerlandais permettra de couvrir toutes les autres dépenses.

c) *Voyage d'étude sur la production d'éthane*

24.40 Au titre de ce projet, une équipe de trois spécialistes de Fidji a séjourné pendant deux semaines au Brésil pour y étudier les techniques de production d'éthane. L'élément de projet concerne la formation (voyage d'étude).

*Administration publique*

a) *Réunion de travail sur la comptabilité publique et la vérification des comptes de l'Etat pour le développement*

24.41 Cette réunion de travail est convoquée conformément à la résolution 1979/47 du Conseil économique et

social dans laquelle le Conseil a reconnu le rôle nécessaire et important qui revient à la comptabilité publique et à la vérification des comptes de l'Etat dans la gestion efficace des plans et programmes nationaux de développement et dans la promotion de la coopération économique internationale et a prié le Secrétaire général de convoquer une réunion de travail sur la comptabilité publique et la vérification des comptes de l'Etat répondant particulièrement bien aux besoins des pays en développement. Cette réunion de travail, qui doit se tenir à New York en 1981, réunira 15 experts de haut niveau venant de toutes les régions. Les éléments du projet consistent en frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants.

b) *Séminaire interrégional sur la décentralisation en vue du développement*

24.42 Ce séminaire, qui doit se tenir au Soudan en juin 1981, permettra à 20 participants des pays en développement d'échanger des informations sur l'expérience récemment acquise par leurs gouvernements dans le domaine de la décentralisation en vue du développement, d'analyser ces informations et de formuler ensuite des directives en la matière. Les éléments du projet comprennent les frais de voyage et d'indemnité journalière de subsistance des participants, le coût des services de consultants et les frais d'établissement des rapports.

*Développement social : voyage d'étude relatif aux projets expérimentaux multidisciplinaires dans les communes populaires*

24.43 Ce voyage d'étude d'une durée de trois semaines, qui s'est déroulé en République populaire de Chine en octobre 1980 et qui a réuni 18 participants des pays en développement, venant de toutes les régions, visait à étudier l'expérience de la Chine concernant le rôle des communes dans la promotion du développement rural intégré, à encourager l'échange de données d'expérience sur l'élaboration et l'application de politiques et de programmes en matière de développement rural et à évaluer les possibilités d'adapter les techniques et méthodes d'organisation à la situation et aux besoins des pays participants. Les éléments du projet comportent les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des participants.

*Statistiques*

24.44 Des cours en statistiques économiques, agricoles et démographiques à l'intention de participants originaires de pays en développement ont été organisés en 1980-1981 et le seront également en 1982-1983.

*Droits de l'homme*

24.45 La formation est le principal élément des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Ce programme, établi conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, vise à promouvoir le respect des droits de l'homme en fournissant aux Etats Membres une assistance technique par le biais de services consultatifs d'experts, de l'organisation de séminaires et de cours de formation, et de l'octroi de bourses d'études. Le programme des services consultatifs répond aux préoccupations de l'Organisation des Nations Unies telles qu'elles ont été

énoncées par ses organes directeurs, et il donne une impulsion à l'ensemble du programme relatif aux droits de l'homme; il est considéré comme un élément important et essentiel du programme des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Les Etats Membres continuent de manifester de l'intérêt pour ces services, en offrant d'accueillir les séminaires et les cours de formation et en demandant de plus en plus de bourses d'études. Les propositions pour l'exercice biennal 1982-1983 ont été élaborées en tenant compte essentiellement de la résolution 1978/14 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général d'organiser deux séminaires et un cours de formation par an et d'octroyer chaque année au moins 25 bourses. En organisant des séminaires pour l'exercice biennal 1982-1983, on veillera particulièrement à l'application de la résolution 34/171 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général, dans le cadre du programme des services consultatifs en matière de droits de l'homme, d'explorer avec les Etats des régions où des dispositions n'ont pas encore été prises, au niveau régional, dans le domaine des droits de l'homme, la possibilité d'organiser dès que possible un séminaire pour examiner les méthodes qui permettraient d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme. A cet égard, il sera dûment tenu compte de la suggestion exprimée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa trente-troisième session, selon laquelle des séminaires devraient être tenus pour examiner des questions relatives à certains aspects des droits de l'homme tels que la servitude pour dettes, l'ordonnance d'*habeas corpus* et l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire. En conséquence, les projets ci-après sont prévus dans le programme pour l'exercice biennal 1982-1983 :

a) Un séminaire international par an pour l'examen d'un aspect particulier des droits de l'homme, qui sera organisé à

la demande de l'un des organes des Nations Unies compétent en matière de droits de l'homme;

b) Un séminaire régional sur les dispositions à prendre au niveau régional pour promouvoir les droits de l'homme, qui sera organisé avec la participation de tous les membres des commissions régionales concernées;

c) Un cours régional de formation sur un sujet relatif aux droits de l'homme, qui réunirait 20 participants de la région concernée;

d) L'octroi de 25 bourses individuelles.

#### *Etablissements humains*

24.46 Durant l'exercice biennal 1982-1983, on se propose de poursuivre les cours de formation sur les systèmes d'information concernant l'aménagement urbain commencés au titre du programme prévu pour l'exercice 1980-1981, qui ont reçu un bon accueil. Il s'agit de cours de formation à court terme à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen. Ces cours s'inspirent essentiellement du Manuel relatif aux systèmes d'information sur l'aménagement urbain qui a été mis au point dans le cadre du programme pour l'exercice biennal 1980-1981. Le programme prévu pour 1982-1983 mettra l'accent sur la création de systèmes d'information sur l'aménagement urbain dans un certain nombre de pays, comme suite à ces cours de formation. En outre, l'élément formation sera axé sur l'organisation de séminaires réunissant un petit nombre de participants qui étudieront en particulier les domaines de la gestion financière et de la création d'institutions. On se propose d'organiser deux séminaires par an à l'intention d'une quinzaine de fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen.

24.47 On trouvera dans le tableau 24.7 ci-après un état récapitulatif des ressources nécessaires dans le domaine des services consultatifs sectoriels, par élément de programme.

A. - Services consultatifs sectoriels<sup>a</sup>TABLEAU 24.7. - ETAT RECAPITULATIF DES RESSOURCES NECESSAIRES PAR ELEMENT DE PROGRAMME ET PAR SECTEUR<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Secteur	Services consultatifs à court terme			Projets hors Siège			Formation			Total
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	
Questions et politiques relatives au développement	1 968,8	2 737,0	815,8	363,6	121,7	383,0	2 906,3	3 483,6		
Ressources naturelles	1 968,3	2 945,0	1 057,9	555,0	716,0	493,2	3 742,2	3 993,2		
Administration et finances publiques	1 294,4	1 563,9	-	272,5	453,3	326,5	1 747,7	2 162,9		
Développement social	419,4	534,7	618,0	365,7	170,0	161,1	1 207,4	1 061,5		
Statistiques	511,7	586,5	-	202,4	-	194,8	511,7	983,7		
Droits de l'homme	-	-	-	-	474,3	618,1	474,3	618,1		
Etablissements humains	500,0	600,0	180,0	215,0	261,5	280,9	941,5	1 095,9		
Commerce international	662,4	707,8	-	-	-	-	662,4	707,8		
Hors programme b/	-	-	-	-	2 089,4	2 455,5	2 089,4	2 455,5		
<b>Total</b>	<b>7 325,0</b>	<b>9 674,9</b>	<b>2 671,7</b>	<b>1 974,2</b>	<b>4 286,2</b>	<b>4 913,1</b>	<b>14 282,9</b>	<b>16 562,2</b>		

a/ La ventilation par élément de programme et par secteur est sujette à modifications et n'est présentée qu'à titre indicatif.

b/ Correspond aux montants que l'Organisation compte recevoir en monnaies non convertibles et qu'elle utilisera dans la mesure du possible. Le montant prévu pour 1982-1983 est fondé sur le barème des contributions pour 1982.

**B. – Services consultatifs régionaux et sous-régionaux**

24.48 Les ressources nécessaires pour cet élément de programme (8 273 400 dollars) représentent 25,6 p. 100 du total prévu pour le programme. Conformément à la résolution 2803 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, des crédits sont prévus pour couvrir le coût d'un réseau de services consultatifs régionaux et sous-régionaux visant à aider les pays en développement membres des commissions régionales à résoudre les problèmes auxquels ils peuvent se heurter dans leurs efforts de développement national. Les services des conseillers ré-

gionaux sont fournis sur la demande des gouvernements intéressés et consistent en missions consultatives composées d'un seul conseiller ou d'équipes multidisciplinaires composées de plusieurs conseillers, une attention particulière étant accordée aux besoins des pays les moins avancés de chaque région. Les conseillers régionaux sont basés au siège de chaque commission régionale et reçoivent l'appui nécessaire des divisions organiques. Le réseau est administré par les services administratifs des commissions régionales. Le tableau 24.8 ci-après indique comment les ressources nécessaires pour les services consultatifs régionaux et sous-régionaux se répartissent entre les commissions régionales.

**SERVICES CONSULTATIFS REGIONAUX ET SOUS-REGIONAUX**  
**TABLEAU 24.8. – ETAT RECAPITULATIF DES RESSOURCES NECESSAIRES, PAR COMMISSION REGIONALE**

	Ressources nécessaires (En milliers de dollars des Etats-Unis)	
	1980-1981	1982-1983
Commissions économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 627,1	1 970,1
Commission économique pour l'Amérique latine	1 638,6	1 985,8
Commission économique pour l'Afrique	2 273,8	2 754,8
Commission économique pour l'Asie occidentale	1 291,1	1 562,7
<b>Total</b>	<b>6 830,6</b>	<b>8 273,4</b>

24.49 Le programme de services consultatifs régionaux et sous-régionaux pour l'exercice biennal 1982-1983 est conçu ainsi qu'il est indiqué ci-après.

*Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique*

24.50 Des services consultatifs seront fournis aux pays de la région dans les domaines suivants : questions et politiques relatives au développement, commerce international, transports maritimes, ressources naturelles et énergie, administration et finances publiques, développement social et statistiques. Un appui sera également fourni, dans le cadre du programme ordinaire, aux activités de l'Equipe de conseillers des Nations Unies pour le développement (UNDAT) qui fournit des services consultatifs aux pays insulaires du Pacifique sud. En 1980, l'Equipe a fourni des services consultatifs à 12 pays insulaires dans les domaines suivants : administration publique, législation des transports maritimes, législation des tarifs douaniers, maîtrise des

eaux, transports, planification de la circulation, planification et gestion de l'énergie, développement agricole, tourisme, commerce international et banques de développement.

*Commission économique pour l'Amérique latine*

24.51 Le programme de services consultatifs prévu au cours de l'exercice biennal 1982-1983 pour les pays de la région latino-américaine portera essentiellement sur les domaines suivants :

- a) Questions et politiques relatives au développement :
  - i) Assistance pour la réalisation d'études sur la situation économique et financière des pays de la région, en vue de renforcer la capacité dont disposent les organismes de planification et les banques centrales pour réaliser des enquêtes, des études et des analyses économiques; services consultatifs pour l'examen des problèmes qui se posent dans le domaine du développement économique et l'évaluation des inci-

dences sur les plans de développement des gouvernements, des mesures adoptées en matière de politique économique;

- ii) Assistance aux gouvernements des pays de la région, aux organismes intergouvernementaux régionaux et aux groupements latino-américains pour tout ce qui a trait aux négociations économiques dans les instances internationales et régionales;
- iii) Fourniture de services consultatifs aux pays de la zone des Caraïbes en matière de planification du développement dans le cadre du processus d'intégration économique;
- iv) Fourniture de services consultatifs aux pays de la zone des Caraïbes sur des questions de politique économique et pour la mise en œuvre du programme de travail du Comité de développement et de coopération des Caraïbes;
- v) Assistance aux gouvernements pour la formulation de projets et l'élaboration de documents relatifs à la coopération économique et technique entre pays en développement et entre régions en développement appartenant à différentes zones géographiques;
- vi) Contribution, dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement<sup>2</sup>, au financement partiel de missions d'assistance technique de courte durée effectuées par un pays d'Amérique latine dans un autre pays de la même région ainsi qu'au financement d'un programme de formation en cours d'emploi organisé à l'intention de fonctionnaires originaires d'un pays d'Amérique latine dans des institutions ou des organismes gouvernementaux d'un autre pays de la région;
- b) Ressources naturelles et énergie :
  - i) Efforts déployés, aux plans national, sous-régional et régional, pour attirer l'attention sur le Plan d'action de Mar del Plata<sup>3</sup> grâce à des contacts plus étroits avec les services gouvernementaux de gestion des ressources en eau et avec les responsables compétents des organisations sous-régionales et régionales;
  - ii) Fourniture d'une assistance technique aux gouvernements de la région latino-américaine pour l'exécution de leurs programmes nationaux entrepris dans le cadre du Plan d'action de Mar del Plata;
  - iii) Développement des éléments de base d'une coopération horizontale entre les pays de la région dans le cadre des activités consécutives au Plan d'action de Mar del Plata et examen des domaines propices à la coopération mutuelle et des mécanismes propres à faciliter l'institutionnalisation des activités futures de coopération;
- c) Administration et finances publiques :
  - i) Assistance aux pays de l'isthme d'Amérique centrale pour la formulation de politiques financières et l'allocation des ressources en capital;

<sup>2</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), première partie, chap. premier.

<sup>3</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.A.12), chap. premier.

- ii) Fourniture de services consultatifs sur des questions telles que les finances et les dépenses du secteur public, les institutions financières et les politiques en matière de balance des paiements;
- d) Transports, communications et tourisme :
  - i) Assistance aux gouvernements pour l'analyse de questions concernant le développement et l'intégration, aux niveaux sous-régional et régional, des services internationaux de transport terrestre en vue d'une meilleure utilisation de l'infrastructure existante pour les transports terrestres, ferroviaires et fluviaux;
  - ii) Assistance aux gouvernements en matière de facilitation des transports et du commerce internationaux, grâce, notamment, à la rationalisation des procédures en matière de transport, à la simplification de la documentation nécessaire pour le commerce international et à l'institution de systèmes d'assurance.

#### *Commission économique pour l'Afrique*

24.52 Les activités décrites ci-après sont prévues pour l'exercice biennal 1982-1983 :

- a) Questions et politiques relatives au développement :
  - i) Développement et renforcement des mécanismes institutionnels et juridiques de la coopération économique en Afrique; assistance aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales en vue de l'adoption d'arrangements institutionnels et juridiques propres à faciliter la coopération économique et pour la mise en place de nouvelles institutions, dans le cadre des stratégies actuelles qui visent à encourager l'intégration économique pour assurer l'autosuffisance collective;
  - ii) Etudes et conseils touchant l'adoption d'arrangements sous-régionaux de coopération économique, notamment la création de zones d'échanges préférentiels et de marchés communs sous-régionaux;
  - iii) Assistance pour l'application des décisions prises par les organes directeurs des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOCS);
  - iv) Assistance lors des négociations multinationales à propos de l'exécution de projets multinationaux tenues aux niveaux sous-régional et régional;
  - v) Appui à des activités visant à restructurer l'économie des pays africains et à éliminer les obstacles qui s'opposent à une coopération économique efficace entre ces pays;
  - vi) Assistance aux gouvernements pour l'élaboration d'études économiques et l'évaluation des procédures et des modalités de l'aide;
  - vii) Appui technique aux cinq Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets.
- b) Ressources naturelles et énergie :
  - i) Assistance aux Etats membres de la CEA qui en feront la demande pour la mise en œuvre du Plan d'action de Lagos en vue de l'application de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique (A/S-11/14, annexe I), dans tous les domaines ayant trait à la planification, à l'exploration, au développement et à la gestion de leurs ressources énergétiques et à l'élaboration de politiques intégrées dans le domaine de l'énergie;

- ii) Etudes techniques et économiques préliminaires sur le raccordement des réseaux électriques des pays africains aux échelons multinational, sous-régional et régional;
  - iii) Normalisation des systèmes et du matériel électriques en vue de la fabrication locale d'équipements adaptés aux besoins des zones rurales;
  - iv) Mise en place progressive du Centre régional de l'énergie solaire en Afrique : organisation et équipement, programmes de recherche-développement, construction de prototypes;
  - v) Continuation du projet visant à promouvoir l'utilisation de formes nouvelles et renouvelables d'énergie en Afrique : programmes destinés aux techniciens, ingénieurs et chercheurs spécialisés dans les techniques d'exploitation de l'énergie solaire, lancement de projets pilotes, etc.;
  - vi) Poursuite de l'inventaire des ressources énergétiques en Afrique : exécution de cartes, études sectorielles, etc.;
  - vii) Etude, en collaboration avec la Division de la recherche et de la planification sociales et économiques de la CEA, d'un modèle africain d'utilisation de l'énergie.
- c) Administration et finances publiques :
- i) Mission à des fins de formation et de consultation auprès des gouvernements africains sur des questions relatives à l'administration locale et au développement rural;
  - ii) Mise en place d'un Institut africain d'études avancées pour l'analyse des politiques du secteur public et les études prospectives;
  - iii) Amélioration du rendement des entreprises publiques africaines;
  - iv) Assistance aux pays pour la recherche de solutions efficaces aux limitations, au niveau de l'administration et de la gestion, qui font obstacle à l'amélioration de la gestion des services publics et à l'exploitation rentable des entreprises publiques; organisation, le cas échéant, de séminaires sur l'amélioration de la gestion à l'intention de hauts fonctionnaires et cadres administratifs des pays bénéficiant d'une assistance. Les principaux bénéficiaires de cette aide seront les pays africains les moins avancés et les Etats membres ayant accédé récemment à l'indépendance;
  - v) Fourniture de services consultatifs sur des questions fiscales et appui à la création et au développement de services et de centres de formation aux questions fiscales dans les pays africains;
  - vi) Assistance en vue de l'harmonisation des systèmes et des avantages fiscaux dans les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.
- d) Développement social et affaires humanitaires :
- i) Fourniture de services consultatifs aux gouvernements dans les domaines de la protection sociale, des stratégies du développement social et du développement rural intégré;
  - ii) Fourniture de conseils techniques en vue de la préparation de la Charte africaine pour l'action sociale et de la quatrième session de la Conférence des ministres africains des affaires sociales qui aura lieu durant le dernier trimestre de 1982;
  - iii) Fourniture de services consultatifs aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux au sujet de la formulation et de la mise en œuvre de programmes d'aide aux réfugiés;
- e) Statistiques :
- i) Assistance aux gouvernements en ce qui concerne l'amélioration des systèmes de collecte des données aux fins de l'analyse et de la planification économiques;
  - ii) Formation du personnel national des unités statistiques chargées de la comptabilité nationale aux concepts et définitions du Système révisé de comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies, à l'utilisation de données collectées, aux méthodes d'estimation de la valeur ajoutée de la production et des dépenses de consommation, des recettes et dépenses, de la formation de capital et du compte de capital et de financement du système, etc.
- f) Transports, communications et tourisme :
- i) Assistance aux pays africains afin de leur permettre de développer rapidement leurs capacités nationales en ce qui concerne la planification, l'élaboration, la construction et l'entretien de leurs réseaux routiers nationaux, y compris les routes rurales et les artères urbaines, d'élaborer des plans et programmes nationaux et de formuler des projets et des priorités;
  - ii) Assistance pour l'identification des obstacles d'ordre administratif et juridique à la libre circulation des personnes et des marchandises sur les voies à grande circulation dans les pays africains et pour la formulation de propositions visant à éliminer leurs effets et à faire en sorte que le réseau routier africain soit utilisé au maximum et sans restriction;
  - iii) Assistance pour l'identification des services de formation existants et de leurs capacités et pour l'évaluation des besoins des pays africains en matière de formation de la main-d'œuvre dans le domaine des routes et des transports routiers, y compris l'estimation des incidences financières et techniques résultant de la création d'instituts des ponts et chaussées ou de l'amélioration des établissements existants;
  - iv) Etablissement de spécifications et de manuels sur les routes et les transports routiers, y compris des ouvrages sur la construction et l'entretien d'une grande route type et le code de conduite africain;
  - v) Fourniture d'un appui aux pays et aux organes intergouvernementaux pour l'amélioration des transports routiers, y compris des conseils d'experts sur les aspects du développement rural intégré liés aux transports routiers et le rôle des routes dans le commerce international.

*Commission économique pour l'Asie occidentale*

24.53 L'objectif principal des services consultatifs fournis par la CEAO au titre du programme ordinaire pour 1982-1983 consiste à aider les pays membres de la Commission qui en feront la demande à aborder certains problèmes précis de développement, notamment ceux qui ont trait à la planification sectorielle et à la formation du personnel, et à promouvoir la coopération entre les pays de

la région. Ces services qui impliquent de nombreux déplacements dans le cadre de missions de consultation sont liés aux programmes organiques de la CEAO et les complètent dans les secteurs suivants :

- a) Questions et politiques relatives au développement : Vu leur faible importance économique et la complémentarité de leurs ressources, les pays membres de la CEAO peuvent et doivent harmoniser leurs plans et coordonner leurs activités en matière de planification du développement, et des conseils leur seront fournis en ce qui concerne l'établissement et l'exécution de plans, les programmes complémentaires et la formation de personnel technique;
- b) Développement industriel : Des services consultatifs seront fournis aux gouvernements et aux organisations gouvernementales et intergouvernementales de développement et de financement de la région pour l'identification, la formulation et/ou l'évaluation de projets de développement industriel de caractère national ou multinational, et des propositions seront présentées en ce qui concerne des domaines et modalités spécifiques de coopération au niveau régional ou sous-régional et d'investissements communs dans des programmes et entreprises de développement industriel; des services consultatifs et une assistance seront fournis pour des programmes de formation en ce qui concerne l'identification, la formulation et l'évaluation de projets industriels, y compris la mise au point du matériel de formation correspondant;
- c) Administration et finances publiques : les activités dans ce secteur consisteront principalement, par l'intermédiaire des services consultatifs, à évaluer les besoins immédiats et à long terme des systèmes administratifs et financiers des pays membres, à concevoir les programmes de réformes nécessaires compte tenu de ces besoins et de la situation particulière des pays considérés, à mettre au point des principes d'action et à examiner les options et mesures de politique générale à adopter aux échelons national et international;
- d) Développement social et affaires humanitaires : Les pays et organisations de la région bénéficieront de services

consultatifs et d'une assistance pour toutes les questions ayant trait à la planification et à la mise en œuvre des politiques de développement social et la coopération entre ces pays sera encouragée dans le domaine du transfert et de l'adaptation des connaissances théoriques et techniques acquises en ce qui concerne les politiques de mise en valeur des ressources humaines;

e) Statistiques : Des services consultatifs seront fournis pour les statistiques générales et la comptabilité nationale, une importance particulière étant accordée aux activités suivantes : i) mise au point de programmes à long terme visant à créer des systèmes de statistiques et de comptabilité nationale ou à renforcer les systèmes existants dans le cadre du programme de statistique du pays; ii) élaboration et organisation d'enquêtes par sondage intégrées sur les ménages ou de programmes d'enquêtes pour la collecte de données statistiques sur la situation sociale, économique et démographique de la population; iii) cours de formation à l'échelon national, sous-régional et régional concernant l'organisation, les méthodes et le déroulement des programmes d'enquêtes sur les ménages, y compris la mise au point du matériel de formation correspondant;

f) Transports, communications et tourisme : Les services consultatifs dans ce domaine porteront notamment sur les aspects suivants : planification et développement des réseaux routiers et ferroviaires nationaux et régionaux; études techniques et économiques nécessaires à la promotion d'un réseau de transport efficace et économique, compte tenu des réseaux existants et prévus dans des régions voisines, pour faciliter la circulation et développer les échanges commerciaux; normalisation des caractéristiques techniques et du matériel, chaque fois que possible.

24.54 Le tableau 24.9 ci-après indique comment les ressources et le personnel nécessaires en 1982-1983 pour les services consultatifs se répartissent entre les secteurs et les commissions régionales.



## B. - Services consultatifs régionaux et sous-régionaux

TABLEAU 24.9. - ETAT RECAPITULATIF DES RESSOURCES NECESSAIRES POUR 1982-1983, PAR PROGRAMMEa

Secteur	Ressources nécessaires (En milliers de dollars des Etats-Unis)									
	CESAP	CEPAL	CEA	CEAO	Total	Mois de travail de conseillers régionaux				
						CESAP	CEPAL	CEA	CEAO	Total
Questions et politiques relatives au développement b/	503,2	1 112,1	1 122,2	240,4	2 977,9	72	144	192	24	432
Ressources naturelles et énergie	337,4	229,2	204,3	-	770,9	48	24	24	-	96
Commerce international	168,7	-	-	-	168,7	24	-	-	-	24
Développement industriel	-	-	-	154,7	154,7	-	-	-	24	24
Administration et finances publiques	168,9	173,1	475,8	279,6	1 097,4	24	24	72	48	168
Transports maritimes et ports	168,7	-	-	-	168,7	24	-	-	-	24
Développement social et affaires humanitaires	168,7	-	172,1	186,9	527,7	24	-	24	24	72
Statistiques	168,7	-	190,8	307,4	666,9	24	-	24	48	96
Transports, communications et tourisme	-	182,3	190,1	167,0	539,4	-	24	24	24	72
Hors programme c/	285,8	289,1	399,5	226,7	1 201,1	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 970,1</b>	<b>1 985,8</b>	<b>2 751,8</b>	<b>1 562,7</b>	<b>8 273,4</b>	<b>240</b>	<b>216</b>	<b>360</b>	<b>192</b>	<b>1 008</b>

a/ La ventilation par programme est sujette à modifications et n'est présentée qu'à titre indicatif.

b/ Y compris les services de secrétariat pour tous les programmes.

c/ Correspond aux montants que l'Organisation compte recevoir en monnaies non convertibles et qu'elle utilisera dans la mesure du possible. Le montant prévu pour 1982-1983 est fondé sur le barème des contributions pour 1982.

## C. - Développement industriel

24.55 Les ressources nécessaires pour cet élément (7 422 900 dollars) représentent 23,1 p. 100 du total prévu au titre du programme ordinaire. Le programme proposé pour cet élément du programme ordinaire de coopération technique pour l'exercice biennal 1982-1983 sera soumis pour approbation au Conseil du développement industriel, lors de sa seizième session, conformément à la résolution 2298 (XXII) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a fait sienne la recommandation du Conseil tendant à ce qu'il soit ouvert au budget-programme de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel et a prié le Conseil d'examiner et d'approuver les projets et programmes intéressant le développement industriel entrepris au moyen de crédits ainsi alloués et de formuler des directives de politique générale au sujet de leur utilisation.

24.56 Le programme approuvé par le Conseil sera exécuté suivant les principes directeurs ci-après :

a) Services consultatifs régionaux fournis dans le cadre des divisions industrielles communes de l'ONUDI et des commissions régionales;

b) Services consultatifs à court terme devant être mis à la disposition des pays qui demanderont une assistance technique très spécialisée dans des secteurs industriels prioritaires;

c) Efforts particuliers tendant à renforcer la coopération entre les pays en développement;

d) Consultations avec les gouvernements au sujet de projets précis concernant les possibilités de coopération dans les secteurs industriels prioritaires;

e) Adoption de mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés dans des domaines tels que la mise en place de nouvelles installations de production, la planification du développement et la création de l'infrastructure nécessaire au développement, et fourniture d'une assistance pour l'élaboration, l'évaluation et l'exécution des projets;

f) Activités de formation qui revêtiront les formes suivantes :

i) Octroi de bourses pour des stages intensifs de formation spécialisée portant sur une période de courte durée;

ii) Formation de groupe sur une base interrégionale;

iii) Assistance aux pays en développement pour la création de services de formation ou le renforcement des services existants.

24.57 On trouvera au tableau 24.10 ci-après la ventilation des ressources nécessaires en 1980-1981 et 1982-1983, par type d'activité.

## C. - Développement industriel

TABLEAU 24.10. - ETAT RECAPITULATIF DES RESSOURCES NECESSAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Type d'activité	1980-1981	1982-1983
Services consultatifs régionaux	850,0	910,0
Services consultatifs à court terme (consultants interrégionaux)	900,0	965,0
Coopération entre pays en développement	550,0	590,0
Consultations avec les gouvernements	120,0	130,0
Besoins particuliers des pays en développement les moins avancés	2 301,3	2 472,9
Formation :		
Bourses	600,0	640,0
Formation de groupe	900,0	965,0
Création de services de formation dans les pays en développement et renforcement des services existants	700,0	750,0
<b>Total partiel, formation</b>	<b>2 200,0</b>	<b>2 355,0</b>
<b>Total</b>	<b>6 921,3</b>	<b>7 422,9</b>

24.58 Comme le Conseil l'a demandé à sa treizième session, les mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés représentent un élément

important du programme ordinaire pour le développement industriel. On trouvera ci-après une ventilation des activités prévues à ce titre pour 1982-1983;

### MESURES SPECIALES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT LES MOINS AVANCES

TABLEAU 24.11. – RESSOURCES NECESSAIRES PAR TYPE D'ACTIVITE

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

Type d'activité	1980-1981	1982-1983
Formation	230,0	245,0
Assistance à l'élaboration, à l'évaluation et à l'exécution des projets	260,0	280,0
Amélioration des installations de production existantes	340,0	365,0
Mise en place de nouvelles unités de production	740,0	795,0
Planification du développement industriel et infrastructure	500,0	535,0
Montant non alloué	231,3	252,9
<b>Total</b>	<b>2 301,3</b>	<b>2 472,9</b>

**TITRE V**  
**JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL**

**CHAPITRE 25. – COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE**

**TABLEAU 25.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**  
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 945,9	381,3	4,2	(75,1)	(0,8)	503,1	5,6	809,3	9,0	9 755,2

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 327,2	(75,1)	98,5	64,0	(109,6)	(1,1) %

-

**2) Fonds extra-budgétaires**

Total, coûts directs	9 755,2
----------------------	---------

155,7

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 910,9
--	---------

TABLEAU 25.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Membres de la Cour	3 777,3	-	-	403,6 a/	-	-	1,6	(91,8) b/	313,4	4 090,7
B. Personnel du Greffe	3 995,7	-	-	-	-	42,1	11,8	-	53,9	4 049,6
C. Services communs	1 172,9	-	-	-	-	-	14,0	-	14,0	1 186,9
<b>Total</b>	<b>8 945,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>403,6</b>	<b>42,1</b>	<b>-</b>	<b>27,4</b>	<b>(91,8)</b>	<b>381,3</b>	<b>9 327,2</b>

a/ Correspond à un relèvement des traitements [voir par. 25.5, alin. a)] et à l'ajustement des pensions (voir par. 25.6), avec effet au 1er janvier 1981.

b/ Correspond à un ajustement spécial (voir par. 25.6) dû à la surestimation des pensions des ayants droit de deux juges décédés.

**TABLEAU 25.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Membres de la Cour	3 777,3	313,4	(13,4)	12,6	312,6	4 089,9	(0,3)	
B. Personnel du Greffe	3 995,7	53,9	(160,2)	352,7	246,4	4 242,1	(2,3)	
C. Services communs	1 172,9	14,0	98,5	137,6	250,3	1 423,2	(0,0)	
<b>Total</b>	<b>8 945,9</b>	<b>381,3</b>	<b>(75,1)</b>	<b>503,1</b>	<b>809,3</b>	<b>9 755,2</b>	<b>(1,1)</b>	

TABLEAU 25.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							%
Postes permanents	2 445,4	33,0	121,2	234,5	388,7	2 834,1	6,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	849,3	11,1	(313,0)	53,2	(248,7)	600,6	(36,3)
Heures supplémentaires	20,2	0,2	-	2,0	2,2	22,4	0,0
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	7,2	-	-	-	-	7,2	0,0
Autres dépenses communes de personnel	739,3	10,5	31,6	69,4	111,5	850,8	6,9
Pensions	1 373,7	116,8	(13,4)	-	103,4	1 477,1	(0,8)
Frais de voyage du personnel	61,8	0,7	-	6,0	6,7	68,5	0,0
Imprimerie et reliure	268,6	3,2	-	26,3	29,5	298,1	0,0
Traitements et indemnités des juges	2 274,6	195,0	-	-	195,0	2 469,6	0,0
Frais généraux de fonctionnement	85,6	1,1	-	8,4	9,5	95,1	0,0
Location et entretien des locaux	622,9	7,2	-	77,6	84,8	707,7	0,0
Communications	21,6	0,3	-	2,1	2,4	24,0	0,0
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,5	-	-	0,2	0,2	1,7	0,0
Fournitures et accessoires	82,9	1,0	-	8,1	9,1	92,0	0,0
Livres et fournitures de bibliothèque	61,7	0,7	-	6,0	6,7	68,4	0,0
Mobilier et matériel	29,6	0,5	98,5	9,3	108,3	137,9	0,0
Total	8 945,9	381,3	(75,1)	503,1	809,3	9 755,2	(1,1)

TABLEAU 25.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : le Greffe

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint					1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	3	2	-	-	3	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	5	5	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	6	7	-	-	6	7
Autres classes	15	18	-	-	15	18
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>25</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>37</b>	<b>41</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>41</b>



TABLEAU 25.6. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 25		
		A	B	C
Chapitre 28.				
A	10,4	-	10,4	-
B	37,2	9,9	10,3	17,0
C	36,0	-	36,0	-
D	-	-	-	-
E	14,3	5,9	6,3	2,1
F	35,5	14,9	15,4	5,2
G	-	-	-	-
H	-	-	-	-
I	-	-	-	-
J	4,2	-	4,2	-
K	6,8	-	6,8	-
L	11,3	-	11,3	-
M	-	-	-	-
Chapitre 29.				
A	-	-	-	-
B	-	-	-	-
C	-	-	-	-
D	-	-	-	-
E et F	-	-	-	-
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE	-	-	-	-
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	155,7	30,7	100,7	24,3
COUTS DIRECTS	9 755,2	4 089,9	4 242,1	1 423,2
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	9 910,9	4 120,6	4 342,8	1 447,5

Sens des lettres de la première colonne :

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres des têtes de colonne :

- A. Membres de la Cour
- B. Le Greffe
- C. Services communs

**Cour internationale de Justice**

25.1 La Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies. Elle fonctionne conformément à son Statut, qui fait partie intégrante de la Charte des Nations Unies.

25.2 La Cour a pour fonctions de se prononcer sur des différends qui lui sont référés par les Etats et de donner des avis consultatifs à la demande de tout organe autorisé à formuler une telle demande par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions. Actuellement, ces organes sont l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, le Fonds monétaire inter-

national, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). La Cour présente chaque année un rapport à l'Assemblée générale. Le dernier rapport a été publié sous la cote A/35/4<sup>1</sup>.

25.3 Pendant l'année qui s'est achevée le 31 juillet 1980, la Cour a tenu 33 séances privées et six audiences publiques. Les travaux judiciaires de la Cour ont porté sur des différends concernant le plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenné), le personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran) et le cas consultatif concernant l'interprétation de l'Accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément n° 4.

## A. - Membres de la Cour

TABLEAU 25.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements et indemnités des juges	2 274,6	195,0	-	-	195,0	2 469,6
Pensions	1 373,7	116,8	(13,4)	-	103,4	1 477,1
Dépenses communes de personnel	110,6	1,4	-	10,8	12,2	122,8
Frais de voyage	18,4	0,2	-	1,8	2,0	20,4
<b>Total</b>	<b>3 777,3</b>	<b>313,4</b>	<b>(13,4)</b>	<b>12,6</b>	<b>312,6</b>	<b>4 089,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 090,7	(13,4)	-	-	(13,4)	(0,3) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 4 089,9

30,7

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 4 120,6

## A. - Membres de la Cour

25.4 La Cour est composée de 15 juges élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pour une période de neuf ans.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Traitements et indemnités des juges*

25.5 Les dépenses inscrites à cette rubrique (2 469 600 dollars) comprennent les éléments suivants :

a) Le traitement annuel des membres de la cour, soit 70 000 dollars par juge avec effet au 1er janvier 1981, conformément à la résolution 35/220 A de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1980;

b) Des versements complémentaires d'un montant total de 11 000 dollars par an, en application du système d'ajustement au coût de la vie, conformément à la résolution 35/220 A de l'Assemblée;

c) Une indemnité spéciale de 12 000 dollars par an pour le Président de la Cour;

d) Une indemnité pour le Vice-Président de la Cour lorsqu'il remplace le Président.

*Pensions*

25.6 En vertu des dispositions régissant leurs pensions, qui ne prévoient pas le versement de cotisations, les juges qui ont cessé de siéger à la Cour et ont atteint l'âge de 65 ans perçoivent une pension d'un montant égal à la moitié de

leur traitement annuel après neuf ans de service, c'est-à-dire à l'expiration d'un mandat complet. Lorsqu'ils ont siégé pendant une période plus courte, le montant de leur pension se trouve réduit proportionnellement. Ainsi qu'il ressort de la résolution 35/220 B de l'Assemblée générale, le montant annuel de toutes les pensions en service au 31 décembre 1980 a été relevé de 40 p. 100. Pour refléter l'effet différé de cette mesure, un montant supplémentaire de 208 600 dollars a été inclus dans le total réévalué de la base des ressources de 1980-1981. En outre, le total réévalué de la base des ressources a été réduit d'un montant de 91 800 dollars, à titre d'ajustement spécial dû à la surestimation des pensions des ayants droit de deux juges décédés.

*Dépenses communes de personnel*

25.7 Les ressources nécessaires à cette rubrique (112 000 dollars), qui ont été calculées compte tenu de l'expérience actuelle, doivent permettre de couvrir les frais de voyage et de déménagement des juges prenant leur retraite et des juges prenant leurs fonctions à la Cour, ainsi que les dépenses au titre du congé annuel dans les foyers.

*Frais de voyage*

25.8 Les ressources nécessaires (18 600 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des juges qui participeront aux sessions de l'Assemblée générale.

## B. - Personnel du Greffe

TABLEAU 25.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 445,4	33,0	121,2	234,5	388,7	2 834,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	849,3	11,1	(313,0)	53,2	(248,7)	600,6
Heures supplémentaires	20,2	0,2	-	2,0	2,2	22,4
Dépenses communes de personnel	628,7	9,1	31,6	58,6	99,3	728,0
Indemnités de représentation	7,2	-	-	-	-	7,2
Frais de voyage du personnel	43,4	0,5	-	4,2	4,7	48,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,5	-	-	0,2	0,2	1,7
<b>Total</b>	<b>3 995,7</b>	<b>53,9</b>	<b>(160,2)</b>	<b>352,7</b>	<b>246,4</b>	<b>4 242,1</b>

TABLEAU 25.8 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 049,6	(160,2)	-	64,0	(96,2)	(2,3) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 4 242,1

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

100,7

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis 4 342,8

## B. - Le personnel du Greffe

25.9 Le personnel du Greffe, qui est nommé par la Cour conformément au paragraphe 2 de l'Article 21 du Statut de celle-ci, fournit à la Cour des services d'appui technique, dont des services d'ordre juridique, diplomatique et administratif. Il est également chargé de l'administration financière et comptable, des services d'archives et de diffusion et des services de documentation et de bibliothèque.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

25.10 Etant donné la complexité et la diversité croissantes des services nécessaires à la Cour, le Premier Secrétaire principal doit assumer en permanence des responsabilités accrues. Le Secrétaire général propose par conséquent de reclasser ce poste d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1). Il propose aussi de reclasser de G-4 à G-5 le poste de secrétaire du Greffier adjoint, vu les responsabilités qui s'attachent à ce poste.

*Poste nouveaux*

25.11 Quatre nouveaux postes d'agent des services généraux de la classe G-4 sont demandés. Deux de ces postes permettront de mettre des secrétaires à la disposition des

juges, car l'expérience a montré qu'il fallait au minimum un(e) secrétaire permanent(e) pour trois juges. Un poste supplémentaire de secrétaire est demandé afin que le central dactylographique soit moins tributaire de personnel temporaire. Enfin, le quatrième poste d'agent des services généraux est destiné à un planton, les effectifs actuels étant devenus insuffisants du fait de la diversité des fonctions, des distances plus longues à parcourir et de la nécessité d'appliquer des mesures de sécurité plus rigoureuses dans la nouvelle aile du Palais de la Paix.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

25.12 Le montant inscrit à cette rubrique (547 000 dollars) doit permettre surtout d'assurer le service des séances privées et des audiences publiques de la Cour. Il doit permettre en outre de recruter à titre temporaire des secrétaires pour les juges, des plantons, deux aides-bibliothécaires et un second standardiste, dont les services sont devenus nécessaires depuis que la Cour a emménagé dans la nouvelle aile du Palais de la Paix.

*Frais de voyage du personnel*

25.13 Le montant inscrit à cette rubrique (43 900 dollars) doit permettre de couvrir les frais de voyage du personnel du Greffe envoyé en mission, ainsi que les frais de voyage à l'occasion de la nomination et de la cessation de service du personnel temporaire.

## C. – Services communs

TABLEAU 25.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Imprimerie et reliure	268,6	3,2	-	26,3	29,5	298,1
Frais généraux de fonctionnement	85,6	1,1	-	8,4	9,5	95,1
Location et entretien des locaux	622,9	7,2	-	77,6	84,8	707,7
Communications	21,6	0,3	-	2,1	2,4	24,0
Fournitures et accessoires	82,9	1,0	-	8,1	9,1	92,0
Livres et fournitures de bibliothèque	61,7	0,7	-	6,0	6,7	68,4
Mobilier et matériel	29,6	0,5	98,5	9,3	108,3	137,9
<b>Total</b>	<b>1 172,9</b>	<b>14,0</b>	<b>98,5</b>	<b>137,8</b>	<b>250,3</b>	<b>1 423,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 186,9	98,5	98,5	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 423,2

24,3

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 447,5

## C. – Services communs

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

## Location et entretien des locaux

25.14 En vertu de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Fondation Carnegie en date du 21 février 1946 [approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 84 (I)] concernant l'usage des locaux du Palais de la Paix à La Haye, l'ONU verse chaque année une contribution à la Fondation pour l'usage du Palais, à titre de remboursement partiel des dépenses générales de fonctionnement engagées par la Fondation.

25.15 La Fondation Carnegie a demandé à l'Organisation des Nations Unies de verser pour l'exercice biennal 1982-1983 une contribution d'un montant de 1 446 750 florins, soit 707 700 dollars aux taux de 1982-1983.

## Mobilier et matériel

25.16 Les ressources nécessaires à cette rubrique (128 600 dollars) doivent permettre d'acheter du matériel de reproduction offset (98 500 dollars – dépense non renouvelable), d'améliorer le matériel d'interprétation et de remplacer du mobilier vétuste acheté entre 1922 et 1958.

## CHAPITRE 26. – ACTIVITES JURIDIQUES

### TABLEAU 26.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COUTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
20 639,3	977,7	9,1	(108,3)	(1,0)	1 355,9	12,7	2 225,3	20,9	12 864,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 617,0	(108,3)	14,9	-	(123,2)	(1,0)%

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	(13,6)	800,9
ii) Des programmes extra-budgétaires	122,9	151,8
<b>Total a)</b>	<b>736,5</b>	<b>952,7</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>736,5</b>	<b>952,7</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>13 817,3</b>
-----------------------------	-----------------

<b>19 435,2</b>
-----------------

#### B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>33 252,5</b>
---	-----------------

TABLEAU 26.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Total				
A. Organes directeurs	1 540,2	-	-	61,0	12,6	16,0	-	89,6	89,6	1 629,8	
B. Réunions et conférences spéciales	130,8	130,8 a/	-	-	-	-	-	-	(130,8)	-	
C. Bureau des affaires juridiques :											
1. Direction exécutive et administration	1 197,4	-	-	-	87,0	1,5	9,9 b/	98,4	98,4	1 295,8	
2. Programmes d'activité	7 770,9	35,0 c/	249,9	65,9	440,0	54,9	144,8 d/	955,5	920,5	8 691,4	
Total	10 639,3	165,8	249,9	126,9	539,6	72,4	154,7	1 143,5	977,7	11 617,0	

a/ Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

b/ Ajustement imputable au transfert du montant correspondant aux communications téléphoniques interurbaines et internationales effectuées par le Bureau des affaires juridiques, lequel était précédemment inscrit au chapitre 28D [Bureau des services généraux (New York)] (voir tableau 28D.22).

c/ Crédit ouvert pour du personnel temporaire (quatre mois) pour combler l'arriéré pour l'année 1980 en ce qui concerne le Recueil des traités.

d/ Ajustement imputable au transfert au Bureau des affaires juridiques d'un poste P-2 et de deux postes d'agent des services généraux pour l'indexage du Recueil des traités, lesquels étaient précédemment inscrits au chapitre 29 (Services de conférence et bibliothèques).

**TABEAU 26.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs	1 540,2	89,6	(12,0)	152,4	230,0	1 770,2	(1,6)	
B. Réunions et conférences spéciales	130,8	(130,8)	-	-	(130,8)	-	-	
C. Bureau des affaires juridiques :								
1. Direction exécutive et administrative	1 197,4	98,4	242,2	196,8	537,4	1 734,8	18,6	
2. Programme d'activité	7 770,9	920,5	(338,5)	1 006,7	1 588,7	9 359,6	(3,8)	
<b>Total</b>	<b>10 639,3</b>	<b>977,7</b>	<b>(108,3)</b>	<b>1 355,9</b>	<b>2 225,3</b>	<b>12 864,6</b>	<b>(1,0)</b>	



TABLEAU 26.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :	5 547,3	637,7	12,4	723,2	1 373,3	6 920,6	0,2
Postes permanents							
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	44,0	(34,7)	-	1,5	(33,2)	10,8	-
Consultants	54,6	1,3	-	6,6	7,9	62,5	-
Heures supplémentaires et sursalaires de nuit	15,8	0,6	-	2,4	3,0	18,8	-
Groupes d'experts ad hoc	28,3	0,3	-	2,8	3,1	31,4	-
Postes temporaires	94,3	77,1	-	22,6	99,7	194,0	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	10,4	-	-	-	-	10,4	-
Autres dépenses communes de personnel	1 799,9	219,5	4,0	237,1	460,6	2 260,5	0,1
Frais de voyage :							
Frais de voyage des représentants	613,6	(20,6)	-	53,1	32,5	646,1	-
Frais de voyage du personnel	254,4	2,7	11,0	27,3	41,0	295,4	4,3
Travaux contractuels de traduction	-	-	14,5	1,6	16,1	16,1	-
Imprimerie et reliure	1 837,4	22,9	(169,0)	244,4	98,3	1 955,7	(9,8)
Honoraires	144,0	61,0	-	-	61,0	205,0	-
Location et entretien du matériel	-	-	18,8	2,8	21,6	21,6	-
Communications	-	9,9	-	1,4	11,3	11,3	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,3	-	-	0,2	0,2	1,5	-
Bourses de perfectionnement	194,0	-	-	28,9	28,9	222,9	-
Total	10 639,3	977,7	(108,3)	1 355,9	2 225,3	12 864,6	(1,0)

TABLEAU 26.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : activités juridiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	2	2	1	1	3	3
Administrateur général (D-1)	6	6	1	1	7	7
Administrateur hors classe (P-5)	12	12	-	-	12	12
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	17	17	1	1	18	18
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	11	12	1	1	12	13
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	2	2	9	9
<b>Total</b>	<b>56</b>	<b>57</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>62</b>	<b>63</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	9	9	-	-	9	9
Autres classes	40	42	5	5	45	47
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>51</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>54</b>	<b>56</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>105</b>	<b>108</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>116</b>	<b>119</b>

TABLEAU 26.6. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 26									
		A-1	A-2	A-3	B	C-1	C-2 a)	C-2 b)	C-2 c)	C-2 d)	C-2 e)
<b>Chapitre 28.</b>											
A	40,6	-	-	0,6	-	7,1	7,1	4,5	-	9,7	11,6
B	54,0	2,8	0,5	1,1	-	25,6	4,8	7,4	0,5	5,0	6,3
C	253,7	-	-	3,2	-	41,0	39,8	51,3	-	50,6	67,8
D	10 311,5	-	-	139,2	-	3 361,7	-	2 084,8	-	1 945,6	2 780,2
E	20,4	1,6	0,5	0,6	-	3,1	2,9	4,5	0,3	3,0	3,8
F	50,5	4,2	0,8	1,5	-	7,7	7,2	11,2	0,9	7,4	9,6
G	493,7	-	-	-	-	-	-	493,7	-	-	-
H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
J	108,9	-	-	1,7	-	18,3	16,4	25,4	-	19,8	27,3
K	51,9	-	-	1,0	-	9,7	2,9	13,1	-	10,7	14,5
L	29,0	-	-	0,5	-	5,5	5,0	7,5	-	6,2	8,3
M	261,0	-	-	-	-	-	261,0	-	-	-	-
<b>Chapitre 29.</b>											
A	1 411,2	259,8	549,3	77,1	-	72,5	343,4	-	81,8	-	27,2
B	3 209,9	2 821,1	83,4	-	-	-	210,9	94,5	-	-	-
C	2 251,5	-	2 251,5	-	-	-	-	-	-	-	-
D	883,4	-	-	17,0	-	-	186,9	186,9	-	254,8	305,8
E et F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre</b>											
C1	-	556,0	104,3	196,9	-	(5 666,9)	956,5	1 490,3	107,9	992,2	1 262,8
<b>Total, coûts indirects répartis</b>	19 435,2	3 645,5	2 990,3	440,4	-	(2 114,6)	2 044,9	4 407,1	191,4	3 305,0	4 525,2
<b>Coûts directs</b>	13 817,3	1 148,1	215,5	406,6	-	2 114,6	1 975,3	3 077,5	222,9	2 049,0	2 607,8
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	33 252,5	4 793,6	3 205,8	847,0	-	-	4 020,2	7 484,6	414,3	5 354,0	7 133,0

Sens des lettres de la première colonne :

- Chapitre 28. Administration, finances et gestion**
- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs
- Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques**
- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
1. Commission du droit international
  2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
  3. Le Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat
- B. Réunions et conférences spéciales
- C. Service juridique
1. Direction exécutive et administration
  2. Programmes d'activité
    - a) Service du droit commercial international
    - b) Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités; enregistrement et publication des traités
    - c) Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international
    - d) Division de la codification
    - e) Division des questions juridiques générales

## Activités juridiques

26.1 Les objectifs, activités, stratégies et produits escomptés de ce grand programme se répartissent entre cinq programmes et sont décrits dans le chapitre 6 du plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>1</sup>, ainsi que dans les modifications proposées à ce document<sup>2</sup>. La plupart des activités sont de caractère continu. Dans certains cas, il est difficile de prévoir avec exactitude le contenu détaillé des plans de travail, car ceux-ci dépendent des décisions que l'Assemblée générale prendra à ses trente-sixième et trente-septième sessions. Chaque fois que possible, le texte qui suit donne, sous les rubriques correspondant aux unités administratives responsables de l'exécution des diverses activités, des renseignements plus précis sur les sous-programmes indiqués dans le plan à moyen terme, ou y apporte des modifications. Etant donné que les sous-programmes et programmes prévus dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983 doivent être exécutés par plusieurs unités administratives ou par plusieurs organes inscrits au présent chapitre du budget-programme, on trouvera ci-après, pour faciliter les comparaisons, un tableau récapitulatif des ressources nécessaires dans chaque cas et le pourcentage qu'elles représentent par rapport au total prévu pour le programme.

*Programme 1. Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires de l'Organisation des Nations Unies*

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 1</i>		
Bureau du Conseiller juridique (par. 26.19) . . . . .	68,2	872 000
<i>Sous-programme 2</i>		
Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat (par. 26.12) . . . . .	31,8	406 600
	100,0	1 278 600

*Programme 2. Accords internationaux*

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 1</i>		
Section des traités (par. 26.30) . . . . .	13,5	415 500
<i>Sous-programme 2</i>		
Section des traités (par. 26.30) . . . . .	86,5	2 662 000
	100,0	3 077 500

*Programme 3. Développement progressif et codification du droit international*

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 1</i>		
Division de la codification (par. 26.36)	38,7	1 322 300

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément no 6 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.1 à 6.160.

<sup>2</sup> *Ibid.*, trente-cinquième session, Supplément no 6 (A/35/6), chap. 6.

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 2</i>		
Commission du droit international (par. 26.4) . . . . .	33,6	1 148 100
<i>Sous-programme 3</i>		
Division de la codification (par. 26.36)	18,1	619 500
<i>Sous-programme 4</i>		
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (par. 26.35) . . . . .	6,5	222 900
Division de la codification (par. 26.36) . . . . .	3,1	107 300
	100,0	3 420 100

*Programme 4. Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés de droit*

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 1</i>		
Division des questions juridiques générales (par. 26.39) . . . . .	35,5	1 027 800
<i>Sous-programme 2</i>		
Bureau du Conseiller juridique (par. 26.19) . . . . .	4,8	138 400
Division des questions juridiques générales (par. 26.39) . . . . .	20,7	599 100
<i>Sous-programme 3</i>		
Bureau du Conseiller juridique (par. 26.19) . . . . .	15,6	451 600
Division des questions juridiques générales (par. 26.39) . . . . .	6,7	194 600
<i>Sous-programme 4</i>		
Bureau du Conseiller juridique (par. 26.19) . . . . .	9,4	272 600
<i>Sous-programme 5</i>		
Division des questions juridiques générales (par. 26.39) . . . . .	7,3	213 400
	100,0	2 897 500

*Programme 5. Harmonisation et unification progressives du droit commercial international*

	Pourcentage	Dollars des Etats-Unis
<i>Sous-programme 1</i>		
Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (par. 26.8) . . . . .	9,1	199 500
Service du droit commercial international (par. 26.26) . . . . .	72,9	1 596 400
<i>Sous-programme 2</i>		
Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (par. 26.8) . . . . .	0,7	16 100
Service du droit commercial international (par. 26.26) . . . . .	17,3	378 900
	100,0	2 190 900

Ensemble des programmes

12 864 600

A. – Organes directeurs

TABLEAU 26.7. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
1 540,2	89,6	5,8	(12,0)	(0,7)	152,4	9,9	230,0	14,9	1 770,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 629,8	(12,0)	14,9	-	(26,9)	(1,6) %

2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs	1 770,2
----------------------	---------

7 076,2

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	8 846,4
--	---------

TABLEAU 26.8. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Organes directeurs										
1. Commission du droit international	1 041,9	-	-	46,5	-	-	9,1	-	55,6	1 097,5
2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	194,0	-	-	-	-	-	2,3	-	2,3	196,3
3. Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat	304,3	-	-	14,5	12,6	4,6	-	-	31,7	336,0
Total	1 540,2	-	-	61,0	12,6	16,0	-	-	89,6	1 629,8

TABLEAU 26.9. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
A. Organes directeurs								
1. Commission du droit international	1 041,9	55,6	(41,4)	92,0	106,2	1 148,1	(3,7)	
2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	194,0	2,3	-	19,2	21,5	215,5	-	
3. Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat	304,3	31,7	29,4	41,2	102,3	406,6	4,3	
<b>Total</b>	<b>1 540,2</b>	<b>89,6</b>	<b>(12,0)</b>	<b>152,4</b>	<b>230,0</b>	<b>1 770,2</b>	<b>(1,6)</b>	

**TABEAU 26.10. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océans décaissés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Postes permanents	118,8	9,4	-	15,3	24,7	143,5	-	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,8	0,1	-	0,5	0,6	3,4	-	
Dépenses communes de personnel	38,0	3,2	-	4,7	7,9	45,9	-	
Frais de voyage des représentants	592,5	0,5	-	53,1	53,6	646,1	-	
Frais de voyage du personnel	173,7	0,7	-	16,1	16,8	190,5	-	
Honoraires	144,0	61,0	-	-	61,0	205,0	-	
Travaux contractuels de traduction	-	-	14,5	1,6	16,1	16,1	-	
Imprimerie et reliure	470,4	14,7	(26,5)	61,1	49,3	519,7	(8,8)	
<b>Total</b>	<b>1 540,2</b>	<b>89,6</b>	<b>(12,0)</b>	<b>152,4</b>	<b>230,0</b>	<b>1 770,2</b>	<b>(1,6)</b>	



## A. - Organes directeurs

26.2 Les programmes de travail et les prévisions budgétaires présentés sous cette rubrique concernent les organes créés par l'Assemblée générale pour s'occuper de questions juridiques, à savoir la Commission du droit international, la

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et le Tribunal administratif des Nations Unies.

26.3 Le soin de fournir des services fonctionnels à ces organes incombe au Bureau des affaires juridiques, pour lequel des crédits sont demandés dans la partie C du présent chapitre.

## 1. - COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

TABLEAU 26.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	481,0	(3,7)	-	36,4	32,7	513,7
Frais de voyage du personnel	102,2	(0,6)	-	8,3	7,7	109,9
Imprimerie et reliure	346,2	13,4	(41,4)	47,3	19,3	365,5
Honoraires	112,5	46,5	-	-	46,5	159,0
<b>Total</b>	<b>1 041,9</b>	<b>55,6</b>	<b>(41,4)</b>	<b>92,0</b>	<b>106,2</b>	<b>1 148,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 097,5	(41,4)	-	-	(41,4)	3,7 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	1 148,1
----------------------	---------

3 645,5

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 793,6
--	---------

## 1. — COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

26.4 La Commission est chargée du sous-programme 2 du programme 3 (Développement progressif et codification du droit international). Les éléments de programme et les produits connexes qui sont du ressort de la Commission sont décrits ci-dessous :

*Sous-programme 2. Etude de questions juridiques et élaboration d'instruments de codification*

a) Ressources nécessaires : 1 148 100 dollars (33,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.66 à 6.74.

c) Eléments de programme :

2.1 Question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales

*Produit* : projet définitif (troisième trimestre de 1982).

2.2 Responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites

*Produit* : début de la deuxième lecture des articles constituant la partie I du projet sur la responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites et de la première lecture des articles constituant la partie II de ce même projet.

2.3 Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international

*Produit* : poursuite de la première lecture du projet.

2.4 Le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation

*Produit* : poursuite de la première lecture du projet.

2.5 Immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens

*Produit* : poursuite de la première lecture du projet.

2.6 Statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique

*Produit* : poursuite de la première lecture du projet.

2.7 Deuxième partie du sujet "Relations entre les Etats et les organisations internationales"

*Produit* : poursuite de la première lecture du projet.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage des représentants*

26.5 Les ressources prévues à ce titre pour 1982-1983 (477 300 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 25 membres de la Commission à l'occasion de leur participation à la session annuelle de la Commission qui se tient à Genève durant 12 semaines.

*Frais de voyage du personnel*

26.6 Les ressources prévues à cette rubrique (101 600 dollars) visent à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de sept fonctionnaires qui participeraient aux réunions de la Commission et en assureraient le service.

*Imprimerie et reliure*

26.7 Un montant de 318 200 dollars est prévu à cette rubrique, compte tenu d'une réduction de 41 400 dollars du montant nécessaire au titre des frais d'impression de l'*Annuaire de la Commission du droit international* du fait de l'introduction d'innovations techniques au Département des services de conférence du Siège et de l'amélioration de la capacité de ce département.

## 2. – COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

TABLEAU 26.12. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	10,6	0,2	-	1,1	1,3	11,9
Frais de voyage du personnel	59,2	0,8	-	5,9	6,7	65,9
Imprimerie et reliure	124,2	1,3	-	12,2	13,5	137,7
<b>Total</b>	<b>194,0</b>	<b>2,3</b>	<b>-</b>	<b>19,2</b>	<b>21,5</b>	<b>215,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
196,3	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 215,5

2 990,3

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 3 205,8

## 2. — COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

26.8 Du fait du transfert à Vienne du Service du droit commercial international, service qui assure le secrétariat de la Commission pour les questions de fond, on présume que la Commission se réunira alternativement à New York et à Vienne. Le programme dont sont chargés la CNUDCI et le Service du droit commercial international est le programme 5 (Harmonisation et unification progressives du droit commercial international). Les éléments de programme dont s'occupe la CNUDCI et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

### *Sous-programme 1. Harmonisation et unification du droit commercial international dans le cadre de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*

a) Ressources nécessaires : 199 500 dollars (9,1 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.26.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.133 à 6.149, et révisions proposées à ce document (A/35/6), chap. 6.

c) Éléments de programme :

#### 1.1 Contrats commerciaux internationaux

*Produit* : loi uniforme ou principes directeurs en ce qui concerne les clauses de dommages-intérêts libératoires ou les clauses pénales figurant dans les contrats commerciaux internationaux (1983).

#### 1.2 Ventes internationales

*Produit* : révision de la Convention de La Haye de 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels<sup>3</sup>.

#### 1.3 Paiements internationaux

*Produit* : achèvement du projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (1983); travaux préparatoires concernant des projets de convention et des projets de loi uniforme dans le domaine des paiements internationaux.

#### 1.4 Lettres de crédit stand-by

*Produit* : règles ou principes directeurs applicables aux lettres de crédit stand-by, à étudier de concert avec la Chambre de commerce internationale.

#### 1.5 Transferts électroniques de fonds

*Produit* : élaboration de règles uniformes ou de principes directeurs en ce qui concerne les transferts électroniques de fonds.

#### 1.6 Unité de compte pour les conventions internationales

*Produit* : travaux préparatoires concernant une clause type relative à l'unité de compte, qui pourrait être incorporée dans les conventions internationales.

#### 1.7 Arbitrage commercial international

*Produit* : travaux relatifs à des projets d'instruments internationaux visant à rendre l'arbitrage commercial international plus efficace et plus équitable; extension du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI; élaboration d'une législation type en matière d'arbitrage.

#### 1.8 Responsabilité du fait des produits

*Produit* : convention ou loi type comportant des règles uniformes sur la responsabilité du fait des produits.

#### 1.9 Incidences juridiques du nouvel ordre économique international

*Produit* : examen des incidences juridiques de réaménagement des relations économiques internationales en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, afin de déterminer les sujets que pourrait étudier la CNUDCI; début des travaux préparatoires concernant lesdits sujets, en vue de la rédaction d'instruments internationaux appropriés.

#### 1.10 Transports

*Produit* : étude préalable à l'élaboration, et élaboration éventuelle, de règles uniformes, de clauses types ou de contrats types en ce qui concerne les chartes-parties et l'assurance maritime.

#### 1.11 Formation et assistance

*Produit* : colloques internationaux périodiques; stages et formation pratique dans le domaine du droit commercial international.

### *Sous-programme 2. Coordination des travaux des organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales dans le domaine du droit commercial international*

a) Ressources nécessaires : 16 100 dollars (0,7 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.26.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.150 à 6.159, et révisions proposées à ce document (A/35/6), chap. 6.

c) Élément de programme :

#### 2.1 Coordination des travaux d'autres organisations dans le domaine du droit commercial international

*Produit* : détermination des mesures à prendre pour coordonner les activités des organisations internationales s'occupant de droit international.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

#### *Frais de voyage des représentants*

26.9 Les ressources prévues pour 1982-1983 (10 800 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du Président de la CNUDCI lorsqu'il assistera aux réunions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale au moment de l'examen du rapport de la CNUDCI.

#### *Frais de voyage du personnel*

26.10 Les ressources prévues à cette rubrique (60 000 dollars) permettront de couvrir les frais de voyage du personnel qui devra venir de Vienne pour assurer le service d'une session de la CNUDCI à New York, de cinq sessions de groupes de travail, de deux sessions des groupes d'étude, de deux sessions des groupes d'étude spéciaux et de réunions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale au moment de l'examen du rapport de la CNUDCI.

#### *Imprimerie et reliure*

26.11 Les ressources prévues à cette rubrique (125 500 dollars) visent à couvrir les frais d'impression de l'*Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*.

<sup>3</sup> *Convention de La Haye sur la loi applicable de 1955, c'est-à-dire Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 71.V.3), vol. I.

## 3. - LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES ET SON SECRETARIAT

TABLEAU 26.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	118,8	9,4	-	15,3	24,7	143,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,8	0,1	-	0,5	0,6	3,4
Dépenses communes de personnel	38,0	3,2	-	4,7	7,9	45,9
Frais de voyage des représentants	100,9	4,0	-	15,6	19,6	120,5
Frais de voyage du personnel	12,3	0,5	-	1,9	2,4	14,7
Travaux contractuels de traduction	-	-	14,5	1,6	16,1	16,1
Imprimerie et reliure	-	-	14,9	1,6	16,5	16,5
Honoraires	31,5	14,5	-	-	14,5	46,0
<b>Total</b>	<b>304,3</b>	<b>31,7</b>	<b>29,4</b>	<b>41,2</b>	<b>102,3</b>	<b>406,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
336,0	29,4	14,9	-	14,5	4,3 %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs

406,6

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

440,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

847,0

TABLEAU 26.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : le Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

### 3. - LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES ET SON SECRETARIAT

26.12 Le sous-programme dont sont chargés le Tribunal et son secrétariat est le sous-programme 2 du programme 1 (Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires de l'Organisation des Nations Unies). Les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 2. Fourniture de services administratifs et de services de secrétariat au Tribunal administratif*

a) Ressources nécessaires : 406 600 dollars (31,8 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.19.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.16 à 6.24.

## c) Élément de programme :

2.1 Examen des requêtes faisant état de l'inobservation des contrats d'engagement ou des conditions d'emploi présentées par des fonctionnaires de l'ONU et des autres organisations auxquelles la compétence du Tribunal a été étendue, et décisions correspondantes

*Produit* : jugements dans environ 20 affaires par an.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

26.13 Les ressources prévues à ce titre (2 900 dollars) correspondent au coût du personnel temporaire nécessaire pour deux réunions du Tribunal à New York.

*Frais de voyage des représentants*

26.14 Le montant des ressources prévues pour 1982-1983 (104 900 dollars) est destiné à couvrir les frais

de voyage et l'indemnité de subsistance de sept membres du Tribunal à l'occasion de deux réunions à New York et de deux réunions à Genève.

*Frais de voyage du personnel*

26.15 Les ressources prévues à ce titre (12 800 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de deux fonctionnaires chargés d'assurer le service des réunions du Tribunal à Genève.

*Travaux contractuels de traduction*

26.16 Les ressources prévues à ce titre (14 500 dollars) doivent permettre de traduire le "Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs".

*Imprimerie et reliure*

26.17 Les ressources non renouvelables prévues à ce titre (14 900 dollars) doivent permettre d'imprimer le volume VI des *Jugements du Tribunal administratif des Nations Unies*, qui sont publiés tous les quatre ans.

**B. — Réunions et conférences spéciales**

TABLEAU 26.15. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. — COUTS DIRECTS****1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
130,8	(130,8)	(100,0)	-	-	-	-	(130,8)	(100,0)	-

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	-	-	-	-	- %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

Total, coûts directs

-

**B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS**

-

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 26.16. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Total (8)				
B. Réunions et conférences spéciales											
Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises	130,8	130,8	-	-	-	-	-	-	(130,8)	-	
Total	130,8	130,8	-	-	-	-	-	-	(130,8)	-	

TABLEAU 26.17. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale		
B. Réunions et conférences spéciales							
Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises	130,8	(130,8)	-	-	(130,8)	100,0	-
Total	130,8	(130,8)	-	-	(130,8)	100,0	-



C. – Bureau des affaires juridiques

TABLEAU 26.18. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 968,3	1 018,9	11,4	(96,3)	(1,0)	1 203,5	13,4	2 126,1	23,7	11 094,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 987,2	(96,3)			(96,3)	(0,9) %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	613,6	800,9
ii) Des programmes extra-budgétaires	122,9	151,8
<b>Total a)</b>	<b>736,5</b>	<b>952,7</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>736,5</b>	<b>952,7</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>12 047,1</b>
-----------------------------	-----------------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>12 359,0</b>
-----------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>24 406,1</b>
---	-----------------

TABLEAU 26.19. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Autres objets de dépense (6)					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)						
1. Direction exécutive et administration	1 197,4	-	-	-	87,0	1,5	98,4	9,9	98,4	98,4	1 295,8	
2. Programmes d'activité :												
a) Service du droit commercial international	1 791,5	-	-	-	19,4	1,1	36,4	-	36,4	36,4	1 827,9	
b) Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités; enregistrement et publication des traités	2 268,8	35,0	-	-	133,6	43,5	596,0	144,8	596,0	561,0	2 829,8	
c) Programme des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	194,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	194,0	
d) Division de la codification	1 644,8	-	-	-	137,2	5,3	168,3	-	168,3	168,3	1 813,1	
e) Division des questions juridiques générales	1 871,8	-	-	-	149,8	5,0	154,8	-	154,8	154,8	2 026,6	
Total	8 968,3	35,0	-	-	527,0	56,4	1 053,9	154,7	1 053,9	1 018,9	9 987,2	

a) Correspond au transfert des fonctions afférentes à un poste P-2 et à deux postes d'agent des services généraux du chapitre 29 (Services de conférence et bibliothèques) au Bureau des affaires juridiques, au titre de l'indexage du Recueil des Traités.

**TABEAU 26.20. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Dollars		%			
1. Direction exécutive et administration	1 197,4	98,4	242,2	196,8	537,4	1 734,8	18,6	
2. Programmes d'activité :								
a) Service du droit commercial international	1 791,5	36,4	11,0	136,4		1 975,3	0,6	
b) Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités; enregistrement et publication des traités	2 268,8	561,0	(121,9)	369,6	808,7	3 077,5	(4,3)	
c) Programme des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	194,0	-	-	28,9	28,9	222,9	-	
d) Division de la codification	1 644,8	168,3	(2,0)	237,9	404,2	2 049,0	(0,1)	
e) Division des questions juridiques générales	1 871,8	154,8	(225,6)	233,9	163,1	2 034,9	(11,1)	
<b>Total</b>	<b>8 968,3</b>	<b>1 018,9</b>	<b>(96,3)</b>	<b>1 203,5</b>	<b>2 126,1</b>	<b>11 094,4</b>	<b>(0,9)</b>	

TABLEAU 26.21. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océdits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Postes permanents	5 428,5	628,3	12,4	707,9	1 348,6	6 777,1	0,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	41,2	(34,8)	-	1,0	(33,8)	7,4	-
Consultants	54,6	1,3	-	6,6	7,9	62,5	-
Postes temporaires	94,3	77,1	-	22,6	99,7	194,0	-
Dépenses communes de personnel	1 161,9	216,3	4,0	232,4	452,7	2 214,6	0,2
Groupes spéciaux d'experts	28,3	0,3	-	2,8	3,1	31,4	-
Heures supplémentaires	15,8	0,6	-	2,4	3,0	18,8	-
Indemnités de représentation	10,4	-	-	-	-	10,4	-
Frais de voyage du personnel	80,7	2,0	11,0	11,2	24,2	104,9	13,3
Imprimerie et reliure	1 257,3	117,9	(142,5)	183,3	158,7	1 416,0	(10,3)
Location et entretien du matériel	-	-	18,8	2,8	21,6	21,6	-
Communications	-	9,9	-	1,4	11,3	11,3	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,3	-	-	0,2	0,2	1,5	-
Bourses de perfectionnement	194,0	-	-	28,9	28,9	222,9	-
Total	8 968,3	1 018,9	(96,3)	1 203,5	2 126,1	11 094,4	(0,9)

TABLEAU 26.22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Bureau des affaires juridiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	2	2	1	1	3	3
Administrateur général (D-1)	6	6	1	1	7	7
Administrateur hors classe (P-5)	11	11	-	-	11	11
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	17	17	1	1	18	18
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	11	12	1	1	12	13
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	2	2	9	9
Total	55	56	6	6	61	62
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	8	8	-	-	8	8
Autres classes	40	42	5	5	45	47
Total	48	50	5	5	53	55
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>103</b>	<b>106</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>114</b>	<b>117</b>

## C. - Bureau des affaires juridiques

26.18 Le Bureau des affaires juridiques s'occupe à l'échelon central de toutes les questions juridiques. Ses fonctions consistent notamment à : conseiller le Secrétariat et les autres organes de l'ONU pour les questions juridiques et constitutionnelles; promouvoir et développer le règne du droit dans les affaires de l'ONU; préserver et défendre les intérêts juridiques de l'Organisation; et fournir en temps

voulu les services nécessaires aux organes et conférences s'occupant de questions juridiques. Le Bureau fournit également des services juridiques au PNUD, y compris à ses programmes et à ses fonds subsidiaires ou affiliés, et au FISE. Il dispose de fonds extra-budgétaires à cette fin. On trouvera des informations plus détaillées sur les activités du Bureau dans le texte qui suit, ainsi que dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983 et les révisions proposées à ce document.

## 1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 26.23. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	864,4	71,6	94,4	130,0	296,0	1 160,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,2	0,2		1,0	1,2	7,4
Heures supplémentaires	15,8	0,6	-	2,4	3,0	18,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres dépenses communes de personnel	284,4	15,4	30,2	41,1	86,7	371,1
Frais de voyage du personnel	17,3	0,7	-	2,7	3,4	20,7
Imprimerie et reliure	-	-	117,6	18,0	135,6	135,6
Communications	-	9,9	-	1,4	11,3	11,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,3	-	-	0,2	0,2	1,5
<b>Total</b>	<b>1 197,4</b>	<b>98,4</b>	<b>242,2</b>	<b>196,8</b>	<b>537,4</b>	<b>1 734,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 295,8	242,2	-	-	242,2	18,6 %

TABLEAU 26.23 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	295,9	379,8
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	295,9	379,8
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	295,9	379,8

Total, coûts directs	2 114,6
----------------------	---------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(2 114,6)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 26.24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires <sup>a/</sup>		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	-	-	1	1	1	1
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	1	1	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>11</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	3	3	2	2	5	5
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>20</b>

<sup>a/</sup> Tous les postes sont financés au moyen des fonds extra-budgétaires reçus à titre d'appui à d'autres organismes des Nations Unies.

## 1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

26.19 Le Bureau du Conseiller juridique assure la direction exécutive, l'administration et la coordination au nom du Bureau des affaires juridiques, et fournit une assistance fonctionnelle à d'autres unités administratives du Bureau ainsi qu'à d'autres départements, y compris des services juridiques pour les réunions et les conférences; il est également chargé de la liaison avec la Cour internationale de Justice et doit s'acquitter des responsabilités juridiques qui incombent au Secrétaire général aux termes du Statut de la Cour. Le Bureau du Conseiller juridique est également responsable de l'exécution de sous-programmes ou de parties de sous-programmes des programmes 1 et 4 du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (tels qu'ils ont été révisés).

*Programme 1. Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires de l'Organisation des Nations Unies*

*Sous-programme 1. Avis juridiques au Secrétaire général, représentation du Secrétaire général et coordination des activités juridiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du système des Nations Unies dans son ensemble*

a) Ressources nécessaires : 872 000 dollars (68,2 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.12.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.9 à 6.15.

c) Eléments de programme :

1.1 Avis juridiques à donner au Secrétaire général et représentation du Secrétaire général aux réunions et



conférences consacrées à des questions juridiques et dans les procédures judiciaires (y compris celles de la Cour internationale de Justice) ou arbitrales; avis juridiques à fournir aux unités administratives du Secrétariat et à d'autres organes de l'ONU

#### 1.2 Services fonctionnels nécessaires aux réunions

*Produit* : fourniture des services fonctionnels nécessaires et d'un secrétariat aux organes suivants :

- i) Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale;
- ii) Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, sur demande. Il ressort de l'expérience acquise que ce comité tient environ quatre sessions par an;
- iii) Comité des relations avec le pays hôte.

*Programme 4. Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit*

*Sous-programme 2. Avis et assistance juridiques pour les questions politiques, de maintien de la paix, humanitaires, économiques et sociales*

a) Ressources nécessaires : 138 400 dollars (4,8 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.39.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.106 à 6.111.

c) Élément de programme :

- 2.1 Opinions écrites ou orales et avis concernant les aspects juridiques des missions politiques et de maintien de la paix

*Sous-programme 3. Avis juridiques et publications concernant les statuts, règlements et procédures des organes de l'Organisation des Nations Unies*

a) Ressources nécessaires : 451 600 dollars (15,6 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.39.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.112 à 6.119.

c) Éléments de programme :

- 3.1 Règlement intérieur des organes de l'ONU et des conférences convoquées par celle-ci

*Produit* :

i) Elaboration et révision du règlement intérieur des organes de l'ONU et des conférences convoquées par celle-ci;

ii) Conseils juridiques touchant l'interprétation et l'application des règlements intérieurs ou des dispositions de la Charte.

- 3.2 Etablissement et coordination des textes à publier dans les *Suppléments au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*

*Produit* : *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies au cours de la période 1970-1978*. La publication est prévue pour 1983.

*Sous-programme 4. Respect élargissement et protection des privilèges et immunités des Nations Unies*

a) Ressources nécessaires : 272 600 dollars (9,4 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.39.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.120 à 6.124.

c) Élément de programme :

4.1 Respect, élargissement et protection des privilèges et immunités des Nations Unies par l'établissement d'opinions juridiques, la fourniture de conseils juridiques, la négociation d'accords avec les pays hôtes et le règlement de différends touchant :

- i) Les privilèges et les immunités de l'Organisation en tant que personne morale;
- ii) Les privilèges et les immunités des représentants des Etats Membres;
- iii) Les privilèges et les immunités des fonctionnaires et experts de l'Organisation.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

26.20 Le transfert d'un poste D-1 de la Division des questions juridiques générales au présent sous-programme est proposé par suite du transfert des fonctions touchant le *Répertoire*.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

26.21 Le montant des ressources nécessaires (6 400 dollars) permettra au Bureau des affaires juridiques de remplacer le personnel en congé de maternité et en congé de maladie de longue durée.

*Heures supplémentaires*

26.22 Les ressources prévues à ce titre (16 400 dollars) doivent permettre de financer les heures supplémentaires à l'occasion des sessions de l'Assemblée générale et des réunions des commissions, comités spéciaux et conférences.

*Frais de voyage du personnel*

26.23 Le montant des ressources prévues (18 000 dollars), qui a été calculé sur la base de l'expérience passée, est destiné à couvrir le coût des voyages que le Secrétaire général adjoint est appelé à entreprendre à la demande du Secrétaire général, les frais de voyage des fonctionnaires qui doivent tenir des consultations avec les commissions régionales et participer à leurs sessions, les frais de voyage liés aux opérations de maintien de la paix et les frais de voyage liés aux conférences et réunions des Nations Unies tenues hors Siège.

*Imprimerie et reliure*

26.24 Les ressources prévues à ce titre (117 600 dollars), qui étaient précédemment allouées à la Division des questions juridiques générales, doivent permettre d'imprimer le *Répertoire*.

*Communications*

26.25 Les ressources prévues à ce titre (9 900 dollars), qui n'enregistrent aucun accroissement, étaient antérieurement inscrites au chapitre 28D, au titre des communications téléphoniques interurbaines et internationales du Bureau des affaires juridiques.

## 2. - PROGRAMMES D'ACTIVITE

## a) SERVICE DU DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

TABLEAU 26.25. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 292,2	27,2	-	95,6	122,8	1 415,0
Consultants	31,3	0,4	-	3,0	3,4	34,7
Groupes spéciaux d'experts	28,3	0,3	-	2,8	3,1	31,4
Dépenses communes de personnel	400,1	8,1	-	30,1	38,2	438,3
Frais de voyage du personnel	39,6	0,4	11,0	4,9	16,3	55,9
<b>Total</b>	<b>1 791,5</b>	<b>36,4</b>	<b>11,0</b>	<b>136,4</b>	<b>183,8</b>	<b>1 975,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 827,9	11,0	-	-	11,0	0,6 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

1 975,3

2 044,9

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

4 020,2

TABLEAU 26.26. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Service du droit commercial international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	11	11	-	-	11	11
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	7	7	-	-	7	7
Total	7	7	-	-	7	7
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>18</b>

a) *SERVICE DU DROIT COMMERCIAL  
INTERNATIONAL*

26.26 Par sa résolution 31/194, l'Assemblée générale a autorisé le transfert du Service du droit commercial international à Vienne. Les activités exécutées par le Service concernent le programme 5 (Harmonisation et unification progressive du droit commercial international), et sont décrites ci-après. Les travaux du Service, qui sont de caractère continu, sont axés sur le programme de travail de la CNUDCI, qui relève du même programme.

*Sous-programme 1. Harmonisation et unification du droit commercial international dans le cadre de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*

a) Ressources nécessaires : 1 596 400 dollars (72,9 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.8.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.140 à 6.149, et révisions proposées à ce document (A/35/6), chap. 6.

c) Éléments de programme :

1.1 Recherches, études et rapports

*Produit* : recherches de caractère juridique et élaboration d'études et de rapports sur des sujets inscrits au programme de travail de la CNUDCI; rédaction de textes et de commentaires juridiques à soumettre à l'examen de la CNUDCI ou de ses organes subsidiaires.

1.2 Service de réunions

*Produit* : services fonctionnels à fournir lors des réunions de la CNUDCI, de ses organes subsidiaires et des conférences des Nations Unies consacrées au droit commercial international.

1.3 Participation aux travaux d'autres organisations

*Produit* : participation aux travaux d'autres organisations et présentation à la CNUDCI de rapports y relatifs.

1.4 Publications

*Produit* : préparation de l'annuaire de la CNUDCI (deux volumes durant l'exercice biennal 1982-1983) ainsi que du registre de textes relatifs au droit commercial international (un volume durant l'exercice biennal 1982-1983).

1.5 Bibliothèque de droit de la CNUDCI

*Produit* : établissement et gestion de la bibliothèque de droit de la CNUDCI.

*Sous-programme 2. Coordination des travaux des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales dans le domaine du droit commercial international*

a) Ressources nécessaires : 378 900 dollars (17,3 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.8.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.150 à 6.159, et révisions proposées à ce document (A/35/6), chap. 6, par. 6.156.

c) Éléments de programme :

2.1 Participation à des réunions

*Produit* : participation aux réunions d'autres organisations internationales en vue de faciliter la coordination des travaux desdites organisations; rédaction d'exposés de politique générale sur des questions juridiques de fond, destinés à être présentés lors des réunions d'autres organisations.

2.2 Etudes et rapports

*Produit* : établissement de rapports de la CNUDCI sur les travaux d'autres organisations dans le domaine du droit commercial international.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Consultants*

26.27 Les ressources prévues à ce titre (31 700 dollars) sont destinées à couvrir le coût de services spécialisés en vue de l'harmonisation du texte du projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux ainsi que de services spécialisés concernant les pratiques juridiques et commerciales en matière d'arbitrage commercial international et de conciliation et concernant les incidences juridiques du nouvel ordre économique international (appui aux éléments de programme 1.3, 1.7 et 1.9 de la CNUDCI).

*Groupes spéciaux d'experts*

26.28 Le montant des ressources prévues à ce titre (28 600 dollars) correspond au coût de trois réunions de groupes spéciaux d'experts (comptant chacune cinq participants) destinées à aider le secrétariat à exécuter les travaux préparatoires visant à déterminer les incidences du nouvel ordre économique international (élément de programme 1.9 de la CNUDCI).

*Frais de voyage*

26.29 Le montant des ressources prévues au titre des frais de voyage (51 000 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 11 000 dollars par rapport à l'exercice précédent, est destiné à couvrir le coût de : a) environ 5 voyages d'étude dans des bibliothèques et centres de recherche; b) environ 18 voyages aux fins de la coordination du programme de travail avec les programmes d'autres organes de l'ONU.

b) FONCTIONS INCOMBANT AU SECRETAIRE GENERAL EN SA QUALITE DE DEPOSITAIRE  
DES TRAITES : ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITES

TABLEAU 26.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	769,6	291,6	12,4	137,8	441,8	1 211,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	35,0	(35,0)	-	-	(35,0)	-
Postes temporaires	94,3	77,1	-	22,6	99,7	194,0
Dépenses communes de personnel	275,5	117,9	4,0	51,3	173,2	448,7
Imprimerie et reliure	1 094,4	109,4	(157,1)	155,1	107,4	1 201,8
Location et entretien du matériel	-	-	18,8	2,8	21,6	21,6
<b>Total</b>	<b>2 268,8</b>	<b>561,0</b>	<b>(121,9)</b>	<b>369,6</b>	<b>808,7</b>	<b>3 077,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 829,8	(121,9)	-	-	(121,9)	(4,3) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 3 077,5

4 407,1

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 7 484,6

TABLEAU 26.28. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités : enregistrement et publication des traités

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	15	17	-	-	15	17
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>20</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>27</b>

**b) FONCTIONS INCOMBANT AU SECRETAIRE GENERAL EN SA QUALITE DE DEPOSITAIRE DES TRAITES : ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITES**

*Programme 2. Accords internationaux*

26.30 La Section des traités est chargée d'exécuter le programme 2. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a approuvé la phase initiale de deux ans du plan

proposé par le Secrétaire général pour l'élimination de l'arriéré de publication du *Recueil des Traités* des Nations Unies (A/C.5/34/40, par. 19 à 30). Le Secrétaire général a été prié de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session puis tous les deux ans sur les progrès accomplis en vue d'éliminer l'arriéré de publication. Le premier rapport sera présenté à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session. Les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités*

a) Ressources nécessaires : 415 500 dollars (13,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. 1, par. 6.37 à 6.43.

c) Eléments de programme :

1.1 Garde des originaux d'environ 300 traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire, ainsi que d'instrument connexes

*Produit :*

i) Notification aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales d'environ 1 500 formalités de dépôt (signatures, instruments de ratification, accessions, acceptations, etc., déposés auprès du Secrétaire général);

ii) Etablissement du texte authentique des traités multilatéraux soumis à la signature des Etats Membres;

iii) Etablissement de copies certifiées conformes de traités multilatéraux à l'intention des Etats Membres et des organisations intergouvernementales;

iv) Fourniture, aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales, de renseignements à jour concernant le statut des traités multilatéraux;

v) Opinions juridiques à l'intention des Etats, organisations internationales, services du Secrétariat, etc., concernant le droit et la pratique des traités.

1.2 La publication intitulée *Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire*

*Produit :* préparation en cours de l'exercice biennal du manuscrit de quatre volumes de la publication annuelle ci-dessus (deux en anglais et deux en français).

*Sous-programme 2. Enregistrement et publication des traités et autres accords internationaux*

a) Ressources nécessaires : 2 662 000 dollars (86,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. 1, par. 6.44 à 6.53.

c) Eléments de programme :

2.1 Enregistrement des traités

*Produit :*

i) Etablissement de certificats d'enregistrement pour environ 4 000 traités et formalités consécutives accomplies par les gouvernements et les organisations intergouvernementales;

ii) Renseignements à l'intention des gouvernements, organisations intergouvernementales et services du Secrétariat, concernant les traités enregistrés ou en cours d'enregistrement;

iii) Préparation du manuscrit de 24 numéros mensuels bilingues (anglais et français) des *Relevés mensuels des traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du Secrétariat*;

iv) Renseignements et opinions juridiques à l'intention des gouvernements, organisations intergouvernementales, services du Secrétariat, etc., concernant l'enregistrement et la pratique des traités en vertu de l'Article 102 de la Charte.

2.2 Système informatisé pour les traités

*Produit :* renseignements fournis sous forme de listes imprimées à l'intention des gouvernements, organisations intergouvernementales, services du Secrétariat, etc., concernant les traités internationaux enregistrés en vertu de l'Article 102 de la Charte.

*Produit intermédiaire :* établissement, à partir des manuscrits et des données informatiques relatifs aux traités obtenus par suite de l'exécution de l'élément de programme 2.1, d'épreuves prêtes à photographier pour les relevés mensuels susmentionnés.

2.3 Publication des traités

*Produit :*

i) Compilation de 140 volumes de manuscrits pour le *Recueil des Traités* (60 en 1982 et 80 en 1983);

ii) Publication de quatre volumes de l'*Index cumulatif du Recueil des Traités*, nos 13 et 14, en anglais et en français.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Base réévaluée*

26.31 La base réévaluée tient compte d'un ajustement spécial correspondant au transfert d'un poste d'administrateur (P-2) et de deux postes d'agent des services généraux du chapitre 29D (Bibliothèque, New York) à la Section des traités de façon que le service chargé de l'enregistrement et de la compilation des traités ait également la responsabilité de compiler les index.

*Reclassement de postes*

26.32 Il est proposé de reclasser un poste P-2 à P-3 afin d'élargir les responsabilités qui incombent à son titulaire en matière d'enregistrement des traités, d'analyse des questions relatives au droit des traités, d'établissement de procédures juridiques et administratives et de supervision du groupe chargé des enregistrements à la Section des traités.

*Imprimerie et reliure*

26.33 Les ressources nécessaires à cette rubrique (1 046 700 dollars) doivent permettre d'imprimer 100 volumes du *Recueil des Traités*, quatre volumes de l'*Index cumulatif du Recueil des Traités* et quatre volumes de la publication annuelle intitulée *Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire*. Ce montant est inférieur de 138 300 dollars au crédit ouvert pour l'exercice précédent du fait de l'introduction d'innovations techniques et du renforcement de la capacité de production du Département des services de conférence du Siège.

*Location et entretien du matériel*

26.34 Le montant des ressources prévues à cette rubrique (18 800 dollars) correspond à la location et à l'entretien de matériel de traitement des mots qui devrait permettre d'économiser une somme équivalente en ce qui concerne les ressources nécessaires au titre de l'imprimerie.

c) PROGRAMME D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AUX FINS DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ETUDE, DE LA DIFFUSION ET D'UNE COMPREHENSION PLUS LARGE DU DROIT INTERNATIONAL

TABLEAU 26.29. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	
Bourses et subventions	194,0	-	-	28,9	222,9
<b>Total</b>	<b>194,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28,9</b>	<b>222,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
194,0	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 222,9

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

191,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 414,3

c) PROGRAMME D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AUX FINS DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ETUDE, DE LA DIFFUSION ET D'UNE COMPREHENSION PLUS LARGE DU DROIT INTERNATIONAL

26.35 Cette activité relève du sous-programme 4 du programme 3 (Développement progressif et codification du droit international). La Commission du droit international et la Division de la codification y sont également associées.

*Sous-programme 4. Travaux visant à rendre plus accessibles le droit international et les activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies*

a) Ressources nécessaires : 222 900 dollars (6,5 p. 100 du

total prévu pour le programme). Voir également par. 26.4 et 26.36.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.83 à 6.87.

c) Elément de programme :

4.1 Programme d'assistance comprenant l'attribution de bourses de perfectionnement à de jeunes juristes de pays en développement et le versement de subventions pour frais de voyage aux participants à des cours régionaux de formation et de recyclage

*Produit* : une trentaine de bourses de perfectionnement et une cinquantaine de subventions pour frais de voyage seront accordées pendant l'exercice biennal.



## d) DIVISION DE LA CODIFICATION

TABLEAU 26.30. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 182,4	124,2	-	170,7	294,9	1 477,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	379,2	38,8	-	54,5	93,3	472,5
Frais de voyage du personnel	16,3	0,6	-	2,5	3,1	19,4
Imprimerie et reliure	65,7	4,7	(2,0)	10,2	12,9	78,6
<b>Total</b>	<b>1 644,8</b>	<b>168,3</b>	<b>(2,0)</b>	<b>237,9</b>	<b>404,2</b>	<b>2 049,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 813,1	(2,0)	-	-	(2,0)	(0,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 2 049,0

3 305,0

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 5 354,0

TABLEAU 26.31. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Division de la codification

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	6	6	-	-	6	6
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>22</b>

## d) DIVISION DE LA CODIFICATION

26.36 La Division de la codification, avec la Commission du droit international et le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, s'occupe du programme 3 (Développement progressif et codification du droit international). Les éléments de programme dont est chargée la Division et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Direction et coordination du processus de codification et de développement progressif du droit international; étude de questions juridiques et élaboration d'instruments de codification<sup>4</sup>.*

a) Ressources nécessaires : 1 322 300 dollars (38,7 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.4 et 26.35.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.60 à 6.65.

c) Eléments de programme :

1.1 Services fonctionnels nécessaires pour les réunions ci-après

*Produit :*

i) Sixième Commission, en 1982 et 1983 (trois mois par an);

ii) Commission du droit international, en 1982 et 1983 (trois mois par an);

iii) Conférence chargée d'élaborer la Convention sur les clauses de la nation la plus favorisée, en 1982;

iv) Conférence chargée d'élaborer la Convention sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, en 1983;

v) Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, en 1982 et 1983;

vi) Comité spécial pour le renforcement du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, en 1982 et 1983;

vii) Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires;

viii) Comité spécial du terrorisme international, en 1983.

1.2 Suite à donner aux demandes adressées au Secrétaire général par l'Assemblée générale dans les résolutions qu'elle adopte sur recommandation de la Sixième Commission

*Produit :* rapports, études et documents officiels de l'Assemblée générale, tels que : i) les rapports du Secrétaire général sur le terrorisme international (environ trois rapports en 1983); ii) les rapports du Secrétaire général sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (cinq ou six rapports au cours de l'exercice biennal); iii) les rapports du Secrétaire général sur le processus d'établissement des traités multilatéraux (cinq ou six rapports pendant l'exercice biennal).

*Sous-programme 3. Recherches juridiques*

a) Ressources nécessaires : 619 500 dollars (18,1 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.4 et 26.35.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.75 à 6.81.

c) Eléments de programme :

3.1 Recherches et études à l'intention de la Commission du droit international

*Produit :* rapports à la Commission du droit international sur les recherches, études, enquêtes ou compilations systématiques concernant certains aspects des questions suivantes :

i) Traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (deuxième trimestre de 1982);

ii) Responsabilité des Etats :

a) Le régime de la responsabilité internationale : première partie du projet (deuxième trimestre de 1982);

b) Eléments, formes et degrés de la responsabilité internationale : deuxième partie du projet (deuxième trimestre de 1982 et de 1983);

iii) Responsabilité internationale pour risque (deuxième trimestre de 1982 et de 1983);

iv) Droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (deuxième trimestre de 1982 et de 1983);

v) Immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (deuxième trimestre de 1982 et de 1983);

vi) Statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique;

vii) Relations entre les Etats et les organisations internationales (deuxième partie du sujet) [deuxième trimestre de 1982 et de 1983].

3.2 Etudes et recherches à l'intention de l'Assemblée générale ou de ses organes subsidiaires autres que la Commission du droit international

*Produit :* rapports à l'Assemblée générale (Sixième Commission) et à ses organes juridiques subsidiaires, selon qu'il conviendra, sur les recherches, études, enquêtes ou compilations systématiques concernant les questions suivantes :

i) Projet de code des délits contre la paix et la sécurité de l'humanité (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

ii) Systématisation et développement progressif des principes et normes du droit économique international, eu égard en particulier aux aspects juridiques du nouvel ordre économique international (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

iii) Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

iv) Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats : statut d'observateur des mouvements de libération nationale (troisième trimestre de 1982 et de 1983);

<sup>4</sup> Les sous-programmes 1 et 2 ont été regroupés en un sous-programme unique.

v) Mesures visant à prévenir le terrorisme international (troisième trimestre de 1982).

*Sous-programme 4. Travaux visant à rendre plus accessibles le droit international et les activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies*

a) Ressources nécessaires : 107 300 dollars (3,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.82 à 6.89.

c) Eléments de programme :

4.1 *Annuaire juridique des Nations Unies*

Produit : *Annuaire* de 1980 et de 1981 (quatrième trimestre de 1982 et de 1983).

4.2 *Série législative des Nations Unies*

Produit : volumes 22 et 23 (quatrième trimestre de 1982 et de 1983).

4.3 *Recueil des sentences arbitrales internationales*

Produit : volumes XIX et XX (quatrième trimestre de 1982 et de 1983).

4.4 Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Produit : assistance directe (organisation et supervision de séminaires, cours régionaux de formation et de recy-

clage, bourses de perfectionnement, services consultatifs d'experts, publications juridiques, services de bibliothèque et traduction d'ouvrages juridiques importants); secrétariat du Comité consultatif du Programme (troisième trimestre de 1982 et de 1983).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

26.37 Les ressources nécessaires à ce titre (16 900 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage des fonctionnaires chargés d'assurer le service d'environ trois réunions de comités spéciaux ou conférences tenus en Europe ainsi que ceux imputables à la participation à des réunions ou conférences d'organes de l'ONU et autres organes, telles que celles qui doivent être consacrées à des aspects divers du droit humanitaire ou à des questions de droit international, ainsi qu'aux réunions d'organes juridiques régionaux avec lesquels la Commission a établi des liens officiels.

*Imprimerie et reliure*

26.38 Les ressources nécessaires à ce titre (68 400 dollars) permettraient d'imprimer la *Série législative des Nations Unies*, le *Recueil des sentences arbitrales internationales* et l'*Annuaire juridique des Nations Unies*.

e) *DIVISIONS DES QUESTIONS JURIDIQUES GENERALES*

TABLEAU 26.32. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Répartition de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 319,9	113,7	(94,4)	173,8	193,1	1 513,0
Consultants	23,3	0,9	-	3,6	4,5	27,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	422,7	36,1	(30,2)	55,4	61,3	484,0
Frais de voyage du personnel	7,5	0,3	-	1,1	1,4	8,9
Imprimerie et reliure	97,2	3,8	(101,0)	-	(97,2)	-
<b>Total</b>	<b>1 871,8</b>	<b>154,8</b>	<b>(225,6)</b>	<b>233,9</b>	<b>163,1</b>	<b>2 034,9</b>

TABLEAU 26.32 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 026,6	(225,6)	-	-	(225,6)	(11,1) %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	317,7	421,1
ii) Des programmes extra-budgétaires	122,9	151,8
Total a)	440,6	572,9
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
Total b)	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	440,6	572,9

Total, coûts directs	2 607,8
----------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

4 525,2
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	7 133,0
---	---------

TABLEAU 26.33. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	1	1	1	3	2
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>o</sup> classe (P-3)	3	3	1	1	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>o</sup> classe (P-2/1)	1	1	2	2	3	3
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>18</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	9	9	3	3	12	12
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>31</b>	<b>30</b>

e) *DIVISION DES QUESTIONS JURIDIQUES GÉNÉRALES*

26.39 La Division des questions juridiques générales est responsable de l'exécution de tout ou partie des sous-programmes 1, 2, 3 et 5 du programme 4 (Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit). Les éléments de programme qu'exécutera la Division durant l'exercice biennal, ainsi que les produits connexes, sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Services de conseils juridiques internes*

a) Ressources nécessaires : 1 027 800 dollars (35,5 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.19.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.99 à 6.105.

c) Éléments de programme :

- 1.1 Fourniture de services juridiques aux organes de l'ONU, ainsi qu'aux organes subsidiaires, conférences et secrétariats
- 1.2 Travaux visant à réduire au minimum le contentieux de l'Organisation et à protéger ses droits juridiques
- 1.3 Questions et problèmes juridiques en matière de contrats, de baux, d'assurances, de droits d'auteur, de fiscalité, etc.
- 1.4 Questions financières, de personnel et de pensions et autres questions juridiques ayant trait à l'administration de l'Organisation
- 1.5 Travaux liés à des questions judiciaires ou à des questions d'arbitrage
- 1.6 Travaux ayant trait aux affaires dont est saisi le Tribunal administratif des Nations Unies

*Produit* : les activités entreprises en vue de la réalisation des objectifs de ces éléments de programme sont de caractère continu et difficilement quantifiables du point de vue de la planification du programme. Elles comprennent des recherches juridiques, l'élaboration d'avis et exposés juridiques, la représentation dans les procédures de l'Organisation, la participation à des négociations, et la rédaction de réclamations et d'accords.

*Sous-programme 2. Avis et assistance juridiques pour les questions politiques, de maintien de la paix, humanitaires, économiques et sociales*

a) Ressources nécessaires : 599 100 dollars (20,7 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.19.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.106 à 6.111.

c) Élément de programme :

2.1 Avis et assistance juridiques pour les questions politiques, de maintien de la paix, humanitaires, économiques et sociales

*Produit* : avis et assistance pour les questions juridiques au Siège et dans les bureaux extérieurs; appui aux missions sur le terrain; avis juridiques pour les questions de droit découlant des activités dans les domaines humanitaire, économique et social, en particulier aux commissions économiques régionales, et appui de fond et de procédure aux conférences consacrées à ces questions.

*Sous-programme 3. Avis juridiques et publications concernant les statuts, règlements et procédures des organes de l'ONU*

a) Ressources nécessaires : 194 600 dollars (6,7 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.23.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.112 à 6.118.

c) Éléments de programme :

3.1 Établissement et coordination des textes à publier dans les *Suppléments au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*

3.2 Conseils juridiques touchant l'interprétation du règlement intérieur d'organes de l'ONU ou de dispositions particulières de la Charte, ou les problèmes que peut susciter leur application

*Produit* : avis juridiques aux Etats Membres, en particulier aux Etats récemment admis à l'Organisation, pour les questions ayant trait à l'application des dispositions de la Charte et du règlement intérieur des organes de l'ONU; préparation du *Supplément no 5 au Répertoire*, qui portera sur la période 1970-1975; planification de l'établissement des règlements et procédures, compte tenu de l'évolution continue de la pratique quant à la révision de la Charte et à l'élaboration des règlements et procédures des organes de l'Organisation.

*Sous-programme 5. Développement du droit de l'espace extra-atmosphérique*

a) Ressources nécessaires : 213 400 dollars (7,3 p. 100 du total prévu pour le programme). Voir également par. 26.19.

b) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 6.125 à 6.131.

c) Éléments de programme :

5.1 Contribution à l'élaboration par le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de traités ou déclarations de principes relatifs aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

5.2 Contribution (appui fonctionnel et services de secrétariat) à l'examen par le Sous-Comité juridique, sur demande, des questions juridiques ayant trait aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

*Produit* :

i) Services fonctionnels nécessaires pour deux sessions de quatre semaines du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

ii) Présentation de rapports, sur demande, au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

26.40 Il est proposé de transférer un poste de la classe D-1 de la Division au Bureau du Conseiller juridique, de façon que les activités ayant trait aux questions relatives au *Répertoire* relèvent directement de la compétence du Conseiller juridique.

*Consultants*

26.41 Les ressources nécessaires à ce titre (24 200 dollars) pour l'exercice biennal sont destinées à couvrir le coût des services de consultants pour des litiges particuliers, l'interprétation des conventions sur les stupéfiants, des questions d'assurances, des questions ayant trait à la responsabilité des transporteurs publics ou pour la réalisation d'études à l'occasion de conférences sur des questions humanitaires, économiques et sociales, ainsi que de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

*Frais de voyage du personnel*

26.42 Les ressources prévues (7 800 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage de représentants du Secrétaire général dans les affaires du Tribunal administratif et autres litiges, y compris les arbitrages, ainsi que les frais de voyage des fonctionnaires qui devront être envoyés dans des bureaux hors Siège pour aider à régler des problèmes administratifs internes et fournir des services d'appui juridique, ou à des conférences consacrées à des questions humanitaires, économiques et sociales qui nécessiteront un appui juridique.

*Imprimerie et reliure*

26.43 Les ressources nécessaires à ce titre ont été transférées au Bureau du Conseiller juridique pour couvrir les frais d'impression du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*.

**TITRE VI**  
**INFORMATION**

**CHAPITRE 27. – INFORMATION**

**TABEAU 27.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
48 818,6	3 711,5	7,6	225,4	0,4	8 492,2	17,3	12 429,1	25,4	61 247,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
52 530,1	225,4	258,4	-	(33,0)	- %

**2) Fonds extra-budgétaires**

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale	587,7	480,0
Forum du développement	2 611,4	2 611,4
Fonds d'affectation spéciale pour des activités particulières en matière d'information	513,8	-
Fonds d'affectation spéciale pour des colloques mondiaux de responsables des organes d'information	249,3	-
Contributions de gouvernements hôtes	1 184,4	1 184,4
<b>Total b)</b>	5 146,6	4 275,8
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	5 146,6	4 275,8

<b>Total, coûts directs</b>	65 523,5
-----------------------------	----------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

36 699,9
----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	102 223,4
---	-----------



TABLEAU 27.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé : Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981			Autres				
			de l'accroissement de ressources de 1980-1981			objets de dépense				
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Augmentations spéciales (7)	Total (8)		
A. Département de l'information (New York)	30 175,2	1 251,9	778,2	439,8	1 564,1	405,7	793,0	3 980,8	2 728,9	32 904,1
B. Service d'information (Genève)	3 608,1	10,4	-	-	53,7	(1,3)	-	52,4	42,0	3 650,1
C. Centres d'information	15 035,3	40,0	387,6	90,0	360,7	142,3	-	980,6	940,6	15 975,9
Total	48 818,6	1 302,3	1 165,8	529,8	1 978,5	546,7	793,0	5 013,8	3 711,5	52 530,1

a/ Correspond à un crédit inscrit précédemment au chapitre 28b /Bureau des services généraux (New York) et représente les dépenses du Département de l'information au titre des communications téléphoniques interurbaines et internationales et des services de la valise diplomatique.

TABLEAU 27.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983	Augmentation totale		
		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Dollars				
A. Département de l'information (New York)	30 175,2	251,6	2 728,9	4 428,3	7 408,8	37 584,0	-
B. Service d'information (Genève)	3 608,1	169,0	42,0	240,6	451,6	4 059,7	4,6
C. Centres d'information	15 035,3	(195,2)	940,6	3 823,3	4 568,7	19 604,0	(1,2)
Total	48 818,6	225,4	3 711,5	8 452,2	12 429,1	61 247,7	-

TABLEAU 27.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océans ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réaffectation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							%
Postes permanents	25 166,1	2 248,3	179,8	4 487,5	6 915,6	32 081,7	0,6
Postes temporaires	946,3	137,3	-	141,2	278,5	1 224,8	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	723,4	(187,2)	(179,7)	56,2	(310,7)	412,7	(44,7)
Heures supplémentaires	176,1	6,9	-	30,7	37,6	213,7	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	12,8	-	-	-	-	12,8	-
Autres dépenses communes de personnel	8 364,3	682,9	56,2	1 482,7	2 221,8	10 586,1	0,6
Déplacements divers :							
Frais de voyage des participants	121,0	(26,9)	25,0	16,8	14,9	135,9	-
Frais de voyage du personnel	554,4	(121,2)	52,5	84,0	15,3	569,7	0,5
Reportages cinématographiques	185,2	7,2	-	28,7	35,9	221,1	-
Reportages photographiques	13,2	0,5	-	2,1	2,6	15,8	-
Radioreportages	82,9	10,5	(2,0)	13,6	22,1	105,0	(2,1)
Activités promotionnelles (télévision/cinéma)	15,1	0,6	-	2,4	3,0	18,1	-
Tables rondes de rédacteurs en chef	59,2	2,3	-	9,2	11,5	70,7	-
Formation d'assistants d'information	30,5	1,2	-	4,7	5,9	36,4	-
Services contractuels :							
Traduction et interprétation	119,2	0,4	-	20,0	20,4	139,6	-
Imprimerie	698,3	(53,1)	(200,0)	66,3	(186,8)	511,5	(31,0)
Brochures et dépliant	676,5	(109,9)	-	84,4	(25,5)	651,0	-

**TABEAU 27.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE (suite)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océans divers pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Services contractuels (suite) :								
Documents photographiques/ documents visuels	118,3	5,5	14,6	20,0	40,1	158,4	-	
Contrats (information)	5 541,1	31,8	98,0	839,3	969,1	6 510,2	-	
Frais généraux de fonctionnement :	870,3	129,5	-	230,8	360,3	1 230,6	-	
Location et entretien des locaux	329,3	13,8	-	68,6	82,4	411,7	-	
Location et entretien du matériel	519,7	112,1	-	141,6	253,7	773,4	-	
Communications	-	705,6	-	105,0	810,6	810,6	-	
Valise diplomatique	82,2	4,1	2,0	20,0	26,1	108,3	2,3	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	241,6	9,9	-	51,6	61,5	303,1	-	
Fret et dépenses accessoires								
Fournitures destinées aux activités d'information	1 364,7	27,6	-	236,4	264,0	1 628,7	-	
Mobilier et matériel	296,0	(27,7)	-	63,3	35,6	331,6	-	
Matériel destiné aux activités d'information	886,9	28,9	169,0	141,4	339,3	1 226,2	18,5	
Bourses	179,0	115,6	-	43,7	159,3	338,3	-	
Contributions	445,0	(45,0)	10,0	-	(35,0)	410,0	-	
<b>Total</b>	<b>4 8 818,6</b>	<b>3 711,5</b>	<b>225,4</b>	<b>8 492,2</b>	<b>12 429,1</b>	<b>61 247,7</b>	<b>-</b>	

TABLEAU 27.5. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 27								
		A-1	A-2 a)	A-2 b)	A-2 c)	A-2 d)	A-3	A-4	B	C
<b>Chapitre 28.</b>										
A	150,1	5,2	44,0	31,7	11,6	9,7	3,2	-	10,4	34,3
B	216,7	16,7	47,9	20,9	7,8	12,2	50,4	0,7	9,8	50,3
C	1 067,2	31,2	267,5	193,8	80,8	79,8	27,0	-	31,3	355,7
D	23 968,9	1 743,5	9 602,7	5 802,5	3 000,8	1 600,5	2 218,8	-	-	-
E	95,3	2,0	28,8	12,6	4,7	7,3	3,4	0,4	5,9	30,2
F	238,3	5,0	72,0	31,4	11,7	18,3	8,5	1,0	14,8	75,6
G	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
H	385,2	-	-	-	-	140,1	-	-	245,1	-
I	878,2	-	-	-	-	255,6	-	-	622,6	-
J	362,5	8,7	110,5	80,4	35,0	37,2	13,1	-	20,3	57,3
K	222,6	6,8	58,7	42,7	18,4	19,4	6,8	-	5,8	64,0
L	206,3	3,9	33,5	24,4	10,5	11,1	3,9	-	9,7	109,3
M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Chapitre 29.</b>										
A	3 101,0	277,3	1 579,1	1 244,6	-	-	-	-	-	-
B	2 086,4	277,3	-	-	-	1 626,5	-	-	182,6	-
C	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D	3 721,2	-	1 155,4	832,6	305,9	254,9	-	-	271,8	900,6
E et F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Répartition des coûts indirects à l'intérieur du chapitre</b>										
A1	-	(3 855,8)	1 812,3	771,2	385,6	154,2	115,7	-	77,1	539,8
A3	-	95,5	2 293,2	955,5	477,8	191,1	(4 777,7)	-	95,5	668,9
<b>Total, coûts indirects répartis</b>	36 699,9	(1 382,7)	17 105,8	10 044,2	4 350,5	4 418,0	(2 326,9)	2,1	1 602,8	2 886,1
<b>Coûts directs</b>	65 523,5	1 382,7	19 192,2	8 640,5	3 209,4	5 037,9	2 326,9	285,8	4 059,7	20 788,4
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	102 223,4	-	36 298,0	18 684,7	7 559,9	9 455,9	-	287,9	5 662,5	23 674,5

Sans des lettres de la première colonne :

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E. et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Département de l'information (New York)
  - 1. Direction exécutive et administration
  - 2. Programmes d'activité
    - a) Division de la radio et des moyens visuels
    - b) Division de la presse et des publications
    - c) Division des relations extérieures
    - d) Division de l'information économique et sociale
  - 3. Appui aux programmes : Service administratif
  - 4. Assemblée mondiale sur le vieillissement
- B. Service de l'information (Genève)
- C. Centres d'information

### Information

27.1 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 concernant le Département de l'information, le Service d'information (Genève) et les centres d'information est fondé sur les mandats énoncés dans les résolutions 33/115, 34/182 et 35/201 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1978, du 18 décembre 1979 et du 16 décembre 1980, respectivement, et traduit les priorités fixées par l'Assemblée, qui a demandé que le Département continue à orienter ses activités vers la diffusion d'informations, portant essentiellement sur les problèmes relatifs à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, aux opérations de maintien de la paix et de rétablissement de la paix, à la décolonisation, à la promotion des droits de l'homme, à la lutte contre la discrimination raciale, à l'intégration des femmes dans la lutte pour la paix et le développement, à l'instauration du nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

27.2 Une attention particulière est également accordée aux activités de l'Organisation des Nations Unies contre l'*apartheid* et aux travaux du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

27.3 Au cours de l'exercice biennal, l'accent sera mis sur la production de matériaux d'information dans un plus grand nombre de langues, afin de satisfaire la demande constante de matériaux, notamment en français et en espagnol, et de faire en sorte que les organes d'information du monde entier accordent une plus grande place aux informations sur l'Organisation des Nations Unies.

27.4 Les activités proposées sont subdivisées en quatre sous-programmes principaux dans le plan à moyen terme pour la période 1980-1983<sup>1</sup> et les révisions proposées<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 6 (A/33/6/Rev.1), vol. I, chap. 12.*

<sup>2</sup> *Ibid., trente-cinquième session, Supplément No 6 (A/35/6), chap. 12.*

## A. – Département de l'information (New York)

TABLEAU 27.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
30 175,2	2 728,9	9,0	251,6	0,8	4 428,3	14,6	7 408,8	24,5	37 584,0

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
32 904,1	251,6	258,4	-	(6,8)	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale	587,7	480,0
Forum du développement	2 611,4	2 611,4
Fonds d'affectation spéciale pour des activités particulières en matière d'information	513,8	-
Fonds d'affectation spéciale pour des colloques mondiaux de responsables des organes d'information	249,3	-
<b>Total b)</b>	3 962,2	3 091,4
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	3 962,2	3 091,4

Total, coûts directs 40 675,4

32 211,0

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 72 886,4

TABLEAU 27.7. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Département de l'information (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	4	4	-	-	4	4
Administrateur général (D-1)	11	11	-	-	11	11
Administrateur hors classe (P-5)	19	19	3	3	22	22
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	33	35	3	3	36	38
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	51	54	-	-	51	54
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	32	32	1	1	33	33
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>156</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>158</b>	<b>163</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	36	36	4	4	40	40
Autres classes	99	99	13	13	112	112
<b>Total</b>	<b>135</b>	<b>135</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>152</b>	<b>152</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>286</b>	<b>291</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>310</b>	<b>315</b>

TABLEAU 27.8. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981				
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Ajustements spéciaux (7)		
1. Direction exécutive et administration :									
a) Bureau du Secrétaire général adjoint	872,2	-	-	-	60,5	1,4	-	61,9	934,1
b) Groupe de la planification, de la programmation et de l'évaluation	23,9	-	62,2	-	9,5	-	-	71,7	95,6
2. Programmes d'activité :									
a) Division de la radio et des moyens visuels	15 910,2	31,4	317,4	153,0	737,4	303,4	-	1 511,2	17 390,0
b) Division de la presse et des publications	6 737,7	11,2	381,0	286,8	410,4	74,9	-	1 153,1	7 879,6
c) Division des relations extérieures	2 568,1	20,0	-	-	189,4	8,2	-	197,6	2 745,7
d) Division de l'information économique et sociale	1 767,4	-	-	-	92,3	6,7	-	99,0	1 866,4
3. Appui aux programmes :									
Service administratif	1 196,4	90,0	17,6	-	64,6	11,1	793,0	886,3	1 992,7
4. Assemblées mondiale sur le vieillissement	119,9	119,9	-	-	-	-	-	(119,9)	-
5. Année internationale des personnes handicapées	592,9	592,9	-	-	-	-	-	(592,9)	-
6. Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme	386,5	386,5	-	-	-	-	-	(386,5)	-
<b>Total</b>	<b>30 175,2</b>	<b>1 251,9</b>	<b>778,2</b>	<b>439,8</b>	<b>1 564,1</b>	<b>405,7</b>	<b>793,0</b>	<b>2 728,9</b>	<b>32 904,1</b>



TABLEAU 27.9. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale	%		
1. Direction exécutive et administration :								
a) Bureau du Secrétaire général adjoint	872,2	61,9	(100,8)	106,9	68,0	940,2	(10,7)	
b) Groupe de la planification, de la programmation et de l'évaluation	23,9	71,7	296,0	50,9	118,6	442,5	309,6	
2. Programmes d'activité :								
a) Division de la radio et des moyens visuels	15 910,2	1 479,8	(2,0)	2 404,2	3 882,0	19 792,2	-	
b) Division de la presse et des publications	6 737,7	1 141,9	(251,4)	1 012,3	1 902,8	8 640,5	(3,1)	
c) Division des relations extérieures	2 568,1	177,6	95,6	368,1	641,3	3 209,4	3,4	
d) Division de l'information économique et sociale	1 767,4	99,0	(95,6)	175,7	179,1	1 946,5	(5,1)	
3. Appui aux programmes :								
Service administratif	1 196,4	796,3	51,4	282,8	1 130,5	2 326,9	2,5	
4. Assemblée mondiale sur le vieillissement	119,9	(119,9)	288,4	27,4	165,9	285,8	-	
5. Année internationale des personnes handicapées	592,9	(592,9)	-	-	(592,9)	-	-	
6. Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour le handicap	386,5	(386,5)	-	-	(386,5)	-	-	
<b>Total</b>	<b>30 175,2</b>	<b>2 728,9</b>	<b>251,6</b>	<b>4 428,3</b>	<b>7 408,8</b>	<b>37 584,0</b>	<b>-</b>	

## 1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

## a) BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

TABLEAU 27.10. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitement :						
Postes permanents	623,2	51,6	(75,6)	77,2	53,2	676,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres dépenses communes de personnel	206,9	8,9	(24,2)	24,7	9,4	216,3
Frais de voyage du personnel	30,3	1,2	(3,0)	4,1	2,3	32,6
Dépenses de représentation (D-1 et en-dessous)	3,8	0,2	2,0	0,9	3,1	6,9
<b>Total</b>	<b>872,2</b>	<b>61,9</b>	<b>(100,8)</b>	<b>106,9</b>	<b>68,0</b>	<b>940,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance n° 5e (5) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
934,1	(100,8)	-	-	(100,8)	(10,7) %

TABLEAU 27.10 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) <i>Services d'appui à :</i>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) <i>Activités de fond</i>		
Fonds d'affectation spéciale pour des activités particulières en matière d'information	513,8	-
Total b)	513,8	-
c) <i>Projets opérationnels</i>		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	513,8	-

Total, coûts directs	940,2
----------------------	-------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(940,2)
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 27.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Secrétaire général adjoint

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	5	3	-	-	5	3
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>9</b>

A. - Département de l'information  
(New York)

1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

a) BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

27.5 Le Bureau du Secrétaire général adjoint donne les directives de politique générale et assure l'administration centrale en ce qui concerne les activités du Département. Il remplira ces fonctions afin d'exécuter les mandats établis par l'Assemblée générale, tels qu'ils sont énoncés dans les résolutions adoptées récemment, et afin d'appliquer le programme d'activité exposé dans le présent projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983. Il fournit également des services de secrétariat au Comité de l'information.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

27.6 En 1981, un poste P-5 et 2 postes d'agent des services généraux ont été transférés au Groupe de la

planification, de la programmation et de l'évaluation créé récemment. Il est proposé de régulariser cet arrangement en 1982-1983. Il est proposé par ailleurs de transférer un poste P-4 de la Division de l'information économique et sociale au Bureau du Secrétaire général adjoint.

*Frais de voyage du personnel*

27.7 Les ressources nécessaires à ce titre (28 500 dollars) permettraient de couvrir les frais de voyage du Secrétaire général adjoint et d'autres fonctionnaires du Bureau lorsqu'ils doivent assister à des réunions du Comité commun de l'information des Nations Unies, visiter des centres d'information et représenter l'Organisation des Nations Unies à des réunions consacrées à des questions d'information.

*Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

27.8 Il est proposé d'accroître de 2 000 dollars les ressources demandées afin de couvrir les dépenses engagées par de hauts fonctionnaires du Département pour augmenter les contacts avec les représentants des organes d'information.

b) GROUPE DE LA PLANIFICATION, DE LA PROGRAMMATION ET DE L'EVALUATION

TABLEAU 27.12. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	18,1	54,3	220,4	38,1	312,8	330,9
Dépenses communes de personnel	5,8	17,4	70,6	12,1	100,1	105,9
Frais de voyage du personnel	-	-	5,0	0,7	5,7	5,7
<b>Total</b>	<b>23,9</b>	<b>71,7</b>	<b>296,0</b>	<b>50,9</b>	<b>418,6</b>	<b>442,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
95,6	296,0	-	-	296,0	309,6 %

TABLEAU 27.12 (suite)

## 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	442,5
----------------------	-------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(442,5)
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 27.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Groupe de la planification, de la programmation et de l'évaluation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	2	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>5</b>

**b) GROUPE DE PLANIFICATION,  
DE LA PROGRAMMATION ET DE L'ÉVALUATION**

27.9 Le Groupe, créé en 1980 dans le cadre du Bureau du Secrétaire général adjoint, est chargé de planifier, de programmer et d'évaluer les programmes d'information entrepris par le Département. Il fait également fonction de centre chargé, au sein du Département, d'assurer la liaison et de coopérer avec l'UNESCO en ce qui concerne les activités liées au nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, et notamment le Programme international pour le développement de la communication<sup>3</sup>.

27.10 Le Groupe coordonne, par l'intermédiaire de ses équipes interdépartementales spécialisées, la planification et la programmation des activités d'information à l'appui des activités de fond de l'Organisation, y compris les activités d'information concernant les principales manifestations organisées par l'ONU (célébrations spéciales, années, décennies et conférences).

27.11 Durant la période 1982-1983, le Groupe entreprendra, entre autres, les activités particulières suivantes :

a) *Équipes spécialisées* : convoquer au moins 24 réunions d'équipes spécialisées, établir les documents d'information nécessaires et conseiller le Secrétaire général adjoint sur les mesures complémentaires qu'il conviendra de prendre;

b) *Information à l'Organisation des Nations Unies* : mettre en place une structure plus systématique en vue de coordonner la planification des activités d'information entreprises par les divers bureaux de l'Organisation des Nations Unies;

c) *Planification de l'information à l'intention des commissions régionales et des centres d'information* : mettre au point une méthode permettant aux services généraux d'information et aux centres d'information de fournir les informations nécessaires sur leurs programmes futurs;

d) *Exécution des programmes* : rassembler et analyser, en collaboration avec les divisions et le Service administratif, des données permettant d'évaluer l'efficacité des activités du Département;

e) *Programme international pour le développement de la communication* : i) assurer la liaison nécessaire avec le Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication et participer aux réunions de son groupe de travail interinstitutions et du Conseil

intergouvernemental; ii) prendre des mesures pour donner suite à la conférence intergouvernementale de 1982 sur les politiques en matière de communications dans les Etats arabes; iii) contribuer à la préparation de la vingt-deuxième session de la Conférence générale de l'UNESCO sur les questions de l'information et de la communication en 1983;

f) *Etablissement de rapports* : participer à la rédaction de rapports demandés pour le Comité de l'information et l'Assemblée générale;

g) *Planification des programmes d'information pour les conférences* : participer à la rédaction de rapports à l'intention du Comité commun de l'information des Nations Unies (CCINU) et présenter les programmes du Département de l'information qui comportent un élément interinstitutions résultant des plans d'information pour les conférences. Les principales conférences prévues sont les suivantes : i) deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (1982); ii) deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (9-21 août 1982, Vienne); iii) deuxième conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1983); iv) sixième session de la CNUCED (appui au secrétariat de la CNUCED) [1983]; v) année mondiale des communications (appui à l'UIT, qui est l'organisation chef de file) [1983].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

27.12 Lors de sa création, le Groupe s'est vu allouer un poste P-5 et 2 postes d'agent des services généraux transférés du Bureau du Secrétaire général adjoint et un poste P-4 des centres d'information. Il est proposé de régulariser cet arrangement en 1982-1983.

*Frais de voyage du personnel*

27.13 Les crédits demandés à ce titre (5 000 dollars) permettraient de couvrir les frais qu'entraîne la participation aux travaux du Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication et aux réunions de son groupe de travail interinstitutions. Des ressources ont été transférées à cette fin du Bureau du Secrétaire général adjoint et de la Division de la radio et des moyens visuels.

<sup>3</sup> Voir A/35/362/Add.1, annexe I.



2. - PROGRAMMES D'ACTIVITE

a) DIVISION DE LA RADIO ET DES MOYENS VISUELS

TABLEAU 27.14. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	5 424,6	667,6	-	789,0	1 456,6	6 881,2
Postes temporaires	946,3	137,3	-	141,2	278,5	1 224,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,4	(6,4)	-	-	(6,4)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	2 045,3	249,9	-	295,4	545,3	2 590,6
Déplacements divers :						
Frais de voyage du personnel	29,5	(6,6)	-	3,4	(3,2)	26,3
Reportages cinématographiques	185,2	7,2	-	28,7	35,9	221,1
Reportages photographiques	13,2	0,5	-	2,1	2,6	15,8
Reportages radio	77,9	15,5	(2,0)	13,6	27,1	105,0
Activités promotionnelles (télévision/cinéma)	15,1	0,6	-	2,4	3,0	18,1
Services contractuels :						
Documents photographiques/ documents visuels	118,3	5,5	-	18,4	23,9	142,2
Contrats (information)	5 204,5	283,6	-	817,1	1 100,7	6 305,2
Frais généraux de fonctionnement :						
Entretien du matériel	40,4	1,6	-	6,2	7,8	48,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	2,0	0,2	-	0,3	0,5	2,5
Fret et dépenses accessoires	62,6	2,4	-	9,6	12,0	74,6
Fournitures	936,3	62,6	-	148,8	211,4	1 147,7
Matériel	775,4	29,9	-	119,9	149,8	925,2
Bourses	26,0	28,4	-	8,1	36,5	62,5
<b>Total</b>	<b>15 910,2</b>	<b>1 479,8</b>	<b>(2,0)</b>	<b>2 404,2</b>	<b>3 882,0</b>	<b>19 792,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
17 390,0	(2,0)	-	-	(2,0)	- %

TABLEAU 27.14 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	19 792,2
----------------------	----------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

17 105,8
----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	36 898,0
---	----------

TABLEAU 27.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la radio et des moyens visuels

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	15	15	-	-	15	15
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	24	24	-	-	24	24
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	21	21	-	-	21	21
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>68</b>	<b>68</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	16	16	-	-	16	16
Autres classes	37	37	-	-	37	37
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>121</b>	<b>121</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>121</b>	<b>121</b>

## 2. - PROGRAMMES D'ACTIVITE

## a) DIVISION DE LA RADIO ET DES MOYENS VISUELS

## Sous-programme 1. Diffusion des informations

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.21 et 12.22.

b) Eléments de programme :

1.1 Reportages télévisés (à caractère général) sur les réunions

*Produits* : Reportages télévisés sur les réunions et manifestations se déroulant au Siège, à l'intention des organismes de télédiffusion intéressés et à des fins d'archivage.

1.2 Programmes d'informations télévisés

*Produits* : émissions d'informations spéciales réalisées chaque semaine pendant les sessions annuelles de l'Assemblée générale, en arabe, en espagnol et en français.

1.3 Bulletins d'informations quotidiens et hebdomadaires

*Produits* : 104 bulletins hebdomadaires et 508 bulletins quotidiens relatifs aux manifestations et activités de l'Organisation, rédigés à l'intention des correspondants de radio et de télévision.

1.4 Programmes d'informations radiophoniques

*Produits* : 7 000 programmes d'informations radiophoniques sur les travaux de l'Organisation, d'une durée de trois à trente minutes, produits en 16 langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français, grec, hébreu, hindi, japonais, ourdou, portugais, russe, somali, swahili, tagalog et turc).

1.5 Reportages photographiques sur les réunions

*Produits* : reportages photographiques sur la totalité des orateurs et des délégations participant au débat général des sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée ainsi qu'aux réunions du Conseil de sécurité, du Comité spécial contre l'apartheid, du Conseil des Nations Unies pour la

Namibie, du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et d'autres organes; reportages photographiques sur toutes les manifestations auxquelles participe le Secrétaire général, sur les visites de chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que de ministres des affaires étrangères, sur les cérémonies de signature de traités et sur des manifestations spéciales telles la Journée des Nations Unies, la Journée des droits de l'homme et la Journée pour la Namibie.

#### 1.6 Accréditation des correspondants de radio et de télévision et services à leur intention

Accréditation des correspondants de radio et de télévision couvrant les activités de l'Organisation; coordination de l'utilisation des studios de radio et du personnel technique, réservation des circuits internationaux de téléphone (circuits ordinaires ou radio) et coordination des émissions de télévision par satellite.

### *Sous-programme 2. Information approfondie*

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.38 à 12.41.

b) Eléments de programme :

#### 2.1 Films, "vignettes" et messages télévisés

Produits : 12 films, 26 "vignettes" (très courts métrages) et plusieurs messages télévisés destinés à mieux faire connaître au public les questions dont s'occupe l'Organisation; coproduction de films avec des réseaux et studios établis en vue d'accroître sensiblement la diffusion de films portant sur des programmes et sujets relatifs à l'Organisation.

#### 2.2 Panneaux d'exposition photographique

Produits : deux panneaux d'exposition de photos en couleurs, six panneaux muraux de photos en couleurs, 25 reportages photographiques, destinés aux organes d'information, six microfiches, quatre grandes expositions pour le Siège, l'Office des Nations Unies à Genève et le Centre international de Vienne et de petites expositions sur les grands thèmes et programmes de l'Organisation, qui seront présentées par les centres d'information à l'intention de publics déterminés.

#### 2.3 Programmes radiophoniques

Produits : 6 200 programmes réalisés en 18 langues (afrikaans, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, hébreu, hindi, indonésien, ourdou, portugais, sotho, swahili, thaï, tswana, turc, xhosa et zoulou), portant sur l'ensemble des activités de l'Organisation et tout particulièrement sur les questions ayant le rang de priorité le plus élevé, y compris l'émission quotidienne de quinze minutes concernant les activités anti-apartheid de l'Organisation.

#### 2.4 Agenda II

Produit : préparation d'une série d'émissions télévisées d'une heure (titre provisoire : Agenda II) traitant de questions de développement international, envisagées du point de vue des pays en développement; la série sera produite par des organismes de télévision de pays en développement, sous la forme d'une suite à la première série de documentaires, "Agenda for a Small Planet", produite par 11 organismes nationaux de télévision de pays développés.

### *Sous-programme 3. Techniques de diffusion*

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.64 à 12.69.

b) Eléments de programme :

#### 3.1 Programmes radiophoniques

Produits : a) transmission par téléphone ou par radio à des organismes de radiodiffusion d'émissions radiophoniques en trois langues, représentant au total 175 heures [anglais (70 heures), arabe (65 heures) et espagnol (40 heures)]; b) diffusion sur ondes courtes, à l'aide d'émetteurs loués, de programmes (1 098 heures) en 14 langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français, grec, hébreu, hindi, japonais, portugais, russe, somali, swahili et turc) et de programmes (180 heures environ) consacrés aux réunions du Conseil de sécurité; c) programmes radiophoniques approfondis (54 000 heures au total), enregistrés sur bande magnétique en 19 langues (afrikaans, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, hébreu, hindi, indonésien, ourdou, portugais, sotho, swahili, tagalog, thaï, tswana, turc, xhosa et zoulou), y compris l'émission quotidienne de quinze minutes portant sur les activités anti-apartheid de l'Organisation.

#### 3.2 Diffusion de photographies

Produits :

i) Diffusion de photographies, de reportages photographiques et de montages de diapositives pour la télévision, à l'intention des organes d'information, des centres d'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et fourniture de services à d'autres réalisateurs de documents visuels sur les Nations Unies;

ii) Distribution, par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, de copies du matériel d'exposition, de panneaux muraux et de microfiches préparés chaque année; organisation d'expositions de photos à l'intention des personnes qui visitent le Siège, l'Office des Nations Unies à Genève et le Centre international de Vienne.

#### 3.3 Documentation audio-visuelle

Produits : films, enregistrements vidéo, messages télévisés, programmes et bulletins d'informations radiophoniques et documents photographiques réalisés par l'ONU et diffusés dans le monde entier.

#### 3.4 Photothèque

Produit : fourniture de documents visuels concernant les activités de l'Organisation pendant l'exercice biennal (plus de 400 demandes).

### *Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système*

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.90 à 12.92.

b) Eléments de programme :

#### 4.1 Playback

Produit : production et distribution, aux centres d'information et à tous les organismes des Nations Unies, du bulletin trimestriel d'information sur les moyens audiovisuels intitulé *Playback*, qui donne des informations sur les réalisations destinées à la radio, au cinéma et à la télévision et sur les innovations techniques adoptées dans ces domaines par les organismes des Nations Unies.

#### 4.2 Formation en cours de session

Produit : programme annuel de formation à l'intention de journalistes de la radio et de la télévision.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes temporaires*

27.14 Les ressources nécessaires (1 083 600 dollars) concernent 18 postes approuvés pour le programme radiophonique sur l'*apartheid* à condition d'être financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire et deux postes approuvés pour le programme radiophonique sur les femmes, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

*Frais de voyage du personnel (déplacements divers)*

27.15 Les ressources prévues sous cette rubrique (22 900 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires appelés à assister aux conférences et réunions régionales d'organismes nationaux et internationaux de télévision, de cinéma et de radio, les frais de voyage afférents à la supervision générale du programme de travail de la Division et les frais de voyage liés aux activités de coproduction.

*Frais de voyage du personnel assurant les reportages cinématographiques*

27.16 Les ressources nécessaires (192 400 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des équipes (trois ou quatre personnes) chargées du tournage de documentaires et de très courts métrages. On prévoit qu'environ six films et treize très courts métrages pour la télévision seront réalisés chaque année.

*Frais de voyage du personnel assurant les reportages photographiques*

27.17 Les ressources prévues (13 700 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage engagés afin de réunir la documentation photographique nécessaire à la préparation de panneaux muraux, d'expositions photographiques, de dossiers de presse, de reportages photographiques, de présentations audio-visuelles, de très courts métrages et de séries d'affiches ainsi que des documents produits régulièrement par les services de la presse et des publications au sujet des grandes questions dont s'occupe l'Organisation.

*Frais de voyage du personnel assurant les reportages radio*

27.18 Les ressources nécessaires (91 400 dollars) doivent permettre de couvrir le coût des voyages effectués par le chef du Service et d'autres réalisateurs de programmes radio pour rassembler des documents, notamment enregistrer des entretiens avec des personnalités éminentes, qui seront utilisés dans des émissions radiodiffusées depuis le Siège, pour faire des radioreportages sur des réunions et autres manifestations se déroulant hors du Siège, et pour rencontrer des représentants des organismes régionaux de radiodiffusion.

*Frais de voyage du personnel pour les activités promotionnelles (télévision/cinéma)*

27.19 Les ressources prévues (15 700 dollars) doivent permettre de couvrir le coût des voyages nécessaires pour

faire connaître, vendre et distribuer les films réalisés par l'Organisation ainsi que les frais de voyage des fonctionnaires se rendant à des congrès et autres réunions de distributeurs de programmes de télévision (avec participation d'organismes publics et privés et d'institutions éducatives).

*Contrats (information)*

27.20 Les ressources prévues sous cette rubrique (5 488 100 dollars) concernent les contrats qui seront conclus pour les services suivants : services d'ingénierie, louage des services de personnel de tournage, d'auteurs spécialisés en cinéma ainsi que d'auteurs et de narrateurs pour la radio, services techniques nécessaires pour la reproduction et le développement de films, transmissions radio, productions diverses (dépenses locales), activités de promotion et de distribution et manifestations spéciales.

*Matériel*

27.21 Les ressources nécessaires (805 300 dollars) doivent permettre d'acheter du matériel de remplacement et d'assurer le bon fonctionnement du matériel électronique utilisé pour la réalisation de films et de programmes de radio et de télévision et pour la photographie. On trouvera ci-après une liste du matériel à remplacer, avec la date d'acquisition initiale et le coût de ce matériel :

	<i>Date d'acqui- sition</i>	<i>En milliers de dollars (aux taux de 1981)</i>
<i>Télévision</i>		
Deux chaînes de caméra de studio . . . . .	1973	250,0
Deux objectifs de caméra de studio . . . . .	1973	70,0
Une chaîne de caméra légère . . . . .	1975	75,0
Deux magnétoscopes vidéo pour transmission intégrale . . . . .	1972	170,0
Dispositifs de commutation automatique . . . . .	1962	35,0
Un objectif de caméra légère . . . . .	1975	20,0
Total partiel		620,0
<i>Cinéma</i>		
Caméras 16 mm . . . . .	1976	17,0
Amplificateur de son magnétique . . . . .	1976	3,0
Table de montage 16 mm . . . . .	1964	26,0
Accessoires divers . . . . .	1950-1960	10,0
Total partiel		56,0
<i>Photo</i>		
Un dispositif de développement (papier) . . . . .	1973	12,0
Une découpeuse rotative . . . . .	1950	0,4
Un agrandisseur couleurs . . . . .	1953	2,5
Une torche électronique . . . . .	1951	2,5
Une visionneuse de diapositives couleurs . . . . .	1962	0,5
Une découpeuse métallique . . . . .	1946	0,1
Deux classeurs de négatifs . . . . .	1947	1,5
Huit tiroirs pour classeurs de négatifs . . . . .	1947	1,1
Un duplicateur pour reproduction de légendes . . . . .	1962	2,5
Matériel d'exposition divers . . . . .	—	3,4
Un analyseur de négatifs couleurs . . . . .	1965	1,4
Un dispositif de développement (couleurs) . . . . .	1973	3,0
Un laveur d'épreuves noir et blanc . . . . .	1970	1,2
Un séchoir d'épreuves noir et blanc, avec table . . . . .	1979	2,0
Un dispositif de développement (couleurs) à rouleaux . . . . .	1973	12,0
Un agrandisseur noir et blanc . . . . .	1960	1,5
Une tête d'agrandisseur noir et blanc . . . . .	1965	0,5
Un raccord pour développement rapide . . . . .	1965	1,0
Un adaptateur . . . . .	1965	0,3

	Date d'acqui- sition	En milliers de dollars (aux taux de 1981)		Date d'acqui- sition	En milliers de dollars (aux taux de 1981)
Cinq interrupteurs à pédale . . . . .	1951	0,1	<i>Centres d'information des Nations Unies</i>		
Un dispositif de développement noir et blanc . . . . .	1951	2,2	Matériel audio-visuel . . . . .		
Six minuteriers de chambre noire . . . . .	1951	1,0	Total général		
Huit cadres d'agrandissement . . . . .	1951	1,2	805,3		
Sept appareils reflex 35 mm à un seul objectif . . . . .	1971	1,5	<i>Fournitures</i>		
Deux objectifs 28 mm à contrôle de distorsion . . . . .	1971	1,0	27.22 Les ressources prévues (998 900 dollars) corres- pondent essentiellement au coût des fournitures nécessaires à l'exploitation du matériel radiophonique, photographique et cinématographique.		
Deux objectifs 28 mm . . . . .	1970	1,0	<i>Bourses</i>		
Trois objectifs 85 mm . . . . .	1972	1,2	27.23 Les ressources prévues à ce titre (54 400 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'allocation des journalistes de radio et de télévision qui participent au programme annuel de formation institué conformément à la résolution 35/201 de l'Assemblée générale.		
Deux objectifs 105 mm . . . . .	1961	1,0			
Deux objectifs 180 mm . . . . .	1961	1,7			
Deux objectifs 300 mm . . . . .	1976	1,4			
Deux objectifs 400 mm . . . . .	1955	2,0			
Un objectif 55 mm . . . . .	1973	0,4			
Trois photomètres pour flash . . . . .	1968	1,0			
Quatre trépieds avec support . . . . .	1972	3,2			
Total partiel		69,3			
<i>Radio</i>					
Six magnétophones à bande . . . . .	1955-1958	40,0			
Deux magnétophones à cassette . . . . .		5,0			
Deux magnétophones à cartouche . . . . .		5,0			
Total partiel		50,0			

b) DIVISION DE LA PRESSE ET DES PUBLICATIONS

TABLEAU 27.16. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	3 821,8	599,6	181,8	593,0	1 374,4	5 196,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	106,1	185,3	(291,4)	-	(106,1)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 222,8	191,8	58,2	188,3	438,3	1 661,1
Frais de voyage du personnel	45,9	(5,9)	-	6,0	0,1	46,0
Table ronde de rédacteurs en chef	59,2	2,3	-	9,2	11,5	70,7
Services contractuels :						
Traduction	92,0	3,5	-	14,3	17,8	109,8
Imprimerie	621,1	24,1	(200,0)	66,3	(109,6)	511,5
Brochures et dépliants	491,8	45,8	-	80,1	125,9	617,7
Contrats (information)	39,8	1,6	-	6,2	7,8	47,6
Services des agences de presse	24,3	0,9	-	3,8	4,7	29,0
Location et entretien du matériel	115,0	4,6	-	17,8	22,4	137,4
Fournitures	18,7	4,1	-	3,3	7,4	26,1
Bourses	78,0	84,2	-	24,0	108,2	186,2
<b>Total</b>	<b>6 737,7</b>	<b>1 141,9</b>	<b>(251,4)</b>	<b>1 012,3</b>	<b>1 902,8</b>	<b>8 640,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 879,6	(251,4)	-	-	(251,4)	(3,1) %

TABLEAU 27.16 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds d'affectation spéciale pour des colloques mondiaux de responsables des organes d'information	249,3	-
<b>Total b)</b>	249,3	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	249,3	-

<b>Total, coûts directs</b>	8 640,5
-----------------------------	---------

10 044,2
----------

**B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	18 684,7
---	----------



TABLEAU 27.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Division de la presse et des publications

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	10	10	-	-	10	10
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	20	23	-	-	20	23
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	6	6	-	-	6	6
Total	46	49	-	-	46	49
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	9	9	-	-	9	9
Autres classes	30	30	-	-	30	30
Total	39	39	-	-	39	39
TOTAL GENERAL	85	88	-	-	85	88

b) DIVISION DE LA PRESSE  
ET DES PUBLICATIONS

Sous-programme 1. Diffusion des informations

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.19 et 12.20.

b) Eléments de programme :

1.1 Compte rendu des réunions

*Produits* : communiqués de presse (en anglais) sur les travaux des réunions (au maximum cinq réunions tenues simultanément); bulletins quotidiens (en français) concernant les réunions et les activités importantes.

Sous-programme 2. Information approfondie

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.32 à 12.37.

b) Eléments de programme :

2.1 Notes d'information et varia

*Produits* : notes d'information et varia (en anglais) publiés avant les conférences ou les réunions ou l'examen de questions importantes à l'Assemblée générale; dépêches et varia (en français) sur des questions économiques ou sociales ou relatives au développement, établis à l'intention de journaux et de périodiques (en particulier ceux qui sont publiés dans les pays en développement), du Pool des agences de presse des pays non alignés et des agences de presse africaines.

## 2.2 Plaquettes, brochures et dépliants

**Produits** : plaquettes, brochures et dépliants destinés au grand public ou à des lecteurs spécialisés, documents de base de l'Organisation des Nations Unies, documents de référence sur l'Organisation elle-même et publications concernant le désarmement et la sécurité internationale, la discrimination raciale, l'*apartheid*, la décolonisation, la Namibie et le nouvel ordre économique international. Le programme proposé pour 1982-1983 est le suivant :

a) Documents de base de l'Organisation des Nations Unies : Charte des Nations Unies, Liste des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, pactes et conventions (réimpression sur demande), Rapport annuel du Secrétaire général;

b) Documents de référence concernant l'Organisation : *ABC des Nations Unies, Les Nations Unies : image et réalité, l'ONU aujourd'hui (Suggestions à l'intention des orateurs), l'ONU en quelques mots*;

c) Documents de référence à caractère éducatif : dépliant destiné aux étudiants sur la Journée des Nations Unies (affiche)

d) Questions prioritaires :

i) Désarmement et sécurité internationale : *United Nations versus the Arms Race*, Document final de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (1982), Guide pour le Document final de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, Notes d'information sur le désarmement, documents de base de l'ONU sur le désarmement, dépliant destiné au grand public;

ii) Droits de l'homme, discrimination raciale et *apartheid* : dépliant expliquant les droits énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, *Les Nations Unies et les droits de l'homme* (nouvelle édition) *Objectif : Justice, Les droits de l'homme : 50 questions et réponses*, dépliant décrivant les fonctions qui incombent aux organes s'occupant des droits de l'homme, notes d'information sur certains sujets, brochure sur la Décennie de la lutte contre la discrimination raciale, *Crime of apartheid* (dépliant et brochure);

iii) Décolonisation, y compris la question de Namibie : brochure sur les travaux du Comité spécial de la décolonisation (Comité des Vingt-Quatre), brochure sur les problèmes de décolonisation non résolus, brochures, dépliants et autres publications demandés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

iv) Le nouvel ordre économique international : deux brochures (titre non arrêté)

v) Divers : informations sur les activités de l'ONU dans les domaines suivants : droit de la mer, espace extra-atmosphérique, femmes, etc.

## 2.3 *Yearbook of the United Nations* (Annuaire des Nations Unies)

**Produit** : édition annuelle du *Yearbook* en anglais.

## 2.4 Chronique mensuelle de l'ONU

**Produit** : onze numéros par an en quatre langues (anglais, arabe, espagnol et français).

## Sous-programme 3. Techniques de diffusion

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.62 et 12.63.

b) Eléments de programme :

3.1 Tables rondes de rédacteurs en chef

**Produit** : table ronde annuelle de rédacteurs en chef.

3.2 Réunions d'information à l'intention de la presse

**Produits** : réunions d'information quotidiennes à l'intention des correspondants des organes d'information et des attachés de presse des missions permanentes : réunions supplémentaires selon que de besoin; conférences de presse organisées sur demande à l'intention de délégations, de missions et d'organes de l'ONU.

3.3 Accréditation des correspondants de presse et services à leur intention

**Produit** : accréditation des correspondants de presse; services d'assistance à leur intention et mise à leur disposition des moyens de travail nécessaires.

3.4 Publication de rapports et d'études destinés à la vente

**Produit** : promotion de la publication et de la distribution commerciales de certains documents (rapports et études) établis par des départements organiques.

3.5 Formation en cours de session

**Produit** : programme annuel de formation organisé à l'intention de journalistes.

## Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.19 et 12.20.

b) Eléments de programme :

4.1 Rediffusion de communiqués de presse

**Produit** : rediffusion de communiqués de presse reçus d'autres bureaux de l'ONU et d'institutions spécialisées.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

### *Demande de postes permanents au lieu de crédits pour du personnel temporaire*

27.24 Il est proposé de transformer en postes permanents trois postes P-3 actuellement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. Ces postes ont été demandés à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale pour faire face à l'accroissement des tâches qu'imposent les comptes rendus, mais ils ont été approuvés à condition d'être financés en 1981 par des crédits ouverts pour du personnel temporaire.

### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

27.25 La transformation proposée au paragraphe 27.24 libérerait un montant de 240 000 dollars à la présente rubrique. Le reste (51 400 dollars) est réaffecté au Service administratif qui centralisera les demandes en personnel temporaire de l'ensemble du Département.

### *Frais de voyage du personnel*

27.26 Les ressources nécessaires à ce titre (40 000 dollars) permettraient de couvrir les frais de voyage du

porte-parole qui accompagne le Secrétaire général en voyage officiel, et les frais de voyage du personnel qui assiste aux réunions du Pool des agences de presse des pays non alignés, assure le service des sessions d'été du Conseil économique et social et participe à des consultations se rapportant au programme de publications du Département.

**Imprimerie**

27.27 Les ressources prévues pour couvrir ces dépenses (445 200 dollars) se trouvent réduites de 200 000 dollars en raison de l'adoption d'innovations techniques au Département des services de conférence (New York) et de l'amélioration de ses ateliers de reproduction.

**Location et entretien du matériel**

27.28 Les ressources nécessaires à ce titre (119 600 dollars) concernent le matériel de traitement des mots utilisé pour l'édition et la composition des publications et la publication des communiqués de presse.

**Bourses**

27.29 Les ressources prévues à cette rubrique (162 200 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage et les allocations versées aux journalistes choisis pour participer au programme de formation mis sur pied en application de la résolution 35/201 de l'Assemblée générale.

**c) DIVISION DES RELATIONS EXTERIEURES**

**TABLEAU 27.18. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. - COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 771,4	143,6	72,4	254,8	470,8	2 242,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	566,8	45,8	23,2	81,0	150,0	716,8
Formation d'assistants d'information et d'assistants aux références	30,5	1,2	-	4,7	5,9	36,4
Frais de voyage :						
Réunions régionales des directeurs de centres	79,9	3,1	-	12,4	15,5	95,4
Frais de voyage du personnel	23,3	0,9	-	3,5	4,5	27,8
Programme triangulaire de bourses de perfectionnement	75,0	3,0	-	11,6	14,6	89,6
Subventions	20,0	(20,0)	-	-	(20,0)	-
<b>Total</b>	<b>2 568,1</b>	<b>177,6</b>	<b>95,6</b>	<b>368,1</b>	<b>641,3</b>	<b>3 209,4</b>

TABLEAU 27.18 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 745,7	95,6	-	-	95,6	3,4 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	3 209,4
----------------------	---------

4 350,5
---------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	7 559,9
---	---------

TABLEAU 27.19. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Division des relations extérieures

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
Total	17	18	-	-	17	18
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	16	16	-	-	16	16
Total	20	20	-	-	20	20
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>38</b>

### c) DIVISION DES RELATIONS EXTERIEURES

#### *Sous-programme 2. Information approfondie*

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.42 à 12.47.

b) Eléments de programme :

2.1 Visites guidées, bureau des conférenciers et information du public

*Produit* : organisation de visites guidées (environ 650 000 par an), réunions d'information et de projections de films (environ 550 par an) à la demande d'institutions, d'écoles et d'organisations non gouvernementales.

2.2 Documentation pour les centres d'information

*Produit* : documents à l'intention des centres d'information contenant des renseignements condensés ou détaillés sur les activités du Secrétaire général ou les travaux du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes s'occupant de questions comme la décolonisation, l'apartheid, le désarmement, les droits de l'homme et la paix et la sécurité internationales.

2.3 Liaison avec les organisations non gouvernementales

*Produit* : soixante-treize exposés approfondis sur les programmes et les activités de l'ONU, faits par de hauts fonctionnaires de l'ONU et des représentants d'Etats Membres à l'intention d'organisations non gouvernementales.

2.4 Conférences à l'intention des organisations non gouvernementales

*Produit* : organisation à l'intention des organisations non gouvernementales de deux conférences par an, l'une consacrée au désarmement, l'autre à une grande question de développement.

2.5 Enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies

*Produit* : publication annuelle du dépliant de l'étudiant consacré à la Journée des Nations Unies, et organisation tous les ans, en collaboration avec l'UNESCO, du programme triangulaire de bourses de perfectionnement destiné aux éducateurs.

2.6 Programme de stages pour étudiants

*Produit* : organisation du stage annuel pour étudiants assuré en anglais et en français.

2.7 Activités spéciales

*Produit* : coordination à travers le monde de manifestations telles que la Journée des Nations Unies, la Journée

des droits de l'homme, la Semaine du désarmement et la Journée pour l'élimination de la discrimination raciale, et envoi aux centres d'information de documents d'information sur ces manifestations.

2.8 Suggestions à l'intention des orateurs

*Produit* : mise à jour et publication annuelle de *L'ONU aujourd'hui* (Suggestions à l'intention des orateurs).

#### *Sous-programme 3. Techniques de diffusion*

a) Référence : plan à moyen terme pour la période 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.70 à 12.74.

b) Eléments de programme :

3.1 Amélioration de la capacité d'action des centres d'information

*Produit* : organisation, tous les ans, de réunions d'information exhaustives et de stages de formation à l'intention de 10 assistants d'information et assistants de référence; information et orientation des nouveaux directeurs de centre; réunion régionale des directeurs de centre, l'une en 1982, pour la région de l'Asie du Pacifique, l'autre en 1983, pour la région de l'Afrique.

3.2 Mesure de l'impact dans le public

*Produit* : analyse des données fournies par les centres d'information et d'autres sources

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de poste*

27.30 Il est proposé de transférer un poste P-4 des centres d'information au Siège, de façon à aider la Division des relations extérieures dans les efforts qu'elle déploie pour améliorer la capacité d'action des centres d'information.

#### *Frais de voyage du personnel*

27.31 Les ressources nécessaires à ce titre (24 000 dollars) permettraient à de hauts fonctionnaires de se rendre périodiquement dans les centres d'information, et couvriraient les frais de voyage du personnel qui assistera à des réunions et à des conférences d'organisations non gouvernementales.

## d) DIVISION DE L'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

TABLEAU 27.20. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	891,1	70,9	(72,4)	110,9	109,4	1 000,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	283,0	21,4	(23,2)	35,3	33,5	316,5
Frais de voyage :						
Frais de voyage des participants	91,0	3,1	-	14,0	17,1	108,1
Frais de voyage du personnel	31,1	1,2	-	4,7	5,9	37,0
Brochures et opuscules	28,0	1,0	-	4,3	5,3	33,3
Location et entretien des locaux	42,0	1,4	-	6,5	7,9	49,9
Contribution au financement de <u>Forum du développement</u>	400,0	-	-	-	-	400,0
<b>Total</b>	<b>1 767,4</b>	<b>99,0</b>	<b>(95,6)</b>	<b>175,7</b>	<b>179,1</b>	<b>1 946,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 866,4	(95,6)	-	-	(95,6)	(5,1) %

TABLEAU 27.20 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale (Traitements, dépenses communes de personnel et services contractuels)	587,7	480,0
<u>Forum du développement :</u> Traitements, dépenses communes de personnel, services contractuels, distribution, communications, fournitures et matériel	2 611,4	2 611,4
Total b)	3 199,1	3 091,4
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	3 199,1	3 091,4

Total, coûts directs	5 037,9
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 418,0
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 455,9
---	---------



TABLEAU 27.21. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Division de l'information économique et sociale

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires <u>a/</u>		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	3	3	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	2	3	3	6	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	1	1	2	2
Total	9	8	7	7	16	15
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	4	4	6	6
Autres classes	6	6	13	13	19	19
Total	8	8 <u>b/</u>	17	17	25	25
TOTAL GENERAL	17	16	24	24	41	40

a/ Forum du développement : deux postes P-5, trois postes P-4, un poste P-2, trois postes d'agent des services généraux de 1<sup>re</sup> classe et 12 postes d'agent des services généraux d'autres classes; Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale : un poste P-5, un poste d'agent des services généraux de 1<sup>re</sup> classe, et un poste d'agent des services généraux d'autres classes.

b/ Y compris un poste d'agent des services généraux détaché à Genève.

d) **DIVISION DE L'INFORMATION  
ECONOMIQUE ET SOCIALE**

*Sous-programme 2. Information approfondie*

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.48 à 12.55.

b) Eléments de programme :

2.1 Service des reportages

**Produit** : fourniture de reportages sur des problèmes économiques et sociaux à environ 200 journaux et magazines.

2.2 Pochette de documentation économique et sociale

**Produit** : mise à jour de la pochette sur le nouvel ordre économique international qui a été préparée en 1980.

2.3 Forum du développement

**Produit** : vingt numéros de l'édition générale et 48 numéros de l'édition commerciale de *Forum du développement*.

2.4 Organisation de conférences et de manifestations

**Produit** : coordination de la mise en œuvre de programmes d'information tendant à faire connaître les principales activités de l'Organisation dans les domaines économique et social.

*Sous-programme 3. Techniques de diffusion*

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.75 à 12.79.

b) Eléments de programme :

3.1 Journée mondiale d'information sur le développement

**Produit** : organisation d'une réunion annuelle entre des représentants des moyens d'information et des personnalités de premier plan pour examiner le principal thème de développement pour l'année.

3.2 Information sur le développement

**Produit** : réunions entre les membres du Comité commun de l'information des Nations Unies et des responsables nationaux de l'information sur le développement originaires de pays industrialisés.

3.3 Rôle des sociétés transnationales en Afrique australe

**Produit** : organisation de cinq colloques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique australe.

*Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système*

a) Référence : plan à long terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.88 et 12.89.

b) Eléments de programme :

4.1 Services de secrétariat

**Produit** : préparation et organisation des réunions du Comité commun de l'information des Nations Unies et de ses groupes de travail et élaboration de son plan d'action biennal.

4.2 Collaboration avec des organisations non gouvernementales

**Produit** : fourniture d'une assistance et d'un appui à la Section des organisations non gouvernementales en vue de renforcer les relations de travail avec les organisations non gouvernementales nationales s'occupant de problèmes de développement.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

27.32 Comme il est indiqué au paragraphe 27.6, il est proposé de transférer un poste P-4 de la Division de l'information économique et sociale au Bureau du Secrétaire général adjoint.

*Frais de voyage des participants aux réunions*

27.33 Les ressources prévues à ce titre (94 100 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage des participants à cinq séminaires sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique australe.

*Frais de voyage du personnel*

27.34 Les ressources prévues à ce titre (32 300 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel devant se rendre aux séminaires sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique australe et à des réunions intéressant le CCINU pour lesquelles la Division fournit des services de secrétariat et les dépenses qu'occasionne la coordination de l'exécution des activités d'information dans les secteurs économique et social.

*Brochures et opuscules*

27.35 Les ressources prévues à ce titre (29 900 dollars) doivent permettre de financer l'élaboration et la publication de la documentation destinée aux participants aux séminaires sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique australe.

*Location et entretien des locaux*

27.36 Les ressources prévues à cette rubrique (43 300 dollars) doivent servir à financer la location de locaux appropriés pour la tenue des séminaires sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique australe.

*Contribution au financement de Forum du développement*

27.37 L'Assemblée générale a approuvé un crédit de 400 000 dollars pour contribuer au financement de la publication de *Forum du développement* en 1980 et en 1981. Il est proposé d'ouvrir un crédit du même ordre pour l'exercice biennal 1982-1983.

3. - APPUI AU PROGRAMME : SERVICE ADMINISTRATIF

TABLEAU 27.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	621,1	62,1	-	85,8	147,9	769,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	188,1	(46,3)	51,4	28,7	33,8	221,9
Heures supplémentaires	121,1	4,7	-	18,7	23,4	144,5
Dépenses communes de personnel	198,5	20,1	-	27,1	47,2	245,7
Frais de voyage du personnel	5,6	0,2	-	0,8	1,0	6,6
Brochures et opuscules	38,4	(38,4)	-	-	(38,4)	-
Frais généraux de fonctionnement :						
Communications téléphoniques interurbaines et internationales	-	87,4 a/	-	13,0	100,4	100,4
Valise diplomatique	-	705,6 b/	-	105,0	810,6	810,6
Services divers	23,6	0,9	-	3,7	4,6	28,2
<b>Total</b>	<b>1 196,4</b>	<b>796,3</b>	<b>51,4</b>	<b>282,8</b>	<b>1 130,5</b>	<b>2 326,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 992,7	51,4	-	-	51,4	2,5 %

TABLEAU 27.22 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	2 326,9
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(2 326,9)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

a/ Ce montant était précédemment inscrit au chapitre 28D /Bureau des services généraux (New York) et correspond aux frais de téléphone (communications interurbaines et internationales) du Département de l'information.

b/ Ce montant était précédemment inscrit au chapitre 28D /Bureau des services généraux (New York) et correspond aux dépenses afférentes aux expéditions par la valise diplomatique du Département de l'information.

TABLEAU 27.23. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : service administratif

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	5	5	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>

### 3. – APPUI AU PROGRAMME : SERVICE ADMINISTRATIF

27.38 Le Service administratif fournit l'appui administratif nécessaire au Département, donne des conseils et prête son concours au Secrétaire général adjoint pour toutes les questions concernant la gestion du budget du Département et est chargé de surveiller et de coordonner toutes les questions relatives au personnel. En outre, il gère centralement les crédits prévus pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales et pour les heures supplémentaires.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

27.39 Les ressources prévues à ce titre (193 200 dollars) doivent permettre de remplacer le personnel en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée et de répondre aux besoins des divers services du Département pendant les périodes les plus chargées. L'accroissement proposé (51 400 dollars) correspond au transfert des ressources antérieurement prévues pour le personnel tem-

poraire affecté à des tâches générales au titre de la Division de la presse et des publications.

##### *Heures supplémentaires*

27.40 Les ressources prévues à ce titre (125 800 dollars) sont destinées à couvrir les besoins correspondant aux périodes les plus chargées ainsi qu'aux réunions tenues pendant les sessions de l'Assemblée générale.

##### *Communications téléphoniques interurbaines et internationales*

27.41 Les ressources prévues à cette rubrique (87 400 dollars) étaient précédemment inscrites au chapitre 28D [Bureau des services généraux (New York)] et correspondent aux frais de téléphone (communications interurbaines et internationales) du Département de l'information.

##### *Valise diplomatique*

27.42 Les ressources prévues à ce titre étaient précédemment inscrites au chapitre 28D [Bureau des services généraux (New York)] et correspondent aux expéditions par la valise diplomatique effectuées par le Département de l'information.

## 4. - ASSEMBLEE MONDIALE SUR LE VIEILLISSEMENT

TABLEAU 27.24. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	54,9	(54,9)	60,3	6,6	12,0	66,9
Frais de voyage des participants	30,0	(30,0)	25,0	2,8	(2,2)	27,8
Frais de voyage du personnel	-	-	50,5	5,6	56,1	56,1
Services contractuels	20,0	(20,0)	98,0	10,8	88,8	108,8
Brochures et opuscules	10,0	(10,0)	14,6	1,6	6,2	16,2
Subventions	5,0	(5,0)	10,0	-	5,0	10,0
<b>Total</b>	<b>119,9</b>	<b>(119,9)</b>	<b>258,4</b>	<b>27,4</b>	<b>165,9</b>	<b>285,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	258,4	258,4	-	-	- %

TABLEAU 27.24 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	285,8
----------------------	-------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

2,1
-----

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	287,9
---	-------

4. – ASSEMBLEE MONDIALE  
SUR LE VIEILLISSEMENT

27.43 Les dépenses récapitulées au tableau 27.24 correspondent aux activités d'information à entreprendre dans le cadre de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement qui se tiendra en 1982 comme suite aux résolutions 33/52 du 14 décembre 1978, et 35/129 du 11 décembre 1980, de

l'Assemblée générale. Les activités d'information prévues et les ressources correspondantes qui sont récapitulées dans le rapport du Secrétaire général (A/35/130/Add.1 et Add.1/Corr.1) intéressent notamment un bulletin d'information, une pochette de documentation, un supplément à *Forum du développement*, la participation du personnel à l'Assemblée mondiale, des activités d'information interinstitutions et l'organisation d'une conférence de presse.

## B. - Service d'information (Genève)

TABLEAU 27.25. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	2 696,3	43,7	-	168,7	212,4	2 908,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	32,6	(10,6)	-	1,7	(8,9)	23,7
Heures supplémentaires	9,4	-	-	0,7	0,7	10,1
Dépenses communes de personnel	702,6	10,0	-	44,1	54,1	756,7
Frais de voyage du personnel	18,6	(0,1)	-	1,4	1,3	19,9
Services des agences de presse	18,3	(0,1)	-	1,4	1,3	19,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
Fournitures	18,1	0,1	-	1,1	1,2	19,3
Matériel d'information	111,5	(1,0)	169,0	21,5	189,5	301,0
<b>Total</b>	<b>3 608,1</b>	<b>42,0</b>	<b>169,0</b>	<b>240,6</b>	<b>451,6</b>	<b>4 059,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 650,1	169,0	-	-	169,0	4,6 %



TABLEAU 27.25 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-

Total, coûts directs	4 059,7
----------------------	---------

1 602,8
---------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	5 662,5
---	---------

TABLEAU 27.26. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Service d'information (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	15	15	-	-	15	15
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>19</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>35</b>

## B. - Service d'information (Genève)

## a) Services de la radio et de l'information visuelle

## Sous-programme 1. Diffusion de l'information

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.8, 12.17 et 12.22.

b) Eléments de programme :

1.1 Informations écrites pour les émissions de radio

Produits : vingt-quatre textes pour le programme men-

suel en français intitulé "Tour d'horizon" ainsi que, à l'occasion, des magazines radiophoniques en français et en arabe envoyés à quelque 70 stations de radio dans 53 pays et territoires francophones et aux stations de radio de tous les pays de langue arabe.

1.2 Informations sur des activités de l'Organisation des Nations Unies diffusées au moyen de programmes de radio et de films réalisés lors d'affectations en dehors de Genève

Produit : réalisation d'interviews, de documentaires radiophoniques, de films d'informations télévisées et de

courts-métrages, pouvant être utilisés par le Service de la radio du Siège ainsi que dans les programmes établis par le service de Genève, en vue de leur diffusion mondiale aux stations de radio, dans les langues appropriées.

### 1.3 Emissions d'informations radiodiffusées et interviews, et production de films d'informations

**Produit** : réalisation de programmes de radio qui seront incorporés à la production du Siège en anglais, en français et en arabe ainsi qu'à l'occasion, dans d'autres langues comme l'espagnol, le russe et l'allemand; tournage de films d'informations sur la demande des services de télévision des réseaux de distribution multinationaux comme l'Eurovision et Visnews.

### 1.4 Enregistrement des séances

**Produit** : enregistrement sur bandes magnétiques des débats lors des réunions au Palais des Nations afin de fournir une documentation de base pour les programmes de radio réalisés au Siège par le Département de l'information.

### 1.5 Appui technique aux correspondants des stations de radio et aux équipes de tournage de films

**Produit** : fourniture d'installations pour les enregistrements radiophoniques et services techniques d'appui pour le tournage de films.

## Sous-programme 2. Information approfondie

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.38 à 12.41.

### b) Eléments de programme :

#### 2.1 Commentaires et magazines radiodiffusés

**Produit** : des programmes mensuels de 30 minutes en français intitulés "Tour d'horizon"; d'autres magazines radiodiffusés portant sur les grands thèmes des activités de l'Organisation des Nations Unies, principalement en anglais, en français et en arabe.

#### 2.2 Brèves séquences filmées, autres courts-métrages, vidéo-cassettes et brèves informations télévisées

**Produit** : un certain nombre de brèves séquences filmées, autres courts-métrages, vidéo-cassettes et brèves informations télévisées sur des sujets qui ont actuellement une grande importance et pour lesquels il existe des débouchés.

## Sous-programme 3. Techniques de diffusion

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.64 à 12.68.

### b) Eléments de programme :

#### 3.1 Diffusion de programmes de radio déjà montés et retransmission des programmes du Siège

**Produit** : diffusion des programmes de radio, principalement en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie francophones, et retransmission des programmes en russe et en arabe produits au Siège ou à Genève. Diffusion de films d'informations et de bandes magnétoscopiques au moyen de l'Eurovision, de Visnews et des différentes stations de télévision dans le monde entier, en accordant une attention particulière à la nécessité de desservir les organismes de télévision des pays en développement.

#### 3.2 Distribution de films et de bandes magnétoscopiques d'information

**Produit** : distribution des films des Nations Unies grâce à la vente directe à des stations de télévision ou grâce à des accords avec les distributeurs commerciaux et les associations pour les Nations Unies.

### 3.3 Distribution de films documentaires des Nations Unies

**Produit** : distribution de films destinés à être vendus à des stations de télévision, et création de cinémathèques dépositaires avec la collaboration des distributeurs commerciaux et des associations pour les Nations Unies.

### 3.4 Services de photothèque

**Produit** : fourniture de photographies à la photothèque du Service d'information des Nations Unies de Genève et des copies des photographies faisant partie de la collection du Siège aux organes d'information, aux publications officielles et aux organisations non gouvernementales; organisation au Palais des Nations d'expositions dans le cadre de manifestations spéciales; distribution spéciale d'affiches, de panneaux muraux imprimés et d'autres éléments d'exposition en vue de la Journée des Nations Unies, de la Semaine du désarmement et de la Journée des droits de l'homme dans les pays desservis directement par le Service d'information de Genève.

## Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.91.

### b) Eléments de programme :

#### 4.1 Utilisation des studios de radio et de télévision par les correspondants accrédités

**Produits** : les studios de radio et de télévision sont utilisés par les correspondants accrédités pour la diffusion d'informations sur toutes les activités du système des Nations Unies à Genève, et ils sont également utilisés par un certain nombre de services d'information d'autres organisations faisant partie du système des Nations Unies.

### b) Presse et publications

## Sous-programme 1. Diffusion des informations

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.16 à 12.20.

### b) Eléments de programme :

#### 1.1 Comptes rendus des séances par la presse et publication de textes et de déclarations

**Produit** : comptes rendus d'un large éventail de réunions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans les domaines économique et social, des droits de l'homme et du désarmement, et publication des déclarations et des textes importants envoyés par le Siège, l'anglais et le français étant sur un pied d'égalité en ce qui concerne cette activité.

## Sous-programme 2. Information approfondie

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.35 et 12.36.

### b) Eléments de programme :

#### 2.1 Communiqués d'information et résumés, reportages et documents récapitulatifs

**Produit** : établissement de communiqués d'information et de résumés au sujet des réunions importantes; reportages; documents récapitulatifs pour le Centre du désarmement; communiqués thématiques, reportages et résumés pour la Commission économique pour l'Europe; informations préliminaires sur les réunions prévues, les études importantes

publiés récemment et les études dans le domaine des droits de l'homme

## 2.2 Arrangements en vue de la traduction et de l'impression des publications

**Produit** : arrangements en vue de la traduction et de l'impression de certaines publications et mise à jour et publication continue des éditions anglaise, française, espagnole et allemande de la brochure intitulée "L'Office des Nations Unies à Genève" ainsi que de la brochure du Groupe des visites intitulée "Come to the United Nations" en plusieurs langues; on s'efforcera d'établir des versions des publications de base de l'Organisation des Nations Unies dans les langues des pays desservis par le Service d'information : allemand, bulgare, hongrois et polonais

## 2.3 Liaison entre les services du secrétariat et les maisons d'édition

**Produit** : activités de liaison entre le secrétariat de la CEE et les maisons d'édition chargées de la publication des études de fond et des rapports. Publication annuelle de six à huit recueils des débats des séminaires de la CEE, d'études économiques et de quatre numéros du bulletin économique pour l'Europe.

### Sous-programme 3. Techniques de diffusion

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.59, 12.60 et 12.63.

#### b) Eléments de programme :

##### 3.1 Système automatisé de listes de distribution

**Produits** : automatisation des listes de distribution afin d'assurer une distribution mieux circonscrite des communiqués de presse et des publications, ainsi que d'améliorer la recherche, les corrections et l'impression des adresses.

##### 3.2 Communiqués de presse et distribution promotionnelle spéciale des documents d'information

**Produit** : distribution de plus de 2 000 communiqués de presse en anglais et en français, ce qui représente un total de 9 130 pages, et une production totale de quelque 17,5 millions de feuilles par an; environ 120 000 exemplaires de publications et de périodiques par an; et distributions promotionnelles spéciales de documents d'information à l'occasion de la Journée des Nations Unies, de la Semaine du désarmement, de la Journée des droits de l'homme et de plusieurs autres activités commémoratives, y compris celles qui sont associées aux campagnes contre la discrimination raciale et l'apartheid.

##### 3.3 Analyse des services des agences de presse télégraphiques internationales

**Produit** : le service d'information est abonné aux services d'agences de presse télégraphiques internationales de langue anglaise et de langue française : Associated Press et l'Agence France Presse. Le but de ces abonnements est de maintenir les hauts fonctionnaires de l'Organisation et du Service d'information constamment au courant des informations concernant l'Organisation des Nations Unies qui pourraient appeler une réponse ou des commentaires.

### Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.96.

#### b) Eléments de programme :

##### 4.1 Gestion et relations publiques avec la presse

**Produit** : accréditations, liaison avec l'Association des correspondants, tenue d'une séance d'information hebdo-

madaire, organisation de conférences de presse *ad hoc*, organisation de réunions de porte-parole des organismes des Nations Unies sur des questions d'intérêt commun, et publication de "La Semaine internationale", le bulletin international hebdomadaire qui porte sur les activités de tous les organismes des Nations Unies à Genève.

##### 4.2 Traduction et distribution des communiqués de presse émanant d'organismes des Nations Unies

**Produit** : distribution des communiqués de presse de certains des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Genève, et traduction et publication des communiqués envoyés par des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées qui ont leur siège dans d'autres villes.

### c) Relations publiques

#### Sous-programme 2. Information approfondie

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.42 et 12.47.

#### b) Eléments de programme :

##### 2.1 Centre de référence et de documentation

**Produit** : mise en place d'un centre de référence et de documentation à l'intention des organes d'information, des délégations et du public; réponses aux demandes écrites de renseignements sur les activités et les objectifs actuels de l'Organisation des Nations Unies.

##### 2.2 Programme annuel de hautes études

**Produit** : organisation du Programme annuel de hautes études qui réunit pendant une période de deux à trois semaines un groupe de 50 à 60 diplômés universitaires, sérieusement sélectionnés dans de nombreux pays, en vue d'un séminaire sur les objectifs et les programmes actuels de l'Organisation des Nations Unies; organisation d'environ 90 séminaires annuels à l'intention de groupes de passage d'étudiants universitaires, de diplomates, de fonctionnaires des gouvernements et des organisations non gouvernementales, etc.

##### 2.3 Diffusion d'informations aux organisations internationales non gouvernementales et organisation de réunions d'information à leur intention

**Produit** : maintien de relations étroites avec la communauté des organisations internationales non gouvernementales et organisation d'une diffusion constante de documentation sur les activités de l'Organisation des Nations Unies ainsi que de réunions d'information sur les sujets examinés lorsque des conférences et des réunions importantes ont lieu.

##### 2.4 Présentation d'exposés

**Produit** : organisation d'exposés sur divers aspects des activités de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des groupes de passage à Genève. Présentation d'exposés oraux lors des réunions et des conférences, en particulier celles d'organisations non gouvernementales, à Genève et ailleurs.

##### 2.5 Organisation et administration des visites guidées

**Produit** : organisation de visites guidées pour un total d'environ 120 000 visiteurs par an.

### Sous-programme 3. Techniques de diffusion

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.60 iv), 12.70 et 12.74.

b) *Éléments de programme :*

3.1 *Diffusion pendant toute l'année d'informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies*

Les échanges d'informations entre le Service d'information de Genève et le Siège se font rapidement grâce à l'utilisation de moyens modernes de télécommunication, et notamment de la télécopie (environ 4 000 pages de communiqués de presse par an). La liaison entre le système de traitement des mots du Siège et le système qui va être mis en place à Genève permettra d'améliorer considérablement les informations en retour sur la production du Service de Genève. La diffusion des informations provenant de Genève sur des activités de l'Organisation des Nations Unies dans des pays desservis par le Service est une tâche qui incombe surtout aux moyens d'information accrédités, et à ce niveau, il est difficile, sans services de coupures de presse, de se faire une idée plus précise de l'incidence de la production du Service. Toutefois, le Service envoie des informations d'actualité par télex aux centres d'information dans les pays concernés, lorsque ces informations ont une importance locale spécifique et, lorsque cette méthode est employée, les résultats sont souvent excellents.

3.2 *Utilisation de microfiches*

*Produit :* un équipement permettant d'utiliser des microfiches a été installé au Centre de référence et de documentation; de nombreuses séries de documents sont déjà disponibles sous cette forme, ce qui permet d'obtenir rapidement et facilement des références concernant la documentation antérieure et des études à l'intention des journalistes, des délégués et d'autres utilisateurs.

*Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système*

a) *Référence :* plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.96.

b) *Éléments de programme :*

4.1 *Centre de référence et distribution des informations*

*Produit :* fourniture de documents de référence et distribution d'informations et de documentation à plusieurs organes du système des Nations Unies ayant leur siège à Genève, ainsi qu'à d'autres organes qui ont leur siège dans d'autres villes et qui souhaitent avoir accès aux organes d'information accrédités et aux organisations non gouvernementales se trouvant à Genève, et à l'intention des pays pour lesquels le Service d'information sert de centre d'information.

4.2 *Coopération avec les institutions spécialisées et d'autres organes des Nations Unies ayant leur siège à Genève*

*Produit :* coopération avec les institutions spécialisées et d'autres organes des Nations Unies ayant leur siège à Genève afin d'élaborer des programmes de séminaires sur la demande de groupes de passage.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

27.44 Les dépenses prévues à cette rubrique (22 000 dollars), qui n'impliquent aucune augmentation des ressources, correspondent à approximativement neuf mois de travail du personnel temporaire pendant les périodes les plus chargées, en particulier pour répondre aux besoins supplémentaires en matière de dactylographie du Groupe de la presse.

*Heures supplémentaires*

27.45 Les ressources prévues à ce titre (9 400 dollars), qui ne font pas apparaître d'augmentation, doivent servir principalement à couvrir les dépenses entraînées par la nécessité de faire appel aux services du personnel responsable de la dactylographie, de la distribution, de la radio et des moyens visuels en dehors des heures de travail normales, afin de fournir des informations aux organes de presse pendant les conférences importantes.

*Frais de voyage du personnel*

27.46 Les ressources nécessaires à ce titre (18 500 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage entraînés par une mission au Siège pendant chaque année de l'exercice biennal en vue de consultations et de réunions d'information ainsi que par trois missions par an en République fédérale d'Allemagne, deux missions par an à Berne (Suisse) et une mission par an en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et en Espagne, respectivement, aux fins suivantes : a) consultations officielles au sujet des objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information; b) diffusion d'informations; c) liaison avec les organisations nationales non gouvernementales et avec les organes d'information; d) représentation du Département de l'information lors de manifestations spéciales et de conférences ayant un intérêt particulier pour l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'attaché de presse pour la CEE devrait entreprendre quatre voyages par an à Londres, Bruxelles et Paris, afin de rencontrer des éditeurs, des rédacteurs de revues économiques et les rédacteurs des grands journaux et bulletins techniques intéressés par les travaux de la CEE. La moitié de ces frais de voyage serait prise en charge par la CEE.

*Services des agences de presse*

27.47 Les ressources prévues à ce titre (18 200 dollars) correspondent aux frais d'abonnement aux services des agences de presse télégraphiques de l'Associated Press et de l'Agence France Presse pendant toute la durée de l'exercice biennal.

*Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

27.48 Les dépenses prévues à ce titre (700 dollars), pour lesquelles aucune augmentation n'est demandée, concernent a) les réceptions données pour la presse; et b) les réceptions données pour les participants au programme de hautes études.

*Fournitures*

27.49 Les ressources prévues à ce titre (18 200 dollars) se rapportent à l'achat de diverses pièces de rechange et à l'entretien du matériel de radio au cours de l'exercice biennal 1982-1983.

*Matériel d'information*

27.50 Les ressources prévues à ce titre (279 500 dollars), qui accusent une augmentation de 169 000 dollars, doivent permettre d'acquérir du matériel vidéo afin de doter le Service d'information des moyens nécessaires pour l'enregistrement électronique et la diffusion des informations visuelles concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 35/201.

## C. - Centres d'information

TABLEAU 27.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	9 298,5	554,9	(146,8)	2 370,0	2 778,1	12 076,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	77,3	3,7	-	19,2	22,9	100,2
Heures supplémentaires	45,6	2,2	-	11,3	13,5	59,1
Dépenses communes de personnel	3 056,8	193,4	(48,4)	774,7	919,7	3 976,5
Frais de voyage du personnel	167,0	8,0	-	41,3	49,3	216,3
Travaux contractuels de traduction	23,0	1,1	-	5,7	6,8	29,8
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	809,6	127,2	-	221,4	348,6	1 158,2
Location et entretien du matériel	192,0	9,1	-	47,5	56,6	248,6
Communications	519,7	24,7	-	128,6	153,3	673,0
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	75,7	3,7	-	18,8	22,5	98,2
Services divers	154,6	7,4	-	38,3	45,7	200,3
Fournitures et accessoires	319,5	32,9	-	83,2	116,1	435,6
Mobilier et matériel	296,0	(27,7)	-	63,3	35,6	331,6
<b>Total</b>	<b>15 035,3</b>	<b>940,6</b>	<b>(195,2)</b>	<b>3 823,3</b>	<b>4 568,7</b>	<b>19 604,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
15 975,9	(195,2)	-	-	(195,2)	(1,2) %

TABLEAU 27.27 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

		1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>			
i) D'autres organismes des Nations Unies		-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		-	-
Total a)		-	-
<b>b) Activités de fond</b>			
Contributions de gouvernements hôtes		1 184,4	1 184,4
Total b)		1 184,4	1 184,4
<b>c) Projets opérationnels</b>			
Total c)		-	-
Total a), b) et c)		1 184,4	1 184,4

Total, coûts directs	20 788,4
----------------------	----------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

2 886,1
---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	23 674,5
---	----------

TABLEAU 27.28. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Unité administrative : centres d'information

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires a/		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	5	5	-	-	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	14	14	1	1	15	15
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	27	25	1	1	28	26
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	53	51	2	2	55	53
<b>Autres catégories</b>						
Assistants d'information	54	54	4	4	58	58
Agents locaux	262	262	22	22	284	284
Total	316	316	26	26	342	342
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>369</b>	<b>367</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>397</b>	<b>395</b>

a/ Fonds versés par des gouvernements hôtes.

## C. - Centres d'information

### Sous-programme 1. Diffusion des informations

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.23

b) Eléments de programme :

1.1 Comptes rendus des réunions

*Produit* : assistance en vue de l'établissement des comptes rendus des réunions, des conférences et d'autres manifestations qui se tiennent en dehors du Siège.

### Sous-programme 2. Information approfondie

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.42 et 12.44.

b) Eléments de programme :

2.1 Appui aux activités d'information

*Produit* : organisation de séminaires, colloques, tables rondes, échanges de vues et exposés, et participation à ceux-ci sur des sujets comme l'*apartheid* et la discrimination raciale, accompagnée de projections de films, dans des établissements d'enseignement, lors de manifestations organisées par des gouvernements et par des organisations non gouvernementales.

### Sous-programme 3. Techniques de diffusion

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.70 à 12.74.

b) Eléments de programme :

3.1 Activités de promotion

*Produit* : diffusion de documents d'information produits au Siège; établissement d'une base *ad hoc* de documents d'information dans les langues locales; assistance en vue de la constitution d'associations pour les Nations Unies; organisation sur place d'expositions photographiques; renforcement des contacts avec les stations et les réseaux de radio afin d'assurer l'utilisation efficace des programmes de radio de l'ONU; organisation de conférences de presse et

d'interviews télévisées avec la participation de personnalités de l'Organisation des Nations Unies.

### Sous-programme 4. Coopération à l'échelle du système

a) Référence : plan à moyen terme pour 1980-1983 (A/33/6/Rev.1), vol. I, par. 12.93.

b) Eléments de programme :

4.1 Projets de coopération

*Produit* : participation à l'exécution de projets de coopération à l'échelle du système.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de postes*

27.51 Ainsi qu'il est indiqué plus haut aux paragraphes 27.12 et 27.30, il est proposé de transférer deux postes P-4 au Siège.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

27.52 Les ressources prévues à cette rubrique (81 000 dollars), qui ne font apparaître aucune augmentation, devraient permettre de recruter du personnel supplémentaire pendant les périodes les plus chargées et de remplacer le personnel en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

#### *Heures supplémentaires*

27.53 Les ressources nécessaires à ce titre (47 800 dollars) ont été calculées sur la base des dépenses effectives au cours de ces dernières années.

#### *Frais de voyage du personnel*

27.54 Les ressources prévues à ce titre (175 000 dollars), qui sont maintenues à leur niveau actuel, permettraient principalement de couvrir les frais de voyage du personnel des centres d'information qui desservent plus d'un Etat Membre.



**TITRE VII**  
**SERVICES COMMUNS D'APPUI**

**CHAPITRE 28. – ADMINISTRATION, FINANCES ET GESTION**

**TABLEAU 28.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
245 038,0	10 794,0	4,4	(511,0)	(0,2)	28 571,9	11,6	38 854,9	15,8	283 892,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
255 832,0	(511,0)	24,6	226,6	(309,0)	(0,1)%

**2) Fonds extra-budgétaires**

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	4 869,4	6 578,9
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	5 220,4	6 251,2
ii) Des programmes extra-budgétaires	4 013,9	6 561,0
Compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	412,1	461,4
Fonds d'affectation spéciale pour la section allemande de traduction	106,4	114,6
Total a)	14 622,2	19 967,1
<b>b) Activités de fond</b>	87,4	99,3
Total b)	87,4	99,3
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	14 709,6	20 066,4

<b>Total, coûts directs</b>	<b>303 959,3</b>
-----------------------------	------------------

<b>(303 959,3)</b>
--------------------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28.2. -- ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion	658,5	25,0	25,8	-	43,0	1,1	13,4	83,3	58,3	716,8
B. Bureau des services financiers	11 088,2	-	25,8	-	854,4	14,2	19,2	913,6	913,6	12 001,8
C. Bureau des services du personnel	11 135,2	74,8	507,8	127,1	858,1	36,2	47,8	1 577,0	1 502,2	12 637,4
D. Bureau des services généraux (New York)	89 172,9	388,3	193,7	162,5	2 428,6	5 231,5	(1 461,0)	6 555,3	6 167,0	95 339,9
E. Service de gestion administrative	1 683,1	-	-	-	123,8	7,7	-	131,5	131,5	1 814,6
F. Division de vérification intérieure des comptes	3 294,6	-	-	-	195,4	1,0	-	196,4	196,4	3 491,0
G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes d'information	12 024,3	-	-	325,6	294,0	191,8	171,0	988,4	988,4	13 012,7
H. Division de l'administration (Genève)	11 048,3	5,7	94,8	-	134,6	(11,5)	-	217,9	212,2	11 260,5
I. Division des services généraux (Genève)	48 950,2	-	46,4	-	230,3	(163,9)	7,2	120,0	120,0	49 070,2
J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)	5 588,6	-	164,3	83,3	198,8	193,2	55,2	694,8	694,8	6 283,4
K. Dépenses diverses	6 676,6	3 515,0	-	-	-	122,6	-	122,6	(3 392,4)	3 284,2
L. Activités administratives financées en commun	8 784,8	-	202,6	53,2	290,5	131,4	-	677,7	677,7	9 462,5
M. Services administratifs (Vienne)	34 932,7	-	2 303,5	78,6	106,1	36,1	-	2 524,3	2 524,3	37 457,0
Total	245 038,0	4 008,8	3 564,7	830,3	5 757,6	5 791,4	(1 141,2)	14 802,8	10 794,0	255 832,0

a/ Des explications concernant les dépenses non renouvelables de 1980-1981 sont données dans l'annexe III de l'avant-propos.

b/ Des explications détaillées sur les ajustements spéciaux concernant le montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 sont données dans les parties correspondantes du chapitre.



TABLEAU 28.4. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts provenant de	Coûts directs											
		28A	28B	28C	28D	28E	28F	28G	28H	28I	28J	
<b>Chapitre 28</b>												
A	806,1	-	103,3	70,4	58,9	10,9	37,7	27,8	39,7	19,8	22,8	
B	23 070,6	21,1	-	429,5	1 027,5	32,9	107,5	290,1	158,2	340,4	157,9	
C	15 834,3	13,8	396,0	-	845,6	34,6	80,8	102,0	93,5	265,4	67,8	
D	113 582,3	17,4	2 609,6	2 588,4	-	212,7	537,2	630,0	-	58,5	459,8	
E	2 021,6	1,2	33,6	23,0	144,8	-	7,7	21,5	29,3	75,5	11,1	
F	5 309,6	2,9	83,9	57,6	362,3	7,4	-	53,7	50,0	188,8	27,7	
G	14 762,8	-	1 734,1	1 510,1	340,9	-	3,9	-	1 580,7	3,4	83,7	
H	13 744,1	7,6	250,0	-	-	92,2	65,0	433,7	-	1 954,2	36,0	
I	51 904,3	3,7	692,2	-	760,2	97,2	245,5	9,2	1 920,2	-	140,7	
J	7 611,4	7,3	218,3	176,9	815,3	18,3	41,2	55,3	77,3	226,6	-	
K	3 773,0	3,8	114,4	92,1	412,5	9,7	25,7	29,1	20,8	59,1	19,4	
L	10 333,9	2,2	63,3	52,6	233,5	3,5	14,7	16,6	33,9	101,3	12,7	
M	41 189,3	2,4	344,8	8,1	-	81,8	201,5	15,4	-	-	48,0	
<b>Total, chapitre 28</b>	<b>303 959,3</b>	<b>86,8</b>	<b>6 805,5</b>	<b>5 008,7</b>	<b>5 203,5</b>	<b>623,2</b>	<b>1 370,4</b>	<b>1 684,4</b>	<b>4 003,6</b>	<b>3 495,0</b>	<b>1 109,6</b>	
<b>Chapitre 29</b>												
A	126 739,8	-	2 332,2	2 312,4	30 915,3	600,0	2 000,0	9 000,0	838,5	12 238,5	3 243,2	
B	91 929,7	-	636,7	623,5	5 843,0	-	-	55,7	5 343,5	22 235,2	1 972,6	
C	3 349,8	-	417,2	417,6	-	-	-	-	-	-	-	
D	11 563,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
E et F	5 577,0	-	-	-	1 595,0	82,2	137,9	572,0	-	-	430,5	
<b>Total, chapitre 29</b>	<b>239 379,6</b>	<b>-</b>	<b>3 386,1</b>	<b>3 353,5</b>	<b>38 353,3</b>	<b>682,2</b>	<b>2 137,9</b>	<b>9 627,7</b>	<b>6 182,0</b>	<b>34 473,7</b>	<b>5 646,3</b>	
<b>Total, chapitres 28 et 29</b>	<b>543 338,9</b>	<b>86,8</b>	<b>10 191,6</b>	<b>8 362,2</b>	<b>43 556,8</b>	<b>1 305,4</b>	<b>3 508,3</b>	<b>11 312,1</b>	<b>10 187,6</b>	<b>37 968,7</b>	<b>6 755,9</b>	

\* Non répartis.

Sous des lettres et chiffres de la première colonne et des têtes de colonne :

Chapitre 28. Administration, finances et gestion

- A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion
- B. Bureau des services financiers
- C. Bureau des services du personnel
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de gestion administrative
- F. Division de vérification intérieure des comptes
- G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- H. Division de l'administration (Genève)
- I. Division des services généraux (Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Activités administratives financées en commun
- M. Services administratifs (Vienne)

A ajouter : coûts connexes provenant d'autres parties des chapitres 28 et 29									A déduire : coûts relatifs à d'autres parties des chapitres 28 et 29	Coûts nets à répartir
28K	28L	28M	29A	29B	29C	29D	29E et F	Coûts totaux		
-	26,8	13,9	645,6	315,9	157,8	67,4	17,8	2 442,6	86,8	2 355,8
148,9	180,8	405,8	3 307,9	1 007,6	25,5	155,3	62,0	31 149,5	10 191,6	20 957,9
-	63,0	172,6	2 528,7	549,5	-	113,4	34,0	21 195,0	8 362,2	12 832,8
859,1	266,5	-	5 794,8	-	-	1 373,5	-	128 536,6	45 556,8	84 979,8
18,2	15,1	59,9	184,4	133,7	5,2	16,8	8,1	2 788,6	1 305,4	1 483,2
38,3	37,6	149,8	461,1	334,4	12,9	42,1	20,3	7 211,7	3 508,3	3 703,4
53,8	60,4	-	636,4	10,9	-	836,4	-	20 769,7	11 312,1	9 457,6
34,8	112,1	-	-	4 545,7	-	21,0	-	21 281,6	10 187,6	11 094,0
101,2	458,7	-	-	9 695,3	-	-	734,0	66 621,2	37 968,7	28 652,5
33,9	50,8	32,6	1 276,2	443,7	77,3	146,2	6,5	11 281,2	6 755,9	4 525,3
-	23,7	38,3	672,4	121,7	-	76,6	8,7	5 501,0	3 315,4	2 185,6
47,0	-	66,4	1 883,1	1 710,1	353,0	43,7	13,3	14 965,8	2 077,5	12 888,3
48,1	6,2	37,8	786,9	166,3	-	4,7	2,2	43 143,5	977,1	42 166,4
<b>1 382,3</b>	<b>1 301,7</b>	<b>977,1</b>	<b>18 177,5</b>	<b>19 034,8</b>	<b>631,7</b>	<b>6 097,1</b>	<b>906,9</b>	<b>376 888,0</b>	<b>139 605,4</b>	<b>237 282,6</b>
1 101,7	352,2	-	-	511,5	-	20,4	-	191 693,8	56 088,7	135 605,1
830,4	423,6	-	18 379,8	-	-	-	-	148 273,7	35 005,1	113 268,6
-	-	-	14 000,0	-	-	-	-	18 384,6	13 237,7	5 146,9
-	-	-	5 110,6	-	-	-	-	19 491,5	2 917,5	16 574,0
-	-	-	420,8	1 267,1	-	-	-	6 844,1	906,9	5 937,2
-	-	-	-	14 191,7	-	-	-	-	-	-
<b>1 933,1</b>	<b>775,8</b>	<b>-</b>	<b>37 911,2</b>	<b>15 970,3</b>	<b>12 606,0</b>	<b>20,4</b>	<b>-</b>	<b>384 687,7</b>	<b>108 155,9</b>	<b>276 531,8</b>
<b>3 315,4</b>	<b>2 077,5</b>	<b>977,1</b>	<b>56 088,7</b>	<b>35 005,1</b>	<b>13 237,7</b>	<b>2 917,5</b>	<b>906,9</b>	<b>761 573,7</b>	<b>247 761,3</b>	<b>513 814,4</b>

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

- A. Département des services de conférence (New York)
- B. Services de conférence (Genève)
- C. Services de conférence (Vienne)
- D. Bibliothèque (New York)
- E et F. Bibliothèques (Genève et Vienne)

## A. - Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion

### TABLEAU 28A.1. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. - COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	447,6	58,0	-	63,2	121,2	568,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,5	0,3	(4,2)	0,4	(3,5)	3,0
Heures supplémentaires	4,9	0,2	2,2	1,1	3,5	8,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres dépenses communes de personnel	151,0	10,8	-	20,0	30,8	181,8
Frais de voyage des représentants	25,0	(25,0)	-	-	(25,0)	-
Frais de voyage du personnel	14,8	0,6	2,0	2,5	5,1	19,9
Communications	-	13,4 a/	-	2,0	15,4	15,4
Dépenses de représentation	0,7	-	-	0,1	0,1	0,8
<b>Total</b>	<b>658,5</b>	<b>58,3</b>	<b>0,0</b>	<b>89,3</b>	<b>147,6</b>	<b>806,1</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
716,8	-	-	-	-	- %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	806,1
----------------------	-------

(806,1)
---------

#### B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

a/ Résulte du transfert, du chapitre 28D, Bureau des services généraux (New York), de la part des dépenses afférentes aux appels téléphoniques interurbains ou internationaux imputable au Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion, au Service de gestion administrative, à la Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques et à la Division de la vérification intérieure des comptes (New York) (voir tableau 28D.22).

TABLEAU 28A.2. -- POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	4	4	-	-	4	4
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	2	2	-	-	2	2
Total	4	4	-	-	4	4
<i>Autres catégories</i>						
Agents locaux						
Travailleurs manuels						
Service de sécurité						
Service mobile						
Total						
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>

**A. — Bureau du Secrétaire général adjoint  
à l'administration, aux finances et à la gestion**

28A.1 Le Département de l'administration, des finances et de la gestion comprend le Bureau du Secrétaire général adjoint; le Bureau des services financiers; le Bureau des services du personnel; le Bureau des services généraux; la Division de vérification intérieure des comptes; le Service de gestion administrative; la Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques et l'Office des Nations Unies à Vienne.

28A.2 Les attributions du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion et de son bureau sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. P).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28A.3 Compte tenu de l'expérience acquise au cours de l'exercice biennal 1980-1981, on juge possible de réduire de 4 200 dollars les ressources nécessaires à ce titre.

*Heures supplémentaires*

28A.4 Etant donné la lourde tâche que représente la fourniture des services nécessaires à la Cinquième Commission et au Bureau du Secrétaire général adjoint, on propose à cette rubrique une augmentation de 2 200 dollars, qui est compensée par une réduction des ressources prévues au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales.

*Frais de voyage du personnel*

28A.5 Le crédit demandé à cette rubrique, qui fait apparaître une augmentation de 2 000 dollars, permettrait de couvrir les frais de voyage du personnel participant aux réunions du CAC et de financer les déplacements divers entrepris à la demande du Secrétaire général.

*Communications*

28A.6 Aucune augmentation n'est prévue à ce titre. Le montant demandé (13 400 dollars) résulte du transfert, du chapitre 28D, de la part des dépenses afférentes aux appels téléphoniques interurbains ou internationaux, imputable au Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration, aux finances et à la gestion, au Service de gestion administrative, à la Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques et à la Division de vérification intérieure des comptes du Siège.



## B. – Bureau des services financiers

TABLEAU 28B.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
11 088,2	913,6	8,2	(7,9)	-	1 534,5	13,8	2 440,2	22,0	13 528,4

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
12 001,8	(7,9)	-	-	(7,9)	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	5 220,4	6 251,2
Divers	463,3	658,5
ii) Des programmes extra-budgétaires	2 088,4	2 632,5
Total a)	7 772,1	9 542,2
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	7 772,1	9 542,2

Total, coûts directs

23 070,6

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(23 070,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 28B.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 262,8	-	12,9	-	90,2	4,1	19,2 a/	126,4	1 389,2	
2. Division du budget	2 762,7	-	12,9	-	231,0	1,5	-	245,4	3 008,1	
3. Division de la coordination des politiques	1 229,5	-	-	-	96,0	1,0	-	97,0	1 326,5	
4. Division de la comptabilité	4 743,0	-	-	-	353,8	4,8	-	358,6	5 101,6	
5. Division de la trésorerie	1 090,2	-	-	-	83,4	2,8	-	86,2	1 176,4	
<b>Total</b>	<b>11 088,2</b>	<b>-</b>	<b>25,8</b>	<b>-</b>	<b>854,4</b>	<b>14,2</b>	<b>19,2</b>	<b>913,6</b>	<b>12 001,8</b>	

a/ Correspond aux frais de téléphone (communications interurbaines et internationales) du Bureau des services financiers, précédemment inscrits au chapitre 28D (Bureau des services généraux, New York) (voir tableau 28D.22).

TABLEAU 28B.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Cédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 262,8	126,4	38,1	186,5	351,0	1 613,8	2,7	
2. Division du budget	2 762,7	245,4	8,4	388,0	641,8	3 404,5	0,2	
3. Division de la coordination des politiques	1 229,5	97,0	(7,6)	170,5	259,9	1 489,4	(0,5)	
4. Division de la comptabilité	4 743,0	358,6	(26,5)	641,9	974,0	5 717,0	(0,5)	
5. Division de la trésorerie	1 090,2	86,2	(20,3)	147,6	213,5	1 303,7	(1,7)	
<b>Total</b>	<b>11 088,2</b>	<b>913,6</b>	<b>(7,9)</b>	<b>1 534,5</b>	<b>2 440,2</b>	<b>13 528,4</b>	<b>-</b>	

**TABEAU 28B.4. — BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							
Postes permanents	8 124,0	673,0	46,2	1 129,3	1 848,5	9 972,5	0,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	28,6	1,2	-	4,4	5,6	34,2	-
Consultants	53,6	2,6	(56,2)	-	(53,6)	-	(100,0)
Heures supplémentaires	76,0	3,0	(15,0)	9,5	(2,5)	73,5	(18,9)
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	10,8	-	-	-	-	10,8	-
Autres dépenses communes de personnel	2 606,4	207,2	15,0	358,8	581,0	3 187,4	0,5
Frais de voyage du personnel	84,4	3,2	-	13,1	16,3	100,7	-
Imprimerie et reliure	73,6	3,0	(8,8)	10,1	4,3	77,9	(11,4)
Location et entretien du matériel	30,4	1,2	0,5	4,8	6,5	36,9	1,6
Téléphone : communications interurbaines et internationales	-	19,2	-	2,9	22,1	22,1	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	-	-	2,0	0,3	2,3	2,3	-
Mobilier et matériel	0,4	-	8,4	1,3	9,7	10,1	-
<b>Total</b>	<b>11 088,2</b>	<b>913,6</b>	<b>(7,9)</b>	<b>1 534,5</b>	<b>2 440,2</b>	<b>13 528,4</b>	<b>-</b>

TABLEAU 28B.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau des services financiers

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	–	–	1	1
Directeur (D-2)	4	4	–	–	4	4
Administrateur général (D-1)	9	9	2	1	11	10
Administrateur hors classe (P-5)	15	15	3	4	18	19
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	14	15	4	4	18	19
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	18	18	7	7	25	25
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	15	14	4	4	19	18
Total	76	76	20	20	96	96
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	28	30	6	6	34	36
Autres classes	69	67	28	29	97	96
Total	97	97	34	35	131	132
<b>TOTAL GENERAL</b>	173	173	54	55	227	228

**B. – Bureau des services financiers**

28B.1 Les attributions du Bureau des services financiers

sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (I)]

## 1. - BUREAU DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL

## TABLEAU 28B.6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	876,7	83,3	11,8	125,9	221,0	1 097,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	9,1	0,4	20,3	4,4	25,1	34,2
Consultants	53,6	2,6	(56,2)	-	(53,6)	-
Heures supplémentaires	7,3	0,3	56,4	9,5	66,2	73,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	7,2	-	-	-	-	7,2
Autres dépenses communes de personnel	287,2	19,8	3,8	40,2	63,8	351,0
Frais de voyage du personnel	21,7	0,8	-	3,3	4,1	25,8
Communications téléphoniques interurbaines et internationales	-	19,2	-	2,9	22,1	22,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	-	-	2,0	0,3	2,3	2,3
<b>Total</b>	<b>1 262,8</b>	<b>126,4</b>	<b>38,1</b>	<b>186,5</b>	<b>351,0</b>	<b>1 613,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 389,2	38,1	-	-	38,1	2,7 %

TABLEAU 28B.6 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	120,4	166,0
<b>Total a)</b>	<b>120,4</b>	<b>166,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>120,4</b>	<b>166,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 779,8</b>
-----------------------------	----------------

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>(1 779,8)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 28B.7. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Sous-Secrétaire général

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires <u>a/</u>		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	1	1	1	1	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	-	-	-	1	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	6	6	1	1	7	7
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>18</b>

a/ Services d'appui aux activités de fond extra-budgétaires.

## 1. – BUREAU DU SOUS-SECRETARE GENERAL

28B.2 Les attributions du Bureau du Sous-Secrétaire général aux services financiers sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/ Organization, sect. P (I)].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes permanents*

28B.3 Au moment de la création du Groupe des systèmes de gestion et de contrôle financiers au Bureau du Sous-Secrétaire général aux services financiers, le Secrétaire général avait proposé que le tableau d'effectifs du Groupe comprenne un poste D-1, un poste P-5, un poste P-3 et trois postes G-3/4. L'Assemblée générale a approuvé un poste

D-1, un poste P-3 et un poste G-3/4. Le Secrétaire général propose maintenant que le poste P-3 soit reclassé à P-4, compte tenu des fonctions et des responsabilités qui s'y attachent. Le tableau d'effectifs du Groupe se rapprocherait ainsi des propositions initiales.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28B.4 Les ressources nécessaires à cette rubrique (29 800 dollars) doivent permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou de maladie. Le montant de 20 300 dollars demandé au titre de la croissance réelle est dû au fait que les crédits demandés pour le personnel temporaire, qui auparavant étaient ventilés entre les différentes subdivisions du Bureau des services financiers, sont désormais centralisés par le Bureau du Sous-Secrétaire général.



*Consultants*

28B.5 Il n'est pas demandé de ressources à ce titre pour l'exercice biennal. Le montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (56 200 dollars) vient donc en déduction des ressources nécessaires pour le Bureau.

*Heures supplémentaires*

28B.6 Le montant de 64 000 dollars correspond au coût des heures supplémentaires nécessaires pour l'ensemble du Bureau des services financiers, du fait de la centralisation des crédits demandés pour les heures supplémentaires, qui auparavant étaient ventilés entre les différentes subdivisions du Bureau des services financiers. Une diminution de 15 000 dollars est proposée pour l'ensemble du Bureau, du fait de la mise en place à la Division de la comptabilité de machines de traitement des mots qui faciliteront la gestion des systèmes de comptabilité et de paie, et parce qu'on prévoit qu'une gestion centralisée des ressources prévues pour les heures supplémentaires permettra de réaliser des économies d'échelle.

*Frais de voyage du personnel*

28B.7 Il n'est pas prévu d'augmentation pour 1982-1983. Le montant de 22 500 dollars correspond à un programme de voyages permettant au Bureau de participer chaque

année à une session du CAC, d'une commission régionale, du Comité consultatif pour les questions administratives, du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Conseil d'administration du PNUD.

*Communications téléphoniques interurbaines et internationales*

28B.8 Les ressources prévues (19 200 dollars) ne font apparaître aucun accroissement. Elles correspondent aux frais de téléphone (communications interurbaines et internationales) du Bureau des services financiers, précédemment inscrits au chapitre 28D.

*Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

28B.9 Les ressources nécessaires (2 000 dollars) doivent permettre de couvrir les dépenses relatives à l'exercice de fonctions officielles et autres dépenses de représentation. Il n'était pas demandé de crédits à ce titre dans le passé, mais l'expérience récente a montré qu'il faut prévoir les ressources pour le remboursement des dépenses de représentation que certains hauts fonctionnaires sont amenés à faire dans l'intérêt de l'Organisation, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, conformément à l'instruction administrative ST/AI/192 et aux amendements y relatifs.

## 2. — DIVISION DU BUDGET

TABLEAU 28B.8. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 062,0	185,2	12,4	290,8	488,4	2 550,4
Heures supplémentaires	7,5	0,3	(7,8)	-	(7,5)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	660,5	58,7	4,0	92,3	155,0	815,5
Frais de voyage du personnel	29,4	1,1	-	4,6	5,7	35,1
Imprimerie et reliure	1,7	0,1	(0,2)	0,3	0,2	1,9
Mobilier et matériel	0,4	-	-	-	-	0,4
<b>Total</b>	<b>2 762,7</b>	<b>245,4</b>	<b>8,4</b>	<b>388,0</b>	<b>641,8</b>	<b>3 404,5</b>

TABLEAU 28B.8 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 008,1	8,4	-	-	8,4	0,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	194,4	199,8
<b>Total a)</b>	194,4	199,8
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	194,4	199,8

<b>Total, coûts directs</b>	3 604,3
-----------------------------	---------

**B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(3 604,3)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28B.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division du budget

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	4	4	1 <u>a/</u>	1 <u>a/</u>	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	5	-	-	4	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	6	5	-	-	6	5
Total	24	24	1	1	25	25
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	6	6	-	-	6	6
Autres classes	9	9	-	-	9	9
Total	15	15	-	-	15	15
TOTAL GENERAL	39	39	1	1	40	40

a/ Poste transféré au Département de la coopération technique pour le développement.

2. – DIVISION DU BUDGET

28B.10 Les attributions de la Division du budget sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. P (I)].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes permanents*

28B.11 Il est proposé de reclasser de P-2 à P-3 un poste de fonctionnaire du budget, compte tenu des responsabilités qui sont confiées à son titulaire.

*Heures supplémentaires*

28B.12 Le montant réévalué de la base de ressources (7 800 dollars) peut venir en déduction des ressources

nécessaires pour la Division, tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre des heures supplémentaires étant désormais centralisés par le Bureau du Sous-Secrétaire général (voir plus haut par. 28B.6).

*Frais de voyage du personnel*

28B.13 Les ressources nécessaires à ce titre (30 500 dollars) doivent permettre à la Division de participer aux efforts continus visant à améliorer les procédures actuelles d'élaboration des programmes et des budgets.

*Imprimerie et reliure*

28B.14 Les ressources demandées (1 600 dollars) doivent permettre de faire imprimer les formulaires dont la Division a besoin.

## 3. - DIVISION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES

TABLEAU 28B.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	908,9	73,5	-	126,7	200,2	1 109,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,3	0,1	(3,4)	-	(3,3)	-
Heures supplémentaires	4,0	0,2	(4,2)	-	(4,0)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	291,5	22,5	-	40,6	63,1	354,6
Frais de voyage du personnel	20,6	0,7	-	3,2	3,9	24,5
<b>Total</b>	<b>1 229,5</b>	<b>97,0</b>	<b>(7,6)</b>	<b>170,5</b>	<b>259,9</b>	<b>1 489,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 326,5	(7,6)	-	-	(7,6)	(0,5) %

TABLEAU 28B.10 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	78,7	97,?
ii) Des programmes extra-budgétaires	50,1	65,9
Total a)	128,8	163,2
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	128,8	163,2

Total, coûts directs	1 652,6
----------------------	---------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(1 652,6)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28B.11. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la coordination des politiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires <sup>a/</sup>		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	1	1	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	1	1	3	3
Autres classes	9	9	-	-	9	9
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>21</b>

<sup>a/</sup> Services d'appui au programme de coopération technique : un G-5; services d'appui aux structures administratives extra-budgétaires : un P-3.

### 3. — DIVISION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES

28B.15 Les attributions de la Division de la coordination des politiques sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. P (I)].

#### *Ressources nécessaires (à x taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28B.16 Le montant réévalué de la base de ressources (3 400 dollars) peut venir en déduction des ressources nécessaires pour la Division, tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre du personnel tem-

poraire étant désormais centralisés par le Bureau du Sous-Secrétaire général (voir plus haut par. 28B.4).

#### *Heures supplémentaires*

28B.17 Le montant réévalué de la base de ressources (4 200 dollars) peut venir intégralement en déduction des ressources nécessaires pour la Division, du fait de la centralisation par le Bureau du Sous-Secrétaire général de tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre des heures supplémentaires (voir plus haut par. 28B.6).

#### *Frais de voyage du personnel*

28B.18 Les ressources nécessaires à cette rubrique (21 300 dollars) doivent permettre à la Division de participer aux sessions du Comité consultatif pour les questions administratives et de la Commission de la fonction publique internationale, ainsi qu'aux enquêtes sur les salaires.

## 4. - DIVISION DE LA COMPTABILITE

TABLEAU 28B.12. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 501,8	268,6	22,0	479,5	770,1	4 271,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	8,9	0,4	(9,3)	-	(8,9)	-
Heures supplémentaires	51,0	2,0	(53,0)	-	(51,0)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 120,2	85,2	7,2	152,1	244,5	1 364,7
Frais de voyage du personnel	3,6	0,2	-	0,6	0,8	4,4
Imprimerie et reliure	56,3	2,2	(6,7)	7,7	3,2	59,5
Location et entretien du matériel	-	-	13,3	2,0	15,3	15,3
<b>Total</b>	<b>4 743,0</b>	<b>358,6</b>	<b>(26,5)</b>	<b>641,9</b>	<b>974,0</b>	<b>5 717,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 101,6	(26,5)	-	-	(26,5)	(0,5) %

TABLEAU 28B.12 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	253,5	395,2
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 509,7	1 926,9
<b>Total a)</b>	<b>1 763,2</b>	<b>2 322,1</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 763,2</b>	<b>2 322,1</b>

<b>Total, coûts directs</b>	8 039,1
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(8 039,1)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---



TABLEAU 28B.13. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la comptabilité

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires <sup>a/</sup>		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	1	-	2	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	1	2	5	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	1	1	7	7
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	10	10	4	4	14	14
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	2	2	9	9
Total	29	29	9	9	38	38
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	17	19	5	5	22	24
Autres classes	37	35	20	21	57	56
Total	54	54	25	26	79	80
TOTAL GENERAL	83	83	34	35	117	118

a/ Services d'appui aux programmes de coopération technique : 2 P-5 (un D-1 et un P-5 en 1980-1981), un P-4, 4 P-3, 2 P-2, 5 G-5 et 13 G-4/1; services d'appui aux structures administratives extra-budgétaires : 8 G-4/1 (7 en 1980-1981).

## 4. – DIVISION DE LA COMPTABILITE

28B.19 Les attributions de la Division de la comptabilité sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (I)].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes permanents*

28B.20 Il est proposé de reclasser deux postes de G-4 à G-5 compte tenu des attributions et des responsabilités qui s'y attachent (il s'agit de deux postes de commis comptable principal, l'un à la Section des fonds d'affectation spéciale et l'autre à la Section du contrôle des actifs).

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28B.21 Le montant réévalué de la base de ressources (9 300 dollars) peut désormais venir en déduction des ressources nécessaires pour la Division, compte tenu de la centralisation par le Bureau du Sous-Secrétaire général de tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre du personnel temporaire (voir plus haut par. 28B.4).

*Heures supplémentaires*

28B.22 Le montant réévalué de la base de ressources (53 000 dollars) peut désormais venir en déduction des ressources nécessaires pour la Division, compte tenu de la centralisation par le Bureau du Sous-Secrétaire général de

tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre des heures supplémentaires (voir plus haut par. 28B.6).

#### Frais de voyage du personnel

28B.23 Les ressources prévues à cette rubrique (3 800 dollars) doivent permettre à la Division de la comptabilité de poursuivre ses efforts en vue de mieux coordonner les méthodes de comptabilité et d'établissement de rapports de ces bureaux et de renforcer la direction et le contrôle de la comptabilité au niveau central.

#### Imprimerie et reliure

28B.24 Les ressources demandées (51 800 dollars) sont destinées principalement à couvrir le coût de l'impression des formules nécessaires à la Division.

#### Location et entretien du matériel

28B.25 Les ressources nécessaires à cette rubrique (13 300 dollars) concernent le matériel de traitement des mots et les unités de visualisation dont la Division a besoin pour exploiter les systèmes de comptabilité et de paie. On prévoit une réduction des heures supplémentaires grâce à l'utilisation de ce matériel (voir par. 28B.6 ci-dessus).

## 5. - DIVISION DE LA TRESORERIE

TABLEAU 28B.14. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. - COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	774,6	62,4	-	106,4	168,8	943,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	7,3	0,3	(7,6)	-	(7,3)	-
Heures supplémentaires	6,2	0,2	(6,4)	-	(6,2)	-
Dépenses communes de personnel	247,0	21,2	-	33,6	54,6	301,6
Frais de voyage du personnel	9,1	0,4	-	1,4	1,8	10,9
Imprimerie et reliure	15,6	0,7	(1,9)	2,1	0,9	16,5
Location et entretien du matériel	30,4	1,2	(12,8)	2,8	(8,8)	21,6
Mobilier et matériel	-	-	8,4	1,3	9,7	9,7
<b>Total</b>	<b>1 090,2</b>	<b>86,2</b>	<b>(20,3)</b>	<b>147,6</b>	<b>213,5</b>	<b>1 303,7</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 176,4	(20,3)	-	-	(20,3)	(1,7)

TABLEAU 28B.14 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	5 220,4	6 251,2
Divers	131,1	166,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	213,8	273,9
<b>Total a)</b>	<b>5 565,3</b>	<b>6 691,1</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>5 565,3</b>	<b>6 691,1</b>

<b>Total, coûts directs</b>	7 994,8
-----------------------------	---------

**B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

(7 994,8)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28B.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la trésorerie

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires a/		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	2	2	6	6
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	2	2	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	2	2	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	2	2	3	3
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	8	8	7	7	15	15
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<b>Total</b>						
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>31</b>	<b>31</b>

a/ Services d'appui aux programmes de coopération technique : un P-2 et un G-4/1; services d'appui aux structures administratives extra-budgétaires : un P-4 et un G-4/1; services d'appui aux activités de fond extra-budgétaires : un P-3 et un G-4/1; postes financés par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : 2 P-5, un P-4, un P-3, un P-2 et 4 G-4/1.

## 5. - DIVISION DE LA TRESORERIE

28B.26 Les attributions de la Division de la trésorerie sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (I)].

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)**Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28B.27 Le montant réévalué de la base de ressources (7 600 dollars) peut désormais venir en déduction des ressources nécessaires pour la Division, du fait de la centralisation pour le Bureau du Sous-Secrétaire général de tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre du personnel temporaire (voir plus haut par. 28B.4).

*Heures supplémentaires*

28B.28 Le montant réévalué de la base de ressources (6 400 dollars) peut désormais venir en déduction des ressources nécessaires pour la Division, du fait de la centralisation par le Bureau du Sous-Secrétaire général de tous les crédits demandés pour le Bureau des services financiers au titre des heures supplémentaires (voir plus haut par. 28B.6).

*Frais de voyage du personnel*

28B.29 Le montant demandé à cette rubrique (9 500 dollars) doit permettre de couvrir les frais de voyage du personnel de la Division liés à l'application des principes de gestion des liquidités de l'Organisation des Nations Unies.

*Imprimerie et reliure*

28B.30 Les ressources prévues à cette rubrique (14 400 dollars) serviront à couvrir le coût de l'impression des chèques et des quittances.

*Location et entretien du matériel*

28B.31 Le montant prévu (18 800 dollars) concerne le matériel de traitement des mots utilisé par la Division pour la gestion des liquidités.

*Mobilier et matériel*

28B.32 Les ressources demandées (8 400 dollars) doivent permettre d'acheter des machines électriques à établir les chèques et à apposer les signatures, pour remplacer les machines actuelles qui ont 18 et 11 ans d'âge, respectivement. Il est également prévu d'acheter un lecteur/imprimeur de microfilms afin de moderniser le système de classement de la Division.

**C. - Bureau des services du personnel**

**TABLEAU 28C.1. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. - COUTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
11 135,2	1 502,2	13,4	10,7	-	1 639,1	14,7	3 152,0	28,3	14 287,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
12 637,4	10,7	-	19,2	29,9	0,2 %

2) *Fonds extra-budgétaires*

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	390,2	661,7
ii) Des programmes extra-budgétaires	222,1	885,4
<b>Total a)</b>	612,3	1 547,1
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	612,3	1 547,1

<b>Total, coûts directs</b>	<b>15 834,3</b>
-----------------------------	-----------------

**B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>(15 834,3)</b>
-------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

**TABLEAU 28C.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)**

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non reconvenables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires				Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet d'ajustement de l'écrêtement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)				
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 632,3	-	90,5	-	120,8	5,0	47,8	264,1	1 896,4	
2. Division de la coordination	2 096,3	-	169,3	74,2	174,7	11,6	-	429,8	2 526,1	
3. Division du recrutement	3 150,7	74,8	202,7	52,9	245,0	12,4	-	513,0	3 588,9	
4. Division de l'administration du personnel	3 157,1	-	45,3	-	245,0	1,9	-	292,2	3 449,3	
5. Service médical	1 098,8	-	-	-	72,6	5,3	-	77,9	1 176,7	
<b>Total</b>	<b>11 135,2</b>	<b>74,8</b>	<b>507,8</b>	<b>127,1</b>	<b>858,1</b>	<b>36,2</b>	<b>47,8</b>	<b>1 577,0</b>	<b>12 637,4</b>	

u/ Correspond aux frais de téléphone (communications interurbaines et internationales) du Bureau des services du personnel, précédemment inscrits au chapitre 26D (Bureau des services généraux, New York) (voir tableau 28D.22).

TABLEAU 28C.3. — BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME  
 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Révaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 632,3	264,1	(6,3)	247,4	505,2	2 137,5	0,6	
2. Division de la coordination	2 096,3	429,8	(5,0)	326,4	751,2	2 847,5	(0,1)	
3. Division du recrutement	3 150,7	438,2	(11,8)	467,3	893,7	4 044,4	(0,3)	
4. Division de l'administration du personnel	3 157,1	292,2	33,8	441,4	767,4	3 924,5	0,9	
5. Service médical	1 098,8	77,9	-	156,6	234,5	1 333,3	-	
<b>Total</b>	<b>11 135,2</b>	<b>1 502,2</b>	<b>10,7</b>	<b>1 639,1</b>	<b>3 152,0</b>	<b>14 287,2</b>	<b>0,2</b>	

TABLEAU 28C.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans déduits pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements	7 104,5	770,9	433,6	1 064,7	2 269,2	9 373,7	5,6
Postes permanents	685,9	269,9	(373,4)	76,1	(27,4)	658,5	(39,0)
Postes temporaires	230,0	64,8	(45,6)	37,1	56,3	286,3	(15,4)
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	42,7	7,1	-	7,5	14,6	57,3	-
Consultants	32,9	1,3	-	5,1	6,4	39,3	-
Heures supplémentaires	10,8	-	-	-	-	10,8	-
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	2 498,1	325,1	19,6	363,7	708,4	3 206,5	0,8
Autres dépenses communes de personnel	61,2	2,4	-	9,5	11,9	73,1	-
Bien-être du personnel	178,7	6,9	(21,8)	24,4	9,5	188,2	(11,7)
Frais de voyage du personnel	15,7	0,6	(1,7)	2,2	1,1	16,8	(10,4)
Imprimerie et reliure	212,8	3,0	-	32,2	35,2	248,0	-
Annonces dans la presse et campagnes de recrutement	-	47,8	-	7,1	54,9	54,9	-
Communications	2,4	0,1	-	0,3	0,4	2,8	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	52,5	2,1	-	8,1	10,2	62,7	-
Fournitures et accessoires	7,0	0,2	-	1,1	1,3	8,3	-
Mobilier et matériel							
<b>Total</b>	<b>11 135,2</b>	<b>1 502,2</b>	<b>10,7</b>	<b>1 639,1</b>	<b>3 152,0</b>	<b>14 287,2</b>	<b>0,2</b>



TABLEAU 28C.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau des services du personnel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	–	–	1	1
Directeur (D-2)	4	4	–	–	4	4
Administrateur général (D-1)	4	4	–	–	4	4
Administrateur hors classe (P-5)	12	13	–	–	12	13
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	20	21	–	1	20	22
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	16	17	4	6	20	23
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	1	1	4	4
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>65</b>	<b>71</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	18	22	2	2	20	24
Autres classes	85	87	4	8	89	95
<b>Total</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>109</b>	<b>119</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>163</b>	<b>172</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>174</b>	<b>190</b>

## C. – Bureau des services du personnel

28C.1 Les attributions du Bureau des services du personnel sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (II)].

## 1. - BUREAU DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL

## TABLEAU 28C.6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 063,4	160,2	27,2	163,0	350,4	1 413,8
Postes temporaires	68,5	4,1	(30,8)	4,6	(22,1)	46,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,5	0,3	-	1,0	1,3	7,8
Heures supplémentaires	4,4	0,2	-	0,7	0,9	5,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6,0	-	-	-	-	6,0
Autres dépenses communes de personnel	367,4	47,0	(1,0)	53,3	99,3	466,7
Bien-être du personnel	61,2	2,4	-	9,5	11,9	73,1
Frais de voyage du personnel	36,8	1,4	-	5,7	7,1	43,9
Imprimerie et reliure	15,7	0,6	(1,7)	2,2	1,1	16,8
Frais de téléphone (communications interurbaines et internationales)	-	47,8	-	7,1	54,9	54,9
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	2,4	0,1	-	0,3	0,4	2,8
<b>Total</b>	<b>1 632,3</b>	<b>264,1</b>	<b>(6,3)</b>	<b>247,4</b>	<b>505,2</b>	<b>2 137,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 896,4	(6,3)	-	19,2	12,9	0,6 %

TABLEAU 28C.6 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	36,2	98,8
ii) Des programmes extra-budgétaires		
<b>Total a)</b>	<b>36,2</b>	<b>98,8</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>36,2</b>	<b>98,8</b>

<b>Total, coûts directs</b>	2 236,3
-----------------------------	---------

B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

(2 236,3)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28C.7. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Sous-Secrétaire général

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	3	-	-	2	3
Autres classes	12	12	1	2 <u>a/</u>	13	14
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>17</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>2 <u>a/</u></b>	<b>25</b>	<b>27</b>

a/ Postes financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

## 1. – BUREAU DU SOUS-SECRETARE GENERAL

Bureau des services du personnel, le cas échéant, et à tenir les dossiers confidentiels du Sous-Secrétaire général.

28C.2 Les attributions du Bureau du Sous-Secrétaire général sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. P (II)].

28C.4 Ce nouveau poste pourrait être financé grâce à la suppression d'un poste temporaire de la classe G-4/1 affecté à une autre section du Bureau du Sous-Secrétaire général.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Poste temporaire*

*Postes permanents*

28C.5 Il est proposé de maintenir un poste temporaire de la classe G-5 pour un assistant administratif affecté au secrétariat du Conseil d'administration de l'Ecole internationale des Nations Unies.

28C.3 Un nouveau poste de la classe G-5 est demandé pour un assistant personnel du Sous-Secrétaire général, dont les fonctions consisteront à filtrer les appels téléphoniques de l'extérieur et à trier le courrier, à évaluer le degré d'urgence des questions exigeant l'attention du Sous-Secrétaire général, à organiser le programme de rendez-vous de celui-ci, notamment en aiguillant les personnes qui sollicitent des rendez-vous vers d'autres fonctionnaires du

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28C.6 Les ressources nécessaires à cette rubrique (6 800 dollars) doivent permettre de recruter du personnel temporaire pour remplacer des fonctionnaires en congé de maladie de longue durée et pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe.

*Heures supplémentaires*

28C.7 Sur le montant de 4 600 dollars prévu à cette rubrique, 2 000 dollars correspondent au coût des heures supplémentaires que devront faire les fonctionnaires affectés au secrétariat du Conseil d'administration de l'Ecole internationale des Nations Unies, les réunions officielles dudit Conseil ayant lieu en dehors des heures de travail normales de l'Organisation. Le reste du montant prévu est imputable aux heures supplémentaires à faire pour le secrétariat du Comité des nominations et des promotions.

*Bien-être du personnel*

28C.8 Les ressources nécessaires à ce titre (63 600 dollars) qui n'ont pas été augmentées, doivent permettre de venir en aide aux fonctionnaires qui se trouvent dans une situation difficile.

*Frais de voyage du personnel*

28C.9 Les ressources prévues (38 200 dollars) sont destinées à couvrir les frais de voyage du Sous-Secrétaire

général lorsqu'il est appelé à se rendre dans des bureaux extérieurs ou dans divers pays, sur l'invitation des Etats Membres, ou à entreprendre d'autres missions, à la demande du Secrétaire général. Elles doivent aussi permettre de couvrir les frais de voyage du Directeur assistant chargé des fonctions spéciales, à l'occasion des réunions du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Des fonctionnaires du Bureau des services du personnel devront également se rendre dans un certain nombre de lieux d'affectation pour s'occuper de questions relatives aux relations entre l'administration et le personnel, notamment assister aux réunions du Comité de coordination entre l'administration et le personnel, créé par le Secrétaire général en 1980 (voir A/C.5/35/10, par. 77).

*Imprimerie et reliure*

28C.10 Les ressources prévues à cette rubrique (14 600 dollars) doivent permettre de faire imprimer des formules, en particulier celles qui sont utilisées par le Service médical.

## 2. - DIVISION DE LA COORDINATION

TABLEAU 28C.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 052,3	172,7	311,8	195,5	680,0	1 732,3
Postes temporaires	416,4	88,4	(281,0)	30,0	(162,6)	253,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	114,6	78,8	(40,6)	22,8	61,0	175,6
Consultants	5,0	5,6	-	1,6	7,2	12,2
Heures supplémentaires	6,0	0,2	-	0,9	1,1	7,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	470,5	82,9	9,8	71,8	164,5	635,0
Frais de voyage du personnel	30,3	1,2	(5,0)	3,8	-	30,3
<b>Total</b>	<b>2 096,3</b>	<b>429,8</b>	<b>(5,0)</b>	<b>326,4</b>	<b>751,2</b>	<b>2 847,5</b>

TABLEAU 28C.8 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 526,1	(5,0)	-	-	(5,0)	(0,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	80,8	155,1
ii) Des programmes extra-budgétaires	80,8	151,7
Total a)	161,6	306,8
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	161,6	306,8

Total, coûts directs	3 154,3
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(3 154,3)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28C.9. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la coordination

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	4	-	-	3	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	3	2	2	4	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	9	12	2	2	11	14
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	5	5	-	-	5	5
Autres classes	10	13	-	-	10	13
Total	15	18	-	-	15	18
TOTAL GENERAL	24	30	2	2 a/	26	32

a/ Postes financés par les sommes reçues en remboursement du coût de services fournis pour des activités de coopération technique et par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

## 2. — DIVISION DE LA COORDINATION.

28C.11 Les attributions de la Division de la coordination sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (II)]. La Division comprend le Bureau du Directeur, dont l'effectif a été renforcé par l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session, avec la création d'un poste D-1 (voir A/C.5/35/115, par. 9), la Section de la planification et de l'information, la Section des règlements et du manuel d'administration du personnel, la Section du classement des emplois et le secrétariat de la Commission paritaire de recours et du Comité paritaire de discipline.

### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)

#### Transformation de postes temporaires en postes permanents

28C.12 A la Section du classement des emplois, il est proposé de transformer trois postes temporaires (un P-5, un P-4 et un P-3) en postes permanents. Ces postes sont liés à l'application du système de classement des postes d'administrateur, qui est devenue une fonction administrative régulière et bien établie, suite aux recommandations récentes de la Commission de la fonction publique internationale et aux décisions prises par l'Assemblée générale dans ce domaine.

28C.13 Au Groupe des dossiers et statistiques concernant le personnel, il est proposé de transformer en postes permanents trois postes temporaires d'agent des services généraux, les fonctions qui s'attachent à ces postes ayant un caractère permanent. Il s'agit dans le premier cas, d'aider à constituer et à tenir à jour les dossiers des fonctionnaires (fiches récapitulatives), dans le deuxième cas de coder les données à introduire dans le fichier de base du personnel, et dans le troisième cas, de fournir des services de secrétariat au Chef du Groupe.

#### *Postes temporaires*

28C.14 Les deux autres postes de la Section du classement des emplois (un P-4 et un P-2) seraient maintenus comme postes temporaires jusqu'à ce que l'enquête sur le classement des emplois d'agents des services généraux soit achevée et jusqu'à ce que des décisions aient été prises quant à l'application des résultats de l'enquête au cours des années à venir. D'autre part, on continue d'avoir besoin d'un poste temporaire de la classe P-4, approuvé par l'Assemblée générale dans le contexte de sa résolution 35/210, pour la définition des emplois et des groupes professionnels (voir A/C.5/35/115, par. 9).

28C.15 Au Groupe des dossiers et statistiques concernant le personnel, il est proposé de transformer en un poste temporaire d'agent des services généraux 24 mois de travail actuellement financés par des crédits prévus pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales. On considère en effet que le volume de travail que représente la tenue du fichier de base du personnel justifie le maintien de ce poste pendant tout l'exercice biennal 1982-1983.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28C.16 Les ressources prévues (152 800 dollars) sont destinées à couvrir chaque année le coût de 45 mois de

travail d'agent des services généraux (G-4/1), au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales. La Division devra en effet recruter du personnel temporaire pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe et produire de manière suivie les informations, en particulier les statistiques, demandées par l'Assemblée générale au sujet de la composition du Secrétariat.

28C.17 Outre les ressources susmentionnées, on prévoit que la Division disposera de fonds extra-budgétaires pour aider à préparer les dossiers des affaires qui seront soumises à la Commission paritaire de recours et au Comité paritaire de discipline.

#### *Consultants*

28C.18 Du fait de l'évolution constante des besoins en ce qui concerne l'information à fournir à l'Assemblée générale et aux responsables de la gestion du Secrétariat à tous les niveaux, il est nécessaire de prévoir 10 600 dollars pour recruter un consultant aux fins du perfectionnement continu du système d'information concernant le personnel.

#### *Frais de voyage du personnel*

28C.19 Les ressources prévues à cette rubrique (26 500 dollars), qui font apparaître une diminution de 5 000 dollars, doivent permettre essentiellement de couvrir les frais de voyage de fonctionnaires de la Section du classement des emplois s'occupant du système normalisé de classement des emplois mis au point par la CFPI. Des fonctionnaires supérieurs de la Division devront également se rendre à diverses réunions comme celles du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, du Comité consultatif pour les questions administratives et de leurs organes subsidiaires, selon les besoins.



## 3. – DIVISION DU RECRUTEMENT

TABLEAU 28C.10. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires p. révisées				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 965,4	165,8	-	273,7	439,5	2 404,9
Postes temporaires	143,0	173,8	-	41,5	215,3	358,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	63,4	(16,0)	-	7,0	(9,0)	54,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	674,5	108,1	-	100,6	208,7	883,2
Frais de voyage du personnel	90,4	3,5	(11,8)	12,3	4,0	94,4
Annonces dans la presse et campagnes de recrutement	212,8	3,0	-	52,2	35,2	248,0
<b>Total</b>	<b>3 150,7</b>	<b>438,2</b>	<b>(11,8)</b>	<b>467,3</b>	<b>893,7</b>	<b>4 044,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 588,9	(11,8)	-	-	(11,8)	(0,3) %

TABLEAU 28C.10 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	141,3	335,9
<b>Total a)</b>	141,3	335,9
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	141,3	335,9

Total, coûts directs	4 380,3
----------------------	---------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(4 380,3)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28C.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division du recrutement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	5	5	1	2	6	7
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	1	1	2	2
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>20</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	23	23	-	1	23	24
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>27</b>	<b>28</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>2 a/</b>	<b>4 b/</b>	<b>46</b>	<b>48</b>

a/ Postes financés par des sommes reçues en remboursement du coût de services fournis pour des activités de coopération technique.

b/ Postes nouveaux financés par prélèvement sur le compte d'appui aux activités de fond extra-budgétaires.

### 3. - DIVISION DU RECRUTEMENT

#### Postes temporaires

28C.20 Il est proposé de maintenir trois postes temporaires d'administrateur (un P-4 et deux P-3) et quatre postes temporaires d'agent des services généraux (G-4/1) dont les titulaires sont chargés d'établir des projections des postes vacants, de sélectionner les postes à pourvoir par voie de concours et, d'une manière générale, de contrôler l'exécution du plan annuel de recrutement, conformément aux objectifs énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/210.

#### Personnel temporaire affecté à des tâches générales

28C.21 Les ressources prévues (47 400 dollars) sont demandées essentiellement aux fins des concours de recrutement d'administrateurs adjoints. Comme il n'est pas encore possible d'estimer avec précision le volume de travail qu'entraînera l'application de la résolution 35/210, il est proposé de recourir à du personnel temporaire pour

l'exercice biennal 1982-1983, en attendant une évaluation des ressources permanentes que nécessitera l'application des nouvelles méthodes de recrutement.

#### Frais de voyage du personnel

28C.22 Les ressources nécessaires à cette rubrique (82 100 dollars) sont destinées à couvrir le coût de missions de recrutement, en vue d'atteindre les objectifs en matière de recrutement énoncés par l'Assemblée générale. Une petite réduction de 11 800 dollars a été jugée possible, compte tenu des dépenses effectives de 1980.

#### Annonces dans la presse et campagnes de recrutement

28C.23 Le montant prévu (215 800 dollars) permettra de publier des annonces dans la presse pour tous les postes exigeant des connaissances linguistiques et d'organiser des campagnes de recrutement pour les autres postes. Dans tous les cas, une campagne de publicité active est essentielle pour atteindre un éventail suffisamment large de candidats afin que tout le processus de recrutement par voie de concours soit efficace.

## 4. — DIVISION DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

TABLEAU 28C.12. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 296,8	216,6	94,6	330,4	641,6	2 938,4
Postes temporaires	58,0	3,6	(61,6)	-	(58,0)	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	28,8	1,1	(5,0)	3,7	(0,2)	28,6
Heures supplémentaires	6,0	0,3	-	1,0	1,3	7,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	753,1	70,1	10,8	105,0	185,9	939,0
Frais de voyage du personnel	13,2	0,5	(5,0)	1,3	(3,2)	10,0
<b>Total</b>	<b>3 157,1</b>	<b>292,2</b>	<b>33,8</b>	<b>441,4</b>	<b>767,4</b>	<b>3 924,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 449,3	33,8	-	-	33,8	0,9 %

TABLEAU 28C.12 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	25,7
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	274,3
<b>Total a)</b>	-	300,0
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	-	300,0

<b>Total, coûts directs</b>	4 224,5
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(4 224,5)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28C.13. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de l'administration du personnel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	-	1 a/	5	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	8	-	1 b/	8	9
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>21</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	7	10	-	-	7	10
Autres classes	27	26	-	1 b/	27	27
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>34</b>	<b>37</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>53</b>	<b>58</b>

a/ Poste financé par des sommes reçues en remboursement du coût de services fournis pour des activités de coopération technique.

b/ Poste financé par prélèvement sur le compte d'appui aux activités de fond extra-budgétaires.

#### 4. — DIVISION DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

28C.24 . Les attributions de la Division de l'administration du personnel sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. P (II)].

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Reclassement de postes*

28C.25 Il est proposé de reclasser de G-4 à G-5 trois postes d'assistant au personnel, au Service d'administration du personnel. Parmi les cinq groupes d'administrateurs du personnel, deux seulement disposent actuellement d'assistants au personnel de la classe G-5, bien que, dans les cinq groupes, les fonctions correspondant à ces postes aient justifié leur classement à ce niveau. Les attributions des

assistants au personnel consistent notamment à répondre aux demandes de renseignements des fonctionnaires concernant les indemnités et prestations auxquelles ils ont droit en vertu du Règlement du personnel, à préparer les dossiers à soumettre au Comité des nominations et des promotions de façon que le Comité dispose d'informations à jour lorsqu'il procède à l'examen annuel des promotions à accorder, à s'occuper de la correspondance courante, à organiser les systèmes de classement et, d'une manière générale, à assurer la liaison avec les départements organiques, pour décharger les administrateurs du personnel dont ils dépendent.

##### *Transformation de postes temporaires en postes permanents*

28C.26 Deux postes temporaires d'agent des services généraux sont actuellement affectés aux groupes d'administrateurs du personnel. Etant donné le caractère permanent des fonctions qui s'attachent à ces deux postes, il est proposé de les transformer en postes permanents.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28C.27 Les ressources prévues à cette rubrique (24 900 dollars) doivent permettre à la Division de faire face au volume de travail durant les périodes de pointe, en particulier au Groupe des indemnités et prestations. Elles font apparaître une réduction de 5 000 dollars, car on s'appliquera à utiliser le plus efficacement possible les ressources du Bureau des services du personnel.

*Frais de voyage du personnel*

28C.28 Avec la décentralisation et la création de nou-

velles unités administratives, il est devenu de plus en plus compliqué et difficile de coordonner l'administration et la gestion du personnel de l'Organisation. Néanmoins, en planifiant avec soin le programme de voyages, on pense pouvoir faire assurer les contacts nécessaires avec les bureaux hors Siège par les fonctionnaires intéressés, à l'occasion, dans toute la mesure possible, de leurs congés dans les foyers ou d'autres missions qu'ils seront appelés à entreprendre pour le compte de l'ONU. En conséquence, le montant net prévu à cette rubrique (8 700 dollars) reflète une réduction de 5 000 dollars.

5. — SERVICE MEDICAL

TABLEAU 28C.14. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	726,6	55,6	-	102,1	157,7	884,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	16,7	0,6	-	2,6	3,2	19,9
Consultants	37,7	1,5	-	5,9	7,4	45,1
Heures supplémentaires	16,5	0,6	-	2,5	3,1	19,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	232,6	17,0	-	33,0	50,0	282,6
Frais de voyage du personnel	8,0	0,3	-	1,3	1,6	9,6
Fournitures et accessoires	52,5	2,1	-	8,1	10,2	62,7
Mobilier et matériel	7,0	0,2	-	1,1	1,3	8,3
<b>Total</b>	<b>1 098,8</b>	<b>77,9</b>	<b>-</b>	<b>156,6</b>	<b>234,5</b>	<b>1 333,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 176,7	-	-	-	-	-

TABLEAU 28C.14 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	273,2	382,1
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	123,5
Total a)	273,2	505,6
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	273,2	505,6

Total, coûts directs	1 838,9
----------------------	---------

## B. -- COUTS INDIRECTS REPARTIS

(1 838,9)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---



TABLEAU 28C.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service médical

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	1	1	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	5	5	1	1	6	6
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	2	2	2	2
Autres classes	13	13	3	4	16	17
Total	13	13	5	6	18	19
TOTAL GENERAL	18	18	6 <u>a/</u>	7 <u>b/</u>	24	25

a/ Postes financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

b/ Nouveau poste financé par prélèvement sur le compte d'appui aux programmes de fond extra-budgétaires.

## 5. — SERVICE MEDICAL

28C.29 Les attributions du Service médical sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P(II)].

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28C.30 Le montant prévu à cette rubrique (17 300 dollars) doit permettre de remplacer immédiatement le personnel spécialisé du Service médical en cas d'absences imprévues ou de congés de longue durée.

#### *Consultants*

28C.31 Les ressources nécessaires (39 200 dollars) couvriraient les honoraires à verser aux spécialistes tels que pneumologues, cardiologues, radiologues, gynécologues et ophtalmologues.

#### *Heures supplémentaires*

28C.32 Les ressources nécessaires à ce titre (17 100 dollars) permettront d'assurer la permanence médicale nécessaire durant les sessions de l'Assemblée générale et les

réunions du Conseil de sécurité, ainsi que lors de réceptions officielles organisées en dehors des heures de travail normales.

#### *Frais de voyage du personnel*

28C.33 Le montant prévu (8 300 dollars) permettra au Directeur médical d'assister à la réunion annuelle des directeurs de services médicaux qui a lieu en Europe et de se rendre au siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en 1982, pour inspecter et améliorer les installations médicales dont dispose le personnel.

#### *Fournitures et accessoires*

28C.34 Les ressources prévues (54 600 dollars) sont destinées à acheter des fournitures médicales consommables (films radiographiques, fournitures de laboratoire, vaccins, gammaglobuline, médicaments, articles destinés aux soins, trouses médicales et uniformes d'infirmières).

#### *Mobilier et matériel*

28C.35 Les ressources nécessaires (7 200 dollars) doivent permettre de remplacer les instruments usagés et d'autres articles du matériel médical.

## D. - Bureau des services généraux (New York)

TABLEAU 28D.1. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédit demandé pour 1982-1983		
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983			Augmentation totale	
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		Dollars	%
89 172,9	6 167,0	6,9	(117,3)	(0,1)	13 194,6	14,7	19 244,3	21,5	108 417,2

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
95 339,9	(117,3)	-	73,2	(44,1)	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses.	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires Remboursements au titre des activités de coopération technique	2 024,3	3 089,1
Compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	700,0	1 500,0
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	412,1	461,4
106,4	114,6	
Total a)	3 242,8	5 165,1
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	3 242,8	5 165,1

Total, coûts directs 113 582,3

(113 582,3)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis -

**TABEAU 28D.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981**  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 279,9	-	38,8	-	96,2	1,6	25,1	161,7	1 441,6	
2. Service de la sécurité et de la sûreté	12 026,2	-	-	76,5	615,6	164,2	-	856,3	12 882,5	
3. Division des achats, des transports et des bâtiments	6 065,5 8 824,2	- -	59,3 15,1	- -	414,1 536,8	10,2 22,3	(48,8) -	434,8 574,2	6 500,3 9 398,4	
4. Division des communications, des dossiers et des services commerciaux	5 302,8	-	17,6	-	472,7	19,8	2 315,8 b/	2 825,9	8 128,7	
a) Service des communications	4 601,8	-	62,9	-	151,0	42,6	(2 453,3) c/	2 196,8	2 405,0	
b) Service de gestion des dossiers	1 936,1	-	-	-	142,2	2,7	-	144,9	2 081,0	
5. Division des missions	40 036,5	-	193,7	76,5	2 428,6	263,4	(161,2)	2 801,0	42 837,5	
6. Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes	49 136,4	388,3	-	86,0	-	4 968,1	(1 299,8) d/	3 754,3	52 502,4	
Total général	89 172,9	388,3	193,7	162,5	2 428,6	5 231,5	(1 461,0)	6 555,3	95 339,9	

a/ Correspond à des diminutions de ressources pour les traitements (36 000 dollars) et les dépenses communes de personnel (12 800 dollars) dues au transfert de fonctions mentionné au paragraphe 28D.25.

b/ Correspond à des augmentations de ressources pour les traitements (1 394 200 dollars), les dépenses communes de personnel (440 700 dollars), le personnel temporaire affecté à des tâches générales (65 000 dollars) et les heures supplémentaires (415 800 dollars), dues aux transferts de fonctions mentionnés aux paragraphes 28D.39 et 28D.40.

c/ Correspond à des diminutions de ressources pour les traitements (1 497 600 dollars), les dépenses communes de personnel (474 900 dollars), le personnel temporaire affecté à des tâches générales (65 000 dollars) et les heures supplémentaires (415 800 dollars), dues aux transferts de fonctions mentionnés au paragraphe 28D.48.

d/ Les ajustements apportés à ce titre au montant réévalué de la base de ressources, qui représentent au total une réduction de 1 299 800 dollars, sont expliqués sous les objets de dépense pertinents (voir par. 28D.69, 28D.70, 28D.77, 28D.79, 28D.80, 28D.81, 28D.82 et 28D.84).

**TABEAU 28D.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale	Dollars		
1. Bureau du Sous-Secrétaire général	1 279,9	161,7	(11,9)	184,0	333,8	1 613,7	0,5	
2. Service de la sécurité et de la sûreté	12 026,2	856,3	(172,6)	1 555,0	2 238,7	14 264,9	(1,3)	
3. Division des achats, des transports et des bâtiments a) Service des achats et des transports b) Service des bâtiments	6 065,5 8 824,2	434,8 574,2	16,3 139,3	840,8 1 240,5	1 291,9 1 954,0	7 357,4 10 778,2	1,0 1,4	
4. Division des communications, des dossiers et des services commerciaux a) Service des communications b) Service de gestion des dossiers	5 302,8 4 601,8 1 936,1	2 825,9 (2 196,8) 144,9	(103,1) 8,2 (2,5)	1 042,0 310,3 261,8	3 764,8 (1 878,3) 404,2	9 067,6 2 723,5 2 340,3	(1,2) 0,3 (0,1)	
5. Division des missions	40 036,5	2 801,0	(126,3)	5 434,4	8 109,1	48 145,6	(0,2)	
Total partiel								
6. Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes	49 136,4	3 366,0	9,0	7 760,2	11 135,2	60 271,6	-	
Total général	89 172,9	6 167,0	(117,3)	13 194,6	19 244,3	108 417,2	-	

TABLEAU 28D.4. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau des services généraux (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	3	3	-	-	3	3
Administrateur général (D-1)	5	6	-	-	5	6
Administrateur hors classe (P-5)	13	14	1	1	14	15
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	15	14	-	-	15	14
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	15	18	1	1	16	19
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	23	17	-	-	23	17
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>73</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>77</b>	<b>75</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	53	53	5	7	58	60
Autres classes	253	253	36	45	289	298
<b>Total</b>	<b>306</b>	<b>306</b>	<b>41</b>	<b>52</b>	<b>347</b>	<b>358</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	194	196	3	3	197	199
Service de sécurité	220	214	8	8	228	222
<b>Total</b>	<b>414</b>	<b>410</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>425</b>	<b>421</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>795</b>	<b>789</b>	<b>54</b>	<b>65</b>	<b>849</b>	<b>854</b>

## D. — Bureau des services généraux (New York)

28D.1 Les attributions du Bureau des services généraux (New York) sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. P(III)/Rev.1, décembre 1978, modifié par les circulaires ST/SGB/170 du 29 décembre 1978, ST/SGB/175, du 28 avril 1980 et ST/SGB/182, du 5 janvier 1981). Outre le Bureau du Sous-Secrétaire général, qui comprend le Service administratif, le Groupe des projets spéciaux et le Service de la sécurité et de la sûreté, le Bureau des services généraux comprend les trois grandes divisions ci-après :

- a) Division des achats, des transports et des bâtiments;
- b) Division des communications, des dossiers et des services commerciaux; et
- c) Division des missions.

28D.2 Aux fins de la présentation du budget, le Bureau du Directeur de la Division des achats, des transports et des bâtiments a été inclus dans le Service des achats et des transports, et le Bureau du Directeur de la Division des communications, des dossiers et des services commerciaux dans le Service des communications. Le budget relatif aux activités du Service de gestion commerciale est inscrite au chapitre 3 des recettes.

28D.3 Bien que, dans l'analyse des coûts globaux (tableau 28D.1), les dépenses de personnel et les dépenses connexes et les services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes soient regroupés, les tableaux où figurent l'analyse du total réévalué de la base de ressources (tableau 28D.2) et l'indication des taux de croissance réelle (tableau 28D.3) isolent sous la forme de totaux partiels les dépenses de personnel et les dépenses connexes. Cette

présentation témoigne des efforts réels déployés par le Bureau des services généraux pour limiter l'accroissement des dépenses de personnel et des dépenses connexes.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

28D.4 Les ressources nécessaires pour l'ensemble du Bureau font apparaître une diminution de 117 300 dollars, dont 126 300 dollars concernent les dépenses de personnel et les dépenses connexes et 9 000 dollars les services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes.

28D.5 Les ressources prévues pour les dépenses d'imprimerie du Bureau pour l'exercice 1982-1983 font apparaître

une diminution de 7 200 dollars, due à des innovations techniques et à l'amélioration des moyens de reproduction du Département des services de conférence du Siège.

28D.6 Vers la fin de la période sur laquelle porte le budget-programme, il est prévu de commencer à regrouper les locaux loués à l'extérieur dans de nouveaux locaux loués dans un bâtiment qui doit être construit à côté du bâtiment de la *United Nations Development Corporation*, à l'angle de la Première avenue et de la 44<sup>e</sup> rue. Il n'est pas encore demandé de crédit à ce titre étant donné qu'au moment de l'établissement du présent projet de budget, les renseignements dont on disposait ne suffisaient pas pour calculer des prévisions de dépenses. Ces prévisions seront présentées à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

## 1. — BUREAU DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL

TABLEAU 28D.5. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. — COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	934,0	106,6	(3,6)	133,5	236,5	1 170,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	7,9	0,3	(1,5)	1,0	(0,2)	7,7
Heures supplémentaires	6,2	0,6	-	1,0	1,6	7,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6,0	-	-	-	-	6,0
Autres dépenses communes de personnel	304,4	28,4	(1,0)	42,3	69,7	374,1
Frais de voyage du personnel	20,0	0,7	(5,8)	2,2	(2,9)	17,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,2	0,2	1,6
Communications	-	25,1 <sup>a/</sup>	-	3,8	28,9	28,9
<b>Total</b>	<b>1 279,9</b>	<b>161,7</b>	<b>(11,9)</b>	<b>184,0</b>	<b>333,8</b>	<b>1 613,7</b>

<sup>a/</sup> Correspond à la quote-part du Bureau du Sous-Secrétaire général dans la base de ressources antérieurement prévues pour les communications téléphoniques interurbaines et internationales (voir tableau 28D.22).

TABLEAU 28D.5 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 441,6	(11,9)	-	19,2	7,3	0,5 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	-	49,4
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	49,4
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	-	49,4

<b>Total, coûts directs</b>	1 663,1
-----------------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

(1 663,1)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---



TABLEAU 28D.6. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Bureau du Sous-Secrétaire général

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	8	8	-	-	8	8
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	4	-	-	3	4
Autres classes	9	8	-	1	9	9
Total	12	12	-	1	12	13
TOTAL GENERAL	20	20	-	1 a/	20	21

a/ Dont un poste qui serait financé par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires (voir par. 28D.10).

## 1. — BUREAU DU SOUS-SECRETARE GENERAL

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

28D.7 Le Bureau du Sous-Secrétaire général est chargé de la planification, de l'organisation, de la direction et de l'administration du Bureau des services généraux. Il comprend le Groupe des projets spéciaux, le Service administratif et le Service de la sécurité et de la sûreté. Les ressources nécessaires pour le Service de la sécurité et de la sûreté sont présentées à part.

## Amélioration de la gestion

28D.8 En utilisant du matériel de traitement des mots, le Service administratif a mis au point une série de rapports contenant des données sur le personnel et les dépenses, qui lui permettent de regrouper et d'améliorer les renseignements disponibles aux fins du contrôle de la gestion.

## Postes nouveaux

28D.9 Depuis 1973, les effectifs du Bureau des services généraux à New York sont passés de 900 à 1 000 fonctionnaires, soit une augmentation de 10 p. 100. Pendant ce temps, l'effectif du Service administratif est resté stationnaire. Un poste nouveau de la classe G-5 est donc demandé pour permettre au Service administratif d'assurer comme il convient l'administration du personnel et de faire face au volume croissant des activités de contrôle financier.

28D.10 Pour pouvoir créer ce nouveau poste G-5, il est proposé de supprimer un poste G-4 inscrit au budget ordinaire et dont le financement serait désormais assuré par des fonds extra-budgétaires.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.11 Les ressources prévues à cette rubrique (6 700 dollars), qui font apparaître une diminution de 1 500 dollars, doivent permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité; elles ont été calculées sur la base des dépenses des dernières années.

*Frais de voyage*

28D.12 Les ressources prévues à cette rubrique (14 900 dollars), qui font apparaître une diminution de 5 800

dollars, correspondent aux frais de voyage du Sous-Secrétaire général ou de ses représentants désignés, et ont été calculées en fonction des voyages à effectuer à Vienne (pour assurer la gestion et l'exploitation des services communs du Centre international de Vienne), à Santiago (pour les travaux de construction et des questions de sécurité), à Nairobi (pour les travaux de construction) et à Bangkok (pour des questions de sécurité et pour les services communs). On a présumé que, dans chaque cas, l'intéressé passerait une semaine au lieu de destination.

## 2. -- SERVICE DE LA SECURITE ET DE LA SURETE

TABLEAU 28D.7. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	7 683,7	472,9	(13,2)	957,4	1 417,1	9 100,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	19,8	0,7	-	3,0	3,7	23,5
Heures supplémentaires	1 864,3	239,8	(153,6)	290,3	376,5	2 240,8
Dépenses communes du personnel	2 453,7	142,7	(4,2)	303,8	442,3	2 896,0
Frais de voyage du personnel	2,9	0,1	-	0,5	0,6	3,5
Imprimerie	1,8	0,1	(1,6)	-	(1,5)	0,3
<b>Total</b>	<b>12 026,2</b>	<b>856,3</b>	<b>(172,6)</b>	<b>1 555,0</b>	<b>2 238,7</b>	<b>14 264,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
12 882,5	(172,6)	-	-	(172,6)	(1,3) %

TABLEAU 28D.7 (suite)

2) *Fonds extra-budgétaires*

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) <i>Services d'appui à :</i>		
i) D'autres organismes des Nations Unies Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	369,1	446,4
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	369,1	446,4
b) <i>Activités de fond</i>	-	-
Total b)	-	-
c) <i>Projets opérationnels</i>	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	369,1	446,4

Total, coûts directs	14 711,3
----------------------	----------

B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(14 711,3)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28D.8. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service de la sécurité et de la sûreté

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>o</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>o</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	5	-	-	-	5
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Autres catégories</b>						
Travailleurs manuels	2	3	-	-	2	3
Service de sécurité	220	214	8	8	228	222
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>217</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>230</b>	<b>225</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>227</b>	<b>227</b>	<b>8</b>	<b>8 a/</b>	<b>235</b>	<b>235</b>

a/ Tous ces postes seraient financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

## 2. — SERVICE DE LA SECURITE ET DE LA SURETE

28D.13 Le Service de la sécurité et de la sûreté est chargé d'assurer la protection des personnes et des biens au Siège. Il contrôle l'accès aux locaux et y effectue des rondes, assure des services de protection contre les incendies et applique un programme de prévention des accidents. Il donne également des conseils aux bureaux extérieurs.

### *Amélioration de la gestion*

28D.14 La principale initiative du Service de la sécurité et de la sûreté en matière d'amélioration de la gestion en 1980-1981 a consisté en un programme de formation destiné à améliorer les compétences et le comportement professionnel des agents du Service de sécurité. Un programme de formation complémentaire est prévu pour 1982-1983. En 1981, les pratiques régissant la délivrance des cartes d'identité ONU seront réexaminées, en vue de mieux contrôler l'accès aux bâtiments grâce à des procédures plus rigoureuses pour la délivrance des cartes d'identité. La sécurité des biens s'est trouvée renforcée grâce à l'achèvement d'un programme spécial de remplacement des serrures et à l'installation de dispositifs spéciaux pour protéger certains biens de valeur appartenant à l'Organisation.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

28D.15 Les ressources nécessaires à cette rubrique représentent une diminution nette de 172 600 dollars.

### *Reclassement de postes*

28D.16 Les événements qui sont survenus à travers le monde ont montré qu'il fallait améliorer les mesures de sécurité pour pouvoir faire face aux menaces de plus en plus nombreuses dont font l'objet les membres de la communauté diplomatique et les biens leur appartenant. Par conséquent, la responsabilité que représentent les mesures de sécurité (prévention et protection) à prendre au Siège a considérablement augmenté ces dernières années. Compte tenu des responsabilités qui s'attachent au poste de chef du

Service de la sécurité et de la sûreté, il est proposé de reclasser ce poste de P-5 à D-1.

28D.17 En outre, il est proposé de reclasser cinq postes d'agent du Service de sécurité dans la catégorie des services généraux, étant donné que les fonctions qui s'y attachent sont essentiellement des tâches de bureau; ce reclassement entraînerait une croissance négative.

28D.18 Il est proposé également de reclasser un poste d'agent du Service de sécurité dans la catégorie des travailleurs manuels, afin d'aider les deux travailleurs manuels actuellement affectés à la Section. Le volume de travail a tellement augmenté qu'il a fallu ajouter à l'équipe de travailleurs manuels un agent du Service de sécurité ayant une licence de serrurier. Conformément aux normes établies de classement des emplois, il conviendrait de transformer ce poste d'agent du Service de sécurité en poste de travailleur manuel.

### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.19 Les ressources prévues à cette rubrique (20 500 dollars) devraient être suffisantes.

### *Heures supplémentaires*

28D.20 Les ressources prévues à cette rubrique, qui font apparaître une diminution de 153 600 dollars, ont été calculées en partant de l'hypothèse que des réaménagements des honoraires de travail permettront de réaliser des économies par rapport aux dépenses des dernières années. Le recrutement, à titre temporaire, de huit agents du Service de sécurité pendant l'Assemblée générale, proposé au chapitre premier, devrait permettre d'alléger quelque peu les horaires de travail qui sont souvent très lourds durant cette période.

### *Frais de voyage*

28D.21 Les ressources prévues à ce titre (3 000 dollars) devraient être suffisantes. Elles correspondent au coût de deux voyages à Washington D.C., à des fins de coordination avec les autorités américaines, et à deux voyages à l'intérieur des Etats-Unis, à des fins de participation à des réunions d'organismes professionnels de sécurité. Chaque voyage devrait durer une semaine.

## 3. - DIVISION DES ACHATS, DES TRANSPORTS ET DES BATIMENTS

## a) SERVICE DES ACHATS ET DES TRANSPORTS

TABLEAU 28D.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	4 469,2	319,8	22,2	619,0	961,0	5 430,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	25,6	1,0	-	4,0	5,0	30,6
Heures supplémentaires	72,7	6,5	-	11,8	16,3	91,0
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 429,4	104,8	7,2	197,6	309,6	1 739,0
Frais de voyage du personnel	2,6	0,1	-	0,4	0,5	3,1
Imprimerie	64,8	2,6	(13,1)	8,0	(2,5)	62,3
<b>Total</b>	<b>6 065,5</b>	<b>434,8</b>	<b>16,3</b>	<b>840,8</b>	<b>1 291,9</b>	<b>7 357,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 500,3	16,3	-	54,0	70,3	1,0 %

TABLEAU 28D.9 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	456,6	716,5
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>456,6</b>	<b>716,5</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>456,6</b>	<b>716,5</b>

<b>Total, coûts directs</b>	8 073,9
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(8 073,9)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28D.10. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service des achats et des transports

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	4	-	-	3	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	4	-	-	2	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	7	-	-	10	7
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	11	11	-	-	11	11
Autres classes	43	43	11	11	54	54
<b>Total</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>65</b>	<b>65</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	47	46 <u>a/</u>	3	3	50	49
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>46</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>50</b>	<b>49</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>122</b>	<b>121</b>	<b>14</b>	<b>14 <u>b/</u></b>	<b>136</b>	<b>135</b>

a/ Compte tenu du transfert proposé d'un poste de travailleur manuel du Service des achats et des transports au Département des services de conférence, afin de desservir la nouvelle aire de chargement située sous la pelouse nord (voir par. 28D.25).

b/ Dont 14 postes qui seraient financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.



### 3. – DIVISION DES ACHATS, DES TRANSPORTS ET DES BATIMENTS

#### a) *SERVICE DES ACHATS ET DES TRANSPORTS*

28D.22 Le Service des achats et des transports fait l'acquisition de fournitures et de matériel et loue des services contractuels pour le Siège et les bureaux extérieurs, prend les dispositions relatives aux voyages et aux déménagements, et assure un certain nombre de services d'appui, notamment la distribution des fournitures, la réparation des machines de bureau, la réception et l'expédition des marchandises, la gestion des stocks et le fonctionnement des véhicules officiels.

#### *Amélioration de la gestion*

28D.23 La principale initiative prise dans ce domaine au cours de l'exercice biennal 1980-1981 a été la mise en place d'un système automatisé d'achats et de paiements qu'on envisage ensuite d'intégrer aux activités de transport du Service. Le Service a participé à une étude réalisée par le Service de gestion administrative au sujet des services de photocopie et il se propose également de réorganiser les activités de réparation des machines de bureau. Le Service continue à participer à des programmes interorganisations visant à harmoniser les politiques et procédures d'achat des organismes des Nations Unies.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Postes nouveaux*

28D.24 Comme il avait déjà été demandé dans le projet de budget de 1980-1981, il est proposé à nouveau de créer un nouveau poste P-5 afin de permettre au Service de faire face à l'accroissement continu du volume de travail et de superviser comme il convient les différentes sections. Le volume de travail a continué d'augmenter et a atteint un niveau supérieur à celui de l'exercice biennal précédent.

#### *Transfert de postes*

28D.25 Un poste de travailleur manuel a été transféré au Département des services de conférence, afin de desservir la

nouvelle aire de chargement située sous la pelouse nord. Du fait de ce transfert, le montant réévalué de la base de ressources se trouve réduit de 48 800 dollars (36 000 dollars au titre des traitements et 12 800 dollars au titre des dépenses communes de personnel).

#### *Reclassement de postes*

28D.26 Il est proposé de reclasser de P-2 à P-3 deux postes de fonctionnaires chargés des achats, car c'est à P-3 que sont normalement classés les fonctionnaires chargés des achats pleinement qualifiés. Avant le 1er juillet 1978, date à laquelle les postes liés aux achats à effectuer pour les activités de coopération technique ont été transférés au Département de la coopération technique pour le développement, la structure du Service offrait aux administrateurs adjoints chargés des achats de larges possibilités de promotion lorsqu'ils devenaient pleinement qualifiés. Ces possibilités n'existent plus dans la mesure où il n'existe plus au Service que deux postes permanents de la classe P-3. Le Service devrait être doté d'une majorité de fonctionnaires chargés des achats pleinement qualifiés.

#### *Suppression de poste*

28D.27 Il est proposé de supprimer un poste P-2, par suite du reclassement proposé ci-dessus. Le Service a surtout besoin d'un nombre suffisant de fonctionnaires chargés des achats et des marchés pleinement qualifiés et polyvalents. Si la proposition de reclassement est approuvée, il sera possible de supprimer un poste P-2/1.

#### *Heures supplémentaires*

28D.28 Un montant de 79 200 dollars est prévu pour couvrir le coût des heures supplémentaires pendant les périodes de pointe.

#### *Frais de voyage*

28D.29 Le montant prévu (2 700 dollars) correspond au coût de deux voyages à Genève au cours du prochain exercice biennal, aux fins de participation aux consultations interorganisations visant à améliorer la coordination des procédures d'achat des organismes des Nations Unies.

## b) SERVICE DES BATIMENTS

TABLEAU 28D.11. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	6 464,0	411,0	-	889,5	1 300,5	7 764,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	68,1	2,6	-	10,5	13,1	81,2
Heures supplémentaires	220,6	19,6	137,8	56,3	213,7	434,3
Dépenses communes de personnel	2 069,7	140,9	-	283,6	424,5	2 494,2
Imprimerie	1,8	0,1	1,5	0,6	2,2	4,0
<b>Total</b>	<b>8 824,2</b>	<b>574,2</b>	<b>139,3</b>	<b>1 240,5</b>	<b>1 954,0</b>	<b>10 778,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 398,4	139,3	-	-	139,3	1,4 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

10 778,2

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(10 778,2)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 28D.12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Unité administrative : Service des bâtiments

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	9	9	-	-	9	9
Autres classes	25	25	-	-	25	25
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>34</b>
<i>Autres catégories</i>						
<i>Agents locaux</i>						
Travailleurs manuels	144	144	-	-	144	144
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>144</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>144</b>	<b>144</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>186</b>	<b>186</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>186</b>	<b>186</b>

## b) SERVICE DES BATIMENTS

28D.30 Le Service des bâtiments assure la gestion et l'entretien des bâtiments et des terrains du Siège, veille à la transformation et à l'amélioration des locaux, supervise les travaux de construction, contrôle l'affectation des locaux, assure le déménagement du mobilier et du matériel et fournit des services de réception et de renseignements.

*Amélioration de la gestion*

28D.31 Le Service des bâtiments a entrepris un programme de conservation de l'énergie qui comporte les activités suivantes : remplacement des lampes incan-

descentes par des lampes fluorescentes dans les cages d'escalier éclairées en permanence; installation de vannes de réglage permettant de contrôler avec davantage de précision la température de l'air de refroidissement dans les bâtiments du Secrétariat, et séparation des systèmes de chauffage et de refroidissement en deux zones (est et ouest) afin de mieux contrôler la température. L'installation de matériel destiné à améliorer les dispositifs de sécurité et d'alarme est en voie d'achèvement. Les crédits correspondant à ces programmes sont inscrits au chapitre 32 du budget. Le Service propose également d'acquérir un petit ordinateur afin d'accroître l'efficacité du Groupe des renseignements et de la réception.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents*

28D.32 Une fois que le programme de construction de nouveaux locaux au Siège sera achevé, la superficie et les installations dont il faudra assurer l'entretien augmenteront. Pour l'instant, il n'est pas demandé de renforcer le personnel d'entretien; on attendra de voir, avec l'expérience, comme il sera possible de répondre à ces nouveaux besoins.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.33 Les ressources prévues à ce titre (70 700 dollars) doivent permettre de recruter du personnel temporaire pour

remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité, et d'engager des jardiniers en saison.

*Heures supplémentaires*

28D.34 Les ressources prévues à cette rubrique (378 000 dollars) représentent une augmentation de 137 800 dollars. Le personnel du Service est appelé à faire de très nombreuses heures supplémentaires, du fait des travaux de construction, des déménagements de bureaux et des aménagements mineurs, ainsi que des situations d'urgence qui augmentent de plus en plus fréquemment en raison du développement du bâtiment.

#### 4. — DIVISION DES COMMUNICATIONS, DES DOSSIERS ET DES SERVICES GENERAUX

##### a) SERVICE DES COMMUNICATIONS

TABLEAU 28D.13. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. — COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 835,9	1 763,3	(73,6)	705,4	2 395,1	6 231,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	26,2	66,0	(10,2)	12,2	68,0	94,2
Heures supplémentaires	211,2	434,5	-	96,2	530,7	741,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 223,3	561,9	(23,2)	226,9	765,6	1 988,9
Frais de voyage du personnel	2,6	0,1	4,0	1,0	5,1	7,7
Imprimerie	2,4	0,1	(0,1)	0,3	0,3	2,7
<b>Total</b>	<b>5 302,8</b>	<b>2 825,9</b>	<b>(103,1)</b>	<b>1 042,0</b>	<b>3 764,8</b>	<b>9 067,6</b>

TABLEAU 28D.13 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 128,7	(103,1)	-	-	(103,1)	(1,2)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	337,1	1 382,8
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (traitements et dépenses communes de personnel)	-	49,4
Total a)	337,1	1 432,2
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
Total b)	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	337,1	1 432,2

Total, coûts directs	10 499,8
----------------------	----------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(10 499,8)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28D.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Unité administrative : Service des communications

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	3 <u>a/</u>	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	3 <u>a/</u>	-	-	1	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	2 <u>b/</u>	-	-	3	2
<b>Total</b>	10	12	-	-	10	12
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	11	15 <u>c/</u>	2	6	13	21
Autres classes	39	127 <u>d/</u>	5	21	44	148
<b>Total</b>	50	142	7	27	57	169
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	-	3 <u>e/</u>	-	-	-	3
<b>Total</b>	-	3	-	-	-	3
<b>TOTAL GENERAL</b>	60	157	7	27 <u>f/</u>	67	184

a/ Dont un poste P-5 et un poste P-3 transférés du Service de gestion des dossiers à compter du 1er janvier 1981.

b/ Dont 2 postes P-2 transférés du Service de gestion des dossiers à compter du 1er janvier 1981, et compte tenu de la suppression proposée de 2 postes P-2 (voir par. 28D.41).

c/ Dont 5 postes G-5 transférés du Service de gestion des dossiers à compter du 1er janvier 1981, et compte tenu du transfert proposé d'un poste G-5 (pour les enregistrements sonores aux fins de transcription) au Département des services de conférence (voir par. 28D.39).

d/ Dont 92 postes G-4 transférés du Service de gestion des dossiers à compter du 1er janvier 1981, et compte tenu du transfert proposé de 2 postes G-4 (pour les enregistrements sonores aux fins de transcription) au Département des services de conférence (voir par. 28D.39).

e/ Dont un poste de travailleur manuel transféré du Service de gestion des dossiers à compter du 1er janvier 1981.

f/ Y compris 26 postes qui seraient financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires, dont un poste financé au moyen du compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (voir par. 28D.42), et compte tenu du transfert de 10 postes du Service de gestion des dossiers (voir par. 28D.40).

#### 4. — DIVISION DES COMMUNICATIONS, DES DOSSIERS ET DES SERVICES COMMERCIAUX

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

##### a) *SERVICE DES COMMUNICATIONS*

28D.35 Le Service des communications comprend la Section des communications, la Section des services techniques et la Section du courrier. La Section du courrier a été transférée du Service de gestion des dossiers au Service des communications à compter du 1er janvier 1981 (voir la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/182 du 5 janvier 1981). Le Service des communications gère le système téléphonique interne, fournit des services télégraphiques et de télex, conçoit l'agencement et assure l'exploitation et l'entretien des installations de sonorisation, d'enregistrement et d'interprétation simultanée dans les salles de conférence ainsi que du matériel de radio, de télévision et de cinéma utilisé par les services d'information. Il est également responsable du courrier, de la valise diplomatique et des services de plantons.

##### *Amélioration de la gestion*

28D.36 Un certain nombre d'améliorations techniques ont été apportées et d'autres sont prévues. En ce qui concerne par exemple la ligne louée entre New York et Santiago, la vitesse de transmission a été portée à son maximum afin de faire face à l'accroissement du trafic et de bénéficier de tarifs réduits. Des directives concernant l'emploi du procédé de transmission par télécopie ont été élaborées et distribuées afin d'améliorer la qualité du service, de réduire le nombre de pages devant être retransmises et de faire connaître aux principaux utilisateurs les procédures à suivre. Une liaison par télécopie à capacité réduite a été également établie avec Vienne. Une étude comparée du matériel de codage a été réalisée, en vue de mettre au point un programme de remplacement des machines de codage. En outre, le Service a effectué des recherches administratives approfondies pour le Comité du Secrétariat chargé d'étudier les dépenses relatives aux communications. Le manuel d'instructions concernant l'autocommutateur automatique de messages à New York et à Genève a été révisé et mis à jour. Un certain nombre d'études techniques ont été réalisées, concernant notamment l'amélioration de la capacité et des caractéristiques de la mémoire de l'autocommutateur à New York et la possibilité d'installer un circuit à fréquence vocale numérisé entre New York et Genève de façon à réduire le nombre et le coût des appels téléphoniques commerciaux à destination de Genève. On a fini d'installer un multiplexeur statistique à New York et à Genève en vue d'accroître la capacité de transmission des données, et on prévoit d'installer en 1981 un standard à trois positions au salon des délégués. En outre, le Service a fait l'acquisition de deux balances électroniques pour le Groupe du courrier départ, de façon à mesurer avec davantage de précision le poids du courrier, ce qui permet d'économiser 16 000 dollars environ par an. Le Service a également établi et publié, à l'intention des fonctionnaires, une instruction administrative expliquant les divers modes d'expédition et tarifs d'affranchissement du courrier.

##### *Reclassement de postes*

28D.37 Comme il avait déjà été demandé dans le projet de budget de 1980-1981, il est proposé à nouveau de reclasser de P-2 à P-3 le poste de chef du Groupe de la correspondance télégraphique. Le titulaire de ce poste est chargé de tous les aspects techniques et administratifs de la correspondance télégraphique et supervise les opérateurs de télécopieur, les chefs d'équipe, les techniciens et les commis du Groupe de la correspondance télégraphique.

28D.38 Il est proposé également de reclasser deux postes d'agent des services généraux dans la catégorie des travailleurs manuels. Des travailleurs manuels sont devenus nécessaires du fait que les services postaux des Etats-Unis ont modifié la méthode de ramassage du courrier départ. Les chariots métalliques actuellement utilisés sont extrêmement lourds et difficiles à manier.

##### *Transfert de postes*

28D.39 Il est proposé de transférer au Département des services de conférence un poste G-5 et deux postes G-4 auxquels correspondent des fonctions d'enregistrement sonore aux fins de transcription, qui sont étroitement liées à d'autres fonctions dudit Département. Cette proposition entraînerait une réduction de 137 600 dollars du montant réévalué de la base de ressources (103 400 dollars au titre des traitements et 34 200 dollars au titre des dépenses communes de personnel).

##### *Redéploiement de postes*

28D.40 La Section du courrier a été transférée du Service de gestion des dossiers au Service des communications à compter du 1er janvier 1981. Cette réorganisation, qui implique le transfert d'un poste P-5, d'un poste P-3, de deux postes P-2, de cinq postes G-5, de 92 postes G-4 et d'un poste de travailleur manuel, se traduit par un ajustement du montant réévalué de la base de ressources d'un montant de 2 453 300 dollars (1 497 600 dollars au titre des traitements et 474 900 dollars au titre des dépenses communes de personnel). Par suite du transfert de la Section, la base doit en outre être ajustée au titre des heures supplémentaires (415 800 dollars) et du personnel temporaire affecté à des tâches générales (65 000 dollars). Par ailleurs, 10 postes d'agent des services généraux de la Section du courrier, financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires ont également été transférés au Service des communications.

##### *Suppression de postes*

28D.41 Par suite du transfert de la Section du courrier du Service de gestion de dossiers au Service des communications, deux postes P-2 du Service des communications ne sont plus nécessaires.

##### *Postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires*

28D.42 Il est prévu de financer 10 postes nouveaux par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires. Un poste G-5 doit permettre

d'assurer la supervision des plantons affectés dans les locaux loués. Les neuf autres postes, tous de la catégorie des services généraux, sont destinés au Groupe de la valise diplomatique, doivent permettre d'assurer un service de plantons entre les nouveaux locaux loués, la nouvelle aire de reproduction des documents et le bâtiment du Secrétariat, ou doivent permettre de faire face à l'accroissement du volume de travail au Service des communications.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.43 Les ressources prévues à cette rubrique (108 900 dollars) qui font apparaître une réduction de 10 200 dollars, doivent permettre de recruter du personnel temporaire pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée et en congé de maternité; elles ont été calculées sur la base des dépenses effectivement engagées à ce titre dans le passé.

#### *Heures supplémentaires*

28D.44 Les ressources nécessaires (856 900 dollars) qui ont été calculées sur la base des dépenses des années passées, tiennent compte de l'ajustement de la base de ressources d'un montant de 415 800 dollars mentionné plus haut au paragraphe 28D.40.

#### *Frais de voyage*

28D.45 Le montant prévu (6 700 dollars) qui fait apparaître une augmentation de 4 000 dollars, doit couvrir le coût de deux voyages à l'intérieur des Etats-Unis (un par an) pour permettre à des ingénieurs du Service de participer à des congrès professionnels afin de se tenir au courant des innovations techniques des publications et des nouveaux matériels de communications. Deux voyages à Genève (un par an) seront également nécessaires pour coordonner les programmes de communications du Siège et ceux du centre de communications de Genève. Chaque voyage devrait durer une semaine.

### b) SERVICE DE GESTION DES DOSSIERS

TABLEAU 28D.15. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. — COUTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 054,6	(1 336,0)	-	218,7	(1 117,3)	1 937,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	70,1	(62,3)	-	1,1	(61,2)	8,9
Personnel temporaire (somme globale)	60,8	2,4	-	9,4	11,8	72,6
Heures supplémentaires	413,9	(379,6)	-	5,2	(374,4)	39,5
Dépenses communes de personnel	971,2	(422,6)	-	69,9	(352,7)	618,5
Frais de voyage du personnel	2,3	0,1	-	0,3	0,4	2,7
Imprimerie	28,9	1,2	8,2	5,7	15,1	44,0
<b>Total</b>	<b>4 601,8</b>	<b>(2 196,8)</b>	<b>8,2</b>	<b>310,3</b>	<b>(1 878,3)</b>	<b>2 723,5</b>



TABLEAU 28D.15 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 405,0	8,2	-	-	8,2	0,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
Appui aux structures administratives extra-budgétaires (traitements et dépenses communes de personnel)	861,5	494,0
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (traitements et dépenses communes de personnel)	43,7	-
<b>Total a)</b>	905,2	494,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	905,2	494,0

<b>Total, coûts directs</b>	3 217,5
-----------------------------	---------

**B. -- COUTS INDIRECTS REPARTIS**

( 3 217,5 )
-------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28D.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service de gestion des dossiers

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	5	4	-	-	5	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	1	-	-	3	1
Total	12	8 <u>a/</u>	-	-	12	8
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	11	6	2	-	13	6
Autres classes	122	30	18	10	140	40
Total	133	36 <u>a/</u>	20	10	153	46
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	1	-	-	-	1	-
Total	1	- <u>a/</u>	-	-	1	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>146</b>	<b>44</b>	<b>20</b>	<b>10 <u>b/</u></b>	<b>166</b>	<b>54</b>

a/ Non compris un poste P-5, un poste P-3, 2 postes P-2, 5 postes G-5, 92 postes G-4 et un poste de travailleur manuel, qui ont été transférés du Service de gestion des dossiers au Service des communications à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981.

b/ Y compris 10 postes financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires, non compris 10 postes transférés au Service des communications.

b) *SERVICE DE GESTION DES DOSSIERS*

28D.46 Le Service de gestion des dossiers comprend un Groupe de décentralisation des dossiers, une Section de l'enregistrement et une Section des archives. Le Service est chargé de mener à bien un programme de décentralisation des dossiers, de tenir à jour les dossiers de correspondance officielle qui sont fréquemment consultés et de mettre en œuvre le programme d'archivage et de destruction des dossiers. La Section du courrier a été transférée du Service de gestion des dossiers au Service des communications à compter du 1er janvier 1981.

*Amélioration de la gestion*

28D.47 Le Service poursuit l'exécution du programme de décentralisation des dossiers. En 1980, il a introduit des plans de classement des dossiers, des calendriers de conservation des dossiers, un programme de formation en matière de classement, et des programmes prévoyant la destruction des vieux dossiers dans 10 services du Secrétariat. La gestion matérielle des dossiers (chemises) est conçue comme une fonction distincte, qui fait partie du programme d'ensemble de gestion des dossiers et archives.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de postes*

28D.48 Comme il est indiqué au paragraphe 28D.40, 102 postes de la Section du courrier ont été transférés au Service des communications à compter du 1er janvier 1981. Cette réorganisation entraîne un ajustement du montant réévalué de la base de ressources, d'un montant de 2 453 000 dollars

(1 497 600 dollars au titre des traitements, 474 900 dollars au titre des dépenses communes de personnel, 65 000 dollars au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales et 415 800 dollars au titre des heures supplémentaires). Parallèlement, 10 postes de la Section du courrier financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires ont été transférés au Service des communications.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.49 Après le transfert de 65 000 dollars au Service des communications, un montant de 7 800 dollars devrait suffire pour recruter du personnel temporaire afin de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou en congé de maternité.

*Personnel temporaire (somme globale)*

28D.50 De façon à poursuivre l'exécution du programme de décentralisation des dossiers qui a été commencée pendant l'exercice biennal 1978-1979, il conviendrait de prévoir des ressources d'un montant de 63 200 dollars.

*Heures supplémentaires*

28D.51 Les ressources nécessaires ont été évaluées sur la base des dépenses effectives des années passées, à 34 300 dollars.

*Frais de voyage*

28D.52 Les ressources prévues à ce titre (2 400 dollars) correspondent au coût de deux voyages à Genève (un par an) à l'occasion des réunions du Conseil international des archives. Chaque voyage devrait durer une semaine.

## . 5. - DIVISION DES MISSIONS

TABLEAU 28D.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 433,8	108,4	14,0	196,0	318,4	1 752,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,1	0,6	(10,0)	0,9	(8,5)	6,6
Heures supplémentaires	22,1	2,0	(9,0)	2,4	(4,6)	17,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	459,2	33,8	4,6	62,2	100,6	559,8
Frais de voyage du personnel	2,5	0,1	-	0,3	0,4	2,9
Imprimerie	2,2	-	(2,1)	-	(2,1)	0,1
<b>Total</b>	<b>1 936,1</b>	<b>144,9</b>	<b>(2,5)</b>	<b>261,8</b>	<b>404,2</b>	<b>2 340,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 081,0	(2,5)	-	-	(2,5)	(0,1) %

TABLEAU 28D.17 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (traitements et dépenses communes de personnel)	368,4	412,0
Total a)	368,4	412,0
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	368,4	412,0

Total, coûts directs	2 752,3
----------------------	---------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(2 752,3)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28D.18. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des missions

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	1	1	3	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	2	-	-	3	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	1	1	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
Total	11	11	2	2	13	13
<i>Agents des services centraux</i>						
5 <sup>e</sup> classe	8	8	1	1	9	9
Autres classes	15	15	2	2	17	17
Total	23	23	3	3	26	26
TOTAL GENERAL	34	34	5 <u>a/</u>	5 <u>a/</u>	39	39

a/ Dont cinq postes financés par le compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

## 5. — DIVISION DES MISSIONS

28D.53 La Division des missions comprend la Section administrative pour les missions et centres et la Section administrative pour les forces de maintien de la paix. Elle est chargée de l'administration des missions politiques de l'ONU, des opérations de maintien de la paix, des missions de secours d'urgence et d'autres missions hors Siège, ainsi que des centres d'information; elle est également chargée de leur apporter un appui logistique.

*Amélioration de la gestion*

28D.54 La Division des missions continue à automatiser ses procédures. Les registres concernant le parc automobile de la FNUOD et de la FINUL ont été mis sur ordinateur et on envisage d'informatiser encore davantage les données sur le personnel hors Siège, le but recherché étant d'accélérer les procédures administratives et d'en accroître l'efficacité.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

28D.55 Renouvelant la demande qui figurait dans le projet de budget pour 1980-1981, le Secrétaire général propose à nouveau de reclasser de P-4 à P-5 le poste de Chef du Service mobile. Ce fonctionnaire exerce les fonctions de chef du Service administratif pour près de 500 agents du Service mobile qui participent à des missions de maintien de la paix, à des opérations d'assistance humanitaire, à des missions politiques spéciales ou qui sont affectés à des commissions régionales. Il est également chargé de la direction du réseau de télécommunications sur le terrain.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28D.56 Les ressources prévues pour remplacer des fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité (5 700 dollars), qui accusent une diminution de 10 000 dollars, ont été calculées compte tenu des dépenses des exercices précédents.

*Heures supplémentaires*

28D.57 Les ressources nécessaires à ce titre (15 100 dollars) font apparaître une diminution de 9 000 dollars; leur montant a été calculé compte tenu des dépenses des exercices précédents.

*Frais de voyage*

28D.58 Le montant prévu (2 600 dollars) correspond aux frais de voyage des fonctionnaires qui devront participer à la réunion régionale annuelle des directeurs des centres d'information des Nations Unies. Chaque voyage durera probablement une semaine.

## 6. — SERVICES COMMUNS DONT LE COUT N'EST PAS IMPUTE SUR LES PROGRAMMES

28D.59 Les ressources nécessaires à ce titre pour le bureau des services généraux, en particulier les ressources à prévoir pour la location de locaux et de machines de bureau et les communications, sont liées au volume d'activités d'autres programmes prévus dans d'autres chapitres du présent projet de budget-programme.

28D.60 L'entretien des installations électriques, les services d'ingénieurs des télécommunications, le fonctionnement et l'entretien des ascenseurs et les services de nettoyage sont assurés par du personnel contractuel. Dans la plupart des cas, les salaires sont négociés avec les syndicats de la branche d'activité considérée dans la région new-yorkaise et incorporés ensuite dans les contrats conclus avec l'Organisation.

28D.61 Les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 1982-1983 ont été calculées compte tenu des tendances inflationnistes générales que l'on prévoit pour l'ensemble des dépenses du Siège de l'Organisation des Nations Unies. Néanmoins, l'évolution actuelle des prix en ce qui concerne certains objets de dépense relevant de la présente rubrique, en particulier ceux qui sont en grande partie déterminés par le coût des combustibles, devra peut-être être réétudiée au cours du prochain exercice biennal, de façon à tenir compte des tendances réelles qui pourront être observées à ce moment-là pour ces catégories de dépenses.

28D.62 Il n'est pas demandé à ce stade de ressources supplémentaires pour les frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau concernant les nouveaux locaux dont l'Organisation disposera lorsque les travaux de construction au Siège seront terminés; on attendra pour cela d'avoir une idée plus précise de la consommation réelle.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

28D.63 Les ressources nécessaires à ce titre (52 511 400 dollars) font apparaître une croissance de 9 000 dollars. Les principales catégories de dépenses à couvrir sont présentées ci-après :

	<i>Ressources nécessaires (dollars)</i>	<i>Croissance (dollars)</i>
a) Location et entretien des locaux . . . .	22 313,1	(269,0)
b) Eclairage, chauffage, énergie et eau . . .	14 361,5	(160,0)
c) Location et entretien du matériel (à l'exclusion du matériel de conférence)	1 353,5	40,0
d) Communications . . . . .	7 788,5	77,0
e) Installations de conférence . . . . .	2 773,2	—
f) Services directs . . . . .	516,2	—
g) Fournitures et accessoires . . . . .	1 586,4	48,0
h) Achat de mobilier et de matériel . . . .	1 819,0	273,0
	52 511,4	9,0

## 6. — SERVICES COMMUNS DONT LE COUT N'EST PAS IMPUTE SUR LE PROGRAMME

## a) LOCATION ET ENTRETIEN DES LOCAUX

TABLEAU 28D.19. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Location de locaux	8 553,8	407,4	-	1 333,9	1 741,3	10 295,1
Petits travaux d'aménagement des locaux	348,6	(45,0)	-	45,2	0,2	348,8
Fournitures pour l'entretien des locaux	1 566,9	(9,4)	-	231,9	222,5	1 789,4
Services divers d'entretien	1 036,6	49,3	(40,0)	150,5	159,8	1 196,4
Entretien des installations électriques	2 252,8	107,3	161,0	375,4	643,7	2 896,5
Fonctionnement et entretien des ascenseurs	1 555,2	74,1	(40,0)	236,5	270,6	1 825,8
Services de nettoyage	6 380,6	303,9	(350,0)	942,8	896,7	7 277,3
<b>Total</b>	<b>21 694,5</b>	<b>887,6</b>	<b>(269,0)</b>	<b>3 316,2</b>	<b>3 934,8</b>	<b>25 629,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
22 582,1	(269,0)	-	-	(269,0)	(1,2) %



TABLEAU 28D.19 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Remboursements au titre des activités de coopération technique :		
Location de locaux	700,0	1 500,0
Fonds d'affectation spéciale pour la section allemande de traduction :		
Location de locaux	88,0	96,2
Total a)	788,0	1 596,2
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	788,0	1 596,2

Total, coûts directs	27 225,5
----------------------	----------

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(27 225,5)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

a) *LOCATION ET ENTRETIEN DES LOCAUX**Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)**Location de locaux*

28D.64 Au moment de l'établissement du projet de budget, un comité composé de hauts fonctionnaires du Secrétariat étudiait la question de la répartition des locaux à New York, le besoin de bureaux se faisant de plus en plus sentir dans le bâtiment du Secrétariat et dans les locaux extérieurs du fait des programmes nouveaux ou élargis approuvés par l'Assemblée générale. Pour faire face à ces besoins, il faudra louer de nouveaux bureaux à l'extérieur mais on ne peut pas encore préciser la superficie nécessaire. De plus, le coût dépendra de la possibilité de trouver un nombre suffisant de locaux adéquats, ainsi que des conditions du bail. Il est donc proposé d'attendre les résultats de l'étude avant de déterminer s'il convient de prévoir des ressources supplémentaires, au titre de la location des locaux.

*Services divers d'entretien*

28D.65 Les ressources nécessaires à ce titre (1 045 900 dollars), qui accusent une diminution de 40 000 dollars, ont été calculés sur la base des dépenses du dernier exercice biennal. Les crédits demandés permettront de couvrir le coût de services tels que l'entretien des locaux loués, le nettoyage des tapis, l'enlèvement des ordures, le remplacement des filtres à air des appareils de chauffage et de climatisation et les services de désinfection.

*Entretien des installations électriques*

28D.66 L'entretien des installations électriques est assuré par du personnel contractuel. Les ressources nécessaires à ce titre (2 521 100 dollars) font apparaître une augmentation de 161 000 dollars. Sur ce montant, 103 000 dollars serviront à financer les services d'un apprenti et d'un électricien de 1ère classe qui installeront l'électricité dans la nouvelle aire située sous la pelouse nord (soit 174 465 pieds carrés). Un montant supplémentaire de 58 000 dollars est demandé pour 1983 afin de financer les services de deux électriciens de 1ère classe qui seront chargés de remplacer les résistances des tubes fluorescents dans tous les bâtiments.

*Fonctionnement et entretien des ascenseurs*

28D.67 Les ressources nécessaires à ce titre (1 589 300 dollars) font apparaître une diminution de 40 000 dollars et ont été calculées compte tenu des dépenses des exercices précédents.

*Services de nettoyage*

28D.68 Des ressources d'un montant de 6 334 500 dollars, qui font apparaître une diminution de 350 000 dollars, sont demandées pour l'exercice biennal. Les dépenses des exercices précédents montrent qu'on pourra, dans les limites des ressources disponibles, financer les services des sept nettoyeurs supplémentaires qu'exigera la nouvelle aire de 174 465 pieds carrés.

b) ECLAIRAGE, CHAUFFAGE, ENERGIE ET EAU

TABLEAU 28D.20. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Electricité	6 044,1	1 767,2	-	1 162,7	2 929,9	8 974,0
Vapeur	5 275,5	1 018,9	-	936,9	1 955,8	7 231,3
Eau	278,7	19,5	(160,0)	20,6	(119,9)	158,8
Mazout, huile et coke	85,6	6,0	-	13,6	19,6	105,2
Divers	24,3	1,7	-	3,8	5,5	29,8
<b>Total</b>	<b>11 708,2</b>	<b>2 813,3</b>	<b>(160,0)</b>	<b>2 137,6</b>	<b>4 790,9</b>	<b>16 499,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
14 521,5	(160,0)	-	-	(160,0)	(1,1) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	16 499,1
----------------------	----------

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(16 499,1)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

b) ECLAIRAGE, CHAUFFAGE, ENERGIE ET EAU

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

Electricité

28D.69 Les ressources nécessaires à ce titre comprennent un ajustement en hausse (1 019 500 dollars) de la base de ressources tenant compte d'une augmentation des tarifs de 33,1 p. 100 au début de 1981.

Vapeur

28D.70 Les ressources nécessaires à ce titre comprennent un ajustement en hausse (650 800 dollars) de la base de

ressources, tenant compte de l'augmentation effective des tarifs durant l'exercice en cours (25 p. 100 en 1980 et 18 p. 100 en 1981) par rapport aux taux standards qui avaient été retenus comme base dans le budget initial.

Eau

28D.71 Les ressources nécessaires à ce titre (138 200 dollars) impliquent une réduction de 160 000 dollars. Les dépenses d'eau fluctuent considérablement en raison de l'irrégularité des systèmes de facturation de la ville de New York, qui fait que l'Organisation reçoit des factures rétroactives correspondant à des périodes bien antérieures. Néanmoins, compte tenu des tendances passées, on prévoit une diminution de 160 000 dollars.

**c) LOCATION ET ENTRETIEN DU MATERIEL (A L'EXCLUSION  
DU MATERIEL DE CONFERENCE)**

**TABLEAU 28D.21. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. — COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Location de machines de bureau	779,6	30,1	40,0	126,3	196,4	976,0
Entretien et utilisation du matériel de transport	72,3	2,8	-	11,1	13,9	86,2
Entretien de matériel divers	105,0	4,1	-	16,2	20,3	125,3
Transports locaux	307,8	11,8	-	47,6	59,4	367,2
<b>Total</b>	<b>1 264,7</b>	<b>48,8</b>	<b>40,0</b>	<b>201,2</b>	<b>290,0</b>	<b>1 554,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 313,5	40,0	-	-	40,0	3,0 %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

**Total, coûts directs**      1 554,7

(1 554,7)

**B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

**Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis**      -

**c) LOCATION ET ENTRETIEN DU MATERIEL  
(A L'EXCLUSION DU MATERIEL DE CONFERENCE)**

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

**Location de machines de bureau**

28D.72 Les ressources nécessaires à ce titre (849 700 dollars) font apparaître une augmentation de 40 000 dollars. En 1980, 16 970 572 photocopies ont été produites, contre 13 889 135 en 1979, soit une augmentation de 22,4 p.100. Le montant demandé pour 1982-1983

n'implique aucune croissance en sus de celle qui était prévue pour 1980-1981.

**Entretien de matériel divers**

28D.73 Les ressources prévues à ce titre (109 100 dollars) seront affectées à l'entretien et à la réparation de matériel tel que des machines de bureau, du mobilier, du matériel médical et des codeuses.

**Transports locaux**

28D.74 Les ressources nécessaires à cette rubrique doivent permettre de rembourser les frais de taxi des fonctionnaires appelés à travailler au-delà de 23 heures.

## d) COMMUNICATIONS

TABLEAU 28D.22. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Télégrammes et télex	995,5	56,2	-	156,5	212,7	1 208,2
Location du circuit New York-Genève	562,3	9,1	350,0	111,5	470,6	1 032,9
Commutateur automatique de messages	610,7	12,3	(233,0)	32,9	(187,8)	422,9
Location de téléphones	2 181,4	394,2	-	383,3	777,5	2 958,9
Communications téléphoniques locales	676,3	38,3	(40,0)	100,4	98,7	775,0
Communications téléphoniques interurbaines et internationales	569,2	(569,2)	-	-	(569,2)	-
Installation de téléphones	179,8	2,1	-	27,1	29,2	209,0
Services postaux	1 013,5	169,2	-	176,0	345,2	1 358,7
Valise diplomatique	1 447,3	(636,7)	-	120,7	(516,0)	931,3
<b>Total</b>	<b>8 236,0</b>	<b>(524,5)</b>	<b>77,0</b>	<b>1 108,4</b>	<b>660,9</b>	<b>8 896,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 711,5	77,0	-	-	77,0	0,9 %

TABLEAU 28D.22 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction :		
Communications (appels téléphoniques, services postaux, valise diplomatique)	16,7	16,7
Total a)	16,7	16,7
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	16,7	16,7

Total, coûts directs	8 913,6
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

(8 913,6)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

d) COMMUNICATIONS

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Location du circuit New York-Genève*

28D.75 Le montant prévu (921 400 dollars) doit financer la location de la ligne et des terminaux connexes à Genève et à New York, ainsi que la location du matériel de transmission d'informations et du matériel de télécopie à New York. Il reflète un accroissement de 350 000 dollars, dû à une proposition tendant à installer entre New York et Genève une ligne supplémentaire qui servirait à la fois aux communications téléphoniques et à la transmission d'informations. Cette nouvelle ligne présenterait des avantages supplémentaires non négligeables car elle renforcerait la capacité de transmission et la puissance de traitement des informations, et elle réduirait la nécessité d'avoir du logiciel en double à New York et à Genève car on remplacerait le matériel analogique actuel par du matériel numérique plus rapide. En outre, les possibilités de liaison téléphonique entre New York et Genève s'en trouveraient accrues, ce qui réduirait le coût des communications téléphoniques transmises par les réseaux commerciaux. Cette proposition devrait permettre de réaliser des économies substantielles à New York et à Genève et on prévoit même des recettes supplémentaires, encore qu'il soit difficile d'en estimer le montant à ce stade.

*Commutateur automatique de messages*

28D.76 Les ressources nécessaires à ce titre (390 000 dollars) ont été réduites de 233 000 dollars. Cette réduction tient au fait que les contrats de location-vente portant sur le matériel en question doivent venir à expiration le 30 juin 1982 à New York et le 31 janvier 1983 à Genève; à compter de ces dates, ce matériel deviendra la propriété de l'ONU.

*Location de téléphones*

28D.77 Le montant de 2 575 600 dollars prévu à ce titre comprend un ajustement de la base de ressources de 161 600 dollars, tenant compte des hausses des tarifs, qui ont été de 20 p. 100 en 1980 et de 15 p. 100 en 1981.

*Communications téléphoniques locales*

28D.78 Après une analyse des dépenses de l'exercice en cours, les ressources nécessaires à ce titre (644 000 dollars) ont été réduites de 40 000 dollars.

*Communications téléphoniques interurbaines et internationales*

28D.79 L'expérience a montré que les contrôles administratifs n'ont pas permis de contrôler les dépenses au niveau central. Il a donc été décidé de continuer à inscrire au chapitre 28D le coût total des appels téléphoniques autres que les communications téléphoniques interurbaines et internationales, mais de ventiler le coût de ces dernières

entre les différents services intéressés. Chaque département a reçu sa quote-part de la base de ressources, d'un montant de 582 700 dollars, indiquée sous la rubrique "Communications". La ventilation de la base de ressources, établie au prorata des dépenses de chaque unité administrative en 1980, est indiquée ci-après :

<i>Unité administrative</i>	<i>Quote-part de la base de ressources  (En dollars)</i>
Département de l'administration, des finances et de la gestion, Bureau du Secrétaire général adjoint . . .	13 400
Directeur général au développement et à la coopération économique internationale . . . . .	32 600
Cabinet du Secrétaire général . . . . .	78 700
Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales . . . . .	11 700
Bureau des affaires juridiques . . . . .	9 900
Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie . . . . .	15 100
Département des services de conférence . . . . .	36 100
Département de l'information . . . . .	87 400
Département des affaires économiques et sociales internationales . . . . .	98 400
Département de la coopération technique pour le développement . . . . .	12 000
Bureau des services financiers . . . . .	19 200
Bureau des services généraux . . . . .	25 100
Bureau des services du personnel . . . . .	47 800
Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation . . . . .	21 000
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité . . . . .	32 600
Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement . . . . .	7 000
Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales . . . . .	34 800
	<hr/> 582 700

*Services postaux*

28D.80 Le montant prévu à ce titre (1 182 700 dollars) fait apparaître un ajustement en hausse de la base de ressources, d'un montant de 47 800 dollars, imputable à une augmentation des tarifs postaux de 20 p. 100 en 1981.

*Valise diplomatique*

28D.81 Etant donné les grosses difficultés rencontrées pour gérer la quote-part des ressources prévues pour le Département de l'information au titre de cet objet de dépenses, il a été décidé de revenir à la pratique suivie durant l'exercice biennal 1978-1979 et d'allouer à ce département un montant de 705 600 dollars. Aucun accroissement de ressources n'est demandé et on espère que les mesures que le Secrétaire général doit prendre en 1981 seront efficaces et permettront d'assurer convenablement le service de la valise diplomatique dans les limites des ressources prévues.

## e) INSTALLATIONS DE CONFERENCE

TABLEAU 28D.23. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale
Location de dispositifs de vote	29,0	1,1	-	4,5	5,6	34,6
Services de techniciens des télécommunications pour les conférences	2 525,9	217,2	-	408,4	625,6	3 151,5
<b>Total</b>	<b>2 554,9</b>	<b>218,3</b>	<b>-</b>	<b>412,9</b>	<b>631,2</b>	<b>3 186,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 773,2	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	3 186,1
----------------------	---------

(3 186,1)

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

## e) INSTALLATIONS DE CONFERENCE

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

Services de techniciens des télécommunications pour les conférences

28D.82 Les ressources nécessaires à cette rubrique (2 743 100 dollars) comprennent un ajustement de 97 200 dollars de la base de ressources, dû à une augmentation de 12 p. 100 des salaires syndicaux et des avantages complémentaires, qui a pris effet au début de 1981.



**f) SERVICES DIVERS**

**TABLEAU 28D.24. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. — COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale
Transport de marchandises et dépenses connexes	447,4	17,1	-	69,2	86,3	533,7
Frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau	42,0	1,6	-	6,5	8,1	50,1
Services divers	7,8	0,3	-	1,3	1,6	9,4
<b>Total</b>	<b>497,2</b>	<b>19,0</b>	<b>-</b>	<b>77,0</b>	<b>96,0</b>	<b>593,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
516,2	-	-	-	-	- %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

**Total, coûts directs** 593,2

(593,2)

**B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

**f) SERVICES DIVERS**

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

28D.83 Les ressources prévues (516 200 dollars) devraient suffire pour couvrir : a) le coût du transport de marchandises et les dépenses connexes; b) les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau; et c) le coût des services divers.

## g) FOURNITURES ET ACCESSOIRES

TABLEAU 28D.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Papier	86,0	3,3	-	13,3	16,6	102,6
Autres fournitures courantes de bureau	638,3	11,7	-	96,7	108,4	746,7
Microfilms et fournitures de photostat	16,9	0,6	-	2,6	3,2	20,1
Stencils, supports, et fournitures pour duplicateurs	124,2	4,8	-	19,2	24,0	148,2
Papier et fournitures de photocopie	413,0	16,0	-	63,9	79,9	492,9
Matériel et fournitures pour enregistrements sonores	21,6	1,3	8,0	4,6	13,9	35,5
Fournitures pour les télécommunications	100,9	3,8	40,0	21,5	65,3	166,2
Fournitures diverses	92,5	3,5	-	14,3	17,8	110,3
<b>Total</b>	<b>1 493,4</b>	<b>45,0</b>	<b>48,0</b>	<b>236,1</b>	<b>329,1</b>	<b>1 822,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 538,4	48,0	-	-	48,0	3,1 %

TABLEAU 28D.25 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	1,7	1,7
<b>Total a)</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>

<b>Total, coûts directs</b>	1 824,2
-----------------------------	---------

**B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(1 824,2)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

g) FOURNITURES ET ACCESSOIRES

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Fournitures courantes de bureau (autres que le papier)*

28D.84 Un montant de 650 000 dollars est prévu à cette rubrique, après un ajustement de 11 500 dollars de la base de ressources, qui a été inscrit au chapitre 29D pour l'achat d'atlas, de dictionnaires, etc.

*Matériel et fournitures pour enregistrements sonores*

28D.85 Les ressources nécessaires (30 900 dollars) impliquent un accroissement de 8 000 dollars, dû à l'augmen-

tation du nombre des réunions au Siège et à l'utilisation accrue de bandes magnétiques et de cassettes qui en résulte. Durant les deux derniers exercices biennaux, leur utilisation a augmenté de 40 p. 100.

*Matériel et fournitures pour les télécommunications*

28D.86 Le montant prévu (144 700 dollars) fait apparaître une augmentation de 40 000 dollars, imputable à la nécessité de remplacer chaque année 10 p. 100 des écouteurs dans les salles de conférence et à la nécessité de prévoir un cycle de renouvellement adéquat pour le matériel électronique et mécanique destiné au service des conférences.

## h) ACHAT DE MOBILIER ET DE MATERIEL

TABLEAU 28D.26. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Mobilier et équipements	826,8	(173,8)	200,0	127,0	153,2	980,0
Machines de bureau	357,3	13,1	75,0	66,4	154,5	511,8
Matériel de conférence	69,2	2,7	-	10,7	13,4	82,6
Matériel de transport	66,8	2,6	28,0	14,4	45,0	111,8
Matériel de télécommunications	69,3	2,6	-	10,7	13,3	82,6
Matériel divers	298,1	11,3	(30,0)	41,6	22,9	321,0
<b>Total</b>	<b>1 687,5</b>	<b>(141,5)</b>	<b>273,0</b>	<b>270,8</b>	<b>402,3</b>	<b>2 089,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 546,0	273,0	-	-	273,0	17,6 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 2 089,8

(2 089,8)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

h) *ACHAT DE MOBILIER ET DE MATERIEL*

28D.87 Les ressources nécessaires à cette rubrique doivent permettre d'acheter et de remplacer du mobilier et du matériel pour tous les services du Siège. Dans le tableau 28D.26, les montants indiqués dans la colonne "Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981" correspondent à l'augmentation du coût, aux taux révisés de 1981, du programme approuvé pour 1980-1981, et les montants indiqués dans la colonne "Accroissement des ressources" correspondent à la croissance proposée pour 1982-1983 (aux taux révisés de 1981) par rapport au montant nécessaire pour le maintien des programmes; les écarts par rapport au montant nécessaire pour le maintien des programmes ne sont indiqués que pour faciliter les comparaisons, étant donné que le coût des programmes est recalculé pour chaque exercice en partant d'une base zéro.

28D.88 Les montants indiqués dans les paragraphes 28D.89 à 28D.92 ci-après représentent le total des ressources prévues pour 1982-1983, aux taux révisés de 1981, la distinction étant faite, dans chaque cas, entre le programme de remplacement et le programme d'acquisition.

*Mobilier et équipements*

28D.89 Les ressources prévues à cette rubrique (853 000 dollars) comprennent 468 100 dollars pour le programme d'acquisition et 384 900 dollars pour le programme de remplacement. Le programme d'acquisition concerne les nouveaux articles nécessaires pour le personnel et le programme actuels (étagères, classeurs, tables, fauteuils, etc.) et le programme de remplacement porte sur des articles analogues devenus hors d'usage.

*Machines de bureau*

28D.90 Les ressources nécessaires à cette rubrique (445 400 dollars) comprennent 162 200 dollars pour l'acquisition et 283 200 dollars pour le remplacement de machines à écrire, calculatrices, machines comptables et dictaphones.

*Matériel de conférence*

28D.91 Le montant prévu à cette rubrique (71 900 dollars) comprend 11 000 dollars pour l'acquisition d'une imprimante matricielle moderne et d'un programmeur P.R.O.M. pour reprogrammer les dispositifs de vote dans les salles de conférence 1 et 3. Un montant de 37 700 dollars permettrait l'acquisition et la mise en place de circuits destinés à améliorer les installations acoustiques, et 23 200 dollars serviraient à remplacer le matériel de contrôle du son (générateurs de signaux et autres analyseurs de son).

*Matériel de transport*

28D.92 En partant d'une base zéro, un montant de 79 400 dollars est demandé pour financer le programme normal de renouvellement du parc de véhicules et un montant supplémentaire de 18 000 dollars est nécessaire pour l'acquisition d'un camion pour le Service des bâtiments.

*Matériel de télécommunications*

28D.93 Le montant prévu à cette rubrique (71 900 dollars) est demandé pour financer le programme de remplacement décennal. Il est proposé de remplacer chaque année deux magnétophones à piste unique et un magnétophone à quatre pistes (37 800 dollars) et de remplacer partiellement le matériel usagé dans la cabine de commande (34 100 dollars).

*Matériel divers*

28D.94 Les ressources prévues à cette rubrique (279 400 dollars) font apparaître une réduction de 30 000 dollars. Elles concernent le matériel d'entretien général des bâtiments (31 800 dollars), le matériel de jardinage (21 800 dollars), le matériel pour le Service de la sécurité et de la sûreté (57 900 dollars), le matériel de remplacement pour les restaurants et services annexes (113 700 dollars) et d'autres matériels divers (54 200 dollars).

## E. - Service de gestion administrative

TABLEAU 28E.1. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Traitements :</b>						
Postes permanents	1 119,8	94,0	8,0	157,2	259,2	1 379,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	29,3	1,1	(6,9)	3,6	(2,2)	27,1
Consultants	90,0	3,4	-	13,9	17,3	107,3
Heures supplémentaires	2,5	0,1	(1,1)	0,1	(0,9)	1,6
<b>Dépenses communes de personnel :</b>						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	358,8	29,8	2,4	50,1	82,3	441,1
Frais de voyage du personnel	52,6	2,0	-	8,1	10,1	62,7
Imprimerie et reliure	28,2	1,1	(29,3)	-	(28,2)	-
Location et entretien du matériel	-	-	0,7	0,1	0,8	0,8
Dépenses de représentation (0-1 et au-dessous)	0,7	-	-	0,1	0,1	0,8
<b>Total</b>	<b>1 683,1</b>	<b>131,5</b>	<b>(26,2)</b>	<b>233,2</b>	<b>338,5</b>	<b>2 021,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 814,6	(26,2)	-	-	(26,2)	(1,4)%

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 2 021,6

(2 021,6)

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28E.2. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service de gestion administrative

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	3	-	-	2	3
Administrateur hors classe (P-5)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	7	7	-	-	7	7
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

## E. — Service de gestion administrative

28E.1 La principale tâche que le Secrétaire général avait confiée initialement au Service de gestion administrative était une étude de gestion et d'utilisation des effectifs de tout le Secrétariat qui avait été recommandée par la Cinquième Commission<sup>1</sup> et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2482 (XXIII) du 21 décembre 1968. Par la suite, comme la Cinquième Commission l'avait demandé le 10 décembre 1972 à sa 2116<sup>e</sup> séance, le Service s'est également vu confier la tâche de surveiller les progrès faits par le Secrétariat dans l'application des recommandations que le Service de gestion administrative avait formulées dans ses rapports sur l'étude de gestion et d'utilisation des effectifs.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/7476, par. 65.

28E.2 Une fois ces études terminées ainsi que les études complémentaires sur l'application des recommandations, la fonction principale du Service de gestion administrative a été progressivement modifiée, et il a été chargé de fournir à tout le Secrétariat des services de consultant en matière de gestion. Le Secrétaire général rend compte chaque année des travaux du Service de gestion administrative à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et, depuis 1974, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, lequel peut renvoyer à la Cinquième Commission les questions d'intérêt général qui sont soulevées dans ces rapports.

28E.3 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a examiné un rapport du Secrétaire général (A/C.5/31/6) concernant la suite donnée aux recommandations du Service de gestion administrative, ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif<sup>2</sup>, et a adopté le 14

<sup>2</sup> *Ibid.*, trente et unième session, Supplément No 8 (A/31/8/Add.1 à 26), document A/31/8/Add.5.

décembre 1976 sa résolution 31/94 C par laquelle elle a notamment prié le Secrétaire général de donner effet sans tarder aux mesures indiquées au paragraphe 67 de son rapport<sup>3</sup>, de renforcer le rôle et les fonctions du Service de gestion administrative, d'informer tout le personnel du Secrétariat du rôle et des fonctions révisés du Service de gestion administrative, ainsi que de l'appui sans réserve qu'il lui accordait, de prêter une attention particulière à la question des effectifs du Service de gestion administrative, pour qu'il dispose en permanence d'un personnel possédant les plus hautes compétences techniques, de veiller à ce que le projet de budget-programme fasse apparaître tous les avantages obtenus grâce aux efforts d'amélioration de la gestion, et de faire rapport à l'Assemblée sur les résultats obtenus grâce à l'application des mesures mentionnées au paragraphe 67 de son rapport et des procédures énoncées dans la résolution 31/94 C.

28E.4 En 1981, le Service de gestion administrative compte entreprendre ou terminer les projets énumérés ci-après :

- a) Etude sur certains aspects de la réorganisation du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI);
- b) Etude de l'organisation du Département de la coopération technique pour le développement;
- c) Etude sur l'utilisation, au Département de la coopération technique pour le développement et dans une ou plusieurs commissions régionales, des fonds d'appui aux programmes;
- d) Etude des services de reproduction du Secrétariat — phase II : critères de sélection du matériel de photocopie;
- e) Etude sur la gestion du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe;
- f) Etude de la composition des effectifs des services généraux au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) [Santiago];
- g) Etude de l'organisation, de la gestion et des besoins en personnel de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR);
- h) Etude de l'organisation, de la gestion et de la dotation en personnel du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA);
- i) Etude consultative touchant le choix des services communs à mettre en place au centre des Nations Unies de Nairobi;
- j) Etude sur les fonctions d'édition au Département des services de conférence du Siège de l'ONU;
- k) Révision des procédures, des formules et de l'instruction administrative concernant l'emploi de consultants et d'experts [projet commun au Service de gestion administrative, au Bureau des services du personnel et à la Division du budget, auquel participera un consultant du National Archives and Records Service (General Services Administration) des Etats-Unis d'Amérique];
- l) Etude sur l'organisation et les besoins en personnel du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) [Nairobi];

<sup>3</sup> Jusqu'alors, le mandat du Service de gestion administrative consistait uniquement à fournir des services de consultant en matière de gestion à la demande des chefs de départements et bureaux.

m) Etude de la gestion de la Division des stupéfiants et des secrétariats du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, ainsi que de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

28E.5 Pour l'exercice biennal 1982-1983, les nouveaux projets suivants sont prévus :

- a) Etude de la gestion de la Division de la coordination du Bureau des services financiers;
- b) Etude de la gestion du Bureau des services généraux dans les domaines suivants : i) transports et voyages; et ii) réception et information;
- c) Etude de la gestion de la Division des droits de l'homme à l'Office des Nations Unies (Genève);
- d) Etude sur certaines unités administratives du Département de l'information;
- e) Etude de l'organisation, de la dotation en personnel et de la gestion des bureaux scus-régionaux du secrétariat de la CEPAL;
- f) Etude des besoins en personnel du secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO);
- g) Etude de la gestion de l'Université des Nations Unies (Tokyo);
- h) Etude sur le volume de travail et la productivité de certaines unités administratives communes à plusieurs services.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

28E.6 Il est proposé de reclasser à administrateur général (D-1) l'un des quatre postes actuels d'administrateur hors classe (P-5). Le Service de gestion administrative ne saurait jouer son rôle et s'acquitter de ses responsabilités de façon pleinement satisfaisante que s'il disposait d'une forte proportion d'administrateurs de rang supérieur capables de diriger les équipes d'étude composées de consultants et de représentants d'autres départements. Le titulaire du poste exercera les fonctions de spécialiste principal de la gestion administrative.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28E.7 Les ressources nécessaires à ce titre (23 500 dollars) représentent par rapport au crédit ouvert pour l'exercice en cours une réduction de 6 900 dollars correspondant aux économies que l'utilisation de matériel de traitement des mots a permis et devrait permettre de continuer de réaliser.

*Consultants*

28E.8 Le montant prévu à cette rubrique (93 400 dollars) permettrait de couvrir, pour quelque 13 mois de travail, les honoraires et les frais de voyage des consultants dont les services seront nécessaires compte tenu du nombre de demandes de projets auxquelles il n'a pas encore été donné suite et du type de projets que le Service de gestion administrative entend exécuter.



*Heures supplémentaires*

28E.9 Les ressources nécessaires à ce titre (1 500 dollars) représentent par rapport au crédit ouvert pour l'exercice en cours une réduction de 1 100 dollars correspondant aux économies que l'utilisation de matériel de traitement des mots a permis de réaliser.

*Frais de voyage du personnel*

28E.10 Le montant prévu à cette rubrique (54 600 dollars) permettrait de couvrir les frais de voyage d'équipes

de fonctionnaires (trois ou quatre au moins, en règle générale) appelés à entreprendre des études et des enquêtes en dehors de New York.

*Imprimerie et reliure*

28E.11 A l'avenir, le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation) qu'établit le Service de gestion administrative sera reproduit au Secrétariat. Le montant total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (29 300 dollars) pourra donc être annulé.

**F. – Division de vérification intérieure des comptes**

**TABLEAU 28F.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
3 294,6	196,4	5,9	24,6	0,7	375,4	11,3	596,4	18,1	3 591,0

Analyse de la croissance réelle (aus taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 491,0	24,6	24,6	-	-	- %

2) *Fonds extra-budgetaires*

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) <i>Services d'appui à :</i>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	23,2
ii) Des programmes extra-budgetaires	851,7	1 391,4
Total a)	851,7	1 414,6
b) <i>Activités de fond</i>		
Total b)	-	-
c) <i>Projets opérationnels</i>		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	851,7	1 414,6

Total, coûts directs	5 305,6
----------------------	---------

(5 305,6)
-----------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 28F.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet dilué de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Augmentations spéciales (7)	Total (8)		
Division de vérification intérieure des comptes :										
1. New York	2 058,7	-	-	-	177,2	1,4	-	178,6	178,6	2 237,3
2. Genève	1 235,9	-	-	-	18,2	(0,4)	-	17,8	17,8	1 253,7
Total	3 294,6	-	-	-	195,4	1,0	-	196,4	196,4	3 491,0

TABLEAU 28F.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
		Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)			Dollars	%		
Division de vérification intérieure des comptes :									
1. New York	2 058,7	178,6	24,6	296,5	499,7	24,2	2 558,4	-	
2. Genève	1 235,9	17,8	-	78,9	96,7	7,8	1 332,6	-	
Total	3 294,6	196,4	24,6	375,4	596,4	18,1	3 891,0	-	

TABLEAU 28F.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océdits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Traitements :								
Postes permanents	2 458,8	150,2	-	275,9	426,1	2 884,9	-	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,9	(0,1)	-	1,2	1,1	17,0	-	
Dépenses communes de personnel :								
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-	
Autres dépenses communes de personnel	733,2	45,2	-	84,4	129,6	862,8	-	
Frais de voyage du personnel	84,8	1,1	-	9,3	10,4	95,2	-	
Matériel de traitement de l'information	-	-	24,6	4,6	29,2	29,2	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7	-	
Total	3 294,6	196,4	24,6	375,4	596,4	3 891,0	-	

TABLEAU 28F.5. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de vérification intérieure des comptes

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	1	1	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	2	3	8	9
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	9	9	-	2	9	11
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	10	2	2	12	12
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>35</b>	<b>38</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	9	9	2	2	11	11
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>8</b>	<b>11 a/</b>	<b>50</b>	<b>53</b>

a/ Y compris 4 postes (un D-1, un P-4 et deux postes d'agent des services généraux) financés par imputation sur le compte "Frais généraux" de l'ONU, un poste (P-2) financé par prélèvement sur le compte "Frais généraux" de l'ONUDI, un poste (P-2) financé par le Centre du Commerce international, 3 postes (un P-4 et deux P-3) financés par imputation sur le Fonds d'affectation spéciale du HCR, un poste (P-5) financé conjointement par le compte "Frais généraux" de l'ONUDI et le Fonds d'affectation spéciale du HCR et un poste (P-4) financé conjointement par le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds d'affectation spéciale de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Non compris un poste d'agent des services généraux financé directement par l'Administration postale de l'ONU.

## 1. - DIVISION DE VERIFICATION INTERIEURE DES COMPTES (NEW YORK)

## TABLEAU 28F.6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 529,5	135,3	-	217,2	352,5	1 882,0
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	490,9	41,9	-	69,0	110,9	601,8
Frais de voyage du personnel	37,1	1,4	-	5,7	7,1	44,2
Matériel de traitement de l'information	-	-	24,6	4,6	29,2	29,2
<b>Total</b>	<b>2 058,7</b>	<b>178,6</b>	<b>24,6</b>	<b>296,5</b>	<b>499,7</b>	<b>2 558,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 237,3	24,6	24,6	-	-	- %

TABLEAU 28F.6 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	23,2
ii) Des programmes extra-budgétaires	451,0	543,0
<b>Total a)</b>	<b>451,0</b>	<b>566,2</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>451,0</b>	<b>566,2</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>3 124,6</b>
-----------------------------	----------------

**B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>(3 124,6)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 28F.7. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de vérification intérieure des comptes (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	5	5	1	1	6	6
Administrateur de 2 <sup>o</sup> classe (P-3)	7	7	-	-	7	7
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>o</sup> classe (P-2/1)	8	8	1	1	9	9
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>26</b>	<b>26</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	3	3	2	2	5	5
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>5 a/</b>	<b>5</b>	<b>34</b>	<b>34</b>

a/ Y compris 4 postes (un D-1, un P-4 et 2 postes d'agent des services généraux) financés par imputation sur le compte "Frais généraux" de l'ONU et un poste (P-2) financé par prélèvement sur le compte "Frais généraux" de l'ONUDI. Non compris un poste d'agent des services généraux financé directement par l'Administration postale de l'ONU.

## 2. - DIVISION DE VERIFICATION INTERIEURE DES COMPTES (GENEVE)

TABLEAU 28F.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	929,3	14,9	-	58,7	73,6	1 002,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,9	(0,1)	-	1,2	1,1	17,0
Dépenses communes de personnel	242,3	3,3	-	15,4	18,7	261,0
Frais de voyage du personnel	47,7	(0,3)	-	3,6	3,3	51,0
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
<b>Total</b>	<b>1 235,9</b>	<b>17,8</b>	<b>-</b>	<b>78,9</b>	<b>96,7</b>	<b>1 332,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 253,7	-	-	-	-	- %



TABLEAU 28F.8 (suite)

2) *Fonds extra-budgétaires*

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) <i>Services d'appui à :</i>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	400,7	848,4
Total a)	400,7	848,4
b) <i>Activités de fond</i>	-	-
Total b)	-	-
c) <i>Projets opérationnels</i>	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	400,7	848,4

<b>Total, coûts directs</b>	2 181,0
-----------------------------	---------

(2 181,0)
-----------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28F.9. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de vérification intérieure des comptes (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	1	2	2	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	2	2	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	1	1	3	3
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>12</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	6	6	-	-	6	6
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>6 a/</b>	<b>16</b>	<b>19</b>

a/ Y compris un poste (P-2) financé par le Centre du commerce international, trois postes (deux P-3 et un P-4) financés par prélèvement sur le Fonds d'affectation spéciale du HCR, un poste (P-5) financé conjointement par imputation sur le compte "Frais généraux" de l'ONUDI et sur le Fonds d'affectation spéciale du HCR et un poste (P-4) financé conjointement par le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds d'affectation spéciale de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.

## F. — Division de vérification intérieure des comptes

28F.1 La Division est chargée de vérifier les comptes concernant toutes les activités et transactions de l'Organisation qui sont financées par imputation sur le budget ordinaire et sur des fonds extra-budgétaires. Les opérations de vérification consistent normalement à :

a) Déterminer si l'encaissement, la garde, l'utilisation et la comptabilisation des ressources financières ont été faits régulièrement et si ces opérations sont conformes aux ouvertures de crédits et autres dispositions votées par l'Assemblée générale, ainsi qu'aux règles applicables;

b) Examiner les programmes, ainsi que les décisions et systèmes administratifs pour :

- i) S'assurer que les ressources sont utilisées de manière économique et efficace;
- ii) Assurer la qualité et la validité des données comptables, financières et autres utilisées pour l'information de gestion;
- iii) Evaluer l'efficacité des contrôles intérieurs.

28F.2 La Division comprend trois sections :

a) La Section des comptes du Siège, qui est chargée de vérifier les comptes concernant les activités et programmes exécutés à New York, ainsi que les comptes centraux de l'Organisation;

b) La Section des comptes des bureaux extérieurs, située au Siège, qui vérifie les comptes concernant les activités et programmes des commissions régionales (sauf la Commission économique pour l'Europe), des centres d'information, de la Cour internationale de Justice, de l'Université des Nations Unies, de l'Institut pour la Namibie, des missions de maintien de la paix et autres missions sur le terrain, ainsi que les projets de coopération technique exécutés par le Département de la coopération technique pour le développement e. par les commissions régionales;

c) La Section de Genève, qui est chargée de vérifier les comptes concernant les activités et programmes exécutés par les unités administratives sises à Genève (y compris la CEE), Vienne et Nairobi, ainsi que les projets de coopération technique et autres projets sur le terrain exécutés par ces unités;

28F.3 Durant l'exercice biennal 1982-1983, la Division continuera de mettre au point de nouvelles méthodes de vérification intérieure des comptes faisant appel à l'informatique dans le sens recommandé par le Comité des

commissaires aux comptes dans le rapport<sup>4</sup> qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'opérations, de la dispersion géographique des activités et de la tendance à décentraliser nettement les opérations sur ordinateur, la Division mettra l'accent sur l'évaluation de la qualité des données financières obtenues grâce aux systèmes informatiques, la préparation d'un manuel complet pour assurer l'uniformité des principes, normes et pratiques de vérification et l'amélioration des compétences professionnelles et des techniques de vérification.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28F.4 Aucun accroissement des ressources n'est prévu à cette rubrique. Le montant prévu (15 800 dollars) doit permettre de fournir aux vérificateurs extérieurs des comptes les services de secrétariat dont ils ont besoin lorsqu'ils viennent à Genève.

#### *Frais de voyage du personnel*

28F.5 Aucun accroissement des ressources n'est prévu à cette rubrique. Les dépenses à inscrire au budget ordinaire (38 500 dollars pour New York et 47 400 dollars pour Genève) seront complétées par des fonds extra-budgétaires d'un montant de 206 900 dollars. Le montant total (environ 292 800 dollars) prévu pour les frais de voyage du personnel qui devra vérifier les comptes concernant les activités et les programmes exécutés ailleurs qu'à New York ou Genève devrait servir à couvrir le coût d'environ 290 journées de voyage supplémentaires et permettre à la Division d'accroître de près de 11 p. 100 sa capacité en matière de vérification des comptes durant l'exercice biennal.

#### *Matériel de traitement de l'information*

28F.6 Les dépenses prévues à cette rubrique (24 600 dollars), à titre de dépenses non renouvelables, concernent l'acquisition d'un ensemble complet de programmes de vérification des comptes qui doit permettre de vérifier les comptes concernant des activités exécutées ailleurs qu'à Genève ou à New York.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 5 (A/35/5), vol. I, sect. II, par. 83.

## G. – Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques

### TABLEAU 28G.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. – COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
12 024,3	988,4	8,2	-	-	1 594,3	13,2	2 582,7	21,4	14 607,0

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13 012,7	-	-	-	-	- %

##### 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	117,0	155,8
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
<b>Total a)</b>	117,0	155,8
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	117,0	155,8

<b>Total, coûts directs</b>	<b>14 762,8</b>
-----------------------------	-----------------

#### B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>(14 762,8)</b>
-------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

**TABEAU 28G.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					Autres objets de dépenses (7)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Total (8)			
1. Bureau du Directeur	525,6	-	-	-	43,2	0,6	-	43,8	569,4	
2. Service de calcul de New York	7 860,0	-	-	325,6	250,8	177,4	177,0 a/	930,8	8 790,8	
3. Bureau interorganisations pour les systèmes d'information	493,9	-	-	-	-	(3,7)	-	(3,7)	490,2	
4. Centre international de calcul (Genève)	3 144,8	-	-	-	-	17,5	-	17,5	3 162,3	
<b>Total</b>	<b>12 024,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>325,6</b>	<b>294,0</b>	<b>191,8</b>	<b>177,0</b>	<b>988,4</b>	<b>13 012,7</b>	

a/ Compte tenu du rétablissement d'un montant de 158 800 dollars pour la location et l'entretien du matériel et d'un montant de 18 200 dollars pour les fournitures. Il avait été indiqué par mégarde dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 1980-1981 que les crédits correspondants pourraient être annulés.

TABLEAU 28G.3. — BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
1. Bureau du Directeur	525,6	43,8	-	74,4	118,2	22,4	613,8	-
2. Service de calcul de New York	7 860,0	930,8	-	1 241,4	2 172,2	27,6	10 032,2	-
3. Bureau interorganisations pour les systèmes d'information (participation de l'ONU)	493,9	(3,7)	-	37,4	33,7	6,8	527,6	-
4. Centre international de calcul (Genève) (participation de l'ONU)	3 144,8	17,5	-	241,1	258,6	8,2	3 403,4	-
Total	12 024,3	988,4	-	1 594,3	2 582,7	21,4	14 607,0	-

**TABEAU 28G.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Traitements :								
Postes permanents	2 712,2	223,2	14,0	380,8	618,0	3 330,2	0,4	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	70,5	2,7	-	10,9	13,6	84,1	-	
Heures supplémentaires	44,1	1,7	-	6,8	8,5	52,6	-	
Dépenses communes de personnel :								
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-	
Autres dépenses communes de personnel	868,0	70,8	4,6	121,3	196,7	1 064,7	0,4	
Frais de voyage du personnel	20,6	0,8	-	3,2	4,0	24,6	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	0,1	0,1	0,8	-	
Travaux et services contractuels	495,3	19,2	(18,6)	74,0	74,6	569,9	(3,6)	
Location et entretien du matériel	3 807,4	623,7	-	659,5	1 283,2	5 090,6	-	
Fournitures et accessoires	365,6	32,5	-	59,2	91,7	457,3	-	
Activités financées conjointement (participation aux frais)	3 638,7	13,8	-	278,5	292,3	3 931,0	-	
<b>Total</b>	12 024,3	928,4	-	1 594,3	2 582,7	14 607,0	-	

### G. — Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques

28G.1 La Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques a pour fonctions de promouvoir l'utilisation efficace de l'ordinateur et des systèmes informatiques comme instruments de gestion, de direction et de contrôle de l'exécution des programmes, et d'encourager la mise en place de systèmes informatiques

destinés à améliorer l'efficacité du personnel et de la productivité du travail dans les services administratifs comme dans les services fonctionnels. Créée par la résolution 2899 (XXVI) adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 1971 sur recommandation de la Cinquième Commission<sup>5</sup>, la Division a commencé de fonctionner à la fin de 1972.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vingt-sixième session, annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/8531/Add.1, par. 146 à 150.

## 1. — BUREAU DU DIRECTEUR

TABLEAU 28G.5. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. — COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	383,7	33,5	-	54,3	87,8	471,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	123,7	9,7	-	17,5	27,2	150,9
Frais de voyage du personnel	16,3	0,6	-	2,5	3,1	19,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	0,1	0,1	0,8
<b>Total</b>	<b>525,6</b>	<b>43,8</b>	<b>-</b>	<b>74,4</b>	<b>118,2</b>	<b>643,8</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
569,4	-	-	-	-	- %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

-

**Total, coûts directs** 643,8

### B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(643,8)

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -



TABLEAU 28G.6. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Bureau du Directeur

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

## 1. – BUREAU DU DIRECTEUR

28G.2 Les attributions du Bureau du Directeur sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (VI)].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

28G.3 Les ressources prévues sous cette rubrique (16 900 dollars, soit l'équivalent du crédit ouvert pour l'exercice en cours) doivent permettre à des fonctionnaires du Bureau :

a) d'assister à trois réunions d'une durée de deux semaines qui seront organisées aux sièges de commissions régionales ou dans d'autres bureaux extérieurs pour aider à définir les principaux systèmes nécessaires dans divers domaines d'application, à déterminer le coût d'exploitation de ces systèmes pour les besoins des études qui seront faites ultérieurement par le Conseil interdépartemental des systèmes informatiques, et pour aider éventuellement à la mise en place desdits systèmes; b) d'assister à deux séries de réunions (d'une semaine chacune) du Bureau inter-organisations pour les systèmes d'information, à Genève; et c) d'assister à quatre séries de réunions (d'une semaine chacune) du Comité de gestion du Centre international de calcul de Genève.

## 2. - SERVICE DE CALCUL DE NEW YORK

TABLEAU 28G.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	2 328,5	189,7	14,0	326,5	530,2	2 858,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	70,5	2,7	-	10,9	13,6	84,1
Heures supplémentaires	44,1	1,7	-	6,8	8,5	52,6
Dépenses communes de personnel	744,3	61,1	4,6	103,8	169,5	913,8
Frais de voyage du personnel	4,3	0,2	-	0,7	0,9	5,2
Travaux et services contractuels	495,3	19,2	(18,6)	74,0	74,6	569,9
Location et entretien du matériel	3 807,4	623,7	-	659,5	1 283,2	5 090,6
Fournitures et accessoires	365,6	32,5	-	59,2	91,7	457,3
<b>Total</b>	<b>7 860,0</b>	<b>930,8</b>	<b>-</b>	<b>1 241,4</b>	<b>2 172,2</b>	<b>10 032,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 790,8	-	-	-	-	- %

TABLEAU 28G.7 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	117,0	155,8
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>117,0</b>	<b>155,8</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>117,0</b>	<b>155,8</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>10 188,0</b>
-----------------------------	-----------------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

<b>(10 188,0)</b>
-------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 28G.8. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Service de calcul de New York

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	10	9	-	-	10	9
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	8	-	-	8	8
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	6	6	-	-	6	6
Autres classes	21	21	3	3	24	24
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>51</b>	<b>51 a/</b>	<b>3</b>	<b>3 b/</b>	<b>54</b>	<b>54</b>

a/ Non compris 8 postes d'agent des services généraux affectés au Groupe d'introduction des données, dont 4 faisant partie de l'effectif prévu au Chapitre 6 (Statistiques) et 4 faisant partie de l'effectif prévu au Chapitre 28B (Division de la comptabilité). N'est pas non plus compris dans ce total un poste d'agent des services généraux affecté au Groupe des entrées/sorties, dont le coût est directement financé par l'Administration postale de l'ONU.

b/ Non compris un poste d'agent des services généraux dont le coût est financé par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

## 2. — SERVICE DE CALCUL DE NEW YORK

28G.4 Le Service de calcul de New York continuera de fournir des services de traitement électronique des données dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil interdépartemental des systèmes informatiques.

28G.5 Les ressources prévues pour le Service doivent lui permettre de fournir des services informatiques au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Les coûts de ces services sont remboursés à l'Organisation.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes permanents*

28G.6 Il est proposé de reclasser un poste P-4 à P-5. La complexification et l'accroissement constants des activités de recherche d'informations et de manipulation des textes et l'intégration du traitement des mots, de la photo-composition et d'activités analogues, qu'il convient de distinguer des travaux de traitement des données réalisés à des fins administratives et fonctionnelles, exigeraient que ces tâches soient accomplies par des fonctionnaires de rang plus élevé que ceux qui s'en acquittent actuellement.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28G.7 Les ressources prévues sous cette rubrique (73 200 dollars) doivent permettre de recruter le personnel d'appoint nécessaire pour poursuivre l'élaboration et la mise en place d'un système informatique intégré destiné au Centre sur les sociétés transnationales. Il s'agit, plus précisément, de mettre au point les détails techniques de l'introduction des données provenant de sources extérieures au système des Nations Unies, et notamment de prévoir le contrôle permanent des articles d'information, par catégorie, société et pays, de guider les fonctionnaires du Centre dans l'utilisation de la base de données, et de déterminer dans quels domaines il conviendrait d'élargir la base de données.

*Heures supplémentaires*

28G.8 Les ressources prévues sous cette rubrique (45 800 dollars) doivent permettre d'assurer l'exploitation normale de l'ordinateur, qui suppose le travail à deux ou trois postes et donc le paiement d'un sursalaire de nuit, pour l'exécution de travaux importants nécessitant le traitement par lots et pour le maintien des communications avec le Centre international de calcul de Genève. En outre, à certaines

époques de l'année, l'échelonnement des travaux de certains usagers importants exige que l'on prévoie des équipes de week-end pour l'introduction des données et l'exploitation de l'ordinateur.

*Frais de voyage du personnel*

28G.9 Les ressources prévues sous cette rubrique (4 500 dollars, soit l'équivalent du crédit ouvert pour l'exercice en cours) doivent permettre à des fonctionnaires du Service d'effectuer les déplacements nécessaires pour les échanges de logiciel et de données entre le Siège et Genève et entre les commissions régionales.

*Travaux et services contractuels*

28G.10. Les ressources prévues sous cette rubrique (495 900 dollars) doivent permettre de louer du logiciel de marque (228 900 dollars), de louer et d'acheter des fichiers de données (106 400 dollars), de rémunérer les services de bureaux d'études spécialisés dans la conception et la mise au point des systèmes (95 900 dollars) et de financer le coût de services d'introduction de données (64 700 dollars).

*Location et entretien du matériel*

28G.11 Les ressources prévues sous cette rubrique (4 431,1 dollars, soit l'équivalent du crédit ouvert pour l'exercice en cours) doivent permettre de fournir des services informatiques. Comme il ressort des indicateurs ci-après, l'utilisation des installations va croissant :

	<i>Nombre de travaux par an</i>	<i>Nombre de travaux par jour (moyenne)</i>
1977	87 599	346,2
1978	123 183	488,7
1979	176 695	695,7
1980	284 107	1 118,5
(Estimatif) 1981	326 723	1 306,9
(Estimatif) 1982	375 731	1 502,9
(Estimatif) 1983	432 091	1 718,4

Il s'avère ainsi que la demande de travaux augmente de quelque 15 à 20 p. 100 par an. Une capacité de traitement adéquate sera maintenue en ajustant et en modifiant la configuration de l'ensemble du système, notamment en augmentant la capacité de stockage de la mémoire à disque, en ajustant les organes entrée/sortie, en mettant en place des systèmes d'exploitation plus efficaces et en remplaçant certains éléments. Il est prévu que l'amélioration des techniques permette aux systèmes informatiques d'absorber la charge de travail accrue sans augmentation proportionnelle des coûts.

### 3. - BUREAU INTERORGANISATIONS POUR LES SYSTEMES D'INFORMATION (PARTICIPATION DE L'ONU)

TABLEAU 28G.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. - COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale
Activités financées conjointement (participation aux frais)	493,9	(3,7)	-	37,4	33,7	527,6
<b>Total</b>	<b>493,9</b>	<b>(3,7)</b>	<b>-</b>	<b>37,4</b>	<b>33,7</b>	<b>527,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
490,2	-	-	-	-	- %

##### 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 527,6

#### B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(527,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

### 3. - BUREAU INTERORGANISATIONS POUR LES SYSTEMES D'INFORMATION (PARTICIPATION DE L'ONU)

28G.12 Le Bureau interorganisations pour les systèmes d'information (BIO), où sont représentés l'ONU, le PNUD et les institutions spécialisées, a été créé en application de la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970.

28G.13 Au moment de l'établissement du présent projet de budget, le Comité administratif de la coordination (CAC) n'avait pas encore examiné le plan de travail et des demandes de crédits du BIO pour l'exercice biennal 1982-1983. On a donc prévu provisoirement des ressources se chiffrant à 527 600 dollars pour la participation de l'ONU aux dépenses du BIO, somme dont le montant équivaut à celui du crédit ouvert pour l'exercice 1980-1981. Des prévisions révisées seront soumises à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

## 4. - CENTRE INTERNATIONAL DE CALCUL (GENEVE) [PARTICIPATION DE L'ONU]

TABLEAU 28G.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Activités financées conjointement (participation aux frais)	3 144,8	17,5	-	241,1	258,6	3 403,3
<b>Total</b>	<b>3 144,8</b>	<b>17,5</b>	<b>-</b>	<b>241,1</b>	<b>258,6</b>	<b>3 403,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 162,3	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	3 403,3
----------------------	---------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(3 403,3)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

## 4. - CENTRE INTERNATIONAL DE CALCUL (GENEVE) [PARTICIPATION DE L'ONU]

28G.14 Le Centre international de calcul de Genève a été créé en application de la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970. Ce grand centre de traitement électronique de l'information au service des unités administratives et des organismes établis en Europe est actuellement utilisé par les organismes suivants : l'ONU, le PNUD, l'OIT, l'OMS, l'OMM, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, le PNUE, le GATT, l'OMPI, l'UNESCO (Bureau

international d'éducation), le Centre du commerce international et le HCR.

28G.15 En attendant que le CAC approuve les plans de travail et les demandes de crédits du Centre, on a prévu une somme de 3 403 300 dollars au titre de la participation de l'ONU à ses dépenses de fonctionnement. Le montant de cette somme correspond à celui du crédit ouvert pour l'exercice 1980-1981. Des prévisions révisées seront soumises à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

## H. – Division de l'administration (Genève)

TABLEAU 28H.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
11 048,3	Dollars 212,2	% 1,9	Dollars 70,1	% 0,6	Dollars 722,9	% 6,5	Dollars 1 005,2	% 9,0	12 053,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 260,5	70,1	-	-	70,1	0,6 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies Traitements et dépenses communes de personnel	1 622,0	1 690,6
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	1 622,0	1 690,6
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	1 622,0	1 690,6

Total, coûts directs 13 744,1

(13 744,1)

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis

-



**TABEAU 28H.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Ajustements spéciaux (7)			Total (8)
Bureau du Directeur	363,2	-	-	-	5,0	(0,1)	-	4,9	368,1	
Section des systèmes de gestion	1 722,1	5,7	-	-	23,0	(3,1)	-	19,9	1 736,3	
Service du budget.	1 017,2	-	-	-	18,6	-	-	18,6	1 035,8	
Service des finances	2 803,9	-	-	-	32,6	-	-	32,6	2 836,5	
Service du personnel	5 141,9	-	94,8	-	55,4	(8,3)	-	141,9	5 283,8	
<b>Total</b>	<b>11 048,3</b>	<b>5,7</b>	<b>94,8</b>	<b>-</b>	<b>134,6</b>	<b>(11,5)</b>	<b>-</b>	<b>217,9</b>	<b>11 260,5</b>	

TABLEAU 28H.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME.

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
Bureau du Directeur	363,2	4,9	-	22,0	26,9	390,1	-	
Section du système de gestion	1 722,1	14,2	-	113,9	128,1	1 850,2	-	
Service du budget	1 017,2	18,6	-	63,0	81,6	1 098,8	-	
Service des finances	2 803,9	32,6	-	173,8	206,4	3 010,3	-	
Service du personnel	5 141,9	141,9	70,1	350,2	562,2	5 704,1	1,3	
<b>Total</b>	<b>11 048,3</b>	<b>212,2</b>	<b>70,1</b>	<b>722,9</b>	<b>1 005,2</b>	<b>12 053,5</b>	<b>0,6</b>	

TABLEAU 28H.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océdits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							%
Postes permanents	7 350,7	184,9	103,2	469,7	757,8	8 108,5	1,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	58,6	(6,1)	-	4,0	(2,1)	56,5	-
Heures supplémentaires	14,3	-	-	1,1	1,1	15,4	-
Postes temporaires	101,0	2,2	(103,2)	-	101,0	-	-
Dépenses communes de personnel	1 945,1	42,3	-	123,5	165,8	2 110,9	-
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-
Frais de voyage du personnel	36,0	(0,3)	-	2,7	2,4	38,4	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5	-
Location et entretien du matériel	355,8	(2,6)	-	26,9	24,3	380,1	-
Fournitures et accessoires	44,3	(0,4)	-	3,3	2,9	47,2	-
Bien-être du personnel	76,1	-	-	5,8	5,8	81,9	-
Service médical commun	1 063,8	(7,8)	70,1	85,8	148,1	1 211,9	6,6
Total	11 048,3	212,2	70,1	722,9	1 005,2	12 053,5	0,6

TABLEAU 28H.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Unité administrative : Division de l'administration (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	5	-	-	4	5
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	12	12	2	2	14	14
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	10	-	-	10	10
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>39</b>	<b>40</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	7	7	-	-	7	7
Autres classes	63	63	20	20	83	83
<b>Total</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>90</b>	<b>90</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>107</b>	<b>108</b>	<b>22</b>	<b>22 <u>a/</u></b>	<b>129</b>	<b>130</b>

**a/ Financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.**

#### H. – Division de l'administration (Genève)

28H.1 Les objectifs, fonctions et attributions de la Division de l'administration (Genève) sont exposés dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. S).

28H.2 La Division est essentiellement chargée de fournir à toutes les unités administratives établies à Genève l'appui nécessaire en matière de gestion, de budget, de finances, de personnel et d'administration. La portée et la nature de l'appui fourni varient selon le degré de décentralisation dont jouit chaque unité administrative et selon l'importance de son propre personnel administratif.

28H.3 La Division de l'administration s'occupe également des traitements, indemnités et autres conditions d'emploi du personnel en poste à Genève, notamment des agents des services généraux. Elle s'acquitte de ces fonctions en étroite

collaboration avec la Section des traitements, indemnités et assurances de New York. Pour toutes ces questions, qui intéressent l'ensemble des organisations sises à Genève, les représentants de l'Office des Nations Unies à Genève président aux consultations interorganisations.

28H.4 La Division consulte les autorités suisses au sujet de l'application des arrangements régis par la Convention sur les privilèges et immunités et de l'Accord spécial concernant la présence de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

28H.5 La Division de l'administration entreprend également des études sur l'amélioration de la gestion, les effectifs et les pratiques et procédures administratives, pour les unités administratives dont elle est responsable.

28H.6 Pour mener à bien ses activités, la Division se conforme aux instructions générales et aux directives du Siège.

1. – BUREAU DU DIRECTEUR

TABLEAU 28H.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	274,5	4,1	-	16,4	20,5	295,0
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	71,5	0,9	-	4,4	5,3	76,8
Frais de voyage du personnel	14,6	(0,1)	-	1,1	1,0	15,6
Dépenses de représentation	1,4	-	-	0,1	0,1	1,5
<b>Total</b>	<b>363,2</b>	<b>4,9</b>	<b>-</b>	<b>22,0</b>	<b>26,9</b>	<b>390,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
368,1	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

**Total, coûts directs** 390,1

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(390,1)

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

TABLEAU 28H.7. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Directeur

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## 1. — BUREAU DU DIRECTEUR

28H.7 Les fonctions du Directeur de la Division de l'Administration (Genève) sont exposées en détail dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. S).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

28H.8 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires à ce titre, bien que le Directeur et un représentant du personnel doivent participer aux réunions du Comité de coordination entre l'administration et le personnel, qui a

été créé en 1980 après que les crédits ouverts pour les frais de voyage eurent été approuvés pour l'exercice biennal 1980-1981. Comme le Secrétaire général l'a indiqué (ST/SGB/176), ce comité se réunira deux fois par an (dont au moins une fois à New York) et ses sessions dureront en général cinq jours.

28H.9 Si les ressources prévues ne font pas apparaître d'augmentation, c'est parce qu'on a supposé que le voyage du Directeur à New York pourrait être combiné avec les voyages périodiques qu'il doit effectuer au Siège pour solliciter des avis et conseils au sujet de la politique générale ou de questions particulières, et que les frais de voyage du représentant du personnel pourraient être couverts par les ressources existantes.

2. - SECTION DES SYSTEMES DE GESTION

TABLEAU 28H.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 036,5	18,7	-	65,6	84,3	1 120,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	5,7	(5,7)	-	-	(5,7)	-
Dépenses communes de personnel	269,9	4,3	-	17,4	21,7	291,6
Frais de voyage du personnel	9,9	(0,1)	-	0,7	0,6	10,5
Location et entretien du matériel	355,8	(2,6)	-	26,9	24,3	380,1
Fournitures et accessoires	44,3	(0,4)	-	3,3	2,9	47,2
<b>Total</b>	<b>1 722,1</b>	<b>14,2</b>	<b>-</b>	<b>113,9</b>	<b>128,1</b>	<b>1 850,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 736,3	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

**Total, coûts directs** 1 850,2

B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 850,2)

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

TABLEAU 28H.9. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des systèmes de gestion

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	6	6	-	-	6	6
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>

## 2. — SECTION DES SYSTEMES DE GESTION

28H.10 Les attributions de cette section correspondent pour l'essentiel à celles qui étaient exposées pour l'ancienne Section des services administratifs dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S).

28H.11 Le programme de travail de la Section pour 1982-1983 ne tiendra compte que des projets et activités ayant un rang de priorité élevé et qui revêtent une importance considérable pour des services d'exécution, et il sera réduit en fonction des ressources disponibles.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)**Frais de voyage du personnel*

28H.12 Les ressources prévues pour les frais de voyage, qui équivalent au niveau approuvé pour l'exercice en cours,

correspondent à quatre voyages aller-retour Genève-New York destinés à assurer la coordination des activités dans le domaine du traitement des données et des plans et procédures de gestion, et à passer en revue les méthodes et les techniques de traitement des mots.

*Location et entretien du matériel*

28H.13 Les ressources prévues à cette rubrique (353 200 dollars) devraient être suffisantes pour l'exercice biennal. Le matériel de traitement électronique de l'information qui a été approuvé comprend un calculateur frontal IBM 4331/1, y compris 10 postes de travail à écran de visualisation, un système d'enregistrement direct sur disque MDS 21/50, y compris quatre postes de travail à écran de visualisation, et une machine à photocopier pour les imprimés.



3. – SERVICE DU BUDGET

TABLEAU 28H.10. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	804,9	14,9	-	50,0	64,9	869,8
Dépenses communes de personnel	209,7	3,7	-	12,8	16,5	226,2
Frais de voyage du personnel	2,6	-	-	0,2	0,2	2,8
<b>Total</b>	<b>1 017,2</b>	<b>18,6</b>	<b>-</b>	<b>63,0</b>	<b>81,6</b>	<b>1 098,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 035,8	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 098,8

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 098,8)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28H.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service du budget

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)						
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

## 3. – SERVICE DU BUDGET

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)**Frais de voyage du personnel*

28H.14 Les attributions du Service demeurent essentiellement celles qui sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S). Le Service a également pour fonction de suivre de près les questions relatives aux traitements et indemnités – fonction qui, au Siège, incombe à la Section des traitements, indemnités et assurances [ST/SGB/Organisation, sect. P (1)] – étant donné qu'il n'existe pas de section de ce genre à Genève.

28H.15 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires par rapport à l'exercice biennal précédent. Le Chef du Service du budget de Genève doit venir à New York au moment de l'établissement des sections du budget-programme concernant Genève et au moment de leur présentation au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale. Ces voyages, ainsi que les voyages supplémentaires dus à la nécessité de participer aux consultations et aux réunions d'orientation tenues au Siège (y compris les réunions budgétaires à l'échelle mondiale convoquées par le Sous-Secrétaire général aux services financiers en 1980), justifient les ressources demandées.

4. - SERVICE DES FINANCES

TABLEAU 28H.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 209,5	28,1	-	136,4	164,5	2 374,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,7	-	-	0,3	0,3	4,0
Heures supplémentaires	10,4	-	-	0,8	0,8	11,2
Dépenses communes de personnel	577,7	4,5	-	36,1	40,6	618,3
Frais de voyage du personnel	2,6	-	-	0,2	0,2	2,8
<b>Total</b>	<b>2 803,9</b>	<b>32,6</b>	<b>-</b>	<b>173,8</b>	<b>206,4</b>	<b>3 010,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 836,5	-	-	-	-	- %

TABLEAU 28H.12 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	1 340,4	1 398,6
Traitements et dépenses communes de personnel	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
<b>Total a)</b>	1 340,4	1 398,6
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	1 340,4	1 398,6

<b>Total, coûts directs</b>	4 408,9
-----------------------------	---------

**B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(4 408,9)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28H.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service des finances

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	2	2	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	24	24	16	16	40	40
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>43</b>	<b>43</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>18</b>	<b>18 a/</b>	<b>52</b>	<b>52</b>

a/ Tous ces postes seraient financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

#### 4. - SERVICE DES FINANCES

28H.16 Les attributions du Service des finances sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S).

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Frais de voyage du personnel*

28H.17 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour maintenir des communications et une

liaison efficaces avec le Bureau des services financiers du Siège au sujet des aspects de plus en plus techniques des systèmes de paie, de comptabilité et d'établissement des rapports financiers, et au sujet de questions intéressant le Groupe de la trésorerie, on estime qu'un haut fonctionnaire du Service des finances devrait venir au Siège chaque année. Il est proposé de maintenir le crédit ouvert à ce titre à son niveau actuel, en espérant que tous ces objectifs pourront être réalisés en un seul voyage, d'une durée légèrement supérieure à celle qui aurait été normalement prévue.

## 5. — SERVICE DU PERSONNEL

TABLEAU 28H.14. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réduction de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 025,3	119,1	103,2	201,3	423,6	3 448,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales *	49,2	(0,4)	-	3,7	3,3	52,5
Heures supplémentaires	3,9	-	-	0,3	0,3	4,2
Postes temporaires	101,0	2,2	(103,2)	-	(101,0)	-
Dépenses communes de personnel	816,3	28,9	-	52,8	81,7	898,0
Bien-être du personnel	76,1	-	-	5,8	5,8	81,9
Service médical commun	1 063,8	(7,8)	70,1	85,8	148,1	1 211,9
Frais de voyage du personnel	6,3	(0,1)	-	0,5	0,4	6,7
<b>Total</b>	<b>5 141,9</b>	<b>141,9</b>	<b>70,1</b>	<b>350,2</b>	<b>562,2</b>	<b>5 704,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 283,8	70,1	-	-	70,1	1,3 %

TABLEAU 28H.14 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies Traitements et dépenses communes de personnel	281,6	292,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	281,6	292,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	281,6	292,1

<b>Total, coûts directs</b>	5 996,1
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(5 996,1)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28H.15. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service du personnel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	8	-	-	8	8
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>16</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	28	28	4	4	32	32
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>35</b>	<b>35</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>46</b>	<b>47</b>	<b>4</b>	<b>4 a/</b>	<b>50</b>	<b>51</b>

a/ Tous ces postes seraient financés par prélèvement sur le compte d'appui aux structures administratives extra-budgétaires.

### 5. – SERVICE DU PERSONNEL

28H.18 Les attributions du Service du personnel de l'Office de Genève, en tant qu'élément de la Division de l'administration, sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S), et sont essentiellement les mêmes que celles qui incombent au Bureau des services du personnel de New York. Ses fonctions, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Siège, concernent les domaines suivants : recrutement, administration du personnel, classement des postes d'agent des services généraux, programmes de formation, relations avec le personnel et liaison avec d'autres organisations internationales et avec les missions établies à Genève pour les questions de personnel. Le Service du personnel fournit également des services d'appui à la Commission des nominations et des promotions, à l'Organe

subsidaire des nominations et des promotions, à la Commission paritaire de recours, au Comité paritaire de discipline et au Comité des demandes de remboursement (assurance-maladie, assurance-vie et indemnisation).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transformation de postes temporaires en postes permanents*

28H.19 Etant donné que le classement des emplois sera dorénavant une activité permanente et que le système de classement doit faire l'objet d'un contrôle et d'une administration d'ensemble, il est proposé de transformer en poste permanent le poste temporaire de spécialiste du classement des emplois (P-4) approuvé pour l'exercice biennal 1980-1981.



*Frais de voyage du personnel*

28H.20 Les ressources prévues à ce titre doivent permettre d'assurer la coordination et de tenir des consultations sur les questions de personnel. Il est proposé de maintenir les ressources à leur niveau actuel, pour financer deux voyages par an entre Genève et New York :

– Un voyage du Président de la Commission des nominations et des promotions (Genève), pour participer à la réunion du Comité des nominations et des promotions (avril);

– Un voyage de consultation sur les questions de personnel, pour présenter au Comité des nominations et des promotions, les promotions à P-5 et à D-1 concernant des fonctionnaires de Genève (février-mars).

*Service médical commun (Genève) [Part des dépenses à la charge de l'ONU]*

28H.21 L'accroissement des ressources prévues à ce titre (70 100 dollars) correspond à l'augmentation de la part des dépenses du Service médical commun de Genève qui est à la charge de l'ONU. La part de l'ONU (37,3 p. 100 pour 1982-1983, contre 35,7 p. 100 pour 1980-1981), réévaluée par l'Organisation mondiale de la santé, tient compte de l'utilisation effective du Service médical par le personnel de l'ONU, par rapport au personnel des autres organisations utilisant le Service. Il n'est pas demandé d'augmentation des ressources en personnel. L'évolution de cet objet de dépense ne dépend pas du Secrétaire général.

**I. – Division des services généraux (Genève)**

TABLEAU 28I.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)***A. – COÛTS DIRECTS****1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
48 950,2	120,0	0,2	(460,8)	(0,9)	3 294,9	6,7	2 954,1	6,0	51 904,3

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
49 070,2	(460,8)	-	48,4	(412,4)	(0,8) %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

Total, coûts directs	51 904,3
----------------------	----------

(51 904,3)

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 281.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Ajustements spéciaux (7)	Total (8)			
1. Bureau du Chef de la Division	638,5	-	-	-	11,5	-	-	-	11,5	11,5	650,0
2. Archives, dossiers et courrier	1 969,3	-	-	-	16,9	-	-	-	16,9	16,9	1 986,2
3. Section des bâtiments et des services techniques	7 549,7	-	23,2	-	63,0	(1,9)	-	-	84,3	84,3	7 634,0
4. Section de la sécurité	5 412,8	-	-	-	39,7	(2,9)	-	-	36,8	36,8	5 449,6
5. Section des achats, des transports et des services intérieurs	13 471,0	-	23,2	-	99,2	(10,6)	-	-	111,8	111,8	13 582,8
6. Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes	19 908,9	-	-	-	-	(148,5)	-	7,2	(141,3)	(141,3)	19 767,6
Total	48 950,2	-	46,4	-	230,3	(163,9)	-	7,2	120,0	120,0	49 070,2

a/ Cet ajustement correspond à l'augmentation du loyer du terrain pour le Petit Saconnex, qui est passé de 39 000 à 45 210 francs suisses par an à compter du 1er janvier 1981.

**TABEAU 281.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
1. Bureau du Chef de la Division	638,5	11,5	-	38,3	49,8	7,7	688,3	-
2. Archives, dossiers et courrier	1 969,3	16,9	-	122,4	139,3	7,0	2 108,6	-
3. Section des bâtiments et des services techniques	7 549,7	84,3	64,2	475,5	624,0	8,2	8 173,7	1,1
4. Section de la sécurité	5 412,8	36,8	26,8	341,1	404,7	7,4	5 817,5	0,4
5. Section des achats, des transports et des services intérieurs	13 471,0	111,8	(233,5)	833,7	712,0	5,2	14 183,0	(1,5)
6. Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes	19 908,9	(141,3)	(318,3)	1 483,9	1024,3	5,1	20 933,2	(1,6)
<b>Total</b>	<b>48 950,2</b>	<b>120,0</b>	<b>(460,8)</b>	<b>3 294,9</b>	<b>2954,1</b>	<b>6,0</b>	<b>51 904,3</b>	<b>(0,8)</b>

TABLEAU 28I.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements :							
Postes permanents	20 144,4	243,4	1 029,8	1 299,6	2 572,8	22 717,2	5,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	198,4	(1,4)	-	15,0	13,6	212,0	-
Crédit global pour du personnel temporaire a/	1 077,0	(8,1)	(270,9)	60,9	(218,1)	858,9	(25,3)
Heures supplémentaires	766,4	(5,9)	-	58,0	52,1	818,5	-
Postes temporaires	1 244,3	11,5	(928,2)	19,8	(896,9)	347,4	(73,9)
Dépenses communes de personnel	5 606,8	21,8	26,8	357,4	406,0	6 012,8	0,6
Frais de voyage du personnel	3,3	-	-	0,3	0,3	3,6	-
Location et entretien des locaux	5 997,4	(37,6)	105,1	462,5	530,0	6 527,4	1,7
Eclairage, chauffage, énergie et eau	4 215,6	(31,3)	-	319,0	287,7	4 503,3	-
Location et entretien du matériel	964,9	(6,4)	107,0	74,4	175,0	1 039,9	12,4
Communications	4 665,3	(35,0)	-	353,1	318,1	4 983,4	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,72	-	-	-	-	0,72	-
Services divers	1 252,6	(9,3)	(236,8)	76,8	(169,3)	1 083,3	(19,0)
Fournitures et accessoires	1 682,7	(12,6)	-	127,4	114,8	1 797,5	-
Mobilier et matériel	1 230,4	(9,1)	(293,6)	70,7	(232,0)	998,4	(24,0)
Total	48 950,2	120,0	(460,8)	3 294,9	2 954,1	51 904,3	(0,8)

a/ Nettoyeurs à temps partiel.

TABLEAU 28I.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des services généraux (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	5	-	-	3	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	9	7	-	-	9	7
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	11	11	-	-	11	11
Autres classes	214	343 a/	-	-	214	343
<b>Total</b>	<b>225</b>	<b>354</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>225</b>	<b>354</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	110	-	-	-	110	-
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>110</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>355</b>	<b>374</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>355</b>	<b>374</b>

a/ Y compris : i) 110 postes considérés auparavant comme des postes de travailleur manuel (voir tableaux 28I.11 et 28I.15); ii) 17 postes temporaires qu'il est proposé de transformer en postes permanents (voir par. 28I.15 et 28I.25) et iii) 2 postes nouveaux (voir par. 28I.11 et 28I.23).

## I. – Division des services généraux (Genève)

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

28I.1 Les attributions de la Division des services généraux sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section S et amendement 1).

28I.2 Les ressources prévues pour l'ensemble de la Division accusent une diminution de 460 800 dollars. On trouvera ci-après une explication détaillée pour chacune des unités administratives.

## 1. - BUREAU DU CHEF DE LA DIVISION

TABLEAU 281.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	500,4	9,0	-	30,3	39,3	539,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,8	-	-	0,3	0,3	4,1
Dépenses communes de personnel	130,3	2,5	-	7,4	9,9	140,2
Frais de voyage du personnel	3,3	-	-	0,3	0,3	3,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
<b>Total</b>	<b>638,5</b>	<b>11,5</b>	<b>-</b>	<b>38,3</b>	<b>49,8</b>	<b>688,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
650,0	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 688,3

(688,3)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 28I.7. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Chef de la Division

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	3	3	-	-	3	3
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

1. – BUREAU DU CHEF DE LA DIVISION

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

28I.3 Les ressources nécessaires pour tous les objets de dépense équivalent à celles prévues pour l'exercice biennal 1980-1981.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28I.4 Un montant de 3 800 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de

maladie de longue durée ou en congé de maternité; ce montant a été calculé sur la base des dépenses effectives de l'exercice précédent.

*Frais de voyage du personnel*

28I.5 Un montant de 3 300 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour toute la Division afin de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires en mission chargés de contrôler la qualité chez les principaux fournisseurs, de rechercher des sources d'approvisionnement en fournitures et matériel et de se tenir au courant des innovations techniques dans ces domaines.

## 2. — ARCHIVES, DOSSIERS ET COURRIER

TABLEAU 28I.8. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 556,2	15,8	-	95,9	111,7	1 667,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,3	-	-	0,3	0,3	3,6
Heures supplémentaires	2,1	-	-	0,2	0,2	2,3
Dépenses communes de personnel	407,7	1,1	-	26,0	27,1	434,8
<b>Total</b>	<b>1 969,3</b>	<b>16,9</b>	<b>-</b>	<b>122,4</b>	<b>139,3</b>	<b>2 108,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 986,2	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 2 108,6

(2 108,6)

## B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-



TABLEAU 281.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section de l'enregistrement, des dossiers et du courrier

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	23	23	-	-	23	23
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27</b>	<b>27</b>

2. – ARCHIVES, DOSSIERS ET COURRIER

281.6 Les attributions de la Section de l'enregistrement, des dossiers et du courrier, chargée de l'exécution de ce sous-programme, sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section S).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

281.7 Les ressources nécessaires pour tous les objets de dépense équivalent à celles prévues pour l'exercice biennal 1980-1981.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

281.8 Un montant de 3 300 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité; ce montant a été calculé sur la base des dépenses effectives de l'exercice précédent.

*Heures supplémentaires*

281.9 Un montant de 2 100 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour rémunérer les heures supplémentaires à faire pendant les périodes de pointe, en particulier pour ce qui est du courrier et de la valise diplomatique; ce montant a été calculé sur la base des dépenses effectives de l'exercice précédent.

## 3. - SECTION DES BATIMENTS ET DES SERVICES TECHNIQUES

TABLEAU 28I.10. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	5 612,7	76,1	50,8	348,7	475,6	6 088,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	59,9	(0,4)	-	4,5	4,1	64,0
Heures supplémentaires	201,6	(1,5)	-	15,3	13,8	215,4
Postes temporaires	162,3	1,5	-	9,9	11,4	173,7
Dépenses communes de personnel	1 513,2	8,6	13,4	97,1	119,1	1 632,3
<b>Total</b>	<b>7 549,7</b>	<b>84,3</b>	<b>64,2</b>	<b>475,5</b>	<b>624,0</b>	<b>8 173,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 634,0	64,2	-	24,2	88,4	1,1 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 8 173,7

(8 173,7)

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 28I.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des bâtiments et des services techniques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	3	2	-	-	3	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	5	5	-	-	5	5
Autres classes	23	88 a/	-	-	23	88
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>93</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>93</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	64	-	-	-	64	-
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>64</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98</b>	<b>99</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98</b>	<b>99</b>

a/ Y compris : i) 64 postes considérés auparavant comme des postes de travailleur manuel et qui, du fait de la fusion du barème des traitements des travailleurs manuels et du barème des traitements des agents des services généraux, n'ont plus à faire l'objet d'une rubrique distincte, et ii) un poste nouveau (voir par. 28I.11).

### 3. - SECTION DES BATIMENTS ET DES SERVICES TECHNIQUES

28I.10 Les attributions de cette unité administrative (appelée auparavant "Service des bâtiments et services techniques") sont exposées dans le manuel relatif à l'Organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section S).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Postes nouveaux*

28I.11 A l'heure actuelle, il n'y a que deux techniciens radio pour faire fonctionner et entretenir le matériel de prise de son et d'interprétation simultanée dans les 24 salles de conférence du Palais des Nations, y compris l'aile E; depuis que cette aile a été achevée en 1973-1974, le nombre

des salles de conférence a augmenté de 80 p. 100. Un poste supplémentaire d'agent des services généraux (G-6/1) est demandé pour un technicien radio, de façon que le minimum des services nécessaires puisse être assuré et que le matériel soit de nouveau entretenu comme il convient.

#### *Reclassement de postes*

28I.12 Il est proposé de reclasser de P-2 à P-3 le poste de Chef du Groupe des bâtiments, parcs et jardins, compte tenu des compétences techniques qu'exige le poste et des responsabilités qui s'y attachent. Le titulaire s'acquitte, sous la direction et avec les conseils du Chef de la Section, de toutes les fonctions techniques et administratives qu'implique l'entretien des bâtiments, parcs et jardins, qu'ils appartiennent à l'Office des Nations Unies à Genève ou soient loués par lui. Le titulaire doit établir des études

techniques, examiner et approuver des devis, surveiller les travaux effectués sur place et coordonner les travaux d'entretien, ainsi que superviser les activités de 25 techniciens et dessinateurs.

28I.13 Ce reclassement est proposé comme suite à la réévaluation des fonctions et du niveau de responsabilité qui s'attachent au poste de Chef du Groupe, réévaluation qui a été faite par la Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel).

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28I.14 Un montant de 59 500 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité et pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe; compte tenu des taux standards de rémunération et du tableau d'effectifs approuvé pour la Section, ce montant représente l'équivalent d'environ sept jours de travail de fonctionnaire pour l'exercice biennal.

#### *Postes temporaires*

28I.15 Le crédit inscrit au budget de l'exercice en cours permet de financer trois postes de standardiste (agent des services généraux) au Centre William Rappard. En vertu d'un accord permanent sur le coût des services communs assurés au Centre William Rappard, accord conclu entre l'Office des Nations Unies à Genève et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'ONU rembourse au GATT les traitements des trois standardistes et les dépenses communes de personnel y relatives. Les dépenses communes de personnel correspondant à ces postes sont prévues à la rubrique pertinente.

#### *Heures supplémentaires*

28I.16 Un montant de 200 100 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour la rémunération des heures supplémentaires et pour le paiement du sursalaire à verser aux fonctionnaires affectés aux équipes ordinaires de nuit ou de samedi et dimanche. Le personnel doit faire des heures supplémentaires et travailler par équipes pour installer, transformer, faire fonctionner et entretenir les installations techniques; le volume de travail en question est le même que pour l'exercice biennal 1980-1981.

## 4. — SECTION DE LA SECURITE

TABLEAU 28I.12. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. — COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 344,8	32,8	491,4	234,6	758,8	4 103,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	22,7	(0,2)	-	1,7	1,5	24,2
Heures supplémentaires	348,2	(2,7)	26,8	28,3	52,4	400,6
Postes temporaires	649,2	6,0	(491,4)	9,9	(475,5)	173,7
Dépenses communes de personnel	1 047,9	0,9	-	66,6	67,5	1 115,4
<b>Total</b>	<b>5 412,8</b>	<b>36,8</b>	<b>26,8</b>	<b>341,1</b>	<b>404,7</b>	<b>5 817,5</b>

TABLEAU 281.12. (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 449,6	26,8	-	-	26,8	0,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 5 817,5

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(5 817,5)

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis -

TABLEAU 281.13. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section de la sécurité

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
<i>Agents des services généraux</i>						
G-4/1	59	68 a/	-	-	59	68
Total	59	68	-	-	59	68
TOTAL GENERAL	61	70	-	-	61	70

a/ Y compris les 9 postes temporaires qu'il est proposé de transformer en postes permanents (voir par. 281.18).

#### 4. — SECTION DE LA SÉCURITÉ

281.17 Les attributions de cette unité administrative sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section S).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transformation de postes temporaires en postes permanents*

281.18 Une étude des services de sécurité assurés à l'Office des Nations Unies à Genève, qui a été faite par le Service de gestion administrative, a permis d'établir que les fonctions qui s'attachent à 9 des 12 postes temporaires avaient un caractère permanent; en conséquence, il est proposé de transformer en postes permanents 9 postes temporaires d'agent des services généraux.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

281.19 Un montant de 22 500 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour permettre d'employer des agents temporaires du Service de sécurité pendant les périodes de pointe (voir aussi par. 281.21 ci-après). Ce montant représente l'équivalent d'environ 12 mois de travail pour l'exercice biennal.

*Postes temporaires*

281.20 En vertu d'un accord permanent relatif au coût des services communs assurés au Centre William Rappard,

accord conclu entre l'Office des Nations Unies à Genève et le GATT, l'ONU rembourse au GATT les traitements de trois agents du Service de sécurité et les dépenses communes de personnel y relatives. Il est donc proposé de maintenir ces trois postes temporaires, ainsi que les crédits nécessaires pour les traitements et les dépenses communes de personnel correspondantes.

*Heures supplémentaires*

281.21 Etant donné le caractère spécialisé des tâches des agents du Service de sécurité, il n'est possible qu'exceptionnellement de faire appel à du personnel temporaire, au lieu de faire faire des heures supplémentaires aux agents, lorsque certains d'entre eux sont en congé de maladie de longue durée ou pendant des périodes de pointe relativement courtes. En conséquence, un montant de 372 300 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour la rémunération des heures supplémentaires et pour le paiement du sursalaire à verser aux agents affectés aux équipes ordinaires de nuit ou de samedi et dimanche, de façon que la sécurité puisse être assurée de façon continue. Cette somme comprend un montant de 26 800 dollars (voir tableau 281.12 ci-dessus) antérieurement prévu pour la Section des achats, des transports et des services intérieurs et qui est désormais prévu pour la Section de la sécurité, du fait que certains services assurés le samedi et le dimanche par le personnel de la première Section le seront désormais, à compter de 1982, par le personnel de la Section de la sécurité (voir aussi le tableau 281.14 et le par. 281.28 ci-après).

5. — SECTION DES ACHATS, DES TRANSPORTS ET DES SERVICES INTERIEURS

TABLEAU 28I.14. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources pour 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	9 130,3	109,7	487,6	590,1	1 187,4	10 317,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	108,7	(0,8)	-	8,2	7,4	116,1
Crédit global pour du personnel temporaire a/	1 077,0	(8,1)	(270,9)	60,9	(218,1)	858,9
Heures supplémentaires	214,5	(1,7)	(26,8)	14,2	(14,3)	200,2
Postes temporaires	432,8	4,0	(436,8)	-	(432,8)	-
Dépenses communes de personnel	2 507,7	8,7	13,4	160,3	182,4	2 690,1
<b>Total</b>	<b>13 471,0</b>	<b>111,8</b>	<b>(233,5)</b>	<b>833,7</b>	<b>712,0</b>	<b>14 183,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13 582,8	(233,5)	-	24,2	(209,3)	(0,5) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 14 183,0

B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

(14 183,0)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

a/ Nettoyeurs à temps partiel.

TABLEAU 28I.15. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des achats, des transports et des services intérieurs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	4	3	-	-	4	3
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	108	155 a/	-	-	108	155
<b>Total</b>	<b>111</b>	<b>158</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>111</b>	<b>158</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	46	-	-	-	46	-
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>46</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>164</b>	<b>165</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>164</b>	<b>165</b>

a/ Y compris : i) 46 postes considérés auparavant comme des postes de travailleur manuel et qui, du fait de la fusion du barème des traitements des travailleurs manuels et du barème des traitements des agents des services généraux, n'ont plus à faire l'objet d'une rubrique distincte, et ii) un poste nouveau (voir par. 28I.11).



## 5. — SECTION DES ACHATS, DES TRANSPORTS ET DES SERVICES INTERIEURS

281.22 Les attributions de cette unité administrative (appelée auparavant "Service des achats, des transports et des travaux divers") sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section S).

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Postes nouveaux*

281.23 Le volume de travail du Sous-Groupe des voyages, qui dessert l'Office des Nations Unies à Genève, la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres unités administratives sises à Genève, a augmenté depuis 1973 de 54 p. 100 environ, sans que son personnel ait été renforcé. Rien ne permet de penser que cette tendance va s'inverser, et l'arriéré accumulé est tel que les services relatifs aux voyages ne peuvent plus être assurés avec l'effectif actuel. Il est proposé en conséquence d'ajouter un poste de commis aux trois postes permanents actuels, pour que les travaux puissent être accomplis effectivement et efficacement.

#### *Reclassement de postes*

281.24 Il est proposé de reclasser de P-2 à P-3 le poste de Chef du Groupe des transports, des voyages et du logement, compte tenu des responsabilités qui s'attachent au poste et des connaissances techniques qu'il exige. Le Groupe : i) s'occupe du transport, de l'assurance et du dédouanement de tous les articles achetés par l'Office des Nations Unies à Genève; ii) établit et achemine les autorisations de voyage et les demandes de remboursement de frais de voyage présentées par les fonctionnaires des unités administratives de l'Office des Nations Unies à Genève ainsi que par les membres des délégations, et en assure le contrôle; et iii) gère un service commun de logement à l'intention des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et des membres des missions permanentes à Genève.

#### *Transformation de postes temporaires en postes permanents*

281.25 Comme l'expérience a montré que les services intérieurs requis au Centre William Rappard et à la Villa Le Bocage et dans ses annexes devront être maintenus au

même niveau, il est proposé de transformer en postes permanents les 8 postes d'agent des services généraux (plantons et commis) qui ont été financés à l'origine par un crédit global pour du personnel temporaire puis par des crédits ouverts pour des postes temporaires. La transformation ainsi proposée n'entraîne pas d'augmentation des ressources nécessaires pour les traitements et les dépenses communes de personnel.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

281.26 Un montant de 107 900 dollars (correspondant au crédit ouvert pour l'exercice en cours) est prévu pour permettre de recruter du personnel temporaire afin de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité et de faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe. Les quatre neuvièmes environ de ce montant, calculé selon les taux standards de rémunération, seront utilisés durant les périodes de pointe et les cinq neuvièmes restants, qui représentent l'équivalent d'environ sept jours de travail par fonctionnaire pour l'exercice biennal, permettront de remplacer, le cas échéant, les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité.

#### *Crédit global pour du personnel temporaire*

281.27 Les ressources prévues à ce titre (798 000 dollars) accusent une diminution de 270 900 dollars, du fait que l'on prévoit de recourir graduellement à des services contractuels de nettoyage et qu'il a donc fallu recalculer le montant qui demeurera nécessaire pour du personnel temporaire. Une augmentation correspondante de 105 100 dollars apparaît à la rubrique "Location et entretien des locaux" (pour les services contractuels de nettoyage) comme il est indiqué plus loin dans le paragraphe 281.30.

#### *Heures supplémentaires*

281.28 Un montant de 186 000 dollars est prévu pour permettre de rémunérer les heures supplémentaires et de verser un sursalaire aux fonctionnaires affectés aux équipes ordinaires de nuit ou de samedi et dimanche, particulièrement pour assurer le fonctionnement continu du Groupe de relais des télécommunications. Comme il est indiqué ci-dessus au paragraphe 281.21, un montant de 26 800 dollars est désormais prévu pour la Section de la sécurité du fait que son personnel assure maintenant le samedi et le dimanche des services qui étaient fournis auparavant par le personnel de la Section des achats, des transports et des services intérieurs.

## 6. - SERVICES COMMUNS DONT LE COUT N'EST PAS IMPUTE SUR LES PROGRAMMES

TABLEAU 28I.16. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Location et entretien des locaux	5 997,4	(37,6)	105,1	462,5	530,0	6 527,4
Eclairage, chauffage, énergie et eau	4 215,6	(31,3)	-	319,0	287,7	4 503,3
Location et entretien du matériel	864,9	(6,4)	107,0	74,4	175,0	1 039,9
Communications	4 665,3	(35,0)	-	353,1	318,1	4 983,4
Services divers	1 252,6	(9,3)	(236,8)	76,8	(169,3)	1 083,3
Fournitures et accessoires	1 682,7	(12,6)	-	127,4	114,8	1 797,5
Mobilier et matériel	1 230,4	(9,1)	(293,6)	70,7	(232,0)	998,4
<b>Total</b>	<b>19 908,9</b>	<b>(141,3)</b>	<b>(318,3)</b>	<b>1 483,9</b>	<b>1 024,3</b>	<b>20 933,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
19 767,6	(318,3)	-	-	(318,3)	(1,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	20 933,2
----------------------	----------

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

## 6. — SERVICES COMMUNS DONT LE COUT N'EST PAS IMPUTE SUR LES PROGRAMMES

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

281.29 Les ressources nécessaires ont été calculées après une analyse minutieuse des dépenses effectives des exercices antérieurs et des priorités futures (pour chaque objet de dépense) avec le souci de réaliser des économies sur les dépenses qui se prêtent à un contrôle central. Cela est particulièrement vrai dans le cas des services divers et de l'achat de mobilier et de matériel. En ce qui concerne ce dernier objet de dépense, la diminution des ressources prévues pour l'exercice biennal est due à un ralentissement du programme de remplacement et à une sélection encore plus stricte des nouveaux articles à acheter. On trouvera ci-après des précisions pour divers objets de dépense.

#### *Location et entretien des locaux*

281.30 Les ressources prévues à ce titre (6 064 900 dollars) doivent permettre de louer des locaux comme le Centre William Rappard, de payer le loyer du terrain sur lequel se trouvent les bâtiments préfabriqués du Petit Saconnex et de couvrir le coût des services contractuels d'entretien pour tous les locaux dont l'Office des Nations Unies à Genève est propriétaire ou locataire. L'augmentation de 105 100 dollars qui est prévue est due au fait que l'on prévoit de recourir graduellement à des services contractuels de nettoyage et elle doit être envisagée compte tenu de la réduction de 270 900 dollars qui apparaît dans le cas des nettoyeurs à temps partiel (voir par. 281.27 ci-dessus).

#### *Electricité, chauffage, énergie et eau*

281.31 Les ressources prévues à ce titre (4 184 300 dollars) ont été calculées d'après la consommation d'électricité, d'eau et de combustibles enregistrée en 1980, compte tenu des tarifs unitaires en vigueur pendant les derniers mois de 1980. Etant donné que les prix des combustibles fluctuent, il a fallu calculer une moyenne. L'évolution des prix, notamment ceux des combustibles, sera suivie de près et tout changement important sera signalé selon qu'il conviendra.

#### *Location et entretien du matériel*

281.32 Les ressources prévues à ce titre (965 500 dollars) accusent une augmentation de 107 000 dollars, qui est due à la location et à l'entretien de terminaux de dialogue (10 machines à écran et 3 imprimantes en 1982, chiffres qui passeront à 16 et 6, respectivement, en 1983). Ces machines doivent être utilisées par le Service des finances, le Service du budget, le Service du personnel et les Services généraux en vue d'améliorer le contrôle de la gestion.

#### *Communications*

281.33 Bien que le volume des communications ait encore inévitablement augmenté en 1980, notamment le volume du courrier acheminé par la valise diplomatique qui a doublé en raison de l'élargissement considérable des activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, on compte que des économies pourront être réalisées grâce à une rationalisation plus poussée et à

l'application continue de mesures de contrôle strictes. On compte donc que les ressources nécessaires pour les communications (4 630 300 dollars) pourront être maintenues au montant correspondant au maintien des programmes.

#### *Services directs*

281.34 Les ressources nécessaires à ce titre (1 006 500 dollars) accusent une diminution de 236 800 dollars, due principalement à une réduction des dépenses prévues pour le déménagement de certains bureaux pour des services divers, en raison d'un effort concerté visant à réaliser des économies sur les dépenses qui se prêtent à un contrôle central effectif.

#### *Fournitures et accessoires*

281.35 Bien que l'élargissement des activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ait entraîné une augmentation de 30 p. 100 environ de la consommation de fournitures, on compte que l'application continue de mesures de contrôle permettra de réaliser des économies et de maintenir les ressources nécessaires (1 670 100 dollars) au montant correspondant au maintien des programmes.

#### *Mobilier et matériel*

281.36 Les ressources prévues à ce titre (927 700 dollars), qui accusent une diminution de 293 600 dollars, concernent les programmes d'acquisition et de remplacement de mobilier et de matériel pour tous les services de l'Office des Nations Unies à Genève, pour les secrétariats de la CEE et de la CNUCED, pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et pour le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. La diminution susmentionnée est due principalement à une réduction considérable du programme d'acquisition, sur lequel un contrôle central effectif peut être exercé, et l'on peut s'attendre à un léger ralentissement du programme de remplacement.

281.37 Les ressources prévues pour le mobilier et les accessoires comprennent 48 500 dollars pour l'achat d'articles nouveaux et 151 600 dollars pour le remplacement d'autres articles. Le programme d'acquisition prévoit l'achat de mobilier destiné aux titulaires de deux nouveaux postes (3 100 dollars) et l'achat d'étagères et de meubles de classement (45 400 dollars) pour la CEE, la bibliothèque, les archives, les services généraux et les services d'information. Le programme de remplacement prévoit l'achat de bureaux, de chaises, de tables, d'étagères et de mobilier de salle de conférence pour remplacer des articles en mauvais état.

281.38 Les ressources prévues pour l'achat de machines de bureau comprennent 176 700 dollars pour du matériel supplémentaire et 279 700 dollars pour du matériel de remplacement. Le matériel supplémentaire comprendra une machine de traitement des mots pour la Division de l'administration et des services généraux (40 400 dollars), une machine IBM pour la composition des cartes du catalogue à la Bibliothèque (14 600 dollars), des machines à écrire électriques pour les groupes de dactylographie des services de conférence (38 900 dollars), des machines à

dicter avec leurs accessoires (25 300 dollars), du matériel pour microfilms pour la Bibliothèque et le Groupe des archives (50 500 dollars) et une balance à bascule pour la Division des documents (7 000 dollars). Le programme de remplacement prévoit l'achat de 258 machines à écrire vieilles de 12 à 15 ans (269 400 dollars) et de 60 calculatrices (10 300 dollars).

281.39 Un montant de 50 500 dollars est prévu pour remplacer du matériel défectueux dans les cabines d'interprétation.

281.40 Les ressources prévues pour l'achat de véhicules prévoient le remplacement d'un camion lourd acheté en 1972 (43 400 dollars), d'une balayeuse achetée en 1976 (56 100 dollars) et d'une voiture commerciale de livraison achetée en 1975 (12 100 dollars).

281.41 Les ressources prévues pour du matériel de télécommunications comprennent 5 000 dollars pour l'achat de 20 magnétophones à cassettes et de matériel de mesure pour les services techniques (5 200 dollars) et 8 000 dollars pour le remplacement d'un appareil portatif d'enregistrement sonore acheté en 1965.

281.42 Les ressources prévues pour du matériel divers comprennent 58 200 dollars pour le programme d'acquisition et 32 700 dollars pour le programme de remplacement. Il s'agit dans le premier cas d'acheter du matériel pour l'entretien des bâtiments (35 300 dollars) et des articles divers (22 900 dollars); le matériel en mauvais état qu'il faut remplacer comprend de l'outillage d'atelier, des tondeuses à gazon et des outils de jardinage, ainsi que du matériel pour la distribution du courrier et des documents.

## J. — Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

TABLEAU 28J.1. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. — COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
588,6	694,8	12,4	(27,2)	(6,5)	804,2	14,4	1 471,8	26,3	7 060,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 283,4	(27,2)	-	-	(27,2)	(0,4)%

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	252,6	300,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	151,7	151,7
Total a)	404,3	451,7
b) Activités de fond		
Total b)	87,4	99,3
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	491,7	551,0

Total, coûts directs 7 611,4

(7 611,4)

### B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28J.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
1. New York :										
A. Bureau du chef du service	187,1	-	-	-	13,0	1,4	-	14,4	201,5	
B. Formation professionnelle	1 187,8	-	8,3	30,4	27,4	55,2 <sup>u</sup>	-	121,3	1 309,1	
C. Cours de langues pour les fonctionnaires	1 700,7	-	-	76,2	131,2	-	-	207,4	1 908,1	
D. Concours et examen	698,2	-	75,0	51,6	21,3	-	-	312,2	1 010,4	
Total partiel	3 773,8	-	83,3	171,2	181,3	55,2	-	655,3	4 429,1	
2. Genève	1 179,4	-	-	10,4	(4,1)	-	-	6,3	1 185,7	
3. Commissions régionales :										
A. Commission économique pour l'Afrique (CEA)										
i) Programme de formation de traducteurs	374,9	-	-	17,2	3,5	-	-	20,7	395,6	
ii) Autres programmes	79,0	-	-	-	3,9	-	-	3,9	82,9	

**TABEAU 28J.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981) [suite]**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)		
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						Ajustements spéciaux (7)	Total (8)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)						
B. Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)	92,9	-	-	-	-	4,4	-	4,4	4,4	97,3		
C. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	64,3	-	-	-	-	3,0	-	3,0	3,0	67,3		
D. Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)	24,3	-	-	-	-	1,2	-	1,2	1,2	25,5		
Total partiel	635,4	-	-	-	17,2	16,0	-	33,2	33,2	668,6		
Total général	5 588,6	-	164,3	83,3	198,8	193,2	55,2	694,8	694,8	6 283,4		

a/ Cet ajustement correspond au transfert d'un poste G-5 précédemment inscrit au chapitre 6 (voir par. 28J.7).

**TABEAU 28J.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
1. New York :								
A. Bureau du chef du service	187,1	14,4	-	27,2	41,6	228,7	-	
B. Formation professionnelle	1 187,8	121,3	16,4	186,8	324,5	1 512,3	1,2	
C. Cours de langues pour les fonctionnaires	1 700,7	207,4	(50,0)	258,5	415,9	2 116,6	(2,6)	
D. Concours et examens	698,2	312,2	60,2	146,0	518,4	1 216,6	5,9	
Total partiel	3 773,8	655,3	26,6	618,5	1 300,4	5 074,2	0,6	
2. Genève	1 179,4	6,3	(70,3)	75,3	11,3	1 190,7	(5,9) <sup>1</sup>	
3. Commissions régionales :								
A. Commission économique pour l'Afrique (CEA) :								
i) Programme de formation de traducteurs	374,9	20,7	-	65,7	86,4	461,3	-	
ii) Autres programmes	79,0	3,9	-	12,8	16,7	95,7	-	

TABLEAU 28J.3 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale				
					Dollars	%			
B. Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)	92,9	4,4	-	15,2	19,6	21,0	112,5	-	
C. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	64,3	3,0	16,5	12,8	32,3	50,2	96,6	24,5	
D. Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)	24,3	1,2	-	3,9	5,1	20,9	29,4	-	
Total partiel	635,4	33,2	16,5	110,4	160,1	25,2	795,5	2,4	
Total général	5 588,6	694,8	(27,2)	804,2	1 471,8	26,3	7 060,4	(0,4)	



**TABEAU 28J.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 aux taux révisés de 1981	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
<b>Traitements :</b>							
Postes permanents	1 824,6	297,4	117,8	253,8	669,0	2 493,6	5,5
Personnel temporaire	199,3	18,5	(91,4)	22,4	(50,5)	148,8	(42,0)
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	1 006,0	146,5	(38,5)	167,2	275,2	1 281,2	(3,3)
Consultants	78,9	24,7	20,0	18,5	63,2	142,1	19,3
Heures supplémentaires	11,2	0,5	-	1,7	2,2	13,4	-
Dépenses communes de personnel	637,0	102,4	8,6	89,9	200,9	837,9	1,1
Cours de langues (Genève)	344,2	(2,6)	-	26,0	23,4	367,6	-
Programme de formation d'interprètes (Genève)	72,0	(0,7)	(71,3)	-	(72,0)	-	(100,0)
Formation au titre de l'organisation des carrières	51,4	(0,4)	-	3,9	3,5	54,9	-
Frais de voyage du personnel	288,9	58,0	(1,1)	51,7	108,6	397,5	(0,3)
Imprimerie et relieure	24,6	22,4	12,6	8,9	43,9	68,5	26,8
Annonces dans la presse et campagnes de recrutement	5,2	0,3	-	0,9	1,2	6,4	-
Formation de traducteurs et d'interprètes (Moscou)	378,5	14,7	-	58,5	73,2	451,7	-
Formation de traducteurs et d'interprètes de langue chinoise (Beijing)	165,4	6,4	-	25,5	31,9	197,3	-
Frais généraux de fonctionnement	27,7	1,0	-	4,3	5,3	33,0	-
Location de locaux	1,9	-	14,0	2,4	16,4	18,2	-
Location et entretien du matériel	38,5	(0,2)	-	3,0	3,7	23,1	-
Examens	57,7	2,2	11,8	3,9	15,5	54,0	30,8
Fournitures et accessoires	88,2	3,0	(9,7)	8,6	10,8	66,5	-
Mobilier et matériel	135,0	-	-	12,0	5,3	93,5	(10,6)
Etudes professionnelles	135,0	-	-	20,1	20,1	155,1	-
Formation collective (CEA)	135,0	-	-	21,0	21,0	156,0	-
<b>Total</b>	<b>5 588,6</b>	<b>694,8</b>	<b>(27,2)</b>	<b>804,2</b>	<b>1 471,8</b>	<b>7 060,4</b>	<b>(0,4)</b>

TABLEAU 28J.5. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	5	7	1	1	6	8
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	8	7	1	1	9	8
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>23</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	4	-	-	3	4
Autres classes	17	18	3	2	20	20
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>23</b>	<b>24</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>40</b>	<b>43</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>45</b>	<b>47</b>

### J. — Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

28J.1 Le Service de la formation et des examens (Division de l'administration du personnel) s'occupe de toutes les activités de formation du personnel à New York, à Genève, à Vienne, à Nairobi et dans les commissions régionales. Ses attributions et responsabilités sont exposées de façon détaillée dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. P (II)]. Ce service est chargé d'établir les politiques et procédures à suivre pour la formation et les examens au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dans tous les lieux d'affectation, et de les appliquer directement à New York.

28J.2 Le Service, qui fait partie de la Division de l'administration du personnel (Bureau des services du personnel), a pour objectifs généraux d'accroître l'efficacité

des fonctionnaires du Secrétariat et de planifier et d'organiser les concours et examens.

28J.3 Le Service doit en particulier :

- Planifier et organiser des cours de formation à la gestion et à l'administration en vue de créer des conditions propres à faciliter et assurer l'organisation des carrières;
- Planifier et organiser des cours de langues;
- Organiser, coordonner et faire passer des concours pour la promotion d'agents des services généraux aux classes P-1 et P-2 de la catégorie des administrateurs et aux fins du recrutement de candidats extérieurs, en consultation avec les gouvernements intéressés, à l'échelon des pays ou de groupes de pays, en vue d'assurer une répartition géographique plus équitable des postes au Secrétariat;
- Organiser, coordonner et faire subir des tests pour le recrutement d'agents des services généraux et de catégories apparentées.

1. — NEW YORK

a) BUREAU DU CHEF DU SERVICE

TABLEAU 28J.6. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	115,4	9,8	-	16,5	26,3	141,7
Heures supplémentaires	11,2	0,5	-	1,7	2,2	13,4
Dépenses communes de personnel	36,8	3,2	-	5,3	8,5	45,3
Frais de voyage du personnel	23,7	0,9	-	3,7	4,6	28,3
<b>Total</b>	<b>187,1</b>	<b>14,4</b>	<b>-</b>	<b>27,2</b>	<b>41,6</b>	<b>228,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
201,5	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 228,7

B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(228,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28J.7. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau du Chef de service

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<i>Agents des services généraux</i>						
G-4/1	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

## 1. - NEW YORK

## a) BUREAU DU CHEF DU SERVICE

28J.4 Les attributions et responsabilités de ce bureau sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. P (II)].

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

28J.5 Les ressources prévues à ce titre (24 600 dollars)

doivent permettre à des fonctionnaires du Service de se rendre dans d'autres bureaux de l'Organisation et de maintenir des contacts avec des établissements de formation aux Etats-Unis d'Amérique et ailleurs. Elles comprennent également le montant des indemnités journalières de subsistance à verser à des fonctionnaires du Siège (administrateurs) qui organisent des séminaires dans leurs domaines de compétence respectifs aux sièges des commissions régionales lorsqu'ils s'y trouvent en mission de longue durée pour d'autres raisons.

b) FORMATION PROFESSIONNELLE

TABLEAU 28J.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	276,6	64,6	12,4	44,9	121,9	398,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	36,4	1,5	-	5,6	7,1	43,5
Consultants	33,0	1,3	-	5,1	6,4	39,4
Dépenses communes de personnel	88,2	21,0	4,0	14,2	39,2	127,4
Frais de voyage du personnel	18,3	9,0	-	4,1	13,1	31,4
Formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe (Moscou)	344,5	13,4	-	53,3	66,7	411,2
Perfectionnement d'interprètes (Moscou)	34,0	1,3	-	5,2	6,5	40,5
Formation de traducteurs et d'interprètes de langue chinoise (Beijing)	165,4	6,4	-	25,5	31,9	197,3
Frais généraux de fonctionnement	27,7	1,0	-	4,3	5,3	33,0
Fournitures et accessoires	38,5	1,4	-	5,9	7,3	45,8
Mobilier et matériel	10,2	0,4	-	1,6	2,0	12,2
Etudes professionnelles et bourses de perfectionnement	115,0	-	-	17,1	17,1	132,1
<b>Total</b>	<b>1 187,8</b>	<b>121,3</b>	<b>16,4</b>	<b>186,8</b>	<b>324,5</b>	<b>1 512,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 309,1	16,4	-	-	16,4	1,2 %

2) Fonds extra-budgetaires

-

**Total, coûts directs** 1 512,3

(1 512,3)

B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** -

TABLEAU 28J.9. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : formation professionnelle

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	-	1 a/	-	-	-	1 a/
Autres classes	3	3	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>7</b>

a/ Compte tenu du transfert d'un poste du Département des affaires économiques et sociales internationales (voir par. 28J.7 ci-après).

## b) FORMATION PROFESSIONNELLE

28J.6 Les attributions et responsabilités correspondant à ce programme sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SBG/Organization, sect. P (II)].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transfert de poste*

28J.7 La base de ressources a fait l'objet d'un ajustement spécial pour tenir compte de la proposition de transférer au présent programme un poste d'agent des services généraux (G-5) du Département des affaires économiques et sociales internationales. Depuis que ledit département a été créé, il prête ce poste au Bureau des services du personnel où il est utilisé pour des travaux concernant la formation du personnel. Il est proposé de régulariser la situation par un transfert officiel du poste en question.

*Reclassement de postes*

28J.8 Les responsabilités de l'administrateur chargé des cours d'initiation et d'orientation et du programme d'études à l'extérieur ont été accrues du fait qu'il s'occupe désormais de trois autres projets importants : la série de conférences générales, qui était auparavant confiée au chef du service, le cours intensif de russe dont s'occupait un administrateur de 1<sup>re</sup> classe (P-4), et le programme d'études linguistiques à l'extérieur, organisé à l'intention des fonctionnaires des centres d'information, projet nouveau que l'Assemblée générale a approuvé lors de sa trente-quatrième session. Le reclassement de ce poste à administrateur de 2<sup>e</sup> classe (P-3) permettrait de mieux tenir compte des responsabilités qui s'y attachent.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28J.9 Le montant prévu à ce titre (37 900 dollars) doit permettre de faire exécuter divers travaux de formation professionnelle, en particulier dans les domaines de la

formation à la gestion et de la formation des secrétaires et commis.

#### Consultants

28J.10 Les ressources prévues à ce titre (34 300 dollars) doivent permettre de faire appel à des concours extérieurs pour les cours et séminaires de formation à la gestion au Secrétariat, dans le cadre du programme général de formation.

#### Frais de voyage du personnel

28J.11 Les ressources prévues à ce titre (27 300 dollars) doivent permettre à des fonctionnaires d'aller faire subir des tests aux candidats aux stages de formation des Nations Unies organisés à l'Institut de langues étrangères de Beijing pour recruter des traducteurs et des interprètes et d'aller faire passer aux stagiaires, en fin de stage, le concours de recrutement nécessaire. Le montant prévu a été ajusté par rapport à la base de ressources parce qu'il y aura, au cours de l'exercice biennal 1982-1983, deux stages de 12 mois organisés à Beijing, au lieu d'un stage de 18 mois au cours de l'exercice biennal 1980-1981.

#### Frais généraux de fonctionnement

28J.12 Les ressources prévues à ce titre (28 700 dollars) permettront de louer des films et des vidéocassettes destinés

à la formation et, si besoin est, de louer des locaux à l'extérieur.

#### Fournitures et accessoires

28J.13 Les ressources nécessaires correspondent aux frais d'abonnement à des périodiques et à des revues et à l'achat de livres et d'ouvrages de référence pour les séminaires de formation professionnelle.

#### Mobilier et matériel

28J.14 Les ressources prévues à ce titre (10 600 dollars) doivent permettre notamment d'acheter et de remplacer, selon les besoins, du matériel de laboratoire de langues qui est utilisé à New York et prêté aux commissions régionales.

#### Etudes professionnelles et bourses de perfectionnement

28J.15 Le montant prévu à ce titre (115 000 dollars) est utilisé pour financer des études poursuivies à l'extérieur par des fonctionnaires en poste dans tous les lieux d'affectation. Cette aide n'est accordée que lorsque les études sont en rapport direct avec les fonctions que les fonctionnaires considérés exercent ou seront appelés à exercer et lorsque les études sont faites dans l'intérêt de l'Organisation.

### c) COURS DE LANGUES POUR LES FONCTIONNAIRES

TABLEAU 28J.10. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. — COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	698,9	57,9	-	99,1	157,0	855,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	717,5	129,5	(50,0)	118,6	198,1	915,6
Dépenses communes de personnel	223,5	18,3	-	31,5	49,8	273,3
Fournitures et accessoires	6,9	0,3	-	1,1	1,4	8,3
Mobilier et matériel	33,9	1,4	-	5,2	6,6	40,5
Etudes professionnelles et bourses de perfectionnement	20,0	-	-	3,0	3,0	23,0
<b>Total</b>	<b>1 700,7</b>	<b>207,4</b>	<b>(50,0)</b>	<b>258,5</b>	<b>415,9</b>	<b>2 116,6</b>

TABLEAU 28J.10 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 908,1	(50,0)	-	-	(50,0)	(2,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	120,0	200,0
ii) Des programmes extra-budgétaires		
<b>Total a)</b>	<b>120,0</b>	<b>200,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>120,0</b>	<b>200,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 316,6</b>
-----------------------------	----------------

<b>(2 316,6)</b>
------------------

## B. -- COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------



TABLEAU 28J.11. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : cours de langues pour les fonctionnaires

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	-	-	7	7
Total	10	10	-	-	10	10
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	5	5	-	-	5	5
Total	7	7	-	-	7	7
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>17</b>

c) COURS DE LANGUES  
POUR LES FONCTIONNAIRES

28J.16 Le Service de la formation et des examens organise des cours de langues dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe), afin d'assurer au Secrétariat l'équilibre linguistique recommandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2480 B (XXIII) du 21 décembre 1968 et de donner aux fonctionnaires la possibilité d'apprendre des langues officielles qu'ils ne connaissent pas et de bénéficier des avantages que procure ce type de connaissances. Le programme comprend des cours ordinaires, des cours accélérés et des cours de conversation. Les cours ordinaires et les cours de conversation ont lieu en dehors des heures de travail et sont ouverts à tous les fonctionnaires qui désirent les suivre. Ils sont également ouverts aux membres des missions permanentes et des organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux fonctionnaires du PNUD et du FISE, moyennant le versement d'un droit d'inscription. Des examens d'aptitudes linguistiques dans les six langues sont organisés dans le monde entier à l'intention des participants aux cours de langues qui les ont suivis jusqu'au bout ou dont les connaissances sont suffisantes pour qu'ils soient admis à se présenter auxdits examens. Les fonctionnaires qui subissent ces examens avec succès ont droit aux avantages qui découlent des mesures d'incitation à l'étude des langues.

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28J.17 Comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'a demandé, on a étudié en 1981 la manière dont les cours de langues pour les fonctionnaires peuvent répondre au mieux aux besoins de l'Organisation. On a examiné notamment la composition des effectifs des cours de langues et les avantages que ces cours apportent à l'Organisation des Nations Unies. On a étudié également un certain nombre de questions touchant la gestion du programme, y compris le statut contractuel des enseignants. En attendant les résultats de cette étude, le Secrétaire général estime qu'on peut prévoir, pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales, une réduction d'environ 50 000 dollars, qui serait en partie contrebalancée par une augmentation des fonds extra-budgétaires.

*Mobilier et matériel*

28J.18 Les ressources nécessaires à ce titre (35 300 dollars) doivent permettre de remplacer du matériel de laboratoire de langues, d'acheter et de remplacer du mobilier de salles de classe et du matériel audiovisuel.

*Etudes professionnelles et bourses de perfectionnement*  
 28J.19 Les ressources prévues à ce titre (20 000 dollars) permettraient au directeur de chaque centre d'information

des Nations Unies de recommander au Siège une personne au moins par exercice biennal qui serait autorisée à suivre des cours de langues à l'extérieur.

### d) CONCOURS ET EXAMENS

TABLEAU 28J.12. -- ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. -- COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	213,8	156,6	105,4	60,8	322,8	536,6
Postes temporaires	84,4	7,0	(91,4)	-	(84,4)	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	31,8	4,8	-	5,5	10,3	42,1
Consultants	26,6	22,5	15,0	9,5	47,0	73,6
Dépenses communes de personnel	95,3	52,3	4,6	19,3	76,2	171,5
Frais de voyage du personnel	200,4	45,9	-	36,6	82,5	282,9
Imprimerie et reliure	24,6	22,4	12,6	8,9	43,9	68,5
Location de locaux	1,9	-	14,0	2,4	16,4	18,3
Location et entretien du matériel	19,4	0,7	-	3,0	3,7	23,1
<b>Total</b>	<b>699,2</b>	<b>312,2</b>	<b>60,2</b>	<b>146,0</b>	<b>518,4</b>	<b>1 216,6</b>

TABLEAU 28J.12 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 010,4	60,2	-	-	60,2	5,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
Des programmes extra-budgétaires	151,7	151,7
Total a)	151,7	151,7
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	151,7	151,7

Total, coûts directs	1 368,3
----------------------	---------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 368,3)
-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 28J.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : concours et examens

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	2	1	1	2	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	3	4	1	1	4	5
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	4	5	1	1	5	6
Total	5	6	1	1	6	7
TOTAL GENERAL	8	10	2	2 a/	10	12

a/ Ces postes sont financés par des fonds extra-budgétaires versés pour l'appui à des activités de fond.

## d) CONCOURS ET EXAMENS

28J.20 Conformément aux résolutions 33/143 et 35/210 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1978 et du 17 décembre 1980, respectivement, le Service de la formation et des examens organise et fait passer des concours pour la promotion de fonctionnaires d'autres catégories à la catégorie des administrateurs, ainsi que des concours pour le recrutement de fonctionnaires des classes P-1 et P-2 afin de pourvoir des postes soumis à la répartition géographique dans tout le Secrétariat et dans le monde entier. Le Service organise et fait passer également les concours prévus pour le recrutement de fonctionnaires appelés à occuper des postes exigeant des connaissances

linguistiques spéciales dans tout le Secrétariat et dans le monde entier. En outre, le Service fait passer des tests pour recruter des secrétaires et commis et pour nommer des agents à ces postes au Siège. Les agents des services généraux et des catégories apparentées ainsi que toute personne postulant un emploi à l'Organisation peuvent demander à subir ces tests. En 1980, 5 768 candidats ont été convoqués à 15 concours de recrutement de fonctionnaires des services linguistiques, alors qu'il n'y avait eu que 10 concours et 2 512 candidats en 1978. En 1980 également, 6 720 candidats qui postulaient des emplois de la catégorie des services généraux au Siège ont passé des tests à cette fin, alors qu'il y avait eu 5 537 candidats en 1978.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de poste*

28J.21 Il est proposé de reclasser d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe (P-4) à administrateur hors classe (P-5) le poste du fonctionnaire d'administration chargé des concours, étant donné le niveau de responsabilité et l'ampleur des tâches de supervision qu'implique ce poste. Du fait que l'Assemblée générale a décidé, par ses résolutions 33/143 et 35/210, que la promotion aux postes P-1 et P-2 soumis à la répartition géographique et le recrutement de fonctionnaires pour occuper de tels postes se feraient par voie de concours, et du fait que les concours de recrutement de fonctionnaires des services linguistiques sont devenus plus nombreux et plus divers, le niveau de responsabilité et le volume de travail du Service de la formation et des examens ont augmenté considérablement.

*Transformation de certains postes en postes permanents*

28J.22 Etant donné que le volume de travail accru du Service de la formation et des examens ne peut diminuer, il est proposé de transformer en postes permanents un poste temporaire P-3 et un poste temporaire d'agent des services généraux (G-4/1), les titulaires des nouveaux postes permanents devant s'occuper des concours organisés pour la promotion d'agents des services généraux à la catégorie des administrateurs.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28J.23 Les ressources prévues à ce titre (36 600 dollars) doivent permettre de recruter du personnel temporaire pendant les périodes de pointe qui correspondent aux périodes d'examens.

*Consultants*

28J.24 Un accroissement de ressources de 15 000 dollars est prévu à ce titre pour permettre de faire appel à des consultants qui veilleront à ce que le concours organisé pour la promotion d'agents des services généraux à la catégorie des administrateurs ne favorise pas une culture au détriment des autres et à ce que les méthodes appliquées à cette occasion soient comparables à celles des meilleurs établissements d'enseignement nationaux. Des ressources sont également prévues pour permettre de faire appel à des consultants lors des concours organisés à l'extérieur pour recruter des fonctionnaires pour pourvoir des postes soumis à la répartition géographique.

*Frais de voyage du personnel*

28J.25 Le montant réévalué de la base de ressources (246 300 dollars) doit permettre de couvrir les frais de voyage de fonctionnaires du Bureau des services du personnel à l'occasion des concours organisés dans divers centres d'examen, dans le monde entier, pour promouvoir des fonctionnaires et pour en recruter. Il s'agit des concours ci-après : a) concours de recrutement de traducteurs, interprètes, correcteurs d'épreuves et dactylographes de langue chinoise, de dactylographes de conférence de langue française, de correcteurs d'épreuves de langue espagnole, de traducteurs de langue arabe, d'éditeurs de langues anglaise, arabe et française, de traducteurs, interprètes, éditeurs et sténographes-rédacteurs de séance de langue russe et de dactylographes de conférence de langue espagnole; b) concours de recrutement organisés dans des pays qui restent à déterminer pour pourvoir des postes soumis à la répartition géographique; et c) concours pour la promotion d'agents des services généraux à la catégorie des administrateurs.

*Imprimerie et reliure*

28J.26 Les ressources prévues à ce titre accusent une augmentation de 12 600 dollars, montant qui doit permettre de faire imprimer, sans risques de fuites, le texte des épreuves des concours organisés pour la promotion à la catégorie des administrateurs.

*Location de locaux*

28J.27 Le montant prévu à ce titre (15 900 dollars) doit permettre de louer des salles à l'occasion des concours organisés pour la promotion à la catégorie des administrateurs, des concours de recrutement de personnel linguistique au Siège et des concours de recrutement organisés dans diverses régions du monde. On est obligé de louer des locaux pour les examens et concours organisés au Siège, parce que le calendrier des conférences est très chargé et que l'on ne peut donc pas disposer de salles de conférence du Siège pour les examens.

*Location et entretien du matériel*

28J.28 Les ressources prévues à ce titre (20 100 dollars) doivent permettre de louer et d'entretenir du matériel qui est nécessaire pour les divers examens et concours qui ont lieu ailleurs qu'au Siège.

## 2. - GENEVE

TABLEAU 28J.14. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	519,9	8,5	-	32,5	41,0	560,9
Cours de langue	344,2	(2,6)	-	26,0	23,4	367,6
Dépenses communes de personnel	135,7	1,9	-	8,3	10,2	145,9
Programme de formation d'interprètes	72,0	(0,7)	(71,3)	-	(72,0)	-
Formation au titre de l'organisation des carrières	51,4	(0,4)	-	3,9	3,5	54,9
Frais de voyage du personnel	3,6	-	(1,1)	0,3	(0,8)	2,8
Examens	38,5	(0,2)	11,8	3,9	15,5	54,0
Mobilier et matériel	14,1	(0,2)	(9,7)	0,4	(9,5)	4,6
<b>Total</b>	<b>1 179,4</b>	<b>6,3</b>	<b>(70,3)</b>	<b>75,3</b>	<b>11,3</b>	<b>1 190,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 185,7	(70,3)	-	-	(70,3)	(5,9) %

TABLEAU 28J.14 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	132,6	100,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	132,6	100,0
b) Activités de fond	87,4	99,3
Total b)	87,4	99,3
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	220,0	199,3

<b>Total, coûts directs</b>	1 390,0
-----------------------------	---------

**B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS**

(1 390,0)
-----------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	-
---	---

TABLEAU 28J.15. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : formation du personnel (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1 a/</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	2	1	6	5
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1 b/</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>9</b>

a/ Poste financé par le Fonds d'affectation spéciale pour les coordonnateurs de langue française.

b/ Poste financé par les droits d'inscription versés par les organismes et les délégations dont les fonctionnaires et les membres suivent des cours de langues à l'ONU.

## 2. — GENEVE

28J.29 Les attributions et responsabilités de la Section de la formation et des examens (Genève) sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/ Organization, sect. S, p. 9).

28J.30 La Section de la formation et des examens fait partie du Service du personnel (Division de l'administration) [Genève]. En coopération avec le Service de la formation et des examens (New York), cette section est chargée de toutes les activités de formation du personnel à Genève, où environ 3 300 fonctionnaires permanents des Nations Unies sont en poste.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Cours de langues*

28J.31 A la suite de l'adoption d'un examen unique d'aptitudes linguistiques, commun aux organisations sises à Genève et au Siège de l'ONU, l'année scolaire a été réaménagée à Genève en septembre 1979 de façon qu'elle soit conforme à celle de New York. Depuis lors, les cours de langues sont organisés trois fois par an au lieu de deux.

28J.32 Le nombre des classes est passé de 223 en 1979 à 310 en 1980 et le nombre d'heures de cours de 11 000 en 1979 à 15 000 environ en 1980. Sur le total des dépenses



relatives aux cours de langues qui sont organisés conjointement avec des institutions spécialisées, on estime à 45 p. 100 la part des dépenses qui est à la charge de l'ONU. Le montant prévu à ce titre (341 600 dollars) doit permettre de rémunérer les enseignants et les commis, de couvrir le coût de la préparation et de la correction des épreuves et d'acheter les fournitures et le matériel nécessaires.

*Programme de formation d'interprètes*

28J.33 Comme ce programme de formation ne paraît plus nécessaire à l'Office des Nations Unies à Genève, il sera éliminé, ce qui permettra d'économiser 71 300 dollars.

*Formation au titre de l'organisation des carrières*

28J.34 Les ressources prévues à ce titre (51 000 dollars) doivent permettre de former des fonctionnaires à la gestion, à la supervision et à l'administration. Le montant prévu correspond à la part du coût des services des enseignants qui est à la charge de l'ONU.

*Frais de voyage du personnel*

28J.35 Le montant prévu à ce titre (2 500 dollars) doit permettre à un fonctionnaire de se rendre au Siège pour y avoir des consultations sur des questions générales concernant le personnel, y compris la formation.

*Examens*

28J.36 Le montant nécessaire à ce titre (50 100 dollars) doit permettre à la Section de la formation et des examens de s'acquitter de ses responsabilités quant à l'organisation des campagnes de recrutement (recrutement de traducteurs, d'interprètes, d'éditeurs, de correcteurs d'épreuves, de sténographes-rédacteurs de séance, de dactylographes, de sténographes et de secrétaires bilingues) pour le compte du Siège et de l'Office de Genève.

28J.37 Comme le nombre des concours et examens organisés pour le recrutement de personnel linguistique a considérablement augmenté, le montant prévu pour l'exercice biennal 1982-1983 accuse une augmentation de 11 800 dollars.

*Mobilier et matériel*

28J.38 Les dépenses qu'entraîneront l'entretien et le remplacement du matériel actuellement utilisé, ainsi que l'achat de matériel pédagogique audiovisuel (films, cassettes, etc.) pour les cours de langues, sont estimées pour l'exercice biennal à 4 200 dollars, de sorte que le montant prévu accuse une diminution par rapport à l'exercice précédent.

3. — COMMISSIONS REGIONALES

TABLEAU 28J.16. — ANALYSE DES COUTS GLOBAUX  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
635,4	33,3	5,2	16,5	2,6	110,4	17,4	160,1	25,2	795,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
668,6	16,5	-	-	16,5	2,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 795,5

(795,5)

B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

## a) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

## i) Programme de formation de traducteurs

## TABLEAU 28J.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	9,9	0,5	-	1,6	2,1	12,0
Postes temporaires	114,9	11,5	-	22,4	33,9	148,8
Dépenses communes de personnel	57,5	5,7	-	11,3	17,0	74,5
Frais de voyage du personnel	42,9	2,2	-	7,0	9,2	52,1
Annonces dans la presse et campagnes de recrutement	5,2	0,3	-	0,9	1,2	6,4
Fournitures et accessoires	6,5	0,3	-	1,0	1,3	7,8
Mobilier et matériel	3,0	0,2	-	0,5	0,7	3,7
Formation collective	135,0	-	-	21,0	21,0	156,0
<b>Total</b>	<b>374,9</b>	<b>20,7</b>	<b>-</b>	<b>65,7</b>	<b>86,4</b>	<b>461,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
395,6	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	461,3
----------------------	-------

(461,3)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

a) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (suite)

ii) Autres programmes

TABLEAU 28J.18. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	64,6	3,2	-	10,5	13,7	78,3
Consultants	3,1	0,2	-	0,5	0,7	3,8
Fournitures et accessoires	2,6	0,1	-	0,4	0,5	3,1
Mobilier et matériel	8,7	0,4	-	1,4	1,8	10,5
<b>Total</b>	<b>79,0</b>	<b>3,9</b>	<b>-</b>	<b>12,8</b>	<b>16,7</b>	<b>95,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
82,9	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 95,7

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(95,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

## b) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

TABLEAU 28J.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	72,3	3,5	-	11,8	87,6
Consultants	6,9	0,3	-	1,2	8,4
Mobilier et matériel	13,7	0,6	-	2,2	16,5
<b>Total</b>	<b>92,9</b>	<b>4,4</b>	<b>-</b>	<b>15,2</b>	<b>112,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
97,3	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	112,5
----------------------	-------

(112,5)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

c) COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

TABLEAU 28J.20. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	55,0	2,6	11,5	10,6	24,7	79,7
Consultants	9,3	0,4	5,0	2,2	7,6	16,9
<b>Total</b>	<b>64,3</b>	<b>3,0</b>	<b>16,5</b>	<b>12,8</b>	<b>32,3</b>	<b>96,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
67,3	16,5	-	-	16,5	24,5 %

2) Fonds extra-budgétaires

—

Total, coûts directs 96,6

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(96,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis —

## d) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 28J.21. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	18,5	0,9	-	3,0	3,9	22,4
Fournitures et accessoires	1,2	0,1	-	0,2	0,3	1,5
Mobilier et matériel	4,6	0,2	-	0,7	0,9	5,5
<b>Total</b>	<b>24,3</b>	<b>1,2</b>	<b>-</b>	<b>3,9</b>	<b>5,1</b>	<b>29,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
25,5	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

	-
<b>Total, coûts directs</b>	<b>29,4</b>
	(29,4)
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

## 3. - COMMISSIONS REGIONALES

28J.39 Les activités des commissions régionales dans le domaine de la formation et des examens sont supervisées par le Service de la formation et des examens (New York).

28J.40 A la Commission économique pour l'Afrique, des crédits distincts sont prévus pour le programme de formation de traducteurs-rédacteurs de langues anglaise et française, sur lequel des rapports ont été présentés à l'Assemblée générale lors de ses trente-quatrième et trente-cinquième sessions (A/C.5/34/33 et A/C.5/35/29). En attendant que soit présenté à l'Assemblée, lors de sa trente-sixième session, le rapport d'évaluation du programme qu'elle a demandé dans la partie IV de sa résolution 35/217 du 17 décembre 1980, on ne prévoit pour ce programme, qui est conçu pour ouvrir de nouvelles possibilités de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langues anglaise et française, qu'un montant correspondant au total réévalué de la base de ressources. Ce montant permettra de

couvrir, entre autres, le coût de deux postes temporaires (un poste P-4 et un poste P-3).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

28J.41 Après l'accroissement de ressources accordé pour l'exercice biennal 1980-1981 et qui avait pour objet d'offrir aux fonctionnaires des commissions régionales les mêmes possibilités de formation linguistique et de formation professionnelle qu'aux autres fonctionnaires des Nations Unies, l'accroissement de ressources prévu pour 1982-1983 est très modeste.

28J.42 A la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, un accroissement de ressources est demandé pour les cours de langues et pour les services de consultant auxquels on fait appel pour les activités de perfectionnement du personnel, étant donné qu'un plus grand nombre de fonctionnaires demandent à suivre ces divers cours à Bangkok.

**K. – Dépenses diverses**

**TABLEAU 28K.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
6 676,6	(3 392,4)	(50,8)	-	-	488,8	7,3	(2 903,6)	(43,4)	3 773,0

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 284,2	-	-	-	-	- %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

<b>Total, coûts directs</b>	<b>3 773,0</b>
-----------------------------	----------------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

(3 773,0)

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

**TABEAU 28K.2. - ANALYSE DU TOTAL REVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total révalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Autres objets de dépense (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
1. Cotisation de l'Organisation au plan d'assurance-maladie après la cessation de service	2 130,9	-	-	-	-	82,8	82,8	82,8	2 213,7	
2. Indemnisation	503,1	-	-	-	-	19,5	19,5	19,5	522,6	
3. Assurances générales (Siège)	501,9	-	-	-	-	19,3	19,3	19,3	521,2	
4. Frais bancaires	25,7	-	-	-	-	1,0	1,0	1,0	26,7	
5. Ecole internationale des Nations Unies	3 515,0	3 515,0	-	-	-	-	-	(3 515,0)	-	
<b>Total</b>	<b>6 676,6</b>	<b>3 515,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>122,6</b>	<b>122,6</b>	<b>(3 392,4)</b>	<b>3 284,2</b>	



**TABEAU 28K.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale	%		
1. Cotisations de l'Organisation au plan d'assurance-maladie après la cessation de service	2 130,9	82,8	-	329,5	412,3	19,3	2 543,2	-
2. Indemnisation	503,1	19,5	-	77,7	97,2	19,3	600,3	-
3. Assurances générales (Siège)	501,9	19,3	-	77,6	96,9	19,3	598,8	-
4. Frais bancaires	25,7	1,0	-	4,0	5,0	19,4	30,7	-
5. Ecole internationale des Nations Unies	3 515,0	(3 515,0)	-	-	(3 515,0)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6 676,6</b>	<b>(3 392,4)</b>	<b>-</b>	<b>488,8</b>	<b>(2 903,6)</b>	<b>(43,4)</b>	<b>3 773,0</b>	<b>-</b>

### K. — Dépenses diverses

#### *Cotisations de l'Organisation au plan d'assurance maladie après la cessation de service*

28K.1 Le crédit demandé à cette rubrique (2 213 700 dollars aux taux révisés de 1981) doit permettre de faire bénéficier les fonctionnaires retraités et les personnes à leur charge de l'assurance maladie. A sa vingt et unième session, l'Assemblée générale a approuvé la proposition d'étendre le bénéfice de l'assurance maladie aux fonctionnaires retraités et aux personnes à leur charge. Sont habilités à bénéficier du plan d'assurance maladie après la cessation de service les fonctionnaires retraités, ou les personnes à leur charge qui leur survivent, qui reçoivent une prestation périodique de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et qui ont été affiliés à l'un des plans d'assurance maladie de l'Organisation des Nations Unies pendant dix ans au minimum. Sont également assurés après la cessation de service (la période d'affiliation exigée étant plus courte) les fonctionnaires qui quittent l'Organisation parce qu'ils sont frappés d'invalidité. Les cotisations des fonctionnaires retraités ou des personnes à leur charge qui leur survivent sont calculées sur la base du barème applicable aux fonctionnaires en poste, selon lequel le coût total du plan d'assurance maladie est partagé également entre l'Organisation et les bénéficiaires.

#### *Indemnisation*

28K.2 Le montant prévu à la présente rubrique (522 600 dollars aux taux révisés de 1981), qui n'implique aucune croissance, doit permettre de verser une indemnité aux fonctionnaires, membres de commissions et observateurs militaires en cas de maladie, d'accident ou de décès survenus dans l'exercice de fonctions officielles. Les frais d'indemnisation comprennent les pensions annuelles à verser aux survivants, les prestations mensuelles en cas de maladie ou de blessure entraînant une invalidité, des

indemnités forfaitaires en cas d'invalidité permanente, ainsi que les frais médicaux, frais d'hospitalisation et frais connexes. Le montant prévu doit également permettre de verser une indemnité en cas de perte ou de détérioration d'effets personnels directement attribuables à l'exercice de fonctions officielles.

#### *Assurances générales (Siège)*

28K.3 Le crédit demandé à ce titre (521 200 dollars aux taux révisés de 1981) doit permettre de couvrir le coût de l'assurance contre l'incendie, de l'assurance relative aux voyages par avion, aux véhicules du Siège, de l'assurance responsabilité et de diverses autres assurances. Pour la plupart des régimes d'assurance, les taux de prime dépendent de la fréquence des déclarations de dommage. On compte que, au moment du renouvellement de la police d'assurance contre l'incendie, la valeur assurée des bâtiments du Siège et des contrats sera relevée, compte tenu en particulier du fait que les travaux en cours d'agrandissement des bâtiments seront achevés en 1981 et les locaux prêts à être occupés. Cette augmentation, toutefois, pourrait être en partie compensée par des réductions du taux de prime par unité de valeur assurée. Le renouvellement de la police d'assurance automobile du Siège en 1981 a été assorti d'une légère réduction des primes. Comme on compte que les dépenses pour 1980-1981 resteront dans les limites du crédit ouvert pour l'exercice en cours, il n'est pas proposé d'accroissement des ressources à cette rubrique.

#### *Frais bancaires*

28K.4 Le montant demandé à la présente rubrique doit permettre de couvrir les frais (correspondance par avion, télégrammes, commissions) que les diverses banques font payer à l'Organisation à l'occasion des envois de fonds et des virements qu'elles effectuent pour son compte. Un montant de 26 700 dollars (aux taux révisés de 1981) est demandé à cette fin, alors que le montant approuvé pour l'exercice biennal 1980-1981 était de 25 700 dollars.

**L. – Activités administratives financées en commun**

**TABLEAU 28L.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 784,8	677,7	7,7	23,0	0,2	868,4	9,8	1 569,1	17,8	10 353,9

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 462,5	23,0	-	-	23,0	0,2 %

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

Total, coûts directs	10 353,9
----------------------	----------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

(10 353,9)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

**TABEAU 28L.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépenses (6)	Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
Activités administratives financées en commun :										
1. Commission de la fonction publique internationale	4 204,6	-	202,6	53,2	219,5	137,7	-	613,0	4 817,6	
2. Corps commun d'inspection	4 275,1	-	-	-	71,0	(3,9)	-	67,1	4 342,2	
3. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'Organisation des Nations Unies)	305,1	-	-	-	-	(2,4)	-	(2,4)	302,7	
<b>Total</b>	<b>8 784,8</b>	<b>-</b>	<b>202,6</b>	<b>53,2</b>	<b>290,5</b>	<b>131,4</b>	<b>-</b>	<b>677,7</b>	<b>9 462,5</b>	

**TABEAU 28L.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale Dollars %		
Activités administratives financées en commun							
1. Commission de la fonction publique internationale	4 204,6	613,0	-	580,4	1 193,4	28,3	-
2. Corps commun d'inspection	4 275,1	67,1	-	263,1	330,2	7,7	-
3. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'Organisation des Nations Unies)	305,1	(2,4)	23,0	24,9	45,5	14,9	7,5
Total	8 784,8	677,7	23,0	868,4	1 569,1	17,8	0,2

## 1. — COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

TABLEAU 28L.4. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses		Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources ex. taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Commission</b>						
Personnel temporaire pour les réunions	165,4	6,5	-	25,6	32,1	197,5
Frais de voyage des représentants	257,5	10,0	-	39,8	49,8	307,3
Imprimerie	9,9	0,4	-	1,6	2,0	11,9
Honoraires	246,0	32,0	-	-	32,0	278,0
<b>Secrétariat</b>						
Traitements :						
Postes permanents	2 054,1	222,9	-	270,5	493,4	2 547,5
Postes temporaires	35,3	97,9	-	16,5	111,4	149,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	19,5	0,8	-	3,0	3,8	23,3
Consultants	224,7	8,8	-	34,7	43,5	268,2
Heures supplémentaires	2,4	0,1	-	0,3	0,4	2,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	647,1	101,3	-	90,5	191,8	838,9
Frais de voyage du personnel	79,5	3,0	-	12,2	15,2	94,7
Travaux contractuels de traitement des données	12,1	0,5	-	1,9	2,4	14,5
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	350,0	112,0	-	66,3	178,3	528,3
Autres frais généraux de fonctionnement	52,2	7,3	-	8,9	16,2	68,4
Fournitures et accessoires	27,3	1,0	-	4,2	5,2	32,5
Mobilier et matériel	20,4	8,5	-	4,4	12,9	33,3
<b>Total</b>	<b>4 204,6</b>	<b>613,0</b>	<b>-</b>	<b>580,4</b>	<b>1 193,4</b>	<b>5 398,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant affecté	(3) Moins : dépenses non remboursables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 617,6	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs 5 398,0

(5 398,0)

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28L.5. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Commission de la fonction publique internationale

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	10	10	-	-	10	10
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	19	19	-	-	19	19
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	21	21	-	-	21	21
Total	24	24	-	-	24	24
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>43</b>	<b>43</b>

## L. – Activités administratives financées en commun

## 1. – COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

28L.1 Le paragraphe 2 de l'article 21 du statut de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), qui a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974, prévoit que "le budget de la Commission est inclus dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Le projet de budget est établi par le Secrétaire général après consultation avec le

Comité administratif de coordination, sur la base des propositions de la Commission".

28L.2 Lorsque les présentes prévisions ont été établies, la Commission n'avait pas encore formulé ses propositions pour l'exercice biennal 1982-1983. En conséquence, on a prévu au projet de budget, à titre provisoire, un montant de 5 398 000 dollars, afin de continuer à disposer de crédits équivalents aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 1980-1981. Le Secrétaire général présentera des montants estimatifs révisés à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

## 2. - CORPS COMMUN D'INSPECTION

TABLEAU 28L.6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
<b>Inspecteurs</b>						
Traitements	1 549,9	34,1	-	90,2	124,3	1 674,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	13,2	-	-	-	-	13,2
Autres dépenses communes de personnel	404,2	7,2	-	24,7	31,9	436,1
Frais de voyage des inspecteurs	321,9	(2,4)	(29,0)	22,2	(9,2)	312,7
<b>Secrétariat</b>						
Traitements :						
Postes permanents	1 421,9	23,1	33,2	89,8	146,1	1 568,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	27,1	(0,2)	-	2,1	1,9	29,0
Consultants	51,9	(0,4)	10,5	4,7	14,8	66,7
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	369,2	6,6	9,0	22,6	38,2	407,4
Frais de voyage du personnel	71,7	(0,6)	(6,0)	4,9	(1,7)	70,0
Frais généraux de fonctionnement	42,9	(0,3)	(22,7)	1,5	(21,5)	21,4
Fournitures et accessoires	-	-	2,8	0,2	3,0	3,0
Mobilier et matériel	-	-	2,2	0,2	2,4	2,4
<b>Total</b>	<b>4 275,1</b>	<b>61,1</b>	<b>-</b>	<b>263,1</b>	<b>330,0</b>	<b>4 605,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 342,2	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 4 605,3

(4 605,3)

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -



TABLEAU 28L.7. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Corps commun d'inspection

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	1	-	-	2	1
Total	8	8	-	-	8	8
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	10	10	-	-	10	10
Total	11	11	-	-	11	11
<b>TOTAL GENERAL</b>	19	19	-	-	19	19

## 2. — CORPS COMMUN D'INSPECTION

28L.3 Le Corps commun d'inspection, qui avait été créé en 1968 à titre expérimental, a été institué, à compter du 1er janvier 1978, en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale et des organes délibérants des autres organisations participantes conformément à son statut, tel qu'il est reproduit dans l'annexe à la résolution 31/192 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1976.

28L.4 L'article 20 du statut dispose que le budget du Corps commun est inclus dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, le projet de budget étant établi par le Secrétaire général, après consultation avec le Comité administratif de la coordination, sur la base des propositions faites par le Corps commun. Les dépenses sont réparties entre les organisations participantes, c'est-à-dire l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et autres organisations internationales du système des Nations Unies qui acceptent le statut du Corps commun.

28L.5 Le statut adopté par l'Assemblée générale contient des dispositions régissant la composition du Corps commun d'inspection et la nomination des inspecteurs, les fonctions, pouvoirs et responsabilités du Corps commun, les modalités de son fonctionnement, les conditions d'emploi des inspecteurs, ainsi que des dispositions administratives, budgétaires et financières.

28L.6 Le programme de travail du Corps commun pour l'exercice biennal 1982-1983 comprend deux sous-programmes : l'inspection et l'évaluation. Ces sous-programmes sont étroitement liés et les travaux des inspecteurs comme ceux du personnel du secrétariat porteront souvent sur les deux. En conséquence, si l'on s'est efforcé d'indiquer la répartition théorique des ressources entre ces deux sous-programmes, il faudra peut-être modifier quelque peu cette répartition pour exécuter le programme de travail. Etant donné qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article 9 du statut les domaines susceptibles de faire l'objet d'une inspection sont déterminés au début de chaque année par le Corps commun selon sa propre appréciation des priorités, ou comme suite aux demandes émanant des organes compétents des organisations participantes ou comme suite aux suggestions faites par les chefs de secrétariat des organisations ou par les organes chargés de certaines fonctions dans le système des Nations Unies, il n'est pas possible de donner par avance des précisions sur les éléments de programme ou sur les divers projets.

### *Sous-programme 1. Inspection*

28L.7 Les principaux objectifs de ce sous-programme sont ceux qui sont énoncés à l'article 5 du statut. Environ 60 p. 100 des ressources totales du programme (2 763 180 dollars) sont théoriquement affectées à ce sous-programme.

### *Éléments de programme*

28L.8 Les éléments de programme correspondants seront les suivants :

a) Apporter un point de vue indépendant par le moyen d'inspections visant à améliorer la gestion et les méthodes des organisations participantes du système des Nations Unies et à assurer une plus grande coordination entre les organisations;

b) S'assurer que certaines activités entreprises par les organisations participantes sont exécutées de la façon la plus économique et qu'il est fait le meilleur usage possible des ressources disponibles pour mener à bien ces activités;

c) Proposer les réformes ou faire les recommandations que les inspecteurs jugent nécessaires aux organes compétents des organisations participantes.

### *Produits*

28L.9 Les produits consisteront en études du Corps commun d'inspection sur des activités des organisations participantes (d'une ou plusieurs organisations ou de l'ensemble du système), les conclusions et recommandations connexes au sujet des réformes proposées étant soumises sous forme de rapports officiels aux organes directeurs ou aux organes délibérants, par l'intermédiaire des chefs de secrétariat, ou dans des notes adressées aux chefs de secrétariat.

### *Sous-programme 2. Évaluation*

28L.10 Les objectifs de ce sous-programme sont fondés sur les dispositions du paragraphe 4 de l'article 5 du statut et consisteront à encourager le renforcement par les organisations participantes des systèmes d'évaluation intérieure, reposant sur des directives et principes communs, afin de faciliter l'examen par les organes intergouvernementaux de la planification et de l'exécution des programmes, ainsi que la mise au point de normes et de méthodes pour l'évaluation extérieure. Environ 40 p. 100 des ressources totales du programme (1 842 120 dollars) sont théoriquement affectées à ce sous-programme.

### *Éléments de programme*

28L.11 Les éléments de programme correspondants seront les suivants :

a) Aider les organes intergouvernementaux à s'acquitter de leurs responsabilités quant à l'évaluation extérieure des programmes et d'activités;

b) Conseiller les organisations participantes au sujet de leurs méthodes d'évaluation intérieure et évaluer périodiquement ces méthodes;

c) Procéder à des évaluations *ad hoc* d'activités.

### *Produits*

28L.12 On compte que le Corps commun pourra satisfaire les demandes des organes intergouvernementaux, en particulier du Comité du programme et de la coordination (CPC), qui l'inviteront à les aider à s'acquitter de leurs responsabilités quant à l'évaluation extérieure des programmes et activités.

28L.13 On prévoit également que le Corps commun donnera des conseils et prêtera son concours aux organisations participantes dotées de mécanismes d'évaluation intérieure plus ou moins développés.

28L.14 Une autre série de produits prendra la forme d'évaluations *ad hoc* : le Corps commun prévoit d'en effectuer six, dont deux dans le domaine de la coopération technique, deux dans celui des programmes de fond et deux dans celui de l'administration. Certaines de ces évaluations auront pour objet d'aider l'Assemblée générale à évaluer l'effet que la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies a sur le Secrétariat.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Inspecteurs*

*Frais de voyage*

28L.15 Les ressources nécessaires à ce titre (290 500 dollars) correspondent au coût des enquêtes sur place que les inspecteurs effectuent ailleurs qu'à Genève conformément à l'article 6 du statut du Corps commun, et permettraient d'allouer environ 14 000 dollars par an à chaque inspecteur pour chaque enquête ou inspection faite au siège des organisations participantes, dans leurs bureaux régionaux ou sur les lieux d'exécution de projets hors siège. Une diminution de 29 000 dollars est prévue, compte tenu des dépenses effectives des trois dernières années.

*Secrétariat*

*Reclassement de postes*

28L.16 Etant donné les normes de classement et les difficultés de recrutement, il est nécessaire de modifier le classement des postes d'attaché de recherche au secrétariat du Corps commun. En conséquence, il est proposé de reclasser un poste P-4 à P-5 et un poste P-2 à P-3.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28L.17 Un montant de 26 900 dollars est prévu pour couvrir le coût de douze mois de travail de commis ou secrétaire (personnel temporaire) afin de faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe.

*Consultants*

28L.18 Les ressources nécessaires à ce titre (62 000 dollars) accusent une augmentation de 10 500 dollars qui doit permettre au Corps commun d'obtenir de l'extérieur des avis impartiaux sur la valeur technique des conclusions et des recommandations ainsi que des observations sur les

projets de rapport. Les ressources prévues permettraient de couvrir le coût d'environ douze mois de services de consultant pendant l'exercice biennal 1982-1983.

*Frais de voyage du personnel*

28L.19 Les ressources nécessaires à ce titre (65 100 dollars) permettraient aux attachés de recherche d'aider les inspecteurs à recueillir des données sur place au siège des organisations ou sur les lieux d'exécution de projets hors siège, ce qui aurait pour effet d'accroître la productivité des inspecteurs sans que les crédits prévus pour leurs propres frais de voyage soient augmentés. Une diminution de 6 000 dollars est prévue, compte tenu des dépenses effectives des trois dernières années et du fait que certains voyages seront combinés avec le congé dans les foyers.

*Frais généraux de fonctionnement*

28L.20 Les ressources nécessaires à ce titre (19 900 dollars) accusent une diminution totale de 22 700 dollars correspondant a) à une réduction nette de 17 600 dollars, due au fait que des machines de traitement des mots ont été achetées au lieu d'être louées, comme prévu, en 1980 et b) au fait que des montants de 2 800 dollars et de 2 300 dollars sont désormais prévus, respectivement, aux rubriques "Fournitures et accessoires" et "Mobiliers et matériel" pour refléter plus précisément la nature de ces dépenses.

*Fournitures et accessoires*

28L.21 Les ressources nécessaires à ce titre (2 800 dollars) permettront d'acheter des fournitures pour les machines de traitement des mots, ainsi que des livres et des périodiques.

*Mobilier et matériel*

28L.22 Les ressources nécessaires à ce titre (2 300 dollars) permettront d'acheter du matériel de classement spécial pour les documents.

**3. — SECRETARIAT DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES  
(PARTICIPATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES)**

**TABLEAU 28L.8. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. — COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
305,1	(2,4)	(0,7)	23,0	7,5	24,9	8,1	45,5	14,9	350,6

TABLEAU 28L.8. (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
302,7	23,0	-	-	23,0	7,5 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	350,6
----------------------	-------

(350,6)

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

## 3. — SECRETARIAT DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES (PARTICIPATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES)

## Programme de travail

28L.23 Le programme de travail du secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) correspond aux tâches dont le Comité doit s'acquitter, en tant qu'organe subsidiaire du Comité administratif de coordination (CAC), pour assurer une coordination efficace entre les organisations du système des Nations Unies en ce qui concerne les questions financières et budgétaires, les questions relatives au personnel et les questions générales d'administration. Le programme répond à la nécessité d'améliorer l'efficacité du système et la connaissance qu'on en a en ce qui concerne l'utilisation des ressources qui lui sont fournies par les Etats Membres, en harmonisant et en améliorant les pratiques administratives des organisations et en rassemblant les informations nécessaires pour permettre un examen de l'utilisation des ressources à l'échelle du système.

28L.24 Pendant l'exercice biennal 1982-1983, le secrétariat continuera à fournir des services au Comité consultatif pour les questions administratives pour lui permettre de s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées par le Comité administratif de coordination. Le secrétariat accordera une importance particulière à l'exécution des tâches découlant de l'application des décisions prises par les organes intergouvernementaux centraux qui s'occupent de la coordination à l'échelle du système (Assemblée générale, Conseil économique et social et Comité du programme et de la coordination), ainsi que des demandes des organes subsidiaires chargés des enquêtes, de l'examen, de la réglementation et du contrôle en matière d'administration. Le Comité s'occupera également de questions intéressant l'ensemble du système qui lui seront soumises par certaines organisations.

28L.25 En ce qui concerne la politique relative au personnel, le CCQA répondra aux besoins de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) en formulant collectivement une position commune, au nom des chefs de secrétariat des organisations participantes, sur les diverses questions examinées par la Commission. Il s'agira notamment de questions concernant l'application du principe Noblemaire à la rémunération des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, l'examen du système des ajustements (indemnités de poste ou déductions), les méthodes applicables pour déterminer la rémunération des fonctionnaires recrutés sur le plan local, les normes de classement des emplois et d'autres questions qui concernent la politique relative au personnel.

28L.26 Les principales tâches en ce qui concerne les questions financières et budgétaires porteront sur les décisions de l'Assemblée générale et d'autres organes centraux qui appellent un examen collectif des questions et l'adoption de mesures concertées. Parmi les principaux sujets que le Comité consultatif devra examiner figurent les techniques de budgétisation par programmes, l'établissement et la présentation des renseignements d'ordre financier selon des normes communes, les pratiques concernant les fonds extra-budgétaires, l'harmonisation des règlements financiers et l'amélioration des contrôles financiers et des systèmes administratifs.

28L.27 Le secrétariat aidera le CCQA en réunissant et en analysant les données de base, en formulant des propositions de politique générale et en préparant des documents directifs. En outre, il fournira des services consultatifs et d'information aux diverses organisations et aux représentants du personnel sur les questions concernant le régime commun, établira des rapports sur les dépenses des organismes des Nations Unies qui seront soumis aux organes centraux, compilera des statistiques relatives au personnel à l'échelle du système, participera aux négociations périodiques avec les représentants du personnel temporaire engagé pour des conférences et coordonnera les activités

concernant l'application des accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique au sujet des arrangements relatifs au personnel, aux questions budgétaires, financières et autres questions administratives.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Traitements et dépenses communes de personnel*

28L.28 Comme en 1980-1981, le tableau d'effectifs pour 1982-1983 comprend le poste du secrétaire du Comité (D-2), deux postes de secrétaire adjoint (P-5) et trois postes d'agent des services généraux (un agent de 1re classe et deux agents d'autres classes). A sa cinquante-troisième session consacrée aux questions financières et budgétaires, en septembre 1980, le CCQA a réexaminé les ressources en personnel et a décidé que, compte tenu des informations qu'il avait sur le volume de travail, son secrétariat pourrait s'acquitter de ses tâches avec l'effectif dont il disposait, en faisant appel, si besoin était, à du personnel temporaire ou à des consultants.

*Consultants*

28L.29 Les ressources nécessaires à ce titre (17 600 dollars), qui accusent une augmentation de 500 dollars, doivent permettre de couvrir le coût (rémunération et frais de voyage) des services d'un consultant de haut niveau engagé pour une période de six semaines pour aider à rédiger un règlement financier type. En outre, il est également proposé d'utiliser des services de consultant pendant six semaines en tout, pour aider à mettre au point des données et des propositions concernant des problèmes de rémunération.

*Frais de voyage du personnel*

28L.30 Les ressources nécessaires à ce titre (41 000 dollars), qui accusent une diminution de 2 800 dollars, doivent permettre à du personnel du secrétariat de se rendre aux sessions du CCQA et aux réunions de ses organes subsidiaires qui sont tenues ailleurs qu'à Genève ainsi qu'aux réunions ci-après, où le secrétariat du CCQA doit être représenté :

a) Frais de voyage correspondant aux sessions du CCQA sur les questions relatives au personnel et les questions générales d'administration, deux de ces sessions se tenant

chaque année en même temps que les sessions de la Commission de la fonction publique internationale à New York ou au siège d'une autre organisation (mais en principe pas à Genève en 1982 et en 1983), ce qui signifie deux sessions à New York et deux sessions dans des villes européennes autres que Genève; et frais de voyage correspondant aux deux sessions consacrées aux questions financières et budgétaires, dont l'une se tiendra à New York et l'autre au siège d'une organisation située dans une ville européenne autre que Genève (25 500 dollars);

b) Frais de voyage correspondant aux réunions des sous-comités et des groupes de travail du CCQA qui sont organisées, dans la mesure du possible, à Genève, mais qu'il est plus commode, dans certains cas, de tenir à New York ou au siège d'une des autres organisations participantes; des ressources sont prévues pour cinq réunions de cet ordre (11 000 dollars);

c) Frais de voyage du Secrétaire du Comité lorsqu'il se rend aux sessions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (5 000 dollars).

*Services contractuels*

28L.31 Les ressources nécessaires à ce titre (53 500 dollars) doivent permettre de faire traiter par le Centre international de calcul les statistiques du CCQA relatives au personnel et les données du manuel relatif aux lieux d'affectation.

*Frais généraux de fonctionnement*

28L.32 Les ressources nécessaires à ce titre (12 300 dollars) doivent permettre principalement de couvrir les dépenses relatives aux communications qui sont imputables au secrétariat du CCQA.

*Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses relatives au secrétariat du CCQA*

28L.33 Le montant estimatif de la part des dépenses relatives au secrétariat du CCQA qui est à la charge de l'Organisation des Nations Unies est de 350 600 dollars, ce qui représente approximativement 39 p. 100 du montant total des dépenses prévues (901 300 dollars). La part des dépenses qui est à la charge de l'Organisation des Nations Unies a été augmentée de 2 p. 100 par rapport à l'exercice biennal en cours, ce qui entraîne un accroissement de ressources de 23 000 dollars.

**TABLEAU 28L.9. - MONTANT TOTAL DES CREDITS DEMANDES POUR LE SECRETARIAT  
DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES POUR 1982-1983**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. - COUTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	563,6	11,6	-	33,9	45,5	609,1
Consultants	16,5	(0,4)	0,5	1,2	1,3	17,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	146,2	3,6	-	8,5	12,1	158,3
Frais de voyage du personnel	44,0	(0,2)	(2,8)	3,1	0,1	44,1
Services contractuels	53,8	(0,3)	-	4,1	3,8	57,6
Frais généraux de fonctionnement	12,5	(0,2)	-	0,9	0,7	13,2
<b>Total</b>	<b>837,8</b>	<b>14,1</b>	<b>(2,3)</b>	<b>51,7</b>	<b>63,5</b>	<b>901,3</b>

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

**Total, coûts directs**

-

**B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS**

**Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis**

## M. – Services administratifs (Vienne)

TABLEAU 28M.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
34 932,7	2 524,3	7,2	-	-	3 732,3	10,6	6 256,6	17,9	41 189,3 <sup>a/</sup>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
37 457,0	-	-	85,8	85,8	0,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

41 189,3

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(41 189,3)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

a/ On prévoit des remboursements d'un montant total de 15 076 600 dollars au titre des services communs, des cours de langues, du service des bâtiments et du service de la sécurité et de la sûreté qui sont assurés par l'Organisation des Nations Unies mais dont le coût est réparti entre les organisations qui utilisent lesdits services. Le montant total susmentionné se décompose comme suit : 2 416 600 dollars remboursés par l'UNRWA, 12 336 400 dollars remboursés par l'AIEA et 323 600 dollars par d'autres organisations. Les recettes correspondantes sont inscrites au chapitre 2 des recettes.

TABLEAU 28M.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)					
1. Services fournis par l'ONU											
a) Office des Nations Unies à Vienne	563,7	-	387,2	(219,4)	7,9	0,2		-	175,9	739,6	
b) Service de la sécurité et de la sûreté	3 219,7	-	859,0	(242,2)	40,8	9,1		-	666,7	3 886,4	
2. Services fournis par l'ONUDI											
a) Finances et personnel	1 008,3	-	310,6	(261,9)	7,2	9,6		-	65,5	1 073,8	
b) Service des bâtiments	3 934,9	-	168,1	125,4	37,0	8,2		-	338,7	4 273,6	
c) Autres services généraux	1 055,0	-	578,6	(401,2)	13,2	9,0		-	199,6	1 254,6	
d) Services communs	25 151,1	-	-	1 077,9	-	-		-	1 077,9	26 229,0	
Total	34 932,7	-	2 303,5	78,6	106,1	36,1	-	-	2 524,3	37 457,0	



TABLEAU 28M.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983	Augmentation totale		
		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Dollars				
1. Services fournis par l'ONU	563,7	175,9	(1,2)	62,8	237,5	42,1	(0,1)
a) Office des Nations Unies à Vienne	3 219,7	666,7	10,0	464,4	1 141,1	35,4	0,2
b) Service de la sécurité et de la sûreté	1 008,3	65,5	(10,9)	85,8	140,4	13,9	(1,0)
2. Services fournis par l'ONU	3 934,9	338,7	(155,7)	439,8	622,8	15,8	(3,6)
a) Finances et personnel	1 055,0	199,6	131,6	134,1	465,3	44,1	17,3
b) Service des bâtiments	25,151,1	1 077,9	26,2	2 545,4	3 649,5	14,5	-
c) Autres services généraux							
d) Services communs							
<b>Total</b>	<b>34 932,7</b>	<b>2 524,3</b>	<b>-</b>	<b>3 732,3</b>	<b>6 256,6</b>	<b>17,9</b>	<b>0,2</b>

TABLEAU 28M.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Océans ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réels
		Réaffectation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Traitements	5 344,9	1 824,7	540,2	815,9	3 180,8	8,4	
Postes permanents							
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	1 802,1	(928,9)	(551,0)	31,3	(1 448,6)	(63,1)	
Consultants	178,5	2,2	(180,7)	-	(178,5)	-	
Heures supplémentaires	471,1	(66,7)	-	39,3	(27,4)	-	
Dépenses communes de personnel :							
Indemnités de représentation	0,6	0,6	-	-	0,6	-	
Autres dépenses communes de personnel	1 637,5	584,3	167,4	264,2	1 015,9	8,4	
Cours de langues	102,2	23,1	-	12,1	35,2	-	
Frais de voyage du personnel	13,6	0,2	(4,6)	0,9	(3,5)	(33,3)	
Frais généraux de fonctionnement :							
Location et entretien des locaux	7 098,9	684,9	(500,2)	706,2	890,9	(6,4)	
Services de nettoyage	2 303,6	(241,6)	498,8	248,2	505,4	24,1	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	8 601,9	431,7	(205,2)	855,8	1 082,3	(2,2)	
Location et entretien du matériel	1 330,6	313,0	85,9	167,8	566,7	5,2	
Communications	3 546,4	(318,8)	295,5	341,6	318,3	9,1	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,6	-	-	-	-	0,6	
Services divers	173,7	3,1	21,0	19,1	43,2	11,8	
Fournitures et accessoires	1 208,0	(13,2)	177,7	133,0	297,5	14,8	
Mobilier et matériel	888,6	218,8	(347,9)	73,7	(55,4)	(31,4)	
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	229,9	6,9	2,1	23,2	33,2	1,3	
Total	34 932,7	2 524,3	-	3 732,3	6 256,6	0,2	

TABLEAU 28M.5. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs (Vienne)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	2	-	-	1	2
Total	13	14	-	-	13	14
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	50	55	-	-	50	55
Total	52	57	-	-	52	57
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	155	169	-	-	155	169
Total	155	169	-	-	155	169
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>220</b>	<b>240</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>220</b>	<b>240</b>

## 1. - SERVICES FOURNIS PAR L'ONU

## a) OFFICE DES NATIONS UNIES A VIENNE

TABLEAU 28M.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	251,7	300,7	-	46,8	347,5	599,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	219,4	(219,4)	-	-	(219,4)	-
Dépenses communes de personnel : Indemnités de représentation	0,6	0,6	-	-	0,6	1,2
Autres dépenses communes de personnel	77,2	93,8	-	14,7	108,5	185,7
Frais de voyage du personnel	13,6	0,2	(4,6)	0,9	(3,5)	10,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,6	-	-	-	-	0,6
Fournitures et accessoires	0,6	-	(0,6)	-	(0,6)	-
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	-	-	4,0	0,4	4,4	4,4
<b>Total</b>	<b>563,7</b>	<b>175,9</b>	<b>(1,2)</b>	<b>62,8</b>	<b>237,5</b>	<b>801,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
739,6	(1,2)	-	-	(1,2)	(0,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	801,2
----------------------	-------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(801,2)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 28M.7. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Office des Nations Unies à Vienne

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	4	4	-	-	4	4
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	2	2	-	-	2	2
Total	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	7	7	-	-	7	7

## M. — Services administratifs (Vienne)

## 1. — SERVICES FOURNIS PAR L'ONU

## a) OFFICE DES NATIONS UNIES A VIENNE

28M.1 Les attributions de l'Office des Nations Unies à Vienne sont exposées dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/175 et ont été décrites de façon plus détaillée dans les paragraphes 11, 12, 27 et 28 du rapport du Secrétaire général sur les locaux du Centre international de Vienne (A/C.5/35/81).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

28M.2 Les ressources prévues à ce titre (9 200 dollars) doivent permettre de couvrir le coût de deux voyages par an à New York afin d'assurer la liaison avec le Siège.

*Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes*

28M.3 Les ressources prévues à ce titre (4 000 dollars) doivent permettre de faire imprimer les circulaires administratives et les instructions officielles.

b) SERVICE DE LA SECURITE  
ET DE LA SURETE

28M.4 Le Service de la sécurité et de la sûreté est organisé et administré par l'Office des Nations Unies à Vienne. Les dépenses du Service sont réparties entre l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Les recettes correspondantes sont inscrites au chapitre 2 des recettes.

## b) SERVICE DE LA SECURITE ET DE LA SURETE

TABLEAU 28M.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	2 028,0	691,2	-	326,4	1 017,6	3 045,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	302,2	(164,2)	-	13,4	(150,8)	151,4
Heures supplémentaires	254,3	(68,9)	-	18,0	(50,9)	203,4
Dépenses communes de personnel	635,2	208,6	-	105,7	314,3	949,5
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	-	-	10,0	0,9	10,9	10,9
<b>Total</b>	<b>3 219,7</b>	<b>666,7</b>	<b>10,0</b>	<b>464,4</b>	<b>1 141,1</b>	<b>4 360,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 886,4	10,0	-	-	10,0	0,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 4 360,8

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(4 360,8)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28M.9. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Service de la sécurité et de la sûreté

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	2	2	-	-	2	2
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	7	7	-	-	7	7
Total	7	7	-	-	7	7
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	87	87	-	-	87	87
Total	87	87	-	-	87	87
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>96</b>	<b>96</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>96</b>	<b>96</b>

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28M.5 Les ressources prévues à ce titre (138 000 dollars) équivalent au coût de 4 postes de travailleur manuel et doivent permettre de remplacer le personnel en congé annuel ou en congé de maladie de longue durée.

*Heures supplémentaires*

28M.6 Les ressources prévues (185 400 dollars) n'impli-

quent aucun accroissement et doivent permettre de rémunérer les heures supplémentaires que le personnel doit faire périodiquement et d'assurer un service de nuit tout au long de l'année.

*Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes*

28M.7 Les ressources prévues (10 000 dollars) doivent permettre de faire imprimer des circulaires, des formules et divers panneaux.

## 2. — SERVICES FOURNIS PAR L'ONUDI

## a) FINANCES ET PERSONNEL

TABLEAU 28M.10. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	273,7	237,1	-	35,8	272,9	546,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	313,8	(282,4)	-	3,0	(279,4)	34,4
Heures supplémentaires	11,8	0,1	-	1,2	1,3	13,1
Dépenses communes de personnel	76,9	80,7	-	11,8	92,5	169,4
Cours de langues	102,2	23,1	-	12,1	35,2	137,4
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	229,9	6,9	(10,9)	21,9	17,9	247,8
<b>Total</b>	<b>1 008,3</b>	<b>65,5</b>	<b>(10,9)</b>	<b>85,8</b>	<b>140,4</b>	<b>1 148,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 073,8	(10,9)	-	-	(10,9)	(1,0) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 148,7

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 148,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -



TABLEAU 28M.11. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Finances et personnel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	10	10	-	-	10	10
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>12</b>

## 2. – SERVICES FOURNIS PAR L'ONUDI

## a) FINANCES ET PERSONNEL

28M.8 Le Service financier et le Service du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) fournissent, pour les questions courantes, les services administratifs centraux nécessaires aux unités administratives de l'ONU à Vienne.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents*

28M.9 Aucun accroissement n'est demandé à ce titre. L'augmentation du montant de la base de ressources est imputable au fait que les 12 postes inscrits à cette rubrique ont été financés pendant la première année de l'exercice biennal 1980-1981 par des crédits ouverts pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales et ont été transformés en postes permanents par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28M.10 Les ressources prévues à ce titre (31 400 dollars)

doivent permettre de remplacer le personnel en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

*Heures supplémentaires*

28M.11 Les ressources prévues (11 900 dollars) seraient utilisées pendant les périodes de pointe pour permettre de respecter les délais fixés pour les services essentiels.

*Cours de langues*

28M.12 Le montant prévu (125 300 dollars) doit permettre de couvrir le coût des fournitures et accessoires nécessaires pour le programme de cours de langues, ainsi que les dépenses administratives qu'il entraîne. Environ 78 p. 100 de ces dépenses seront remboursées par les autres organisations, les sommes ainsi remboursées étant inscrites au chapitre 2 des recettes.

*Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes*

28M.13 Les ressources prévues à ce titre (225 900 dollars) correspondent à la participation des unités administratives de l'ONU aux frais entraînés par le Service médical commun, le Service d'informatique commun et le Service commun de logement, qui sont assurés par l'AIEA.

## b) SERVICE DES BATIMENTS

TABLEAU 28M.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En millions de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	2 331,8	144,8	439,6	310,4	894,8	3 226,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	542,5	129,7	(551,0)	11,8	(409,5)	133,0
Consultants	178,5	2,2	(180,7)	-	(178,5)	-
Heures supplémentaires	174,8	1,7	-	17,1	18,8	193,6
Dépenses communes de personnel	707,3	60,3	136,4	100,5	297,2	1 004,5
<b>Total</b>	<b>3 934,9</b>	<b>338,7</b>	<b>(155,7)</b>	<b>439,8</b>	<b>622,8</b>	<b>4 557,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 273,6	(155,7)	-	-	(155,7)	(3,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs 4 557,7

(4 557,7)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28M.13. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Programme : Service des bâtiments

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	4	4	-	-	4	4
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	20	22	-	-	20	22
Total	20	22	-	-	20	22
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	54	68	-	-	54	68
Total	54	68	-	-	54	68
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>78</b>	<b>94</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>78</b>	<b>94</b>

## b) SERVICE DES BATIMENTS

28M.14 Le Service des bâtiments est un service commun assuré par l'ONUDI aux termes du Mémoire d'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDI et l'AIEA en ce qui concerne le fonctionnement du Centre international de Vienne. Les dépenses du Service sont réparties entre les organisations et les montants remboursés à ce titre sont inscrits au chapitre 2 des recettes.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transformation en postes permanents de postes précédemment financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire*

28M.15 Il est proposé de transformer en postes permanents 2 postes d'agent des services généraux et 14 postes de travailleur manuel, qui étaient précédemment financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. L'expérience a montré que le volume de travail du service, constant pendant toute l'année, était suffisamment important pour justifier cette transformation.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28M.16 Du fait de la proposition de transformer en postes permanents les 16 postes mentionnés ci-dessus au paragraphe 28M.15, un montant de 551 000 dollars a pu être déduit des ressources nécessaires. Les ressources qui sont maintenant prévues (121 200 dollars) doivent permettre d'assurer les services nécessaires pendant les périodes de pointe et lorsque des fonctionnaires sont en congé de maladie de longue durée.

*Consultants*

28M.17 La totalité du montant réévalué de la base de ressources (180 700 dollars) peut être éliminée, car les études sur les mesures de conservation d'énergie, sur les avantages comparés du recours au personnel et du recours à des entreprises de l'extérieur, etc., ont été achevées en 1980-1981.

*Heures supplémentaires*

28M.18 Les ressources prévues à ce titre (176 500 dollars) doivent permettre de faire faire les travaux d'entretien et d'inspection, qui ne peuvent être effectués qu'en dehors des heures de travail normales, lorsque les installations et circuits électriques essentiels peuvent être débranchés.

## c) AUTRES SERVICES GENERAUX

TABLEAU 28M.14. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	459,7	450,9	100,6	96,5	648,0	1 107,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	424,2	(392,6)	-	3,1	(389,5)	34,7
Heures supplémentaires	30,2	0,4	-	3,0	3,4	33,6
Dépenses communes de personnel	140,9	140,9	31,0	31,5	203,4	344,3
<b>Total</b>	<b>1 055,0</b>	<b>199,6</b>	<b>131,6</b>	<b>134,1</b>	<b>465,3</b>	<b>1 520,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 254,6	131,6	-	85,8	217,4	17,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs 1 520,3

(1 520,3)

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 28M.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : autres services généraux

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	1	-	-	-	1
Total	1	2	-	-	1	2
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	11	14	-	-	11	14
Total	12	15	-	-	12	15
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	14	14	-	-	14	14
Total	14	14	-	-	14	14
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>27</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27</b>	<b>31</b>

**c) AUTRES SERVICES GENERAUX**

28M.19 Les crédits demandés à ce titre doivent permettre de couvrir le coût des services généraux autres que le service des bâtiments qui sont fournis par les Services généraux de l'ONUDI aux unités administratives de l'ONU à Vienne.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Postes permanents*

28M.20 La création d'un poste P-2 et de 3 postes d'agent des services généraux est jugée nécessaire vu l'augmentation globale du volume de travail des Services généraux de l'ONUDI, notamment du Groupe de contrôle des stocks, du Groupe des voyages et des transports et du Groupe des communications, des archives et des dossiers. La création de ces postes avait été demandée à l'origine dans le rapport du

Secrétaire général sur les locaux du Centre international de Vienne (A/C.5/35/81, par. 59) et elle est demandée de nouveau, compte tenu de la suggestion que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait faite dans son rapport sur la même question (voir A/35/7/Add.28).

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

28M.21 Les ressources prévues à ce titre (31 600 dollars) doivent permettre de continuer à assurer les services lorsque des fonctionnaires sont en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité.

*Heures supplémentaires*

28M.22 Les ressources prévues à ce titre (30 600 dollars) doivent permettre de rémunérer les heures supplémentaires à faire pendant les périodes de pointe.

## d) SERVICES COMMUNS

TABLEAU 28M.16. — ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Location et entretien des locaux	7 098,9	684,9	(500,2)	706,2	890,9	7 989,8
Service de nettoyage	2 303,6	(241,6)	498,8	248,2	505,4	2 809,0
Eclairage, chauffage, énergie et eau	8 601,9	431,7	(205,2)	855,8	1 082,3	9 684,2
Location et entretien du matériel	1 330,6	313,0	85,9	167,8	566,7	1 897,3
Communications	3 546,4	(318,8)	295,5	341,6	318,3	3 864,7
Services divers	173,7	3,1	21,0	19,1	43,2	216,9
Fournitures et accessoires	1 207,4	(13,2)	178,3	133,0	298,1	1 505,5
Mobilier et matériel	888,6	218,8	(347,9)	73,7	(55,4)	833,2
<b>Total</b>	<b>25 151,1</b>	<b>1 077,9</b>	<b>26,2</b>	<b>2 545,4</b>	<b>3 649,5</b>	<b>28 800,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
26 229,0	26,2	-	-	26,2	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 28 800,6

## B. — COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(28 800,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

d) *SERVICES COMMUNS*

28M.23 Le coût des services communs nécessaires au Centre international de Vienne est réparti entre les utilisateurs du Centre et les recettes correspondantes sont inscrites au chapitre 2 des recettes.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Location et entretien des locaux*

28M.24 On prévoit une augmentation du coût des services d'entretien divers, en raison de l'expiration des garanties. D'autre part, le montant des ressources nécessaires pour les transformations mineures des locaux devrait diminuer, ainsi que celui des ressources prévues pour les fournitures nécessaires à l'entretien des locaux, car des stocks ont été constitués en 1981. En conséquence, le montant total des ressources requises est estimé à 7 283 600 dollars.

*Services de nettoyage*

28M.25 Les ressources prévues à ce titre (2 560 800 dollars) accusent une augmentation de 498 800 dollars, du fait qu'il faut commencer à faire nettoyer les tapis, qu'il n'y a presque plus de locaux inutilisés qui ne nécessitaient qu'un nettoyage minimal et que le bâtiment des conférences est utilisé de façon intensive.

*Eclairage, chauffage, énergie et eau*

28M.26 Les ressources prévues à ce titre (8 828 400 dollars) ont été calculées sur la base des dépenses effectives, notamment en 1980.

*Location et entretien du matériel*

28M.27 Les ressources prévues à ce titre (1 729 500 dollars) doivent permettre de louer et d'entretenir des machines à photocopier, des machines de bureau et des machines à écrire, ainsi que les groupes électrogènes de secours. L'accroissement de 85 900 dollars qui est prévu correspond principalement aux dépenses d'entretien du matériel du service des bâtiments (balayeuses, chariots utilisés à l'intérieur des bâtiments, plates-formes de travail,

etc.), dépenses pour lesquelles aucun crédit n'avait été demandé pour l'exercice biennal 1980-1981 car le matériel venait d'être acheté et était encore sous garantie.

*Communications*

28M.28 Les ressources prévues à ce titre (3 253 100 dollars) doivent permettre de couvrir le coût des communications téléphoniques, les frais d'affranchissement, ceux de la valise diplomatique et les frais de télégrammes et de télex et ont été calculées sur la base des dépenses effectives jusqu'à présent, de sorte qu'une augmentation de 295 500 dollars est prévue. Une augmentation du volume de travail, notamment en ce qui concerne l'affranchissement, a été constatée, car les unités administratives de l'ONU ont maintenant établi les listes des personnes et organismes auxquels leurs publications sont envoyées.

*Services divers*

28M.29 Les ressources prévues à ce titre (197 800 dollars) correspondent aux frais de transport de marchandises et dépenses connexes, aux frais bancaires et au coût de services divers. On prévoit une augmentation du volume de marchandises à transporter et des frais d'assurance plus élevés, de sorte qu'un accroissement de ressources de 21 000 dollars est prévu.

*Fournitures et accessoires*

28M.30 Les ressources prévues à ce titre (1 372 500 dollars) font apparaître un accroissement de 178 300 dollars, dû à l'augmentation probable de la consommation de papier pour la reproduction des documents, de fournitures et de formules pour le traitement des données et de fournitures de bureau.

*Mobilier et matériel*

28M.31 Les ressources prévues à ce titre (759 500 dollars) accusent une diminution de 347 900 dollars. Le montant des ressources nécessaires pour le matériel de reproduction des documents, le remplacement de véhicules et de magnétophones et pour l'achat de matériel divers devrait être inférieur au montant nécessaire pendant l'exercice biennal 1980-1981.

# CHAPITRE 29. – SERVICES DE CONFERENCE ET BIBLIOTHEQUES

## TABLEAU 29.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
202 642,5	13 062,8	6,4	(127,1)	-	22 306,3	11,0	35 242,0	17,3	237 884,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
215 705,3	(127,1)	-	(132,3) a/	(259,4) a/	(0,1)

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires :		
Remboursements au titre des activités de coopération technique	263,8	315,7
<b>Total a)</b>	263,8	315,7
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	900,2	1 141,4
Fonds de dotation de la Bibliothèque	38,0	38,0
<b>Total b)</b>	938,2	1 179,4
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	1 202,0	1 495,1

Total, coûts directs	239 379,6
----------------------	-----------

(239 379,6)
-------------

### B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

a/ Ces montants représentent l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières qui sont proposées pour 1983.



TABLEAU 29.2. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Dépenses supplémentaires										Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (1) + (9)
	Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981			Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9)			
	Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Autres objets de dépense (10)						
A. Département des services de conférence (New York)	102 163,9	704,7	1 976,9	-	7 196,7	1 268,2	(779,9) <sup>a/</sup>	9 661,9	8 957,2	111 121,1	
B. Services de conférence (Genève)	86 125,0	-	452,3	-	1 440,2	(142,4)	(1 500,0) <sup>b/</sup>	250,1	250,1	86 375,1	
C. Services de conférence (Vienne)	262,6	-	-	-	1,8	1,1	2 969,4 <sup>c/</sup>	2 972,3	2 972,3	3 234,9	
D. Bibliothèque (New York)	9 248,7	-	-	-	661,6	36,9	(133,3) <sup>d/</sup>	565,2	565,2	9 813,9	
E. Bibliothèque (Genève)	4 529,6	-	23,2	-	58,1	(3,9)	-	77,4	77,4	4 607,0	
F. Bibliothèque (Vienne)	312,7	-	-	238,0	-	2,6	-	240,6	240,6	553,3	
Total	202 642,5	704,7	2 452,4	238,0	9 358,4	1 162,5	556,2 <sup>e/</sup>	13 767,5	13 062,8	215 705,3	

<sup>a/</sup> Pour explication, voir les notes du tableau 29.7.

<sup>b/</sup> Pour explication, voir la note du tableau 29.27.

<sup>c/</sup> Pour explication, voir la note du tableau 29.43.

<sup>d/</sup> Pour explication, voir la note du tableau 29.46.

<sup>e/</sup> Ce montant représente l'effet net de transferts de crédits entre chapitres (comme cela est indiqué dans le corps du texte) qui intéressent le Bureau des services généraux (231 600 dollars), l'ONUUDI (en ce qui concerne le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants) (469 400 dollars) et le Bureau des affaires juridiques (144 800 dollars).

TABLEAU 29.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1.31)	Inflation en 1982-1983		Augmentation totale %		
				Dollars	%			
A. Département des services de conférence (New York)	102 163,9	8 957,2	(130,9)	14 764,5	23 590,8	23,1	125 754,7	(0,1)
B. Services de conférence (Genève)	86 125,0	250,1	(25,4)	5 580,0	5 804,7	6,7	91 929,7	(0,2)
C. Services de conférence (Vienne)	262,6	2 972,3	-	314,9	3 287,2	1 251,8	3 549,8	-
D. Bibliothèque (New York)	9 248,7	565,2	-	1 297,4	1 862,6	20,1	11 111,3	-
E. Bibliothèque (Genève)	4 529,6	77,4	-	293,1	370,5	8,2	4 900,1	-
F. Bibliothèque (Vienne)	312,7	240,6	29,2	56,4	326,2	104,3	638,9	5,2
Total	202 642,5	13 062,8	(127,1)	22 306,3	35 242,0	17,3	237 884,5	(0,1)

TABLEAU 29.4. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Services de conférence et bibliothèques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	6	6	-	-	6	6
Administrateur général (D-1)	16	19	-	-	16	19
Administrateur hors classe (P-5)	104	154	1	1	105	155
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	325	380	2	2	327	382
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	498	358	4	4	502	362
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	140	126	3	3	143	129
<b>Total</b>	<b>1 090</b>	<b>1 044</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>1 100</b>	<b>1 054</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	145	152	1	1	146	153
Autres classes	1 110	1 107	9	9	1 119	1 116
<b>Total</b>	<b>1 255</b>	<b>1 259</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>1 265</b>	<b>1 269</b>
<i>Autres catégories</i>						
Travailleurs manuels	22	26	-	-	22	26
Service mobile						
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>26</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 367</b>	<b>2 329</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>2 387</b>	<b>2 349</b>

TABLEAU 29.5. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Répartition des coûts	Total	Direction exécutive et adminis- tration (1)	Services d'inter- prétation et des séances (2)	Traduction, édition et dactylo- graphie (3)	Publications et documentation (4)	Bibliothèque (5)
<b>A. Département des services de conférence (New York)</b>						
1. Direction exécutive et administration	682,3	682,3	-	-	-	-
2. Division de traduction	42 749,6	-	-	42 749,6	-	-
3. Division d'interprétation et des séances	18 063,6	-	18 063,6	-	-	-
4. Division de la rédaction et des documents officiels	21 896,7	-	-	21 896,7	-	-
5. Division des publications	24 634,5	-	-	-	24 634,5	-
6. Service administratif	18 773,1	18 773,1	-	-	-	-
<b>B. Services de conférence (Genève)</b>						
1. Direction exécutive et administration	16 143,3	16 143,3	-	-	-	-
2. Service de conférence	3 265,8	-	3 265,8	-	-	-
3. Service d'interprétation	13 345,1	-	13 345,1	-	-	-
4. Service linguistique	43 012,7	-	-	43 012,7	-	-
5. Service des publications	16 162,8	-	-	-	16 162,8	-
<b>C. Services de conférence (Vienne)</b>	3 549,8	-	3 549,8	-	-	-
<b>D. Bibliothèque (New York)</b>						
1. Direction exécutive et administration	592,0	-	-	-	-	592,0
2. Services de bibliothèque et de documentation	10 971,3	-	-	-	-	10 971,3
<b>E. Bibliothèque (Genève)</b>						
1. Direction exécutive et administration	461,6	-	-	-	-	461,6
2. Services de bibliothèque et de documentation	4 476,5	-	-	-	-	4 476,5
<b>F. Bibliothèque (Vienne)</b>	638,9	-	-	-	-	638,9
<b>Total 1/</b>	<b>239 379,6</b>	<b>35 558,7</b>	<b>38 224,3</b>	<b>107 659,0</b>	<b>40 797,3</b>	<b>17 140,3</b>

\* Vu le rapport étroit entre les coûts répartis dans les chapitres 28 et 29, on a inclus un tableau récapitulatif des coûts répartis pour le chapitre 29 dans un tableau unique combinant les coûts des chapitres 28 et 29 (tableau 28.4). On a considéré que la répartition des coûts directs des services de conférence serait plus éloquente si ces coûts étaient répartis selon les principaux secteurs fonctionnels des services de conférence (à savoir : interprétation, traduction, édition et dactylographie, publications et documentation, bibliothèque) au lieu d'être ventilés selon les secteurs essentiellement géographiques utilisés dans la présentation du chapitre 29 du projet de budget. Le présent tableau (tableau 29.5) permet d'assurer la concordance entre les rubriques du chapitre 29 et celles qui sont utilisées ici aux fins de la répartition des coûts directs.

1/ Y compris les fonds extra-budgétaires.

## A. – Département des services de conférence (New York)

TABLEAU 29.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
102 163,9	8 957,2	8,7	(130,9)	(0,1)	14 764,5	14,4	23 590,8	23,0	125 754,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
111 121,1	(130,9)		25,9	(105,0)	(0,1)%

## 2) Fonds extra-budgetaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	790,4	1 005,1
<b>Total b)</b>	790,4	1 005,1
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	790,4	1 005,1

Total, coûts directs	126 759,8
----------------------	-----------

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(126 759,8)
-------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

**TABEAU 29.7. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981				Dépenses supplémentaires				Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (11) + (9)		
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Révaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Autres objets de dépense (6)	Ajustements spéciaux (7)		Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Autres objets de dépense (6)						
Direction exécutive et administration	508,2	-	-	-	30,8	2,4	36,1 <sup>a/</sup>	69,3	-	69,3	69,3	577,5	
Division de traduction	33 386,3	-	1 030,8	-	3 367,3	36,2	-	4 434,3	-	4 434,3	4 434,3	37 820,6	
Division d'interprétation et des séances	13 659,6	-	399,4	-	1 388,0	-	136,4 <sup>b/</sup>	1 923,8	-	1 923,8	1 923,8	15 583,4	
Division de la rédaction et des documents officiels	17 839,6	-	362,0	-	1 244,4	-	-	1 606,4	-	1 606,4	1 606,4	19 446,0	
Division des publications	20 045,3	139,3	158,9	-	1 061,8	511,0	47,6 <sup>c/</sup>	1 779,3	1 640,0	1 779,3	1 640,0	21 685,3	
Service administratif	16 724,9	565,4	25,8	-	104,4	718,6	(1 000,0) <sup>d/</sup>	(151,2)	(716,6)	(151,2)	(716,6)	16 008,3	
Total	102 163,9	704,7	1 976,9	-	7 196,7	1 268,2	(779,9)	9 661,9	8 957,2	111 121,1			

a/ Ce montant représente le coût des communications téléphoniques (voir par. 29.7).

b/ Ce montant représente le coût de postes transférés du Bureau des services généraux (voir par. 29.17).

c/ Ce montant représente le coût de postes transférés du Bureau des services généraux (voir par. 29.28).

d/ Représente une partie du montant de base nécessaire pour les Services de conférence à Vienne (voir par. 29.40 et 29.85 à 29.87).

TABLEAU 29.8. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Dollars		%			
Direction exécutive et administration	508,2	69,3	25,0	79,8	174,1	34,2	682,3	4,3
Division de traduction	33 386,3	4 434,3	(850,8)	4 829,0	8 412,5	25,1	41 798,8	(3,0)
Division d'interprétation et des séances	13 659,6	1 923,8	400,7	2 079,5	4 404,0	32,2	18 063,6	3,3
Division de la rédaction et des documents officiels	17 839,6	1 606,4	(34,8)	2 485,5	4 057,1	22,7	21 896,7	0,4
Division des publications	20 045,3	1 640,0	21,5	2 873,4	4 534,9	22,6	24 580,2	0,4
Services administratifs	16 724,9	(716,6)	307,5	2 417,3	2 008,2	12,0	18 733,1	1,9
Total	102 163,9	8 957,2	(130,9)	14 764,5	23 590,8	23,1	125 754,7	(0,1)

TABLEAU 29.9. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Postes permanents	60 891,8	7 355,2	(257,8)	8 781,3	15 878,7	76 770,5	(0,3)	
Personnel temporaire pour les réunions	12 216,9	(1 063,6)	-	1 682,1	618,5	12 835,4	-	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	488,1	5,9	-	73,6	79,5	567,6	-	
Consultants	28,1	1,2	20,7	7,3	29,2	57,3	70,6	
Heures supplémentaires	1 668,6	159,8	-	272,2	432,0	2 100,6	-	
Postes temporaires	14,2	46,4	-	7,9	54,3	68,5	-	
Dépenses communes de personnel	19 890,2	1 956,0	(76,9)	2 796,6	4 675,7	24 565,9	(0,3)	
Indemnités de représentation	12,8	-	-	-	-	12,8	-	
Frais de voyage du personnel	60,8	2,4	25,0	13,2	40,6	101,4	39,5	
Travaux contractuels de traduction	940,2	36,2	-	145,3	181,5	1 121,7	-	
Imprimerie et reliure	71,4	2,8	(8,5)	9,8	4,1	75,5	(11,4)	
Location et entretien du matériel	1 109,4	42,5	144,6	193,1	380,2	1 489,6	12,5	
Communications	-	36,1	-	5,4	41,5	41,5	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,2	0,2	1,6	-	
Fournitures et accessoires	3 875,6	473,7	300,0	699,3	1 473,0	5 348,6	6,9	
Mobilier et matériel	894,4	(97,4)	(278,0)	77,2	(298,2)	596,2	(34,8)	
Total	102 163,9	8 957,2	(130,9)	14 764,5	23 590,8	125 754,7	(0,1)	



TABLEAU 29.10. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Département des services de conférence (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	4	4	-	-	4	4
Directeur (D-2)						
Administrateur général (D-1)	10	12	-	-	10	12
Administrateur hors classe (P-5)	65	99	1	1	66	100
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	201	240	2	2	203	242
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	305	211	2	2	307	213
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	86	76	2	2	88	78
<b>Total</b>	<b>672</b>	<b>643</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>679</b>	<b>650</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	120	127	-	-	120	127
Autres classes	585	575	6	6	591	581
<b>Total</b>	<b>705</b>	<b>702</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>711</b>	<b>708</b>
<b>Autres catégories</b>						
Travailleurs manuels	22	26	-	-	22	26
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>26</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 399</b>	<b>1 371</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>1 412</b>	<b>1 384</b>

A. — Département des services de conférence (New York)

29.1 Les attributions et l'organisation du Département des services de conférence sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. Q/Rev.1 (partie I)].

29.2 Le tableau 29.12 ci-après indique le volume de travail effectif du Département pendant les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979 ainsi que le volume de travail prévu pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983. Ces derniers chiffres sont provisoires car ils ont été calculés sur la base des tendances constatées les années précédentes. Lorsque le calendrier des conférences aura été approuvé pour chaque année, le volume de travail pourra être estimé avec plus d'exactitude. Conformément à la pratique établie, les ressources supplémentaires qui deviendront éventuellement nécessaires compte tenu du calendrier des réunions seront demandées dans un état récapitulatif du coût des services de conférence qui sera présenté à l'Assemblée générale vers la fin de chaque session.

29.3 A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a examiné les propositions présentées par le Secrétaire

général au sujet du classement des emplois et de l'organisation des carrières du personnel des services linguistiques (A/C.5/35/75). L'Assemblée a approuvé ces propositions en adoptant sa résolution 35/225 du 17 décembre 1980. Les présentes prévisions ont été établies compte tenu de l'application de ces propositions en deux étapes. Les données détaillées concernant chaque type de personnel sont incluses dans les parties suivantes du texte qui concernent les divisions ou services pertinents du Département des services de conférence (New York) et des Services de conférence de Genève. Sur le plan budgétaire, l'application des propositions en question se traduira par des économies au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel durant l'exercice biennal 1980-1981 ainsi que pour les exercices à venir.

29.4 Un montant global de 5 259 300 dollars (aux taux révisés de 1981) est prévu pour les frais d'imprimerie et de reliure (travaux confiés à des imprimeries commerciales) pour l'exercice biennal 1982-1983, comme il ressort du tableau 29.11 ci-après. Le compte correspondant est géré globalement par le Comité des publications pour le compte des divers programmes exécutés à New York. Le montant prévu accuse une diminution globale de 741 200 dollars et a

été calculé compte tenu des innovations techniques adoptées à la Division des publications (Département des services de conférence), ainsi que de l'augmentation de sa capacité de production à la suite de l'installation des ateliers dans de nouveaux locaux. Comme 50 p. 100 environ du coût des travaux confiés à des imprimeries commerciales concernent l'achat de papier et de fournitures, la diminution susmentionnée est en partie contrebalancée par une

somme de 300 000 dollars qui est demandée pour l'achat de papier et de fournitures pour les travaux de reproduction qui seront effectués dans les ateliers de la Division des publications, au lieu d'être confiés à des imprimeries commerciales, de sorte que les économies nettes représentent 441 200 dollars, soit 7,4 p. 100 du montant réévalué de la base de ressources pour les travaux confiés à des imprimeries commerciales.

TABLEAU 29.11. – ETAT RECAPITULATIF DU COMPTE "TRAVAUX D'IMPRIMERIE ET DE RELIURE"  
(CONFIES A DES IMPRIMERIES COMMERCIALES)  
(Compte géré globalement par le Comité des publications)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Chapitres</u>	<u>Montant réévalué de la base de ressources de 1980-1981</u>	<u>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)</u>
1er. Politiques, direction et coordination	1 086,5	(103,6)
2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	578,4	(27,2)
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	228,7	(49,5)
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)	25,2	(2,9)
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	6,9	(0,8)
5B. Centre pour la science et la technique au service du développement	-	12,7
6. Département des affaires économiques et sociales internationales	1 188,7	(150,0)
7. Département de la coopération technique pour le développement	76,7	-
9. Sociétés transnationales	69,7	(8,0)
26. Activités juridiques	1 734,8	(169,0)
27. Information	645,2	(200,0)
28. Administration, finances et gestion	285,5	(34,4)
29. Services de conférence et bibliothèques	74,2	(8,5)
<b>Total</b>	<b>6 000,5</b>	<b>(741,2)</b>
Papier et fournitures supplémentaires pour les travaux de reproduction effectués dans les ateliers du Secrétariat		<u>300,0</u>
Montant total des économies		<u>(441,2)</u>

TABLEAU 29.12. -- DEPARTEMENT DES SERVICES DE CONFERENCE : STATISTIQUES  
SUR LES SEANCES ET LA DOCUMENTATION

	<u>1976-1977</u> (Chiffres effectifs)	<u>1978-1979</u> (Chiffres effectifs)	<u>1980-1981</u> (Chiffres estimatifs)	<u>1982-1983</u> (Chiffres estimatifs)
Interprétation : nombre de périodes de travail	54 199	56 271	60 000	60 000
Traduction/révision : milliers de mots	146 161	141 386	145 500	147 000
Dactylographie : milliers de mots	369 463	342 574	364 200	366 500
Edition : milliers de mots	-	109 424	117 000	126 000
Reproduction : milliers de pages imprimées	1 152 609	1 214 562	1 411 000	1 616 000
Distribution : milliers de documents	80 477	91 288	98 000	105 000

## 1. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 29.13. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	325,9	29,3	-	46,2	75,5	401,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres dépenses communes de personnel	112,1	1,5	-	14,8	16,3	128,4
Frais de voyage du personnel	60,8	2,4	25,0	13,2	40,6	101,4
Communications	-	36,1	-	5,4	41,5	41,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,4	-	-	0,2	0,2	1,6
<b>Total</b>	<b>508,2</b>	<b>69,3</b>	<b>25,0</b>	<b>79,8</b>	<b>174,1</b>	<b>682,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
577,5	25,0	-		25,0	4,3 %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 682,3

(682,3)

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 29.14. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## 1. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

29.5 Le Département des services de conférence est directement chargé des services concernant la documentation et les séances ainsi que de la bibliothèque à New York et établit, en outre, sous l'autorité du chef du Département, la politique, les procédures et les pratiques à suivre pour fournir et coordonner les services de conférence nécessaires à tous les organes de l'Organisation.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Frais de voyage du personnel*

29.6 Un montant de 63 200 dollars est prévu pour couvrir le coût des déplacements que le chef du Département et ses principaux collaborateurs doivent normalement effectuer dans l'exercice de leurs fonctions. Le Département étant responsable des questions relatives au service des conférences à l'échelle de tout le Secrétariat, le personnel de direction doit se rendre dans d'autres lieux d'affectation ou dans les villes où se tiennent des conférences afin d'assurer la coordination des services. En sa qualité de secrétaire général adjoint aux conférences et chargé de fonctions spéciales, le chef du Département peut être appelé à voyager avec ou pour le compte du Secrétaire général. Un montant distinct de 25 000 dollars est prévu pour exécuter un programme d'échange de personnel entre New York, l'Office des Nations Unies à Genève et les autres bureaux extérieurs. Ce programme, qui a pour objet

d'assurer une coordination plus étroite et une plus grande uniformité des méthodes entre les bureaux qui assurent des services de conférence, avait été proposé initialement dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979<sup>1</sup>. Il n'avait pas été demandé de crédits supplémentaires à cet effet pour 1980-1981, de sorte que ledit programme a beaucoup souffert du manque de fonds.

#### *Communications*

29.7 Le montant de 36 100 dollars correspondant au coût des communications téléphoniques interurbaines et internationales qui était antérieurement prévu pour le Bureau des services généraux est désormais inscrit au présent chapitre de manière à permettre un contrôle plus étroit des dépenses.

29.8 Les crédits nécessaires pour couvrir les autres dépenses qui sont engagées et contrôlées centralement sont indiqués plus loin sous les rubriques d'autres programmes, à savoir : à la rubrique de la Division de traduction, les crédits nécessaires pour les travaux contractuels de traduction, et à la rubrique du Service administratif, les crédits nécessaires pour le personnel temporaire pour les réunions, le personnel temporaire affecté à des tâches générales, les heures supplémentaires, les travaux d'imprimerie et de reliure, ainsi que pour la location, l'entretien et l'acquisition d'une partie du matériel nécessaire pour assurer le service des conférences.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 6 (A/32/6), vol. II, par. 23.35.

## 2. – DIVISION DE TRADUCTION

TABLEAU 29.15. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. – COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	24 494,4	3 411,6	(647,0)	3 556,3	6 320,9	30 815,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	7 950,5	986,5	(203,8)	1 127,4	1 910,1	9 860,6
Services contractuels	940,2	36,2	-	145,3	181,5	1 121,7
<b>Total</b>	<b>33 386,3</b>	<b>4 434,3</b>	<b>(850,8)</b>	<b>4 829,0</b>	<b>8 412,5</b>	<b>41 798,8</b>

TABLEAU 29.15 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
37 820,6	(850,8)	-	(277,0) a/	(1 127,8)	(3,0)%

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction :		
Traitements et dépenses communes de personnel	745,8	945,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	5,0	5,0
Total b)	750,8	950,8
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	750,8	950,8

Total, coûts directs	42 749,6
----------------------	----------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(42 749,6)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières qui sont proposées pour 1983 (voir par. 29.11).

TABLEAU 29.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de traduction

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	6	6	-	-	6	6
Administrateur hors classe (P-5)	37	61	1	1	38	62
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	123	149	2	2	125	151
Administrateur de 2 <sup>o</sup> classe (P-3)	184	108	2	2	186	110
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>o</sup> classe (P-2/1)	41	36	2	2	43	38
<b>Total</b>	<b>392</b>	<b>361</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>399</b>	<b>368</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	9	12	-	-	9	12
Autres classes	53	50	6	6	59	56
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>62</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>68</b>	<b>68</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>454</b>	<b>423</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>467</b>	<b>436</b>

## 2. - DIVISION DE TRADUCTION

29.9 La Division de traduction comprend le Bureau du Directeur, les Services de traduction et la Section de documentation et de terminologie. Les attributions de ces différentes unités administratives sont décrites dans le

manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/ Organization, sect. Q/Rev.1, p. 5). Le tableau ci-après indique, par exercice biennal, le volume de travail de la Division (chiffres effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983).



**TRADUCTION**  
(En milliers de mots)<sup>a</sup>

	1976-1977	1978-1979	1980-1981	1982-1983
Anglais . . . . .	8 804	9 363	8 660	8 660
Arabe . . . . .	18 209	14 587	18 500	20 000
Chinois . . . . .	24 836	22 996	22 860	22 860
Espagnol . . . . .	30 859	28 986	30 680	30 680
Français . . . . .	33 284	34 764	32 840	32 840
Russe . . . . .	30 169	30 690	31 960	31 960
<b>Total</b>	<b>146 161</b>	<b>141 386</b>	<b>145 500</b>	<b>147 000</b>
Allemand . . . . .	533	1 537	2 000	2 000
Travaux contractuels . . . . .	18 325	25 632	28 000	30 000

<sup>a</sup> Conformément aux normes statistiques convenues, on compte le nombre total de mots dans le cas des textes traduits et révisés et la moitié du nombre total dans le cas des textes qui sont uniquement révisés.

*Ressources nécessaires*  
(aux taux révisés de 1981)

*Reclassement de postes*

29.10 Il est proposé de reclasser à agent de 1<sup>re</sup> classe (G-5) [assistant terminologue] trois postes d'agent de 2<sup>e</sup> classe des services généraux (commis à la terminologie) à la Section de documentation et de terminologie. Le volume des travaux de recherche terminologique à effectuer dans la Division augmente en proportion directe du nombre de sujets nouveaux traités dans les documents de l'Organisation des Nations Unies. La majeure partie de ces travaux de recherche se font en anglais, en espagnol et en français. Le concours de trois assistants terminologues ayant une assez bonne expérience des questions linguistiques et de la recherche des données, qui travailleraient avec les terminologues dans ces trois langues, permettrait d'accroître considérablement la capacité de production de la Section.

*Organisation des carrières du personnel des services linguistiques*

29.11 Le tableau ci-après indique le tableau d'effectifs (catégorie des administrateurs) qui a été approuvé pour la Division de traduction pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que le tableau d'effectifs proposé pour 1982 et 1983, lequel prendrait effet le 1<sup>er</sup> janvier

de chaque année. Comme il était indiqué dans les propositions du Secrétaire général (A/C.5/35/75), l'application du système de la traduction auto-révisée entraînera une diminution de 46 postes de la catégorie des administrateurs.

**DIVISION DE TRADUCTION**

	1980	1981	1982	1983
D-2 . . . . .	1	1	1	1
D-1 . . . . .	6	6	6	6
P-5 . . . . .	22	37	49	61
P-4 . . . . .	106	123	136	149
P-3 . . . . .	231	184	146	108
P-2/1 . . . . .	41	41	38	36
<b>Total</b>	<b>407</b>	<b>392</b>	<b>376</b>	<b>361</b>

*Services contractuels*

29.12 Un montant de 976 000 dollars est prévu à ce titre pour permettre de couvrir le coût des travaux contractuels de traduction et de dactylographie. Les travaux contractuels de traduction sont de loin la solution la moins coûteuse et le Département a pour politique d'y recourir au maximum afin de limiter le plus possible les dépenses relatives au personnel temporaire et de réduire l'arriéré des travaux à faire. Cette solution ne peut convenir toutefois lorsque les délais d'exécution des travaux sont courts. Le tableau ci-dessous indique le volume des travaux ainsi effectués en 1980 et les frais correspondants.

**TRAVAUX CONTRACTUELS DE TRADUCTION (1980)<sup>a</sup>**

	Anglais	Arabe	Chinois	Espagnol	Français	Russe	Total
Milliers de mots . . . . .	143,2	1 637,8	3 878,2	2 052,6	1 978,9	1 217,9	10 908,6
Coût (en dollars) . . . . .	8 200	100 400	116 300	121 600	147 200	52 700	546 400

<sup>a</sup> Conformément aux normes statistiques convenues, on compte le nombre total de mots dans le cas des textes traduits et révisés et la moitié du nombre total dans le cas des textes qui sont uniquement révisés.

## 3. - DIVISION D'INTERPRETATION ET DES SEANCES

TABLEAU 29.17. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	10 315,1	1 486,1	302,5	1 579,5	3 368,1	13 683,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	3 343,3	437,7	98,2	500,0	1 035,9	4 379,2
<b>Total</b>	<b>13 659,6</b>	<b>1 923,8</b>	<b>400,7</b>	<b>2 079,5</b>	<b>4 404,0</b>	<b>18 063,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
15 583,4	400,7	-	116,7 a/	517,4	3,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

18 063,6

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(18 063,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières qui sont proposées pour 1983 (voir par. 29.18).

TABLEAU 29.18. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division d'interprétation et des séances

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	22	33	-	-	22	33
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	57	65	-	-	57	65
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	73	55	-	-	73	55
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	9	-	-	10	9
<b>Total</b>	<b>164</b>	<b>164</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>164</b>	<b>164</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	5	-	-	4	5
Autres classes	13	15	-	-	13	15
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>20</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>181</b>	<b>184</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>181</b>	<b>184</b>

### 3. — DIVISION D'INTERPRETATION ET DES SEANCES

29.13 La Division d'interprétation et des séances comprend le Bureau du Directeur, la Section de la planification et du service des séances, le Service d'interprétation et la Section des sténographes-rédacteurs de séance. Les attributions de ces différentes unités administratives sont

décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, Sect. Q/Rev.1, p. 4).

29.14 Le tableau ci-dessous indique, par exercice biennal, le volume de travail de la Division (chiffres effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983).

	1976-1977	1978-1979	1980-1981	1982-1983
Nombre de séances avec services d'interprétation	6 321	6 881	7 300	7 300
Nombre de séances avec compte rendu sténographique	694	758	800	800
Nombre de périodes de travail d'interprète	54 199	56 271	60 000	60 000

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Reclassement de postes*

29.15 Il est proposé de reclasser de P-3 à P-4 le poste de secrétaire du Comité des conférences. Les attributions du titulaire consistent à fournir au Comité des services d'appui technique et pour les questions de fond et correspondent au niveau de responsabilité des secrétaires d'autres organes subsidiaires de l'Assemblée générale, dont les postes sont généralement d'une classe plus élevée. En outre, l'intéressé remplit les fonctions d'assistant spécial auprès du Directeur de la Division et, à ce titre, il s'acquitte de tâches et de missions spéciales, outre ses travaux de secrétaire du Comité.

29.16 A la Section de la planification et du service des séances, il est proposé de reclasser de P-4 à P-5 le poste de chef de la Section et de P-2 à P-3 celui du chef du Groupe de la planification. Outre ses autres tâches, le chef de la Section est chargé de coordonner les éléments du calendrier des conférences pour toute l'Organisation et il doit de ce fait se tenir en rapport étroit avec ses homologues à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Le programme des réunions étant de plus en plus chargé à New York, Genève et Vienne, le processus de planification et de coordination est devenu une activité de plus en plus complexe et absorbante. De même, les attributions du chef du Groupe de la planification sont devenues plus complexes et exigent de plus en plus de savoir-faire et d'efforts de conciliation, car le nombre des séances tenues au Siège est passé de 2 883 en 1974 à 4 255 en 1979.

##### *Transfert de postes*

29.17 Trois postes d'agent des services généraux pour des techniciens du son qui enregistrent les séances donnant lieu

à l'établissement de comptes rendus sténographiques (dont un poste d'agent de 1re classe) sont transférés du Bureau des services généraux. Le montant réévalué de la base de ressources a été augmenté de 136 400 dollars.

##### *Organisation des carrières du personnel des services linguistiques*

29.18 Les tableaux ci-après indiquent les tableaux d'effectifs qui ont été approuvés pour le Service d'interprétation et pour la Section des sténographes-rédacteurs de séance pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983.

#### SERVICE D'INTERPRETATION

	1980	1981	1982	1983
D-1	1	1	1	1
P-5	13	19	23	27
P-4	46	50	55	60
P-3	54	44	35	26
P-2	6	6	6	6
Total	120	120	120	120

#### SECTION DES STENOGRAPHERS-REDACTEURS DE SEANCE

	1980	1981	1982	1983
P-5	1	3	4	5
P-4	8	6	5	4
P-3	28	28	28	28
Total	37	37	37	37

4. – DIVISION DE LA REDACTION ET DES DOCUMENTS OFFICIELS

TABLEAU 29.19. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	13 327,5	1 416,1	(26,9)	1 881,1	3 270,3	16 597,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	4 510,9	190,3	(7,9)	604,4	786,8	5 297,7
<b>Total</b>	<b>17 839,6</b>	<b>1 606,4</b>	<b>(34,8)</b>	<b>2 485,5</b>	<b>4 057,1</b>	<b>21 896,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
19 446,0	(34,8)	-	120,8 <u>a/</u>	86,0	0,4 %

2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 21 896,7

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(21 896,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières qui sont proposées pour 1983 (voir par. 29.25).

TABLEAU 29.20. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de la rédaction et des documents officiels

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	3	-	-	2	3
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	13	14	-	-	13	14
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	18	22	-	-	18	22
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	10	6	-	-	10	6
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>46</b>	<b>48</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	42	45	-	-	42	45
Autres classes	325	316	-	-	325	316
<b>Total</b>	<b>367</b>	<b>361</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>367</b>	<b>361</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>413</b>	<b>409</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>413</b>	<b>409</b>

#### 4. - DIVISION DE LA REDACTION ET DES DOCUMENTS OFFICIELS

29.19 La Division de la rédaction et des documents officiels comprend le Bureau du Directeur de la Division et Rédacteur en chef, le Service de la rédaction, la Section du contrôle des documents et la Section de sténodactylographie. Les attributions de ces différentes unités

administratives sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. Q/Rev.1, p. 2).

29.20. Les tableaux ci-dessous indiquent, par exercice biennal, le volume de travail de la Division (chiffres effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983).

#### EDITION

(En milliers de mots)

	1976-1977	1978-1979	1980-1981	1982-1983
Prédiction .....	19 080	15 568	17 000	17 000
Edition des documents officiels .....	—	93 856	100 000	109 000

DACTYLOGRAPHIE

(En milliers de mots)

	1976-1977	1978-1979	1980-1981	1982-1983
Anglais . . . . .	61 184	58 409	56 700	56 700
Arabe . . . . .	31 927	31 772	37 700	40 000
Chinois . . . . .	32 578	28 726	31 000	31 000
Espagnol . . . . .	81 129	77 579	81 300	81 300
Français . . . . .	82 988	75 777	83 000	83 000
Russe . . . . .	79 657	70 311	74 500	74 500
Total	369 463	342 574	364 200	366 500
Allemand . . . . .	1 051	3 326	4 000	4 000
Travaux contractuels . . . . .	684	4 407	6 500	7 000

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Poste nouveau*

29.21 Il faudrait un poste supplémentaire d'administrateur général (D-1) dont le titulaire serait chargé de coordonner, sur le plan technique, tous les travaux qu'impliquent la mise en service du matériel de traitement des mots et matériel connexe et l'application des méthodes et procédures nécessaires à cet effet. On se rappellera qu'un poste temporaire avait initialement été demandé à cette fin (A/C.5/32/11), mais que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait estimé que le Secrétariat disposait déjà des compétences techniques voulues<sup>2</sup>. Durant la période d'application partielle du système de traitement des mots, le Département a pu commencer à mettre le système en place avec le concours et les avis techniques de la Division du traitement électronique de l'information et des systèmes d'information. Maintenant qu'il a été décidé d'appliquer le système dans tous les services intéressés, il est évident qu'il faut un coordonnateur technique qui puisse travailler à temps complet. Il ressort en outre des progrès techniques récemment réalisés dans le domaine des machines de bureau que l'utilisation du système de traitement des mots dans le processus de production des documents aura des effets profonds et durables non seulement sur les travaux de reproduction, de distribution et de constitution d'archives, comme on l'avait précédemment envisagé (A/C.5/32/11 et A/C.5/33/35), mais aussi sur les travaux des départements qui soumettent des documents. Le titulaire du poste demandé s'efforcera d'assurer l'application de méthodes compatibles au Département des services de conférence et dans les départements qui soumettent des documents.

29.22 Un poste supplémentaire d'éditeur (P-3) est nécessaire à la Section d'édition des documents officiels. Depuis la trentième session de l'Assemblée générale, après laquelle la capacité de production de la Section a été réduite par suite des changements apportés à l'établissement des comptes rendus analytiques, le volume des comptes rendus sténographiques établis pour l'Assemblée est passé de 18 800 pages, en quatre langues, en 1975 à 21 400 pages en 1976, 22 200 en 1977, 34 400 (y compris les sessions extraordinaires) en 1978, et 24 000 en 1979.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Supplément No 8A (A/32/8/Add.1 à 30), document A/32/8/Add.12, par. 8.

*Suppression de postes*

29.23 En raison des retards intervenus dans l'application du système de traitement des mots, il n'a pas été possible de calculer avec précision l'effet que le nouveau matériel pouvait avoir sur le rendement des groupes de dactylographie. Il ressort d'estimations préliminaires qu'il sera possible, sans compromettre la capacité de production de ces groupes, de réduire de 6 postes le tableau d'effectifs de la Section de sténodactylographie.

*Reclassement de postes*

29.24 Le reclassement de trois postes de G-4 à G-5 (un poste dans chacun des groupes anglais, espagnol et français de dactylographie/traitement des mots) est demandé pour des spécialistes techniques du traitement des mots. Avec l'utilisation des techniques de traitement électronique, on aura besoin en permanence de personnel ayant une connaissance approfondie des techniques d'utilisation du matériel de traitement des mots afin de mettre au point et de mettre à jour les normes et méthodes nécessaires, de former d'autres fonctionnaires et de résoudre les problèmes techniques auxquels donnera lieu l'utilisation efficace de ce matériel. Le niveau de compétence requis est sensiblement plus élevé que celui qu'exige normalement l'utilisation courante du matériel employé pour dactylographier les documents.

*Organisation des carrières du personnel des services linguistiques*

29.25 Le tableau ci-après indique les tableaux d'effectifs qui ont été approuvés pour la Division de la rédaction et des documents officiels pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983.

DIVISION DE LA REDACTION  
ET DES DOCUMENTS OFFICIELS

	1980	1981	1982	1983
P-5 . . . . .	1	1	1	1
P-4 . . . . .	5	8	8	9
P-3 . . . . .	19	16	18	19
P-2 . . . . .	8	8	6	4
Total	33	33	33	33

## 5. - DIVISION DES PUBLICATIONS

TABLEAU 29.21. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	11 398,5	913,5	101,8	1 573,4	2 588,7	13 987,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	3 644,2	308,4	32,8	504,0	845,2	4 489,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	12,4	(12,4)	-	-	(12,4)	-
Postes temporaires	14,2	46,4	-	7,9	54,3	68,5
Location et entretien du matériel	366,0	14,0	(183,5)	29,3	(140,2)	225,8
Fournitures pour les ateliers de reproduction du Secrétariat	3 875,6	473,7	300,0	699,3	1 473,0	5 348,6
Acquisition de matériel	733,2	(103,6)	(229,6)	59,5	(273,7)	459,5
<b>Total</b>	<b>20 045,3</b>	<b>1 640,0</b>	<b>21,5</b>	<b>2 873,4</b>	<b>4 534,9</b>	<b>24 580,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
21 685,3	21,5	-	65,4 a/	86,9	0,4%



TABLEAU 29.21 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction (reproduction des documents)	39,6	54,3
Total b)	39,6	54,3
c) Projets opérationnels		
	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	39,6	54,3

Total, coûts directs	24 634,5
----------------------	----------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(24 634,5)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

a/ Y compris l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières qui sont proposées pour 1983 (voir par. 29.30).

TABLEAU 29.22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des publications

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	2	-	-	3	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	9	-	-	6	9
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	26	23	-	-	26	23
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	22	22	-	-	22	22
<b>Total</b>	<b>58</b>	<b>58</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>58</b>	<b>58</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	60	60	-	-	60	60
Autres classes	180	180	-	-	180	180
<b>Total</b>	<b>240</b>	<b>240</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>240</b>	<b>240</b>
<b>Autres catégories</b>						
Travailleurs manuels	22	26	-	-	22	26
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>26</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>320</b>	<b>324</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>320</b>	<b>324</b>

5. - DIVISION DES PUBLICATIONS

29.26 La Division des publications comprend le Bureau du Directeur, la Section des impressions, la Section de la reproduction et la Section de la distribution. Elle comprend aussi la Section des ventes, dont les prévisions de dépenses et de recettes figurent au chapitre 3 des recettes du projet de budget-programme. Les attributions de ces unités administratives sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. Q/Rev.1, p. 6). Le tableau ci-après indique, par exercice biennal, le volume de travail de la Section de la reproduction et de la Section de la distribution (chiffres effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983) :

REPRODUCTION

(En milliers de pages tirées)

1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
1 152 609	1 214 562	1 411 000	1 616 000

DISTRIBUTION

(En milliers de documents)

1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
80 477	91 288	98 000	105 000

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

Postes nouveaux

29.27 Du fait de l'installation de la Section de la reproduction et de la Section de la distribution dans de nouveaux locaux situés sous la pelouse nord, il faudra transporter de grandes quantités de documents jusqu'aux salles de conférences, aux guichets de distribution et au bâtiment du Secrétariat, qui sont loin des locaux susmentionnés. Trois postes de travailleur manuel sont demandés à cette fin.

Transfert de postes

29.28 C'est à la Section de la reproduction qu'il incombera désormais d'entreposer le papier en vrac et le matériel dans les nouveaux locaux. Un poste de travailleur manuel est donc transféré à cet effet du Service des achats et des transports (Bureau des services généraux), qui s'occupait jusqu'à présent d'entreposer et d'acheminer le matériel. Le montant réévalué de la base de ressources a donc été majoré de 47 600 dollars.

Reclassement de postes

29.29 Il est demandé de reclasser un poste d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) pour

un directeur adjoint de la Division des publications. Au cours des 10 dernières années, les travaux techniques de la Division qui consistaient essentiellement à ronéotyper les documents en trois langues ont évolué et consistent désormais à reproduire les documents en offset en cinq ou six langues. Durant cette évolution, la seule modification apportée à la structure de la Division a été le reclassement à directeur (D-2) du poste de chef de la Division, reclassement que le Secrétaire général avait déjà demandé deux fois lorsqu'il a été approuvé dans le budget de 1976-1977. Non seulement le volume mais la complexité des travaux de la Division ont continué d'augmenter. Les transformations techniques qui touchent ou toucheront pratiquement toutes les opérations exigeront des connaissances plus spécialisées en matière de gestion, du fait de l'adoption de méthodes à forte intensité de capital qui seront de plus en plus employées.

Organisation des carrières du personnel des services linguistiques

29.30 Le tableau ci-après inque les tableaux d'effectifs qui ont été approuvés pour le Groupe des préparateurs de copie et correcteurs d'épreuves pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983.

GRUPE DES PREPARATEURS DE COPIE  
ET CORRECTEURS D'EPREUVES

	1980	1981	1982	1983
P-5	-	1	1	1
P-4	1	1	2	4
P-3	12	11	10	8
P-2	11	11	11	11
Total	24	24	24	24

Poste temporaire

29.31 Un montant de 60 600 dollars est prévu pour permettre de maintenir un poste temporaire (P-3) afin de rattraper le retard accumulé dans la publication du *Recueil des Traités*. Ce poste a été approuvé en 1981, à condition d'être financé par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, conformément à la résolution 35/217 de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1980.

Location et entretien du matériel

29.32 Le montant de 196 500 dollars nécessaire à ce titre (qui accuse une diminution de 183 500 dollars) est prévu pour l'entretien normal du matériel de reproduction (y compris le coût des réparations et des pièces de rechange) et se décompose comme suit :

	Dollars
Entretien du matériel	93 000
Pièces de rechange	78 100
Remontage du matériel	25 400

Total 196 500

*Fournitures pour les ateliers de reproduction du Secrétariat*  
 29.33 Un montant de 4 349 300 dollars est prévu pour l'achat de fournitures pour la reproduction des documents. Le tableau 29.23 ci-après indique les quantités de papier et autres fournitures achetées pendant l'exercice biennal 1978-1979, leur coût, et les prévisions pour l'exercice biennal 1980-1981.

29.34 Le montant de 300 000 dollars qui représente l'accroissement des ressources à ce titre est mentionné au paragraphe 29.4 à propos des économies qui pourront être réalisées sur les frais d'imprimerie (travaux confiés à des imprimeries commerciales) grâce à l'exécution de travaux de reproduction supplémentaires dans les ateliers du Secrétariat.

TABLEAU 29.23. - FOURNITURES ET MATERIEL POUR LES ATELIERS DE REPRODUCTION DU SECRETARIAT

	Quantité achetée a/		Coût	
	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)
			Dollars	Dollars
<b>Papier</b>				
- Offset Goss	4 128 150	4 626 450	1 309 455	1 880 351
- Offset Davidson	-	463 648	-	184 357
- Ronéo et offset 25 inches x 36 inches	589 100	539 500	183 204	208 863
- Offset 25 inches x 36 inches	2 398 008	2 640 000	881 946	1 230 293
- Frais d'entreposage	-	-	-	3 484
<b>Papier de divers types (papier cartonné, fiches, etc.)</b>	1 175 073	559 469	441 158	233 012
<b>Papier, total</b>	8 290 331	8 829 067	2 815 763	3 740 360
<b>Films</b>	690	659	99 636	99 534
<b>Encres</b>	30 134	22 550	50 040	25 196
<b>Autres fournitures</b>	-	-	219 686	282 729
<b>Plaques</b>	146 500	118 250	363 929	300 286
<b>Total</b>	-	-	733 291	707 745
<b>Total général</b>	-	-	3 549 054	4 448 105

a/ Unités de mesure : pour le papier : la livre avoirdupois; pour les films : le rouleau; pour l'encre : la livre avoirdupois; pour les plaques : l'unité; les autres fournitures sont composées de divers articles pour lesquels les unités de mesure varient.

*Acquisition de matériel*

29.35 Le montant total de 400 000 dollars nécessaire à ce titre, qui accuse une diminution de 229 600 dollars, est prévu pour les trois sections de la Division des publications. Les articles à acheter sont énumérés ci-après :

	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Section des impressions</i>		
<i>Acquisition</i>		
Instruments et matériel de dessin et de cartographie, caractères d'imprimerie, objectifs, etc. . . . .		6 100
<i>Section de la reproduction</i>		
<i>Remplacement</i>		
Appareil de développement de films (1970) . . . . .	25 000	
Ronéos (4) [1957] . . . . .	12 000	
Assembleuse feuille à feuille (1961) . . . . .	17 000	
Articles divers . . . . .	<u>2 000</u>	56 000
<i>Acquisition</i>		
5 postes supplémentaires pour l'assembleuse de la chaîne de reliure Ehlermann . . . . .	23 000	
Caméra Pyrofax . . . . .	55 000	
Dispositif Pyrofax pour report d'images . . . . .	22 000	
Élévateur pour bobines de papier . . . . .	25 000	
Compteur empileur (massicot trilatéral) . . . . .	23 500	
Châssis pour le tirage de clichés par contact (28 cm x 43 cm) . . . . .	14 000	
Rouleaux Aquasist et Aquamore . . . . .	12 000	
Matériel d'essai . . . . .	9 100	
Clicheur offset à répétition . . . . .	8 100	
Articles divers . . . . .	<u>23 000</u>	214 700
<i>Section de la distribution</i>		
<i>Acquisition</i>		
7 rayonnages (30 cm de large, 210 cm de haut, 30 cm de profondeur) . . . . .	40 600	
2 chariots électriques munis de chargeurs, de fourches escamotables et de dispositifs d'accouplement . . . . .	50 000	
12 tables (1,50 m de long, 60 cm de large, 90 cm de haut) montées sur roulettes Bogey . . . . .	8 600	
12 tables (1,75 m de long, 90 cm de large, 90 cm de haut) montées sur roulettes Bogey . . . . .	6 500	
Articles divers . . . . .	<u>17 500</u>	<u>123 200</u> 400 000

## 6. - SERVICE ADMINISTRATIF

TABLEAU 29.24. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement à ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 030,4	98,6	11,8	144,8	255,2	1 285,6
Dépenses communes de personnel	329,2	31,6	3,8	46,0	81,4	410,6
Personnel temporaire pour les réunions	12 216,9	(1 063,6)	-	1 682,1	618,5	12 835,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	475,7	18,3	-	73,6	91,9	567,6
Consultants	28,1	1,2	20,7	7,3	29,2	57,3
Heures supplémentaires	1 668,6	159,8	-	272,2	432,0	2 100,6
Imprimerie et reliure	71,4	2,8	(8,5)	9,8	4,1	75,5
Location et entretien du matériel	743,4	28,5	328,1	163,8	520,4	1 263,8
Mobilier et matériel	161,2	6,2	(48,4)	17,7	(24,5)	136,7
<b>Total</b>	<b>16 724,9</b>	<b>(716,6)</b>	<b>307,5</b>	<b>2 417,3</b>	<b>2 008,2</b>	<b>18 733,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
16 008,3	307,5	-	-	307,5	1,9%

## 2) Fonds extra-budgetaires

<b>Total, coûts directs</b>	<b>18 733,1</b>
-----------------------------	-----------------

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

(18 733,1)

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 29.25. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : service administratif

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	3	-	-	4	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	8	8	-	-	8	8
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	5	5	-	-	5	5
Autres classes	13	13	-	-	13	13
Total	18	18	-	-	18	18
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>26</b>

6. - SERVICE ADMINISTRATIF

29.36 Le Service administratif s'acquitte, pour le Département, des fonctions courantes de planification, d'administration du personnel et d'établissement du programme et du budget. Il est chargé de gérer les crédits alloués centralement à diverses fins (personnel temporaire pour les réunions, personnel temporaire affecté à des tâches générales, heures supplémentaires et travaux d'imprimerie) pour le programme des services de conférence à New York et pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, bien que les crédits nécessaires pour celle-ci soient inscrits à la partie D du chapitre 29. Le Service administratif établit en outre les statistiques relatives aux services de conférence assurés à l'Organisation des Nations Unies et coordonne la présentation des informations budgétaires par le Département

des services de conférence (New York) et les Services de conférence de Genève.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Reclassement de postes*

29.37 Il est demandé de reclasser de P-3 à P-4 un poste de fonctionnaire d'administration. La Section du classement des emplois a reconnu que les fonctionnaires d'administration qualifiés et expérimentés du Secrétariat devaient être classés P-4, mais le Service administratif du Département des services de conférence, département qui a les effectifs les plus nombreux au Secrétariat de l'ONU, ne compte aucun poste de cette classe.

*Personnel temporaire pour les réunions*

29.38 Les ressources nécessaires à ce titre (11 153 300 dollars) doivent permettre de recruter du personnel temporaire pour les sessions ordinaires de l'Assemblée générale et pour les autres périodes de l'année où le personnel permanent du Département des services de conférence ne peut faire face à tous les travaux qu'implique le calendrier des conférences. Sur le montant total prévu, on estime que 8 022 800 dollars seront utilisés pour l'Assemblée et 3 130 500 dollars pour d'autres réunions.

29.39 Le montant total de 565 400 dollars qui correspond aux dépenses non renouvelables dans le tableau 29.7 comprend un montant de 14 100 dollars qui représentait les frais de voyage de huit interprètes qui ont assuré le service des réunions que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a tenues au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Comme les conférences ou sessions ci-après constituent des activités non renouvelables, un montant de 551 300 dollars, représentant 24 p. 100 du total des dépenses prévues (sur la base du coût intégral) pour ces conférences ou sessions, a été déduit de la base de ressources :

	Dollars	
<i>Division de traduction</i>		
36 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (traducteurs/réviseurs) . . . . .	407 800	
3 agents des services généraux (commis aux références) . . . . .	8 700	416 500
<i>Division d'interprétation et des séances</i>		
133 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (61 interprètes, 55 sténographes-rédacteurs de séance et 17 réviseurs) . . . . .	2 546 700	
14 agents des services généraux (12 préposés aux salles de conférences et 2 commis-dactylographes) . . . . .	42 400	2 589 100
<i>Division de la rédaction et des documents officiels</i>		
101 agents des services généraux (93 dactylographes de conférence, 1 opérateur de ronéo, 5 commis-dactylographes, 1 commis et 1 dactylographe) . . . . .		741 200
<i>Division des publications</i>		
4 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (2 préparateurs de copie, 2 correcteurs d'épreuve) . . . . .	71 600	
40 agents des services généraux (4 teneurs de copie, 7 agents préposés au service des réunions, 2 commis à la distribution, 3 commis à la reproduction, 4 conducteurs auxiliaires de presse offset lourde, 2 commis à la coordination et 18 opérateurs de ronéo) . . . . .	143 100	
12 travailleurs manuels (Section de la distribution) . . . . .	38 600	253 300
<i>Service administratif</i>		
1 agent des services généraux (commis-dactylographe) . . . . .		2 800
<i>Bibliothèque Dag Hammarskjöld</i>		
3 agents des services généraux . . . . .		8 500
Total général		4 011 400

Sur le total indiqué, 31 personnes, soit 25 interprètes (17 de langue arabe et 8 autres) et 6 traducteurs/réviseurs devaient être des fonctionnaires de l'Office des Nations Unies à Genève envoyés au Siège. Il était prévu de remplacer 16 d'entre eux par du personnel indépendant rémunéré aux taux appliqués à Genève, qui sont plus élevés que les taux de New York. Comme le volume de travail est tel à l'Office de Genève que tous les fonctionnaires envoyés à New York doivent être remplacés, il serait plus économique que l'Organisation recrute pour New York le plus possible d'interprètes et de traducteurs/réviseurs indépendants, à l'exception des interprètes de langue arabe, qui continueront à être détachés de l'Office de Genève pour la

a) Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (voir A/C.5/34/74);

b) Onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (voir A/C.5/34/92);

c) Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (voir A/C.5/34/96).

29.40 La base de ressources a été réduite d'un montant supplémentaire d'un million de dollars qu'il est proposé d'inscrire au chapitre 29C [Services de conférence (Vienne)] afin de fournir une partie du montant de base nécessaire pour assurer, à Vienne, les services de conférence autres que ceux de l'ONUDI. Cette question est traitée de façon plus détaillée plus loin, dans les paragraphes 29.85 à 29.87.

*Personnel temporaire pour les sessions de l'Assemblée générale*

29.41 Le tableau suivant indique le personnel supplémentaire qui est nécessaire pour une session ordinaire de l'Assemblée générale :

session de l'Assemblée générale à titre prioritaire. Il est proposé d'inscrire au budget, pour le personnel indépendant ainsi recruté, un crédit calculé selon les taux normaux appliqués au personnel indépendant (y compris les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance) de façon qu'il ne soit plus nécessaire de prévoir des crédits distincts pour remplacer du personnel à Genève<sup>3</sup> et pour les frais de voyage des fonctionnaires envoyés à des sessions<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> *Ibid.*, trentième session, Supplément No 6 (A/34/6), vol. II, par. 29.46.

<sup>4</sup> *Ibid.*, par. 29.52.



29.42 Au paragraphe 29.47 du budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, l'attention de l'Assemblée générale a été appelée sur les incidences du nombre croissant des réunions de groupes de travail spéciaux des grandes commissions et d'autres groupes "officiels" et consultations. Dans l'état récapitulatif des incidences administratives et financières relatives au coût des services de conférence (A/C.5/34/98 et Corr.1), un crédit a été demandé pour du personnel supplémentaire (20 interprètes, un sténographe-rédacteur de séance de langue arabe et un préposé aux salles de conférences) pour la période de pointe de la trente-cinquième session et l'Assemblée a approuvé ce crédit dans sa résolution 35/226 A du 17 décembre 1980.

29.43 Si le nombre des réunions officielles des sessions ordinaires de l'Assemblée générale est demeuré assez stable au cours des dernières années (532 réunions à la trente et unième session et 551 à la trente-troisième session), le nombre des réunions officielles est passé de 162 à 289. Cette tendance s'est confirmée à la trente-cinquième session. Il est donc recommandé d'inclure dans le personnel temporaire dont le Département a régulièrement besoin pour les sessions de l'Assemblée tout le personnel indiqué plus haut, ainsi que 2 préposés supplémentaires aux salles de conférences et 2 commis-dactylographes supplémentaires.

*Personnel temporaire pour d'autres réunions*

29.44 Le montant de 3 130 500 dollars qui est prévu à ce titre serait utilisé durant les périodes de pointe, autres que les sessions de l'Assemblée générale, lorsque le personnel permanent du Département doit être renforcé. Durant l'exercice biennal 1978-1979, les dépenses à cette fin se sont chiffrées à 2 612 600 dollars. En 1980, le montant estimatif des dépenses a été de 2 254 800 dollars. Le montant définitif du crédit ouvert pour chaque année est calculé compte tenu du calendrier des conférences approuvé et de l'état récapitulatif des incidences administratives et financières relatives au coût des services de conférence.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

29.45 Le montant de 494 000 dollars qui est prévu à ce titre doit permettre de remplacer le personnel permanent en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité, et de renforcer l'effectif des commis en période de pointe.

*Consultants*

29.46 Afin de poursuivre l'exécution du programme d'innovations techniques, il faudra faire appel à des consultants pour la mise au point et l'application de divers éléments, notamment :

- a) Un système provisoire de contrôle du volume de travail, avec traitement automatique des statistiques;
- b) La mise au point d'un système de lexicographie, y compris les applications aux tableaux d'effectifs;
- c) Un programme des affectations aux réunions;
- d) Une étude de l'utilisation d'unités de restitution sur microfiches.

On estime qu'environ 12 mois de travail de consultant seront nécessaires, ce qui représente un coût de 50 000 dollars.

*Heures supplémentaires*

29.47 Un montant de 1 828 400 dollars est prévu pour la rémunération des heures supplémentaires et pour le sur-salaire de nuit, ce qui correspond au montant réévalué de la base de ressources. Il est arrivé qu'il faille des montants un peu plus élevés pour les heures supplémentaires, mais cela était dû, en partie, au nombre des postes vacants dans les centraux dactylographiques, et les dépenses correspondantes ont été couvertes par les économies réalisées de ce fait. On prévoit que le même arrangement se poursuivra en 1982-1983. Le montant effectif des dépenses a été de 1 330 042 dollars en 1980.

*Imprimerie et reliure*

29.48 Les ressources nécessaires à ce titre accusent une diminution de 8 500 dollars, du fait de l'adoption d'innovations techniques et de la modernisation des ateliers de reproduction au Département des services de conférence (New York).

*Location et entretien du matériel*

29.49 Un montant de 1 100 000 dollars est prévu pour la location et l'entretien du matériel de traitement des mots. Un accroissement du coût de base du matériel découle d'une augmentation de 25 p. 100 du prix de location, qui a pris effet en octobre 1980. Le reste de l'accroissement résulte d'une augmentation du nombre des postes de travail (de 56 à 99) et des frais d'entretien. Lorsque le système a été conçu initialement, il était prévu que le matériel serait utilisé par deux équipes d'effectif égal. Toutefois, durant la période où la mise en service du matériel a été retardée, il a été décidé de maintenir la même proportion qu'auparavant entre l'équipe de jour et la deuxième équipe dans les centraux dactylographiques. De ce fait, il faut 34 postes de travail supplémentaires. Il est apparu qu'il faudrait cinq postes de travail pour poursuivre la formation du personnel et apporter des améliorations techniques, tandis que quatre autres postes de travail seront utilisés pour les applications auxquelles le matériel de traitement des mots se prête aussi idéalement, notamment les travaux de terminologie et de références, l'établissement et la mise à jour du calendrier des conférences, le tri des données à des fins statistiques et d'autres applications de caractère administratif.

*Mobilier et matériel*

29.50 Le montant prévu pour l'achat des fournitures, du mobilier et du matériel nécessaires pour le système de traitement des mots se décompose comme suit :

	<i>Dollars</i>
Fournitures (rosaces d'impression; rubans pour imprimante à grande vitesse, rubans pour imprimante moins rapide et rubans tissu; disquettes souples, pochettes de stockage des disquettes) . . . . .	84 000
Mobilier et matériel (bureaux, chaises, tables, porte-copie, lampes de bureau, dispositifs antireflets) . . . . .	35 000

Total 119 000

## B. - Services de conférence (Genève)

TABLEAU 29.26. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
86 125,0	250,1	0,3	(25,4)	-	5 580,0	6,5	5 804,7	6,7	91 929,7

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
86 375,1	(25,4)	-	(158,2)	(183,6)	(0,2) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 91 929,7

(91 929,7)

## B. - COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis

-

TABLEAU 29.27. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
Direction exécutive et administration	16 749,0	-	-	-	7,8	(123,5)	(1 500,0) <sup>a/</sup>	(1 615,7)	15 133,3	
Service de conférence	2 870,8	-	-	-	60,0	-	-	60,0	2 930,8	
Service d'interprétation	11 852,7	-	78,4	-	274,4	-	-	352,8	12 205,5	
Service linguistique	40 042,3	-	363,5	-	845,2	-	-	1 208,7	41 251,0	
Service des publications	14 610,2	-	10,4	-	252,8	(18,9)	-	244,3	14 854,5	
<b>Total</b>	<b>86 125,0</b>	<b>-</b>	<b>452,3</b>	<b>-</b>	<b>1 440,2</b>	<b>(142,4)</b>	<b>(1 500,0)</b>	<b>250,1</b>	<b>86 375,1</b>	

a/ Ce chiffre représente une partie du montant de base nécessaire pour les Services de conférence à Vienne (voir par. 29.57 et 29.85 à 29.87).

TABLEAU 29.28. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Credits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
			Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
Direction exécutive et administration	16 749,0	(1 615,7)	(126,4)	1 136,4	(605,7)	(3,6)	16 143,3	(0,8)
Service de conférence	2 870,8	60,0	151,2	183,8	395,0	13,8	3 265,8	5,2
Service d'interprétation	11 852,7	352,8	355,8	783,8	1 492,4	12,5	13 345,1	3,6
Service linguistique	40 042,3	1 208,7	(746,6)	2 508,3	2 970,4	7,4	43 012,7	(2,4)
Service des publications	14 610,2	244,3	340,6	967,7	1 552,6	10,6	16 162,8	2,4
<b>Total</b>	<b>86 125,0</b>	<b>250,1</b>	<b>(25,4)</b>	<b>5 580,0</b>	<b>5 804,7</b>	<b>6,7</b>	<b>91 929,7</b>	<b>(0,2)</b>

**TABEAU 29.29. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Postes permanents	53 394,2	1 585,7	(0,7)	3 396,6	4 981,6	58 375,8	-
Personnel temporaire pour les réunions	15 429,7	(1 616,8)	(257,6)	1 033,7	(840,7)	14 589,0	(1,9)
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	195,3	(1,5)	(68,8)	9,5	(60,8)	134,5	(35,5)
Heures supplémentaires	307,3	(2,4)	200,0	38,4	236,0	543,3	65,5
Dépenses communes de personnel	13 947,2	306,8	(1,5)	878,4	1 183,7	15 130,9	-
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-
Frais de voyage du personnel	17,3	(0,2)	-	1,3	1,1	18,4	-
Travaux contractuels de traduction	324,3	(2,6)	-	24,5	21,9	346,2	-
Location et entretien du matériel	351,5	(2,7)	47,2	30,1	74,6	426,1	13,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7	-
Fournitures et accessoires	1 981,9	(14,8)	-	150,0	135,2	2 117,1	-
Mobilier et matériel	174,4	(1,4)	56,0	17,5	72,1	246,5	32,3
Total	86 125,0	250,1	(25,4)	5 580,0	5 804,7	91 929,7	-

TABLEAU-29.30. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Services de conférence (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	4	-	-	3	4
Administrateur hors classe (P-5)	35	51	-	-	35	51
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	115	131	-	-	115	131
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	156	110	-	-	156	110
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	24	21	-	-	24	21
<b>Total</b>	<b>334</b>	<b>318</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>334</b>	<b>318</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	14	14	-	-	14	14
Autres classes	418	427	-	-	418	427
<b>Total</b>	<b>432</b>	<b>441</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>432</b>	<b>441</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>766</b>	<b>759</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>766</b>	<b>759</b>

TABLEAU 29.31. – SERVICES DE CONFERENCE (GENEVE) : STATISTIQUES DES REUNIONS ET DE LA DOCUMENTATION

	1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
Interprétation : nombre de périodes de travail .	54 063	67 929	78 000	78 000
Traduction/révision : milliers de mots . . . . .	84 126	102 213	111 000	111 000
Dactylographie : milliers de mots . . . . .	270 488	326 767	324 000	324 000
Edition : milliers de mots . . . . .	26 736	25 782	26 000	26 000
Reproduction : milliers de pages tirées . . . . .	512 300	606 300	600 000	600 000
Distribution : milliers de documents . . . . .	42 000	46 600	47 000	47 000

29.51 Les attributions et l'organisation des Services de conférence (Genève) sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. S, p. 11).

29.52 Lorsque les présentes prévisions de dépenses ont été établies, les informations disponibles sur le calendrier probable des conférences pour l'exercice biennal 1982-1983 ne permettaient pas d'évaluer de façon précise le volume de travail des services de conférence pendant cet exercice. Les chiffres indiqués dans le tableau 29.31 ont été calculés sur la base du volume de travail effectif de 1980.

29.53 Lorsque le calendrier des conférences pour l'exercice biennal 1982-1983 aura été arrêté, des demandes de crédit révisées seront présentées, conformément à la procédure établie selon laquelle le coût total des services de conférence est réexaminé vers la fin de chaque session de l'Assemblée générale.

29.54 Une demande de crédit révisée sera établie et présentée à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, dans le rapport sur l'application de la résolution 35/219 de l'Assemblée, en date du 17 décembre 1980, relative aux services linguistiques arabes.

## 1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 29.32. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	375,5	6,3	-	22,9	29,2	404,7
Personnel temporaire pour les réunions	15 429,7	(1 616,8)	(257,6)	1 033,7	(840,7)	14 589,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	195,3	(1,5)	(68,8)	9,5	(60,8)	134,5
Heures supplémentaires	307,3	(2,4)	200,0	38,4	236,0	543,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	97,7	1,5	-	6,1	7,6	105,3
Frais de voyage du personnel	17,3	(0,2)	-	1,3	1,1	18,4
Services contractuels	324,3	(2,6)	-	24,5	21,9	346,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
<b>Total</b>	<b>16 749,0</b>	<b>(1 615,7)</b>	<b>(126,4)</b>	<b>1 136,4</b>	<b>(605,7)</b>	<b>16 143,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
15 133,3	(126,4)	-	-	(126,4)	(0,8) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

Total, coûts directs	16 143,3
----------------------	----------

(16 143,3)
------------

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 29.33. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	2	2	-	-	2	2
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

29.55 Le Bureau du Directeur contrôle, à l'échelon central, la planification et la fourniture des services de conférence nécessaires aux réunions qui se tiennent à Genève ou ailleurs.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

### *Personnel temporaire pour les réunions*

29.56 Le montant de 13 550 300 dollars qui est prévu à ce titre accuse une diminution de 257 600 dollars en raison de la proposition, faite aux paragraphes 29.64 et 29.74 ci-après, de transformer en postes permanents huit postes financés auparavant par des crédits ouverts pour du personnel temporaire.

29.57 La base de ressources a été réduite d'un montant de 1,5 million de dollars qu'il est proposé d'inscrire au chapitre 290 [Services de conférence (Vienne)] pour fournir une partie du montant de base indispensable pour financer les services de conférence, autres que ceux de l'ONUDI, qui sont nécessaires à Vienne. Cette question est traitée de façon plus détaillée dans les paragraphes 29.85 à 29.87.

### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

29.58 Les ressources nécessaires à ce titre (152 000 dollars) accusent une diminution de 68 800 dollars qui est imputable à la proposition de transformer en poste permanent un poste d'agent des services généraux du Service d'interprétation qui était financé auparavant par des crédits ouverts pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales (voir par. 29.67).

### *Heures supplémentaires*

29.59 Un montant de 504 900 dollars est prévu, compte tenu des dépenses effectives des années précédentes, pour la rémunération des heures supplémentaires et pour le sur-salaire de nuit. Le tableau ci-dessous indique la répartition des dépenses effectives de 1978 et 1979 et une estimation des dépenses de 1980 (fondée sur les dépenses de septembre 1980). Il ressort de ce tableau que le montant élevé nécessaire pour rémunérer les heures supplémentaires effectuées par le personnel des Services de conférence à Genève en 1978, et que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait noté<sup>5</sup>, a été de nouveau nécessaire en 1979 et 1980; en conséquence, des ressources supplémentaires de 200 000 dollars sont prévues à ce titre.

<sup>5</sup> *Ibid.*, Supplément No 7 (A/34/7), par. 29.45.

### HEURES SUPPLEMENTAIRES : DEPENSES

	1978 (chiffres effectifs)	1979 (chiffres effectifs)	1980 (chiffres estimatifs)
<i>Service de conférence</i>	24 600	20 600	25 500
Coordination des réunions	12 700	10 900	14 800
Contrôle des documents	11 900	9 700	10 700
<i>Service d'interprétation</i>	3 900	2 300	700
<i>Service linguistique</i>	94 900	102 500	131 300
Traduction/révision	19 800	20 800	28 000
Dactylographie	75 100	81 700	103 300
<i>Service des publications</i>	101 300	110 100	109 400
Reproduction	74 200	80 700	82 500
Distribution	26 000	28 200	26 900
Autres activités	1 100	1 200	-
<b>Total</b>	<b>224 700</b>	<b>235 500</b>	<b>266 900</b>

### *Frais de voyage du personnel*

29.60 Les ressources nécessaires à ce titre (17 100 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage du Directeur et d'autres fonctionnaires de la Division et des trois services qui doivent se rendre dans d'autres lieux d'affectation pour y avoir des consultations au sujet de questions concernant les services de conférence et pour coordonner les activités dans ce domaine.

### *Services contractuels*

29.61 Un montant de 321 700 dollars est prévu pour des travaux contractuels de traduction, d'édition et de dactylographie, car les travaux contractuels de traduction sont moins coûteux que ceux qui sont faits par les traducteurs permanents ou temporaires. Une certaine prudence toute-

fois s'impose dans ce domaine, car la nature des travaux de traduction à faire à l'Organisation des Nations Unies et les délais d'exécution, ainsi que le nombre limité de traducteurs contractuels compétents sur le marché mondial, restreignent les possibilités de recourir plus largement à des services contractuels dans ce domaine.

### TRAVAUX CONTRACTUELS DE TRADUCTION EFFECTUES (En milliers de mots)

	1978	1979
Traduction/révision	2 122,8	1 876,1
Edition	761,2	614,7
Dactylographie	5 393,4	6 841,9
<b>Coût total</b>	<b>\$143 200</b>	<b>\$160 300</b>



2. – SERVICE DE CONFERENCE

TABLEAU 29.34. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 273,2	52,2	120,0	145,0	317,2	2 590,4
Dépenses communes de personnel	597,6	7,8	31,2	38,8	77,8	675,4
<b>Total</b>	<b>2 870,8</b>	<b>60,0</b>	<b>151,2</b>	<b>183,8</b>	<b>395,0</b>	<b>3 265,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 930,8	151,2	-	-	151,2	5,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

–

**Total, coûts directs** 3 265,8

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(3 265,8)

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** –

TABLEAU 29.35. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	33	37	-	-	33	37
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>38</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>40</b>	<b>44</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>40</b>	<b>44</b>

## 2. - SERVICE DE CONFERENCE

29.62 Le Service de conférence comprend le Bureau du chef de la Division, la Section de la coordination et du service des séances et la Section de la rédaction et du contrôle des documents. Les attributions de ces sections

sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S, p. 11).

29.63 Le nombre total de séances tenues au Palais des Nations ou ailleurs et pour lesquelles le Service de conférence a dû assurer des services de planification, rassembler des statistiques sur le volume de travail ou fournir des services directs s'établit comme suit :

NOMBRE DE SEANCES<sup>a</sup>

	1976	1977	1978	1979	1980
Office des Nations Unies à Genève . . . . .	6 050	7 647	8 124	7 469	8 075
Ailleurs . . . . .	1 117	747	587	1 701	409
<b>Total</b>	<b>7 167</b>	<b>8 394</b>	<b>8 711</b>	<b>9 170</b>	<b>8 484</b>

<sup>a</sup> Nombre total de séances, avec ou sans services de conférence (interprétation et autres services, à savoir : traduction, comptes rendus ou enregistrement sonore, reproduction, sonorisation et services divers assurés dans les salles de conférences).

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

*Transformation en postes permanents de postes financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire*

29.64 Il est proposé de renforcer les effectifs permanents en créant 4 postes d'agent des services généraux, deux pour

la Section de la coordination et du service des séances et deux postes de technicien du son. De ce fait, un montant de 120 000 dollars a été déduit des ressources prévues au titre du personnel temporaire pour les réunions pour le programme "Direction exécutive et administration".

3. - SERVICE D'INTERPRETATION

TABLEAU 29.36. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	9 407,7	278,8	282,6	626,3	1 187,7	10 595,4
Dépenses communes de personnel	2 445,0	74,0	73,2	157,5	304,7	2 749,7
<b>Total</b>	<b>11 852,7</b>	<b>352,8</b>	<b>355,8</b>	<b>783,8</b>	<b>1 492,4</b>	<b>13 345,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
12 205,5	355,8	-	88,4 a/	444,2	3,6%

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 13 345,1

B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(13 345,1)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières proposées pour 1983 (voir par. 29.68).

TABLEAU 29.37. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

## Unité administrative : Service d'interprétation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	14	20	-	-	14	20
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	45	50	-	-	45	50
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	31	20	-	-	31	20
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	7	7	-	-	7	7
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98</b>	<b>98</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	1	2	-	-	1	2
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>99</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>99</b>	<b>100</b>

## 3. – SERVICE D'INTERPRETATION

29.65 Les attributions du Service d'interprétation sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S, p. 13).

29.66 Le tableau ci-après indique, par exercice biennal, le volume de travail du Service (chiffres effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour 1980-1981 et pour l'exercice biennal 1982-1983).

	1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
Nombre de périodes de travail d'interprète . . .	54 063	67 929	78 000	78 000

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transformation d'un poste en poste permanent*

29.67 Etant donné le volume de travail estimatif du Service d'interprétation pour l'exercice biennal 1982-1983, environ un quart de toutes les périodes de travail d'interprète devront être assurées par du personnel temporaire. De ce fait, le Service a besoin en permanence, pour faire faire les travaux administratifs correspondants, de personnel temporaire affecté à des tâches générales. En conséquence, il est demandé de transformer un poste d'agent des services généraux en poste permanent pour ce service. Un montant correspondant a été déduit des ressources prévues au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales, ressources qui sont prévues à la rubrique du programme "Direction exécutive et administration".

*Organisation des carrières du personnel linguistique*

29.68 Le tableau ci-dessous indique les tableaux d'effectifs qui ont été approuvés pour le Service d'interprétation pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983.

SERVICE D'INTERPRETATION

	1980	1981	1982	1983
D-1 . . . . .	1	1	1	1
P-5 . . . . .	9	14	17	20
P-4 . . . . .	42	45	48	50
P-3 . . . . .	45	31	25	20
P-2 . . . . .	1	7	7	7
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>98</b>	<b>98</b>	<b>98</b>

4. - SERVICE LINGUISTIQUE

TABLEAU 29.38. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	31 751,0	1 020,0	(591,2)	1 996,1	2 424,9	34 175,9
Dépenses communes de personnel	8 291,3	188,7	(155,4)	512,2	545,5	8 836,8
<b>Total</b>	<b>40 042,3</b>	<b>1 208,7</b>	<b>(746,6)</b>	<b>2 508,3</b>	<b>2 970,4</b>	<b>43 012,7</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
41 251,0	(746,6)	-	(256,4) a/	(1 003,0)	(2,4)%

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	43 012,7
----------------------	----------

(43 012,7)

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières proposées pour 1983 (voir par. 29.71).

TABLEAU 29.39. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service linguistique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	19	30	-	-	19	30
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	64	75	-	-	64	75
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	114	76	-	-	114	76
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	8	8	-	-	8	8
<b>Total</b>	<b>206</b>	<b>190</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>206</b>	<b>190</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	8	8	-	-	8	8
Autres classes	237	237	-	-	237	237
<b>Total</b>	<b>245</b>	<b>245</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>245</b>	<b>245</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>451</b>	<b>435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>451</b>	<b>435</b>

4. - SERVICE LINGUISTIQUE

29.69 Le Service linguistique comprend le Bureau du chef du Service, le Groupe des travaux contractuels de traduction, les Sections de traduction (anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe), la Section d'édition des documents officiels, la Section de sténodactylographie, la Section de terminologie et de documentation technique et le Groupe des références. Les attributions de ces diffé-

rentes unités administratives sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. S, p. 12 et 13).

29.70 Le tableau ci-dessous indique, par exercice biennal, le volume de travail du Service (chiffes effectifs pour les exercices biennaux 1976-1977 et 1978-1979, chiffres estimatifs pour les exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983).

TRADUCTION

(En milliers de mots)<sup>a</sup>

	1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
Anglais . . . . .	11 994	12 151	11 400	11 400
Arabe . . . . .	873	6 681	9 600	9 600
Chinois . . . . .	3 033	3 644	7 100	7 100
Espagnol . . . . .	17 652	21 341	22 400	22 400
Français . . . . .	28 329	32 860	34 200	34 200
Russe . . . . .	22 245	25 536	26 300	26 300
Total	84 126	102 213	111 000	111 000

<sup>a</sup> Conformément aux normes statistiques convenues, on compte le nombre total de mots dans le cas des textes traduits et révisés et la moitié du nombre total dans le cas des textes qui sont uniquement révisés.

DACTYLOGRAPHIE

(En milliers de mots)

	1976-1977 (chiffres effectifs)	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (chiffres estimatifs)
Anglais . . . . .	66 626	74 011	66 400	66 400
Arabe . . . . .	1 922	10 327	14 100	14 100
Chinois . . . . .	10 531	15 412	26 000	26 000
Espagnol . . . . .	47 480	60 754	60 800	60 800
Français . . . . .	85 699	99 563	91 900	91 900
Russe . . . . .	58 230	66 700	64 800	54 800
Total	270 488	326 767	324 000	324 000

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Organisation des carrières du personnel des services linguistiques*

29.71 Le tableau ci-dessous indique les tableaux d'effectifs (catégorie des administrateurs) qui ont été approuvés pour le Service linguistique pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983 avec effet au 1er janvier de chaque année. Comme il était indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le classement des emplois et l'organi-

sation des carrières du personnel des services linguistiques (A/C.5/35/75), l'application du système de la traduction autorévisée permettra de supprimer 21 postes de la catégorie des administrateurs en trois ans :

SERVICE LINGUISTIQUE

	1980	1981	1982	1983
D-1 . . . . .	1	1	1	1
P-5 . . . . .	14	19	25	30
P-4 . . . . .	58	64	69	75
P-3 . . . . .	130	114	95	76
P-2 . . . . .	8	8	8	8
Total	211	206	198	190

## 5. – SERVICE DES PUBLICATIONS

TABLEAU 29.40. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	9 586,8	228,4	187,9	606,3	1 022,6	10 609,4
Dépenses communes de personnel	2 515,6	34,8	49,5	163,8	248,1	2 763,7
Location et entretien du matériel	351,5	(2,7)	47,2	30,1	74,6	426,1
Fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers du Secrétariat	1 981,9	(14,8)	-	150,0	135,2	2 117,1
Acquisition de matériel	174,4	(1,4)	56,0	17,5	72,1	246,5
<b>Total</b>	<b>14 610,2</b>	<b>244,3</b>	<b>340,6</b>	<b>967,7</b>	<b>1 552,6</b>	<b>16 162,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
14 854,5	340,6	-	9,8 a/	350,4	2,4%

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 16 162,8

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

(16 162,8)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

a/ Ce montant représente l'effet qu'auront en 1984 les mesures d'organisation des carrières proposées pour 1983 (voir par. 29.76).



TABLEAU 29.41. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service des publications

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	8	11	-	-	8	11
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	9	6	-	-	9	6
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	146	150	-	-	146	150
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>154</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>150</b>	<b>154</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>172</b>	<b>176</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>172</b>	<b>176</b>

## 5. - SERVICE DES PUBLICATIONS

29.72 Le Service des publications comprend le Bureau du chef du Service, la Section de la reproduction, la Section des impressions, la Section de la distribution et des ventes et la Section de l'enregistrement des dossiers et du courrier. Ses fonctions comprennent également la vente des publications de l'ONU, dont il est question au chapitre 3 des recettes.

29.73 Les statistiques concernant le volume de travail de la Section de la reproduction et de la Section de la distribution sont reproduites ci-après :

REPRODUCTION DANS LES ATELIERS DU SECRETARIAT  
(En milliers de pages tirées)

1976-1977 (chiffre effectif)	1978-1979 (chiffre effectif)	1980-1981 (chiffre estimatif)	1982-1983 (chiffre estimatif)
512 300	606 300	600 000	600 000

DISTRIBUTION  
(En milliers de documents)

1976-1977 (chiffre effectif)	1978-1979 (chiffre effectif)	1980-1981 (chiffre estimatif)	1982-1983 (chiffre estimatif)
42 000	46 600	47 000	47 000

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Transformation de certains postes en postes permanents*

29.74 Il est proposé de transformer en postes permanents quatre postes précédemment financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire [2 postes (G-3) de commis à la reproduction et 2 postes (G-3) de commis à la distribution] à la Section de la reproduction et à la Section de la distribution. Une réduction correspondante de 137 600 dollars a été opérée sur les crédits demandés pour du personnel temporaire à la rubrique du programme "Direction exécutive et administration".

*Reclassement de postes*

29.75 Il est proposé de reclasser d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) le poste de chef du Service des publications pour que ce poste soit de la même classe que les postes semblables du Service de conférence à Genève.

*Organisation des carrières du personnel des services linguistiques*

29.76 Le tableau ci-dessous indique les tableaux d'effectifs (catégorie des administrateurs) qui ont été approuvés pour le Service des publications pour 1980 et 1981 (pour cette dernière année en application de la résolution 35/225 de l'Assemblée générale) ainsi que les tableaux d'effectifs proposés pour 1982 et 1983.

SERVICE DES PUBLICATIONS

	1980	1981	1982	1983
P-4 .....	3	4	4	4
P-3 .....	9	8	10	11
P-2 .....	9	9	7	6
Total	21	21	21	21

	1978-1979 (chiffres effectifs)	1980-1981 (chiffres estimatifs)	1982-1983 (prévisions)
	Dollars	Dollars	Dollars
Achats de papier .....	1 208 360	1 340 000	1 500 800
Fournitures diverses .....	336 057	250 000	280 000
Plaques, pellicules, matrices .....	137 741	160 000	179 200
Total	1 682 158	1 750 000	1 960 000

*Acquisition de matériel*

29.81 Les ressources nécessaires à ce titre (229 000 dollars), qui accusent une augmentation de 56 000 dollars, doivent permettre de moderniser le matériel des ateliers de reproduction et de la Section de distribution grâce au remplacement du matériel usé et à l'achat de matériel plus efficace.

Dollars

*Section de la reproduction*

1 caméra de reproduction automatique à grande vitesse (1968) .....	92 000
3 duplicateurs offset (1971/1972/1974) .....	62 000

*Location et entretien du matériel*

29.77 Les ressources nécessaires à ce titre (396 000 dollars), qui font apparaître un accroissement de 47 200 dollars, se répartissent comme suit :

	Dollars
Entretien du matériel de reproduction .....	236 000
Location de matériel .....	160 000
Total	396 000

29.78 Le montant prévu pour l'entretien du matériel de reproduction (236 000 dollars) doit permettre de couvrir le coût des travaux d'entretien courant.

29.79 Le montant prévu pour la location de matériel (160 000 dollars) doit permettre de couvrir le coût de la location de matériel de composition et de copieurs. Il est proposé de mettre en service dans les ateliers du Secrétariat un système de photocomposition complet et compatible au cours de l'exercice biennal 1982-1983 après l'installation initiale d'un nombre d'éléments limité, afin de maintenir la capacité de production du Groupe de composition durant l'exercice biennal 1980-1981. Il est proposé en outre de continuer à louer deux copieurs Xerox 9400 pendant l'exercice biennal 1982-1983 afin de faire face à une augmentation sensible des documents à reproduire à partir de copies au net.

*Fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers du Secrétariat*

29.80 Un montant total de 1 967 100 dollars est prévu pour l'achat de fournitures pour la reproduction des documents. Le tableau suivant indique le coût du papier et autres fournitures achetés au cours de l'exercice biennal 1978-1979 ainsi que les chiffres estimatifs correspondants pour 1980-1981 et 1982-1983. Il convient de noter que les achats continueront d'être effectués au moment le plus opportun et en quantités compatibles avec une bonne gestion, après analyse approfondie des tendances du marché.

Dollars

12 duplicateurs de stencils (1976) .....	25 000
1 analyseur électronique pour stencils (1972) .....	3 000
1 appareil de développement automatique des pellicules (1975) .....	30 000
Total	212 000

*Section de la distribution*

1 machine à ficeler les paquets .....	6 000
1 accessoire de machine à adresser pour étiquettes établies sur ordinateur .....	11 000
Total	17 000

Total général 229 000

C. - Services de conférence (Vienne)

TABLEAU 29.42. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
262,6	2 972,3	1 131,9	-	-	314,9	119,9	3 287,2	1 251,8	3 549,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total révisé de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 234,9	-	-	-	-	- %

-

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	3 549,8
----------------------	---------

(3 549,8)

B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

**TABEAU 29.43. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981**  
**(AUX TAUX REVISES DE 1981)**  
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

	Dépenses supplémentaires							Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
	Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981			Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	
	Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)			
Programmes								
Services de conférence (Vienne)	262,6	-	-	1,1	1,8	2 969,4 <sup>a/</sup>	2 972,3	3 234,9

a/ Ce montant se décompose comme suit : 2 500 000 dollars correspondant à des crédits qui étaient prévus auparavant pour New York et Genève et qui constitueront désormais le montant de base nécessaire pour les services de conférence à Vienne (voir par. 29.85 à 29.87) et 469 400 dollars correspondant aux crédits qui étaient prévus pour permettre de recruter du personnel temporaire pour les sessions du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (voir par. 29.87).

TABLEAU 29.44. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	-	2 969,4	-	287,9	3 257,3	3 257,3
Postes permanents	118,6	1,4	-	12,5	13,9	132,5
Dépenses communes de personnel	36,8	0,4	-	4,0	4,4	41,2
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	107,2	1,1	-	10,5	11,6	118,8
<b>Total</b>	<b>262,6</b>	<b>2 972,3</b>	<b>-</b>	<b>314,9</b>	<b>3 287,2</b>	<b>3 549,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 234,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 3 549,8

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(3 549,8)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

### C. — Services de conférence (Vienne)

29.82 Le chapitre 29C concerne les services de conférence nécessaires aux unités administratives transférées à Vienne en vertu des résolutions 31/94 et 33/181 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1976 et du 21 décembre 1978 respectivement, ainsi qu'au secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, qui a été transféré à Vienne quelques années plus tôt<sup>6</sup>. Les crédits nécessaires pour assurer le service des autres conférences et réunions des Nations Unies susceptibles de se tenir à Vienne, l'un des trois principaux centres de conférences, seront également inscrits au chapitre 29C. Par contre, les crédits nécessaires pour le Service des conférences de l'ONUDI sont prévus au chapitre 17. (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel).

29.83 On se rappellera que les crédits demandés au chapitre 29C du projet de budget-programme pour 1980-1981 ne représentaient qu'un minimum de ressources, étant entendu que des décisions seraient prises en temps utile quant aux arrangements à long terme convenant le mieux, compte tenu de l'expérience acquise au cours de l'exercice biennal 1980-1981, y compris des arrangements avec les Services de conférence de New York et de Genève.

29.84 Comme il était dit dans les rapports sur les locaux du Centre international de Vienne (A/C.5/34/48 et Corr.1 et A/C.5/35/81 et Corr.1), il avait été convenu entre les parties intéressées que le service des conférences de l'ONUDI assurerait, à titre expérimental, le service de toutes les conférences des Nations Unies se tenant à Vienne (outre le service des réunions de l'ONUDI) pendant l'année 1980. Après qu'une étude eut été effectuée à la fin de 1980, il avait été décidé de maintenir cet arrangement pendant une année de plus, une nouvelle étude devant être effectuée vers la fin de 1981.

29.85 Selon les arrangements financiers actuels, le coût des conférences, autres que celles de l'ONUDI, qui se tiennent à Vienne est financé par des crédits ouverts pour le Département des services de conférence (New York) et les Services de conférence (Genève) aux chapitres 29A et 29B du budget, la responsabilité de la gestion des crédits et du contrôle financier incombant à l'Office de Genève. L'utilisation accrue du Centre international de Vienne, pendant l'exercice 1980-1981, comme lieu de réunion pour des conférences des Nations Unies autres que celles de l'ONUDI a contribué au développement des activités de tout le système des Nations Unies en matière de conférences, de sorte qu'il est devenu difficile, sur le plan pratique,

<sup>6</sup> Les crédits nécessaires au Comité étaient jusqu'à présent demandés au chapitre 17 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel).

d'utiliser à Vienne des crédits ouverts essentiellement pour New York et Genève.

29.86 Au début de 1981, on prévoyait que le Secrétariat établirait, à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, un document récapitulatif des besoins en services de conférence pour 1981 à New York, Genève et Vienne. A la suite de cette étude approfondie et compte tenu de la mise au point du calendrier des conférences pour 1982-1983, on peut compter que le Secrétaire général présentera des demandes de crédits révisées à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session. En outre, comme il était dit dans le rapport du Secrétaire général sur le Centre international de Vienne (A/C.5/35/81 et Corr.1, par. 82), on prévoit qu'à plus long terme il sera souhaitable d'apporter divers changements à la structure des services et aux rapports entre eux, et le Secrétaire général a l'intention de présenter des recommandations à cet égard à l'Assemblée générale.

29.87 En attendant, il propose de majorer la base de ressources au chapitre 29C de 2 500 000 dollars, représentant des crédits qui étaient prévus auparavant, au titre du personnel temporaire pour les réunions, au chapitre 29A [Département des services de conférence (New York)], soit 1 million de dollars, et au chapitre 29B [Services de conférence (Genève)], soit 1 500 000 dollars. Il est également proposé d'inscrire désormais au chapitre 29C un montant de 469 400 dollars représentant le coût des services de conférence à fournir au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et qui était inscrit jusqu'à présent au chapitre 18.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

##### *Personnel temporaire pour les réunions*

29.88 Le montant de 2 969 400 dollars qui est prévu afin de majorer la base de ressources est expliqué dans le paragraphe 29.87 ci-dessus.

##### *Postes temporaires*

29.89 En attendant que des arrangements définitifs soient pris pour les Services de conférence à Vienne, il est proposé de maintenir les deux postes temporaires (un poste P-2 et un poste d'agent des services généraux) que l'Assemblée générale avait approuvés à sa trente-troisième session pour le Groupe de la planification et du service des séances à l'ONUDI.

##### *Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes*

29.90 Le montant prévu à ce titre (108 300 dollars) doit permettre de couvrir le coût des services de reproduction fournis par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aux unités administratives de l'ONU qui ont été transférées à Vienne.

D. – Bibliothèque (New York)

TABLEAU 29.45. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
9 248,7	565,2	6,1	-	-	1 297,4	14,0	1 862,6	20,1	11 111,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) - %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 813,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires :		
Remboursements au titre des activités de coopération technique	263,8	315,7
Total a)	263,8	315,7
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	109,8	136,3
Total b)	109,8	136,3
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	373,6	452,0

Total, coûts directs	11 563,3
----------------------	----------

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(11 563,3)
------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 29.46. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
Direction exécutive et administration	484,1	-	-	-	38,0	1,1	-	39,1	523,2	
Services de bibliothèque et de documentation	8 764,6	-	-	-	623,6	35,8	(133,3) <sup>a/</sup>	526,1	9 290,7	
Total	9 248,7	-	-	-	661,6	36,9	(133,3)	565,2	9 813,9	

a/ Ce montant représente le coût de postes prévus auparavant au chapitre 29D qui sont désormais inscrits au chapitre 26 (Activités juridiques) et le coût de fournitures de bureau (livres) qui était couvert auparavant par le Bureau des services généraux (voir par. 29.96 et 29.100, respectivement).

TABLEAU 29.47. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %		
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982-1983			Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%					
Direction exécutive et administration	484,1	39,1	-	-	-	68,8	107,9	22,3	592,0	-
Services de bibliothèque et de documentation	8 764,6	526,1	-	-	-	1 228,6	1 754,7	20,0	10 519,3	-
Total	9 248,7	565,2	-	-	-	1 297,4	1 862,6	20,1	11 111,3	-



TABLEAU 29.48. -- BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981, aux taux révisés de 1981	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
Postes permanents	6 278,9	392,5	-	869,2	1 261,7	7 540,6	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,9	0,3	-	1,1	1,4	8,3	-
Heures supplémentaires	9,2	0,3	-	1,4	1,7	10,9	-
Dépenses communes de personnel	2 006,5	124,3	-	277,9	402,2	2 408,7	-
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-
Frais de voyage du personnel	11,7	0,4	-	1,8	2,2	13,9	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5	-
Fournitures de bureau (livres)	-	11,5	-	1,7	13,2	13,2	-
Livres et fournitures de bibliothèque	607,6	23,4	-	93,9	117,3	724,9	-
Services contractuels	326,2	12,5	-	50,4	62,9	389,1	-
<b>Total</b>	<b>9 248,7</b>	<b>565,2</b>	<b>-</b>	<b>1 297,4</b>	<b>1 862,6</b>	<b>11 111,3</b>	<b>-</b>

TABLEAU 29.49. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bibliothèque (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	33	33	2	2	35	35
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	21	20	1	1	22	21
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>65</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>69</b>	<b>68</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	8	8	1	1	9	9
Autres classes	80	78	3	3	83	81
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>86</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>92</b>	<b>90</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>154</b>	<b>151</b>	<b>7 <u>a/</u></b>	<b>7 <u>a/</u></b>	<b>161</b>	<b>158</b>

a/ Un poste P-3, un poste P-2, un poste G-5 et deux postes G-4/1 financés par des sommes remboursées au titre d'activités de coopération technique et un poste P-3 et un poste d'agent des services généraux financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction.

## D. - Bibliothèque (New York)

29.91 Les fonctions et attributions de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. Q/Rev.1, partie II).

1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 29.50. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale
Postes permanents	341,4	29,6	-	48,4	78,0	419,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	110,2	8,4	-	15,6	24,0	134,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	6,9	0,3	-	1,1	1,4	8,3
Heures supplémentaires	9,2	0,3	-	1,4	1,7	10,9
Frais de voyage du personnel	11,7	0,4	-	1,8	2,2	13,9
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Livres et fournitures de bibliothèque	3,0	0,1	-	0,5	0,6	3,6
<b>Total</b>	<b>484,1</b>	<b>39,1</b>	<b>-</b>	<b>68,8</b>	<b>107,9</b>	<b>592,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
523,2	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 592,0

(592,0)

B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 29.51. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

## 1. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

29.92 Le Bureau du Directeur assure la direction et l'administration générales du programme de travail de la Bibliothèque et suit son exécution. Il assure la liaison avec les bibliothèques des autres organismes des Nations Unies. Il conseille en outre le Comité des publications sur les questions intéressant les bibliothèques depositaires des publications des Nations Unies.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Heures supplémentaires*

29.93 Les ressources nécessaires à ce titre sont estimées à 9 500 dollars. Le renouvellement des commandes, tâche dont est chargée la Section des acquisitions, s'effectue en dehors des heures normales de travail, de façon que les vérifications à faire ne soient pas gênées par les travaux courants. Le personnel est également appelé à faire des heures supplémentaires pour respecter les dates limites

d'établissement des publications de la Bibliothèque (index, bibliographies, etc.), afin de rattraper les retards dus à l'échelonnement des opérations automatisées ou à d'autres raisons.

*Frais de voyage du personnel*

29.94 Le montant prévu (12 100 dollars) permettra à des bibliothécaires expérimentés de participer aux réunions d'organismes interinstitutions et internationaux s'occupant de documentation; il permettra de continuer à assurer la coopération avec la bibliothèque de l'Office de Genève et d'autres systèmes dépendant du Système d'information bibliographique de l'ONU (SIBONU) et permettra aussi à des fonctionnaires de se rendre, à l'occasion de leur congé dans les foyers ou d'autres voyages en mission, auprès de bibliothèques depositaires des publications des Nations Unies. Enfin, le crédit demandé couvrira aussi, si possible, les frais de participation aux conférences annuelles de l'Association américaine des bibliothèques, de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques, de l'Association des bibliothèques de droit et d'autres associations.

## 2. – SERVICES DE BIBLIOTHEQUE ET DE DOCUMENTATION

TABLEAU 29.52. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	5 937,5	362,9	–	820,8	1 183,7	7 121,2
Dépenses communes de personnel	1 896,3	115,9		262,3	378,2	2 274,5
Livres et fournitures de bibliothèque	604,6	23,3	–	93,4	116,7	721,3
Services contractuels	326,2	12,5	–	50,4	62,9	389,1
Fournitures de bureau (livres)	–	11,5	–	1,7	13,2	13,2
<b>Total</b>	<b>8 764,6</b>	<b>526,1</b>	<b>–</b>	<b>1 228,6</b>	<b>1 754,7</b>	<b>10 519,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 290,7	–	–	–	–	–

TABLEAU 29.52 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires : Remboursements au titre des activités de coopération technique	263,8	315,7
Total a)	263,8	315,7
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	109,8	136,3
Total b)	109,8	136,3
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	373,6	452,0

Total, coûts directs	10 971,3
----------------------	----------

(10 971,3)
------------

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 29.53. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services de bibliothèque et de documentation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	6	6	-	-	6	6
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	33	33	2	2	35	35
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	20	19	1	1	21	20
Total	62	61	3	3	65	64
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	8	8	1	1	9	9
Autres classes	78	76	3	3	81	79
Total	86	84	4	4	90	88
TOTAL GENERAL	148	145	7 a/	7 a/	155	152

a/ Voir tableau 29.49.

## 2. — SERVICES DE BIBLIOTHEQUE ET DE DOCUMENTATION

29.95 Ce programme comprend le Service des usagers et le Service des opérations techniques et des publications. Les attributions de ces services sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organization, sect. Q/Rev.1 (Partie II)].

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Transfert de postes*

29.96 Il est proposé d'inscrire désormais au chapitre 26 (Activités juridiques) un poste P-2 et deux postes d'agent des services généraux qui étaient auparavant prévus au chapitre 29D. De ce fait, 144 800 dollars ont été déduits du montant réévalué de la base de ressources.

#### *Livres et fournitures de bibliothèque*

29.97 Le montant de 627 900 dollars qui est prévu à ce titre doit permettre l'acquisition de livres et de périodiques ainsi que la production de microfilms et la réalisation de travaux de reliure.

29.98 La Bibliothèque doit poursuivre son programme d'acquisition pour pouvoir s'acquitter de sa fonction principale qui consiste à fournir aux délégations, au Secrétariat et aux autres groupes officiels de l'Organisation le plus rapidement, le plus commodément et le plus économiquement possible les ouvrages, documents et publications dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions. La collection générale doit être mise à jour, tandis que l'expansion des activités du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a donné lieu à une augmentation de leurs commandes. Il est en outre vraisemblable, compte tenu de l'évolution récente,

que la Bibliothèque devra acheter un certain nombre de publications qu'elle obtenait auparavant à titre de dons ou d'échanges (les ouvrages acquis de cette façon constituant environ les deux tiers de ceux qui venaient compléter le fonds de la Bibliothèque). Enfin, le nombre de documents ou d'ouvrages qui font partie de collections et qui n'ont pas encore été reliés ne cesse de croître.

#### *Services contractuels*

29.99 Un montant de 338 700 dollars est prévu pour divers services contractuels, y compris la production de 15 000 originaux de microfiches et 75 000 copies par an, les échanges d'ouvrages entre bibliothèques et l'utilisation de la banque de données du *New York Times*. La Bibliothèque doit s'assurer des services contractuels de recherche-développement pour poursuivre l'automatisation de certains services. Le programme à exécuter au cours de l'exercice biennal 1982-1983 comprendra des éléments tels que :

- a) L'établissement d'un manuel des usagers du Système d'information bibliographique de l'ONU;
- b) La mise au point d'une stratégie de recherche par sujet en liaison directe avec l'ordinateur;
- c) L'édition de thesaurus multilingues du Système d'information bibliographique de l'ONU (éditions espagnole, française et russe);
- d) L'application des méthodes automatisées à la Section des acquisitions.

#### *Fournitures de bureau (livres)*

29.100 Jusqu'à présent, le crédit ouvert pour l'achat de dictionnaires, d'atlas, de lexiques, etc., utilisés par des fonctionnaires pour leur travail était prévu pour le Bureau des services généraux. Ce dernier et le Département des services de conférence sont convenus que ledit crédit, qui s'élève à 11 500 dollars, serait désormais inscrit au budget de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld.



## E. – Bibliothèque (Genève)

TABLEAU 29.54. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. – COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
4 529,6	Dollars 77,4	% 1,7	Dollars -	% -	Dollars 293,1	% 6,4	Dollars 370,5	% 8,2	4 900,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 607,0	-	-	-	-	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds de dotation de la Bibliothèque : livres et fournitures de bibliothèque	38,0	38,0
<b>Total b)</b>	38,0	38,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	38,0	38,0

<b>Total, coûts directs</b>	<b>4 938,1</b>
-----------------------------	----------------

## B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

<b>(4 938,1)</b>
------------------

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

**TABEAU 29.55. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Total (8)				
Direction exécutive et administration	428,4	-	-	-	7,6	(0,2)	-	7,4	7,4	435,8	
Services de bibliothèque	4 101,2	-	23,2	-	50,5	(3,7)	-	70,0	70,0	4 171,2	
<b>Total</b>	<b>4 529,6</b>	<b>-</b>	<b>23,2</b>	<b>-</b>	<b>58,1</b>	<b>(3,9)</b>	<b>-</b>	<b>77,4</b>	<b>77,4</b>	<b>4 607,0</b>	

**TABEAU 29.56. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Credits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
Direction exécutive et administration	428,4	7,4	-	25,8	33,2	7,8	461,6	-
Services de bibliothèque	4 101,2	70,0	-	267,3	337,3	8,2	4 438,5	-
<b>Total</b>	<b>4 529,6</b>	<b>77,4</b>	<b>-</b>	<b>293,1</b>	<b>370,5</b>	<b>8,2</b>	<b>4 900,1</b>	<b>-</b>

**TABEAU 29.57. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Océdits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale			
Postes permanents	3 205,3	66,9	-	202,2	269,1	3 474,4	% -	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	51,6	(0,5)	-	3,9	3,4	55,0	-	
Dépenses communes de personnel	836,2	14,4	-	54,1	68,5	904,7	-	
Frais de voyage du personnel	9,5	(0,1)	-	0,7	0,6	10,1	-	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7	-	
Fournitures et accessoires	421,3	(3,2)	-	31,9	28,7	450,0	-	
Mobilier et matériel	5,0	(0,1)	-	0,3	0,2	5,2	-	
<b>Total</b>	<b>4 529,6</b>	<b>77,4</b>	<b>-</b>	<b>293,1</b>	<b>370,5</b>	<b>4 900,1</b>	<b>-</b>	

TABLEAU 29.58. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bibliothèque (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	9	9	-	-	9	9
<b>Total</b>	18	18	-	-	18	18
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	27	27	-	-	27	27
<b>Total</b>	30	30	-	-	30	30
<b>TOTAL GENERAL</b>	48	48	-	-	48	48

## E. – Bibliothèque (Genève)

29.101 Les attributions et responsabilités de la Bibliothèque de Genève sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. S, p. 17).

I. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 29.59. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	327,9	5,9	-	19,9	25,8	353,7
Dépenses communes de personnel	85,3	1,7	-	4,9	6,6	91,9
Frais de voyage du personnel	9,5	(0,1)	-	0,7	0,6	10,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,7	-	-	-	-	0,7
Mobilier et matériel	5,0	(0,1)	-	0,3	0,2	5,2
<b>Total</b>	<b>428,4</b>	<b>7,4</b>	<b>-</b>	<b>25,8</b>	<b>33,2</b>	<b>461,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
435,8	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 461,6

(461,6)

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 29.60. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## 1. – DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

29.102 Le Bureau du Bibliothécaire en chef assure la direction et l'administration d'ensemble des services de bibliothèque à Genève.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

*Frais de voyage du personnel*

29.103 Le montant de 9 400 dollars prévu à ce titre permettra de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de

subsistance des fonctionnaires qui participeront à des réunions sur des questions relatives aux publications des Nations Unies, à la documentation internationale et à la bibliothéconomie ainsi qu'à des questions concernant le Système d'information bibliographique de l'ONU qui doit être utilisé aussi par la Bibliothèque de Genève en 1982.

2. – SERVICES DE BIBLIOTHEQUE

TABLEAU 29.61. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 877,4	61,0	-	182,3	243,3	3 120,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	51,6	(0,5)	-	3,9	3,4	55,0
Dépenses communes de personnel	750,9	12,7	-	49,2	61,9	812,8
Fournitures et accessoires	421,3	(3,2)	-	31,9	28,7	450,0
<b>Total</b>	<b>4 101,2</b>	<b>70,0</b>	<b>-</b>	<b>267,3</b>	<b>337,3</b>	<b>4 438,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 171,2	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	1980-1981 Montant estimatif des dépenses	1982-1983 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond		
Fonds de dotation de la Bibliothèque : livres et fournitures de bibliothèque	38,0	38,0
<b>Total b)</b>	<b>38,0</b>	<b>38,0</b>
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>38,0</b>	<b>38,0</b>

<b>Total, coûts directs</b>	<b>4 476,5</b>
-----------------------------	----------------

<b>(4 476,5)</b>
------------------

B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>-</b>
---	----------

TABLEAU 29.62. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Services de bibliothèque

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	9	9	-	-	9	9
Total	16	16	-	-	16	16
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	27	27	-	-	27	27
Total	29	29	-	-	29	29
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>45</b>

## 2. – SERVICES DE BIBLIOTHEQUE

29.104 Ce programme comprend la Section des acquisitions et du catalogue, la Section de la documentation et du service des lecteurs et le Groupe des archives de la Société des Nations et des collections historiques.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)**Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

29.105 Le montant prévu à ce titre (51 100 dollars) doit permettre de faire face au volume de travail durant les

périodes de pointe et de remplacer le personnel de la Bibliothèque en congé de longue durée.

*Fournitures et accessoires*

29.106 Le montant de 418 100 dollars prévu à cette rubrique doit permettre d'acheter environ 4 000 ouvrages et 1 000 périodiques par an ainsi que d'autres fournitures de bibliothèque comme celles qui sont nécessaires pour les travaux de reliure.



F. – Bibliothèque (Vienne)

TABLEAU 29.63. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. – COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
312,7	240,6	76,9	29,2	9,3	56,4	18,0	326,2	104,3	638,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
553,3	29,2	-	-	29,2	5,2%

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 638,9

B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(638,9)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 29.64. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)			
Programmes	312,7	-	-	238,0	-	2,6	-	240,6	553,3
Bibliothèque (Vienne)								240,6	

Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)

TABLEAU 29.65. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Livres et fournitures de bibliothèque	145,3	0,9	29,2	17,0	47,1	192,4
Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes	167,4	239,7	-	39,4	279,1	446,5
<b>Total</b>	<b>312,7</b>	<b>240,6</b>	<b>29,2</b>	<b>56,4</b>	<b>326,2</b>	<b>638,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
553,3	29,2	-	-	29,2	5,2%

2) Fonds extra-budgetaires

Total, coûts directs	638,9
----------------------	-------

(638,9)

B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

## F. — Bibliothèque (Vienne)

29.107 La Bibliothèque commune du Centre international de Vienne a été créée en octobre 1979 et elle est gérée par l'AIEA pour le compte de toutes les organisations et unités administratives qui se trouvent au Centre, conformément au mémorandum d'accord du 31 mars 1977. L'arrangement de partage des frais en vigueur depuis le 1er juin 1980 est conçu comme suit :

a) Toutes les dépenses concernant des services et des collections (y compris l'acquisition de livres et de journaux) qui sont engagées entièrement ou principalement pour une organisation ou une unité administrative donnée sont à la charge de ladite organisation ou unité administrative;

b) Toutes les dépenses concernant des services et des collections (y compris les acquisitions) à usage général sont réparties entre les organisations au prorata du nombre des fonctionnaires (catégorie des administrateurs) de l'organisation utilisatrice.

29.108 Si certains arrangements transitoires ont été pris jusqu'à présent, du fait qu'il a fallu créer une bibliothèque de référence distincte pour le Service du droit commercial international de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et commencer à constituer un fonds d'ouvrages et de documents de base sur les sciences sociales, l'exercice biennal 1982-1983 sera vraisemblablement le premier pendant toute la durée duquel la Bibliothèque fonctionnera normalement et pour lequel un crédit est demandé pour couvrir principalement les dépenses renouvelables qu'entraînent les services de bibliothèque à fournir à toutes les unités administratives de l'Organisation des Nations Unies à Vienne, à l'exception de l'ONUDI, mais y compris le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants<sup>7</sup>. Les ressources nécessaires pour les acquisitions doivent cependant permettre de poursuivre la constitution de collections spéciales.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Livres et fournitures de bibliothèque*

29.109 Le montant de 146 200 dollars qui est prévu à ce titre doit permettre de couvrir toutes les dépenses concernant des services et des collections qui seront engagées pour des unités administratives de l'Organisation des Nations Unies. La part des dépenses imputables auxdites unités conformément à la formule de partage des frais est estimée à 26 600 dollars. Le coût des ouvrages, documents et

<sup>7</sup> Le Comité ayant été transféré à Vienne quelques années avant les autres unités administratives de l'Organisation des Nations Unies, les crédits nécessaires pour cet organe étaient demandés jusqu'à présent au chapitre du budget qui concerne l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

services qui sera directement à la charge des diverses unités administratives de l'ONU pendant l'exercice biennal est estimé à 119 600 dollars.

29.110 Pour l'exercice biennal 1980-1981 et précédemment, un crédit avait été inscrit au chapitre 17 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) pour l'achat de livres et pour les services de bibliothèque à fournir au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. Ce crédit de 29 200 dollars est désormais inscrit au chapitre 29F [Bibliothèque (Vienne)] où sont prévues les ressources nécessaires pour fournir des services de bibliothèque aux unités administratives, à l'exception de l'ONUDI, qui sont installées à Vienne.

#### *Participation aux dépenses qu'entraînent les activités communes*

29.111 Un montant est prévu pour que l'ONU puisse continuer à rembourser à l'AIEA le coût de trois postes d'administrateur et de quatre postes d'agent des services généraux pendant l'exercice biennal 1982-1983. Un crédit avait été ouvert à cet effet pour 1980-1981 afin de développer et renforcer les services de bibliothèque de Vienne pour qu'ils puissent répondre aux besoins des unités administratives de l'ONU qui étaient transférées dans cette ville. Un poste P-3 est occupé par le chef des services à l'intention du public, bibliothécaire qui est spécialement chargé d'assurer la liaison avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, de choisir les ouvrages, de superviser les recherches faites sur ordinateur et de fournir d'autres services de bibliothèque aux fonctionnaires du Centre. Le deuxième poste P-3 est occupé par le chef des services techniques, qui coordonne les achats de livres choisis par les unités administratives de l'ONU ou par les bibliothécaires qui les desservent, ainsi que les travaux de catalogage, d'indexage, etc., à faire par la suite. Le troisième poste d'administrateur est un poste P-2, occupé par le bibliothécaire chargé des services concernant les questions d'actualité, lequel a pour attribution spéciale d'assurer la liaison avec la Division des stupéfiants et les autres organes compétents dans ce domaine. Trois des postes d'agent des services généraux sont affectés aux services à l'intention du public, pour la gestion des collections, y compris la constitution d'une collection de documents de l'Organisation des Nations Unies, le quatrième poste étant occupé par un(e) dactylographe. Une partie très importante de l'effectif total de la Bibliothèque commune continuera pendant l'exercice biennal 1982-1983 à constituer des collections spéciales, à effectuer des recherches sur ordinateur, etc., pour le compte des unités administratives de l'ONU. Le coût du maintien des postes susmentionnés en 1982-1983 est estimé à 407 100 dollars, soit 25 p. 100 environ du total des dépenses de personnel de la Bibliothèque commune.

**TITRE VIII**  
**DEPENSES SPECIALES**

**CHAPITRE 30. – OBLIGATIONS EMISES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

**TABLEAU 30.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**  
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
17 056,0	-	-	164,3	0,9	-	-	164,3	0,9	17 220,3

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
17 056,0	164,3	-	-	164,3	0,9 %

**2) Fonds extra-budgetaires**

-

Total, coûts directs	17 220,3
----------------------	----------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

-

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	17 220,3
--	----------

### Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies

30.1 Par sa résolution 1739 (XVI) du 20 décembre 1961, modifiée par les résolutions 1878 (S-IV) du 27 juin 1963 et 1989 (XVIII) du 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à émettre des obligations de l'Organisation des Nations Unies jusqu'à concurrence d'un montant total de 200 millions de dollars (le montant total des obligations effectivement vendues était de 169 905 679 dollars) et à inscrire chaque année au budget ordinaire, à compter du budget de l'exercice 1963, une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts – au taux de 2 p. 100 par an – afférents aux obligations vendues et le remboursement, conformément au tableau joint en annexe à la résolution 1739 (XVI), des annuités du principal venant

à échéance. Ces paiements sont effectués le 15 janvier de chaque année.

30.2 Les paiements qui devront être effectués à ces fins durant l'exercice biennal 1982-1983 sont estimés à 17 220 300 dollars (1 898 300 dollars pour les intérêts et 15 322 000 dollars pour les annuités du principal). Ces paiements représenteront le vingtième et le vingt et unième versement au titre du remboursement du principal et du service des intérêts. Dans le cas des obligations remboursables dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, les estimations sont fondées sur les taux de change en vigueur au moment de l'établissement du présent projet de budget (0,420 livre sterling, 16,7 roupies de Sri Lanka, 208 francs CFA et 0,700 livre égyptienne pour 1 dollar des Etats-Unis). Une fois ces paiements effectués, il restera à amortir 21 p. 100 du principal des obligations au cours des années 1984 à 1990.

**TITRE IX**

**CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL**

**CHAPITRE 31. – CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL**

**TABLEAU 31.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
190 367,6	12 589,6	6,6	698,2	0,3	26 291,2	13,8	39 579,0	20,7	229 946,6

**Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)**

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
202 957,2	698,2	593,5	251,2	355,9	0,1 %

**2) Fonds extra-budgetaires**

-

Total, coûts directs	229 946,6
----------------------	-----------

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

-

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	229 946,6
---	-----------

TABLEAU 31.2. -- ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981  
(AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires				Montant net des dépenses supplémentaires (7) (6) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (8) (1) + (7)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981	Ajustements spéciaux (5)			Total (6)
			(3)	(4)					
Contributions du personnel	190 367,6	2 409,8	6 417,2	8 586,2	-	14 999,4	12 589,6	202 957,2	

### Contributions du personnel

31.1 Conformément aux procédures budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général doit demander des crédits au titre des prévisions de dépenses pour couvrir le montant brut de tous les émoluments des fonctionnaires, à l'exclusion de l'indemnité de poste. Les montants qui seront retenus à la source à titre de contributions du personnel sont portés en recettes, lesquelles, dans la mesure où elles ne sont pas utilisées à d'autres fins aux termes d'une décision expresse de l'Assemblée générale, sont créditées au Fonds de péréquation des impôts

pour être utilisées aux fins envisagées par l'Assemblée générale dans sa résolution 973 (X), du 15 décembre 1955.

31.2 Pour faciliter les comparaisons avec le projet de programme de travail et de budget des autres organismes des Nations Unies, le Secrétaire général, dans le présent document, indique les dépenses de personnel comme des montants nets dans le cadre des divers programmes. En conséquence, il doit porter le total des crédits demandés au montant requis en inscrivant au présent chapitre un crédit global, qui représente la différence entre le montant brut et le montant net des émoluments. Le montant correspondant continue d'être porté en recettes, au chapitre premier des recettes.



TITRE X  
DEPENSES D'EQUIPEMENT

**CHAPITRE 32. – TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION  
ET AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN**

TABLEAU 32.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. – COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Crédit ouvert pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1982-1983
	Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)		Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
53 740,2	(40 294,0)	(74,9)	31 002,9	57,6	1 102,6	2,0	(8 188,5)	(15,2)	45 551,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13 446,2	31 002,9	32 164,2	-	(1 161,3)	(8,6)%

**2) Fonds extra-budgetaires**

-

Total, coûts directs	45 551,7
----------------------	----------

-

**B. – COÛTS INDIRECTS REPARTIS**

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	45 551,7
--	----------



TABLEAU 32.3. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objet de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Océans demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale		
<b>A. Travaux de construction</b>							
New York	3 000,0	-	(2 000,0)	-	(2 000,0)	1 000,0	66,6
Genève	8 038,4	(101,3)	(267,5)	-	(368,8)	7 669,6	(3,3)
Nairobi	3 918,2	(3 918,2)	26 873,9	-	22 955,7	26 873,9	-
	14 956,6	(4 019,5)	24 606,4	-	20 586,9	35 543,5	(20,7)
<b>B. Transformation et amélioration des locaux</b>							
New York :							
a) Travaux d'agrandissement au Siège	33 673,3	(33 673,3)	4 000,0	-	(33 673,3)	-	-
b) Autres travaux	1 551,5	(1 551,5)	-	561,7	3 010,2	4 561,7	-
Genève	852,1	(852,1)	1 056,3	64,1	268,3	1 120,4	-
CEA	226,4	(226,4)	60,0	6,8	(159,6)	66,8	-
CESAP	57,5	(57,5)	174,0	27,4	143,9	201,4	-
	36 360,8	(36 360,8)	5 290,3	660,0	(30 410,5)	5 950,3	-
<b>C. Gros travaux d'entretien</b>							
New York	950,0	29,5	1 120,5	320,8	1 470,8	2 420,8	114,3
Genève	957,1	(6,4)	10,5	69,2	73,3	1 030,4	1,1
CESAP	97,8	4,2	85,0	19,1	108,3	206,1	83,3
CEPAL	154,2	2,4	(45,3)	3,8	(39,1)	115,1	(28,9)
CEA	230,3	23,2	(64,5)	29,7	(11,6)	218,7	(25,4)
Vienne	33,4	33,4	-	-	33,4	66,8	-
	2 422,8	86,3	1 106,2	442,6	1 635,1	4 057,9	44,0
<b>Total</b>	53 740,2	(40 294,0)	31 002,9	1 102,6	(8 188,5)	45 551,7	8,6

TABLEAU 32.4. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

1980-1981		1982-1983		
<b>A. Travaux de construction</b>		<b>A. Travaux de construction</b>	<b>Aux taux de 1981</b>	<b>Aux taux de 1982-1983</b>
New York	33 673,3	Nairobi	26 873,9	26 873,9
Nairobi	3 918,2			
	37 591,5			
<b>B. Transformation et amélioration des locaux</b>		<b>B. Transformation et amélioration des locaux</b>		
New York	1 551,5	New York	4 000,0	4 561,7
Genève	852,1	Genève	1 056,3	1 120,4
CEA	226,4	CEA	60,0	66,8
CESAP	57,5	CESAP	174,0	201,4
	2 687,5		5 290,3	5 950,3
<b>Total</b>	<b>40 279,0</b>		<b>32 164,2</b>	<b>32 824,2</b>

32.1 Le Secrétaire général demande des crédits au présent chapitre pour les travaux de construction ou de transformation et d'amélioration et les gros travaux d'entretien de tous les locaux dont l'ONU est propriétaire, ainsi que pour l'amortissement des emprunts contractés pour aider à financer certains projets.

32.2 Le tableau ci-dessous permet de comparer les crédits demandés pour 1982-1983 et les crédits ouverts pour 1980-1981, ventilés entre les dépenses renouvelables et les dépenses non renouvelables :

	Total	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables
1. – Crédits ouverts pour 1980-1981			
A. – Construction . . . . .	14 956,6	3 918,2 <sup>a</sup>	11 038,4
B. – Transformation . . . . .	36 360,8	36 360,8	–
C. – Gros travaux d'entretien . . . . .	2 422,8	–	2 422,8
Total	53 740,2	40 279,0	13 461,2
2. – Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981 . . . . .			(15,0)
3. – Base de ressources (pour le calcul de la "croissance réelle") . . . . .			13 446,2
4. – Crédits demandés pour 1982-1983			
A. – Construction . . . . .	35 543,5	26 873,9 <sup>a</sup>	8 669,6
B. – Transformation . . . . .	5 950,3	5 950,3	–
C. – Gros travaux d'entretien . . . . .	4 057,9	–	4 057,9
Total	45 551,7	32 824,2	12 727,5

A. – Travaux de construction  
*Siège de l'ONU, New York*

32.3 Le Secrétaire général demande un crédit de un million de dollars pour 1982 afin de couvrir la dernière annuité due au titre de l'amortissement de l'emprunt de 65 millions de dollars contracté pour la construction des bâtiments du Siège, qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 242 (III) du 18 novembre 1948.

*Office des Nations Unies à Genève*

32.4 Par ses résolutions 2246 (XXI) du 20 décembre 1966, 2488 (XXIII) du 21 décembre 1968, 2744 (XXV) du 17 décembre 1970 et 2831 (XXVI) du 22 décembre 1971, l'Assemblée générale a autorisé un programme de construction concernant l'agrandissement du Palais des Nations. Les travaux ont été achevés en 1975.

32.5 Le crédit de 7 669 600 dollars qui est demandé correspond aux huitième et neuvième annuités dues au titre de l'amortissement, avec intérêts, d'un prêt de 61 millions de francs suisses consenti par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales en vue de faciliter le financement initial du programme. Le remboursement du prêt, avec intérêts, a commencé en 1975 et doit être achevé en 1984. Etant donné que le prêt et les intérêts y afférents doivent être remboursés en francs suisses, l'équivalent en dollars dépend du taux de change applicable au moment du versement de chaque annuité. Pour l'ensemble du présent projet de budget-programme, on a utilisé un taux de change de 1,71 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis. Dans cette hypothèse, les crédits à ouvrir se chiffrent respectivement à 3 888 400 dollars en 1982 et 3 781 200 dollars en 1983.

<sup>a</sup> Nairobi.

*Construction de bâtiments des Nations Unies à Nairobi (Kenya)*

32.6 Dans ses résolutions 32/208 du 21 décembre 1977 et 34/233 du 20 décembre 1979, l'Assemblée générale a autorisé la construction à Nairobi d'un siège permanent pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de locaux pour d'autres bureaux des Nations Unies.

32.7 Par sa résolution 35/222 du 17 décembre 1980, l'Assemblée générale a décidé d'approuver les propositions contenues dans le rapport du Directeur exécutif du PNUE (A/C.5/35/35/Add.1) et a décidé aussi de rétablir dans le projet les deux grandes salles de conférence envisagées dans le projet initial approuvé par l'Assemblée en 1977, ainsi que l'agrandissement nécessaire pour les restaurants et services annexes et les locaux abritant les services de bibliothèque et de documentation, dans les limites du crédit total de 254 944 000 shillings kényens que l'Assemblée générale a approuvé en 1979.

32.8 Le crédit demandé (196 985 008 shillings kényens, soit 26 873 900 dollars des Etats-Unis) représente le reste du montant total (254 944 000 shillings) des crédits approuvés, après déduction des crédits ouverts pour 1978-1979, 1980 et 1981. Le montant demandé a été ajusté pour tenir compte des variations du taux de change, lequel est tombé de 7,92 à 7,33 shillings kényens pour un dollar des Etats-Unis, comme l'indique le tableau ci-après :

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Shillings kényens</i>
1978 . . . . .	2 000 000	7,92	15 840 000
1979 . . . . .	2 024 400	7,43	15 041 292
1980 . . . . .	600 000	7,38	4 428 000
1981 . . . . .	3 090 000	7,33	22 649 700
Total	7 714 400		57 978 992

32.9 Conformément à la résolution susmentionnée, le Secrétaire général présentera un rapport intérimaire à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session, puis chaque année jusqu'à l'achèvement du projet.

**B. — Transformation et amélioration des locaux**

*Siège de l'ONU, New York*

*a) Travaux d'agrandissement au Siège*

32.10 Il n'est pas demandé de crédits pour les travaux d'agrandissement au Siège étant donné l'achèvement prévu des travaux pour lesquels des crédits avaient été ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981.

*b) Autres travaux (4 millions de dollars)*

32.11 Après l'achèvement des travaux de construction, le reliquat ne sera pas aussi important qu'il aurait pu l'être. Les lourdes dépenses engagées pour les travaux de construction, combinées aux politiques budgétaires restrictives en vigueur depuis 1978, ont amené le Bureau des services généraux à remettre à plus tard de grosses dépenses d'équipement. Le Secrétaire général et l'Assemblée générale ont, pour la même raison, remis à plus tard de nouvelles

dépenses d'équipement. Un certain nombre de projets se sont ainsi trouvés bloqués et leur coût a augmenté en raison de l'inflation. Les projets qu'il est proposé d'exécuter au Siège en 1982-1983, dont le coût total est estimé à 4 millions de dollars, sont exposés ci-dessous :

a) Amélioration des dispositifs de sécurité et de sûreté dans les bâtiments du Siège (375 000 dollars); cette somme servira à achever le programme de remplacement des dispositifs d'alarme dans tous les bâtiments du Siège entrepris en 1978.

b) Automatisation des dossiers du Groupe des renseignements et de la réception concernant le Secrétariat, les délégations et les services (150 000 dollars); le montant prévu permettrait d'acheter, de programmer et d'installer un système automatisé pour les dossiers du Groupe des renseignements et de la réception (Service des bâtiments concernant le Secrétariat, les délégations et les services). Ce système, mis au point en consultation avec le Service de gestion administrative, comprendrait : a) le matériel (un ordinateur et 19 terminaux et une imprimante); b) le logiciel (programme); et c) l'installation.

c) Application des recommandations de l'étude sur l'amélioration et la modernisation des installations mécaniques (3 295 000 dollars).

Une étude de faisabilité sur l'amélioration et la modernisation des installations mécaniques a été achevée en 1977. Il est proposé d'échelonner sur quatre ans l'application des recommandations des ingénieurs tendant à améliorer : a) l'équipement électrique et l'éclairage; b) le matériel et les dispositifs de contrôle des ascenseurs; et c) le système et le matériel de chauffage et de climatisation. Les coûts pour l'exercice biennal 1982-1983, qui correspondent à peu près à la moitié des travaux, s'élèveront respectivement à : a) 999 890 dollars; b) 295 110 dollars; et c) 2 millions de dollars.

d) Mesures de conservation de l'énergie (180 000 dollars).

Dans la ligne du programme de conservation de l'énergie lancé au cours de l'exercice biennal 1980-1981, il est proposé d'achever la mise en place du système d'alimentation en eau secondaire dans le bâtiment du Secrétariat. Il est prévu de le scinder en deux zones (est et ouest). A l'heure actuelle, on ne peut chauffer ou refroidir une partie du bâtiment indépendamment de l'autre. Le nouveau système permettra de réduire considérablement la consommation d'énergie en hiver comme en été et donc de réaliser des économies.

*Office des Nations Unies à Genève*

32.12 Le Secrétaire général propose de faire exécuter pendant l'exercice biennal 1982-1983 les travaux suivants, dont le coût est estimé aux taux de 1981 à 1 056 300 dollars :

*a) Installations techniques (983 500 dollars)*

i) Amélioration de l'éclairage et réfection du plafond de la salle XIV : lorsqu'on a transformé le bâtiment de l'Assemblée au Palais des Nations et qu'on a aménagé la nouvelle salle XIV, en 1960, on avait installé dans cette salle le premier système d'éclairage

rage fluorescent utilisé dans le Palais. Le plafond était alors composé de plaques de plastique collées qui formaient des carreaux d'environ 2 m<sup>2</sup>. Les éléments de rechange pour l'éclairage (bobines de réactance) ne se fabriquent plus et les matériaux du plafond ne répondent plus aux normes de sécurité contre l'incendie car ils risquent d'émettre des vapeurs toxiques. Il faut donc remplacer à la fois l'éclairage et le plafond en utilisant des matériaux pour lesquels il soit facile d'obtenir des pièces de rechange sur le marché et qui répondent aux normes internationales (70 200 dollars);

- ii) Amélioration de la climatisation des cabines d'interprète et des secteurs réservés à la presse dans les salles de conférence XVII et XIX, ainsi que des bureaux adjacents, grâce à l'installation d'un bloc séparé pour les cabines des deux salles de conférence (270 000 dollars); il faut noter que les salles de conférence XVIII et XX se trouvent dans la même situation et qu'une proposition analogue a été renvoyée à l'exercice biennal 1984-1985;
- iii) Remplacement du bloc de climatisation No VI (qui avait été installé en 1935 et qui dessert les salles de conférence X, XI et XII) par trois blocs indépendants, un pour chaque salle de conférence, ce qui permettrait un fonctionnement plus économique (292 500 dollars);
- iv) Remplacement du système de climatisation desservant les cabines des salles de conférence XI et XII, la salle de conférence XVI (et ses cabines), les cabines et galeries de la salle des assemblées et les salles XIII à XV, dont l'installation remonte à 1935 et 1960, respectivement, par des blocs indépendants pour chaque salle de conférence. Il faudra également prévoir le remplacement de mobilier et d'équipements ainsi que l'amélioration de l'éclairage des cabines dans tous les secteurs concernés (350 900 dollars).

#### b) Honoraires des ingénieurs-conseils (72 800 dollars)

Un crédit est demandé pour les honoraires des ingénieurs-conseils qui fourniront des avis techniques avant et, au besoin, pendant l'exécution des travaux, compte tenu de l'âge et de la complexité des bâtiments et des installations actuellement utilisées; ces honoraires représentent 8 p. 100 du coût des travaux énumérés aux rubriques ii, iii et iv de l'alinéa a ci-dessus.

#### Commission économique pour l'Afrique (60 000 dollars)

32.13 Le Secrétaire général propose de faire exécuter pendant l'exercice biennal 1982-1983 les travaux suivants, dont le coût total est estimé à 60 000 dollars :

- a) Réfection des trottoirs d'asphalte (2 000 m<sup>2</sup>) dans l'enceinte du bâtiment (20 000 dollars);
- b) Installation d'une ligne secondaire qui permettra de ne pas couper l'eau pendant la réparation des conduites endommagées, qui prend parfois plusieurs jours (15 000 dollars);
- c) Amélioration et aménagement des jardins autour du bâtiment et plantation d'arbres autour du parking afin de donner de l'ombre (25 000 dollars).

#### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (174 000 dollars)

32.14 Le Secrétaire général propose de faire exécuter pendant l'exercice biennal 1982-1983 les travaux suivants, dont le coût total est estimé à 174 000 dollars :

- a) Expansion du système téléphonique PABX afin d'accroître le nombre des circuits du sélecteur primaire de façon à pouvoir faire face à la charge existante (20 000 dollars);
- b) Amélioration des systèmes de détection des incendies et d'alarme (35 000 dollars);
- c) Installation de cloisons supplémentaires dans les bureaux pour faire face à l'augmentation des effectifs, comme suite aux recommandations du Corps commun d'inspection (30 000 dollars);
- d) Installation d'un système de climatisation indépendant pour la Section des télécommunications (20 000 dollars); la Section utilise du matériel de haut voltage qui exige une climatisation permanente et doit travailler bien après l'arrêt de la climatisation dans le bâtiment;
- e) Amélioration et agrandissement de la cafétéria pour faire face à l'accroissement du nombre des utilisateurs (30 000 dollars);
- f) Installation d'un système de traitement automatique de l'eau alimentant le système de climatisation, de façon à assurer le dosage voulu de produits chimiques (5 000 dollars);
- g) Construction d'un entresol pour aménager des entrepôts supplémentaires dont on a besoin d'urgence afin de stocker des fournitures et des denrées alimentaires, et adaptation des conduits d'aération pour climatiser ces locaux (10 000 dollars);
- h) Location d'un système de gestion de l'énergie pour les installations de climatisation (24 000 dollars).

#### C. - Gros travaux d'entretien

##### Siège de l'ONU, New York

32.15 Un programme décennal a été mis au point pour assurer l'entretien régulier des locaux et du matériel du Siège. Les travaux suivants seront entrepris ou poursuivis au cours de l'exercice biennal 1982-1983 :

	Dollars
Remplacement du revêtement des sols (carreaux plastiques) . . . . .	72 100
Peinture . . . . .	50 000
Climatisation supplémentaire pour le Centre de contrôle de la sécurité . . . . .	50 000
Réparation de toitures . . . . .	340 000
Réfection des trottoirs et des chaussées . . . . .	392 000
Protection de la pierre extérieure . . . . .	30 500
Remplacement de rampes . . . . .	65 000
Tubes condensateurs . . . . .	100 000
Remplacement d'éléments des installations de climatisation et de chauffage . . . . .	362 300
Remplacement de pompes . . . . .	19 900
Remplacement de cuves à condensation . . . . .	21 000
Trappes . . . . .	12 000
Remplacement de blocs sanitaires . . . . .	114 000
Remplacement d'unités de chauffage . . . . .	13 300
Remplacement de purgeurs de vapeur et de vannes et rechemisage des réservoirs d'eau froide . . . . .	107 300
Remplacement des résistances des lampes fluorescentes . . . . .	25 000

	<i>Dollars</i>
Remplacement des contacts et des circuits sur les tableaux de contrôle des moteurs et remplacements des interrupteurs des tableaux de commande (éclairage) . . . . .	52 000
Reconstruction de moteurs électriques . . . . .	16 000
Remplacement des panneaux de verre Spandrel . . . . .	18 500
Étanchéité du deuxième sous-sol du garage . . . . .	5 000
Recalfeutrage et étanchéité de la façade de verre . . . . .	20 000
Réfection des sols en terrazzo . . . . .	15 000
Remplacement de tapis et tentures et de tissus d'ameublement . . . . .	193 300
Total	2 100 200

*Office des Nations Unies à Genève*

32.16 Dans le cadre du programme d'entretien permanent, le Secrétaire général propose de faire exécuter pendant l'exercice biennal 1982-1983 les travaux suivants, dont le coût est estimé aux taux de 1981 à 961 200 dollars :

a) *Installations techniques (909 200 dollars)*

- i) Chauffage central : remplacement des radiateurs installés en 1960 (29 200 dollars) et remplacement des serpentins de chauffage (installés en 1935) dans les verrières de la salle des conseils et de la bibliothèque (29 200 dollars);
- ii) Electricité : remplacement des panneaux électriques, suite d'un programme commencé en 1976-1977, dont l'achèvement est prévu pour l'exercice biennal 1986-1987 (117 000 dollars);
- iii) Les ascenseurs 3A et 3B situés à l'entrée principale du Palais des Nations ont été installés en 1968 et sont donc très fréquemment utilisés pour transporter non seulement des personnes mais aussi des marchandises; il est proposé de les remplacer car ils ont été souvent réparés et ils sont dans un état tel que leur remplacement serait la solution la plus économique (292 900 dollars);
- iv) Plomberie : remplacement de robinets et de vannes, suite d'un programme commencé en 1976 et dont l'achèvement est prévu pour la fin de 1983 (52 600 dollars); il faut remplacer aussi les tôles des chaudières, vieilles de 10 ans, pour éviter les fuites d'eau et les inondations, dues à leur corrosion déjà avancée (30 400 dollars);
- v) Remplacement des installations d'interprétation simultanée dans la salle de conférence XVI, qui datent de 1960 et qu'il faut réparer de plus en plus souvent, les pannes étant nombreuses. Étant donné que ce matériel n'est plus fabriqué, il est devenu pratiquement impossible de se procurer les pièces de rechange nécessaires pour l'entretien et les réparations (357 900 dollars);

b) *Honoraires des ingénieurs-conseils (52 000 dollars)*

Un crédit est demandé pour les honoraires des ingénieurs-conseils qui fourniront des avis techniques avant et, au besoin, pendant l'exécution des travaux, compte tenu de l'âge et de la complexité technique des installations actuellement utilisées; ces honoraires représentent 8 p. 100

du coût des travaux énumérés aux rubriques iii et v de l'alinéa a ci-dessus.

*Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (187 000 dollars)*

32.17 Conformément au programme d'entretien à long terme qui a été arrêté, les principaux travaux qu'il est proposé de faire exécuter pendant le prochain exercice biennal concernent l'entretien des installations électriques (54 000 dollars), l'entretien des murs extérieurs et des terrasses du bâtiment (59 000 dollars), le système d'écoulement des eaux (47 000 dollars), les jardins (7 000 dollars), la réfection des zones pavées et le remplacement du revêtement du sol (10 000 dollars), ainsi que le remplacement de tapis et tentures (10 000 dollars).

*Commission économique pour l'Amérique latine (111 300 dollars)*

32.18 Les travaux qu'il est proposé de faire exécuter à Santiago sont conformes au programme d'entretien à long terme qui a été arrêté pour la période 1980-1985. Il est demandé un crédit total de 111 300 dollars pour les peintures (34 300 dollars), la climatisation (37 000 dollars), la réparation de toitures (10 000 dollars) et le revêtement des sols (30 000 dollars).

*Commission économique pour l'Afrique (189 000 dollars)*

32.19 Il est demandé un crédit de 30 000 dollars pour faire rénover la façade extérieure du bâtiment des conférences. Il est demandé en outre un crédit de 118 000 dollars pour rénover l'intérieur du bâtiment des conférences : replâtrage, peintures, remplacement des portes métalliques et des rampes et remplacement du sol en mosaïque au rez-de-chaussée, où il y a beaucoup de passage. Un crédit de 41 000 dollars est demandé en outre pour réparer les murs et les terrasses afin d'exhausser le mur de clôture, ce qui accroîtra la sécurité.

*Vienne (66 800 dollars)*

32.20 Aux termes de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement autrichien concernant la constitution d'un fonds commun destiné à financer les gros travaux de réparation et de remplacement au Centre international de Vienne, chacune des parties verse 33 333 dollars au fonds commun chaque année, et les sommes décaissées durant une année quelconque pour financer de gros travaux d'entretien ou de remplacement sont remboursées au fonds l'année suivante par les parties à parts égales, sous réserve que ni l'ONU ni l'AIEA ne sont tenues de verser un montant total supérieur à 225 000 dollars pour une année civile donnée.

32.21 Il n'est pas envisagé à l'heure actuelle de gros travaux de réparation ou de remplacement pour l'exercice biennal 1982-1983. Par conséquent, un crédit n'est prévu dans le présent projet de budget-programme que pour couvrir la contribution annuelle que l'ONU est appelée à verser au fonds.

## TITRE XI

### DONS SPECIAUX

#### CHAPITRE 33. – SUBVENTION PREVUE POUR L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

TABLEAU 33. 1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<i>Crédit ouvert pour 1980-1981</i>	<i>Dépenses non renouvelables de 1980-1981</i>	<i>Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981</i>	<i>Crédit demandé pour 1982-1983</i>
305 700	305 700	–	–

33.1 Le crédit ouvert au présent chapitre du budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 (305 700 dollars) correspond à une dépense non renouvelable approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/53B du 5 décembre 1980, concernant l'octroi d'une subvention à l'UNITAR. Au paragraphe 4 de cette résolution, l'Assemblée a prié le Directeur général de l'UNITAR de présenter à l'Assemblée lors de sa trente-sixième session un rapport sur l'application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de la résolution et sur les perspectives financières de l'Institut pour le proche avenir. Il n'est pas demandé de crédit à ce chapitre pour l'exercice biennal 1982-1983.



**B. - PREVISIONS DE RECETTES**

## CHAPITRE PREMIER DES RECETTES. – RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

<i>1980-1981 Montant approuvé</i>	<i>1982-1983 Montant estimatif</i>	<i>Augmentation prévue</i>
193 897,5	233 876,3	39 978,8

1.1 Les traitements et émoluments des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies sont assujettis à une contribution aux taux fixés à l'article 3.3 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies tel qu'il a été modifié par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/214 du 17 décembre 1980. Toutes les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas utilisées à d'autres fins aux termes d'une décision expresse de l'Assemblée générale sont créditées au Fonds de péréquation des impôts que l'Assemblée générale a constitué par sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955. Les comptes des Etats Mem-

bres à ce Fonds sont crédités proportionnellement à leur contribution au budget pour l'année considérée.

1.2 Le montant correspondant aux contributions du personnel et pour lequel un crédit est demandé au chapitre 31 des prévisions de dépense (229 946 600 dollars) est porté en recettes au présent chapitre des recettes. Sont également inscrites au présent chapitre les recettes provenant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes (3 929 700 dollars)

## CHAPITRE 2 DES RECETTES. – RECETTES GENERALES

TABLEAU 2.1

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation prévue
29 073,4	34 521,6	5 448,2

TABLEAU 2.2. – TABLEAU RECAPITULATIF  
SELON L'ORIGINE DES RECETTES

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

Origine	1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation (diminution)
A. Recettes provenant de loyers .....	2 423,2	2 505,7	82,5
B. Remboursements au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes .....	15 365,1	16 876,5	1 511,4
C. Intérêts bancaires .....	420,0	839,5	419,5
D. Vente de matériel usagé ...	275,0	270,5	(4,5)
E. Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs ....	560,0	1 227,7	667,7
F. Contributions d'Etats non membres .....	1 900,0	2 393,0	493,0
G. Services de télévision et services analogues .....	1 100,0	1 500,0	400,0
H. Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel .....	1 330,0	1 957,8	627,8

TABLEAU 2.2 (suite)

Origine	1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation (diminution)
I. Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale qui est à leur charge ....	2 702,3	3 298,2	595,9
J. Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses du Corps commun d'inspection qui est à leur charge .....	2 632,8	2 652,7	19,9
K. Recettes accessoires .....	365,0	1 000,0	635,0
Total ..	29 073,4	34 521,6	5 448,2

## A. – Recettes provenant de loyers

2.1 Les recettes prévues à la présente rubrique proviennent de la location de locaux de l'Organisation à New York, à Genève, à Addis-Abeba et à Bangkok à un certain nombre

d'institutions spécialisées et d'autres organismes dont les activités se rapportent à celles de l'Organisation. Ces recettes se répartissent comme suit entre New York, Genève, Addis-Abeba et Bangkok :

TABLEAU 2.3

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation (diminution)
Siège (New York)	467,0	535,2	68,7
Office des Nations Unies à Genève	1 534,2	1 416,4	(117,8)
Commission économique pour l'Afrique (Addis-Abeba)	208,0	280,6	72,6
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok)	214,0	273,5	59,5
Total	2 423,2	2 505,7	82,5

**B. – Remboursements au titre des services fournis  
aux institutions spécialisées et à d'autres organismes**

2.2 Les recettes prévues à la présente rubrique sont indiquées dans le tableau 2.4 ci-après :

TABLEAU 2.4

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

	1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation (diminution)
<b>Siège (New York)</b>			
Services de télécommunications	590,5	724,4	133,9
Services de deux opérateurs radio fournis à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	157,8	153,8	(4,0)
Services fournis par le Service de calcul de New York	526,0	517,0	(9,0)
<b>Office des Nations Unies à Genève</b>			
Reproduction et distribution de documents et autres services	648,2	404,7	(243,5)
<b>Centre international de Vienne</b>			
Part du coût des services communs qui est remboursée par l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et d'autres organes	692,1	15 076,6	4 384,5
Avance au Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement	800,0	-	(800,0)
Avance au Conseil international du caoutchouc naturel	200,0	-	(200,0)
Avance au Fonds commun pour les produits de base	1 750,5	-	(1 750,5)
<b>Total</b>	<b>15 365,1</b>	<b>16 876,5</b>	<b>1 511,4</b>

**C. — Intérêts bancaires**

2.3 Les recettes (839 500 dollars) prévues à la présente rubrique comprennent les intérêts versés par certaines banques sur les soldes des comptes de dépôt et des comptes d'épargne de l'Organisation des Nations Unies. Elles ont été calculées en fonction des recettes effectives de 1978-1979. L'augmentation prévue est principalement imputable à la hausse des taux d'intérêts.

**D. — Vente de matériel usagé**

2.4 Les recettes (270 500 dollars) prévues à la présente rubrique, dont la majeure partie provient de la vente des véhicules achetés initialement pour des missions spéciales, ont été calculées en fonction des recettes effectives de 1978-1979 et de 1980.

**E. — Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs**

2.5 Les recettes (1 227 700 dollars) prévues à la présente rubrique ont été calculées en fonction des recettes effectives obtenues entre 1978 et 1980.

**F. — Contributions d'Etats non membres**

2.6 Conformément à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 5.9 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation mais qui participent à certaines de ses activités versent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, des contributions représentant leur part des dépenses qu'entraînent ces activités. Ainsi, les recettes (2 393 000 dollars) prévues à la présente rubrique correspondent aux contributions qui seront versées par des Etats non membres au titre de leur participation aux activités suivantes : celles de la Cour internationale de Justice, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, de la Commission économique pour l'Europe, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, du Centre du commerce international et de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

**G. — Services de télévision et services analogues**

2.7 Grâce aux efforts de promotion qui ont été faits et en raison du nombre croissant des réunions de l'Organisation des Nations Unies qui présentent de l'intérêt pour le public, les recettes provenant de ces services ont sensiblement dépassé, ces trois dernières années, les prévisions initiales. Compte tenu de cette tendance, les recettes prévues à ce titre pour 1982-1983 sont estimées à 1 500 000 dollars.

**H. Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel**

2.8 Le montant de 1 957 800 dollars prévu à ce titre a été calculé sur la base des remboursements effectifs de 1978, 1979 et 1980.

**I. — Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale qui est à leur charge**

2.9 Le paragraphe 3 de l'article 21 du statut de la Commission de la fonction publique internationale, que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974, prévoit que les dépenses de la Commission sont partagées entre les organisations participantes selon des modalités convenues entre elles. Conformément aux modalités ainsi convenues, lesdites dépenses sont réparties entre les organisations sur la base des statistiques assemblées par le Comité consultatif pour les questions administratives quant au nombre total de fonctionnaires en poste au 31 décembre 1981. Dans ces conditions, il est prévu qu'en l'occurrence les institutions spécialisées rembourseront à l'Organisation des Nations Unies 61,1 p. 100 des dépenses totales de la Commission. Le montant de 3 298 200 dollars qui est prévu résulte de l'application de ce pourcentage aux prévisions de dépenses établies provisoirement pour la Commission au chapitre 28 L des dépenses du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983.

**J. — Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses du Corps commun d'inspection qui est à leur charge**

2.10 L'article 20 du statut du Corps commun d'inspection, que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 31/192 du 22 décembre 1976, prévoit que les dépenses du Corps commun sont réparties entre les organisations participantes selon des modalités dont elles conviennent. Conformément aux modalités ainsi convenues, les dépenses du Corps commun seraient réparties, pour chaque année de l'exercice biennal, proportionnellement au montant des dépenses totales de chaque organisation pendant l'année précédente. Dans ces conditions, il est prévu qu'en l'occurrence les organisations participantes rembourseraient à l'Organisation des Nations Unies 57,6 p. 100 des dépenses du Corps commun. Le montant de 2 652 700 dollars qui est prévu résulte de l'application de ce pourcentage aux prévisions de dépenses établies provisoirement pour le Corps commun au chapitre 28 L des dépenses du présent projet de budget-programme.

**K. — Recettes accessoires**

2.11 Un certain nombre de recettes prévues qu'il est impossible de classer de manière appropriée sous l'une ou l'autre des rubriques précédentes sont inscrites à la présente rubrique. Le montant estimatif (1 million de dollars) de ces recettes a été calculé en fonction des recettes effectives des années précédentes.

## CHAPITRE 3 DES RECETTES. – ACTIVITES PRODUCTRICES DE RECETTES

TABLEAU 3.1

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

1980-1981 Montant approuvé	1982-1983 Montant estimatif	Augmentation prévue
15 362,2	16 209,0	846,8

TABLEAU 3.2. – TABLEAU RECAPITULATIF PAR ACTIVITE : PREVISIONS DE RECETTES  
(MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
<b>A. Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale :</b>			
<b>1. Vente de timbres-poste (New York, Genève et Vienne)</b>			
Recettes brutes	28 150,0	31 564,0	3 414,0
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	15 085,4	17 438,5	2 353,1
Recettes nettes	13 064,6	14 125,5	1 060,9
<b>2. Magasin de souvenirs (New York)</b>			
Recettes brutes	4 268,0	5 600,0	1 332,0
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	2 813,5	3 787,0	973,5
Recettes nettes	1 454,5	1 813,0	358,5
<b>3. Comptoir d'articles pour cadeaux</b>			
Recettes brutes	2 996,0	4 000,0	1 004,0
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	2 233,7	3 071,0	837,3
Recettes nettes	762,3	929,0	166,7

TABLEAU 3.2 (suite)

<b>4. Restaurants et services annexes (New York)</b>			
Recettes brutes	11 500,0	13 900,0	2 400,0
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	11 500,0	13 900,0	2 400,0
Recettes nettes	-	-	-
<b>5. Redevances : médailles commémoratives</b>			
	450,0	500,0	50,0
<b>6. Exploitation des garages (New York, Genève et Vienne)</b>			
Recettes brutes	1 066,3	1 308,5	242,2
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	508,6	697,5	188,9
Recettes nettes	557,7	611,0	53,3
<b>7. Dépenses de personnel (supervision et administration) à imputer sur les recettes</b>			
	773,9	1 007,2	233,3
Recettes nettes, A	15 515,2	16 971,3	1 456,1
<b>B. Vente de publications</b>			
Recettes brutes	5 151,0	6 146,6	995,6
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	4 470,2	5 439,6	969,4
Recettes nettes, B	680,8	707,0	26,2
<b>C. Services destinés aux visiteurs</b>			
Recettes brutes	2 744,2	3 343,2	599,0
<u>A déduire</u> : Dépenses imputées sur les recettes	3 578,0	4 812,5	1 234,5
Recettes nettes, C	(833,8)	(1 469,3)	(635,5)
<b>Total, recettes brutes (A, B et C)</b>	<b>56 325,5</b>	<b>66 362,3</b>	<b>10 036,8</b>
<u>A déduire</u> : Total des dépenses imputées sur les recettes	40 963,3	50 153,3	9 190,0
<b>Total, recettes nettes</b>	<b>15 362,2</b>	<b>16 209,0</b>	<b>846,8</b>



MONTANTS ESTIMATIFS DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

TABLEAU 3.3. - ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1980-1981 (AUX TAUX REVISES DE 1981)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montants approuvés pour 1980-1981 (1)	Dépenses non renouvelables de 1980-1981 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources de 1980-1981		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1981		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale :										
1. Vente de timbres-poste de l'ONU	15 085,4	-	-	-	388,0	190,2	-	578,2	15 663,6	
2. Magasin de souvenirs (New York)	862,0	-	-	-	-	-	-	-	862,0	
3. Comptoir d'articles pour cadeaux	822,7	-	-	-	-	-	-	-	822,7	
4. Restaurants et services annexes (New York)	5 526,0	-	-	-	-	-	-	-	5 526,0	
5. Exploitation des garages	508,6	-	-	-	-	-	-	-	508,6	
6. Dépenses de personnel (supervision et administration)	783,7	-	-	-	80,9	0,8	-	81,7	865,4	
Total partiel	23 588,4	-	-	-	468,9	191,0	-	659,9	24 248,3	
B. Vente de publications	4 470,2	-	-	-	306,4	138,0	-	444,4	4 914,6	
C. Services destinés aux visiteurs	3 578,0	-	-	-	254,1	453,1	-	707,2	4 285,2	
Total général	31 636,6 <sup>a</sup>	-	-	-	1 029,4	782,1	-	1 811,5	33 448,1	

a/ Non compris le coût des articles vendus (9 326 700 dollars).

**TABEAU 3.4. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1982-1983 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Crédits demandés pour 1982-1983	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982-1983	Augmentation totale			
					Dollars	%		
<b>A. Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale :</b>								
1. Vente de timbres-poste de l'ONU	15 085,4	578,2	255,6	1 619,3	2 353,1	17 438,5	2,2	
2. Magasin de souvenirs (New York)	862,0	-	301,0	-	301,0	1 163,0	35,0	
3. Comptoir d'articles pour cadeaux	822,7	-	289,3	-	289,3	1 112,0	35,1	
4. Restaurants et services annexes (New York)	5 526,0	-	1 563,0	-	1 563,0	7 089,0	28,3	
5. Exploitation des garages	508,6	-	188,9	-	188,9	697,5	37,1	
6. Dépenses de personnel (supervision et administration)	783,7	81,7	21,2	120,6	223,5	1 007,2	2,4	
<b>Total partiel</b>	<b>23 588,4</b>	<b>659,9</b>	<b>2 519,0</b>	<b>1 739,9</b>	<b>4 918,8</b>	<b>28 507,2</b>	<b>10,3</b>	
<b>B. Vente de publications</b>	<b>4 470,2</b>	<b>444,4</b>	<b>(7,7)</b>	<b>532,7</b>	<b>969,4</b>	<b>5 439,6</b>	<b>(0,2)</b>	
<b>C. Services destinés aux visiteurs</b>	<b>3 578,0</b>	<b>707,2</b>	<b>-</b>	<b>527,3</b>	<b>1 234,5</b>	<b>4 812,5</b>	<b>-</b>	
<b>Total général</b>	<b>31 636,6<sup>a/</sup></b>	<b>1 811,5</b>	<b>2 511,3</b>	<b>2 799,9</b>	<b>7 122,7</b>	<b>38 759,3<sup>b/</sup></b>	<b>7,5</b>	

a/ Non compris le coût des articles vendus (9 326 700 dollars).

b/ Non compris le coût des articles vendus (11 394 000 dollars).

## Activités productrices de recettes

3.1 Bien que les activités inscrites au présent chapitre soient de nature commerciale, il y en a peu qui soient considérées comme des activités à but essentiellement lucratif. La vente des publications, par exemple, a principalement pour objet de diffuser les publications de l'ONU le plus largement possible. De même, les visites guidées sont organisées pour faire connaître l'œuvre des Nations Unies

aux visiteurs et au grand public, tandis que l'exploitation des restaurants et services annexes et du garage vise surtout à répondre aux besoins des délégués et du personnel et à leur donner la possibilité de prendre des repas et de garer leur voiture pendant les jours ouvrables à des prix aussi raisonnables que possible. Les activités de l'Administration postale de l'ONU, par contre, visent autant à faire connaître les réalisations du système des Nations Unies qu'à produire des recettes grâce à la vente de timbres aux philatélistes.

## A. — Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale

## 1. — VENTE DE TIMBRES-POSTE DE L'ONU (NEW YORK, GENEVE ET VIENNE)

TABLEAU 3.5. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
Chiffre d'affaires brut	32 000,0 <sup>a</sup>	36 280,0 <sup>b</sup>	4 280,0
<i>A déduire</i>			
i) Sommes à payer pour l'acheminement et l'oblitération du courrier . . . . .	3 110,0	3 809,0	699,0
ii) Remboursements, ajustements et commissions . . . . .	740,0	907,0	167,0
Recettes brutes	28 150,0	31 564,0	3 414,0
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	15 085,4	17 438,5	2 353,1
Recettes nettes	13 064,6	14 125,5 <sup>c</sup>	1 060,9

<sup>a</sup> Dont 160 000 dollars correspondant au montant estimatif des recettes provenant de la vente des enveloppes premier jour avec médailles.

<sup>b</sup> Dont 180 000 dollars correspondant au montant estimatif des recettes provenant de la vente des enveloppes premier jour avec médailles.

<sup>c</sup> Y compris les recettes déposées au compte spécial créé en application de la résolution 35/113 de l'Assemblée générale.

TABLEAU 3.6. — VENTE DE TIMBRES-POSTE DE L'ONU: PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	1982-1983 Augmentation (diminution)
<b>New York</b>			
Recettes brutes . . . . .	14 770,8	15 150,7	379,9
Dépenses . . . . .	8 683,2	9 745,6	1 062,4
Recettes nettes	6 087,6	5 405,1	(682,5)
<b>Genève</b>			
Recettes brutes . . . . .	7 725,2	8 522,3	797,1
Dépenses . . . . .	3 707,9	4 089,6	381,7
Recettes nettes	4 017,3	4 432,7	415,4
<b>Vienne</b>			
Recettes brutes . . . . .	5 654,0	7 891,0	2 237,0
Dépenses . . . . .	2 694,3	3 603,3	909,0
Recettes nettes	2 959,7	4 287,7	1 328,0
<b>Total</b>			
Recettes brutes . . . . .	28 150,0	31 564,0	3 414,0
Dépenses . . . . .	15 085,4	17 438,5	2 353,1
Recettes nettes	13 064,6	14 125,5	1 060,9

TABLEAU 3.7. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	5 887,8	294,0	480,4	565,2	1 339,6	7 227,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2 227,0	48,9	(350,0)	222,2	(78,9)	2 146,1
Consultants	18,0	1,0	(19,0)	-	(18,0)	-
Heures supplémentaires	311,9	8,3	30,0	43,2	81,5	393,4
Dépenses communes de personnel	1 288,8	94,0	104,2	158,4	356,6	1 645,4
Frais de voyage du personnel	72,7	0,4	15,0	9,1	24,5	97,2
Voyages pour le compte de l'Administration postale de l'ONU	149,2	3,5	-	17,5	21,0	170,2
Services informatiques	448,8	12,3	-	48,5	60,8	509,6
Publicité et promotion des ventes	863,9	15,9	-	105,4	121,3	985,2
Honoraires (dessinateurs de timbres-poste)	54,0	-	40,0	-	40,0	94,0
Impression des timbres-poste, etc.	2 521,3	71,5	(90,0)	316,9	298,4	2 819,7
Communications	231,9	7,5	-	29,0	36,5	268,4
Services divers	494,8	9,9	(50,0)	41,9	1,8	496,6
Fournitures et accessoires	386,0	8,5	15,0	48,7	72,2	458,2
Mobilier et machines de bureau	129,3	2,5	(20,0)	13,3	(4,2)	125,1
<b>Total</b>	<b>15 085,4</b>	<b>578,2</b>	<b>155,6</b>	<b>1 619,3</b>	<b>2 353,1</b>	<b>17 438,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
15 663,6	155,6	-	190,4	346,0	2,2%

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs

17 438,5

## B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

2 809,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

20 247,7

**A. — Activités placées sous la direction  
du Service de gestion commerciale**

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

3.2 Le Service de gestion commerciale assure la gestion de l'Administration postale de l'ONU, du magasin des souvenirs, du comptoir d'articles pour cadeaux, des restaurants et du garage à New York et est chargé de percevoir les recettes provenant de la vente d'articles commémoratifs.

**1. — VENTE DE TIMBRES-POSTE DE L'ONU  
(NEW YORK, GENEVE ET VIENNE)**

3.3 L'Administration postale de l'ONU fait des propositions pour l'émission de timbres-poste et d'entiers postaux de l'ONU, en ce qui concerne le motif, le dessin et les quantités à imprimer, assure la direction générale des bureaux de l'Administration postale de l'ONU à Genève et à Vienne, et la direction de leurs opérations, assure la liaison avec l'Administration postale des Etats-Unis et d'autres pays et avec l'Union postale universelle pour les questions de règlements et procédures en matière philatélique et postale, assure la garde des stocks de timbres-poste et en dépose le nombre voulu dans ses archives.

3.4 L'Administration postale de l'ONU a été créée en 1952, en application des résolutions 454 (V) et 657 (VII) de l'Assemblée générale, en date du 16 novembre 1950 et du 6 novembre 1952 respectivement, afin de faire connaître les réalisations et les services de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes des Nations Unies et de produire des recettes grâce à ses ventes de timbres-poste et autres articles intéressant les philatélistes. Des accords pour l'émission de timbres-poste par l'ONU ont été conclus en 1951 avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et en 1969 avec le Gouvernement suisse. En 1971, l'Administration postale de l'ONU a commencé à émettre simultanément des timbres-poste commémoratifs de valeur exprimée en monnaie des Etats-Unis et en monnaie suisse, les premiers étant valables pour l'affranchissement au Siège de l'ONU à New York et les seconds pour l'affranchissement au Palais des Nations à Genève. En août 1979, poursuivant les efforts qu'elle déploie pour faire connaître les Nations Unies et produire des recettes, l'Administration postale de l'ONU a conclu un accord avec le Gouvernement autrichien pour établir un bureau de l'Administration postale de l'ONU au Centre international de Vienne et émettre des timbres-poste de l'ONU dont la valeur serait exprimée en monnaie autrichienne et qui seraient valables pour l'affranchissement au Centre.

3.5 Les bureaux de l'Administration postale de l'ONU à Genève et à Vienne sont dirigés par l'Administration postale de l'ONU à New York où sont arrêtées toutes les politiques applicables à la production et à la distribution des timbres-poste de l'ONU. Les bureaux de Genève et de Vienne, qui reçoivent certains services administratifs de l'Office des Nations Unies à Genève et de l'Office des Nations Unies à Vienne, respectivement, sont néanmoins des unités administratives qui dépendent de l'Administration postale de l'ONU à New York et font rapport sur tous les aspects de leurs activités directement au Siège.

*Accroissement des ressources*

3.6 Lorsque le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 a été établi, le bureau de l'Administration postale de l'ONU à Vienne n'avait pas encore commencé à fonctionner et il n'était donc pas possible de déterminer tout l'effet qu'aurait l'émission de la troisième série de timbres, dont la valeur est exprimée en monnaie autrichienne. Toutefois, depuis que le bureau de l'Administration postale de l'ONU à Vienne est ouvert et que des timbres-poste de valeur exprimée en monnaie autrichienne ont été émis, en août 1979, on a constaté que ces mesures avaient eu des effets importants sur les trois bureaux, en ce sens qu'il en est résulté à la fois un accroissement des ressources nécessaires et une augmentation des recettes. En second lieu, l'émission de la série de timbres-poste représentant les drapeaux des Nations Unies, qui a commencé en 1980, a également été une opération couronnée de succès et a eu des effets sensibles sur les ressources nécessaires à l'Administration postale de l'ONU et sur ses recettes durant l'exercice biennal 1980-1981.

*Amélioration de la gestion dans l'Administration postale de l'ONU*

3.7 Afin de continuer à accroître son chiffre d'affaires et ses recettes nettes, l'Administration postale de l'ONU a adopté les innovations suivantes en matière de gestion :

a) On prévoit que le système automatisé en liaison directe pour l'exécution des commandes par correspondance, qui fonctionne avec succès à New York, sera élargi durant 1981 pour être appliqué aussi à l'Administration postale de l'ONU à Genève et à Vienne en 1982. De pair avec cette expansion intégrée, on prévoit d'automatiser la majeure partie des travaux de comptabilité afin d'améliorer le contrôle financier dans les trois bureaux. Le système informatique intégré, tout en augmentant l'efficacité des opérations à Genève et à Vienne grâce à l'amélioration des services fournis par ces bureaux à leurs clients respectifs, doit également doter l'Administration postale de l'ONU à New York des moyens de renforcer son contrôle sur les différents bureaux et de faire établir des états des stocks et des rapports financiers actualisés et récapitulatifs;

b) L'Administration postale de l'ONU utilise depuis le début de 1980 le système de traitement des mots pour établir les rapports financiers et le nouveau manuel des méthodes de l'Administration postale à New York. On prévoyait d'utiliser aussi le système de traitement des mots en 1981 pour la correspondance avec les clients. Durant les exercices biennaux à venir, le système de traitement des mots sera également utilisé dans les bureaux de l'Administration postale de l'ONU à Genève et à Vienne;

c) L'Administration postale de l'ONU poursuit ses efforts pour s'assurer la collaboration d'un plus grand nombre d'artistes dans le monde entier afin de pouvoir offrir un plus grand nombre de timbres-poste de dessins différents aux vendeurs et aux collectionneurs;

d) En 1980, 23 000 nouveaux clients ont acheté des timbres-poste de l'ONU à New York, Genève et Vienne.

## a. - NEW YORK

TABLEAU 3.8. - ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES (NEW YORK)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	3 254,0	299,0	256,4	395,1	950,5	4 204,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	1 201,0	48,0	(350,0)	133,8	(168,2)	1 032,8
Consultants	18,0	1,0	(19,0)	-	(18,0)	-
Heures supplémentaires	200,1	7,8	-	30,9	38,7	238,8
Dépenses communes de personnel	778,7	66,7	57,8	113,9	238,4	1 017,1
Frais de voyage du personnel	6,4	0,2	15,0	3,2	18,4	24,8
Voyages pour le compte de l'Administration postale de l'ONU	61,9	2,9	-	5,7	12,6	74,5
Services informatiques	289,0	11,2	(180,0)	17,9	(150,9)	138,1
Publicité et promotion des ventes	493,7	16,7	-	76,0	92,7	586,4
Honoraires (dessinateurs de timbres-poste)	54,0	-	40,0	-	40,0	94,0
Impression des timbres-poste, etc.	1 894,8	74,0	(390,0)	237,7	(78,3)	1 816,5
Communications	131,9	7,7	-	20,8	28,5	160,4
Services divers	43,3	1,7	-	6,7	8,4	51,7
Fournitures et accessoires	200,3	7,8	-	30,9	38,7	239,0
Mobilier et machines de bureau	56,1	2,2	-	8,7	10,9	67,0
<b>Total</b>	<b>8 683,2</b>	<b>546,9</b>	<b>(569,8)</b>	<b>1 085,3</b>	<b>1 062,4</b>	<b>9 745,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 230,1	(569,8)	-	44,8	(525,0)	(5,6) %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 9 745,6

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

1 569,9

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 11 315,5

TABLEAU 3.9. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Administration postale de l'ONU (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	3	-	-	2	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	5	3	-	-	5	3
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	15	17	-	-	15	17
Autres classes	44	50	-	-	44	50
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>59</b>	<b>67</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>70</b>	<b>77</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>70</b>	<b>77</b>

## a. — NEW YORK

## Postes nouveaux

3.8 Le Secrétaire général demande la création de huit postes permanents d'agent des services généraux (G-4), qui serait compensée par une réduction des crédits prévus pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales. L'augmentation constante du volume de travail, qui ressort du tableau suivant, ainsi que la recommandation de la Division de vérification intérieure des comptes visant à prévoir du personnel permanent pour les guichets de l'Administration postale de l'ONU et pour les expositions philatéliques sont considérées comme justifiant cette demande.

	Janv.-sept. 1979	Janv.-sept. 1980	Augmentation (pourcentage)
Courrier arrivé . . . . .	233 667	296 688	27,0
Nombre de commandes reçues . . . . .	160 642	199 380	24,1
Nombre de commandes exécutées . . . . .	155 557	196 626	26,4
Correspondance . . . . .	11 275	16 418	45,6

Les ressources prévues au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales sont réduites du fait des postes permanents qui sont demandés.

3.9 L'Administration postale de l'ONU se propose de restructurer et de fusionner les activités d'appui en matière de commercialisation, de gestion financière et de traitement

des données. A cette fin, elle demande la création d'un poste P-3, qui serait compensée par la suppression de deux postes P-2/1, dont l'un était affecté à la Section de la commercialisation et l'autre au Groupe des finances et des comptes. Le titulaire du nouveau poste P-3 (fonctionnaire d'administration) serait chargé d'un système intégré de traitement des données dans les domaines de la commercialisation, de la gestion financière, du contrôle des stocks et de l'exécution des commandes, ainsi que de la direction des travaux du Groupe du système automatisé et de l'enregistrement des commandes (qui compte 16 à 23 fonctionnaires, selon le volume de travail).

#### *Reclassement de postes*

3.10 Il est demandé de reclasser à agent de 1ère classe (G-5) deux postes d'agent des services généraux. Le premier poste serait destiné à un superviseur du contrôle des données, qui s'occuperait principalement de l'exécution des commandes et du contrôle des stocks dans le cadre de l'automatisation du traitement des commandes par correspondance. Le deuxième poste serait occupé par un préposé à la garde des stocks qui serait le principal responsable de la garde des stocks, dont la valeur se chiffre entre 500 000 et 1 500 000 dollars, et qui devrait en outre superviser deux ou trois autres agents des services généraux, chargés de la préparation des commandes.

#### *Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

3.11 Si la création de huit postes permanents d'agent des services généraux est acceptée, et étant donné que l'application du système automatisé devrait permettre une exploitation plus efficace, les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 1982-1983 pourraient être réduites d'environ 350 000 dollars. Le reste des ressources prévues doit permettre de recruter du personnel temporaire, soit 36 personnes en 1982 et 32 en 1983; la réduction prévue devrait pouvoir être opérée lorsque les nouveaux éléments du nouveau système informatisé fonctionneront tous. Les ressources prévues à la présente rubrique doivent aussi permettre de recruter du personnel temporaire (25 personnes) pour apposer les timbres-poste de la série des drapeaux des Nations Unies sur les enveloppes premier jour pendant une période de 12 semaines en 1983.

#### *Consultants*

3.12 Les ressources prévues à ce titre pour l'exercice biennal 1980-1981 devaient permettre de s'assurer les services d'un consultant mais elles sont éliminées du présent projet de budget et remplacées par des ressources supplémentaires qui sont demandées pour les honoraires des dessinateurs de timbres-poste pendant l'exercice biennal 1982-1983.

#### *Frais de voyage du personnel*

3.13 L'application du système automatisé en liaison directe dans les bureaux de l'Administration postale de

l'ONU à Genève et à Vienne et les activités de formation correspondantes nécessiteront des ressources au titre des frais de voyage, qui viendront s'ajouter aux ressources normalement prévues pour les voyages à faire aux fins de consultations, de coordination et d'établissement des politiques. On estime que, durant l'exercice biennal, quatre fonctionnaires seront appelés à voyager pendant environ 30 jours au total.

#### *Voyages pour le compte de l'Administration postale de l'ONU*

3.14 Afin de continuer à promouvoir la vente des timbres-poste de l'ONU lors des expositions philatéliques, l'Administration postale de l'ONU participera à diverses expositions aux Etats-Unis et au Canada. On peut prévoir que les frais augmenteront, mais l'Administration postale de l'ONU ne demandera pas d'augmentation des ressources.

#### *Services informatiques*

3.15 La plupart des modifications et révisions à apporter au système automatisé en liaison directe auront été opérées à New York en 1981, de sorte que le total réévalué de la base de ressources peut être réduit d'environ 180 000 dollars pour 1982-1983. Des ressources supplémentaires seront toutefois nécessaires à Genève et à Vienne.

#### *Honoraires (dessinateurs de timbres-poste)*

3.16 Le programme provisoire pour 1982-1983 comprend l'émission de timbres de la série ordinaire avec six dessins différents, ainsi que l'émission d'entiers postaux avec cinq dessins différents; le montant estimatif des honoraires pour ces deux émissions est de 13 000 dollars et 10 000 dollars, respectivement. Compte tenu des 10 autres émissions prévues pour l'exercice biennal 1982-1983, le montant estimatif des honoraires s'élève à 46 000 dollars pour 1982 et 48 000 dollars pour 1983. On a tenu compte des ressources supplémentaires nécessaires pour calculer les ressources demandées.

#### *Impression des timbres-poste, etc.*

3.17 Pour les exercices biennaux précédents, le coût de l'impression des timbres-poste et des enveloppes premier jour à cachet officiel était imputé sur les crédits alloués à l'Administration postale de l'ONU à New York et à Genève, respectivement. Pour l'exercice biennal 1982-1983, toutefois, afin de pouvoir déterminer avec exactitude les recettes et les dépenses de chacun des trois bureaux de l'Administration postale de l'ONU et de donner suite à la recommandation faite par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>1</sup>, il est proposé de répartir les frais d'impression entre les trois bureaux en fonction des quantités de timbres-poste que chacun recevra.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 7 (A/34/7), par. IS3.6.



## b. - GENEVE

TABLEAU 3.10. - ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES (GENEVE)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 580,7	(87,3)	100,0	81,7	94,4	1 675,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	537,5	(4,1)	-	40,6	36,5	574,0
Heures supplémentaires	41,8	(0,3)	30,0	5,4	35,1	76,9
Dépenses communes de personnel	299,1	(18,9)	18,4	18,5	18,0	317,1
Frais de voyage du personnel	31,3	(0,2)	-	2,4	2,2	33,5
Voyages pour le compte de l'Administration postale de l'ONU	31,4	(0,2)	-	2,4	2,2	33,6
Services informatiques	29,7	(0,1)	90,0	9,1	99,0	128,7
Publicité et promotion des ventes	249,7	(1,9)	-	17,7	15,8	265,5
Impression des timbres-poste, etc.	506,3	(3,7)	-	38,4	34,7	541,0
Communications	76,0	(0,5)	-	5,8	5,3	81,3
Services divers	229,1	(1,7)	-	17,4	15,7	244,8
Fournitures et accessoires	70,1	(0,5)	15,0	6,5	21,0	91,1
Mobilier et machines de bureau	25,2	(0,1)	-	1,9	1,8	27,0
<b>Total</b>	<b>3 707,9</b>	<b>(119,5)</b>	<b>253,4</b>	<b>247,8</b>	<b>381,7</b>	<b>4 089,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 588,4	253,4	-	64,0	317,4	8,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 4 089,6

## B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

658,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 4 748,4

TABLEAU 3.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Administration postale de l'ONU (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs</b>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	13	15	-	-	13	15
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>17</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>19</b>

## b. - GENEVE

**Postes nouveaux**

3.18 Durant l'exercice biennal 1980-1981, 5 postes d'agent des services généraux ont été supprimés car on a présumé qu'avec la mise en place de l'Administration postale de l'ONU à Vienne, le volume de travail se trouverait réduit à Genève. En fait, le volume de travail est demeuré le même dans certains secteurs et a augmenté dans d'autres. Bien que 5 postes aient été supprimés, il n'est demandé que 2 postes d'agent des services généraux afin de maintenir la production et les services à leur niveau actuel, dans la mesure où l'on prévoit que l'application du système automatisé en liaison directe se traduira par une efficacité accrue.

**Heures supplémentaires**

3.19 On prévoit que la rémunération des heures supplémentaires représentera 4,5 p. 100 des traitements versés aux

fonctionnaires permanents. Des ressources supplémentaires de 30 000 dollars sont demandées à ce titre.

**Services informatiques**

3.20 Les ressources prévues à ce titre doivent permettre de couvrir le coût de l'exploitation du système automatisé en liaison directe (environ 61 000 dollars pour l'exercice biennal) ainsi que les dépenses supplémentaires relatives à l'application du système et à la coordination. Il y a lieu de noter qu'actuellement le coût des heures-machines représente pour l'Administration postale de l'ONU à Genève environ 60 000 dollars par an, montant qui comprend les sommes que l'ONU doit payer au Centre international de calcul à Genève. Avec l'application du système automatisé en liaison directe, ces dépenses seront éliminées.

**Fournitures et accessoires**

3.21 Un montant supplémentaire de 15 000 dollars est prévu à ce titre car, avec l'émission de timbres-poste de valeur exprimée en monnaie autrichienne, il faudra des encres et des plaques supplémentaires pour l'oblitération.

c. — VIENNE

TABLEAU 3.12. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES (VIENNE)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	1 053,1	82,3	124,0	88,4	294,7	1 347,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	488,5	5,0	-	47,8	52,8	541,3
Heures supplémentaires	70,0	0,8	-	6,9	7,7	77,7
Dépenses communes de personnel	211,0	46,2	28,0	26,0	100,2	311,2
Frais de voyage du personnel	35,0	0,4	-	3,5	3,9	38,9
Voyages pour le compte de l'Administration postale de l'ONU	55,9	0,8	-	5,4	6,2	62,1
Services informatiques	130,1	1,2	90,0	21,5	112,7	242,8
Publicité et promotion des ventes	120,5	1,1	-	11,7	12,8	133,3
Impression des timbres-poste, etc.	120,2	1,2	300,0	40,8	342,0	462,2
Communications	24,0	0,3	-	2,4	2,7	26,7
Services divers	222,4	9,9	(50,0)	17,8	(22,3)	200,1
Fournitures et accessoires	115,6	1,2	-	11,3	12,5	128,1
Mobilier et machines de bureau	48,0	0,4	(20,0)	2,7	(16,9)	31,1
<b>Total</b>	<b>2 694,3</b>	<b>150,8</b>	<b>472,0</b>	<b>286,2</b>	<b>909,0</b>	<b>3 603,3</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 845,1	472,0	-	81,6	553,6	19,4%

2) Fonds extra-budgétaires

-

**Total, coûts directs** 3 603,3

B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

580,5

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** 4 183,8

TABLEAU 3.13. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Administration postale de l'ONU (Vienne)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs</i>						
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	12	16	-	-	12	16
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>20</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>22</b>

## c. — VIENNE

*Postes nouveaux*

3.22 Quatre postes d'agent des services généraux sont demandés pour l'exécution des commandes qui sont de plus en plus nombreuses. Depuis qu'un bureau de l'Administration postale de l'ONU a été ouvert à Vienne, 8 000 nouveaux clients sont venus s'ajouter aux quelque 14 000 clients habituels. Outre le volume de travail auquel il doit faire face, le bureau de Vienne se heurte à des difficultés pour recruter et conserver du personnel temporaire qui puisse faire des travaux dans des secteurs importants.

*Services informatiques*

3.23 Le coût de l'application du système automatisé en liaison directe à Vienne, compte tenu du chevauchement nécessaire avec l'utilisation des installations informatiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), est plus élevé que prévu. Avec la mise en application du système automatisé, l'ONU n'aura plus à rembourser en dollars à l'AIEA le coût des services actuellement fournis, mais une augmentation de crédit de 90 000 dollars est nécessaire pour l'exercice biennal 1982-1983 pour couvrir les dépenses prévues.

*Impression des timbres-postes, etc.*

3.24 Comme on l'a indiqué plus haut, les frais d'impression des timbres-poste et des enveloppes premier jour à cachet officiel ont été répartis entre les trois bureaux en fonction des quantités de timbres-poste que chacun recevra (voir plus haut par. 3.17). En conséquence, des ressources supplémentaires d'environ 300 000 dollars sont prévues pour l'exercice biennal.

*Services divers*

3.25 Une diminution de 50 000 dollars est prévue à ce titre par suite de la réévaluation du nombre de postes nécessaires.

*Mobilier et matériel*

3.26 Une diminution de 20 000 dollars est prévue pour 1982-1983 parce que l'Administration postale de l'ONU à Vienne aura acquis la majeure partie du mobilier et du matériel nécessaires durant l'exercice biennal 1980-1981.

2. - MAGASIN DE SOUVENIRS (NEW YORK)

TABLEAU 3.14. - PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatif:	Augmentation (diminution)
Chiffre d'affaires brut . . . . .	4 268,0	5 600,0	1 332,0
<i>A déduire</i>			
Coût des articles vendus . . . . .	1 951,5	2 624,0	672,5
	<u>2 316,5</u>	<u>2 976,0</u>	<u>659,5</u>
Recettes brutes			
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	862,0	1 163,0	301,0
	<u>1 454,5</u>	<u>1 813,0</u>	<u>358,5</u>
Recettes nettes			

TABLEAU 3.15. - ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. - COUTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements	800,0	-	263,0	-	263,0	1 063,0
Commission du concessionnaire	18,0	-	2,0	-	2,0	20,0
Frais généraux de fonctionnement	44,0		36,0	-	36,0	80,0
<b>Total</b>	<b>862,0</b>	<b>-</b>	<b>301,0</b>	<b>-</b>	<b>301,0</b>	<b>1 163,0</b>

TABLEAU 3.15 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
862,0	301,0	-	-	301,0	35,0 %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 1 163,0

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

151,2

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis 1 314,2

## 2. – MAGASIN DE SOUVENIRS (NEW YORK)

3.27 La gestion est l'exploitation du magasin de souvenirs sont assurées par la Lido Shores Corporation. Tout le

personnel nécessaire à l'exécution du contrat est employé par le concessionnaire et non pas par l'ONU. Le tableau 3.14 ci-dessus indique les prévisions de recettes et de dépenses relatives au magasin de souvenirs.

## 3. – COMPTOIR D'ARTICLES POUR CADEAUX

TABLEAU 3.16. – PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)	
Chiffre d'affaires brut	2 996,0	4 000,0	1 004,0	
<i>A déduire</i>				
Coût des articles vendus	1 411,0	1 959,0	548,0	
	Recettes brutes	1 585,0	2 041,0	456,0
<i>A déduire</i>				
Dépenses imputées sur les recettes	822,7	1 112,0	289,3	
	Recettes nettes	762,3	929,0	166,7

TABLEAU 3.17. - ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. - COUTS DIRECTS**
**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements	739,7	-	259,3	-	259,3	999,0
Commission du concessionnaire	18,0	-	2,0	-	2,0	20,0
Frais généraux de fonctionnement	65,0	-	28,0	-	28,0	93,0
<b>Total</b>	<b>822,7</b>	<b>-</b>	<b>289,3</b>	<b>-</b>	<b>289,3</b>	<b>1 112,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
822,7	289,3	-	-	289,3	35,1%

**2) Fonds extra-budgétaires**

-

**Total, coûts directs** 1 112,0

**B. - COUTS INDIRECTS REPARTIS**

147,6

**Total, coûts directs et coûts indirects répartis** 1 259,6

**3. - COMPTOIR D'ARTICLES POUR CADEAUX**

3.28 Le comptoir est exploité par le concessionnaire qui gère également les restaurants et services annexes du Siège, à savoir la Lido Shores Corporation. Les prévisions de

recettes et de dépenses sont indiquées dans le tableau 3.16 ci-dessus, qui fait apparaître une augmentation des prévisions de recettes de 22 p. 100 et une augmentation des prévisions de dépenses de 35 p. 100.

**4. - RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES (NEW YORK)**

TABLEAU 3.18. - PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
Chiffre d'affaires brut	11 500,0	13 900,0	2 400,0
<i>A déduire</i>			
Coûts des produits vendus	5 974,0	6 811,0	837,0
<b>Recettes brutes</b>	<b>5 526,0</b>	<b>7 089,0</b>	<b>1 563,0</b>
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes	5 526,0	7 089,0	1 563,0
<b>Recettes nettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 3.19: — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Traitements	4 679,0	-	1 391,0	-	-	6 070,0
Commission du concessionnaire	42,0	-	4,0	-	-	46,0
Frais généraux de fonctionnement	805,0	-	168,0	-	-	973,0
<b>Total</b>	<b>5 526,0</b>	<b>-</b>	<b>1 563,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 089,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 526,0	1 563,0	-	-	1 563,0	28,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	7 089,0
----------------------	---------

## B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

83,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	7 172,6
--	---------

## 4. — RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES (NEW YORK)

3.29 La gestion et l'exploitation des restaurants et services annexes sont assurées par un concessionnaire, la Lido Shores Corporation. Tout le personnel nécessaire à l'exécution des obligations du concessionnaire est employé par ce dernier, qui règle toutes les dépenses directes en les imputant sur les recettes. Les recettes nettes, une fois payée la commission du concessionnaire, reviennent à l'ONU. L'Organisation fournit les locaux, les services d'entretien, l'eau, le gaz, l'électricité, etc.

3.30 Les prévisions relatives aux restaurants et services annexes, qui font l'objet du présent chapitre, portent sur :

- La cafétéria, les buffets installés aux divers étages, le restaurant du personnel, la cantine de la presse et le buffet du salon nord;
- Le restaurant des délégués;
- Les ventes de boissons;
- Le comptoir de vente de journaux et d'articles divers du quatrième étage;
- Le buffet ouvert au public dans le bâtiment de l'Assemblée générale;

f) Les distributeurs automatiques installés en divers endroits.

3.31 Grâce aux travaux de construction et de transformations entrepris au Siège, le salon nord et le restaurant des délégués disposeront de locaux plus spacieux durant l'exercice biennal 1982-1983. Une nouvelle cafétéria, plus grande, sera terminée en 1982. En outre, un nouveau buffet destiné aux délégués a été ouvert au premier sous-sol du bâtiment des conférences à la fin de 1980.

3.32 Le tableau 3.18 ci-dessus indique les prévisions de recettes et de dépenses relatives aux restaurants et services annexes.

## 5. — REDEVANCES

3.33 Les redevances devraient assurer des recettes de 500 000 dollars pour 1982-1983, ce qui représente une augmentation de 50 000 dollars par rapport au montant des recettes approuvées à ce titre pour 1980-1981. Ces recettes proviennent de la vente de médailles commémoratives et de médailles de la paix qui se poursuit et de la vente, commencée en 1981, de plaquettes en argent émaillé représentant en miniature les drapeaux des Etats Membres.



6. — EXPLOITATION DES GARAGES  
 (NEW YORK, GENEVE ET VIENNE)

 TABLEAU 3.20. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS  
 ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
<i>New York</i>			
Recettes brutes . . . . .	760,0	925,0 <sup>a</sup>	165,0
A déduire : Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	225,3	290,1	64,8
Recettes nettes . . . . .	534,7	634,9	100,2
<i>Genève</i>			
Recettes brutes . . . . .	—	168,5	168,5
A déduire : Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	—	162,1	162,1
Recettes nettes . . . . .	—	6,4	6,4
<i>Vienne</i>			
Recettes brutes . . . . .	306,3	215,0	(91,3)
A déduire : Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	283,3	245,3	(38,0)
Recettes nettes . . . . .	23,0	(30,3)	(53,3)
<i>Total</i>			
Recettes brutes . . . . .	1 066,3	1 308,5	242,2
A déduire : Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	508,6	697,5	188,9
Recettes nettes . . . . .	557,7	611,0	53,3

<sup>a</sup> On prévoit une augmentation des recettes brutes du fait que des places de stationnement qui étaient inutilisables en raison des travaux de construction effectués au Siège deviendront disponibles.

TABLEAU 3.21. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	New York	Genève	Vienne	Total
<i>1980-1981</i>				
Traitements (y compris les dépenses communes de personnel) . . . . .	204,3	—	205,3	409,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales . . . . .	—	—	3,6	3,6
Heures supplémentaires . . . . .	11,1	—	14,5	25,6
Frais généraux de fonctionnement . . . . .	9,9 <sup>a</sup>	—	59,9	69,8
<b>Total</b>	<b>225,3</b>	<b>—</b>	<b>283,3</b>	<b>508,6</b>
<i>1982-1983</i>				
Traitements (y compris les dépenses communes de personnel) . . . . .	265,7	146,0	161,6	573,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales . . . . .	—	—	6,8	6,8
Heures supplémentaires . . . . .	12,9	10,5	18,6	42,0
Frais généraux de fonctionnement . . . . .	11,5	5,6	58,3	75,4
<b>Total</b>	<b>290,1</b>	<b>162,1</b>	<b>245,3</b>	<b>697,5</b>

<sup>a</sup> Correspond au coût des fournitures nécessaires pour plastifier les permis de stationnement et pour établir les permis journaliers. Les frais généraux de fonctionnement (entretien, éclairage, chauffage, énergie et eau) sont compris dans les prévisions de dépenses inscrites au chapitre 28D.

TABLEAU 3.22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES a

Unité administrative : exploitation des garages (New York, Genève et Vienne)

Catégories	New York		Genève		Vienne		Total 1980-1981   1982-1983
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	1	1	-	-	-	-	1   1
Autres classes	1	1	-	-	1	1	3   2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>   <b>3</b>
<b>Autres catégories</b>							
Travailleurs manuels	-	-	-	-	4	4	2   4
Service de sécurité	2	2	2	2	-	-	4   4
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>   <b>8</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>   <b>11</b>

a/ Tous ces postes sont inscrits au budget ordinaire.

## 6. — EXPLOITATION DES GARAGES (NEW YORK, GENEVE ET VIENNE)

3.34 Les garages sont principalement destinés à permettre aux délégués et aux fonctionnaires de garer leur voiture. A New York, les dépenses directes imputées sur les recettes comprennent la rémunération de deux agents des services généraux (dont un agent de 1re classe), qui sont chargés des factures, des permis de stationnement et des comptes au Service de gestion commerciale, et de deux agents du Service de sécurité, qui font fonction de caissiers au garage, ainsi qu'un petit montant pour couvrir le coût des fournitures nécessaires pour plastifier les permis de stationnement et pour établir les permis journaliers. A Vienne, les dépenses directes à imputer sur les recettes brutes correspondent à la rémunération d'un commis chargé de délivrer les permis de stationnement, de tenir les comptes et d'autres tâches semblables et à la rémunération de quatre travailleurs manuels<sup>a</sup>. Un crédit est également prévu pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit, ainsi que pour le personnel temporaire.

3.35 A New York, comme dans le cas d'autres activités productrices de recettes, les dépenses connexes mais indirectes à engager pour les services communs (entretien, éclairage, chauffage, énergie et eau) sont comprises dans les prévisions de dépenses inscrites au chapitre 28D. A Vienne, le montant nécessaire pour couvrir les frais généraux de fonctionnement est imputé, en ce qui concerne cinq des aires de stationnement, sur les recettes correspondantes. Le montant estimatif des frais de fonctionnement imputables à l'aire de stationnement réservée aux ambassades, aux missions, aux visiteurs éminents, aux fonctionnaires de rang

supérieur et aux handicapés sera compris dans les prévisions de dépenses inscrites au chapitre 28M.

3.36 Le montant total net des recettes provenant de l'exploitation des garages est estimé à 611 000 dollars pour 1982-1983, soit 9 p. 100 de plus que le montant approuvé pour 1980-1981 (557 700 dollars). Cette augmentation est due principalement aux recettes provenant de l'exploitation du garage à New York, lesquelles devraient augmenter de 100 200 dollars. Il est prévu d'effectuer une étude au Siège pour examiner les moyens d'utiliser l'ordinateur afin de stocker et de rechercher les informations nécessaires pour exploiter le garage plus efficacement. L'exploitation du garage à Vienne devrait se solder par une perte de 30 300 dollars en 1982-1983, alors qu'on prévoit des recettes nettes de 23 000 dollars pour 1980-1981. La perte prévue est imputable à la réduction du tarif de stationnement qui sera ramené de 100 schillings autrichiens en 1980 et 80 schillings en 1981 à 70 schillings en 1982-1983, de façon que l'exploitation de cinq des aires de stationnement permette au moins de couvrir les frais correspondants.

3.37 L'exploitation du garage de Genève a été incluse pour la première fois dans le projet de budget pour que l'exploitation des garages y apparaisse comme une activité intégrée productrice de recettes. On estime que l'exploitation du garage de Genève produira des recettes nettes de 6 400 dollars, soit un peu plus que le montant nécessaire pour couvrir les frais. Auparavant, ces recettes figuraient au chapitre 2 des recettes.

<sup>a</sup> A Vienne, les agents du Service de sécurité sont inclus dans la catégorie des travailleurs manuels.

## 7. — PERSONNEL DE SUPERVISION ET D'ADMINISTRATION DONT LE COUT EST IMPUTE SUR LES RECETTES

TABLEAU 3.23. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. — COUTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	613,2	64,6	17,2	95,6	177,6	790,8
Heures supplémentaires	22,0	0,8	-	3,4	4,2	26,2
Dépenses communes de personnel	148,5	16,3	4,0	21,4	41,7	190,2
<b>Total</b>	<b>783,7</b>	<b>81,7</b>	<b>21,2</b>	<b>120,6</b>	<b>223,5</b>	<b>1 007,2</b>

TABLEAU 3.23 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : Dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
865,4	21,2	-	-	21,2	2,4%

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 007,2

## B. – COUTS INDIRECTS REPARTIS

197,9

Total, coûts directs et  
coûts indirects répartis 1 205,1

TABLEAU 3.24. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service de gestion commerciale (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	3	-	-	2	3
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	4	4	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

## 7. — PERSONNEL DE SUPERVISION ET D'ADMINISTRATION DONT LE COUT EST IMPUTE SUR LES RECETTES

3.38 Cette rubrique concerne le coût du personnel de supervision et d'administration nécessaire pour gérer les activités productrices de recettes qui sont placées sous la direction du Service de gestion commerciale (Bureau des services généraux).

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1981)*

#### *Postes permanents*

3.39 Les ressources prévues à ce titre doivent permettre de couvrir le coût de quatre postes d'administrateur et de quatre postes d'agent des services généraux qui sont alloués au Service de gestion commerciale et le coût d'un poste P-3 et d'un poste d'agent des services généraux qui sont alloués à la Section des comptes de recettes (Division de la

comptabilité, Bureau des services financiers). Il est demandé de reclasser un poste P-2/1 à P-3 compte tenu du nombre accru et de la complexité des tâches à accomplir et du niveau de responsabilité qu'elles impliquent. Le titulaire du poste est chargé de la supervision directe des restaurants et services annexés ainsi que du magasin de souvenirs et du comptoir d'articles pour cadeaux. Ces dernières années, des restaurants et services annexés supplémentaires ont été installés dans le bâtiment de la United Nations Development Corporation et dans le bâtiment de l'Alcoa et des installations plus grandes sont construites au Siège où elles seront mises en service pendant l'exercice biennal 1982-1983. Outre qu'il faudra superviser ces nouvelles installations, les ventes du magasin de souvenirs et du comptoir d'articles pour cadeaux vont augmenter.

#### *Heures supplémentaires*

3.40 Les ressources prévues à ce titre constituent le minimum nécessaire, sur la base des dépenses effectives des années précédentes.

## B. — Vente de publications

**TABLEAU 3.25. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

	<i>1980-1981 Montants approuvés</i>	<i>1982-1983 Montants estimatifs</i>	<i>Augmentation (diminution)</i>
Chiffre d'affaires brut . . . . .	6 647,0	8 195,5	1 548,5
<i>A déduire</i>			
Coût des publications vendues . . . . .	1 496,0	2 048,9	552,9
Recettes brutes	5 151,0	6 146,6	995,6
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	4 470,2	5 439,6	969,4
Recettes nettes	680,8	707,0	26,2

TABLEAU 3.26. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. - COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	2 290,5	241,9	-	224,6	466,5	2 757,0
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	103,0	7,0	-	11,3	18,3	121,3
Heures supplémentaires	10,3	0,9	-	1,7	2,6	12,9
Dépenses communes de personnel	490,1	64,5	-	69,4	133,9	624,0
Frais de voyage du personnel	44,0	3,3	-	5,5	8,8	52,8
Services contractuels	326,1	31,2	(2,0)	52,9	82,1	408,2
Publicité et promotion des ventes	319,9	27,0	-	49,0	76,0	395,9
Location des locaux	225,9	19,8	(5,7)	35,7	49,8	275,7
Location et entretien du matériel	14,5	1,2	-	2,1	3,3	17,8
Communications	499,4	35,9	-	60,1	96,0	595,4
Services divers	84,8	6,6	-	11,5	18,1	102,9
Fournitures et accessoires	38,9	3,3	-	5,8	9,1	48,0
Mobilier et matériel	22,8	1,8	-	3,1	4,9	27,7
<b>Total</b>	<b>4 470,2</b>	<b>444,4</b>	<b>(7,7)</b>	<b>532,7</b>	<b>969,4</b>	<b>5 439,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 914,6	(7,7)	-	-	(7,7)	(0,2) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 5 439,6

## B. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 136,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 6 576,1

TABLEAU 3.27. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des ventes [Division des publications, Département des services de conférence (New York)]

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<b>Administrateurs</b>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1 <sup>re</sup> classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	21	21	-	-	21	21
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>30</b>

TABLEAU 3.28. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Groupe des ventes (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs</i>						
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	10	10	-	-	10	10
Total	11	11	-	-	11	11
<b>TOTAL GENERAL</b>	12	12	-	-	12	12



**B. — Vente de publications**

3.41 La vente de publications est une activité ordinaire du Secrétariat et a pour objet de diffuser à l'extérieur les publications des Nations Unies, après leur distribution officielle et dans les départements, ainsi que les autres éléments d'information concernant l'Organisation. Cette activité ne coûte rien à l'Organisation. Si la réalisation d'un bénéfice n'est pas la considération primordiale, il est reconnu cependant que l'ensemble des ventes doit être une source de recettes, à condition que cet objectif puisse être atteint sans compromettre les fins auxquelles les publications sont publiées et mises à la disposition du public.

3.42 La gestion du programme des ventes de publications incombe à la Section des ventes de la Division des publications (Département des services de conférence) qui est chargée de toutes les questions de gestion et de direction, tant à New York qu'à Genève, y compris en ce qui concerne les deux librairies de l'ONU. Dans l'exercice de ses fonctions, la Division des publications suit les directives du Comité des publications, qui a la responsabilité générale de l'élaboration et de l'exécution du programme de publications (y compris la production, le calcul des coûts et les ventes). Le Comité des publications continue à revoir périodiquement la politique des prix afin de tenir compte de l'augmentation des coûts de production et de manutention. La Division des publications continue à encourager l'instauration d'une étroite collaboration entre les départements organiques et toutes les sections qui participent à la préparation et à la distribution des publications afin de coordonner les efforts de tous les intéressés de manière à produire des publications de meilleure qualité susceptibles de se vendre mieux selon un calendrier mieux échelonné.

3.43 Les recettes proviennent de la vente, dans le monde entier, des publications des Nations Unies et des brochures et autres éléments d'information de l'ONU, ainsi que des publications de la Cour internationale de Justice et des institutions spécialisées, et d'autres publications dont l'ONU est dépositaire ou qui sont vendues dans des conditions analogues. Ces publications sont vendues par le Siège et par l'Office de Genève qui utilisent à cet effet les voies normales : distributeurs nationaux, librairies et organisations non gouvernementales. Le volume des ventes des librairies de l'ONU dépend directement du nombre de visiteurs.

3.44 Les prévisions de recettes comprennent le chiffre d'affaires (montant brut) sur lequel sont imputés le coût des articles vendus (coût des exemplaires imprimés à la suite, établissement de microfiches et autres frais, y compris le coût des articles achetés pour être mis en vente à la librairie, tels que les cartes postales et les jeux de petits drapeaux), les coûts directs liés au fonctionnement de la Section des ventes et le coût d'un poste d'administrateur (P-2) et de 5 postes d'agent des services généraux à la Section des comptes de recettes (Division de la comptabilité).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)**Services contractuels*

3.45 Les prévisions de dépenses à ce titre (355 300 dollars) concernent la librairie, qui est gérée par la United Nations Cooperative; ce montant comprend les salaires des employés et les dépenses communes de personnel correspondantes ainsi que la rémunération des services de gestion.

*Publicité et promotion des ventes*

3.46 Les prévisions de dépenses à ce titre (346 900 dollars) correspondent au coût des activités habituelles de promotion des ventes (publicité dans des publications professionnelles et spécialisées, expositions, foires du livre, production de catalogues et d'autres éléments d'information envoyés par la poste). Outre le catalogue annuel des publications en vente courante, qui est exhaustif et largement utilisé pour passer les commandes, on compte publier chaque année un catalogue des publications destinées à la vente qui sera abondamment illustré et annoté et présentera les réalisations marquantes du programme de publications.

*Location de locaux*

3.47 Les prévisions de dépenses à ce titre (240 000 dollars) concernent la location et le nettoyage des bureaux occupés par la Section des ventes dans le bâtiment de l'Alcoa ainsi que la location d'entrepôts à Long Island City.

*Communications*

3.48 Les prévisions de dépenses à ce titre (535 300 dollars) concernent les frais d'affranchissement.

*Services divers*

3.49 Les prévisions de dépenses à ce titre (91 400 dollars) concernent l'expédition des publications, principalement en l'Office des Nations Unies à Genève et le Siège.

*Fournitures et accessoires*

3.50 Les prévisions de dépenses à ce titre (42 200 dollars) concernent l'achat d'enveloppes, de formules pour le traitement des données, de formules pour les factures, de fournitures de bureaux et fournitures analogues pour les librairies, ainsi que l'achat et l'installation d'un système IBM à deux disques, y compris un terminal pour l'entrepôt afin de rationaliser les opérations d'établissement des factures.

*Mobilier et matériel*

3.51 Les prévisions de dépenses à ce titre (24 600 dollars) concernent l'achat de certains accessoires pour les vitrines et pour améliorer l'aménagement des librairies et le remplacement des caisses enregistreuses des librairies du Siège et de Genève.

## C. — Services destinés aux visiteurs

TABLEAU 3.29. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	1982-1983 Augmentation (diminution)
<i>Siège</i>			
Recettes brutes . . . . .	2 294,4	2 858,2	563,8
Dépenses . . . . .	2 501,8	3 652,6	1 150,8
Déficit net	(207,4)	(794,4)	(587,0)
<i>Genève</i>			
Recettes brutes . . . . .	289,4	370,0	80,6
Dépenses . . . . .	791,5	842,4	50,9
Déficit net	(502,1)	(472,4)	29,7
<i>Vienne</i>			
Recettes brutes . . . . .	160,4	115,0	(45,4)
Dépenses . . . . .	284,7	317,5	32,8
Déficit net	(124,3)	(202,5)	(78,2)
<i>Total</i>			
Recettes brutes . . . . .	2 744,2	3 343,2	599,0
Dépenses . . . . .	3 578,0	4 812,5	1 234,5
Déficit net	(833,8)	(1 469,3)	(635,5)

## 1. — VISITES GUIDEES (NEW YORK)

TABLEAU 3.30. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
Montant brut des droits d'admission . . . . .	2 334,4	2 910,9	576,5
<i>A déduire</i>			
Ristournes, remboursements et ajustements . . . . .	40,0	52,7	12,7
Recettes brutes	2 294,4	2 858,2	563,8
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	2 501,8	3 652,6	1 150,8
Déficit net	(207,4)	(794,4)	(587,0)

TABLEAU 3.31. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. — COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Postes permanents	757,6	123,2	-	107,0	230,2	987,8
Guides et agents régulateurs	1 250,1	451,8	-	253,3	705,1	1 955,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	14,6	0,6	-	2,2	2,8	17,4
Heures supplémentaires	2,4	0,1	-	0,3	0,4	2,8
Dépenses communes de personnel	418,0	124,1	-	76,8	200,9	618,9
Services contractuels	17,6	0,7	-	2,7	3,4	21,0
Uniformes	24,4	1,0	-	3,8	4,8	29,2
Fournitures diverses	14,6	0,6	-	2,2	2,8	17,4
Mobilier et matériel	2,5	0,1	-	0,3	0,4	2,9
<b>Total</b>	<b>2 501,8</b>	<b>702,2</b>	<b>-</b>	<b>448,6</b>	<b>1 150,8</b>	<b>3 652,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 204,0	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

—

Total, coûts directs 3 652,6

B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

269,1

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 3 921,7

TABLEAU 3.32. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des visites (Département de l'information)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs</i>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2 <sup>e</sup> classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> ou de 2 <sup>e</sup> classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	5	5	-	-	5	5
<i>Agents des services généraux</i>						
1 <sup>re</sup> classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	12	12	-	-	12	12
Total	12	12	-	-	12	12
<b>TOTAL GENERAL</b>	17	17	-	-	17	17

## C. — Services destinés aux visiteurs

## 1. — VISITES GUIDEES (NEW YORK)

3.52 A New York, des visites guidées visant à faire connaître les buts et les activités de l'ONU sont assurées tous les jours de la semaine et pendant toute l'année par la Section des visites, qui relève du Département de l'information. La Section des visites est également chargée d'organiser des conférences, des projections cinématographiques et des programmes spéciaux d'information à l'intention de groupes de visiteurs. Elle joue essentiellement le rôle d'un service d'information destiné au public et les visites guidées ne sont pas une entreprise à but lucratif, mais les visiteurs attirés par les visites guidées sont incités également à faire des achats à la poste, à la librairie, au comptoir d'articles pour cadeaux et au magasin de souvenirs, à consommer au buffet et, à certaines heures, à prendre un repas au restaurant des délégués, ce qui augmente les bénéfices de ces autres activités productrices de recettes.

3.53 L'expérience montre que le nombre des visiteurs a augmenté récemment par rapport à celui des années 70. Il semble que le nombre des personnes qui visitent le Siège ait atteint un maximum en 1979-1980 ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	Nombre effectif	Nombre estimatif
1978	613 000	
1979	661 700	
1980	666 500 <sup>a</sup>	
1981		620 000
1982		620 000
1983		620 000

<sup>a</sup> Contre un nombre estimatif de 615 000 visiteurs prévu dans le projet de budget-programme pour 1980-1981.

3.54 Sur le nombre total de personnes qui visitent le Siège, 57 p. 100 environ sont des adultes, 20 p. 100 des élèves d'établissements d'enseignement secondaire et 23 p. 100 des écoliers. Pour l'exercice biennal 1982-1983, on

prévoit que les droits d'admission fixés actuellement à 2,50 dollars pour les adultes, 1,50 dollar pour les élèves d'établissements secondaires et 1 dollar pour les écoliers seront portés à 3 dollars, 1,75 dollar et 1,25 dollar, respectivement, de manière à compenser en partie l'augmentation des dépenses de la Section des visites.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Guides et agents régulateurs*

3.55 Les prévisions de dépenses à ce titre (1 701 900 dollars) concernent le coût des 1 245 mois de travail de guide et d'agent régulateur qui seront nécessaires pour assurer le service des visites guidées, l'expérience ayant montré qu'il faut environ un mois de travail de guide par tranche de 1 000 visiteurs.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

3.56 Les prévisions de dépenses à ce titre (15 200 dollars) concernent le remplacement du personnel permanent en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité.

*Heures supplémentaires*

3.57 Les prévisions de dépenses à ce titre (2 500 dollars) concernent la rémunération des heures supplémentaires que le personnel doit faire pour assurer le service des visites guidées le samedi et le dimanche.

*Services contractuels*

3.58 Les prévisions de dépenses à ce titre (18 300 dollars) concernent la documentation publicitaire nécessaire pour attirer les visiteurs.

*Uniformes*

3.59 Les prévisions de dépenses à ce titre (25 400 dollars) concernent le remplacement d'un certain nombre d'uniformes au cours de l'exercice biennal.

## 2. — GROUPE DES VISITES (GENEVE)

TABLEAU 3.33. — PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
Droits d'admission aux visites guidées	281,4	354,0	72,6
Ventes de cartes postales	8,0	16,0	8,0
	<b>Recettes brutes</b>	<b>370,0</b>	<b>80,6</b>
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes	791,5	842,4	50,9
	<b>Déficit net</b>	<b>(502,1)</b>	<b>(472,4)</b>
			<b>29,7</b>

TABLEAU 3.34. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## A. — COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1982-1983	
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983		Augmentation totale
Postes permanents	313,1	(1,5)	-	17,0	15,5	328,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	355,9	(2,6)	-	26,9	24,3	380,2
Heures supplémentaires	50,3	(0,4)	-	3,9	3,5	53,8
Dépenses communes de personnel	58,0	2,8	-	4,0	6,8	64,8
Publicité et promotion	5,4	(0,1)	-	0,4	0,3	5,7
Fournitures et accessoires	5,8	-	-	0,4	0,4	6,2
Matériel pour l'information	3,0	(0,1)	-	0,2	0,1	3,1
<b>Total</b>	<b>791,5</b>	<b>(1,9)</b>	<b>-</b>	<b>52,8</b>	<b>50,9</b>	<b>842,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
789,6	-	-	-	-	%

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	842,4
----------------------	-------

## B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS

62,1
------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	904,5
--	-------

TABLEAU 3.35. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Groupe des visites (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983	1980-1981	1982-1983
<i>Administrateurs</i>						
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<i>Agents des services généraux</i>						
G-7/1	3	3	-	-	3	3
Total	3	3	-	-	3	3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 2. - GROUPE DES VISITES (GENEVE)

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)

3.60 Des visites guidées du Palais des Nations sont assurées par le Groupe des visites (Genève). Ce service qui fonctionne tous les jours de la semaine et pendant toute l'année, donne aux visiteurs des informations sur les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies.

3.61 Le nombre des visiteurs au Palais de Nations est remonté depuis 1978, car il y a eu 16 500 visiteurs de plus en 1980 qu'en 1979, soit une augmentation de 18 p. 100. Le nombre estimatif et le nombre effectif des visiteurs par an s'établissent comme suit :

	Nombre effectif	Nombre estimatif
1978 . . . . .	99 000	
1979 . . . . .	101 000	
1980 . . . . .	118 100 <sup>a</sup>	
1981 . . . . .		120 000 <sup>b</sup>
1982 . . . . .		120 000
1983 . . . . .		120 000

<sup>a</sup> Contre un nombre de 100 000 visiteurs prévu dans le projet de budget-programme pour 1980-1981.

<sup>b</sup> Contre un nombre estimatif de 100 000 visiteurs prévu dans le projet de budget-programme pour 1980-1981.

3.62 Les prévisions de recettes du Groupe des visites comprennent aussi les recettes provenant de la vente de cartes postales; ces recettes devraient s'élever à 16 000 dollars pour 1980-1981, soit le double du montant prévu dans le projet de budget pour cet exercice. Le volume des ventes devrait se maintenir au cours de l'exercice biennal 1982-1983.

## Personnel temporaire affecté à des tâches générales

3.63 Les prévisions de dépenses à ce titre (353 300 dollars) concernent le recrutement de guides à temps partiel et d'un caissier/agent régulateur à temps partiel de façon à faire face aux fluctuations du volume de travail.

## Heures supplémentaires

3.64 Les prévisions de dépenses à ce titre (49 900 dollars), qui n'accusent pas d'augmentation, concernent le sursalaire à verser au personnel qui travaille le samedi et le dimanche et la rémunération des heures supplémentaires à faire pour continuer à assurer des visites tous les jours de la semaine pendant la plus grande partie de l'année.

## Publicité et promotion

3.65 Les prévisions de dépenses à ce titre (5 300 dollars) concernent la documentation publicitaire nécessaire pour attirer les visiteurs.

## Fournitures et accessoires

3.66 Les prévisions de dépenses à ce titre (5 800 dollars) concernent l'achat d'uniformes pour le Groupe des visites de l'achat d'articles de papeterie et des fournitures nécessaires pour la documentation publicitaire.

## 3. - VISITES GUIDEES (VIENNE)

TABLEAU 3.36. - PREVISIONS DE RECETTES (MONTANTS BRUTS ET MONTANTS NETS)

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1980-1981 Montants approuvés	1982-1983 Montants estimatifs	Augmentation (diminution)
Montant brut des droits d'admission . . . . .	160,4	115,0	(45,4)
<i>A déduire</i>			
Ristournes, remboursements et ajustements . . . .	—	—	—
Recettes brutes	160,4	115,0	(45,4)
<i>A déduire</i>			
Dépenses imputées sur les recettes . . . . .	284,7	317,5	32,8
Déficit net	(124,3)	(202,5)	(78,2)



**TABLEAU 3.37. — ANALYSE DES DEPENSES IMPUTEES SUR LES RECETTES**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**A. — COUTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1980-1981	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1982-1983
		Réévaluation de la base de ressources de 1980-1981 (aux taux révisés de 1981)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1981)	Inflation en 1982 et 1983	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	131,4	1,3	-	12,8	14,1	145,5
Postes temporaires	110,3	7,1	-	8,7	16,8	127,1
Dépenses communes de personnel	31,4	(1,6)	-	2,3	0,7	32,1
Fournitures diverses	11,6	0,1	-	1,1	1,2	12,8
<b>Total</b>	<b>284,7</b>	<b>6,9</b>	<b>-</b>	<b>25,9</b>	<b>32,8</b>	<b>317,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1981)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1980-1981	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
291,6	-	-	-	-	- %

2) *Fonds extra-budgétaires*

-

<b>Total, coûts directs</b>	<b>317,5</b>
-----------------------------	--------------

**B. — COUTS INDIRECTS REPARTIS**

23,4

<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>340,9</b>
---	--------------

**3. — VISITES GUIDEES (VIENNE)**

3.67 Des visites guidées du Centre international de Vienne ont commencé d'être assurées à titre provisoire en septembre 1979 puis à titre permanent en mai 1980. A la fin de 1980, 35 000 personnes en tout avaient visité le Centre. Pour l'exercice biennal 1982-1983, on prévoit 55 000 visiteurs par an.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1981)*

*Personnel temporaire*

3.68 Il est proposé de maintenir, pendant l'exercice biennal, les deux postes temporaires (un poste P-2 et un poste d'agent des services généraux) qui ont été approuvés

pour le Chef du service et pour le caissier/agent régulateur, en attendant d'en savoir plus sur les ressources nécessaires pour les visites guidées.

*Personnel temporaire affecté à des tâches générales*

3.69 Les prévisions de dépenses à ce titre (132 700 dollars) concernent le recrutement des guides nécessaires pour assurer les visites guidées.

*Fournitures*

3.70 Les prévisions de dépenses à ce titre (11 700 dollars) concernent la documentation publicitaire nécessaire pour attirer les visiteurs.